



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Remise de décorations



(de gauche à droite) Mme Ingeborg Kristoffersen, Ambassadeur de Belgique, M. Chris Moors, M. Jean Spautz, M. Jos Van Wassenhove, M. John Schummer, ancien Président du Parlement Benelux

Le 26 mars 2003, le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz a remis, au nom de S.A.R. le Grand-Duc, une décoration honorifique à deux citoyens belges qui se sont particulièrement distingués par leur engagement en faveur du Benelux. M. Chris Moors, ancien membre (de 1988 à 1998) et ancien Président (1997/98) du Conseil Interparle-

mentaire Consultatif de Benelux a été décoré Commandeur dans l'Ordre du Mérite du Grand-Duché de Luxembourg. M. Jos Van Wassenhove, de 1992 à 2002 Secrétaire général du Parlement Benelux, a été nommé Officier dans l'Ordre du Mérite du Grand-Duché de Luxembourg.

Assermentation de trois nouveaux fonctionnaires



C'est en jurant "fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat" et en promettant "de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité" que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - 3 nouveaux fonctionnaires (rédacteurs) du Greffe ont été assermentés le 7 mars 2003 par le Secrétaire

général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieisen (2^e de droite). L'assermentation de M. Tun Figueiredo, Mme Katja Hientgen et M. Nico Iannizzi a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés M. Martin Bisenius et de Mme Sonja Benassutti, rédacteur principal en charge des ressources humaines (de gauche à droite).

Travaux des commissions parlementaires

Commission des Media et des Communications

Visite des nouveaux locaux de la radio socio-culturelle 100,7



(de gauche à droite) M. Fernand Weides, M. Laurent Mosar, M. Fernand Greisen, M. Pierre Gehlen, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Jean-Paul Rippinger, Mme Simone Beissel et Mme Mady Delvaux-Stehres

En date du 14 mars, la Commission des Media et des Communications a été reçue dans les nouveaux locaux de la radio socio-culturelle 100,7 avenue Monterey à Luxembourg. La visite des nouvelles installations a

été suivie d'un échange de vues avec les responsables de la radio socio-culturelle, dont MM. Pierre Gehlen, président (au centre) et Fernand Weides, directeur (à gauche).

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

(Art. 21 du Règlement de la Chambre des Députés)

Commission spéciale "Plan d'action national en faveur de l'emploi"

Evaluation de l'impact du congé parental

Lors d'une réunion avec les membres de la Commission spéciale "Plan d'action national en faveur de l'emploi" le 27 mars, les Ministres de la Famille et de l'Emploi les ont informés des discussions ayant eu lieu la veille au sein du comité de coordination de la Tripartite, en se penchant plus particulièrement sur le congé parental.

La Commission spéciale a noté avec satisfaction que le comité de coordination de la Tripartite plaide en faveur d'une prolongation de la mesure venant à échéance le 31 juillet prochain. Elle ne s'est pas opposée à un

certain nombre d'ajustements mineurs, sous condition que ceux-ci ne touchent ni à la durée du congé, ni au montant de l'indemnité, ni à la garantie de l'allocataire de pouvoir réintégrer, à l'issue du congé parental, son emploi antérieur.

La réunion s'est inscrite dans le cadre d'une information et d'une consultation continues du Parlement sur les travaux de la Tripartite - procédure revendiquée dans une motion que la Chambre des Députés avait adoptée à l'occasion du vote du Plan d'action national en faveur de l'emploi en 1999.



Travaux des commissions parlementaires

Commissions des Travaux publics et de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

Visite de la friche industrielle Belval



Le réaménagement et l'extension de la halte ferroviaire (existante) "Belval-Usines" sera le point de départ de tous les efforts visant à développer un réseau de transport public sur la friche industrielle de Belval. Cette halte sera reliée par une passerelle provisoire à la "Terrasse des Hauts-Fourneaux", premier quartier aménagé avec 27,6 ha de terrains constructibles et destiné à abriter sous peu les trois premières réalisations concrètes des importants travaux de reconversion: le Centre de musique amplifiée ("Rockhal"), le complexe cinématographique et le bâtiment administratif de la banque Dexia BIL.

La construction d'un réseau train-tram n'est pas prévue dans une première phase. Elle n'est cependant pas exclue à moyen ou à long terme. Devant les membres des deux Commissions parlementaires des Travaux publics et de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports, le 17 mars passé, M. Henri Grethen, Ministre des Transports, a souligné qu'à ce stade un investissement d'une telle envergure dépasserait les efforts financiers que le Gouvernement était prêt à consentir: "N'oublions pas que dans deux ans 400 personnes au grand maximum viendront travailler

tous les jours sur ce site!", a-t-il ajouté.

Le Ministre a estimé que le réseau de transport public devrait être développé parallèlement et en fonction de l'avancement des travaux de reconversion. Plusieurs études - l'une d'entre elles concernant notamment le réseau de bus vers et sur la friche - seraient en cours de réalisation. "Mais rien ne nous empêchera d'offrir des services spéciaux les jours de grande affluence", a ajouté M. Grethen.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, qui participait également à la réunion, a lancé un appel aux autorités communales compétentes d'Esch-sur-Alzette et de Belvaux/Sanem, de veiller à ce que la réalisation concrète des premiers projets ne soit pas retardée, faute des autorisations nécessaires. Elle a par ailleurs fait état des questions qui restent à régler du côté français de la frontière pour la construction d'un rond-point et d'un parking park & ride près de Micheville, à la porte sud de la friche de Belval.

La visite - en présence également des représentants des administrations gouvernementales compétentes et de la société de développement Agora - s'est terminée par une visite guidée de la friche en bus.

Commission spéciale "Immigration"

Echange de vues avec le Ministre du Travail et de l'Emploi

Malgré la dégradation du marché de l'emploi luxembourgeois, certains secteurs - comme l'hôtellerie, la restauration et l'agriculture - continuent à manifester leur intérêt au recrutement d'une main-d'œuvre immigrée de pays n'appartenant pas à l'Union européenne. Le secteur de la construction pour sa part semble, depuis peu, ne plus éprouver de besoin particulier.

C'est ce que le Ministre du Travail et de l'Emploi, M. François Biltgen a précisé en date du 28 mars au cours d'un échange de vues avec les membres de la

Commission spéciale "Immigration".

Les efforts du Gouvernement en matière d'emploi tendaient à accorder une priorité au placement des chômeurs inscrits auprès de l'Administration de l'Emploi (ADEM) et des travailleurs étrangers issus de la procédure de régularisation, a dit le ministre. Il a souligné par ailleurs sa volonté de continuer à simplifier les procédures permettant à des stagiaires venant de pays candidats à une adhésion à l'UE d'intégrer le marché de l'emploi luxembourgeois pour une durée déterminée.

NOUVELLES LOIS

4781 - Projet de loi

concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et abrogeant l'article 7 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

La Commission européenne avait depuis le début des années quatre-vingt-dix reconnu toute l'importance de la vente transfrontalière à distance pour le consommateur en général et pour le développement du marché intérieur en particulier. Avant de réglementer de façon plus détaillée les spécificités inhérentes à la technique de communication à distance qu'est le commerce électronique au niveau communautaire, les instances européennes ont voulu d'abord dresser le cadre législatif général de tous les contrats à distance indépendamment des moyens techniques utilisés. Alors que la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 dite directive sur le commerce électronique va viser tant le 'business to business' (B2B) que le 'business to consumer' (B2C), la directive 97/7/CE du 20 mai 1997 sur les contrats à distance se fixe comme but spécifique et exclusif la protection des consommateurs dans tous ses achats à distance.

Si la Commission a été sensible à l'appel du Conseil d'Etat d'exclure, conformément à la directive 97/7/CE, les services financiers, elle se rallie par ailleurs à l'avis exprimé par la Chambre de Commerce qui se déclare réticente vis-à-vis de la transposition anticipative de textes communautaires à l'état de projet. En effet, depuis décembre 1998, les négociations sur un projet de directive concernant la commercialisation à distance des services financiers étaient en cours et qui se présentaient, au vu de positions divergentes des Etats membres et la complexité de la matière, comme extrêmement difficiles. Puisque cette directive vient d'être adoptée entre-temps et qu'il s'avère que la transposition ne saurait se limiter à ce qui est proposé actuellement dans le cadre du présent projet de loi, la Commission estime opportun d'exclure les services financiers du champ d'application du projet de loi sur la protection des consommateurs en matière de contrats à distance.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 08.03.2001

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

16.09.2002 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

11.02.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.03.2003

4789 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée relatif au transport aérien, signé à Luxembourg, le 27 septembre 2000;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Inde relatif au transport aérien, signé à New Delhi, le 8 janvier 2001

Le présent projet de loi portant approbation de deux accords aériens bilatéraux fait suite à d'autres projets similaires, qui ont été adoptés dans le passé. Les deux accords qui font l'objet du présent projet de loi ont été signés avec la République de Corée et l'Inde.

Un accord aérien bilatéral constitue un préalable indispensable à l'ouverture de relations aériennes régulières, soit par un transporteur aérien luxembourgeois, soit par un transporteur aérien de l'autre partenaire bilatéral. De même, un tel accord bilatéral constitue la base juridique indispensable pour l'ouverture de services aériens réguliers.

La conclusion d'accords aériens bilatéraux permet au Gouvernement de renforcer notre portefeuille d'accords aériens bilatéraux en vue d'éventuelles négociations multilatérales futures. En effet, dans la politique communautaire européenne de libéralisation du transport aérien, un rôle de plus en plus important reviendra à l'avenir aux relations aériennes entre l'Union européenne, considérée comme un marché aérien unique, d'une part, et les pays tiers, d'autre part.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 02.04.2001

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

09.10.2002 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

04.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.03.2003

4833 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Région Administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Népal relatif aux services aériens signé à Luxembourg, le 18 juin 1999;

- de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 13 et 21 juillet 1998 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique amendement l'Accord relatif aux services aériens, signé à Luxembourg, le 19 août 1986, tel qu'il a été amendé par Accord sous forme d'échange de lettres du 6 juin 1995

Le projet de loi n° 4833 portant approbation 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Région Administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998; 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Népal relatif aux services aériens signé à Luxembourg, le 18 juin 1999 et 3° de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 13 et 21 juillet 1998 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique amendement l'Accord relatif aux services aériens, signé à Luxembourg, le 19 août 1986, tel qu'il a été amendé par Accord sous forme d'échange de lettres du 6 juin 1995 a été déposé à la Chambre des Députés par Madame le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur le 21 août 2001.

Ces accords sont la confirmation de la politique poursuivie par le Gouvernement en matière de transports aériens ayant pour objectif d'assurer les perspectives d'avenir tant en faveur de nos compagnies aériennes nationales en leur procurant un maximum de droits de trafic, qu'en faveur de notre aéroport comme plate-forme internationale pour le trafic de passagers et de fret.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21.08.2001

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

09.10.2002 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

04.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.03.2003

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona/Siemens (imagin) um Kanal S 40 / 455.25 MHz

um Réseau vun der Coditel um Kanal S 29

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Hommage à la mémoire de Monsieur Pol Wagener, député honoraire
3. Communications
4. Retrait du rôle du projet de loi 3170 portant modification de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse
5. Ordre du jour
6. Vérification des pouvoirs et prestation de serment de M. Marcel Sauber
(Rapport de la Commission de vérification)
7. Nomination d'un Vice-Président de la Chambre des Députés
8. Composition des délégations auprès des assemblées internationales et des commissions parlementaires
9. 5050 - Débat d'orientation "La situation économique et sociale des femmes"
(Rapport de la Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine - Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur et M. Henri Grethen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Assentiment)

Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech wollt hei an der Chamber e Projet de loi déposieren iwwert den europäeschen Haftbefehl. Et ass dat ee vun deene groussen Texter, déi ugeholl gi sinn am Kader vun dem europäeschen Espace européen de justice, de liberté et de sécurité. A wann dee Projet de loi enges Daags Zoustëmmung fënnt an dëser Chamber, dann ass domat fir d'Bierger vun der Europäescher Unioun d'Ausliwwerungsprozedur ofgeschaaft. Et ass ee ganz wichtige Schrëtt um Wee zu engem europäesche Rechtsraum.

- *Projet de loi 5104 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres de l'Union européenne.*

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vun dem Dépôt vun deem Projet de loi duerch den Här Justizminister Luc Frieden. Dee Projet gëtt weidergeleet un déi zoustänneg Instanzen.

2. Hommage à la mémoire de Monsieur Pol Wagener, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, e Samschdeg, den 1. März huet eis déi traureg Noriicht erreecht, datt ee vun eise fréiere Chamberskolleegeen, den Här Pol Wagener vu Réimech, eis am Alter vun 78 Joer no laanger Krankheet fir ëmmer verlooss huet.

Wéi déi meescht jonk Männer vun sengem Jorgang gouf hien als Zwangsrekrutierter ganz fréi un der Ostfront a Russland mat där grausamer Sait vun Liewe konfrontéiert. Dës Erfahrung sollt hien awer net dovun ofhalen, sech a sengem spéider Liewen an den Dëngsch vun der Konscht a vu senger Matmënschen ze stellen, a sech als Grënner a laangjährege

President vun Pius-Verband mat grousser Äifer fir Musek a Gesank anzusetzen.

Op der politescher Bühn huet de Pol Wagener als CSV-Deputierten aus dem Oste sech vun 1979 bis 1989 virun allem als Finanzexpär an der Chamber een Numm gemaach, iwwerdeems hien op lokalem Plang vun 1982 bis 1993 zu Réimech als Schäffen an als Gemengeconseiller mat grousser Engagement fir d'Belaanger vun de Bierger agezerratt ass.

Dem Pol Wagener senger Famill wëlle mir eist häerzlechste Bäileed ausdrécken.

Ech géing lech bieden ee Moment opzestoen, fir senger am Stellen ze gedenken.

(Minute de recueillement)

Ech soen lech merci.

3. Communications

Folgend Kommunikatiounen hunn ech der Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 6 mars 2003, le

- *Projet de loi 5102 relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction de l'immeuble du Centre de Recherche Public Henri Tudor et du Centre de Technologie de l'Education à Luxembourg-Kirchberg.*

En date du 11 mars 2003 elle a déposé le

- *Projet de loi 5103 portant création d'un établissement public nommé «Centre de Musiques Amplifiées».*

4. Retrait du rôle du projet de loi 3170 portant modification de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse

Op Ufro hi vun der Regierung schléit d'Präsidentekonferenz vir, de Projet de loi 3170 iwwert d'Ofännerung vun Pressegesetz vun Rôle ze strächen, well en an der Tëschenzäit géigestandslos ginn ass.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Fir dës Woch huet d'Präsidentekonferenz an hirer Reunionum vum 27. Februar folgenden Ordre du jour virgeschloen, deen lech schréfflech zougestallt ginn ass:

No der Vereedegung vun Här Marcel Sauber als neien Deputierten an no der Wahl vun engem neie Vize-Präsident hu mer fir haut de Mëtteg:

- Eng Orientéierungsdebatt iwwert déi wirtschaftlech a sozial Stellung vun der Fra.

D'Froestonn un d'Regierung gëtt no enger Décisioun, déi d'Präsidentekonferenz gëschter geholl huet, op den nächsten Dënschdeg verluecht.

Mar de Moien um 9 Auer hu mer:

- D'Interpellatioun vun Här Marc Zanussi iwwer e „plan sectoriel Transport“ fir de Minett.

- D'Nomination vun engem Commissaire aux Comptes fir d'SNCI.

Mar de Mëtteg um halwer 3 hu mer:

- D'Orientéierungsdebatt iwwert d'Euthanasie.

Iwwermer an Donneschdeg um 9 Auer:

- De Projet de loi 4781 iwwert d'Contrats à distance.

- De Projet de loi 4789, en Ofkommen mat Korea an Indien iwwert de Fluchverkéier.

- De Projet de loi 4833, en Ofkommen mat Hong Kong, mam Nepal a mat de Vereenegte Staate vun Amerika iwwert d'Services aériens.

- De Projet de loi 4904, eng Konventioun iwwert d'Schlichtung innerhalb vun de KSZE-Länner.

En Donneschdeg nomëttes um halwer 3:

- Eng Konsultationsdebatt iwwert d'Polizei.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Vérification des pouvoirs et prestation de serment de M. Marcel Sauber

Mir huelen haut de Mëtteg een neie Member an d'Chamber op, an dat well eise Kolleege, den Här Willy Bourg, den 21. Februar 2003 gestuerwen ass.

Den Artikel 167 vun Wahlgesez gesäit Folgendes vir:

Déi Kandidaten, déi op jidder Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierffall oder aus iergend engem anere Grond fräi gouf. D'Notifikatioun vun deem Opruff un d'Suppléanté gëtt innerhalb vu 15 Deeg duerch de President gemaach.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamberspräsident fir d'Successioun op dat vakant Deputiertemandat suert an de Statsminister doriwwer a Kenntnis setzt.

A mengem Bréif vum 27. Februar 2003 hunn ech mech also un den Här Marcel Sauber vun Hielem gewannt, deen als eische Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet.

A sengem Bréif vum 4. März 2003 huet den Här Marcel Sauber matgedeelt, datt e bereet ass d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch de Stierffall vun Här Willy Bourg fräi ginn ass.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

„1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.“

Ech géif lech bieden, déi Kommissioun ze konstituieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

Tirage au sort

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputierten zesammen: der Mme Lydia Mutsch, den Häre Gusty Graas, Nicolas Strotz, Lucien Weiler, Norbert Hauptert, Jean Asselborn a Jean-Paul Rippinger.

Ech géif d'Kommissioun bieden zesammen ze kommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 13. Juni 1999 ze präifen, virun allem wat den Här Marcel Sauber betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass fir e puer Minutten ënnerbrach.

M. le Président.- Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet elo d'Présidentin vun der Kommissioun déi mer elo grad konstituéiert hunn, an dat ass déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Här President, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegehallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputierten zesammen. Ech rapelieren dat nach eng kéier:

1. Gusty Graas,
2. Lydia Mutsch,
3. Nicolas Strotz,
4. Lucien Weiler,
5. Norbert Hauptert,
6. Jean Asselborn,
7. Jean-Paul Rippinger.

Den Här Jean-Paul Rippinger gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden lech deemno dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet also elo de Rapporteur, den honorabelen Här Jean-Paul Rippinger.

Rapport de la Commission de vérification

M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut fir mech eng besonnesch Eier ënnert der Presidentschaft vun der Madame Lydia Mutsch dierfen de Rapport vun der Spezialkommissioun ze maachen.

Dee Rapport gesäit folgendermoossen aus.

Mesdames et Messieurs, la commission ad hoc m'a chargé de faire le rapport suivant: Monsieur Willy Bourg est décédé le 21 février 2003. Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste d'après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste, dont les sièges deviennent vacants par

suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Le Président de la Chambre pendant la session pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'Etat. Par lettre du 27 février 2003, Monsieur le Président Jean Spautz s'est donc adressé à Monsieur Marcel Sauber, premier suppléant sur la liste du Parti chrétien social pour la circonscription du Centre. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre. Par lettre du 4 mars 2003, Monsieur Marcel Sauber a fait savoir qu'il accepte de continuer le mandat de député de Monsieur Willy Bourg. En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent. Les élections législatives du 13 juin 1999 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 1999. Des procès-verbaux des résultats des prédites élections, il résulte que Monsieur Marcel Sauber, demeurant à Helmsange, est effectivement le premier suppléant sur la liste du Parti chrétien social dans la circonscription du Centre et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant par suite du décès de Monsieur Willy Bourg.

Monsieur Marcel Sauber a fait savoir au Président de la Chambre qu'il accepte de continuer le mandat de Monsieur Willy Bourg, par lettre du 4 mars 2003. La commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Monsieur Marcel Sauber et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la commission est déposé sur le Bureau de la Chambre. Monsieur le Président, s'il vous plaît.

M. le Président.- De Konklusiounen vun der Kommissioun no sinn d'Léiglatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn an deemno kann den Här Marcel Sauber den Här Willy Bourg ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wann ech gelft den Här Marcel Sauber erakommen.

Assermentation de M. Marcel Sauber

Här Sauber, ech géif lech elo bieden den Eed ze leeschten, esou wéi en nom Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat“.

Ech géif lech bieden déi riets Hand ze hiewen a mat mir ze soen: „Je le jure“.

M. Marcel Sauber (CSV).- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun Ärer Vereedegung a proklamieren lech zum neien Deputierte vun der Lëtzebuerger Chamber. Ech géif lech dann och gläich d'Wuert ginn, fir e puer Wuert un Är nei Kolleegeen ze riichten.

M. Marcel Sauber (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt main eische Gedanken op dësem Podium fir Ären a mai versteruwene Frënd Willy Bourg ass. Mir hunn eis begéint wéi mer zesumme fir d'eischt an d'Wahle gaange sinn. Dat war 1985. 1984/85 ass de Willy an d'Chamber getratt an ech sinn déiselwecht Zäit an de Conseil d'Etat agezerratt.

De Willy huet an der Lëtzebuurger Politik ganz kloer Spuren hannerlooss an ech denken hei mat groussem Respekt un hien an u seng Famill. Hien huet säi Wee gemaach an ech wäert versichen och mäi Wee nach weider ze maachen, woubäi ech weess, dass duerch den Doud vum Willy wuel e Stull hei an dësem Plenum fräi ginn ass, mä wou ech awer och weess, datt kee seng Plaz kann huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech de Mandat als Deputéierten ugeholl hunn, esou ass dat u sech eng natierlech Entscheidung gewiescht. An der leschter Wahlcampagne sinn ech oft gefrot ginn: Wanns de dann elo gewielt gëss, gëss de dann däi Mandat am Conseil d'Etat op? Meng Äntwert war ëmmer ganz kloer: Jo. Wéi sech dann elo d'Fro méi konkret gestallt huet, ob ech fréizäitig mäi Posten als President am Statsrot géif opgi fir hei an d'Chamber nozeréckelen, hat ech dann och kee Problem fir Jo ze soen, dat ëmsou méi well meng legal Zäit am Conseil d'Etat souwisou am Juni eriwwer gewiescht wier. Jo awer och well ech der Meenung sinn, datt ech nach ze jonk si fir doheem ze setzen an näischt ze maachen an datt ech vläicht meng Erfahrung am Conseil d'Etat, aus der Gemengepolitik, respektiv och aus mengem Beruff kënnt hei asetzen zum Wuel vum Land.

Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger Period wou dobausse méi e raue Wand bléist, eng Period déi gekennzeechent ass duerch e Krich, deen all Dag risquéiert auszebriechen, eng weltwäit Veronsécherung a kriminell Aktiounen, awer och duerch méi en haart Wirtschaftsliewen, Betriebszesummeschlëss an domat verbonne Personalofbau, duerch méi eng haart Konkurrenz a weiniger Benefisser, méi Leit déi eng Aarbecht si-chen, méi Chômage, och hei zu Lëtzebuerg an ewell och scho bei de Qualifizierten.

Et sinn dat Problemer déi eis viru Realitéite setzen, déi scho bal vergiess woren. Ech wëll elo hei net e groussen Exposé maachen iwwer Wirtschafts-, Finanz- a Sozialpolitik, mä ech wëll een Aspekt haut besonnesch uschneiden, an dat ass dee vum Mëtzelstand.

Wou steet de Mëtzelstand an eiser heiteger Gesellschaftspolitik? Wou ass seng Zukunft? Oder och nach, wéi wäit a wéi vill Mëtzelstand brauche mer? Besteet nach Handlungsbedarf? Deen neie Mëtzelstand kennen ech nawell, well ech mäi Liewen an de Mëtzelstandsorganisatiounen verbruecht hunn an als ee vu senger Spriecher iwwer méi wéi 30 Joer konnt Hëllef mat den zousätznege Politiker vum alle Kategorien eng Mëtzelstandspolitik op- an ausbauen.

Ech si Gott sei Dank net eleng, net deen eenzegen heibannen, deem de Mëtzelstand un d'Häerz gewuess ass an dee matgehollt huet.

Wann een elo iwwert déi lescht 30 Joer zrëckkuckt, da muss ee soen, dass konsequent villes geschitt ass, wat de Kleng- a Mëtzelbetriber zegutt komm ass. Ob dat am Kader vun der Mëtzelstandspolitik, der Finanzpolitik, der Budgetpolitik, der Baupolitik, der Ëmweltpolitik, der Ausbildung an aneren Aspekter vun der Gesellschaftspolitik ass.

Et ass awer elo net fir d'Hänn an de Schouss ze leeën, eemol well nach munches opsteet a weider well permanent Upassungen och an der Politik vis-à-vis vun de Kleng- a Mëtzelbetriber noutwendeg sinn an nei an zousätzlech Problemer sech stellen.

Wann een zrëckkuckt op déi Jore vun 1975 un, d'Krisejore, wou e groussen Ëmschwong an der Wirtschaftsszen sech breetgemaach huet a wou vill Aarbechtsplazen a Gefor woren an ofgebaut goufen, da muss ee feststellen datt mer haut an enger bal vergläichbarer

wirtschaftlecher Situatioun sinn. Da muss een awer och unerkennen, datt global just grad déi Kleng- a Mëtzelbetriber aus dem Mëtzelstand, Handwierk, Handel an Hôtellerie sech gutt geschloen hunn. Hir Zuel ass déi lescht 25 Jore gläich bliwwen, mä d'Zuel vun de beschäftegte Leit an dëse Betriber huet ganz staark zougeholl.

Also d'Kleng- a Mëtzelbetriber si krisestabil, si stellen eng Stärkt vun eiser Wirtschaft duer. Sozialpolitesch si se ganz wichteg, well se qualifizéiert Mataarbechter ausbilden a sécher Aarbechtsplazen offrëieren.

Gesellschaftspolitesch kann hire Wäert net genuch ënnerstrach ginn. Si erméiglechen de sozialen Opstieg iwwert de Wee zum Selbststännege.

D'Pluralitéit vun dëse Betriber steet am Géigesaz zur Konzertatioun vun de Groussbetriber. Hir Verdeeung iwwert d'ganz Land dréit ouni Zweifel zu enger besserer Liewensqualitéit bäi. Si offrëieren hir Servicer do wou se gefrot sinn, si schafe lokal a regional Aarbechtsplazen a forméiere gewässermoossen als Gratisschoul Jugendlecher. Si offrëieren och grad duerch hir Verschiddenheet der Jugend e grouse Choix vu ville Beruffer. Dës Betriber hunn awer och hir Problemer, zäitbedéngt Problemer, mä awer och haaptsächlech Problemer déi doduerch bedéngt sinn, datt se ebe kleng sinn an net am Betrib selwer déi qualifizéiert Leit kënne hu fir mat alle Gesetzer a Situatiounen eens ze ginn, wann dës net de spezifeschen Aspekter vun de Kleng- a Mëtzelbetriber Rechnung droen.

Firwat resüméieren ech dës Aspekter a menger Untrëtsried? Well ech der Meenung sinn, datt wann ee Jo seet zu Kleng- a Mëtzelstandbetriber, wann een hir wichteg Roll an eiser Gesellschaft richteg aschätzt, da muss een och konsequent Jo soen zu enger Mëtzelstandspolitik, déi all Facettë vun der Politik am allgemengen abegräift. Dat heescht datt gekuckt gétt bei alle Gesetzer, ob se och fir Kleng- a Mëtzelbetriber verträglech sinn, ob dës domat eens ginn an ob verschidde Bestëmmungen iwwerhaapt fir si noutwendeg sinn. Dat wäerten Aspekter sinn, déi ech och an dësem Gremium besonnesch wäert am A behaalen.

Doriwwer stellen ech mer d'Fro, wou et dobausse wirtschaftlech méi lues geet, wou de Chômage zouhëlt, ob net grad elo erëm de Moment wär fir déi heiteg positiv Aspekter vun der Mëtzelstandspolitik weider auszubauen, d'Programmer nach méi konsequent duerchezéien an zousätzlech nei Elementer mat eranzebréngen, datt dës Betriber déi Roll och kënne weider spillen déi hinnen zousteet, dat Ganzt och zum Wuel vun hire ville Mataarbechter an zum Wuel vun eisem Land. Heibäi wäert de Mëtzelstandsminister an all déi, déi mathëllef, op mech ziele kënne.

Awer net eleng d'Wirtschaftspolitik an d'Mëtzelstandspolitik wäerte mech interesséieren. Meng Erfahrung, oder meng Funktioun bis gëschter nach am Conseil d'Etat, huet et mer erméiglecht an eng ganz Partie Dossieren, déi unhängeg sinn, och Abléck ze huelen, déi och schon deelweis matdiskutiert sinn, an dat erlaabt mer dann och hei meng Mathëllef ze offrëieren.

Ofschléissend wëll ech soen, datt et fir mech eng grouss Éier ass hei an dësem Parlament dierfe matzeschaffen.

Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

7. Nomination d'un Vice-Président de la Chambre des Députés

■ M. le Président.- No der Veredeung vum Här Marcel Sauber als neien Deputéierten ass d'Chamber haut de Mëtteg dozou

opgeruff en neie Vize-President ze ernennen.

Ech froen d'Chamber, ob Virschléi do sinn?

Den Här Lucien Weiler.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Meng Fraktioun proposéiert als neie Vize-President den Här Nico Loes.

■ M. le Président.- Här Colombera, sidd Der och Kandidat?

■ M. Jean Colombera (ADR).- Neen, Här President, ech sinn net Kandidat. Ech notéieren, dass d'CSV-Fraktioun den Här Nico Loes als Vize-President proposéiert. Den Här Nico Loes ass eng sympathesch Persoun. Mir hu se kenne geléiert als e kompetente Mann, an e géif seng Aarbecht als Vize-President ganz gutt maachen.

Mä ech mengen, Här President, mir müssen haut aneschtens denken. Mir hätte léiwer wann d'CSV-Fraktioun d'Kandidatur vum Här Nico Loes géif zrëckzéien aus e puer Grënn. Eischstens well mer haut, nom internationale Fraendag, dee mer d'lescht Woch haten, och eng Fraendebatt hu mat der sozio-ekonomescher Konditioun vun der Frau.

Zweetens well mer an der Chamberkommissioun vun der Egalité ëmmer bemängelt hunn, dass Frae politesch net genuch engagéiert wieren, a mir hunn eis gefrot wat mer maache solle fir d'Fra dobausse besser ze profiléieren.

Drëttens well mer schonn an der Chamber eischstens e President hunn, den Här Spautz, zweetens zwee Vize-Presidenen, den Här Asselborn an den Här Niki Bettendorf, an ech mengen am Sënn vun der Egalité des chances misste mer haut déi Occasioun hei notze fir eng Vize-Presidentin ze noméieren, an d'Madame Marie-Josée Jacobs, eis Fraeministesch, déi sech ganz gutt fir d'Fraekonditioun asetzt, wär mat dësem Cadeau zefridden.

Ech menge mir missten hei am Land vläicht e Signaleffekt setzen. Wann Dir Här President eng Kéier midd sidd an Dir gitt eraus lech relaxéieren, da wär et schéin wann hei eng Fra géif setzen an d'ganz Land géif soen: Okay, d'Lëtzebuurger Parlament huet och eng Madame do, d'Lëtzebuurger Parlament setzt sech och fir eng Fra an. An dofir géif ech nach eng Kéier hei offiziell d'CSV-Fraktioun bidden, wann ech gelift Här Weiler, wann ech gelift Här Loes, fir déi eescht Saach hei, huet Är Kandidatur zrëck.

Ech soen lech merci.

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- Sinn nach Kandidaten do?

Wa soss keng Kandidatur méi do ass, da wollt ech drop opmierksam maachen, dass den Artikel 4, Absatz 5 vum Chamberreglement virgesäit, dass et net brauch zur Ofstëmmung ze komme wann d'Zuel vun de Kandidaten a vun de fräie Poste gläich ass. Ech froen deementspriedend ob d'Chamber d'accord ass fir den Här Nico Loes als neie Vize-President vun der Chamber ze bezeichnen?

Wann Der domadder d'accord sidd, da géing ech lech bidden dat duerch Applaudissement zum Ausdruck ze bréngen.

(Applaudissements)

Et ass also esou decidéiert, an domat ass den Här Nico Loes zum neie Vize-President vun der Chamber ernannt. Meng Félicitatiounen. Eise Grand-Duc gétt doriwwer och a Kenntnis gesat.

Nodeems mer elo en neie Member an d'Chamber opgeholl hunn, gétt

et verschidde Changementer wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ubelaangt.

Ginn et dozou nach iergendwellech Virschléi?

Den Här Lucien Weiler.

8. Composition des délégations auprès des assemblées internationales et des commissions parlementaires

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, meng Fraktioun proposéiert fir an der Assemblée parlementaire de l'OTAN den Här Bourg ze ersetzen duerch den Här Jean-Marie Halsdorf, an den Här Wiseler géif d'Funktioun vu Suppléant iwwerhuelen, déi bis elo den Här Halsdorf hat.

■ M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, da proposéiert eis Fraktioun eng Rei vun Emännerungen an de Kommissiounen. An der Kommissioun vun den Affaires étrangères soll den Här Marcel Sauber den Här Willy Bourg ersetzen, an der Kommissioun vun den Affaires interieures den Här Fred Sunnen den Här Bourg, an der Kommissioun vun de Classes moyennes den Här Marcel Sauber den Här Claude Wiseler, an der Commission de l'Economie den Här Strotz den Här Bourg fir d'Voleté „Poste“ an „Transports“, an der Kommissioun vum Environnement den Här Sauber den Här Sunnen, an der Kommissioun vun den Institutiounen den Här Marcel Sauber den Här Mosar, an der Kommissioun vun den Travaux publics den Här Fred Sunnen den Här Bourg, an der Commission spéciale PAN remplacéiert den Här Sauber mech an an der Commission spéciale Ethique remplacéieren ech den Här Willy Bourg.

■ M. le Président.- Ass d'Chamber d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre de jour, deen eng Orientéierungsdebat iwwert déi wirtschaftlech an déi sozial Stellung vun der Fra virgesäit. Et si bis elo ageschriwwen: déi Damme Stein, Mutsch, Nagel, den Här Colombera, déi Damme Wagener, Err an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, déi honorabel Madame Ferny Nicklaus-Faber.

9. 5050 - Débat d'orientation „La situation économique et sociale des femmes“

■ Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- „Les pays qui pratiquent la discrimination sexuelle paient un lourd tribut, sous forme de pauvreté, de croissance lente, de gestion déficiente des affaires publiques et de faible qualité de vie.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Zitat staamt vun engem vun de Co-Auteurs vum Rapport „stimuler le développement par l'égalité entre hommes et femmes“ vun der Banque mondiale, deen ufanks 2001 der Öffentlichkeit presentéiert gouf. E gétt ganz gutt dat erëm wat um Spill steet. Gläichheet tëscht Fraen a Männer ass net nëmme eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet, si stellt och eng Garantie fir d'Demokratie duer, ouni déi keng reell demokratesch Gesellschaft opgebaut ka ginn. Eng Demokratie huet nëmmelech nëmme e Sënn, wann all politesch, ekonomesch, sozial a kulturell Orientéierungen an Entscheedunge vu Fraen a Männer

gemeinsam definéiert, respektiv geholl ginn. Nëmme esou ginn d'Besoinen an d'Interesse vum ganze Vollek respektéiert.

Doriwwer eraus besteet ganz kloer en Zesummenhank tëscht enger gläichberechtigter Participatioun vun de Fraen an de Männer an dem ekonomesche Wuesstum. Et geet aus dem virleschte Rapport annuel vun der europäescher Kommissioun iwwert d'Chancéglicheit ervir, datt um Niveau vun der Europäescher Unioun ongeféier e Fënneftel vum jährleche PIB-Wuesstum op weiblech Beschäftegung zrëckzeféieren ass.

De virleende Rapport, deen éischter eng Aart zesummefaassend Bestandsopnahm vun der sozio-ekonomescher Lag vun de Fraen duerstellt, soll als Diskussionsbasis déngen, fir datt d'Fraekonditioun an deenen nächste Joren zügg weider kënnt. Esou laang wéi d'Situatioun vun de Frae sech par rapport zu där vun de Männer wesentlich ënnerscheet, esou laang sinn Orientéierungsdebatte wéi déi hei noutwendeg.

De Sujet vun der Debatte vun dësem Joer ass vaste. Et huet mir als Rapportrice wichteg geschéngt esou wäit wéi méiglech den eenzelne Propose vun de Memberen an der Kommissioun Rechnung ze droen a se an de Rapport anzubannen. De Sujet hätt kënne nach méi wäit an émfänglech ausfallen, wann ee wierklech all Iddi integréiert hätt. Ech denken do zum Beispill un d'Situatioun vun den auslännesche Fraen, virun allem un déi déi op Lëtzebuerg komme mat engem Artistevisa an déi oft skrupellos hei ausgebeut an zur Prostitutioun verleet ginn. Dës wichteg Sujete kënnten eng Debatte fir sech duerstellen.

D'Frae si bis haut nach ëmmer eng Ausnahm a Féierungspositionen, ob dat elo an der Politik ass oder an der Wirtschaft. D'Tatsaach, datt d'Zuel vun de Fraen an der Chamber säit 1965, dat sinn ëmmerhi bal 40 Joer, vun enger Deputéiert op zéng erop gaangen ass, oder datt d'Frae säit 1989 ouni Ennerbriechung an der Regierung vertruede sinn, soll eis awer net vergiesse loosse, datt d'Politik nach ëmmer zu engem groussen Deel vun de Männer dominiert gëtt. Déi Situatioun wäert sech net änneren esou laang wéi d'Fraen net d'Moyene kréien, déi et hinnen erlaben e gläichberechtigte politeschen Acteur ze sinn.

Am Kader vun der Debatte vun 1999 an 2000 hat d'Kommissioun eng Rei Suggestiounen gemaach wéi een d'Fraen um politeschen Niveau fördere kënnt. Et sinn och hei Motiounen gestëmmt ginn. Déi zent Reform vum Wahlgesetz war en ideale Kader fir dës Propositiounen a Motiounen ëmzesetzen. D'Egalitéskommissioun hat op dës eemoleg Chance higewisen. Leider ass awer konkret näischt fir d'Fraen erauskomm, wat ech zudéifst bedauern.

D'Frae sinn och quasi inexistent an den ieweschten Etage vum wirtschaftleche Pouvoir. Kennst Dir vill Fraen, déi d'Verantwortung vun engem Bankdirekter droen? Kennst Dir Fraen, déi President vun engem Verwaltungsrot sinn? Ech net. Souguer bei deene méi klengen Entreprisé muss ee feststellen, datt d'Fraen a Féierungspositionen ënnerrepresentéiert sinn. D'Tatsaach, datt hautzudags ëmmer méi Frae studéieren, a grad esou vill jonk Frae wéi Männer, wann net souguer méi, e postsecondairen Diplom hunn, soll eis awer net zu där vereinfachter a falscher Konklusioun verleeden, datt all Ongläichheeten opgehewe wieren a mir eist Zil vun der Gläichheet esou gutt wéi erreecht hätten.

Den Erfolleg an der Schoul spigelt sech nämlech net am professionellen an am gesellschaftleche Beräich erëm. D'Frae konzentréieren sech nach ëmmer op déi Secteuren a Beruffer, wou d'Perspektiven op Carrière a Promotioun net

déi bescht sinn. D'Frae verdéngen nach oft manner wéi hir männlech Kolleegen, an dat bis zu 28%. Wann ee vun der Struktur vun der weiblecher Aarbecht ofgesäit, bliwen awer nach ëmmer Ennerscheeder vun 11 bis 12%, déi een nëmme duerch d'Geschlecht erkläre kënnen.

Et sollt een och net vergiessen, datt proportional gesinn d'Frae méi concernéiert vum Chômage a vum Mindestloun si wéi d'Männer, ouni ze schwätze vun der Deelzäitaarbecht, déi ëmmer méi berufstäteg Frae betrëfft. D'Deelzäitaarbecht, déi fir vill Fraen deen eenzege Moyen ass de Beruff mam Familljeliewen ze verbannen, mécht ongeféier 25% vun der weiblecher Beschäftegung aus, déi weiderhi vill méi niddreg ass wéi déi vun de Männer, och wann den Taux d'emploi vun de Fraen, besonnesch vun de Fraen am Alter vu 25 bis 50 Joer, stänneg wisst. Nëmme ongeféier 2% vun de Männer si vun der Deelzäitbeschäftegung concernéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës grondleeënd verschidde Positiounen vu Fraen a Männer an der Gesellschaft hypothéquieren net nëmme d'Demokratie an de wirtschaftleche Wuesstum, mä si setzen och d'Fraen engem vill méi groussen Aarmuttsrisiko aus. Den Aktiounsprogramm, dee während der véierter internationaler Konferenz iwwert d'Fraen 1995 zu Peking adoptéiert gouf, huet festgehale, datt d'Pauvreté hir Wuerzelen an der ongläicher Bedeelegung vun de Fraen an de Männer um ekonomesche Pouvoir huet. Kee Land ass vun der Problematik Fraenaarmutt verschont, quitte dass sech d'Situatioun vun enger Industriegesellschaft net mat där vun engem Entwécklungsland vergläiche léisst.

De Rapport setzt sech mat der Problematik Aarmutt a Fraenaarmutt ausereen, well de Kampf géint d'Aarmutt eng Erausforderung vun der Europäescher Unioun duerstelt.

Aarm sinn huet nach laang net ëmmer mat Pech oder souguer mat Faulheet ze dinn. Et ass éischer eng Fro vu sozialer Ongerechtheet. Dës Debatt soll och dozou bäidroen Virueteeler ze bekämpfen an ze weisen datt Aarmutt a sozial Ausgrenzung mat sozialer Ongerechtheet am Zesummenhang steet, an dëst um Beispill vun den Ongerechtheeten tëschent Fraen a Männer.

Kann een dann elo vun enger weiblecher Aarmutt schwätzen? No den Donnéeën vum CEPS kënnen ongeféier 12% vun de Fraen hei zu Lëtzebuerg als aarm bezechent ginn. De Prozentsaz vu Männer, déi aarm sinn, läit och bei 12%. Als aarm gëllt eng Persoun déi engem Stot ugehéiert, dee mat engem Revenu vu manner wéi 60% vum Duerchschnittsrevenu vun de private Stéit auskomme muss.

Dës anscheinend Paritéit Mann/Fra, muss awer relativéiert ginn. D'Aarmutt gëtt net individuell, mä par rapport zu engem Stot gerechent. Dës Methodologie ass discutabel a gëtt och vu verschidde Chercheuren op deem Gebitt staark kritiséiert, well esou eng Rechemethod et net erlaabt sech e komplett Bild vun der sozio-ekonomescher Lag vun de Fraen ze maachen. Den CEPS gëtt och zou, datt dës Methodologie dat gläichwärtet Resultat gréisstendeels kënnert erklären.

Den CEPS huet zwou Kategoriën vu Fraen identifizéiert, déi par rapport zu de Männer e méi groussen Risiko lafen aarm ze sinn oder ze ginn. Et handelt sech ëm elengerzéiend Mammen an et berufstäteg eeler Fraen oder Wittfraen. Dorausser losse sech dräi Facteuren erkennen, déi eng Roll spille bei der weiblecher Aarmutt: d'Inaktivitéit, d'Feele vun engem Partner an d'Presenz vu Kanner.

Als ganz komplexe Problem léisst sech d'Aarmutt vun de Fraen net nëmme duerch dës Facteuren erklären. Dësen Zoustand hänkt vu verschidde aneren Emstänn of, déi am Kader vun enger monetarischer Approche net zum Virschäi kommen, wéi zum Beispill eng Scheedung. Wann elengerzéiend Mammen e méi groussen Risiko aginn aarm ze sinn, da läit dat dorunner datt si déi verschidde Risikofacteuren kumuléieren. Méi wéi 80% vun de Ménages monoparentaux si vu Frae geleet. Tendenz steigend, wann ee bedenkt datt quasi eng bestuete Koppel op zwou sech scheede léisst.

Et sinn och ganz oft dës Facteure sougenannter privater Natur, déi d'Fraen an Aarmutt stierzen. Vill Fraen hunn nom Bestiednis an der Gebuert vun hire Kanner de Beruff opginn, fir sech kënnen ëm hir Famill ze këmmere. No enger Scheedung sti si ganz oft eleng mat hire Kanner do, ouni Wunneng, ouni Aarbecht an ouni Revenu. Si mussen souguer oft juristesche Prozeduren aleede fir iwwerhaupt hiren Expartner dozou ze kréie sengen Ennerhaltsverpflichtungen nozekommen. Dat kascht Geld an Zäit. D'Kommissioun freet sech, ob et an dësem Kontext net méiglech wier d'Référéprozeduren ze änneren, respektiv den Abandon de famille méi streng wéi bis elo ze sanctionnéieren. Fir d'Detailer weisen ech op de schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aarm ze si bréngt vill Konsequenze mat sech. Den allergréisste Problem ass eendeitig dee vum Zougang zu enger adequater Wunneng. Meng Kollegein Nelly Stein wäert herno op dese Punkt méi am Detail agoen.

En anere Problem ass dee vun den Opfangstrukture fir Kanner. De Stat ënnerstëtzt an dësem Kontext Famillje mat klenger Revenuen ënner anere andeem hie Crècheplazen a private Strukture lount, déi hien dann de Famillje fir méi e bëllege Präis zur Verfügung stellt. De Familljeministère soll also onbedéngt déi néideg finanziell Mëttele kréie fir dës Politik weider auszubauen.

Weiblech Aarmutt huet och Konsequenzen op d'Gesellschaft, virun allem op d'Kanner, déi eis Zukunft duerstellen. D'PISA-Etüd huet ganz kloer den Zesummenhang tëschent där sozio-ekonomescher Situatioun vun den Elteren, virun allem elengerzéienden Elteren, an de Leeschtunge vun dese Kanner an der Schoul ënnerstrach.

Et geet aus deem wat ech elo grad virgedroen hunn ervir, datt eis Gesellschaft viles ze gewinnen huet vun enger gläichwärteter Participatioun vu Fraen a Männer.

Wéi kritt een elo déi Ongläichheeten, déi nach ëmmer tëscht Fraen a Männer bestinn, opgehewen? Fir dës Fro ze beäntweren, muss een als alleréischst sech d'Fro stellen, wéi sech dës grondleeënd verschidde Positiounen erkläre loosse.

D'Fraen an d'Männer hunn net déiselwecht Start- a Rahmebedingungen. D'Struktur vun eiser Gesellschaft erkläert gréisstendeels dësen Zoustand. Westlech Industriegesellschaften hu sech historesch esou entwéckelt, datt d'Gesellschaft an zwou verschidde Sphäre getrennt gouf, an zwar eng öffentliche zu där d'Berufswahl, d'Wirtschaft oder d'Politik zielen, an eng privat wéi d'Famill. Den Zougang zu dese Sphäre gouf duerch d'Geschlecht vun de Persoune festgeluecht. D'Konsequenz dovun wor, datt d'Männer eleng dat politesch, wirtschaftlech a gesellschaftlech Liewe bestëmmt hunn.

Obscho viles sech geännert huet, bleift eis modern Gesellschaft awer nach ëmmer staark vun engem männleche Leitbild gepräegt. Den Aarbechtsmaart ass no engem männleche Modell strukturéiert ginn, deen dovunner ausgeet, datt d'Salarié ganzdeegs schaffen an

ëmmer disponibel musse sinn. An anere Wierder, de Salarié muss fräi si vun alle familiären oder häusleche Verpflichtungen. D'Männer konnten a kënnen nach ëmmer gréisstendeels de Verantwortungsberäich Famill un hir Fraen ofginn. Obschonn och an dësem Beräich Ännerungen ze verzeche sinn, bleift et awer esou, datt berufstäteg Fraen nach ëmmer déi gréisste familiär Verantwortung droen a bis zu véiermol méi Zäit an d'Erzëung vun de Kanner an dem Stot investéieren wéi hir Männer. Ënner dësen Emstänn ass et net erstaunlech, datt d'Frae méi Schwierigkeiten hu sech um Aarbechtsmaart an a Feierungspositionen ze behaapten.

Den Erzëungssystem, wéi all System oder Institutioun an eiser Gesellschaft, dréit och net 100%eg den Erwaardunge vun de Meedercher an de Frae Rechnung. De Projet „Gläichheet deelen“, deen als Zil huet laangfristeg an eiser Gesellschaft eng Genderkultur ze entwéckelen an dernieft Akzenter am Beräich vun der Erzëung an der Formation setzt, huet gewisen, datt d'Erzëung net „neutral“ ass, mä beaflosst gëtt vum Geschlecht vum Kand. D'Konsequenz dovunner ass déi, datt den Erzëungssystem et net wierklech fäerdeg bréngt, d'Potenzialitéit vun de Meedercher an de Jonge gläichwärtig ze förderen. Wann d'Fraen oft manner interessant Beruffer ausüben a puncto Gehalt oder Promotioun wéi d'Männer, ass dat manner eng Fro vum Niveau vun der Formation wéi vun der Basisorientierung an der Schoul. D'Choixen, déi vun de Schülerinnen am Secondaire getraff ginn, détermineieren gréisstendeels hire späidere Beruff. Or, d'Orientierung vun de Meedercher gëtt, zumindest deelweis, duerch strikt definiert weiblech a männlech Rolle beaflosst.

D'Ségrégatioun um Niveau vun der initialer Ausbildung setzt sech fort um Niveau vun der Formation continue, déi enk mat de weibleche Beruffer zesummenhängt, esou datt vill Frae keng reell Chance hu sech beruflech weider ze bilden a sech nei Opportunitéiten ze sécheren. Doriwwer eraus ass et fir eng berufstäteg Fra mat Kanner relativ schwéier iwwerhaupt eng Formation ze maachen, dëst haapt-sächlech aus familiäre Grënn. Hine feelt et oft un där néideger Zäit fir esou Projeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kritt een d'Situatioun geännert?

Et féiert kee Wee laanscht ee grondleeënd Mentalitéitswiesel. Déi jonk Generatiounen sinn dobäi sech dësem Wandel ze ënnerzéien. Et gëtt zum Beispill ëmmer méi jonk Männer déi d'Familljeverpflichtungen als ee selbstverständlechen Deel vun hirem Liewen ugesinn, a lues a lues liicht et och deem engem oder deem aneren Employeur an, datt e vill ze gewinnen huet wa méi Fraen um Féierungsprozess géifen deelhuele. Och wann eng individuell Prise de conscience wichteg ass, dat geet awer net duer. D'Strukture vun eiser Gesellschaft muss sech änneren. Déi eenzeg Méiglechkeet besteet doranner, den Objektiv vun der Gläichheet tëscht Männer a Fraen an all Décisionen, Moosnamen a Strukturen ze integréieren.

Eis Regierung huet sech am Kader vum Plan d'action vun 1997, respektiv vum Plan d'action Peking + 5 verpflichtet, d'Dimension du genre an allen Entscheidungs-niveaueen ze integréieren. Dëst Engagement huet sech och an der Praxis, zumindest deelweis, konkretiséiert. D'Ausféierung vun dëser politescher Approche ass awer weder komplett nach huet si sech genera-

liséiert. Et muss een awer och bemerken, datt et net einfach ass a kuerzer Zäit Strukturen a Konzeptionen, déi Jorzéngte laang als Norm gegollt hunn, ze änneren. Et ass eng laangwiereg Tâche an d'Kommissioun weess d'Efforte vun der Regierung an dësem Kader ze schätzen. Et bleift awer nach vill ze maachen, sief et an de Beräicher wéi Education a Formation professionnelle, oder a Beräicher wéi d'Bekämpfung vun der sozialer Ausgrenzung.

D'Bekämpfung vun der Aarmutt huet nëmme e Sënn, wann déi ugewannte Strategie geschlechtsspezifesch Elementer incorporéiert. Dofir brauch een och esou Donnéeën an déi feele gréisstendeels nach ëmmer, obwuel d'Kommissioun des Öfters schonn drop higewisen huet. 1999 huet d'Chamber an deem Sënn eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung opgefuerdert huet esou Donnéeën opzustellen. An dësem Sënn wëll ech dofir eng Motioun areeche.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements pris par le Luxembourg lors de la signature de la Déclaration et du Programme d'action adoptés par la 4^e Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995;

- considérant que le Traité d'Amsterdam a formalisé en 1997 l'engagement vis-à-vis de l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau européen qui s'inscrit dès lors parmi les missions de l'Union européenne;

- considérant le plan d'action 2000 adopté par le Gouvernement en Conseil en mars 1997 et destiné à mettre en oeuvre la Déclaration et le Programme d'action de Pékin, ainsi que le plan d'action «Pékin + 5» adopté en juin 2001 afin d'intégrer dans la stratégie-cadre les recommandations émises à l'occasion de l'assemblée extraordinaire à laquelle l'ONU avait convié les gouvernements et autres acteurs concernés au courant de l'année 2000;

- rappelant sa motion adoptée dans le cadre du débat d'orientation sur la participation des femmes dans la prise de décision le 3 mars 1999 par laquelle le gouvernement fut invité plus particulièrement «à introduire, en se conformant au principe du mainstreaming, l'établissement généralisé de données statistiques ventilées par sexe dans tous les ministères et services publics chargés par l'Etat de l'établissement de telles statistiques»;

- réaffirmant l'importance d'une approche sexospécifique de toute action, programme, mesure ou décision politique;

- constatant qu'une telle approche nécessite a préalable la mise en place d'une banque complète de données ventilées par sexe;

invite le Gouvernement

- à poursuivre et multiplier de manière plus soutenue les efforts afin de généraliser à court et moyen terme l'établissement de données ventilées par sexe dans tous les domaines et à tous les niveaux ministériels, administratifs et autres.

(s.) Fery Nicklaus-Faber, Jeannot Belling, Jean Colombero, Marie-Josée Meyers-Frank, Maggy Nagel, Marco Schank.

D'Kommissioun ass och der Meeung, datt d'sozial Acteuren iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Mann-Frau-orientierter Approche vun der Aarmutt a sozialer Ausgrenzung ze informéieren wieren.

Iwwert d'Strategie vum Gender-mainstreaming eraus, huet d'Regierung an deene leschte Joren eng ganz Rei vu Moosnamen geholl. Dovunner verschiddener, déi sech ganz speziell op d'Frae bezéien an déi zum Zil hunn d'Chancgläichheet ze förderen.

Ech denken do un déi verschidde Reforme vun der Sécurité sociale, wéi d'Aféierung 1988 vun de Babyjoren, eng Moosnam déi nodréiglech verbessert gouf, oder den Achat rétroactif vu Versécherungsperioden. Dës Moosnamen ginn de Fraen d'Méiglechkeet sech eege Rechter ze sécheren. D'Moosnamen, déi am Kader vun Rentendesch décidéiert goufen, droen och zur Ofsécherung vun der sozio-ekonomescher Lag vun de Frae bäi.

De Congé parental oder de Congé pour raisons familiales, déi kommunal a staatlech Politik a puncto Structures d'accueil fir Kanner, och dat si Moosnamen déi et erlaben, Familljeliewen a Beruff besser kënnen mateneen ze verbannen. Ech verweisen op déi grouss Efforten, déi a vill Gemenge gemaach gi sinn. Erlaabt mer hei d'Stad Lëtzebuerg ze zitieren, déi op deem Gebitt zënter 20 Joer Pionéieraarbecht leescht a wierklech ganz grouss Projete realiséiert huet. Wat de Congé parental ugeet, deen am Juli wäert oflafen, zumindest an där Form wéi d'PAN-Gesetz e virgesäit, do hofft d'Kommissioun datt dës Moosnam, esou wéi se elo besteet, weidergefouert gëtt. Falls d'Minimaldauer vu sechs op dräi Méint sollt erfogusat ginn, misst een den Eltere méi villsäitig Congéformulen offéieren, sou wéi dat och an der Etüd vun der KPMG festgehale gouf.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Mir hoffen, datt dat net de Fall ass.

■ Mme Fery Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice. - Jo, mir hoffen och datt dat net de Fall ass. Mä et ass nëmme, datt mer eng Geleeënheet do hätten, wann ee misst anescht operéieren.

Eis Kommissioun ass sech de finanziellen Efforte vun der Regierung an de Gemengen am Kader vun den Opfangstrukture fir Kanner bewosst. Si hofft, datt dës Efforten unhal wäerten, well d'Demande fir esou Strukturen nach ëmmer méi grouss ass wéi d'Offer. D'Kommissioun hofft des Weideren, datt de Stat an d'Gemengen nach méi enk zesumme schaffe wäerten, fir esou flächendeckend optimal Opfangstrukture fir all eis Kanner ubidden ze kënnen.

Et gëtt och eng Rei vu Moosnamen déi zum Zil hunn d'Beschäftegung vun de Fraen ze förderen, wéi zum Beispill Mesures positives an de Privatbetreiber oder speziell op d'Fraen axiéiert, beruflech Formationen. D'Kommissioun erënnert an dësem Kontext drun, datt et net duergeet Formationen fir Fraen ze reservéieren an deene Beräicher, wou si beruflech present sinn. D'Kommissioun plädéiert fir eng diversifiéiert Offer a freet sech, ob et net oportun wär, d'Prise en charge vun de Käschten, déi a Verbindung ze setze si mat enger Formation continue, ze generaliséieren. Bis elo däreft just elengerzéiend Elteren, déi manner wéi 1,5-mol de Mindestloun kréien, vun esou enger Moosnam profitéieren.

Ech wëll just kuerz op déi Moosnamen zréckkommen, déi am Kader vun der Prise de décision économique geholl gi sinn, respektiv ze huele wäeren. Eng Etüd, déi 2001 op Ureegung vum Fraeministère a verschidde Unternehmen duerchgefouert gouf, huet net nëmme bewisen datt d'Fraen ënnerrepresentéiert waren um Niveau vum Entscheidungspouvoir, mä och op d'Noutwendegkeet vun enger kohärenter an aktiver Politik an dësem Beräich.

Sensibilisatiounscampagné si wichteg, mä näischt geet iwwer eng geziilt Formation a Saache Féierungspositionen. D'Chamber hat schonn eng Motioun an deem Sënn gestëmmt, am Kader vun der Fraendebatt 1999. Sécher, verschidde Seminare goufe vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers organiséiert, mam Zil Fraen, déi eng Entreprise

grënne wëllen, ze informéieren. Et bleift och nach ëmmer e gréissere Problem, an dat ass dee vun der Finanzéierung. Fraen, déi eng Firma grënne wëllen, hu generell méi Problemer wéi hir männlech Kollege fir e Kredit bei enger Bank ze kréien. Et géllt sech Gedanken ze maachen, innovativ Finanzéierungsprogrammer oder Instrumenter ze entwéckelen, mat deenen een de weiblichen Entrepreneuriat fördere kënn, wéi zum Beispill d'Mikrokreditter.

D'Mikrofinanzéierung gëtt als Prioritéit vun der europäescher Kommission ugesinn, fir ënner anerem den Esprit d'entreprise an Europa ze fördern. Verschidden Initiativen hu sech schon europawäit entwéckelt, zum Beispill a Frankräich, wou de Mikrokredit Enn vun den 80er Joren agefouert ginn ass. Déi gewéinlech Finanzinstrumenter sinn e Prêt non-bancaire, eng Garantie bancaire oder eng Prise de participation. Doniewent gëtt de Bénéficiaire och am Prinzip encadréiert an deenen Démarchen, déi e muss maachen.

Zu Lëtzebuerg ass de Mikrofinanzement esou gudd wéi inexistent. D'ADA (Appui au Développement Autonome) schafft virun allem fir a mam Ausland. Et kann en eventuell d'A.s.b.l. ETIKA hei zitieren. Si huet als Objet verschidde Projeten, déi e sozialen oder ekologeschen Impakt hunn, ze finanzéieren, andeem se den Zougank zu esou engem Kredit vereinfacht. ETIKA huet eng Rei Projeten zu Lëtzebuerg finanzéiert, andeem se mat der Spuerkeess zesummeschafft. De Prinzip ass einfach. All Persoun, déi e Spuerkont bei der Spuerkeess opmécht, ka sech fir eng alternativ Epargne decidéieren. Mat esou engem Konto huet een d'Méiglechkeet ze kontrolléieren, wat fir e Projet d'Bank mat engem senge Sue finanzéiert. Den Epargneur verzicht op een Deel vu sengen Interessen, déi dem Bénéficiaire vum Prêt dann zegutt kommen.

De Mikrokredit ass en interessant finanziell Instrument fir déi Fraen, déi sech selbststänneg maache wëllen. D'Kommission invitéiert d'Regierung sech Gedanken ze maachen, iwwer Mikrokreditter als Instrument zur Verwierklechung vun der Chancéglichheet. An deem Sënn wëllt och eng zweet Motioun deposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que les femmes sont toujours sous-représentées au niveau de la prise de décision économique;

- constatant qu'une participation accrue des femmes au pouvoir économique permettrait d'utiliser toutes les énergies et capacités productives disponibles et constituerait non seulement un facteur d'amélioration des performances économiques, mais également de promotion du statut de la femme et d'égalité entre les sexes;

- considérant que la mise en place d'une stratégie cohérente et active en la matière est nécessaire et que celle-ci exige également des actions concrètes favorisant l'entrepreneuriat féminin;

- constatant que le principal problème auquel se heurtent les femmes qui souhaitent créer leur propre entreprise est celui de l'accès au crédit;

- constatant qu'il existe actuellement un courant en faveur du microcrédit au sein de l'Union européenne et que certaines initiatives se sont développées notamment dans nos pays voisins;

- considérant que le recours aux petits crédits peut s'avérer particulièrement efficace dans le contexte d'une activité économique indépendante s'exerçant de manière individuelle et en dehors de besoins infrastructurels marqués;

- considérant que la facilitation de l'accès au financement des activités économiques indépendantes peut contribuer à une implication plus importante des femmes dans la création et la gestion d'entreprises;

invite le Gouvernement

- à intégrer l'aspect de l'accès au financement ainsi que celui des microcrédits dans les discussions du groupe de travail ad hoc que le Gouvernement entend mettre en place sous la présidence du Ministère de la Promotion féminine afin de discuter de la problématique de la création d'entreprises par des femmes.

(s.) Ferny Nicklaus-Faber, Marie-Josée Meyers-Frank, Maggy Nagel, Marco Schank, Théo Stendebach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift nach vill ze maache fir datt d'Fraen an eiser Gesellschaft déi Plaz kréien, déi hinnen niewent de Männer zousteet. Mir dierfen net mat eisen Efforten nolossen an eis ëmmer nees Gedanke maachen, wéi ee kënn d'Gläichheet tëschent Männer a Frae promouvéieren. Esou laang dëst Zil net erreecht ass, esou laang brauche mir e Fraeministère an eng parlamentaresch Kommission, déi sech mat der Problematik vun der Chancéglichheet auserreesetzt. Mir zielen do wéi bis elo op d'Ennerstëtzung duerch eis männlech Kollegen, op déi déi wäitsichteg a fortschrëttlech sinn an eis dobäi hëllefen eis Ziler ze errechen. Mir zielen awer och ganz staark, wéi bis elo, op d'Fraenorganisationen déi eis hëllefen alle Fraen hei am Land déi beschte Chancen ze garantéieren, an dat am Sënn vun enger echter Demokratie.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischte Riednerin ass d'Madame Nelly Stein agedroen. D'Madame Stein huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Nelly Stein (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun haut läit mer ganz besonnesch um Häerz, an dat ëmsou méi, well ech a menger Funktioun als frëier Buergermeeschtesch ville Leit begéint sinn déi an Nout gerode sinn an déi dréngend op Hëllef vun der Gemeng hu missen zrëckgräifen. Leider konnt een net ëmmer hëllefen, oder vläicht dach e bëssen doduercher, datt ee sech Zäit geholl huet fir déi Leit a fir hinnen nozelauschteren. Mä Gott sei Dank konnten awer a ville Fäll Léisunge fonnt ginn, wat fir mech perséinlech ëmmer eng ganz gross Satisfaktioun an esouguer eng Freed war, wann een de Prinzip an d'Mission eescht hëlt, datt d'Mission vum Hëllefen eigentlech d'Quintessenz vun de Gemengeresponsabelen ass.

Ech viséieren heimadde virun allem de Volet vum Logement. Ech wëllt vu menger Riedezäit profitéieren, fir un Hand vun e puer konkrete Beispiller an de Gemengen op dese Sujet anzegoen a mech an der Haaptsaach um Rapport vun der Egalitéskommission orientéieren. Natierlech wëllt ech menger Fraktiounskolleegin, der Madame Ferny Nicklaus-Faber, villmols merci soe fir déi gudd Aarbecht, déi si am Kader vun deser Debatt geleescht huet, an och félicitéiere fir deen excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech denken datt de Rapport eng detailléiert Bestandsopnam vun der sozialer an ekonomescher Situatioun vun de Fraen zu Lëtzebuerg duerstellt. Och wa mer um Niveau vun der Emanzipatioun vun de Fraen an de leschte Joren a Jorzéngte gross Fortschrëtt erziilt hunn, an ech géif soen, hei ganz besonnesch Dank dem Fraeministère, déi der Gläichheet tëschent Mann a Fra dénglech waren, esou

ass d'Debatt vun haut awer net vu Miltwëll. De Rapport an déi doran enthalen Donnéeë si Fakten déi beleeeën, datt haut nach e gudd Stéck Wee ze goen ass. Dofir fanne ech och déi alljährlech Fraendebatt wichteg, a mer sollten des Chance notze fir op Mëssstänn um Niveau vun der Chancéglichheet an um Niveau vun der Gläichheet tëschent Mann a Fraen opmierksam ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer wëssen datt sech d'Situatioun um Lëtzebuurger Wunnengsmaart an deene leschte Joren zougespëtz huet. Ouni dat elo wëllen ze dramatiséieren, esou muss een dach awer feststellen, datt et fir Famillje mat engem bescheidenen Akommes haut ëmmer méi schwéier gëtt fir eng Wunneng ze fannen, wou se e moderéierte Loyer bezuelen. Vu Kafé kann iwwerhaupt keng Rieds goen, an dëst trëfft virun allem op de Ballungsraum vun der Stad Lëtzebuerg an op de Süde vun eisem Land zou. Dat heescht also do wou sech déi ökonomesch, sozial, associativ a kulturell Aktivitéiten an der Haaptsaach konzentréieren. An d'Perspektiven, datt sech des Situatioun an de kommende Jore berouegt, gesinn éischter däischter aus, wa mer beispillsweis de Bevölkerungszouwuess a Betruecht zéien.

An des prekär Situatioun verschäerft sech ëmsou méi fir Famillje mat Kanner, a besonnesch fir Famillje mat engem Elengerzéier. An an de meeschte Fäll sinn et d'Fraen, déi duerch den Doud vun hirem Mann oder Partner, duerch eng Scheedung oder duerch eng Trennung eleng mat hire Kanner zrëckbleiwen an hir Wunneng verléieren, well se duerch eng kleng Rent gezwonge sinn hir Wunneng opzeginn. An domat fänkt fir vill Fraen en Däiwelskrees un, en Däiwelskrees dee schwéier ze duerchtrennen ass.

Fir iwwert d'Ronnen ze kommen a fir sech zumindest de Loyer fir e Logement leeschten ze kënnen, mussen des Frae schaffe goen, wat d'Fro erëm opwerft fir Structures d'accueil ze fannen, déi entweder vun öffentlecher oder vu privater Hand finanzéiert ginn, an am Kontext vun de private Strukturen ass et oft esou datt vill Frae sech dat iwwerhaupt net leeschte kënnen. Et ass wouer, datt an deem Domän an de leschte Jore ganz vill geschitt ass, an trotzdeem hänkt d'Offer der Demande ëmmer e Stéck hannendrun. Vill Fraen, déi an des schwierig Situatioun kommen, hunn och en déiwe Bildungsniveau, komme munchmol aus anere Länner a verstinn dann och eis gewinnete Sproochen net, déi mer eigentlech fir d'Aarbechtswelt brauchen. Et doe sech deemno net ganz vill Méiglechkeeten op fir des Fraen, déi da schlecht rémunéierten Aarbechten nogoe mussen. De Salaire geet oft nëmme duer fir dat allernoutwendegst, an et ass deemno kloer datt de Loyer e groussen Deel vum Salaire anhëlt. Dobäi kommen aner Facteure psychologescher Natur, déi d'Situatioun vun de Fraen nach verschlëmmeren: Isolatioun, Depressioun, Resignatioun sinn déi Gefill, déi den Alldag vun der eleng erziender Fra an esou enger Situatioun begleeden.

Wann d'Gemengen och heiansdo - ech soen heiansdo - d'Méiglechkeet hunn eng Noutënerkonft fir d'Iwwergangphasen proposéieren ze kënnen oder wann d'Fraen eventuell an anere Strukturen ënnerkomme kënnen, esou sinn dëst awer keng dauerhaft Léisungen. Ech brauch nëmme d'Beispill vu menger Gemeng ze huelen - an et sätze genuch Gemengepappen a -mammen heibannen, déi mer dat sécher net kënnen falsch maachen -: Zu Schëffleng eleng hu mir

eng Dose Leit, déi de Moment ganz dringend eng Wunneng bräichten. Et ass awer keng fräi. Da kann ee soen: Da soll d'Gemeng duerfir suergen.

Ech muss awer soen, datt d'Gemeng Schëffleng net déi Gemeng ass, déi net fir sozial Wunnenge gesuergt hätt. Mir si souguer an deene leschte Joren dozou iwwergaangen, dass mer a Sozialwunnengen, déi fir eeler Leit bestëmmt sinn, den drëtten an de véierte Stack geholl hu fir jonk Familljen oder Erlengerzéier mat Kanner, awer nach ëmmer geet et net duer. Dobäi hu mer e Fonds du Logement zu Schëffleng, wou sécher, ech weess et net, op 60 bis 70 Wunnenge sinn.

E krasst Beispill ass, an dat deet mer haut nach wéi, mä mir hunn awer Gott sei Dank eng Léisung fonnt oder si ass no bäi: Do hu mer eng Fra mat véier Kanner, déi op der Strooss wier, a mir hate keng esou gross Wunneng - et muss ee jo och wëssen, datt ee se net kann iergendwéi an en Zëmmer eraperechen -, do hu mer se an eis Noutwunneng gesat, déi mer ëmmer fir Katastrophefäll hunn. Déi Fra sëtzt awer elo schon annerhalleft Joer do. D'Fra géif eraus goen, mä si fënn näischt. Si huet gesicht, an ech sinn Zeien datt si op de Wunnengsmaart siche gaangen ass, mä soubal wéi se seet „véier Kanner“, da fënn se keng Wunneng.

D'Gemeng huet elo eng Léisung gesicht, mä dat kann een net ëmmer maachen. Mir maachen elo aus zwou Wunnengen eng, mä dat heescht datt mer aus deenen zwou Wunnengen déi Leit erëm mussen délogéieren an an eng aner Wunneng setze mussen. Dat alles brauch Zäit. D'Fra, déi gedëlleg ass, kritt awer elo déi Wunneng. Ech géif denken an deem nächste Mount misst dat geritzt sinn, mä do gesäit ee wéi onméiglech et fir verschidde Familljen ass fir iwwerhaupt ënnerdaach ze kommen.

Ech géif soen hei ass de Stat gefuerdert fir sech deem Problem an engem globale Kader unzehuelen an iwwert déi vereenzelt Moossnamen, déi mer zum Deel an der Kommission abordéiert hunn, eraus ze goen. Ech wëll awer soen: Net nëmme de Stat, och d'Gemenge mussen duerfir suerge genueg Wunnengen zu soziale Loyerer ze schafen.

Wuel hëlleft de Stat scho ganz vill, mä mir wëssen alleguerten, dass vill Leit net an de Genoss kënnen komme vun dese staatlechen Hëllefen, well des Hëllefen adresséiere sech an éischter Linn un déi Stéit, déi sech en Eegenheim oder eng Wunneng kënnen kafen, an un déi Stéit mat engem nidderege Loun, déi Locataire sinn an enger Sozialwunneng mat engem Loyer, dee sech hirem Loun upasst.

Eng aner Kategorie, déi an de Genoss vun esou enger Hëllef komme kann, ass déi déi den RMG bezitt. All déi aner Stéit, déi net an der Lag si fir sech en eegent Logement ze kafen an och net kënnen vum Loyerszouschlag am Kader vum Mindestloun profitéieren an déi doriwwer eraus keng Wunneng vun soziale Wunnengsbau kréien, well der net genuch do sinn, stinn ouni Hëllef do. An deem Fall si si meeschtens gezwongen eng Wunneng um fräie Maart ze lounen, mat engem Loyer deen hire Salaire sprengt.

Vläicht kéint d'Madame Minister eis iwwer hir Sicht zu deser Thematik eppes méi soen a wat si och eventuell mam Minister Fernand Boden ënnerhëlt fir deser Situatioun bäizekommen.

Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, datt et sech hei nëmme ëm e puer cibléiert Moossname kann handelen. D'Recht op eng Wunneng ass e Mënscherecht. D'Fro vun Wunnengsmaart muss dofir virun allem am Kader vun der sozialer Ausgrenzung vun de Beträftenen a besonnesch vun de concernéierte Frae mat Kanner belicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Chance fir deser Fro nozekomme besteet sécher bei der kommender Orientéierungsdebatt iwwert de Logement, déi an den nächste Wochen an der Chamber wäert stattfannen. Ech denken, datt mer déi Politik musse konsequent verfolge, déi am Programme d'action logement vun der Regierung virgezeent ass. Ouni dem Rapport vun der Commission des Classes moyennes du Tourisme et du Logement wëlle virzegräifen, esou wëllt ech awer just eng vun de Konklusionen aus dem Rapport ervirhiewen, déi d'Schaffung vu Logementen zu engem moderéierte Präis als prioritär Moossnam ugesäit.

Ech hoffen, datt mer am Kader vun där Debatt am Detail op des Thematik zrëckkomme wäerten a mat deem Appel wëll ech meng Intentioun zu Enn bréngen.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch virgesinn. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir konnte fir d'Zu-Stanekomme vun deser Debatt op eng Dokumentatioun zrëckgräifen, déi, mengen ech, hiresgläiche sicht. Rare virdu konnt e Rapport op Basis vun esou vill Material gemaach gi wéi op deem Material wat eis Kommission des Céier zur Verfügung hat: CEPS, Caritas, Croix-Rouge, Banque mondiale, Ministère, Berufskummeren, Conseil national des femmes, Centres de recherche, Charte de Rome, Nations unies an esou weider. Mir hatten onheemlech vill Quelle fir eis ze dokumentéieren.

De Rapport vun der Kommission, wéi en eis an der Form wéi mer e kenne virläit, beschränkt sech virun allem op eng Analys vun deenen Documents de base. E mécht e gudd Résumé vun der Situatioun a geet souguer a Richtung vun enger deelweiser Auswärtung vun deenen Donnéeë fir domadder e Bezuch op eis Lëtzebuergesche Situatioun ze huelen. Eng kleng Fläissaarbecht also, déi sech mat deene villen allgemenge Remarque wéi „définir la place de la femme au sein de la société, apprécier les progrès accomplis et tracer le portrait socio-économique des femmes“ an esou weider an deem Rapport, deen 53 Säiten huet, op all Sait ausdréckt.

Eng kleng Fläissaarbecht hunn ech gesot, awer leider och net vill méi wéi eng kleng Fläissaarbecht, well Sait 35 vun deem Rapport, dee wéi gesot 53 Säiten ëmfaasst, gëtt dann eng Konklusion vun der aktueller Situatioun gemaach an do steet dran, ech zitieren: „Il résulte de ce qui précède que toute société a à gagner d'une participation pleine et entière et d'une représentation égalitaire des femmes dans tous les domaines. Or, une telle participation et représentation appellent la mobilisation de toutes les forces vives de la nation en faveur d'une promotion continue du statut socio-économique de la femme.“

Et bien, no 35 Säiten hätt ee sech do vläicht méi als Konklusion vun der Bestandsopnam erwaart. Zumindst ass dat näischt fir eisen Hären heibannen oder op anere politesche wichtege Plazen d'Schweesspärelen op d'Stir ze bréngen, datt mer elo géifen heibanne lassleeden.

Beim Etat des lieux kréie mer gesot mir hätten e Bilan globalement positif oder mer kréie gesot: „Actions et mesures concrètes adoptées en vue de promouvoir l'égalité n'ont pas réussi à éliminer toutes les discriminations“. Dat konnte mer eis scho bal denken, dass et net duer gaange war, well soss wiere

mer wahrscheinlech méi wäit wéi mer dat sinn. Dat heescht, wann een esou eng Behauptung opstellt déi Mesuré wieren net duer gaangen, da kann ee just soen: Dat ass dat mannst, wat ee ka soen.

Mir hunn am Moment d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, dass 41% vun de Lëtzeburger Fraen nëmme Primärschoulofschloss hunn. Bei de portugisesche Fraen, fir nëmme dee Grupp erauszehiewen, sinn et iwwer 70%. Et bien, wann een do ka soe Bilan globalement positif, ech weess et jo net. 54% vun RMG-Empfänger si Fraen. Bei de Fraen iwwer 60 Joer sinn et bal 70%. D'Frae verdéngen am Duerchschnitt 28% manner wéi hir männlech Kolleegen. Den Taux de chômage loung schonn 2000 - ech hunn déi aktuell Chifferen nach net mat verschafft, well se zum Deel nach net confirméiert sinn - bal duebel esou héich wéi d'Zuel vun hire männleche Kolleegen, ouni d'Donkelzifferen iwwerhaapt mat anzehéien, déi bei der Fraenarbechtslosegkeet vill méi héich ass wéi bei der Männerarbechtslosegkeet.

Bal 25% vun den elengerzéende Frae leien énnert der Aarmutts-grenz wéi se am Rapport définéiert ginn ass. Iwwer 20% vun de Frae mat Conjoint an och mat Kanner, déi net berufstäteg sinn, leien énnert d'Armuts-grenz. Den Taux d'emploi féminin mat 40,2% ass ee vun deenen niddregsten a ganz Europa. Mir sinn op der fénneft-leschter Plaz. Um EU-Gipfel zu Lisabon krute mer als Zilvirgab 60% bis 2010. Wéi mer do sollen hikommen, ech kann dat am Moment nach net ofschätzen, op alle Fall net opgrond vun den Aussoen am Rapport.

Da bei de Femmes dans la prise de la décision: Bilan globalement positif. Menger Meenung no net. 16,7% Fraen an der Chamber. Mir haten d'Chance fir déi schwedesch Ambassadrice bei eis an der Kommissioun ze hunn an och den Ombudsman, dee sech a Schwede fir all Froe vun der Gläichstellung vu Mann a Fra asetzt. A Schwede si mer bei 46%. Ech wëll net soen, dass mir elo vun enger Woch op déi aner op 46% komme mussen, mä et soll ee just wësse wou d'Lat leie kann. Bei 46%.

Mir hu keng Fra am Büro vun der Chamber. 9% vun de Buergermeeschtere si Frae bei eis am Land. 29% vun de Kandidature ware bei de leschte Wahle Fraekandidaturen. Déi Wahlen virdu waren et der 28%. Bilan positif? Dat ass Interpretatioussaach.

10% Fraen an de Gemengeréit.

(Interruption)

Gliff?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*. - Fofzeng.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Dann ass dat awer ganz nei, Madame Minister.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*. - Esou ass et zënter deene leschte Gemengewahlen.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Da muss mir dat nach eng Kéier vergläichen. Ech hat gemengt et wieren 10%, mä och 15% wieren der nach net genuch. Awer merci.

(Interruption)

Gutt! Tëschtent 10 a 15% Représentatioun vun de Fraen an de Gemengeréit, dat ass, mengen ech, net déck an dat ass awer och net wäit ewech vum Status quo, wann een eis vergläicht mat de leschte Wahlen.

Dausende vun Demandé leie fir op nationalem Plang - fir elo net an d'Regiounen ze goen - fir Structures de garde, virun allem vu Ménages monoparentaux awer och vu berufstätege Koppelen. Dofir géif ech zumindest wëllen déi Ausso,

dass mer e Bilan globalement positif bei deenen Aktiounen hätten, déi an deene leschte Jore geschitt wieren, contestéieren. Meng Virriednerin, déi zum Logement geschwat huet, huet dat eigentlech nëmme confirméiert an am leschte Rapport vum Conseil économique et social, dee vu bal 7.000 Wunnengen zu erschwéngleche Präiser geschwat huet, déi géife feelen, geet och alles an déi dote Richtung.

Elo sinn ech awer e positive Mënsch an dofir hunn ech dat och positiv interpretéiert, wat am Rapport stoung, dass mer d'accord wiere fir „les actions et mesures concrètes adoptées en vue de promouvoir l'égalité, du moins certaines d'entre elles, méritent d'être renforcées, complétées et/ou revues“. D'Ouverture ass do. D'Richtung ass ageschloen an et ginn dann och déi Beräicher genannt an deenen dat soll geschéien: an der Dimension du genre, der Protection sociale, dem Marché de l'emploi an op dem Niveau Prise de décision économique a politique. Et ass méi allgemeng gehalten.

Bei de Virschléi, déi elo ausgeschafft ginn, invitéiert d'Kommissioun d'Regierung, zum Beispill am Kader vun de Mesures de réemploi, ech zitieren: „Remboursement avantageux de la quote-part de l'indemnité par exemple au niveau des contrats d'auxiliaire“, dat si 40%, déi do u Frae ginn, bäizehalten, fir esou d'Occupatioun vun deem énnerepresentéierte Geschlecht, also an deem Fall de Fraen, ze favorisieren.

Dozou ass ze soen: De Gesamtbudget - an ech hoffe Madame Minister, dass ech elo des Kéier déi richtig Zuel hei hunn - vum Ministère mécht 7,5 Milliounen Euro aus. En ass ferme an d'Luucht gesat ginn, wat eng gutt Geschicht ass, allerdéngs si just 262.395 Euro fir d'Promotion du travail féminin. Dat sinn eppes méi wéi 3% vum Gesamtbudget, wéi zum Beispill d'Mesures en faveur de l'égalité de traitement, Emploi et revalorisation des ressources humaines a Subsidés pour mesures novatrices dans l'intérêt de l'emploi des femmes. Dat geet eiser Meenung no net duer fir elo offensiv d'Situatioun vun der Fra um Aarbechtsmaart ze verbessern. Elo äntwert Der mer vläicht: Ma jo, dat si jo och net déi eenzeg. Dozou kommen ech nach.

Et gëtt dann och Besuch geholl op déi besteend Mesuren, déi elo schonn zum Droe konnte kommen. Et gi folgend Mesuren do opgezéit. D'Campagnes de sensibilisation misste méi regelméisseg kommen. Et gëtt vum Rôle vum Observatoire geschwat, deen zënter 1998 fonctionnéiert. Et gëtt vun de Services d'accueil jour et nuit fir Femmes en détresse geschwat, wou jo e groussen Deel vum Budget vum zoustännege Ministère opbruecht gëtt, also vum Ministère pour la promotion féminine. Et gëtt vun Actions a Campagnes médiatiques d'information geschwat an et gëtt och vun der Mise en place d'organes de l'égalité geschwat, zum Beispill um Gemengenniveau vun engem Délégué à l'égalité des chances oder enger Commission consultative. Do hunn ech mech gefrot firwat de Service à l'égalité des chances net dobäi stoung. Wahrscheinlech well jiddferree weess, dass et annerhaleft Joer dauert bis een en iwwerhaapt accordéiert kritt, mä dat stéing trotzdem gutt hei dobäi.

Fazit ass deen: Natierlech si Campagnes d'information wéi zum Beispill d'Sensibiliséierungscampagne „Partageons l'égalité“ ganz wichteg fir déi Iddi vun der Egalité des sexes an der Opinion publique méi fest ze verankeren oder iwwerhaapt eréischt ze etabléieren. Eiser Meenung no missten awer elo siwe Joer no der Inauguratioun vum Ministère de la promotion féminine méi zousätzlech Mesuré concrétiséiert gi mat sougenannten Actions de fond, déi d'Verankerung vun der Chancéglichheit an alle

Beräicher vun eiser Gesellschaft erméiglechen, souwuel um berufleche Plang wéi am Privatliwen, an der Vie associative oder beim Engagement volontaire vun de Fraen.

Mir hunn dann nach eng Rei vu konkrete Virschléi am Rapport beim Exkurs iwwer d'Structures d'accueil, wou ech herno nach kuerz dozou kommen, mä deen awer relativ zrëckhalend ass an den Aussoen. Dee konkreteste Virschlag, dee sech op iwwer dräi Säiten erauszitt, ass de Virschlag vu Mikrokreditter als Outils de financement fir Fraen, déi eng Entreprise kreéiere wëllen. Do ginn eng Rei vun Ausféierung geemaach, eng Rei vun Descriptifs, an déi Microfinance als Instrument beschriwwen, déi en Intérêt certain fir d'Fraen hätt.

Als Konklusioun vun deem Exkurs iwwer déi Microfinance gëtt da gesot: „Il y aurait lieu non seulement de réfléchir à l'utilisation plus soutenue des différents types de microcrédits“ - ech iwwersprangen dann dräi, véier Wierder - „mais également de réfléchir à leur utilité en tant qu'instrument de promotion du statut de la femme“. Dat ass dann den Ofschluss vun deem Kapitel.

Bon, d'Kommissioun encouragéiert dann dat, wat se nennt une telle réflexion, a fuerdert d'Regierung op - an da kënt et - „à intégrer cet aspect dans les discussions“. Domat wiere mir souguer bei deem konkreteste Virschlag net esou ganz vill weiderkomm. A wat ass dann d'Konklusioun vum Gesamtrapport, deen op der Sait 53 vun 53 Säite steet? Do wëllt ech gären d'Konklusioun zitieren, well ech se awer interessant fannen: „La société est en phase avec les avancées les plus hardies de la connaissance, qu'elle le soit également avec la condition féminine en se débarrassant du reste de conservatisme archaïque qui la caractérise encore.“ Dat ass jo awer ganz kämpferesch.

Ech géif awer bal behaupten, dass et kee klenge Rescht vu Conservatisme hei am Land gëtt, mä dass et nach e grouse Bagage, e grouse konservativen Donschtschleier hei am Land gëtt. Fir eis dovunner ze befreien, mengen ech, geet et net duer fir eng Konklusioun an e Gesamtrapport ze erstellen, mä ech menge fir eis vun deem Konservatismus ze léise misste mir eis vun der aktueller Regierungskoalitioun trennen a probéieren et besser ze maachen, Madame Minister.

Ee vun den Haaptschlëssele schéngt eis, souwuel...

(Interruption)

Gliff?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*. - Ech kann awer démissionéieren, wann Der wëllt.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Iwwerdreift elo net, Madame Minister. Dir sidd net déi Schlämmst, déi do ass.

(Interruptions diverses)

Ee vun den Haaptschlësselen, souwuel fir d'Roll vun der Fra an der Gesellschaft ze festegen wéi fir eng beschtméiglech Preventioun géint de sozialen Ofstieg, géint de Misär a géint d'Onselbststännegkeet vun der Fra am Berufsliewen, ass d'Beschäftigungsquot vun de Frae probéiere konsequent eropzesetzen.

Mir ass net bekannt, mä ech loosse mech gären do beléieren, dass eist Land eng national Zilvorgab hätt wéi a mat wat fir enger Strategie a virun allem mat wéi engem Moosnamekonzept mir déi 60%-Bedelegung vun de Fraen um Berufsliewe bis 2010 wëllen errechen,

esou wéi se um EU-Gipfel als Richtlinn vereinbart ginn ass: Stéchwuert besser Aarbechtsplaze fir Fraen, Stéchwuert Aarbechtsbedingungen, Stéchwuert Kannerbetrieuungsrichtungen, Stéchwuert Vereinbarkeet vu Schoul- an Aarbechtszäiten, Stéchwuert finanziell a sozial Ofsécherung.

Firwat soll eis Absicht d'Beruffstätigkeit vun der Frau eropzesetzen eng absolut Prioritéit genéissen? Schon als Co-rapporteur vun der Gläichstellungskommissioun zum Budget hat ech am Co-rapport probéiert déi Mesuren opzeléischen, déi et dann och erméiglechen, dass d'Egalité des chances, an engem fortschrëttleche Land wéi Lëtzebuerg et ass, och e Gradmesser ass, wann et drëm geet fir d'Bedelegung vun de Fraen um Berufsliewen ze moossen. Och dat ass e Stéck fir méi no un d'Egalité des Chances ze kommen, wann et engem geléngt d'Frae méi ze mobiliséieren, fir sech am Berufsliewen ze engagieren.

Mir hate schonn 1997 eng Debatt an der Chamber iwwer d'Situation des femmes au sujet du travail des femmes. Dat war eng interessant Debatt. Do gouf ganz interessant Pisten opgefouert, zum Beispill am Zesammenhang mat der Educatioun, mat der Garde vun de Kanner, mat den Infrastrukturen déi dorunner hängen, an Zesammenhang mat der Formation professionnelle initiale et continue, am Zesammenhang mat der Réintégration vum de Fraen an d'Berufsliewen an aner Mesuren, déi eis eisem Zil fir d'Frae verstärkt an d'Berufsliewen ze réintégréiere géife méi no bréngen. De Gros vun hinnen ass nach ëmmer ganz gutt a se gëllen och nach ëmmer als Leitlinie fir eisem Zil méi no ze kommen. Mir sinn allerdings net wäit genuch komm an eisen Absichten, och wann den Taux an der Tëschenzäit an d'Luucht gaangen ass, allerdéngs net esou wéi ee sech dat hätt kënnen erhoffen. Dobäi geet et net nëmme ëm eng Nécessité démocratique, mä et geet och ëm eng Nécessité économique. Déi rezent wirtschaftlech Entwécklung, déi geet op alle Fall net konträr an déi Richtung.

E Land wéi Lëtzebuerg däerf sech net méi laang net op de Potenzial vun der Main-d'oeuvre féminine beruffen, dat heescht si ka sech et einfach net méi erlaben nëmme op de Savoir-faire an op d'Kompetenz zrëckzegräifen, och wann et ëm de wirtschaftleche Plang geet.

Mir hate jo d'Chance, an ech wëll dat ausdrécklech ervirhiewen an och positiv ervirhiewen, ganz interessant Gespëchspartner an eiser Gläichstellungskommissioun ze hunn a ware beandrockt, dat ass wahrscheinlech jo näischt Neies, wat ech hei soen, wann ee Besuch huet vu Vertrieeder vu skandinavische Länner. Mir haten elo kierzlech den Ombudsman vun der schwedescher Regierung bei eis, deen e bëssen esou e Rôle de coordinateur bei hinnen huet.

Mir haten och d'Chance, wéi ech dat d'éinescht scho gesot hunn, d'schwedesch Ambassadrice bei eis ze hunn, an do koum am Fong eraus, dass et relativ egal ass - ech wëll dat elo nuancéiert soen - a wéi engem Ministère sech mat Froeronderem d'Integratioun vun der Fra an hiert Berufsliewe sech beschäftegt gëtt. Et kann a la rigueur esouguer de Ministère de l'Economie sinn, de Ministère du Travail oder de Ministère de la Famille. Dat ass eigentlech egal. Et muss just ee Ministère ginn, deen e Rôle de coordination kann hunn an och e Rôle de concertation, fir et ze erlaben eng vernetzte Planifikatioun ze maachen. Wéi et elo net de Fall ass.

Zu Lëtzebuerg ass zum Beispill, ouni dat elo wëlle péjorativ ze soen, well et ass eng wichteg Saach, d'Hëllef fir Femmes en détresse oder fir Fraen a besonnesch schwéiere Liewenssituatiounen d'Prérogative vun dem Ministère

de la Promotion féminine, wat sech schonn eleng doduerch erëmpigelt, dass bal dräi Véierel vum Budget an esou Begleetmesuren oder Infrastrukturen investéiert ginn. Dat ass eng wichteg Saach, allerdéngs ass et esou, fir nach ee Moment bei deem Beispill ze bleiwen, fir d'Frae besser, verstärkt a méi schnell an d'Beruffsliewe sech ze intégrieren. Dat ass keen ausdrécklechen Objet, op alle Fall net wann et drëm geet, deen Objet fächergräifend ze behandelen, et ass kee prioritären Objet vun eisem Ministère de la Promotion féminine. De Ministère huet keng oder nëmme wéineg Emprise op d'Planifikatioun, ob dat elo ëm den Aménagement vu Kannerbetrieuungsinfrastrukturen gee, oder ob et ëm d'Formation initiale a continue geet. Fir nëmme déi ze nennen.

Ech hunn éineschters gesinn eng Rei vu Leit de Kapp rëselen, wéi hei gesot ginn ass, et kéint och een anere Ministère sinn, well mir si jo hei zu Lëtzebuerg eigentlech der Meenung, dass et misst de Ministère de la Promotion féminine sinn. Ech fannen et dofir ganz bedauerlech, well et tatsächlech esou kéint sinn, well grad dee Ministère besonnesch gutt placéiert ass an e besonnesch gudden Know-how huet - ech bezweifelen dat guer net - fir kënnen konkret a realistesch Proposen ze maachen, ganz einfach well déi Persounen, déi an deem Ministère beschäftegt sinn, ganz vill um Terrain aktiv sinn, och oft aus Milieue komme wou se scho bewisen hunn, dass se den Terrain gutt kennen, an och Fraen a verschiddene Liewenssituatiounen gutt genuch kenne geléiert hu fir kënnen Mesuren en connaissance de cause ze proposieren.

Datselwech géllt zum Beispill fir spezifesch Mesuren am Kader vum PAN-Gesetz. All d'Acteure rassembleieren, Synergië maachen, eng enk Zesummenaarbecht tëscht deenen énnerschiedleche Ministären, wou mer am Moment vill Ministären hunn déi Kompetenzen hunn zu deem dote Sujet, zum Beispill d'Famille fir d'Structures de garde, oder d'Ekonomie fir d'Oriëntation générale, och den Aarbechtsministère fir alles ronderëm de Marché de l'emploi.

Esou en Usproch géing och éischer dem Konzept vum Mainstreaming entsprechen, deen et erlabe soll, all Aspekt ronderëm d'Situatioun vun der Fra an engem Gesamtprozess vun der Prise de décision anzubannen. Ech mengen aneschters kann et och net goen.

Eleng schonn d'Tatsaach, dass et véier Haaptfaktore gëtt, déi kënnen hei am Land zu Aarmutt féieren, esou wéi et definéiert ass am Rapport a wéi et och elo vun der Presidentin skizzéiert ginn ass, nämlech d'Feele vun enger rémunéierter berufflecher Aktivitéit, de Statut vum Elengerzéier, d'Présenz vu Kanner an engem Stot nom Eraustriede vun der Fra aus dem Berufsliewen an den niddrege Formationsniveau, eleng schonn d'Tatsaach, dass et déi véier Haaptfaktore gëtt, misst Encouragement genuch si fir der Fro ronderëm den Emploi féminin eng Priorité absolue zouzesécheren, net nëmme fir dem sozialen Ofstieg vun de Fraen entgéint ze wirken an entgéint ze trieden, mä och fir der Egalité de fait e Stéck méi no ze kommen.

D'finanziell Onofhängegkeet vun der Fra ass noweislech ontrennbar mat der Méiglechkeet hiert Liewen als Fra selwer ze bestëmmen verbannen. Et ass an deem Haus an och op anere Plaze schonn oft a vill iwwer de Mangel u Betreiuungsstrukturen fir Kanner geschwat ginn. Den Déséquilibre tëscht dem Opdeele vun der Charge familiale an dem Mangel u Structures de garde ass ganz oft d'Uersaach firwat Fraen deelweis oder ganz en définitive ophale mat schaffen. Eng besonnesch Opmierksamkeet sollte mer an deem Kontext de Femmes rentrantes zoukomme loos-sen.

Am Kloertext, wann een d'Aarbecht vun de Fraen oder d'Intégratioun an d'Reintégréatioun vun de Fraen an d'Beruffswelt wëllt ënnerstëtzen a förderen, da muss een, do laanscht kënn et net, parallel Structures d'accueil développées, a wann et nëmmen iergendwéi geet schnell développées. Dobäi sollt een am Besonneschen och d'Öffnungszäiten an d'Betreiungsméiglechkeeten ausserhalb de Schoul- a Betreierungszäite mat berücksichtegen.

Déi Gemeng, wou ech mech am beschten auskennen, nämlech Esch, setzt op Ganzdagsbetreierung. Firwat Ganzdagsbetreierung? Ganz einfach well an deem Kontext et besonnesch wichteg ass fir d'Fra an enger berufstätiger Koppel, also als ee vun de berufstätige Partner, fir d'Fra monoparentale, fir déi e Précoce, fir nëmmen deen elo als Beispill ze nennen, deen oft als Allheilmittel fir schulesche Mësserfolleg, fir Intégratioun a fir all méiglech sozial Atouten duergestallt gëtt, eigentlech net vill fir déi Sparte vu Leit bréngt, wann en net e ganzen Dag oder weinstens en halwen Dag offrëiert gëtt, well da kann ee sech jo nach organiséieren. Däers sollt ee sech och kloer sinn, wann een doriwuer schwätzt, an däers sollt ee sech och kloer sinn, wann een iwuer Ganzdagsbetreierung am Zesammenhang mat der Diskussioun ronderëm de Précoce schwätzt, well soss ass eis och an där doter Diskussioun, zumindest wann et ëm eng besser Intégratioun vun der Fra an d'Beruffsliewe geet, net onheemlech vill gehollef.

Eis Partei wäert an deenen nächste Wochen a Méint ronderëm sozial Debatten, ronderëm Diskussiounen iwwert d'Wunnengsmaartpolitik, zum Beispill an deem Débat, dee mer elo kréien iwwert d'Politique du logement vun eiser Regierung, konkret Virschléi ronderëm aktuell an zukünfteg Mesurë bréngen, ronderëm Mesures de sécurité sociale, ronderëm Mesures de fiscalité, ronderëm de Logement, ronderëm Infrastructures de garde a ronderëm all méiglech Regeln, déi et sollen erméigleche fir en allgemengt Aarbechts- a Sozialëmfeld ze kréien, wou sech net nëmmen dat Gesamtëmfeld ännert, mä wou sech och virun allem d'Prémisen änneren, fir dass sech d'Fra och an deem Ëmfeld ka bewegen a behaupten.

D'Debatt vun dësem Joer, wéi och d'Debatt vun all deenen anere Joren, kann eiser Meenung no nëmmen e Sënn hunn, wann een eng Strategie développéiert, wann een e konkreten Aktionsplang opstellt, wann een en nach méi konkreten Zäitplang opstellt, wéini een deen Aktionsprogramm wëll realiséieren.

An da soll eis Chamber dat an där Debatt maache wat se an esou enger Situatioun am allerbeschte kënn, nämlech vu Joer zu Joer als Kontrollgremium kucke wat erreecht ginn ass, wéi et erreecht ginn ass a wéi eng zousätzlech Instrumenter ee sech ka ginn, fir esouwuel déi Mesuren ze erreeche wéi och deen Zäitplang, deen ee sech opgestallt huet, anzehalen. Well dat eiser Meenung no net ginn ass, net gi war an deene leschte Joren an och net ginn ass an dësem Joer, hu mir bewosst drop verzicht fir Motiounen anzubréngen a soen awer trotzdem merci fir d'Opmierksamkeet, op alle Fall déi, déi ech elo scho kritt hunn.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Maggy Nagel agedroen. D'Madame Nagel huet d'Wuert.

Mme Maggy Nagel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesellschaft befënt sech säit enger Rei vu Jorzéngten an engem rasante Wandel. D'Liberalisierung grosso modo, mä och d'Vitesse an där sech déi allgemeng Liewensmännchen déve-

men an eiser traditionelle Familljebild erëm. Och d'Bild vun der Frau an d'Bild vum Mann, d'Verhältnis tëschent de Geschlechter, hu sech am Laf vun deene vergaangene Jorzéngten déifgräifend verännert.

Als Illustratioun vun dëser Verännerung wëllt ech lech e puer Beispiller aus dem Code civil zitieren, Beispiller déi haut am Joer 2003 méi oder weëniger pittoresk klengen, mä ganz däitlech weise wou sech d'Frae virun net allze laanger Zäit an eiser Gesellschaft nach situéiert hunn. Huele mer zum Beispill den Artikel 1124, dee besot huet: „Les incapables de contracter sont les mineurs, les interdits et les femmes mariées“. Oder d'Artikelen 229 an 230: „Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme“, a bei de Fraen allerdéngs huet et geheescht: „La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune“.

Dës an aner Artikelen aus dem Code civil sinn eréischt an de 70er Jore geännert ginn.

Mat deenen zwee Gesetzter vum 12. Dezember 1972 an dem 4. Februar 1974 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun der Fra, respektiv der gläichberechtigter Administration des biens vun enger bestuetener Koppel, ass mat Sécherheet dee gréisste Wandel vun der Situatioun vun der Fra an eiser Gesellschaft agetrueden. Un Hand vun dëse Beispiller wëll ech och ganz kloer weisen, datt d'Politik vun deene leschte Jorzéngten oft nëmmen eng Reaktioun op Verännerungen an der Gesellschaft a vun der Position vun der Fra an der Gesellschaft wor.

D'Demokratesch Partei awer gesäit d'Roll vun der Politik esou, datt si d'Condition féminine definéiert an hëlleft weider entwéckelen, fir op dës Manéier aktiv politesch Moossstänn ze setzen anstatt enger gesellschaftlecher Entwécklung einfach hannendrun ze lafen.

Här President, d'Politik vun haut huet an deene leschte Joren oft ënner Beweis gestallt, datt si net wëllt hannendrun lafen. Si huet Initiative geholl, déi e grouse Schrëtt no vir fir d'Frae bedeuten. Am PAN-Gesetz vum 12. Februar 1999 gouf d'Hallefdagsaarbecht nei definéiert. D'Entreprise mussen allerdéngs nach méi ënnerstëtzt gi fir datt si méi intensiv op dese Wee kënnen goen.

A puncto Sozialversicherung denken ech méi spezifesch un d'Unerkennung vun de Babyjoren oder un d'Gesetz vum 28. Juni 2002, wat de Forfait d'éducation an d'Ausdehnung op dräi Joer vun den Erziéungsjoren agefouert huet.

Mä och d'Ënnerscheeder vum Rentendesch, oder vill méi d'Entscheidung vum Rentendesch fir d'Renten erop ze setzen, an d'Hongerrenten esou gutt et geet aus der Welt ze schafen, wore wichteg Initiativen. Initiativen, Här President, déi virun allem deene Fraen a Mammen zegutt koumen, déi net d'Chance haten an enger moderner Gesellschaft grouss ze ginn, wou d'Meedercher an déi jonk Fraen d'Méiglechkeet hunn ze studéieren an e selbststänneg Liewen ze féieren.

Wa mir vun enger aktiver Promotioun féminine schwätzen, dierfe mer net dës Frae vergiessen an all Initiativ, déi an dësem Sënn geholl gëtt, muss ënnerstëtzt ginn.

Et ass deene vergaangene Generatiounen ze verdanken, datt d'Fra haut gréisstendeels de Choix huet dat Liewen ze féiere wat si sech virstellt, sief dat doheem an der Famill oder sief dat um berufleche Plang.

Mam Risiko d'Wierder vun der Madame Rapportrice ze widderhuelen - ech wëll eng Klamer opmaachen, wollt ech félicitéiere fir hiren excellente mëndlechen a schrëftleche Rapport -, wëll ech dofir kuerz op déi aktuell sozio-ekonomesch

Situatioun vun der Fra an eiser Gesellschaft agoen.

Enn der 60er an Ufank der 70er Jore wore nëmmen 30% vun der aktiver Bevölkerung Fraen. Haut, 30 Joer méi spéit, läit dese Prozentsaz bei 51,7%. D'Zuelen, déi eis am Beräich vun de Studien zur Verfügung stinn, schwätzen eng nach vill méi däitlech Sprooch.

1984/1985 goufen et nëmme 37% Studentinnen, haut ass d'Paritéit vun de Geschlechter erreecht. Dat weisen och d'Zuelen iwwert déi staatlech finanziell Studienënnerstëtzung, wou 50,9% vun de Fraen an de Genoss vun enger finanzieller Ënnerstëtzung kommen. D'Tatsaach ass och, datt net nëmme gläich vill Meedercher a Jongen an eise Lycéee sinn, mä d'Meedercher ënner 30 Joer, déi mindestens e Bac+3 besetzen, hu mat 20,2% vis-à-vis vun 18,4% bei de Jongen e vill méi héijen Taux de Réussite.

Och um politesche Plang kann een eng identesch Evolutioun feststellen. Et ass scho gesot ginn, tëschent 1965 bis 1999 ass d'Zuel vun de Fraen am Parlament vun enger op zéng geklommen. En Drëttel vun hinne sinn haut an der Regierung.

Här President, ech hunn lech dës Zuele genannt fir däitlech ze ënnersträichen, datt déi Fraen, déi sech entscheet hu politesch oder beruflech ze rësséieren, duerch an der Lag sinn eng Carrière opzebauen, esou wéi hir männlech Kontrahenten.

Méiglechkeete bestinn, an datt d'Fraen d'Potenzial hunn ze rësséieren, egal op wéi engem Plang, stellt hautdésdags wuel kee méi a Fro. D'Fakten um Terrain sinn also do a si loossen och keng Zweifel iwwert déi weiblech Presenz an alle wirtschaftleche Sparten zou. An awer, trotz dësen Zuelen, trotz dese Gesetzter, déi déi verschidde Regierungen geholl hunn, kommen déi kritesch Stëmme, déi sech haut wéi gescht mat Vehemenz fir d'Förderung vun der Egalitéit tëschent de Geschlechter asetzen, nach net zur Rou. Un dëser Stell wëll ech däitlech betounen, datt d'Demokratesch Partei, no beschtem Wëssen a Kënnen dës Stëmme ënnerstëtzt. Awer ech wëll och genau esou däitlech drop hiweisen, datt mir an der Fraeförderung op kee Fall dierfen higoen an d'Acquisé vun haut praktesch erofspillen an ëmmer nach op Schratt an Tratt hännert all Dier Diskriminatioun vis-à-vis vun de Frae gesinn.

Nach ass sécherlech net alles esou wéi et kënn oder misst sinn, mä fir mech steet fest, déi modern Fra vun haut daerf net méi a priori an eng Opferroll eragezwängt ginn. Déi gläichwärtig Unerkennung vun engem Liewe wéi d'Fra sech et virstellt, heescht nämlech weder datt d'Frae vu vieren an e weiblechen Opferstatus gezwängt ginn, nach heescht et datt d'Fraepolitik Synonym ass mat Familljepolitik. Eng reell Förderung vun der Fra an eiser Gesellschaft bedeit näischt méi an näischt manner, wéi datt d'Fra als een autonomt a selbststänneg Individuum betruecht gëtt. Eng Persoun déi fräi entscheede kënn muss wat se wëll a wat net. D'Gesellschaft huet domat ganz einfach ze akzeptéieren, firwat déi eenzel Fra sech entscheet, ausschliesslech fir hir Famill oder Kanner do ze sinn, oder sech entscheet fir Famill a Carrière mateneen ze verbannen.

Et dierf net sinn, an dat hu mer alt schonns haut héieren, datt déi Fraen, déi sech entscheeden doheem ze bleiwe bei hirer Famill, bei hire Kanner, praktesch als Schmarotzer duergestallt ginn, déi op d'Käschte vun der aktiver Bevölkerung liewen. Et daerf och net sinn, datt déi Fraen, déi sech entschee-

de beruflech oder politesch Carrière ze maachen, ze héiere kréien, si géifen hir Kanner vernoléisseg.

D'Demokratesch Partei schwätzt sech däitlech fir de libre Choix aus vun all Fra, ob bestuet oder net, ob Kanner oder net. Eis Aufgab als politesch Responsabel an als déi, déi mir vun de Bierger gewielt goufen, ass et dës gesellschaftlech Barrieren, déi leider ëmmer nach bestinn, ofzebauen an Hand vun enger fraefrëndlecher Politik, déi d'Mittelen zur Verfügung stellt, fir datt fräi Entscheedungen eng Evidenz gëtt an net eng Eventualitéit ass.

Här President, no eiser Verständnis ass d'Fraeförderung net sougenannte weiblech Defiziter an enger reng männlech dominierter Gesellschaft ausgläichen. D'Fraeförderung ass fir ons vill méi d'Chance d'Fäegkeeten ze förderen, déi bis haut opgrond vu gesellschaftleche Konventiounen oder ebe geschlechtsspezifischer Sozialisatioun verbuerge bliwwen sinn. Haut geet déi klassesch Fraeförderung leider allze oft nach Hand an Hand mat Duerchsetze vu Quoteregelungen.

Mir mengen net, datt eng Quoteregelung der heiteger moderner a selbststänneger Fra zegutt kënn. D'Demokratesch Partei selwer ass de beschte Beweis. Ouni iergendwellech Quoteregelung huet d'DP mat engem Prozentsaz vu 40% an de leschte Wahlen dat beschte Resultat opzeweise wat d'Fraen an der Politik betrëfft. Et ass also méiglech, datt d'Fraen ouni Gesetzter oder Reglementer fir d'Politik ze mobiliséieren sinn. A wat um politesche Plang méiglech ass, ass och sécherlech um berufleche Plang net onméiglech.

D'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt d'Frae selbstänneg, ouni Interventioun vu baussen, sollen handelen.

Fir eis sinn d'Fraen an der Politik ze enger Selbstverständlechkeet ginn. Anstatt op kënschtlech Agréfer wéi zum Beispill d'Quoteregelung zréck ze gräifen, hu mir eis entscheet, de noutwendige Mentalitéitswessel sech natierlech entwéckelen ze loossen. D'Resultat ass haut, datt mir am Verglach mat anere Parteien e grouse Schrëtt méi wäit sinn, an dat net zu Lescht well mer erkannt hunn, datt et sech hei ëm eng gesellschaftspolitesch Evolutioun handelt, déi an eischer Linn emol an de Käpp vun eise Bierger stattfanne muss a sécherlech och schonns stattfonnt huet.

Här President, de jure ass déi rechtlech Egalitéit tëschent Fra a Mann erreecht. D'Realitéit awer, an do besteet leider keen Zweifel, gesäit zum allerofstent anescht aus. D'Fraen hunn an deene leschte Jore praktesch an all Gebitt opgeholl. An obwuol ëmmer méi Fraen an de Chefétagen ze fanne sinn, bestinn ëmmer nach grouss Ënnerscheeder tëschent Männer a Fraen, an zwar a puncto Carrièrechancen. Datt an deem Beräich nach esou munches ze dinn ass, läit op der Hand.

Erstaunlecherweis huet sech am Laf vun deene vergaangene Joren awer erausgestallt, datt weder eng haart Quoteregelung nach rigid Gesetzter zur Gläichberechtigung vu Fra a Mann zu deene beschte Resultater féieren, fir carrièrebewosst Fraen ze ënnerstëtzen.

An der Analys vum Sonja Bischoffs iwwer „Männer und Frauen in Führungspositionen der Wirtschaft in Deutschland“ vun 1999 stellt sech eraus, datt dës klassesch Förderungsmoossnamen d'Frae weder a Chefétage bruecht hunn, nach konnte si hir Pai nennenswäert erhéien. Op Quoteplaz sëtzen zwar Fraen, déi hire Beruff och nach vläicht gutt maachen, mä am Verglach zu hire männleche Konkurrente wore si nach laang net déi Bescht. Ech géif souguer esou wäit goen a soen, datt Quote bal eng Diskriminatioun vun der Fra sinn.

An anere Wierder, eng Fra déi duerch d'Quoteregelung de Sprong no uewe gepackt huet, kann net mam Mann konkurréieren, well si hier Carrière de Quoten ze verdanken huet an net hirer perséinlecher Kompetenz.

Ausserdeem sinn ech der Meenung, datt d'Aféierung vu Quoten e grouse Schrëtt zréck ass. Mir brieden dann nämlech mat dem Prinzip vun der Emanzipatioun: ze refuséieren d'Mënschen no natierlechen Distinctionen ze katalogiséieren. Mir stellen och de Prinzip vun der Universalitéit a Fro. Un dëser Stell wëllt ech d'Evelyne Pissier, Jurist a Professor fir Droit privé a Sciences politiques zu Paräis zitieren: „Evidemment l'humanité n'est pas simple. Non parce qu'elle est double, ce serait trop simple, mais parce qu'elle est multiple. Sinon pourquoi la dire universelle?“

Et schéngt mir evident ze behaupten, datt andeems mir déi sexuell Dualitéit zu engem konstitutive Prinzip vun der Mënschheet maachen, de Wee fir d'Pluralitéit vun der Mënschheet verspéert gëtt. Mir kënnen d'Mënschheet dach net a Kategorien andeelen. Dat ass geféierlech, well mer soss och nach aner Differenziatiounen mussen betruechten. Mir als Gewielten awer hunn d'Aufgab all eis Bierger ze vertrieben, onohängeg vun hirem Sexe, hirer Hautfaarf an hirer sozialer Herkunft.

Virun allem jonk Frae gesi sech net als sougenannte Quotefraen. Si wëllen um berufleche Plang eppes erreechen, well si d'Potenzial, d'Kënnen an d'Wëssen hunn, net well si als Fra gebuer goufen. Fir d'Demokratesch Partei ass d'Leeschtung net geschlechtsverbonden.

Här President, fir dës Situatioun ze verbesseren, denken ech datt mir ee ganz anere Wee wéi deen iwwert d'Quoten oder Ähnlech mussen goen. Fir mech ze erklären, géif ech nach eng Kéier gären op eis Schoulen zréckkommen.

Wéi aganks gesot, wësse mir, datt an eise Lycéeeën d'Paritéit erreecht ass. Mir wëssen och, datt méi Frae wéi Männer héich Diplomer hunn. Folglech misst ee kënnen dovunner ausgoen, datt all d'Konditiounen erfüllt sinn, fir enger Fra de Wee an d'Beruffswelt ze erméiglechen an domat och an héich Positionen, sief dat an enger Firma oder an der Politik. D'Zuele weisen awer och, datt d'Realitéit dëser Prémisse net entsprécht.

Et ass haut ëmmer nach esou, datt vill Frae sech fir Beruffer entscheiden, déi um wirtschaftleche Plang einfach keng grouss Carrière-méiglechkeete bidden. Et sinn dat virun allem Beruffer, déi an de Beräicher vun de Sozialwëssenschaften oder der Science humaine falen. Nëmme weëg Frae weisen Interesse fir Ingéniëurswëssenschaften oder technesch Beruffer. Dat läit zu engem groussen Deel a bis haut un der institualiséierter Rolleverdeelung an eiser Gesellschaft. Ech sinn der Meenung, datt et net dermat gedoen ass, fir vun enger sexistescher Prägnung an eiser Schoul ze schwätzen. Et ass leider eis Gesellschaft, déi sech an dësem Beräich muss weider entwéckele fir vun deem Rollemuster Fra-Mann ewech ze kommen.

(Interruption)

Dat soen ech lech elo.

Mir brauchen eng aktiv Mädchenpolitik. An anere Wierder heescht dat, datt an eise Schoulen an och an eiser zukünftiger Universiteit eng grondsätzlech Berodung muss sinn, fir datt sech d'Meedercher an déi jonk Frae fréizäitig mat Beruffsfelder auserneeetzen, déi laang Zäit als klassesch männlech agestuft goufen an doderch am Ënnerbewosstsinn guer net an déi enger Wiel vun eventuelle Studiefach kommen.

Domat ass et awer net gedoen, well wéi mir wëssen, ass et haut zu

engem groussen Deel ëmmer nach esou, datt et d'Frae sinn, déi sech nieft hirem Beruff ëm hir Kanner këmmen an net de Mann. An dem Kontext plädéieren ech enger-säits fir d'Förderung vun enger Männerpolitik, déi sech mat weiblichen Aufgaben auserneesetze kann, anerersäits ass et d'Aufgab vun de politesche Responsabele fir déi néideg Mëttele zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Frae béides, Beruff a Carrière, kënnen ënnert een Hutt bréngen. Ech denken hei spezifesch un déi bestänneg Förderung vu parascolairen Infrastrukturen, mä ech denken awer och un nei Aarbechtsformen.

D'Förderung vu méi flexibelen Aarbechtsforme bedeit virun allem fir d'Fraen eng nei Chance fir hiert Liewen esou ze organiséieren wéi si dat fir richtig fannen. An et freet mech dofir ëmsou méi, datt zum Beispill d'Reform vun Beamtestatut an deem Kontext eng wegweisend Roll wäert spillen. Aarbechtsforme wéi den Télétravail oder Hallefsdagsaarbecht wäerten an Zukunft an der Fonction publique een neie Stellewäert kréien.

An deem Sënn ass d'Aufgab vun der Politik net fir op Béien a Briechen eng Egalitéit ze schafen déi, an och dat muss ee soen, net ëmmer ka geschafte ginn, well Mann a Fra sinn net gläich. Et gëtt Ennerscheeder an der Liewensastellung an am Choix vun Liewen dat gefouert wëll ginn. Et geet dofir net drëms des Ennerscheeder ze verkennen oder auszeradéieren. Et geet vill méi drëms des Ennerscheeder positiv auszeleeën, fir datt Fra a Mann an eiser Gesellschaft alle béid hire flexibele Choix maache kënnen.

D'Aufgab vun der Politik ass et d'Viraussetzungen ze schafe fir dat ze erméiglechen, an net fir nei rigid Kaderen ze kreéieren, déi alt erëm d'Fraen an d'Männer an eng fix Roll eranzwängen, well d'Bild vun der Fra, déi trotz Mann a Kand Carrière gemaach huet, ass nämlech gewässermoossen och nees eng fix Roll schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi sëlloch Gesetzer, déi an deene vergaange Jore gestëmmt goufe fir d'Rechter vun de Fraen ze stäerken, a virun allem fir hirer heiteger selbstänneger Roll an der Gesellschaft Rechnung ze droen, weisen, datt de Mentalitéitswiesel an de Käpp vun de Leit an domat an de Käpp vun de politesche Responsabele statfonnt huet. Mä esou laang et Beispiller gëtt wou d'Fraen ze kuerz kommen, esou laang ass dese Prozess nach net ofgeschloss. D'Fraeförderung ass keng exklusiv weiblich Sparteolitik, mä si richt sech och un eis Männer, fir datt déi traditionell Geschlechtszouschreiwung an der Erziehung lues awer sécher ausstierft. Mir brauche selbstbewusst Meedercher a selbstbewusst Fraen, déi an der Politik, am Beruff an an der Gesellschaft net méi fir hir Rechter kämpfe mussen, mä fir déi des Rechter als selbstverständlech gëlen.

Ech soen lech merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame, pardon den Här Colombera agedroen.

M. Jean Colombera (ADR). - Merci, Här President. Ech si géiert, dass ech hei elo verweiblecht gi sinn. Ech wäert och versiche fir d'Conditions féminines ganz gutt ze verteidegen. Erlaabt mer vläicht am Ufank fir nach eng Kéier meng Trauregkeet auszudrücken, Här President. Mir hätte kéinten haut d'Geschicht schreien als Parlament.

(Interruption)

Mir hätte kéinten haut een neie Wee beschreiden an der Chancéglaichheet mat der Electioun vun enger Vize-Präsidentin.

(Interruption)

Här Loes, et ass net un lech. Et deet mer Leed.

Mir hätte kéinten haut d'Geschicht schreien. Mir hunn et verpasst fir an den Olymp opgeholl ze ginn.

Leider muss mer de berühmte Gang no Canossa ugoen. Erënnert lech un 1077 wéi den Heinrich de IV. vum päpstleche Bann getraff gouf. Hien ass op Canossa gaang. Hien huet dräi Deeg Bouss gemaach an dunn ass hie vum Gregor de VII. vum päpstleche Bann befreit ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Parlament geet net dräi Deeg op Canossa, mä 15 Méint. Ech mengen an deenen nächste 15 Méint, bis déi nächst Wahle kommen, muss dëst Parlament beweisen ob et fir Chancéglaichheet ass oder net, soss wäert et sanctionnéiert ginn, an zwar vun der weiblicher Wielerschaft.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass et déi aachte Kéier dass hei am Parlament eng Debatt iwwer eng spezifesch Fraenthematik diskutéiert gëtt an déi véierte Kéier an deser Legislaturperiode. No den Debatten iwwert d'Wahlbedelegung, der Gewalt am Stat an der Dimension du genre diskutéiere mir haut iwwert déi ekonomesch a sozial Situation vun der Fra. Wat mer am Rapport vun der Madame Nicklaus, där mir zu hirer zolitter Aarbecht félicitéieren, opgefall ass sinn haaptsächlech zwou Saachen. Éischtens de Fait dass bei deeneselwechten Aarbechtskonditiounen 12% vun de Frae manner Loun kréie wéi d'Männer, an dat eleng well se Frae sinn. Zweetens huet mech de Begrëff vun der Aarmutt ganz staark gestéiert.

Diskriminatioun an Aarmutt, zwee Begrëffer déi an enger Demokratie wéi Lëtzebuerg schwéier ze argumentéieren sinn, trotzdem awer zur Alldagsrealitéit gehéieren. Wann an engem vun de räichste Länner vun der Welt des zwee Begrëffer optauchen, da misst een awer menger Meenung no déi Gesamtsituatioun nei iwwerdenken. Et wäert keen heibane verwonnenen, wann ech als Verrieder vun ADR mat der Problematik vun de Pensionen ufänken. Hei schielt sech eng Differenz, déi ganz notable ass, eraus.

Als Referenz huelen ech den Dezember 2000 mat Pensionen déi ënner 50.000 Frang waren. Bei den normale Pensionen bei den Aarbechter lunge 55,7% ënner 50.000 Frang, bei den Aarbechterin 96,6%. Bei de Privatbeamten 16% a bei de Privatbeamtin 66,5%. Bei den Indépendantmänner 22%, bei den Indépendantfraen 92%. Bei de landwirtschaftliche Betriber an dem Wäibau 98% bei de Männer an 100% bei de Fraen. Quitte dass Dir vläicht argumentéiere géift dass d'Fraen ënner anerem nënnen Deelcarrière hunn an dat esou déi kleng Pensionen erkläre géift, trotzdem bleift desen Ennerscheid eng Realitéit mat ekonomesche Répercussionen.

Als Partei ware mir duerfir frou, dass d'Grondrent ëm 11,6% erhéicht gouf, well déi kleng Renten heivunner am stäerkste profitéiert hunn. Och ware mer frou, dass d'Mindestrenten ëm 7% erhéicht goufen an d'Mindestwitwerenten ëm 31,9%. De 5. Juli d'lescht Joer ass des Schwéiergebuert endlech Realitéit ginn. Am selwechten Otemzuch wéilt ech och d'Mammerent zitieren, wat eng Unerkennung vun der Aarbecht vun der Hausfra ass, déi e groussen Déngscht fir d'Gesellschaft mat der Kannererziehung gemaach huet. Dat war e Schratt an déi richtig Richtung.

Grad des Fraen haten, obwuel se en onverzichtbaren Déngscht fir d'Gesellschaft geleescht hunn, iwwerhaupt keng Rent oder si mat sougenannten Hongerrenten ofgespeist ginn. Si konnte während de

Joren, wou se hir Flichten als Mamm geleescht hunn, keng Rentebeträgg leeschten. Mir als ADR hu verlaangt, dass d'Mammerent duerch Beiträg vum Stat an d'Pensionskeess an der Héicht vum qualifizéierte Mindestloun finanziert sollt ginn, an dat bis zum 12. Liewensjoer vum jéngste Kand. Des Mammerent war da méi héich ausgefall a méi sécher gewiescht, well se op den Numm vun der Fra an d'Rentekeess abezuelt gi war. Dat war also en Eigentumsrecht vun der Fra gewiescht un dat keen hätt kéinte réckele goen an d'Fra hätt dorobber eng eege Rent opbaue kënnen.

Dat ass awer leider net geschitt an et ass ze fäerten, dass an Zäite vu knappe Statskeesen déi Mammerent, déi 3.000 Frang pro Kand wéi se elo besteet, gekierzt oder gestrich gëtt, zudeem dass ee weess dass verschidde sozial Parteien hei am Haus net ganz waarm ware fir des Mammerent anzeféieren.

Wat heibai nach ze bemierken ass, ass de Fait dass bis haut des Mammerent nach net jiddferengem ausbezuelet gouf. Et gëtt gesot, datt 800 Frae schonns hir Mammerent kritt hunn, awer déi meescht hunn nach keen Euro gesinn. Duerfir wéilt ech d'Madame Minister froe wéi des Situatioun haut no néng Méint nach iwwerhaapt ze veräntwerten ass. Wéi ass dat méiglech, dass mat all deene Computere, déi mer hunn, do nach net vill Substantielles passéiert ass?

Ech weisen op de Symbolcharakter vun deenen 3.000 Frang hin. Wann eng Fra 3.000 Frang vum Stat fir hir Erziehungsarbecht kritt, dann dat eng gewëssen Unerkennung déi entsteet a si ka soen: De Stat huet u mech geduecht. Elo sinn awer zënter néng Méint eng ganz Rei vu Frae gestuerwen, déi leider ni behaapte konnten dass si ee Frang vum Stat kritt hunn, ob-schonn hir Famill vläicht réckwierkend op den 1. Juli 2002 dese Beitrag ausbezuelet kritt. Also wann ech glift, waart net ze laang mam Ausbezuelen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Am Kontext vun der Mammerent zitieren ech dann och déi auslännesch Mammen, déi hir Kanner am Ausland op d'Welt bruecht hunn, no e puer Joer hei an d'Land komm sinn, 20 Joer hei waren, an déi kréie keen ee Frang. Ass dat keng Diskriminatioun? Ech zitieren och déi ganz kleng Rente vun de Baue-refraen, déi vum Stat en Zouschoss kritt hunn, déi awer net an de Genoss vun deser Mammerent kommen, well mir gemengt hunn dass se mam Zouschoss genuch kritt hätten.

En anere Punkt am Kontext mat de Fraerenten, deen ech wéilt ervirsträichen, ass dee vun de Fraen déi hiert ganz Liewen een handicapéiert Kand oder méi handicapéiert Kanner opgezunn hunn. Kanner, déi oni déi permanent Prezenz vun der Mamm iergendwou an enger Struktur hätte Plaz fanne missen. Mer wëssen awer, dass net an all Eck esou eng Opnahmstruktur ass. Des Fraen hätte vläicht och eng eegen Aarbechts-carrière opbaue wëllen, si hunn awer missen doheem bleiwe fir hirem Kand oder hire Kanner bäizestoen. Des Fraen, Här President, hu bis haut nach keng Unerkennung kritt, emol net eng bleche Medail.

(Interruption)

Grad awer elo am Joer 2003, Madame Minister, dem Joer vum handicapéierte Matbierger, misst ee sech awer och eppes fir des Fraen afale loosser. Mir wëssen emol net wéi vill handicapéiert Leit mir hei am Land hunn. Et gëtt geschat téschent 5 an 10%. Ech fannen et

traureg, dass mir den exakte Chiffer net wëssen. Et war awer einfach dee Chiffer erauszefannen. All Joer, wann deen Ziedel an d'Haus kënn, wou een ausfëlle muss wéi vill Leit am Stat wunnen, wéi vill Hënn am Stat sinn, do misst et dach awer vläicht méiglech si fir eng Case do ze maachen an drop ze schreien „an deem Stat wunnt een Handicapéierten“.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - ...behënnert Persoun doheem, an déi wäerten lech soe wat se dovun halen.

Une voix. - Très bien.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Also wann dat doten awer d'Proposition ass...

M. Jean Colombera (ADR). - Madame Minister, des Mammen, déi hiert ganz Liewe fir hiert Kand do waren...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Déi kréien zousätzlech zwee Joer Babyjoren ugerechent. Wann Dir d'Gesetzer net kennt, duerfir kënnen déi aner Leit awer net.

M. Jean Colombera (ADR). - Jo, et ass gutt Madame Minister.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Ma neen, et ass net gutt. Gitt elo hei keng Ligen erzielen.

M. Jean Colombera (ADR). - Neen, dat ass keng Ligen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Ma jo sécher ass dat eng Ligen.

M. Jean Colombera (ADR). - Dat geet leider net duer, Madame Minister.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Ah jo, dat ass eppes aneschters, mä sot net et géif näischt gemaach ginn.

M. Jean Colombera (ADR). - Wéi gesot, Madame Minister, des Mammen, déi hiert ganz Liewe fir hiert behënnert Kand do waren, hunn nach net vill vum Stat guttgeschriwwé kritt...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Dat ass ewell eppes aneschters.

M. Jean Colombera (ADR). - ...an et ass eréischt duerch d'Fleegeversécherung,...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Ma dat ass jo iwwerhaapt net wouer.

M. Jean Colombera (ADR). - ...déi mer hei viru kuerzem agefouert hunn, Madame Minister, dass déi Leit, déi behënnert Persoun betreiien, vum Stat eng Cotiatioun, e Bäitrag an d'Pensionskeess abezuelt kréien. Et bliwen awer nach ëmmer behënnert Leit, déi net an de Genoss vun der Fleegeversécherung kommen, déi awer eng zweet Persoun brauchen. Ech hoffen, Madame Minister, dass Dir lech grad dës Joer Gedanken iwwert des Leit maacht, haaptsächlech fir déi Mammen déi behënnert Kanner betreiien a betreit hunn, an dass Dir déi eng oder déi aner Proposition op den Dësch leeë wäert. Grad des Fraen hunn dem Stat vill Suen erspuert, well se hir Kanner doheem betreit hunn an nach betreiien.

En anere Punkt deen ech an deem Kontext wéilt uspriechen, ass dee vun der medezinescher Betreiung. Mir hunn deier Medikamenter um Maart. Al Leit si bekanntlech méi ufalleg fir Krankheeten. Viru kuerzem hunn ech mat enger Persoun geschwat, déi mer gesot huet dass si 10.000 bis 12.000 Frang

Medikamenter pro Mount bezuele misst, an dat bei enger klenger Pension.

Mir wëssen dass déi behënnert Leit, wa se keen Auto hunn, sech mat enger Ambulanz oder enger anerer Organisation wéi der Croix-Rouge, der Amiperas oder der Croix de Malte déplacéieren mussen, sief et bei den Dokter, sief et fir an e grousst Geschäft ze kommen. Si kréien den Trajet nënnen zréckbezuelet, wa se an der Ambulanz leien an net sëtzen. Wa se an en Akafszentrum gi mussen se wéi gesot esou eng Organisation hunn, an do bezuele se och e ganz stolze Präis. Do kann ee rechnen, dass vun Duelem bis an d'Belle Etoile bei verschiddenen Organisation 4.000 bis 5.000 Frang gefrot ginn.

Mir wëssen, datt jiddferree beim Dokter eng gewësse Participatioun muss bezuelen. Mir wëssen datt d'Statute vun de Krankeessen nënnen zéng Consultatioun pro fënnf Méint erlaben, anerefalls de Patient seng Consultatioun net rembourséiert kritt, ausser wann den Dokter eng Justificatioun an eng ganz Litanei un de Kontroll-dokter vun der Krankeess schreift. Mir wëssen, datt d'Zänn-dokteren zimlech héich Präisser hunn, déi net vun de Krankeessen integral gedroe ginn. A wann ee keng Suen huet, da kritt een eng Bréck vun der drëtter Kategorie.

Mir wëssen, datt verschidde Prestatiounen bei der Fleegeversécherung net rembourséiert ginn. Ech weisen op d'Ausso vu mengem Kolleg Aly Jaerling hin deen hei zitëiert huet, datt d'Pillboxen, an deenen déi déiglech Pëlle fir de Patient preparéiert ginn, mat 22 Euro pro Woch verrechent ginn an datt all Kéier, wou de Patient seng Pëlle kritt, hien nach muss 4,5 Euro bezuelen. Wann de Patient also dräimol den Dag seng Pëlle kritt, dat kascht hien 13,5 Euro den Dag, oder 405 Euro de Mount, déi net rembourséiert ginn. Des Zoustänn sinn ontragbar, haaptsächlech fir eng Mindestrent. Fir Frae mat maner Akommes ass dës nach méi brenzlech.

Ech kéint mir virstellen, datt ab 60 Joer, am Pensionsalter, awer och fir behënnert Matmënschen, d'Medikamenter frä wieren an datt een esou oft wéi noutwendeg bei den Dokter kënn goen oni eng Participatioun ze bezuelen; datt ee bei der Fleegeversécherung manner kommerziell géif virgoen, dat géif villen eelere Leit, haaptsächlech Fraen, eng besser finanziell Situation garantéieren.

Madame Minister, ech géif lech bidden dem Gesondheitsminister des Considérationen ze ënnerbreeden.

Des Weideren hu mir eis als ADR ëmmer agesat fir den öffentlechen Transport, dee sollt gratis sinn.

(Interruptions et hilarité)

Mir hunn ëmmer gesot, den öffentlechen Transport misst gratis sinn. Heimat kéint een awer och manerbemëttelt Leit ënnerstëtzen. Doriwwer misst Dir, Madame Minister, mam Här Grethen lech ënnerhalen.

(Interruptions diverses)

Wann ech glift, loosst déi domm Witzer do sinn. Dat bréngt der Saachguer näischt. Dir misst lech schummen.

E weidere Punkt vum ADR ass déi sougenannt negativ Steuer an déi individuell Besteuerung. Esou wéi et de Moment ass, gëtt de Mann besteiert. Wann d'Fra schaffe geet, gëtt si och besteiert. An enger zweeter Phas gëtt alles zesumme geschloen an et kënn zu enger zousätzlecher Besteuerung, esou datt ee ka soen datt d'Fra praktesch fir näischt schaff.

Mir fuerderen d'Afféierung vun der individueller Besteuerung, well déi ënner anerem d'Ophiewung vun de fiskale Benodeelung vu bestuete Fraen ophieft. Am selwech-

ten Otemzuch fuerdere mir d'Ofschaffung vun den Abbattementer zu Gonschte vun Allocatiounen. Zum Beispill, eng Botzfra geet vun lechternach an d'Stad schaffen. Dat sinn all Dag 35 Kilometer. Si bezilt keng Steieren, well se e kleng Louen kritt, a kann also kee Steierfräibetrag kréien. Dogéint kann ee Bankdirekter fir déiselwecht Streck 101.400 aler Frang fir Frais de route ofsetzen. Op dëser Zomm huet hien 52.758 aler Frang u Steiere gespuert bei dem héchste Steiersaz vun 48%. D'Botzfra huet näischt zegutt.

Wann een elo eng negativ Steuer géif aféieren, da géif d'Botzfra e Forfait vum Steieramt ausbezuelt kréien. Dat wier sozial méi gerecht. Datselwecht Beispill kann ee fir all Kand, dat am Stot ass, uwenden. Fir all Kand en Abatement vun 48.000 Frang, fir zwee Kanner 96.000 Frang. Wann een awer keng Steiere bezilt, da kann een déi 96.000 Frang net ofhalen. Wann d'Steieramt awer an dësem Fall e Forfait ausbezuelt géif, da géif jiddfreee vun dëser Bonifikatioun profitéieren.

Madame Minister, mir bieden lech an dësem Fall mam Finanzminister Récksprouch ze huelen.

All dës Beispiller, déi ech zitíiert hunn, kéinten d'Aarmutt bei de Frae substanzuell reduzéieren.

Wat d'Diskriminatioun vun de Fraen ugeet, esou wäert et keen heibanne wonneren, datt ech d'Problematik vun der Prostitutioun uschwätzen.

Eng berühmte amerikanesch Feministin, d'Kathleen Berry, huet an hirem Buch déi weiblech sexual Sklaverei beschriwwen: Den eelste Beruff op der Welt ass net d'Prostitutioun, mä de Proxénétismus. Ouni Zuhälter géif et keng Prostitutioun ginn. Ech muss hir an dësem Punkt Recht ginn.

Mir gesinn ëmmer méi an de Landregiounen, datt verschidde Caféeën ëmstrukturiert ginn. Ech wëllt e puer Uertschaften zitíieren: Schieren, Grolénster.

Une voix. - Net esou séier. Ech schreiw se op.

M. Jean Colombera (ADR). - Réimech, Gëtzen, Olm, Hénche-reng. Aner Uertschaften riskéieren an déiselwecht Richtung ze goe wéi Péiteng, Diddeleng, Stengefort, Larochette. Mir wëssen awer alleguerten, datt hei auslännesch Frae schaffen, déi am Ausland och e gewëssenen Niveau mat engem Diplom haten, Fraen déi ënnerbezuelt ginn, déi keng Kotisatioun bezuelen, déi e gewëssene gesondheetleche Risiko lafen.

D'lescht Joer hu mir hei an der Chamber eng Motioun deponéiert, déi ugeholl gouf, wou mer d'Regierung invitéiert hu fir substanzuell eppes am Beräich vum Proxénétismus an der Prostitutioun ze ënnerhuelen.

Wat ass bis haut mat där Motioun geschitt? Madame Minister, hei ass et evident datt net vill ënnerholl ginn ass. Weder Dir nach den Här Frieden hutt eppes Substanzielles virzeweisen. Dir hutt näischt gemaach an Dir wäert och näischt maachen. Dir wëllt och näischt maachen, mä zu Ärer Verteidigung wëll ech soen, datt Dir näischt kënnt maachen, well Dir déi ganz Saach net am Grëff hutt.

An engem Punkt trotzdeem kloen ech lech un, Madame Minister, nämlech an dem Punkt datt Dir als Fraeministesch, menges Wëssens, nach ni hei op der Chambertribün eppes Substanzielles iwwert d'Prostitutioun an de Proxénétismus gesot hutt. Mir kennen Är Meenung nach guer net. Dofir géif ech lech biede fir herno hei op der Tribün lech net Är Verantwortung ze entzéien an zu dësem Problem Stellung ze huelen. Et kann een net, Madame Minister, sech fir Fraerechter asetzen, sech fir Chancéglichheet staark maachen op där enger Säit an op där anerer

Säit nokucke wéi Fraen exploitéiert ginn, wéi Fraen ënnerdréckt ginn, wéi Frae profitéiert ginn, wéi Fraen ënner Drock gesat gi vu Leit déi keng Schimm hunn.

Madame Minister, wann Dir fir d'Fraerechter sidd, an Dir hutt bewisen datt Dir fir d'Fraerechter sidd, da wann ech gelift bis zum Schluss ouni faul Kompromisser. Vill Leit wäerten lech op deem Wee do begleeden. Dir wäert net eleng sinn. Dofir wann ech gelift beweist e bësse méi Courage, Dir wäert genuch Ennerstëtzung fannen. Meng Ennerstëtzung wäert Dir jiddefalls kréien. Dës Diskriminatioun muss ophalen.

Mat dësem Uleies wëllt ech meng Ried ofschléissen a mäi Kolleg, den Här Jaerling, wäert herno iwwert de Volet vun der Aarbechtswelt bei de Frae schwätzen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Nom Här Colombera kënnt d'Madame Renée Wagener. Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci. Här President, eng vun de Kriticken, déi mer an der Kommissioun par rapport zu deem Thema an och zum Rapport geäussert hunn, war déi datt de Beräich, iwwert dee mer haut schwätzen, ze vill wäit gefaasst wär. Ech wëllt mech och dofir op zwee Aspekter vun deem Thema beschränken. Dat eent sinn d'Ecarts de salaires an dat anert ass déi weiblech Aarmutt, woubäi ech mengen, datt déi zwee Themen net ganz wäit ausenaner leien.

Zu de Salairen. Zënter datt d'Ausbildung fir den Aarbechtsmaart esou eng wichteg Roll spillt, datt Aarbechtskräfte vun no wäit musen importéiert ginn, kréie weiblech Aarbechtskräfte Chancen, déi se bis elo net haten. Net wéinst Demokratie a Chancéglichheet, mä well lëtzebuergesch Fraen eise Bildungssystem duerchlaf sinn, oft mat méi Succès wéi d'Männer, a véier Sprooch schwätzen, kréien al feministesch Fuerderungen op eemol Sekurs vun ongewinnter Säit.

Dat heescht awer net datt, sozial Maartwirtschaft sei Dank, um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart elo par décret déi absolut Gläichberechtigung duerchgezu géif ginn, et läit am System vun eiser Wirtschaft dran, datt en ëmmer nëmmen esou vill Zougständnisser mécht wéi et onëmgängelech ass, fir datt op där anerer Säit eppes amplaz dobäi erauskënt. E Beispill. Well Fraen an den Aarbechtsmaart nëmme kënnen integréiert gi wa Betreibungsstrukturen fir Kanner existéieren, huet och deenen hir Entwécklung elo zu Lëtzebuerg endlech méi eng grouss Chance krut. Mä well de Congé parental de Patronen däermoosse wäit geet, och wéi deet, a se eng Verbreedung vun dëser neier Epidemie befäerten, baggere se elo scho ganz fläisseg fir déi Krankheet vum Congé parental, wann net auszemaerzen, da wéinstens an en erdréigleche Stadium zréckzedrängen, dat heescht zréckzefuere vu sechs op dräi Méint Congé parental.

M. Marcel Glesener (CSV). - Dat kënnt awer net a Fro.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Ech huelen lech eng Kéier beim Wuert, Här Glesener.

Datt esou eng Haltung eigentlech esouguer fir d'Wirtschaft kontraproduktiv ass, ass zumindest am Ausland schon erkannt ginn, wou an deene grouss Betriber ëmmer méi och kannerfrëndlech Moosname geholl a gefördert ginn.

Déi däitsch Wirtschaftsberoderin Gertrud Höhler seet dozou: Esou wéi all Firma gezwongen ass Déifgaragen ze bauen, misst se och fir Kannerbetreuung suergen.

D'Wirtschaft mécht wéi wann d'Welt just aus Erwuessener géif

bestoen. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Fro vun der sozialer Verantwortung vun den Entreprisë gestallt. D'Schafe vu Betreibungsstrukturen ass awer natierlech och eng Verantwortung vum Stat a mir kënnen an den Zuelen, déi mer vum Ministère de l'Education kritt hunn, liesen, datt bis elo 76 Gemengen Education précoce ubidden an datt fir de Primaire an de Préscolaire 79 eng Kantin an 73 e Foyer de jour mat Prise en charge complète proposéieren. Mir ginn awer net gewuer aus deenen Zuelen, ob da wéinegstens an deenen dote Gemengen elo e flächendeckend Angebot besteet. Vläch kann d'Ministesch eis dorop herno Äntwert ginn.

Ech wëllt dann awer drop hiweisen, datt um Sommet vu Barcelona europäesch Standarde festgeluecht gi si wat d'Kannerbetreuung betrëfft. Do ass gesot ginn, datt bis 2010 sollen op d'mannst 33%, wann ech mech net ieren, vun de Kanner ënner dräi Joer a mindestens 90% vun deene vun dräi Joer un, iwwer Kannerbetreuung verfüegen. Ka Lëtzebuerg dës Standarden erreechen? Wéi gesinn d'Zuelen zum Beispill bei de Kanner ënner dräi Joer fir Lëtzebuerg aus? Och datt wier interessant gewuer ze ginn.

Här President, datt et der Ekonomie net prioritär ëm méi héich Ziler wéi Demokratie oder Gläichstellung geet, wa Fraen als Aarbechtskräfte entdeckt ginn, dat läit op der Hand. Et sollt d'Politik awer zur Virsicht urreegen. Beispill, Congé parental. Wa gutt Mesur wéi déi heiten no enger Zäit erëm kënnen a Fro gestallt ginn, wann dat iwwerengs och schon am Gesetz mat agebaut ass, datt et kann a Fro gestallt ginn, dann huet d'Politik hir Roll net erfëllt.

Et gétt awer oft vun der Politik gesot, datt se kuerzsichteg wier. D'Beispill Demographie weist, datt een dat och vun der Wirtschaft ka behaupten, well méi Kanner jo eigentlech och méi zukünfteg Aarbechtskräfte bedeiten. Do hunn ech eng relativ interessant Etüd vum CEPS konnter noliessen, déi schon e bësse méi al ass, wou d'Frae gefrot gi si wivill Kanner datt se eigentlech gär hätten a wivill datt se der finalement kritt hunn. An déi Ennerscheeder téschent Wonsch a Realitéit, déi sinn zimlech drastesch. Natierlech gétt et fir deen Ecart och nach aner Grënn wéi d'Problematik vun der Kannerbetreuung. Mä et weist awer, datt et Contrainté gétt mat deenen d'Frae konfrontéiert sinn, an eng vun deenen ass d'Conciliatioun vu Beruff a Famill.

Ech kéim da méi prezis zum Thema vun den Ecarts de salaire an ech wëllt d'Fro opwerfen, firwat et dës Ecarten ëmmer nach gétt. D'Zuelen, déi mer fir Lëtzebuerg hunn, si schon e bësse méi al, an neier schéng sech um Horizont ze annoncieren. D'Madame Minister wénkt mam Kapp. Ech hat an eisen Texter gelies, datt fir déi nächst Joren eng nei Etüd an Ausaarbechtung wär oder an Ugrëff soll geholl ginn. Jiddefalls erkennt een awer an deenen Zuelen, déi eis bis elo virleien, datt et eng Opdeelung gétt téschent strukturell bedéngten Differenzen an deenen - an dat wär vläch och un d'Adress vun der Madame Nagel interessant - Differenzen an de Salairen, déi net anescht kënnen erkläert gi wéi duerch de Fait datt een eng Fra ass. Dobäi sollt een awer net vergiessen, datt och déi strukturell Differenzen op Fraendiskriminierung kënnen fousen, wann een zum Beispill, dovunner schwätzt, datt et Leichtlohngruppe gétt, wou ëmmer erëm Frae sech dran erëm fannen, dann ass dat jo keen Zoufall, oder wann een iwwert den Niveau de formation bei den eelere Genera-

tioun schwätzt a feststellt, datt d'Fraen do oft guer net konnten, oder nach a méi klengem Mooss wéi d'Männer, hire Berufswönsch oder Ausbildungswönsch an där Zäit fréier Rechnung droen, oder wann een iwwert d'Durée de carrière schwätzt, wou et sécherlech fir d'Fraen och ganz kloer Diskriminierung gi sinn an och nach gétt.

Een Thema, wann et dorëms geet fir d'Ecarts de salaire ze erklären, ass Orientéierung a Berufswiel. Wa mer eis dee Beräich ukucken, dann ass et zumindest zu Lëtzebuerg een, wou nach munches am Uerge läit a wou eiser Meenung no och de Fraeministère sech d'Fro muss gefale loosson, ob hei déi richteg an effikass Strategien agesat gi fir Meedercher vun deenen ëmmer erëm sech widderhuelende Choixen ewech ze kréie vu Coiffeuse, Vendeuse, Serveuse, Sekretärin, oder fir déiselwecht Litanei op de méi héije Qualifizierungen ze transposéieren, Beaux-Arts, Education, Sproochen a Sciences sociales.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, wielen déi jonk Meedercher och haut nach dës Beruffer, déi sech besonnesch an de Carrières inférieure et moyenne duerch eng relativ schlecht Bezuelung auszeichnen? Ass et well se déi Beruffer léiwier maachen, amplaz méi e lukratiivt Handwerk ze wielen, oder eng Ausbildung an der Informatik oder Naturwissenschaften ze studéieren? Ass et, well d'Fro, wat dann herno um Paiziedel steet, hinnen ze onweiblech virkënt? Oder ass et, well se ëmmer nach an hirem Kapp déi kleng Stëmm spazéiere féieren, déi hinne seet: Ma du brauchst der keng Gedanken ëm d'Pai ze maachen, well du verdéngs herno just derbäi, a wie weess ob s de iwwerhaupt laang muss schaffe goen, wann s de eng gutt Partie méchs?

Oder, Dir Dammen an Dir Hären, ass et well se vu vir eran déi Beruffer op der Säit loosse wou se mengen, datt se net mat hirem Kannerwonsch vereinbar sinn? Et ginn also vill méiglech Explicatiounen, Dir kënnt lech déi eraussichen, déi lech am beschte gefalen. Vläch misst een och hei emol Etüden driwwer ustellen. Wie deem auch sei, un der Politik wär et jiddefalls bei deene jonke Fraen ze thematiséieren wat d'Konsequenze vun deene spezifesche beruffleche Choix sinn, och herno um Paiziedel, an hinnen déi Chancen opzeweisen, déi sech aus engem gudden Notze vun hiren Talenter erginn.

E weideren Aspekt bei den Ecarts de salaire sinn d'Fraen an de Spëtze-positionen. Mir hunn, wann een d'Zuele vergläicht mat deenen anere Länner, e relativ héije Prozentsaz vu Femmes-cadre an deene Beräicher. A Frankräich hu mer anscheinend just 5 bis 9%, jee no Gréisst vu Betrib. An Däitschland just 3%. A Lëtzebuerg hu mer laut deenen offiziellen Zuele 15%. Do stellt sech menger Meenung no zwar d'Fro vun der Comparabilitéit vun de Statistiken, well et schéngt mer e bësse erstaunlech ze sinn, datt mer do esou wäit vir solle sinn, wou mer dach an anere Beräicher strukturell awer relativ schlecht ausgesinn, wann et ëm d'Vertriidung vun de Fraen an der Aarbechtswelt geet.

Op alle Fall, hannert deenen Zuele verstoppe sech oft ganz konkret Problemer. Esou weist eng Etüd vun 2000 iwwert d'Femmes dans la prise de décision économique op, datt Fraen oft als net crédibel ugesi ginn, wann et drëms geet si op verschiddene Posten anzusetzen. Dat heescht, datt do ganz kloer och carrément fraeifendlech Approche vun de Chefen, respektiv an de Chefétagen existéieren, déi hiert Weltbild nach net esou wäit geännert hunn, datt se sech Fraen op deene Poste kënnen virstellen.

Eng Rei vu Fraen üben dann och eng Fonctioun aus ouni den hierar-

chechen Titel ze hunn, deen deem entsprécht. Dat ass zum Beispill am Statsecteur de Fall, wou ee muss Statsbeamte si fir en Titel an déi entsprechend Pai ze kréien, wou een awer mat enger Deelzäit-aarbecht, zumindest am Moment nach, guer net ka Statsbeamte ginn, sou datt et menger Meenung no eng ganz Rei vu Plaze gétt, déi zwar vu Fraen exekutiert ginn, mä wou se net dat Geld dofir kréien, wat hinnen eigentlech géif zegutt kommen.

Ëmmer nach, Dir Dammen an Dir Hären, gétt et awer och d'Tendenz vun de Frae selwer sech ënner Wäert ze verkafen, wa se Serveuse ginn amplaz Kach, wa se Primärschoulmeeschtesch ginn amplaz Proff am Secondaire, wa se als Chefsekretärin hirem Chef virdenkt amplaz selwer Chef in ginn, wa se als Responsabel an engem Secteur net dat Gehalt froen, wat männlech Responsabel a vergläichbare Secteuren hunn a wa se bei Astellungsgesprécher, an dat schéngt mer och e ganz wesentleche Punkt ze si fir de Privatsecteur, net offensiv hir Salairesvirstellungen artikuléieren, mam Resultat datt si duerno oft jorelaang musse kämpfen, fir mat de Kollegee gläichzeziehen.

Ecarté gétt et awer net nëmme bei de Spëtze-positionen, mä och um aneren Enn vun der sozialer Leeder. Ech wëllt ganz kuerz déi méi prekär Aarbechtsverhältnissen uschwätzen. Ee Beispill sinn d'Zäitkontrakter. Och do gétt d'Fonction publique e gutt Beispill hier. Mir hunn d'Zuele geliwwert krut, wou ee gesäit datt den Däiwel am Detail stécht. Bei de Statsverwaltungen, déi ëmmer erëm als Champion vun der Geschlechterparitéit duergestallt ginn, stellt een awer och niewent deene scho bekannte Ségrégiatiounen téschent de Carrières, respektiv téschent der Astufung als Fonctionnaire, Employé oder Aarbechter fest, datt et nach aner Problemer gétt. Et gesäit een zum Beispill bei deenen Zuelen, dass et beim Stat enorm vill Frae gétt, déi à contrat à durée déterminée agestallt ginn. Vun deenen 1.030 Zäitkontrakter beim Stat hu Fraen der 786.

En anert Beispill ass d'Deelzäit-aarbecht, déi jo och ëmmer als Lösung vun alle Problemer duergestallt gétt. Hei erweist et sech da ganz oft, dass, wann een Deelzäit-aarbecht schafft, een da kaum Méiglechkeeten huet fir an enger Carrière virunzekomme. Och hei nach eng Kéier d'Beispill Statssecteur, an ech fäerten dass dat am neie Projet iwwert d'Fonction publique och nach net geléist ass, dass, wann een do an deenen iewechte Carrière wëllt mathalen, een net hallef Deeg respektiv emgedréint schaffe kann. Wann een hallef Deeg schaffe wëllt, da muss een op dee Luxus a sengem Beruff virunzekomme verzichten.

Dee leschte Punkt, deen ech an deem Kontext wëllt uschwätzen, ass d'Thematik vum Chômage. Um Sommet vu Lissabon - an d'Madame Mutsch huet et virdu schon ugeschwat - goufe quantitativ Ziler fir d'Beschäftigung festgeluecht. Fir d'Frae sollten dat 60% sinn, fir d'Männer 70%. Ech mengen, dass mer effektiv zu Lëtzebuerg ëmmer nach wäit dovu sinn, an et géif mech och interesséieren wéi eng Strategien dass d'Regierung gedenkt sech unzëeegne fir déi Ziler ze erreechen, well dat wat am PAN-Gesetz bis elo virgesinn ass léist vläch momentan d'Problemer vun der Kannerbetreuung, mä et léist sécherlech ganz wéineg d'Problematik vun der Tatsaach, dass d'Frae méi staark ënnert dem Chômage leide wéi d'Männer.

Och do krute mer Ennerlage fir d'Diskussioun. Mir kruten zum Beispill e Paper vun der ADEM, wou eng ganz Rei vun Zuelen och opgefouert goufen, wou een awer huet misse feststellen, dass do eigentlech kaum Reflexionsmaterial besteet. Mir si wéineg doriwuer gewuer gi firwat den Undeel vum

Chômage bei de Frae méi héich ass an ob et e fraespezifesch Profil gétt bei de weibliche Chômeuren. Mir sinn drop opmierksam gemaach ginn, dass verschidden Hëlfelefen net gräifen, wéi zum Beispill déi Hëlfele beim Transport. Dat ass haaptsächlech gemengt gewiescht fir wann een als Chômeur Formations continues wëllt maachen, wat grad fir d'Frae geduecht war, déi oft net motoriséiert sinn an da Schwierigkeeten hunn iwwerhaapt kënnen u Formatiounen deelzehuelen. Anscheinend ginn déi Hëlfele ganz wéineg genotzt. Méi wësse mer awer net. Do wär et gutt méi Detailler ze kréien, an ech denken dass et do och en enger ADEM wier fir vläicht emol nozefroen, firwat déi Mesure, déi mer awer wichteg schéngt, net fonctiounéiert huet.

Da gétt och gesot, et wär e Forum „femmes et entreprises“ ginn, wou relativ vill Frae sech bedeelegt hunn. Wat waren d'Konklusiounen vum deem Forum, dee vun der UEL organiséiert ginn ass? Och do gi mer net ganz vill gewuer.

Här President, ech kéim dann zu de Mesuren, déi ee géint d'Ecarts de salaire kéint huelen. D'lescht Woch war zu Bréissel e Colloque. Do huet déi hollännesch Professorin Janneke Plantenga festgestallt, dass a just fénnef EU-Länner an deene leschte Joren eng Reduktioun vun deem Gender gap festzestelle wier. Lëtzebuerg gehéiert awer zu deene Länner wou d'Situatioun stagnéiert, respektiv sech verschlémmert. Wou ass hei d'Strategie vun der Regierung fir déi Ecarten ze reduzéieren, wou dach anscheinend och bei deene jonke Fraen ënner 30 Joer déi Ecarte weider bestinn?

Ech wëllt do nach vläicht eng Klamer opmaachen. D'Madame Nagel huet virdrun esou vill vun de Quote geschwat. Déi Propositionen, déi si du selwer hannendrop gemaach huet iwwer eng spezifesch Männerpolitik, iwwer eng besser Orientierung vu Meedercher, déi kënnen mir all mat droen, déi fanne mir ganz sennvoll, mä och dat si geschlechtsspezifesch Mesuren, och do geet ee vun der Feststellung aus, dass et eng Problematik ass, déi eppes mam Geschlecht a mat der Rolleverdeelung ze dinn huet.

Wat d'Quote betrëfft hunn ech d'Impressioun, dat mer an deenen Diskussiounen, déi mer hei féieren, vläicht um politeschen Niveau vill iwwer Quoten diskutéieren, mä, ech géif soen, leider am Beräich vun der Aarbechtswelt eigentlech guer net. Do si mer wäit ewech. Ech hat zwar virun enger Rei vu Joren eng Proposition de loi gemaach, mä ech hunn awer net d'Gefill wéi wann an der Wirtschaft respektiv an der Tripartite iwwer Quote géif diskutéiert ginn, esou datt Dir, Madame Nagel, Äre Kapp an deem Beräich jiddefalls kënnt a Rou leeën.

A wéi wäit awer déi ganz Basic-Saache geschéien, och do muss een Zweifel hunn. Wann ech zum Beispill drun denken, dass mer e Gesetz hunn iwwer Egalité de traitement, da froen ech mech, ob do d'Sanktiounen, déi dra virgesi sinn, wäit genuch ginn. Ech froe mech och, ob dat Gesetz heiansdo applizéiert gétt fir ze kontrolléieren wéi et mat där Egalité de traitement ass a wat da bei deene Kontrollen erauskënnt.

En anert Beispill ass dat vum neie Kollektivvertragsgesetz, dat jo deemnächst och hei wäert diskutéiert ginn. Ech hunn an enger gudder Wochenzeitung gelies, dass am Avant-projet virgesi war, datt an de Kollektivverträge d'Moosname fir d'Förderung vun der Gläichstellung obligatoresch misste ginn. Dat ass elo schonn anscheinend net méi de Fall. Den CNFL, wou jo och ganz vill DP-Frae fläisseg matschaffen, freet a sengem Avis, datt Plans d'actions positives dora misste virgesi ginn. E weist och spezifesch op d'Ecarten an de Salären hin.

Och déi Gréng hunn dozou schonn en Amendement gemaach a mir hoffen - an dat geet dann un d'Adress vum Här Glesener -, dass deen dote Punkt erëm eng Kéier an dee Projet de loi kënnt, well et schéngt mer wierklech och au vu vun de Realitéiten an deene mer dra sinn, och par rapport zu deem Gesetz iwwert d'Chancéglaichheitsdelegéierten an de Betriber, eng absolut Noutwendegkeet ze sinn, dass mer do e Schrëtt viru ginn an zu méi contraignant - wann een dat esou ka soen - Mesuren ze kommen, och wann et „nëmmen“ drëm geet emol Pläng opzestellen, Analysen opzestelle wéi vill Fraen an de Betriber sinn a wat ee kéint maache fir hir Situatioun ze verbesseren an hir Zuel ze vergréisseren.

Jiddefalls schéngt et eis wéi wann dat heiten, wann een dat héiert, dass dat, wat am Avant-projet virgesi war, schonn net méi dran ass. E Beispill ass, dass zu Lëtzebuerg keng offensiv Politik géint d'Ecarts de salaire gemaach gétt, respektiv dass d'Regierung allze vill schnell virum Drock vun der Wirtschaft an d'Knéie geet.

Här President, dat war dat, wat ech haut hei zum éischte Punkt wollt traitéieren. Ech kéim dann zum zweete Punkt, deem vun der Aarmut.

No all deem, wat ech bis elo gesot hunn, misst et eigentlech zu Lëtzebuerg eng méi staark Précaritéit bei de Frae ginn an déi misst sech och statistesch kënnen feststelle loosse. Déi hollännesch Professorin, déi ech virdu scho beméit hunn, huet fir ganz Europa festgestallt, dass et géif, ech zitieren: „a clear gender difference in the risk of being poor“ ginn. Frae wieren och méi wéi d'Männer dem Phänomeen vun der Aarmut iwwer laang Zäit ausgesat. Dat schéngt awer laut offiziellen Zuele fir Lëtzebuerg net esou ze sinn. Mir hunn eis do an der Kommissioun beléiere gelooss, dass d'Fraenaarmut an d'Männerarmut zumindest statistesch op deemselwechten Niveau vun 11 oder 12% vun der Bevëlkerung léichen.

Menger Meinung no läit dat awer éischer dorunner, dass net no der weiblicher Form vun der Aarmut gefuerscht ginn ass, dass keng spezifesch Profiler ausgeschafft gi sinn, an dat zum Deel vläicht weil an der Lëtzebuurger Sozialfuerschung selwer d'Dimension du genre nach net richtig verstane gétt. Oder wéi ass ze erklären, dass eis e Vertrieeder vun der Caritas hei proposéiert huet, mir missten niewent de Foyers pour femmes en détresse och Foyers pour hommes en détresse schafen? Dat ass sécherlech eng gutt gemengte Fuerderung gewiescht, mä se verkent awer absolut d'Mission vun de Foyers pour femmes en détresse, wou et jo och ëm d'Thematik vun der Violence geet, déi, wann ech gutt informéiert sinn, awer esou d'Männer net betrëfft.

Och dem CEPS seng Zuelen haten eng begrenzten Aussokraaft wat déi spezifesch Fraenaarmut betrëfft. Et ass just en erhéichte Risiko festgestallt gi fir monoparental Fraen a fir Wittfraen. Et konnt keng Differenzierung innerhalb vun de Koppele gemaach gi wéi do d'Geld opgedeelt gétt, well et sech ëm eng reng monetär a quantitativ Approche gehandelt huet. Hei wäeren dréngend méi verdéiften an niert deene ville quantitativen och vläicht qualitativ Etüden noutwenneg, fir do zu engem méi kloren a vläicht och méi richtige Bild ze kommen. Op alle Fall waren d'Beméiunge vun der Kommissioun, fir iwwert deen heite Beräich Donnéeën ze kréien, net besonnesch fruchtbar.

Wat wësse mer vun der Aarmut vun den auslännesche Fraen, déi jo eng duebel Diskriminierung erfueren, well se Frae sinn a well se Ausländerinne sinn? Wat wësse mer haut iwwert d'Problematik vun der ländlecher Aarmut, déi beson-

nesch Frae betrëfft? Wat wësse mer iwwer eeler Fraen, déi a Précaritéit liewen? Wat wësse mer iwwert déi ëmmer méi grouss Zuel vu jonke Fraen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn an an de Strudel vun Toxicomanie a Prostitutioun geroden? Wat wësse mer iwwer weiblech Sans-abrien? Wat wësse mer iwwer Fraen, déi an enger Koppel dra sinn, déi vum RMG oder vum Mindestloun leeft? Ass do den Accès zu deem wéinege Geld gläichberechtigt opgedeelt? A schlussendlech, wat wësse mer zu fraespezifesch Aspekter vun der Verscheldungsproblematik?

Dat sinn nëmmen eng Rei vu Froen déi een an deem Kontext stelle kéint, mä op déi mer haut awer keng Äntwert hunn. Ech mengen, dat weist drop hin, dass do nach Handlungs- a Fuerschungsbedarf besteet.

Wat d'Approche vum CEPS betrëfft, wëll ech awer och hei nach eng Klamer opmaachen a soen, dass déi Approche mir éischer konservativ, jo bal schonn tendenziös virkomm ass. Esou ass eng vun de Konklusiounen, dass Fraen ouni Conjoint méi en héijen Aarmutrisiko hätten. Ech weess net, ob dat bei der Aarmut vun de Männer géif esou definéiert oder formuléiert ginn, wou ee jo och ka soen dass en zweete Revenu feelt an dass, wann en zweete Revenu do wier, se besser gestallt wäeren. Wahrscheinlech wier d'Formuléierung méi appropriéiert, dass Fraen en ze vill niddregen oder guer keen eegene Revenu hunn.

Da wëllt ech nach déi drëtt Associatioun erwähnen mat där mer op deem klengen Hearing, dee mer haten, a Kontakt komm sinn. Dat war de Service de proximité vun der Croix-Rouge. Ech wëllt do een Zitat eraus huelen, wat menger Meinung no drop hiweist, wou d'Problematik grad an deem dote Beräich läit: „Nous ne voyons presque pas de femmes dans notre service qui avant la séparation exerçaient une activité professionnelle leur procurant un revenu suffisant. Celles qui viennent nous voir sont surtout des femmes au foyer sans revenu professionnel propre ou des femmes à revenu très bas.“ Ech mengen dass dat Zitat fir sech schwätzt. Op alle Fall ass et awer laut CEPS eng Tatsaach, dass besonnesch elengstehend an inaktiv Fraen sou wéi Frae mat Kanner, déi inaktiv sinn, en héijen Aarmutrisiko hunn.

Dat féiert mech zrëck zur Problematik vun der ekonomescher Ofhängegkeet vun de Fraen, Ofhängegkeet entweder vun de Männer oder vum Stat. Meng Konklusioun ass, dass et niert deene villen anere Grënn, firwat d'Selbstständigkeit vun de Frae wichtig ass, vläicht och nach méi misst betount ginn, wat déi reell Risiko vun Aarmut a sozialer Exclusion kënnen sinn, wann een als Fra net selbstständig ass a säin eegene Revenu huet.

Mat deser Konklusioun, Här President, wëllt ech d'Boucler boucléieren an d'Problematik vun der Aarmut a vun der ekonomescher Ongläichheet an de Kontext vun deenen Aussoe setzen, déi ech am Ufank gemaach hunn, a vläicht nach eng Kéier zrëckkommen op d'Roll vun der Wirtschaft.

Ech wëllt do nach eng Kéier d'Madame Janneke Plantenga zitieren: „There is a danger that this economic debate has a rather instrumental perspective on gender equality, focussing rather heavily on the female employment rate. Equal opportunities, however, should not only be seen as a means to another (economic) end - for example a higher growth rate. Equal opportunities policy is also important in itself. In economic terms: it is not only a production factor but also

creates a final good, a consumer good. We derive a direct utility, welfare, from a just, a caring and an equal society.“

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Wagener. Den nächste Riedner ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Merci, Här President. „Déi Länner, déi sexuell Diskriminatioun bedriewen, bezuelen en héijen Tribut ënner Form vun Aarmut, luessem Wuesstum, schlechter Gestiou vun den öffentliche Affären an niddregem Liewensniveau.“ Dëst Zitat aus engem Bericht vun der Weltbank iwwert d'Stimuléierung vun der Entwicklung duerch Gläichheet tëschent Männer a Fraen schéckt d'Commission de l'Egalité des Chances hirem schrëfleche Bericht fir des Debatt virus, e Bericht an deem si sech ausschwätzt fir eng, ech zitieren: „wierklech egalitär Gesellschaft, wou de Statut vun enger Persoun net méi vu sengem Geschlecht ofhänkt“.

Eleng déi Zilstellung mécht kloer, dass et sech hei net ëm eng Debatt handelt, déi nëmmen déi eng Hallschent vun der Mënscheet betrëfft, och wann dat schonn eleng géif duer goe fir se zu engem zentrale gesellschaftlechen Thema ze maachen, mä déi Debatt mécht au contraire kloer, dass se all déi ekonomesch a sozial Problemer touchéiert, déi sech an eiser Gesellschaft stellen, an dat souwuel fir d'Männer wéi och d'Fraen. Dat beweist eleng schonn den Inventaire vun de Problemer, déi am Rapport ugeschnidde ginn.

Fänke mer bei der Situatioun um Aarbechtsmaart un. Ech ginn do vun aus, dass déi gläichberechtigt Bedeelegung vun de Fraen an der Berufswelt, do wou de kollektive Räichtum vun der Gesellschaft geschafe gétt, den entscheidenden Hiewel net nëmme vun enger méi gläicher an enger méi gerechter, mä och vun enger méi produktiver an enger méi kreativer Gesellschaft ass.

Dat war net ëmmer esou unerkannt. Souwuel d'Kierch wéi och heiansdo déi traditionell Aarbechterbewegung hunn dat am leschte Jorhonnert net onbedéngt esou gesinn. Haut ass en Émdenken an der ganzer Gesellschaft do a laanscht gewësse Realitéite kënn kee méi. Et ass just d'Fro gestallt, wéi een en neie Konservatismus an der Fraefro ka verhënnern, an ech mengen dat ass zimlech daitlech a kloer op enger Table ronde an der Televisioun gesot ginn, en neie Konservatismus, deen d'Frae géif an Deelzäitaarbecht erandriewen a se géif a gewësse wirtschaftleche Beräicher cantonnieren.

Heiansdo kritt een awer Zweifel, ob net grad dat geplangt ass, zum Beispill wann een dee Rapport liest, deen eis hei virläit, wou zum Beispill sech Gedanken driwwer gemaach gi wat ee soll maachen, wann de Patronat sech géif duerchsetze mat senger Fuerderung fir d'Erofsetze vum Congé parental op dräi Méint. Da gétt an deem Rapport no Alternative gesicht amplaz ganz kloer an daitlech ze soen: Do hu mir eng Opposition formelle dergéint an dat d'äerf ënner kengen Emstänn geschéien, dass dee Congé parental erofgesat gétt.

Da gétt zum Beispill och an deem Rapport geschwat - op eng bedenklech Aart a Weis, menger Meinung no - vun engem verstärkte Réckgrëff op Deelzäitaarbecht als Léisung vum Problem Beruff a Kannererzierung, awer dann héchstwahrscheinlech an der gesellschaftlecher Realitéit um Bockel vun de Fraen, amplaz offensiv zum Beispill d'Fuerderung vun der Aarbechtszäitverkierzung fir Mann a fir Fra ze stellen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, wuel ass d'Beruffstätégkeet vun de Fraen zimlech daitlech geklomme par rapport zu de 70er Joren, wou nëmmen e bësse méi wéi all drëtt Fra geschafft huet. Haut schafft méi wéi all zweet Fra, mä géigeniwwer vun dräi vu véier Männer, déi schaffen, ass dat nach eng kloer Ennerrepresentierung. D'Fraenaarbecht ass och ganz ongläich verdeelt. Wann een zum Beispill d'Nationalitéite kuckt, esou schaffen nëmmen 48% vun de Lëtzebuurger Fraen, awer 63% vun de portugisesche Fraen. Oder et kuckt ee wéi d'Fraenaarbecht opgedeelt ass op déi verschidde Beruffer a wirtschaftlech Beräicher. Frae si virun allem iwwerduerschneitlech vertrat am Bildungs- a Gesondheitswiesen, an de Servicer, am Bankesektor oder och an de Verwaltungen insgesamt, wann een den Enseignement derbäi rechent. Woubäi se sech awer virun allem an deene mëttlere Carrièren erëmfannen. Si sinn och do vertrat, wou am mannste verdéngt gétt, zum Beispill am Botzsektor oder bei de Servicer allgemeng.

Lounënnerscheeder zu de Männer à carrière égale weise sech am mannsten an de Verwaltungen a bei de wëssenschaftleche Beruffer, also virun allem a staatleche Beräicher, déi duerch Gesetzer och geschützt sinn, an a Branché wou virun allem weiblech Aarbechtskräfte beschäftegt sinn, wou also kaum eng Konkurrenz mat Männer besteet.

Wat prekär Aarbechtsplazen um regulären Aarbechtsmaart ugeet, esou muss ee feststellen, dass si zu Lëtzebuerg Gott sei Dank nach net esou verbreet si wéi an anere Länner. Esou hunn nëmmen 3,4% vun alle Salaréien e Contrat à durée déterminée, dorënner falen awer daitlech méi Frae wéi Männer. Während d'Interimsaarbecht virun allem jénger männlech Frontaliere betrëfft, esou maachen d'Fraen awer erwaardungsgeméis de Gros vun der Deelzäitaarbecht aus: 35% vun den aktive Frae schaffen deelweis, awer nëmmen 8% vun de Männer.

Deelzäitaarbecht ass zwar wäitgehend fräiwëlleg gewielt, trotzdem muss ee sech awer Gedanken maachen iwwert déi Obstaclen, déi nach ëmmer verhënnern, dass d'Frae gläichberechtigt mat de Männer op der Aarbecht sinn. Déi Obstaclé si villfälteger Natur.

Dat huet ze dinn zum Beispill mat der Ausbildung. Dat betrëfft virun allem déi méi eeler Fraen. Hei gétt nach ëmmer keng seriö an och staatlech unerkannte Berufswiederbildung bedriwwen.

An der Tëschenzäit sinn d'Meedercher, wann och nach ëmmer mat sektoriellen Ausprägungen, deenen een awer muss wäitgehenst entgéintsteieren, an der Schoul de Jongen op d'mannst ebenbürtig. Dat mécht och Hoffnung fir d'Zukunft, wat d'Situatioun op der Aarbechtsplaz ugeet.

Et bleiwen awer ëmmer nach an der Schoul déi sozial Bremsen, déi iwwerdaitlech ervirrieden. Dat huet och seng Ursachen. Mir hunn am Fong geholl ze di mat enger paradoxer Entwécklung. Zënter 20 Joer gétt, favoriséiert duerch déi wirtschaftleche Entwécklung, eng daitlech Fraeförderungsolitik gemaach, déi haut hir Friichten dréit. Mä gläichzäitig ass awer an deene selwechten 20 Joer alles gemaach gi fir d'sozial Gläichheet vun de Mënschen, déi an den 80er Joren en appréciablen Niveau erreecht hat, duerch staatlech Dénsgschleeschtungen ënnert dem Gestehungspräis, finanzéiert duerch Steieren op de Betriber an och duerch déi sozial Sécherheet, déi mer hunn, et ass alles gemaach gi fir déi sozial Gläichheet schrëttweis an ëmmer méi accélériert zrëck ze rullen duerch déi neoliberal Offensiv, ënnert där awer och erëm eng Kéier iwwer-

duerchschnëttlech et d'Frae sinn, déi dodrënner ze leiden hunn.

Wat d'Lëtzebuurger Schoul ugeet, vun där ech virdu geschwat hunn, do sinn déi egalitär Usätz, déi et an de 70er Joren, ganz punktuell zwar nëmmen, gouf a Richtung Gesamtschoul, ëmmer méi selektiv zréck geholl ginn, an eis Lëtzebuurger Schoul ass haut esou selektiv an esou segregatiounescht wéi een et sech nëmme ka virstellen. Mer hunn an der PISA-Etüd ganz däitlech d'Resultater dovun matgedeelt kritt.

Mä och an der Schoul, mengen ech, kucken d'Schülerinnen, d'Schüler an hir Elteren net méi laang no wéi systematesch no ëne selektionéiert, segregatiounéiert a getruede gëtt. Och wäerten d'Meedercher an d'Frae virbäi si bei deem Widderstand, dee sech maache muss, och an der Schoul, géint déi Ausrichtung do. Do wäerten och Meedercher a Frae mat dobäi sinn, déi grad an der Diskussioun ëm d'Fraerechter geléiert hunn, dass een et nëmmen zu eppes bréngt, wann ee sech aktiv a vun enne fir Verbesserungen asetzt. Drock entsteet nëmme vun ennen. Dat géilt och fir aner Froen, déi méi an den direkte private Beräich eraginn.

Ech schwätze vun der Opdeelung vun der Hausaarbecht a vun der Erzéiungsaarbecht tëschent Männer a Fraen. Natierlech sinn do an eisichter Linn d'Männer gefuerdert. Mä et stellt sech awer och d'Fro vun der Haushalts- an Erzéiungsaarbecht an dem Kontext vun enger substantzieller Aarbechtszäitverkiezung, déi elo scho méiglech ass, well jo méi Leit schaffe ginn. Wa méi Frae schaffe ginn, gi méi Leit insgesamt schaffen, gëtt och méi wirtschaftleche Wäert geschaffen, an d'Fro ass, dass dee Wäert ëmgewandelt gëtt a méi Fräizäit an net a méi Profit. Dat ass déi Fro, mengen ech, déi sech hei ganz däitlech stellt.

Et stellt sech och d'Fro vu méi kollektive Betreiwungsméiglechkeete vun de Kanner, wou et grouss Karenze gëtt. Et gëtt laang Waardelëschte bei de Crèche. Et gëtt net genuch parascholesch Aktivitéiten a villen, besonnesch kleng Gemengen, an et gëtt awer dat onbezuelt Asprange vun de Grousselteren, déi an Zukunft awer och méi aktiv an der Berufswelt wäerten tätég sinn a keng Zäit méi dofir wäerten hunn.

Et ass och d'Fro gestallt vu gudder kollektiver Transportméiglechkeete op d'Aarbecht, vun enger gudder Offerte vun Akafsméiglechkeete a vun deene villfältigsten Déngschtleeschungen an den Dierfer a Quartiere fir de Familjen d'Aarbecht ze erliichteren. Dat setzt awer erëm eng Kéier, Här President, eng ganz aner Politik viraus, déi och déi néideg Steiermëttelen heifir zur Verfügung stellt, fir déi kollektiv Infrastrukturen de Menschen an enger Form zur Verfügung ze stellen, dass se sech sech och leeschte kënnen, also ënnert dem Gesteigungspräis, respektiv un de Loun ugepasst. Et ass awer de Contraire, wat de Moment geschitt.

Et ass och d'Fro gestallt - a si muss endlech geléist ginn - vun der individueller Ofsecherung bei der Sécurité sociale, zum Beispill am Fall vun Ënnerbrieche vun der Carrière, och vun der individueller Besteuerung, fir dass d'Aarbecht an net d'Opgi vun der Aarbecht méi interessant gëtt. Dat setzt eng ganz aner Ëmverdeelungspolitik viraus, déi de Präis vun der Aarbecht unerkennt, amplaz se systematesch ze dévaloriséieren. Dat setzt och erëm politesch Ziler viraus, déi de Wuelstand an d'Gläichheet vun de Leit, vun alle Leit, zum Zil hunn, an net Compétitivitéit à tout prix, net d'Course au profit an net d'Explosioun vun Inégalitëten.

Déi Ziler, déi sech hei an deem Rapport gestallt ginn an déi deelweis och ganz richtig sinn, déi Ziler vu Gläichstellung a vu Förde-

rung vun de Fraen, stinn awer a ganz wesentleche Punkte systematesch am Widdersproch a ginn hannerdriwwen vun der offizieller Politik, déi vun dëser Regierung gemaach gëtt. Dofir mengen ech, dass och weiderhin nach ëmmer dat géllt, dass sech nëmmen eppes uewen deet, wa sech ennen eppes réiert.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

Mme Lydie Err (LSAP). - Keng Gesellschaft, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ongestrooft op d'Halschent vun der Aarbechtskraaft vum gesellschaftlechen Asaz a vu kulturellen Talenter vu senger Bevölkerung verzichten. Wa Lëtzebuerg dat mécht, da mécht och Lëtzebuerg dat net ongestrooft.

Zum Thema vun dem Rapport vun dëser Debat wollt ech ganz kloer am Ufank soen, dass ech net d'accord war mam Choix vun dësem Thema. Ech wollt kuerz erklären, firwat dat de Fall ass an op dat zréckkommen, wat meng Propositione waren, vu dass de Sujet esou vaste ass, alles an näischt erapasst, jiddefalls och heiranner passe kann.

Ech sinn der Meenung, dass e Sujet wéi deen heiten: „La situation économique et sociale des femmes“ esou weit ass, dass ee sech net kann erwaarden, besonnesch wann de Rapport sech op eng Bestandsopnahm a sengem groussen Deel reduzéiert, fir dass ee konkret Konklusiounen kënn doraus zéien, déi et engem géifen erméigleche mat engem konkreten Impakt an der Zukunft ze rechnen.

Déi zwou Motiounen, déi hei virleien, déi weise ganz kloer, dass meng Bedenken, déi ech ugangs beim Choix vum Thema ausgedréckt hat, sech an der Praxis nidderschloen, well ausser Statistiken a Mikrofinanzen an enger ganz vager Formulatioun - an ech komme spéider dorobber zréck -, keng Konklusioun aus dësem Bericht ze zéien ass an domadder och vu viran ausgeschloss ass, dass konkret Retombéeë sech dovunner ze erwaarde wäeren.

Ech wëll kuerz op e Rapport zréckkommen, dee mer zum 8. März hei gemaach hunn am Joer 2001, an zwar ee Virbericht esou ze soen iwwert d'Violences domestiques, dee ganz kloer weist, dass dat eppes ass wat praktesche Mehrwäert huet, well haut si mer op deem Punkt, dass deen zoustännege Ministère en Text ausgeschafft huet dee problematesch ass, dee komplizéiert ass, deen op vill Oppositione stéisst, deen aviséiert gëtt, ëmgeännert gëtt, mä deen a kuerzer Zukunft kënn, ob et passt oder ob et net passt. Ech mengen, dat ass den Zweck vun engem Dag wéi dem 8. März, fir eppes heibannen ze maachen, wat mar oder iwwer praktesche Mehrwäert kënn hunn.

Dat ass leider dës Kéier net de Fall. Dat ass och déi Ursaach, firwat ech mech enthalen hu beim Rapport, an dat ass och déi Ursaach, firwat ech elo wëll vun anere Saache schwätze wéi vun deem, wat am Rapport steet, well dat a mengem Ae méi wichteg ass oder prinzipiell méi wichteg ass wéi Statistike sammelen, déi mer mol net kënnen ganz oft mat konkreten Zuelen ënnerleeën.

Ech wëll vläicht kuerz soen, dass meng Konterpropositione fir de Rapport vun haut ënner anerem d'Mikrokreditter waren. Dat ass verworf ginn. Mir hunn awer elo eng Motioun iwwer Mikrokreditter hei virleien, an ech wollt just virgräifen a soen, dass ech déi Iddi vun de Mikrofinanzen en général eng ganz interessant Iddi fannen, besonnesch well ech och an der Coopératioun ganz vill domat geschafft hunn, an dat och weider an

der Coopératioun esou leeft, mä dass ech mer leider net sécher sinn, wat een, op engem Entwécklungsstand, wéi et zu Lëtzebuerg de Fall ass, mat Mikrokreditter kann ufänken, wat d'Héicht vun deene Montante muss sinn, wat d'Formalitéite sinn, kuerz alles dat wat eventuell de Fraen et géing erlabe sech selbststänneg ze maachen.

Dofir hunn ech bei eiser spezialisierter ONG vu Lëtzebuerg, bei der ADA, Appui au développement autonome, gefrot, si sollten eng Enquête maachen, fir festzestellen wéi vill kleng Kreditter eis Banken an deene leschte Jore ginn hu fir kleng Betriber opzerrichten, notament fir Fraen, fir ze kucken ob ausser de Garantië fir ee Prêt ze kréien, ausser Autorisatiounen an administrativ Schikanen et aner Obstaclé gëtt. Ech hu versprochen kritt, fir an zwee oder spéitstens dräi Méint eng éischt Etüd iwwert déi Froen do virleien ze hunn, an da kënn et weider kucken, op Basis vun deene Renseignementen an deem Comité de Travail, deen an der Motioun ugeschwat ginn ass, ob et iwwerhaupt Sënn mécht déi Mikrofinanzen zu Lëtzebuerg am Kader vun der Selbststännegkeet, besonnesch vun de Fraen, anzesetzen. De Moment wësse mer menges Erachtens net genuch fir déi Motioun 2 an dësem Stadium unzehuelen, an ech géif och dofir proposéiere sech de Moment ze enthalen an ofzewaarde wat déi éischt Enquêtes op deem Gebitt do bréngen wäerten.

Eng zweet Proposition, déi ech gemaach hunn, war de CEDAR-Bericht hei auserneegehuelen. Dat ass de véierte Bericht, deen op Basis vun der UNO-Konventioun géint d'Eliminatioun vun Diskriminatioun geint d'Fraen zu New York am Januar presentéiert ginn ass, a wou et a mengem Aen ëm essentiell Froe geet, essentiell Froen net nëmmen an Texter, well ganz oft ass et jo hei esou, dass wann een op international Rechtsinstrumenter steet, dass de Kapp geréselt gëtt a geduecht gëtt, dat géif de Fraen um Terrain konkret näischt bréngen. Ech wäert probéieren ze beweisen, dass deem net esou ass, an dass déi Konklusiounen, déi beim véierte Lëtzebuurger CEDAR-Bericht erauskomm sinn, sécherlech, wa se aneschtens gewiescht wieren, de Fraen an de Männer zu Lëtzebuerg konkret hätte kënnen weiderhëlfen.

ler ech zu deem Sujet méi prezis kommen, wollt ech just nach ee Wuert soen zur Aarbechtsmethode an der Kommissioun zu dësem Bericht, wéi iwwerregens och zu deenen anere Berichter virdrun.

Mir haten en Hearing mat zwou, dräi Organisatiounen, an alles wat vu Material agesammelt ginn ass, ass probéiert ginn an enger geraffter Form zu enger Bestandsopnahm an e Rapport erafléissen ze loossen, deen a sech och keng Konklusioun geholl huet, an d'Motioun beweisen, dass et schwéier, wann net onméiglech ass, aner Konklusiounen ze huele wéi déi, déi proposéiert gi mat engem Bericht, deen esou vague ass. Ech fannen et dramatesch, dass ëmmer erëm d'Chamber sech muss Leit vu baussen eraruffen, fir eppes virgeknat ze kréien, fir Froen ze beäntweren, déi mir eigentlech gutt placéiert wäere fir selwer ze kennen, fir domadder eppes ze maachen, wou ee konkret näischt ufänke kann, an och fir d'Zukunft keng Jalone méiglech mécht ze setzen.

Ech fannen et bedauerlech an ech géif et begrëssen, wa bei engem nächste Rapport wierklech géif kontradiktöresch diskutéiert gi fir e gemeinsame Sujet erauszusehen, dee konkret Répercussione kann hunn, dass gemeinsam géif dru geschafft ginn, gemeinsam diskutéiert ginn, an dass net op eemol

vun engem Dag op deen aneren e fäerdege Bericht virläit, deen een nach just kann huelen oder stoe loossen. Ech fir mäin Deel hunn op jidde Fall léiwer esou ee Bericht stoe gelooss, wéi en unzehuelen, just fir dass alles sech an allgemenger Gefällegkeet soll opléisen.

Positiv zur Egalitéitskommissioun war een Element an dësem Joer, dat leider net zu dëser Debat matgeduecht huet, an dat war en fait eppes wat ee kënn ënnert d'Rubrik Mainstreaming fale loossen a wat op Initiativ vum Renée Wagener zréckgegang ass, wou e Bericht gemaach ginn ass, d'Position vun der Kommissioun vun der Promotion féminine iwwert d'Loi électorale. Ech fannen dass dat eng ganz interessant Approche ass. Leider war den Impakt an der Praxis null, well scho virdrun ofgemaach war, anscheinend tëschent de Parteien, dass een an eng gewësse Marschrichtung géif goen an dass all déi Saachen, déi richtig waren an deem Rapport - an déi hätte missten hiren Nidderschlag fannen an der Loi électorale - net ugeholl gi sinn.

Dat ass bedauerlech. Et kann een trotzdeem awer begrëssen, dass et esou eppes wéi eng Aart Mainstreaming an der Kommissioun jee eng Kéier ginn ass, an et kann ee just an deemselwechten Otemzuch bedauern, wiwill verpasste Chance vu Mainstreaming mer hate bei anere Gesetzesprojeten, wéi beispillsweis dee vun der Horesca, vun der Horeca, dee vun der Mindestloundebatt oder vun der Erhéijung vum Kannergeld, alles Dossierien déi wierklech eng ganz wichteg Dimensioun hunn, déi d'Frae betrëfft, an déi ganz logesch gewiescht wiere vun der Fraekommissioun analyséiert ze ginn, a wat gëschter an haut net war, ka mar vläicht ginn.

Dofir meng Proposition, amplaz seicht Berichter ze maachen zu engem Thema, mat deem ee konkret näischt kann ufänken, wier et interessant déi Texter ze kucken, déi an deenen nächste Wochen a Méint sollen hei ofgestëmmt ginn, an déi d'Gender-Dimension an deene Berichter ënnersträchen, an hei eng Position zu normale Gesetze aus anere Spezialkommissiounen ze huelen, net am Numm vun engem Einzelnen, mä am Numm vun enger Kommissioun, déi censéiert ass sech ëm Gläichberechtigungsfroen an der Gesetzgebung en général ze interesséieren.

Esou wäit zu deene puer Iwwerleeungen. Zum CEDAR-Bericht selwer, an dat ass eppes wat mer um Häerz läit, och wann de Chamberbureau net fonnt huet, dass et noutwendeg wier d'Chamber ze associéieren un déi Übung, déi wäit méi wéi eng theoretesch Übung zu New York war, och da wann d'ONGen zwar d'Recht hatten, an ech begrëssen dat prinzipiell, fir Partie ze maache vun där Delegatioun, déi dee Bericht zu New York vertrauden huet, fannen ech, dass et trotz allem derwäert ass, mat deem wat mer aus de Pabeieren erausfonnt hunn, e Wuert op dëser Tribün ze soen an ze weise wéi och déi Saachen, déi zu New York diskutéiert gi sinn, am deegleche Liewen zu Lëtzebuerg hiren Nidderschlag kënn fannen.

E puer Wuert dofir zu de Konklusiounen, déi vun dëser „Examenskommissioun“ zu New York zum Lëtzebuurger Bericht komm sinn, Examenskommissioun wou iwwerregens, Madame Minister, an ech leeën lech dat ganz besonnesch un d'Häerz, et ganz schéi wär, wann och e klengt Land wéi Lëtzebuerg enges Daags kënn e Member dran hunn. Ech war virun e puer Wochen op enger Sitzung an Ungarn, an ech hunn do eng Fra begéint, déi an der CEDAR-Kommissioun war, an Ungarn war net e bësse stolz als klengt Land, als nei Demokratie, déi Eier ze hunn, do vertrauten ze sinn. Ech mengen dat wat Ungarn ënnert deenen Ëmstänn, déi seng sinn, gepackt

huet, misst eigentlech och fir Lëtzebuerg méiglech sinn.

D'Komplimenter zu New York, Madame Minister, Dir hutt se héieren, et deet mir dofir Leed, dass Derlech dat nach eng Kéier musst unhéieren. Dir héiert se net oft, ech zielen lech déi puer Komplimenter op, an déi puer Problemer, déi do ënnerstrach gi sinn, well ech wierklech der Meenung sinn, dass dat wichteg ass.

Begrësst ass ginn, dass e Protocole facultatif op der Procédure législative war, an ech fannen et eigentlech bedauerlech, dass net déi Saachen, déi mam CEDAR zesammenhängen, dat sinn zwee oder dräi kleng Projeten, haut hätte kënnen am Kader vun dëser Debat zesammen evakuéiert ginn. Dat wier wahrscheinlech ze vill zesammenhängend an ze vill logesch gewiescht. Dofir konnt et dach och net sinn.

Dat zweet Kompliment, wat gemaach ginn ass, ass eben, dass och e Gesetz iwwert d'Violence domestique ënnerwee ass, an och wa mer alleguerten, och verschidde Leit heibannen, déi Krämp kennen, déi dat Gesetz nach kaschte wäert, esou ass dat sécherlech derwäert, fir sech driwwer ze freeën. Och dass mer zënter deem leschten nationale Bericht e Gesetz iwwert den Harcèlement sexuel hunn, e Gesetz kruten iwwert d'Procédure d'asile, dass eise Prozentsaz vu Fraen, déi schaffen, eropgaangen ass, dass eis Coopératioun a développement och Fraeprojet mécht. Déi puer Saache si sécherlech begrësst ginn, an déi maachen eis trotz aller Onzufriedenheet iwwert déi aner Saachen alt e bësselche Freed.

Begrësst ass och ginn, an ech mengen dass dat e Kompliment ass wat derwäert ass och hei eng Kéier ënnerstrach ze ginn, dass d'Ministesch selwer op der Spëtzt vun der Delegatioun war, déi zu New York deen Examen do passéiert huet, an dass de Prozentsaz vun de Fraen an der Politik net deen allerschlechsten aus ganz Europa ass, och da wann en nach ëmmer ze niddreg ass par rapport zu deem wat mer gären hätten.

Dat ass et awer dann och scho mat deene gudden Nouvelles. Ech kommen dann zu deenen aneren, an eigentlech sinn och déi vill méi interessant, well dat ass do wou Handlungsbedarf ass a wou ech probéiere wäert lech ze beweisen, firwat et praktesch wichteg wier, dass mer géingen eppes maachen.

Zwu Saachen si fir mech essentiell vun deenen, déi zu New York gesot gi sinn. Eischstens ass bedauert ginn, a mat Recht, dass nach ëmmer den Egalitéitsprinzip an eiser Verfassung net ageschrieweg ginn ass an dass mer nach ëmmer keng Autorisatioun fir positiv Aktiounen an iergendengem Text hunn, net nëmmen an der Verfassung, mä och net an engem anere Gesetz.

Firwat ass dat heite wichteg, firwat ass dat heite prakteschen Nährwäert, net nëmme fir d'Fraen zu Lëtzebuerg, mä och fir d'Männer, wäert ech probéieren lech ze beweisen. Wa mer nämelech, an ech wëll an deem Kontext vläicht och ganz kuerz op deen zweeten Avis complémentaire vum Statsrot zum Artikel 11.2 hiweisen, deen eng Proposition gemaach huet, mat där mir Männer a Fraen heibannen an dobausse vill besser zerwéiert wiere wéi dat, wat de Moment vun der Chamberskommissioun virgeschloeg ginn ass. Firwat, well eben déi Actions positives an deem neien Text vum Statsrot dra sinn, déi an enger Form, an esou enger verwässerter Form implicite an der Formulatioun virdrun dra waren, dass een net sécher hatt kënn sinn, dass, wann een den Artikel vun der Verfassung, wéi d'Chamberskommissioun e virgeschloen huet, wëll um Geriicht geltend maachen, een net sécher weess, wat eraus komm wier bei enger Décisioun um Geriicht.

Wa mer déi Formulatioun, wéi se de Moment vum Statsrot virläit, géifen uhuelen, da géif dat beispillsweis heeschen, wa festgestallt gétt, dass an engem gläichwäertige Beruff mat enger gläichwäertiger Ausbildung zwee Leit déiselwecht Aarbecht maachen, mä de Mann beispillsweis méi verdéngt wéi d'Fra, dass kënnt dann op Basis vun engem Artikel, wou Actiouns positives an der Verfassung méiglech gemaach gi sinn, kënnt geklot ginn a gesot ginn, dass dat onzoulässeg ass par rapport zu deem Artikel an dass dann, wa positiv Diskriminatiounen oder positiv Aktiounen an der Verfassung stinn, an net an engem Gesetz, d'Gerichter logescherweis misste soen, wa se feststellen dass déi Gläichwäertegkeet vun der Aarbecht a vun der Ausbildung ginn ass, et onannehmer ass, dass dee Moment eng Differenz am Gehalt kënnt justifiéiert sinn.

Dat heescht, dass een net nëmme bei Gehältdiskriminatiounen mä och bei Astellung keint op een Artikel aus der Verfassung zrëckgräife fir déi Egalitéit, déi mer an der Praxis wëssen, dass se net besteet, Schrëtt fir Schrëtt kënnen an d'Praxis ëmzesetzen, mä dat setzt viraus, dass mer net nëmme ee Gesetz kréie wou Gläichstellung en général méi wäit geet wéi am Gesetz vun 1983, virun allem fir net ze riskéieren, dass d'Gerichter géinge soen, dass eng Klo, déi fir Diskriminatioun gemaach gétt, net am Aklang géif stoe mam Egalitéitsprinzip, an dofir misste mer absolut déi positiv Aktiounen an eis Verfassung erakréien.

Iwwregens ass et och esou, dass déi europäesch Jurisprudenz vum Kierchbiereg eng Evolutioun gemaach huet, déi sech weise léisst. A wann eis Richtere géife mat op dee Wee goen, et duerch den denkbar wär, wann den Egalitéitsprinzip an déi positiv Aktiounen an d'Verfassung géinge kommen, dass iwwert de Wee vun der Jurisprudenz verschidden Diskriminatiounen, déi zu Lëtzebuerg bestinn, këinten de Garaus gemaach kréien.

Ech fannen, dass et wichteg dofir wär, net nëmme vu Paieren a vu Crasher ze schwätzen, mä vun Instrumenter déi et méiglech maache sech an der Praxis op konkret Saachen ze baséieren.

Eng zweet Fro, déi zu New York ugeschwat ginn ass - an och déi läit mer um Häerz -, ass déi vun der Ophiewung vun de Reserven zur Konventioun, déi mer schon éiweg versprach hunn awer nach ëmmer net gemaach hunn, wou mer fir eng jiddefalls zoustänneg sinn, an zwar déi Reserv, déi mer gemaach hu wat den Numm vun de Kanner vu bestuetene Leit ubelaangt. Déi aner ass d'Ierffolleg an der Maison Grand-ducale. Do hu mer manner Handlungsspillraum.

Et bleift dass dat, wat Dir, Madame Minister, zu New York gesot hutt, well ech hu gelies wat Dir gesot hutt, a mengen Aen net duergeet fir dem Artikel 16 vun der Konventioun Rechnung ze droen, well och wann Der de Choix opmaacht fir Kanner vu bestuetene Leit, dass se kënnen der Mamm oder dem Papp hiren Numm huelen, an dass en cas de désaccord deen Éischten am ABC vir ass, do ze soen, dass dat nëmme ka gëlle fir déi Kanner, déi mar oder iwwermer op d'Welt kommen, dat heescht nach ëmmer, dass als déi Kanner, déi haut schon en Numm hunn an déi eventuell vläicht aus perséinlechen oder wat fir engen Ursachen och ëmmer den Numm vun hirem aneren Elterendeel gären hätten, deen net kënnen huelen. Dofir denken ech, dass dat do net duergeet.

A wann Der net nach gären eng Kéier, Madame Minister, Dir oder soss een, op d'Fangere geklappt kritt mat deemselwechten Artikel, mengen ech, wäer mer alleguer gutt beroden, eng kleng Schépp bäizeleeë bei deem Gesetzprojekt, deen de Justizminister jo agerecht huet an deen, wéinstens wat

d'Apparence ubelaangt, géif Satisfaktioun ginn an engem gewësse Mooss deem Artikel 16.

Déi lescht Fro, op déi ech wëll zrëckkommen, ass déi vum Fraenhandel, wou Der jo och net douce ëmfaange gi sidd. Ech wëll hei net déi ganz Problematik opwerfen, mä et ass eng Tatsaach dass, esou wéi et zu Lëtzebuerg geet wat Fraenhandel, Prostitutioun, Proxénétismus ubelaangt, et net esou ka weidergoen. Et kann net sinn, dass esou genannten Artistinnen ouni Ausbildung ganz kloer gewosst als Prostituéiert op Lëtzebuerg kommen. D'Land gétt iwwerschwennt mat enger Zort vu Leit, déi exploitéiert gi vun enger ganzer Fauna déi do ronderëm spillt, ob dat elo Leit sinn aus de Cabareten, Zuhälter im wahrsten Sinn des Wortes, Propriétaires déi hir Wunnenge zu horrente Präisser verlounen, och wa se wësse wat an hiren Appartementer geschitt, an Ähnliches. Et kann net sinn, dass och mar nach, wann e Problem do ass, déi Fraen, also d'Victimen, ausgeweise ginn, während déi, déi se exploitéieren, hei nach ëmmer stolz dorëmmer spadséieren. Dat waren déi puer Reflexiounen, déi ech wollt zur CEDAW-Konventioun maachen.

Ech wollt awer nach zwou Déceptiounen Ausdrock ginn, déi dese Rapport vun haut mir inspiréiert, an zwar dass et méiglech ass an desen Zäiten e Rapport zur Egalitéit ze maachen a kee Wuert ze schwätzen iwwer e grouse Problem, deen a mengen Aen deen ass vun der europäescher Konventioun, wou och mir als Chamber gutt berode gewiescht wäeren eise Pefferkär bäizeleeën, wat d'Inscriptioun vum Egalitéitsprinzip, vum Principe de non-discrimination an eis zukünftige europäesch Verfassung betrëfft; och wann een iwwert déi sozial Situatioun vu Lëtzebuerg schwätzt, kee Wuert gesot ginn ass iwwert de Congé parental, dee jo net ganz kloer ass wat d'Zukunft ubelaangt a wou Verbesserungsverschléi iwwer Liewensdauer an ähnlech Froen, déi ganz wichteg wäeren, prinzipiell méi wichteg wéi praktesch sécherlech, hätte missen ugeschwat ginn. Dofir eng Hoffnung fir d'nächst Joer, dass mer et da wäerte fäerdeg bréngen e prezise Rapport ze maachen, mat deem mer iwwermer eventuell kënne konkret Konklusiounen zu Lëtzebuerg erwaarden.

Zu de Motiounen ganz kuerz. Bei der éischter Motioun stellen ech fest, dass, obschonn d'lescht Woch, wéi de Rapport an enger eenzeger Sëtzung diskutéiert an ugeholl ginn ass, ech proposéiert hat, et wär net domm eng Motioun gemeinsam als Kommissioun ze maachen, ech natierlech do vun der Majoritéit ëmgedréint gi sinn, an ech elo hei eng Motioun virfannen, déi vu Leit mat ënnerschriwen ass, déi an der Kommissioun net derbäi waren a wou et am Fong just dréms geet fir Statistiken ze verlaangen, déi zweifelsohne noutwendeg sinn, mä déi Statistike gi verlaangt vun deene Leit déi wuel ënnerschriwen hunn, awer net déi Amendementen vun der Loi électorale matgedroen hunn, déi d'Madame Wagener proposéiert huet, wéi dat Gesetz ofgestëmmt ginn ass, an déi et emol méiglech gemaach hätten d'Wahlverhale vun de Lëtzeburger an de Lëtzeburgerinne méi genau ze analyséieren. Ech fannen, dass déi Motioun hei vun enger Iwwerflächlechkeet ass, besonnesch wann ee gesäit dass déi Leit déi froen net amstand waren, wat d'Analys vu politesche Wahlergebnisse ubelaangt, op dee Wee matzegoen. Ech fannen, dass et net derwäert ass, déi Motioun ze stëmmen.

Zu der zweeter Motioun, déi iwwert d'Mikrofinanz, hunn ech lech aganks gesot, wat ech dovunner halen. Ech denken, dass et eng gutt Iddi ass et ze checken an dass dee Groupe de travail ad hoc, deen d'Regierung wëllt en place setzen am Fraeministère oder am

Gläichheitsministère, eng gutt Saach ass, mä dass et de Moment ze fréi ass, well mer absolut keng Donnéeën hunn, wat déi Montanten an déi Techniken ubelaangt, déi ee misst kennen, fir dass dee Groupe de travail iwwerhaupt kéint schaffen. Dofir mengen ech, dass et e bësse verfréit ass an dass ee soll ofwaarde wat déi éischt Resultater vun der ADA sinn, an dass een déi da weidergëtt an deen Aarbeitsgrupp. Ech hu kee Problem mam Fong, ech denke just dass deen Aarbeitsgrupp, wéi en elo virgesinn ass, absolut näischt ka schaffen, well mer keng Donnéeën hunn.

M. le Président. - Den Här Jaerling ass als leschten Diskussionsriedner agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, nodeem meng Virriednerinnen a méi engem engagéierte Stil hir Siicht iwwert d'Situatioun vun de Fraen hei virbruecht hunn, wëll ech versichen dëst Thema esou objektiv wéi méiglech unzegoen, awer aus der Siicht vun de Männer.

Engersäits wëll ech dem ADR seng politesch Positioun am Zesammenhang mat der Gläichberechtigung vun de Fraen hei virbréngen, anerersäits awer och d'Praxis um Aarbeitsmaart belichte wat d'Gläichberechtigung vun de Fraen ubelaangt. Den ADR ass eng sozial engagéiert Partei, dat weess heibanne jiddfereen, déi sech setzt fir Gläichberechtigung op allen Niveauen, also och Gläichberechtigung téschent de Geschlechter.

Dem ADR säi Programm gesäit vir, dass een all Familien an domat all Frae soll d'Méiglechkeet loosson ze wéile wéi se hirt Liewen organiséieren, a weder de Stat an nach soss een huet sech do anzemëschen. De Stat muss just d'Begleitmoosname fir déi Gläichberechtigung schafen.

Wann eng Fra, déi bestuet ass a Kanner huet, wëllt schaffe goen, da muss de Stat dofir surgen, dass se hirt Familljeliewen esou kann organiséieren, dass d'Kanner net drénner leiden. Den ADR trëtt dofir an, dass déi néideg Infrastrukture geschafe ginn, wéi zum Beispill Crèchen, Kantinen an de Schoulen, d'Upassung vun de Schoulzäiten un déi wierklech Besoinen an esou weider.

Wann awer d'Frae sech entscheede fir sech doheem ausschliesselech ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmern, da muss och dofir gesuergt sinn, dass se dat kënnen maachen. Engersäits andeem hinne während der Erzéiungszäit déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellt gi fir dat ouni Précaritéit kënnen ze maachen, anerersäits awer och dass se sozial esou ofgeséichert sinn, dass se spéider och eng Rent kréien an net vum Mann ofhängeg sinn. D'Viraussetzung fir des sozial Ofsecherung an der Pensioun muss doduerch geschafe ginn, dass d'Pensionsrechter während der Erzéiungszäit vun de Kanner garantéiert sinn, eng Erzéiungszäit déi net därerf nëmme op véier Joer begrenzt sinn, mä déi eréischt no 12 Joer därerf eriwwe sinn. Den ADR kann och dofir net d'accord si mat deenen, déi versichen de Mammen, déi doheem bleiwe fir hir Kanner ze erzéien, e schlecht Gewëssen anzuerieden oder - nach méi schlëmm - se als liddereg ze bezeichnen.

Et kann een nëmme eng seriö Léisung an deem Zesammenhang fannen, wann een de Choix vun alle Frae respektéiert. Et ass nämlech net esou dass all Frae sech besser fille wa se schaffe ginn an hir Kanner eleng loosson.

Et gétt och Fraen, an dat ass dee groussen Deel, déi sech léiwer géifen ëm hir Kanner këmmern, wann des Gesellschaft hinnen déi néideg Viraussetzungen dofir géif schafen.

Här President, dem ADR seng Iddie sinn zum Deel de 5. Juli 2002 scho realiséiert gi mat der Aféierung vun der Mammerent, déi jo och elo endlech soll ausbezuel ginn. Et ass just bedauerlech, dass dat Ausbezuelen esou laang daert. D'Regierung erkläert dat domadder, dass immens vill Demanden erakomm sinn, an dass se net nokommen. D'Regierung hat sécherlech erwaart, wéi se der Mammerent zougestëmmt huet, dass sech der vläicht nëmme eng Dosé melle géifen.

Den ADR wäert sech op jidde Fall weiderhin dofir asetzen, dass och seng aner Fuerderungen duerchgesat ginn, an zwar net nëmme d'Ofsecherung vun de Pensionsrechter während der Erzéiungszäit, mä och déi finanziell Ofsecherung während där Zäit, fir dass d'Fra wierklech de Choix kritt dee se brauch fir hirt Familljeliewen esou ze organiséiere wéi se et am Interesse vun hire Kanner fir richtig hält, op där anerer Säit awer och esou dass d'Fra hirt Beruffs- a Familljeliewen optimal organiséiere kann, wa se de Choix trëfft fir schaffe ze goen. Jiddefalls mussen d'Kanner an de Vierdergrond gestallt ginn. D'Wuel vun de Kanner muss op jidde Fall Prioritéit hunn.

Här President, ee vun de Problemer, dee sech awer och am Zesammenhang mat der Organisatioun vum Familljeliewe vun deene schaffende Frae stellt, ass deen, wann d'Kanner an d'Primärschoul ginn. Mir verlaange vun de Salariaien ëmmer méi Flexibilitéit a Mobilitéit. Dat huet ganz oft e staarken Afloss op d'Organisatioun vum Familljeliewen, souwuel fir d'Fra wéi fir de Mann.

Vill Elteren a besonnesch Frae mat Kanner kréie keng Méiglechkeet an där Uertschaft eng Aarbecht ze fanne wou se wunnen, si sichen duerfir eng Méiglechkeet fir hir Kanner do an d'Schoul ze kréie wou se schaffe, wat et hinnen erméiglecht se mat dohinne ze huelen an erëm mat Heem. De Problem, dee sech do stellt, ass, dass duerch déi Chargen, déi d'Gemeengen am Educationsberäich hunn, e Minerval ganz oft verlaangt gétt fir Kanner, déi aus anere Gemenge kommen, e Minerval deen oft d'Grenz vum finanziell Erträglechen iwwerschreit.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dës Minerval gi verlaangt obwuel eis Verfassung kloer seet, dass d'Primärschoul muss gratis sinn. Och dëst ass eng Diskriminéierung vun de Fraen, déi wëlle schaffe goen. D'Politik muss eng Léisung fanne fir d'Schoul esou ze organiséieren, dass se fir jiddferee gratis ass. Et geet net duer dass mer de Salariaien ëmmer méi Flexibilitéit a Mobilitéit ofverlaange fir se dem modernen Aarbeitsmaart unzepassen, mer op där anerer Säit awer nach al verstëbste Gesetzer bestoe loosson, déi hinnen d'Liewe schwéier maachen.

Här President, eng weider positiv Measure, déi den ADR duerchgesat huet, ass d'Erhéijung vun de Witwerenten. D'Ongerechtegkeet, déi do bestanen huet, ass mam Gesetz vum 24. Abrëll 1991 deelweis ofgeschaf ginn. 75% si vun dunn u gerechent ginn anstatt déi bis dohin 63% fir dem iwwerliewende Partner seng Rent. Et bleift do awer nach eng Ongerechtegkeet bestoen, well wann eng Fra stierft, déi net geschaff huet, behält de Mann 100% vu senger Rent, wann de Mann awer stierft, gétt der Fra maximal 75% vun der Rent zougestane, dat obwuel se déiselwecht Chargé behält wéi de Mann.

Den ADR wäert duerfir och net zu deene gehéieren, déi eng Individualiséierung vun de Rente verlaan-

gen, well dat näischt anescht géif heesche wéi d'Ofschafe vun de Witwerenten. Och an der Diskusioun iwwert de Splitting vun de Rente soll ee ganz virsiichteg virgoen, dass een net fir ee soziale Fall aus der Welt ze schafen der dorausere zwee mécht oder de Sozialfall vun der Fra op de Mann verschiebt. Weider Verbesserungen, déi duerch dem ADR säin Asaz agefouert goufen, waren déi sogenannte Babyjoren, déi mam Gesetz vum 24. Abrëll 1991 vun 12 op 24 Méint ausgebaut goufen.

Här President, den ADR huet bewisen, dass hie sech fir Gläichberechtigung asetzt an dass hien och faeg ass seng Iddien duerchzesetzen. Hie wäert dat och nach weiderhi maachen. Den ADR wäert an allen Hinsichte kloer Positioun bezéien a sech op kee Fall op Alibi-Versprechen oder op hallefhaerzeg Solutiounen aloossen, déi de Frae méi schuede wéi notzen an domadder der wierklecher Gläichberechtigung absolut keen Déngscht leeschten.

Gläichberechtigung aféieren ass e laangwierige Prozess. Et duerf een net vergiessen, dass d'Diskriminéierung vun de Fraen an engem eelere Buch, wat iwwer 2000 Joer eis Gesellschaft dominéiert huet, festgeschriwwen war, an datt vu Säite vun där Ideologie och nach ëmmer gebremst gétt, well an där Hierarchie d'Fraen nach ëmmer als zweetrangeg ugesi ginn. Et ass un der Politik fir laangfristeg déi richtig Weichen ze stellen an anhand vu vernünftigen an net ideologesch oder lobbyisteschem beaflosste Gesetzer d'Gläichberechtigung esou ze gestalten, dass se deen Numm och verdéngt.

Här President, de Gesetzgeber huet besonnesch op den Drock hi vun de Gewerkschaften, déi déi alleréischte waren, déi sech fir d'Gläichberechtigung op der Aarbeitsplaz agesat hunn, d'Gläichberechtigung am Aarbeitsrecht festgeschriwwen. Wann dat an der Praxis net esou emgesat gétt wéi dat soll sinn, dann ass dat net d'Schold vun de Gesetzer, mä dann ass dat d'Schold vun der Exekutiv.

Ech kenne kee Gesetz wat spezifesch fir d'Männer eleng soll gellen. All d'Gesetzer, déi hei an der Chamber am Interesse vun der Fra gestëmmt gi sinn, si vun enger Majoritéit vu Männer gemaach ginn. Verschidden Acteuren, déi des Gesetzer solle respektéieren, ginn awer an der Praxis hirer Aufgab net gerecht. Mir hunn an de leschte Jore wierklech all Efforte gemaach fir de Retard, deen am Zesammenhang mat de Fraerechter bestanen huet, opzehuelen. Dës Efforte sollen och weider gefouert ginn ouni awer an den Extremismus ze verfallen. Et muss een ëmmer oppassen, dass déi Rechter, déi een deem engen oder deem anere wëllt ginn, sech net kontraproduktiv op d'Integratioun um Aarbeitsmaart auswirken.

Huele mer zum Beispill de Congé parental. Dat war eng gutt Measure, déi am PAN-Gesetz opgrond vun enger EU-Direktiv agefouert gouf. Wann ech d'Chiffere richtig interpretéieren, dann hu just 30% vun deene méigleche Bénéficiairen des Méiglechkeet an Usproch geholl. Déi meescht dovunner ware Mammen. Nëmme 5,3% Pappen hu sech fir des Méiglechkeet interesséiert, esou dass des Measure schon eleng vun de plakege Chiffere hier net dee beschäftigungspoliteschen Erfolleg hat wéi dat erwaart ginn ass, och wann de Prozentsaz vun deenen, déi herno fest agestallt gi sinn, well se e Congé parental ersat hunn, mat 77% als zefriddestellend kann ugesi ginn.

Meeschtens sinn et Salariaien mat klengen Revenuen, déi de Congé parental an Usproch geholl hunn, well eben de Montant vun der Allocatedatioun gläich oder iwwert hirem normale Revenu loung. Salariaien mat méi héije Revenuen hu méi d'Tendenz fir de Congé parental

mat enger hallwer Tache ze cumuléieren, wann dat méiglech ass, oder si verzicht en ebe ganz drop. Et ass also an deem Beräich nach vill Iwwerzeegungsaarbecht ze maachen. Vlächicht ass och nach e kleng finanziellen Uräiz néideg oder eng weider Aféierung vu Méiglechkeete fir de Congé parental op eng aner Aart a Weis ze huelle wéi dat elo de Fall ass.

Här President, et gëtt awer leider och Stëmme déi de Congé parental erëm wëllen a Fro stellen, zum Beispill mat Argumenter, mer hätte bei der Emsetzung vun der EU-Direktiv iwwerdréiwwe, well déi nëmmen eng Dauer vum Congé parental vun dräi Méint virgeschriwwen huet a mir sechs Méint accordéiert hunn, oder well an de Betriber, wou vill Frae beschäftegt sinn, duerch de Congé parental ze vill Problemer géifen optrieden.

Ech wëll hei emol kloerstellen, dass de Congé parental, esou wéi mir en agefouert hunn, net eng sozial Mesure war, déi vun de Patronen oni Weideres akzeptéiert gi war. Si hunn en akzeptéiert, well déi Verantwortlech an der Tripartite hinnen als Géigeleschtung méi Flexibilitéit a méi Mobilitéit vun de Salarié versprach an och zougestanen hunn. D'Referenzperioden an den Horaire mobile waren d'Kompensatiounen, déi d'Patronat kritt huet, fir mam Congé parental d'accord ze sinn. Et geet also net, dass elo op eemol de Congé parental hinnen net méi an de Krom passt an dass si e wëllen ofschaffen. Wa se dat gären hätten, da ginn awer och all aner Mesuren, déi der Wirtschaft entgéint kommen a mam Congé parental accordéiert goufen, a Fro gestallt. Ech mengen dat ass dat, wat awer elo hei vu vir era soll kloer sinn.

■ Une voix.- ...dem ADR...

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Selbstverständlech. Hat Dir dann eppes anescht erwaart?

(Brouhaha général)

Här President, wann ech vu gesetzleche Mesuren am Zesummenhang vun der Gläichberechtigung schwätzen, da gehéieren dozou och d'Délégués à l'égalité des chances, sief et an de Gemengen, awer besonnesch op der Aarbechtsplaz.

Et ass grad do wou déi gesetzlech Bestëmmung vum Aarbechtsrecht sollen emgesat ginn, an et ass grad do wou et happert, well déi Délégués à l'égalité sech meeschtens net bewosst si wat eigentlech hir Aufgab ass, well des Poste gesetzlech agefouert goufen, oni dass virdrun e Fonctionnairebild vun deene Chargen opgestallt gouf an oni dass déi Leit, deenen des Poste zougestallt ginn, eng adequat Formatioun hatten. Et besteet och elo nach, nodeem déi Poste scho jorelaang bestinn, ëmmer keng adequat Formatioun. Vu Weiderbildung iwwerhaapt net ze schwätzen. Dat gesot fir ze demonstréieren, dass et net duer geet einfach elo Alibiinstrumenter ze schafen, déi vu vir eran net fonctionnéiere kënnen, well einfach net déi néideg Begleetmoossname mat dobäi sinn.

Dann ass et och nach esou, dass den Délégué à l'égalité nëmmen do agesat gëtt wou och eng Personaldelegatioun besteet, also do wou schon eng Vertriidung vum Personal ass. Hätten net éischter missen do Delegéierte fir Chancéglichheit agesat gi wou keng Personalvertriidung ass, nämlech a Betriber wou keng 15 Leit schaffen? Well grad do wou keng Vertriidung vum Salarat ass, gëtt et déi flagrantsten Ongerechtegkeeten, an déi Eenzel, besonnesch d'Fraen, traue sech net hir Rechter geltend ze maachen, aus Angscht hir Plaz ze verléieren.

Ech hunn des Bemierkungen hei ageflecht, fir ze demonstréieren dass et net dem Législateur seng Schold ass, wann Ongerechtegkeeten an der Praxis opkommen,

mä ganz einfach duerch e schlecht Émsetze um Terrain an enger schlechter Kontroll vun deem, wat eigentlech vum Gesetzgeber erwünscht ass.

Här President, et ass esou viles am Zesummenhang mam Dag vun der Fra an hire Rechter gesot a geschriwwen ginn. Wichtig erschéngt mer awer an deem Zesummenhang, dass bei allem Onrecht, wat de Fraen oder soss engem geschitt, net daerf generaliséiert ginn. Keng extrem Mesuren daerfen agefouert oder gefouert ginn déi de Schued net behiewen, mä e verlageren an domadder nach méi Ongerechtegkeete provozéieren. Ob dat elo am Zesummenhang mat den Diskriminatiounen op der Aarbechtsplaz, mam Harcèlement moral oder sexuel ass, et muss ëmmer versicht ginn eng équitabel Léisung ze fannen.

Här President, ech hu gëschter oder virgëschter an enger Dageszeitung gelies: „Il faut imposer l'égalité entre hommes et femmes“. Wann een deen Artikel liest, da spiert een dass deen aus enger komproméssloser Haltung eraus resultéiert, déi, menger Usicht no, déi falsch ass. Annerunge kann een nëmmen erbäiféiere wann een en éischte Komproméss fénnt an da Schrëtt fir Schrëtt eng optimal Léisung ustrieft mat alle Betroffene zesummen. Aus deem Artikel ass weider eraus ze liesen, dass nëmmen eng Quoteregulung den X plus Ultra vun de Fraeproblemer wier. Des Weidere steet dann nach dran, dass eng Rei vu männleche Politiker ënnert dem Mantel vun der Gläichberechtigung hostile wiere géigeniwwer alle Mesuren am Interesse vun der Fra.

Als ADR wëlle mir eis awer ferm géint esou Ennerstellung verweieren. All Initiativen am Intérêt vun der Fra, sief et de Fraeministère, sief et d'Délégué(e)s à l'égalité des chances, sief et de Congé parental, de Congé de maternité an esou weider, sinn hei am Parlament gestëmmt ginn, obwuel eng Majoritéit vu Männer heibannen ass.

De Problem, deen eng Rei vu Fraenorganisatiounen hunn, ass, dass se et selwer net fäerdig bréngen d'Fraen ze motivéieren, sech gesellschaftlech a politesch méi ze engagéieren, an dofir verlaange se elo dass de Législateur soll d'Fraen iwwer eng Quoteregulung forcéiere sech politesch, respektiv gesellschaftlech oder aarbechtsrechtlech ze engagéieren. Dat ass ganz sécher dee falsche Wee. Et ass net nëmmen ondemokratesch, wann een dem Vollek esou eppes well octroyéieren, mä och stellt sech d'Fro, ob d'Fraen dat iwwerhaapt wëllen oder ob et nëmmen eng extremistesch Fuerderung ass vun eenzelen Gruppe vun exzentresche Fraen, déi frustréiert si well d'Fraen net esou danze wéi si dat gären hätten. Dobäi wëll ech bemierken, dass déi meeschte Frae beim Tanzen awer nach am léifste vu Männer gefouert ginn.

(Interruption)

Esouguer bei mir, Madame Wagener. Il ne faut jamais se fier aux apparences!

Här President, eis Wielerschaft hei am Land setzt sech aus méi Fraen zesumme wéi Männer. Wann also d'Frae wierklech de Wonsch hätte sech nëmme vu Frae regéieren ze loosse, da géif hei an der Chamber kee Mann setzen. Glécklecherweis ass awer de Groussdeel vun de Fraen objektiv genuch fir kënnen téschent sexistescher Bevurdelegung a wierklecher Kompetenz ze ënnerscheiden. A well de Groussdeel vun de Fraen intelligent ass, si se och capabel fir ze entscheeden, ob eng Fra oder ee Mann kompetent genuch ass fir d'Interesse vun eiser ganzer Gesellschaft kënnen ze verrieden.

Den ADR setzt sech dofir an, dass d'Chamber an och d'Gemengereit e Spigelbild vun hirer jeeweiliger Bevölkerung sinn, an do spillt et keng Roll ob dat e Mann oder eng

Fra ass. Kompetent muss se sinn. Mir hu just dofir ze suergen, dass jiddereen déiselwecht Chancékritt, an dat maache mer, géif ech mengen, mat all Gesetz wat mer hei stëmmen. Wann d'Émsetzen an der Praxis net klappt, da mussen Instrumenter agesat ginn déi dofir suergen dass d'Rémédur geschaffe gëtt.

Här President, et ass an der Praxis nach vill Iwwerzeegungsaarbecht ze maache fir dass d'Gesetzter, déi mer am Zesummenhang mat der Gläichberechtigung gestëmmt hunn, och wierklech Fouss faassen. Dat besonnesch bei deenen déi menge se kéinten doduerch e wirtschaftlechen Nodeel kréien, well do läit nämlech d'Kromm an der Heck, an net beim politesche Wëllen, an och net bei der Obstruktioun vun de Männer.

Vill Koppelen liewen a voller Harmonie zesummen a brauche vu kenger Sait Léierstonnen iwwer Gläichberechtigung. De Respekt virum Partner ass haut besonnesch bei deene Jonke ganz ausgepräggt, well se net déi ideologesch Gehierwäsch iwwer sech hu missen ergo loosse, déi eis Elteren nach am gudden Glawe fir dat Richteg gehalen hunn. An et ass besonnesch falsch un Hand vun e puer extremistesche Beispiller ze generaliséieren an d'Männer als Matchoen oder nach schlimmer duerzestellen.

Zum Schluss. Et ass elo viru kuerzem hei an der Géigend géint de Krich demonstréiert ginn. Ech hoffen, dass mer net eng kéier musse hei géint ee Krich téschent de Geschlechter demonstréieren, well ech wëll net an d'Situatioun kommen, dass mer iergendwann eng kéier eng ASTI fir d'Männer musse grënnen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Ministesch fir Fraenuegleeënheeten, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

■ Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vun desen Debatte wëll ech op e puer Punkten nach opmierksam maachen. Ech wëll virun allem soen, dass ee muss wëssen, dass d'Égalité téschent Männer a Fraen e wichtige Punkt an der demographescher Entwécklung vun engem Land spillt. An eigentlech wonnen ech mech driwwer, dass esou wéineg Leit un där Chancéglichheetspolitik interesséiert sinn, wann een dat weess.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng demographesch Entwécklung, wou eng Fra 1,5 Kand kritt. Mir brauchen der 2,3 fir nëmme just eis Populatioun ze erneieren, net neier derbäi ze kréien. Lëtzebuerg läit domat am Mëttelfeld vun Europa. Do wou am meeschte Chancéglichheit ass, sinn och am meeschte Kanner. Dat ass an deenen nordesche Länner. Do wou am mannste bis haut geschitt ass, sinn och am mannste Kanner, dat heescht déi schlechtesten demographesch Entwécklung ass an deene südleche Länner.

D'Elteren entscheede sech, ob se en zweet an en drëtt Kand kréien, opgrond vun de Méiglechkeeten déi se hu fir Beruff a Famill mateneen ze verbannen. A si entscheede sech fir en zweet an en drëtt Kand opgrond vu wéi vill finanziell Aboussen se hunn.

Ech denken, wa mir eis dat géifen zu Häerz huelen, da misst eigentlech all Politiker, an ech soen extra all Politiker, doranner vill méi en Zil gesinn an och vill méi eng Wichtigkeet gesinn, wéi een dat hei haut de Mëtteg zum Deel konnt héieren.

Mir sinn an engem nationale Kontext, wou et wirtschaftlech méi lues geet a wou och d'Aarbechtslosigkeit zouhëlt. Op enger Table ronde zu Diddeleng, Här Buergermeeschter, huet e Patronatsvertriider viru kuerzem gesot: Chancéglichheit ass keen Thema an de Betriber. An desen Zäiten hunn d'Betriber aner Suergen.

Da muss ee selbstverständlech d'Fro stellen: Wéini si Fraen Thema? Oder wéini ass Gläichberechtigung aktuell fir Männer a fir Fraen? Ass Gläichberechtigung vu Fraen a Männer net e Grondprinzip vun eiser Demokratie? A wëlle mir dat iwwerhaapt errechen? Wéini wëlle mir also eng fundamental Diskussioun zu deem Thema agoen? A gudden oder a schlechten Zäiten, oder wier et net een Thema dat mer eigentlech ëmmer missten agoen?

Ech wëll just e puer Zuele soen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn. 40% vun de Beschäftegten zu Lëtzebuerg si Fraen, Résidenten a Frontaliären. 52,1% Prozent vun de Fraen, déi zu Lëtzebuerg liewen, ginn enger bezuelter Aarbecht no, Lëtzebuergerinnen an Net-Lëtzebuergerinnen.

45,7% vun den Aarbechtslose si Fraen. Des Zuel ass méi déif wéi 2001, wou den Taux bei 46,9% war. Do wëll ech besonnesch der Madame Mutsch soen, well se gesot huet, se géif sech froe wéini mer eigentlech eng kéier op déi 60% kéimen, dass erfreeslecherweis en Taux d'activité vun 63,9% bei de Fraen téschent 25 a 54 Joer erreicht gouf. Wa mer gären hunn, dass och méiglechst vill Frae laang léieren, dann erkläert dat awer dee spéiden Zougang zum Aarbechtsmaart. Do denken ech elo net, dass mer eng Diskussioun driwwer kréien.

54 Joer ass selbstverständlech ze fréi fir vum Aarbechtsmaart fort ze goen. Mä dat fanne mir zu engem groussen Deel bei allen Arbeitnehmer, net nëmme bei de Fraen, wou mer och regelméisseg op europäischem Niveau erüügt ginn, dass mer eis Arbeitnehmer ze vill fréi um Aarbechtsmaart verléieren.

Dir gesitt also, dass bei deene Fraen, déi wierklech am aarbechtsfäegen Alter sinn, wann een esou ka soen, mir do op 63,9% sinn, bal op 70%, wou mer da selbstverständlech an eng ganz aner Kategorie an Europa géife kommen, wéi dat bis elo de Fall war.

19% vun de Fraen an 13% vun de Männer hunn 2001 de soziale Mindestloun verdéngt. An ech war frou, bei de Mindestlounerhéijungen Enn 2001, hei an der Chamber de Rapporteur, de Marcel Gleener, ze héieren, dee gesot huet, erstmalig wiere méi Männer, déi de Mindestloun géife verdéngen, an zwar 19.160 vis-à-vis vu 17.860 Fraen. Dat, denken ech, ass och eppes wat als positiv unzegesinn ass. Op där anerer Sait muss een awer och soen, dass 53,7% vun den RMG-Émfänger Frae sinn.

Ech denken, dass den Thema, deen d'Chancéglichheetskommissioun gewielt huet, e wichtige ass an dat e besonnesch an desen Zäite méi wéi wichtig ass, an ech géing och der der Madame Nicklaus merci soe fir hire Rapport, dee se gemaach huet.

Mir diskutéieren, an do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer iwwert d'Gläichheetsberechtigung oder éischer iwwert déi patriarchal Strukturen diskutéieren? De Rapport weist, dass d'Thema Gläichstellung vu Fraen a Männer en horizontaal Thema ass an ech muss soen, och do si verschidde Propositione gemaach ginn. Ech weess net ëmmer ob et gutt ass, wann et nëmme méi an enger Hand ass, fir alles ze decidéieren, well da ganz vill aner Leit sech iwwerhaapt net méi dofir interesséieren a soen, mä deen dote Ministère mécht dat jo elo, da brauche mir eis net méi dorëm ze këmmen. Och dat ass eppes, wou ech denken, dass et

méi dacks negativ ass wéi positiv an dass mer éischer mussen wierklech kucken iwwert de Gender-Mainstreaming virunzecommen.

D'Gläichstellung vun de Fraen, an dat beweist och de Rapport, ass nach net hiergestallt, weder an der Educatioun, weder an der Formatioun, am Berufsliewen, an de Berufstätigkeeten, och net an der Politik, net an der Participatioun vun de Fraen op den Décisionsplazen, an der Gesondheet, dem Logement, dem Steiersystem an och der Sozialverséicherung. Wann d'Frae mat de Männer net gläichgestallt ginn, dann ass fir si de Risiko vun der Aarmutt méi grouss.

De Rapport seet, dass d'Berufstätigkeet ee vun de wichtigsten Träger fir d'sozial Inklusioun ass. Kenger bezuelter Aarbecht nozegoen, kee Partner ze hunn a verantwortlech fir Kanner ze sinn, sinn déi dräi Haaptfacteuren, déi zur Aarmutt vun de Frae féieren. Vun deenen zwee si besonnesch d'Frae méi betraff wéi d'Männer an dat geet och aus dem CEPS-Rapport ervir, deen elo an där Kommissioun virgestallt gouf. D'Aarmutt huet also e geschlechtsspezifesch Gesiicht an d'Madame Wagener huet och dorobber higewisen.

D'lescht Joer wor hei an der Chamber eng Diskussioun an eng Debatte iwwert d'Gender-Pedagogik, fir déi ënnerschiedlech Auswierkunge vun de Schoulinhalter op d'Meeerdercher an op d'Jongen auszemäeren. An ech denken, dass mer dést Joer generell och missten de Brëll vun dem Gender opsetzen, fir déi ënnerschiedlech wirtschaftlech a sozial Situatioun vun de Fraen ze belichten. D'Frae verlossen d'Schoul mat fraentyesche Formatiounen. Si schaffen an de Secteure wou meeschtens Frae sinn an dowéinst manner bezuelte ginn, well Fraenarbecht nach ëmmer net als gläichwärtig mat Männerarbecht unerkannt gëtt. Si si kaum present op Plazen, wou iwwer Geld a Politik geschwat gëtt, an dofir ginn och hir Interessen a Bedürfnisser nëmme par personne interposée vertrat. Scheedungen hu méi eng staark finanziell Auswierkung op si wéi op d'Männer, well se ganz dacks ofhängeg si vun Alimenter oder vum RMG.

D'gesellschaftlech Strukturen an d'Gesetzter hunn eng aner Auswierkung op d'Frae wéi op d'Männer. A genau dat verlaangt den Asaz vum Gender Mainstreaming. De Rapport weist, dass d'Thema Gläichstellung vun de Männer an de Fraen net en isoléiert Thema ass an dass et all gesellschaftspolitesch Kontexter, an domadder all politesch Beräicher, treëft.

Den Traité vun Amsterdam verlaangt vun de Memberstaten, dass éischters am Artikel 2 gesot gëtt, e Memberstat huet d'Missioun fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer ëmzesetzen. Am Artikel 3 leet en de Memberstaten op géint d'Diskriminatioun téschent Fraen a Männer virzegoen.

Mir hunn als Lëtzebuerg d'CEDAW-Konventioun ënnerschréiwwe, dat ass d'UNO-Konventioun géint all Diskriminatioun vis-à-vis vun de Fraen, an d'Madame Err huet elo grad zu Recht drop higewisen, dass mer den 22. Januar dést Joer dee Rapport zu New York verdeedegt hunn, an ech wier frou gewiescht wa se matgaange wier fir dat ze héieren, dat gutt an dat manner gutt, well dat eent an dat anert wouste mer am Virus, wou mer géifen dofir gelueft ginn a wou mer et selbstverständlech och manner géife ginn. Et ass eng vun deene wierklech wichtige Aufgaben an ech hoffen, Madame Presidentin, dass mer wäerten an der nächster Zäit och Geleeënheet an der Chamberskommissioun kréien, méi am Detail dorobber anzegoen, wat als positiv a wat als negativ do ugesinn ass, an och ech wier gäre bereit fir eng kéier hei an der Chamber, wann dat de Wonsch vun lech ass, dat méi breet hei,

oder deenen anere Leit, déi dofir interesséiert sinn, ze soen.

D'Fro vun dëser Debatt ass selbstverständlech, ob et eng Flichtübung ass oder ob se wierklech dozou bäidréit eis international an eis national Engagementer fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer anzusetzen.

Ech wëll op verschidde vun deenen Themen eng Äntwert ginn, déi am Rapport ugeschwat gi sinn, ënner anerem iwwer statistesch Material, wou jo eng Motioun déposéiert ginn ass. Ech wëll do soen, datt mer viruueren als Fraeministère iwwert d'Femmes et Marchés de l'Emploi, déi mer all zwee Joer maachen. D'Femmes dans la prise de décision politique maache mir no alle Wahlen, National-, Gemengen- an Europawahlen, zesumme mam Conseil national. D'Femmes dans la prise de décision économique gétt all véier Joer erneiert an dat muss een op véier Joer rechnen, well soss déi Zuelen net duer ginn. D'Renée Wagener huet geschwat iwwert d'Égalité de salaires. Do ass e Rapport erauskomm, deen, denken ech, och d'Chamberskommissioun kritt huet. Wann net, kritt Der e gären zougestallt.

(Interruptions)

Mä déi vun deenen 28% si leider nach ëmmer richtig. De Rapport, mä awer virun allem och d'Propositionen, déi elo an de Comité permanent de l'Emploi sinn, a vu datt déi Propositionen zesummen ausgeschafft goufe mam Patronat a mat de Gewerkschaften, denken ech jo, datt se, wa se an deem engen Aarbechtsgrupp positiv begutachtet ginn, jo dann op deem nächsten net wäerten erëm vum Dësch fléien, wou och Propositionen dra si fir ebe géint deen Ecart virzegoen.

Am Santésberäich sinn eng Rei vun Etüde virgesinn, zum Beispill iwwert d'Stierflechkeet vun de Kanner an de Jugendlechen, vun 1968 bis 1997, opgeschlüsselt no dem Geschlecht. Iwwert d'Niere bei den Neigebuerenen ass och eng Etüd, déi vu Femina gemaach gétt iwwert d'Périnatalogie zu Lëtzebuerg, dat heescht ronderëm dat wat bei enger Gebuert geschitt.

Eng aner wichteg Etüd ass ouni Zweifel déi iwwert d'Ostéoporose, mat dem Objektiv och e Preventiounsprogramm opzebauen. D'Oplëscht vum de Statistiken no Männer a Fraen huet sech verbessert an de Stateg huet mer extra eng Note eraginn, fir ze soen datt si eng ganz Partie vun hire Chiffere méttlerweil och no Männer a Frae kucken an och publizéiert gi sinn.

(Lettre du STATEC du 11 mars 2003 à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Här President, ech géif lech dat hei loossen, fir datt Der dat kënnt publizéieren, fir datt och jiddere gesäit, datt net nëmme hei Motiounen ugeholl ginn, mä datt se och ëmgesat ginn. Datselwech zielt fir d'ADEM an och d'Education nationale, wou een, wann ee se net allegueren direkt huet, mä se awer op jiddé Fall ouni Problemer op Nofro ka kréien.

D'Opschlüsselung vun de Statistiken no Geschlecht ass wichtig, well ouni dat kann een natierlech net gesinn, ob e Gesetz aner Auswirkungen op d'Männer wéi op d'Fraen huet. Dofir ass och déi Demande vun der Chamberskommissioun an deem Sënn ze begréisen.

D'Erzéiung ass sécher e wichtige Punkt an där ganzer Debatt, an do wëll ech och op déi Etüde d'impact du genre dans le développement personnel et professionnel des agents sociaux-éducatifs hiweisen. Déi leeft an der Schoul zu Fenteng am IEES an och am ISERP zu Walfer an am CUNLUX. Si ënnersicht bei deenen zukünftigen Erzéier an Erzéierinnen an och bei de Léierinnen a Schoulmeeschteren, wat fir eng Fraen- a Männerbilder se

hunn, wéi hir Perséinlechkeetsentwicklung ass a wat fir eng Virstellung si vun hirem zukünfteger Beruff hunn. D'Resultater vun der Etüd wäerten an der Reform vun dem Curricula vun dësen Institutionen agedroe ginn.

De Choix scolaire et professionnel vun de Meedercher ass zu engem groussen Deel nach ëmmer klaschesch an traditionell. Mir fannen awer méttlerweil am Enseignement secondaire 55% vun de Meedercher, am Enseignement secondaire technique 81% vun de Meedercher, am Régime technique an an der Section paramédicale et sociale sinn et 84%, an der Administration commerciale sinn et 61%, an op där anerer Säit beim Régime professionnel sinn et zweemol méi Jonge wéi Meedercher.

Mir hunn also nach ëmmer net genuch Meedercher an de Beräicher vun den neien Technologien, obschons dës um Aarbechtsmaart eng ëmmer méi grouss Roll spillen an, wéi richtig hei well gesot ginn ass, de Choix wierkt sech op hir Berufscarrière a selbstverständlech dann och op hire Salaire aus.

Mir hunn eng ganz Rei vu Promotionscampagnë gemaach an de Schoule selwer, an och mat enger Rei vu Profen a Professorinnen. Mir woren zum Beispill dat lescht Joer am IST, fir och do Promotioun ze maachen, mä, wéi gesot, dat alles geet natierlech net vun haut op muer, mä dat brauch eng Partie Zäit.

Et dierf een och net vergiessen, datt méi Frae wéi Männer méttlerweil e qualifizéierte Schoulofloss hunn an datt der ëmmer méi op d'Universitéit ginn a sech domadder op méi héich qualifizéiert Posten, haaptsächlech am Secteur tertiaire, och vorbereeden.

Wat d'Beruffswahl betrëfft, sou wäerten duerch dat neit Konzept vun der Education au choix esougutt Traditione wéi Stereotypen an och Préjugéen thematiséiert ginn, esougutt an der Virubildung vun den Enseignants an den Enseignantes wéi och vun de Schüler an de Schülerinne selwer.

Um Aarbechtsmaart ass d'Etüd iwwert den Ecart de salaire, wou mer nach ëmmer, wéi gesot, en Duerchschnittsënnerschied vun 28% an de Gehälter tëschent Fraen a Männer hunn. Dat ass eng kloer Diskriminatioun géint iwwer de Fraen, an ech hu mech eigentlech ëmmer gewonnert firwat datt d'Pappen, déi Meedercher hunn - ech denken, datt se grad esou frou mat deene si wéi mat de Jongen - sech iwwerhaapt konnte gewäerde loossen a konnten zouloossen, datt déi manner verdéngen, wéi wa se Jongen hätten oder hir Jongen dëser hunn.

12% vun deenen Ennerscheeder sinn eleng op de Fait zréckzeféieren, datt et eng Fra ass. Déi aner 16% fannen hir Ursachen am Choix vum Beruff an an der Hierarchie vun de Posten, an der Berufsännerbriechung, an der Anciennetéit, an der Entreprise, dem Niveau vun der Formation an och der Gréisst vun der Entreprise. Dës Ongerechtheet misst an de Kollektivverhandlung behandelt ginn, an do kritt een dann ëmmer gesot, am Kollektivvertrag geet et just ëm d'Enveloppe an do ass d'Chancégläichheet keen Thema. D'Enveloppe ass awer ongerecht vis-à-vis vun de Fraen, well domadder toleréiere mir, datt et Lounënnerscheeder tëschent Männer a Frae gétt. An d'Gesetz seet, an do ass de Mëtteg zur Recht gesot ginn, datt et net ëmmer un de Gesetzter ass wou et läit, mä an der Ëmsetzung. „Toute convention collective de travail devra obligatoirement prévoir l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes.“ Et ass also net datt et net iergendwou steet, mä, wéi gesot, et ass just datt et muss ëmgesat ginn.

Jo, dann...

(Interruption)

Jo, jo, ech hu just gesinn, wat do dobäi steet. Da steet dobäi, mir hunn doriwuer geschwat, mä d'Resultat ass awer null. Ech mengen, ech kenne se besser wéi Dir, Här Jaerling.

„Loungläichheet ass eng gewerkschaftlech Eerausforderung“ heescht eng Enquête, déi bei de Gewerkschaften am Kader vun engem europäesche Projet duerchgezu ginn ass. Den 8. März sinn d'Resultater vun där Enquête vun dem LCGB virgeluecht ginn. Mir wäerte jiddefalls mat de Gewerkschaften a mat de Patronatsvertrieeder als Fraeministère Virubildungscourse maachen iwwert d'Bewäertung an d'Klassifizéierung vun de Funktiounen an de Betriber. Dëst ass eng Nofro vun dem Patronat a vun de Syndikater, déi dëst am Kader vum Projet „Égalité de salaire“ formuléiert hunn.

D'Obligatioun e Plan d'égalité am Kader vun de Kollektivvertrag ze verhandele gétt kaum ëmgesat. Ech denken, well et ganz dacks esou ass, well keen esou richtig weess, wat doranner stoe komme soll. Et kéint ee sech duerchaus folgend Themen doranner virstellen: d'Virubildung vun de Frae förderen, eng Bewäertung vun de Funktiounen aféiere fir géint d'Gehälterënnerscheeder unzegoen an d'Fraen a Männer an ontypesche Beruffer förderen, an dat ewell bei hirer Astellung.

An do wëll ech op dat kommen, wat och elo grad hei gesot gouf iwwert de CEDAW-Rapport. Luxplan - ech kann dat hei soen -, dat ass dee Betrib, deen d'lescht Joer de Prix féminin 2002 gewonnen huet, huet eng Annonce an d'Zeitung gemaach, well se en Ingénieur gesicht hunn. Si hunn m/f dobäi geschriwwen a si hunn ausdrécklech d'Fraen opgefuerdert sech op hir Annonce ze mellen. Dat éischt wat geschitt ass, d'Gewerkschaftsvertrieeder hunn intervenéiert, dëst géif géint d'Gesetz vun der Gläichstellung verstoussen. Wat soll also e Betrib maachen, deen och nach eng offensiv Politik am Interesse vun de Fraen an ontypesche Beruffer wëllt maachen?

Dir gesitt also dass et méi wéi néideg ass, dass mer endlech deen Artikel 11 gestëmmt kréien an dass mer dat net nëmme doduerch erméigleche sollen, mä dass et och opgrond vun den europäeschen Traitée muss agefuert ginn. Aner Aarbechtsforme vun der Deelzäit-aarbecht oder Jobsharing an iwwerhaapt d'Aarbechtsorganisatioun ze iwwerdenken, déi méi familiärfreundlech misst sinn a sozial Servicer ubidde misst an de Betriber wieren ouni Zweifel Punkten, déi an déi sozial Pläng do dra stoe komme kéinten.

Ech denken zum Beispill drun, dass eng Firma agefuert hat, dass hir Leit hir Wäsch kéinte matbréngen fir déi am Betrib oder iwwert de Betrib gemaach ze kréien. Si hunn dat dunn awer an deem leschten Eck vum Betrib gemaach, wou d'Leit dann zwee Kilometer hätte goe misse fir dohinne ze kommen an et ass och net vill Propaganda dofir gemaach ginn an dunn ass dat natierlech och net genotzt ginn. Dräi Méint dono hu se du freudestrahlend gesot: „Mir konnten dat erëm ofschaffen, well dat doten huet näscht bruecht.“

Doru gesitt Der, dass dat alles e bësse méi komplizéiert ass wéi mir dat an engem Nomëtteg hei soen. Erfreelecherweis gesi mer elo, dass ganz vill Betriber an hire Sozialpläng déi gesetzlech Congéen notze fir mat hirer Personalgestioun de Moment iwwert d'Ronnen ze kommen an domadder manner Leit och mussen ze entloossen. Dat ass sécher positiv, well all Mensch, deen net entlooss

gétt a seng Aarbecht behält, ass wichtig an do muss mir och alles wat méiglech ass dozou bäidroen, mä wann dat an deenen Zäite fir dat doten ze maache geet, dann denken ech, dass et och an aneren Zäite goe muss.

Fir Fraen a Männer ass et wichtig ënnerschiddlech Forme vun Temps partiel notzen ze kënnen. De Congé parental huet dese Besoin bestätegt. Vu dass e méi dacks haut de Mëtteg hei ugeschwat ginn ass, denken ech, dass mer et wäerte fäerdeg kréie fir op deene sechs Méint ze bleiwen. Och iwwer aner Changementer wäert selbstverständlech am Kader vun dem PAN-Gesetz hei an der Chamber diskutéiert ginn.

D'Frae géifen och gäre während den Erzéiungs- an de Familjepausen de Kontakt zum Betrib behalen. Si wëllen an hirem Beruff bleiwen an u Formationen deelhuele während der Deelzäit-aarbecht oder während hirem Congé. Hei wëll ech wierklech ervirsträichen, dass déi 15 Joer Congé an der Fonction publique mat kengem Verloscht an der Carrière bestrooft ginn an dass mer hoffen, dass dat als Uräiz fir d'Männer géllt fir do Mentalitéitschangementer ze maachen, dododuerch dass et keen Nodeel méi bedeit fir d'Carrière, wann ee Papp oder Mamm gétt.

Mir haten e Reglement gemaach iwwert de Sexe sous-représenté, mä do ass awer esou gutt de Conseil d'Etat wéi och d'Chambre professionnelle dergéint, sou dass mer do muss kucken eng nei Formulierung am Gesetz ze fannen, fir besser kënnen dovunner ze profitieren.

Wat d'Délégués à l'égalité ubelaangt, do weist d'Erfahrung, dass se effektiv besser mussen encadréiert ginn. An der Reform vum Delegatiounsgesetz wäert hinne mussen d'Méiglechkeet gebuede gi méi Zäit ze kréie fir Formationen ze maachen, well si vill Problemer an de Betriber opfänken: vu Lounongläichheet, vum Deelhuelen un de Formationen, vun der Deelzäit-aarbecht, vun neien Astellungen a vu sexuelle Belästigungen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech wëll de Membre vun der Chamber just soen, dass ech ongeféier nach fir 20 Minuten ze schwätzen hunn. Déi, déi net wëllen nolauschten, kënnen gären erausgoen. Dat geheilt mech net ëm an dat beleidegt mech och net, mä et ass zimlech désagréabel wann ee muss schwätzen an et ginn esou grouss Diskussiounen gefuert.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*.- Da kënnt Dir lech richten.

Déi Chancégläichheetsdelegéierte kënnen selbstverständlech e Plan d'égalité opstellen a si sinn och do fir déi Persounen, déi ënner Diskriminatioun leiden, ze ënnerstëtzen an ze begleeden. Mir sinn als Ministère permanent am Kontakt mat deene Leit. Ech denken, dass dat wichtig ass.

Wa mer hei iwwer verschidde Systemer elo geschwat hunn dans la création d'entreprise an enger dovun, wou de Mëtteg och hei d'Mikrokreditter ugesprach gi sinn, da muss ee soen, dass dat een Instrument ass fir géint d'Aarmutt an d'Exclusioun ze kämpfen an esou de Leit op eng einfach Aart a Weis Kreditter ze gi fir kleng Entreprises op d'Been ze setzen. Et ass awer och richtig, dass mer an Europa net ganz vill Erfahrung doranner hunn, mä dass et éischer en Instrument ass, wat bis haut haaptsächlech an der Drëtter Welt agesat ginn ass.

Mikrokreditter, well dat jo schon zu villen Opreegung gefuert huet, kéinte selbstverständlech Frae wéi Männer kréien. Et ass also

net, dass dat eng Exklusivitéit fir d'Frae wier. Esou kleng Kreditter si fir eng normal Bank ganz dacks net interessant, well se op där enger Säit grad esou vill Aarbecht bréngen wéi e grouse Prêt, mä awer net esou vill dorobber verdéngt ass. Eng Etüd iwwert d'Mikrokreditter huet a Frankräich gewisen, dass bei Problempopulationen d'Grënnung vun enger eegener Entreprise eng grouss Hëllef ka sinn, fir d'Reinsertioun ze maachen, esou Hëllef manner kaschte wéi Chômageallocatiounen an esou Programmer eng staark Ennerstëtzung vun de Pouvoirs publics brauchen. Mir wëssen awer och dass gefäert gétt, dass dat heiten eng Konkurrenz wier fir déi normal kleng Betriber, déi keng grouss Hëllef kréien.

A Frankräich gétt et esou e Fong, deen doranner schafft, an dee virun allem fir Frae virgesinn ass. A Frankräich sinn 28% vun de Créateurs d'entreprise Fraen, mä si presentieren awer 50% vun de Projeten. Et sinn also méi Dossiere vu Fraen, déi verworf ginn, wéi vu Männer. Dese Fong ass do fir d'Dossieren, déi vu Frae presentéiert ginn, méi geziilt ze ënnerstëtzen.

Dir kennt och déi aner Projeten, besonnesch déi an Däitschland vun der Ich-AG, wou gesot gétt, dass ee virun allem kucke soll fir d'Leit an der Aarbechtswelt ze behalen, an dass dat méi wichtig wier, wéi dass se géife Chômage kréien. Enn Februar sollten do déi éischt Zuelen ënnerbreet ginn. Do si mer zwar driwwer eraus, mä ech denken, dass mer déi an absehbarer Zäit wäerte kréien, an da muss ee gesinn ob dat eppes bruecht huet oder net.

Zu Lëtzebuerg hu mer zënter Joren an der Coopération au développement grouse Wäert geluecht op déi Projeten, déi iwwer Mikrokreditter finanziert ginn, besonnesch fir Fraen. Et ass festgestallt ginn, dass d'Fraen hir Prête besser erëmbezeue wéi d'Männer. Ech wëll elo hei kengem ze no trieden, et ass einfach eng Feststellung, déi gemaach gouf.

Zu Lëtzebuerg gétt et am Kader vun der ADEM och Hëllef vu Mikrokreditter, wann een eng Entreprise wëllt grënnen, an dat fir Demandeurs d'emploi, déi fir sechs Méint hir Gesamtschädigung kënnen beienee kréie fir en eegene Betrib opzemaachen. D'Hëllef entsprécht also dem Netto-Aarbechtslosegeld vu sechs Méint.

Wie kënnt esou Mikrokreditter géieren? Ouni Zweifel d'SNCI, de Ministère de l'Economie, de Ministère du Travail et de l'Emploi oder och de Ministère vun de Classes moyennes. Ech si gäre bereet all des Gedanken an e Grupp ad hoc matzuelen, dee geschafte muss ginn, fir iwwerhaapt ze kucke wéi mer eis Zuele vun de Femmes créatrices d'entreprises kënnen verbessert kréien.

Et gétt och e Projet mat der europäescher Kommissioun, wou mer als Fraeministère zesumme mam Conseil national des femmes zu Lëtzebuerg eng Etüd iwwert d'Engagementer maache wëllen an der Prise de décision bei de Partie fir d'Promotioun vun de Fraen an hiren eegene Reien ze maachen, mä awer och an der Wirtschaft. Un där Etüd huelen och d'Gewerkschaften deel. Mir huelen déi zwou Entreprises, déi de Prix féminin d'entreprise d'lescht Joer gewonnen hunn, dobäi, well déi virun allem sech dofir agesat hu fir Fraen op Responsabilitéitsposten ze kréien a Fraen an ontypesche Beruffer förderen.

Virubildung ass ee vun deene ganz wichtige Punkten, dat wësse besonnesch och d'Fraen, an duerfir ass och de Lifelong learning fir si en Thema, well ouni Virubildung wësse si ganz genee, dass eng Intégratioun an eng Réintegratioun um Aarbechtsmaart kaum méiglech ass.

Eng vun deene wichtige Moossnamen ass ouni Zweifel den Appren-

tissage pour adultes, wou d'Frae 40% vun de Persounen ausgemaach hunn, déi e Contrat d'apprentissage kritt hunn. Et ass eng nei Chance fir déi, déi bis elo kee Schoulofschloss haten. Eng Handwierkerler an allen Domänen steet op. Mir fannen allerdéngs och do d'Frae, genau wéi an der Schoul, an deenen traditionelle Beräicher erëm wéi an der Vente, an der Coiffure an an dem Sekretariat. Life long learning begräift awer och de Recyclage vu Persounen op der Aarbechtssich, déi berufflech Virubildung an d'Erwuessenebildung.

All Virubildung vun de Fraen an de Sproocher verbessert selbstverständlech hir Positioun fir zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen, zumools fir déi auslännesch Fraen. Dës Coursen, wou majoritär Frae sinn, ginn iwwer nei Technologien, si Basiscoursen oder si fir Aides socio-familiales.

Fir Virubildung ze förderen huet den Educatiounsministère mat de Sozialpartner eng Campagne fir d'Virubildung lancéiert. Dës gëtt cofinanzéiert mat den Entreprises zesummen. Iwwer Moossname fir deen individuellen Accès zur Virubildung gëtt am Educatiounsministère nogeduecht. Zesumme mat der Union des entreprises du Luxembourg si mer op der Sich no neie Weeër fir Fraen an Entreprises mateneen a Kontakt ze bréngen. Op dem Forum Femmes et Entreprises hate mir d'lescht Joer 180 Fraen, déi do direkt mat de Vertrieber vun de Betriber konnte schwätzen. Dat ass eng Experienz, déi äusserst positiv bewäert gouf a wou mer hoffen, dass mer domat kënnen virufieren.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Ginn et dann do Konkusiounen dozou?

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine.- Si sinn amgaangen ze kucke fir dat ze verbesseren. Et soll net esou sinn, dass een dohinner kënnt an nëmmen eng Kéier e Gespréich mateneen huet. Si sinn amgaangen ze kucke wéi vill Fraen effektiv do agestallt goufen. Mir hunn elo an där nächster Zäit e gemeinsame Rendez-vous mat dem Aarbechtsminister fir mat der Union des entreprises ze kucke wat dobäi erauskommen ass a wat ee kéint verbesseren, fir dass wierklech Resultater dobäi erauskommen.

D'Haaptbedürfnisser leien allerdéngs - an dat ass och echt, wann Der dat héiert -, den Aussoe vun de Fraen no, déi eng Virubildung maache wëllen, besonnesch an deenen neien Technologien op där enger Säit an an der Kannerbetreuung op där anerer Säit. Wat de Computertraining betrëfft gëtt et Formatiounen op allen Niveauen a besonnesch d'Chambres professionnelles an do d'Chambre des Employés privés biit méi héich Niveauen un. Dës Coursé sinn awer leider bei ville Fraen net genuch bekannt.

Den Aarbechtsministère respektiv d'ADEM ënnerstëtzt zahlreich Initiativen, déi exklusiv fir Frae sinn. Ech denken un déi PC-Coursé vu Femmes en détresse bei NAXI, d'Formation de formatrice en informatique, de Projet vun der Computerschoul an dem ADT-Zenter am Kader vun E-Lëtzebuerg an un de Cours vu Bürokommunikatioun vun Zarabina. Da gëtt et de Programm an den Internetstufen, dee sech spezifesch un déi Leit rieht, déi keen Zougang zu deenen neien Technologien hunn, net op der Aarbecht an och net an der Schoul. Hei besteet virun allem de Risiko, dass d'Hausfraen net kënnen doranner deelhuefen a vun deenen neien Technologien ausgeschloss sinn.

Zënter zwee Joer maache mir um Fraeministère eng Formatioun fir Formateuren a Formatricë wat de Gender-Training ubelaangt, well mer wëssen dass Fraen a Männer ënnerschiddlech un d'Léieren eruginn. Mir passen op wéi esou

Coursen opgebaut sinn. Mir si gäre bereet dës Coursen, wéi et gefrot gouf, op d'Personal vun dem Sozialberäich auszudehnen, wou déi éischt Kontakter amgaange sinn ze funktionéieren. Coursé fir Gender-Management gëtt et och am INAP a gëtt et och an Zukunft fir déi Verantwortlech, déi sech eben em de Plan inclusion këmmere. Dëst ass eng Demande, déi vu Bréissel komm ass, fir ebe just d'Aarmutt ënner dem Geschlechteraspekt ze evaluéieren an ze kucke wéi dat ka verbessert ginn. Coursé fir d'Léierpersonal, dat zoustänneg ass fir d'Schoulorientatioun, mä awer och Coursé fir déi Verantwortlech an de Jugendhaiser an Zesummenaarbecht mat dem Service national de la jeunesse.

Projete fir d'Gender-Formatioun fir Personalverantwortlecher an de Betriber ginn och dëst Joer ugebueden. Mir hoffen domadder e Schnéiballeffekt ze kréien, deen e Mentalitéitswiessel mécht, nei Lievensmodeller akzeptéieren am Privat- an am Berufsliewen, wou mer vun deenen traditionellen Normen ewechkommen. Mir wëllen och net, dass Fraen un d'Norme vun de Männer ugepasst ginn, well Fra a Mann lieve verschidden. Mir brauchen nei Modeller am Beruff an an der Famill.

E wichtege Punkt ass selbstverständlech - an do ass de Mëtteg och dacks drop higewise ginn - d'Garde vun deene Personnes dépendantes. Ouni Zweifel war d'Aféiere vun der Assurance dépendance an déi Ennerstëtzung, déi d'Leit doriwwer kréien, och vis-à-vis vun de Leit mat Behënnerungen, e groussen Avantage. D'Structures d'accueil ronderëm d'Schoul, wou zu 50% de Stat sech bedeelegt bei den Infrastrukturkäschten, zu 30% beim Aménagement vun der Spillplaz, zu 50%, och un de Reschtkosten déi bleiwe vun deem wat d'Elteren net kënnen bezuelen, si mir haut op 60 vun 118 Gemengen, déi esou eng Structure d'accueil hunn. 31 Gemenge bidden Hausaufgabenhëllef un, 33 Gemengen hunn e Ganzdagsservice fir Kanner, wou och d'Vakanze mat agebonne sinn.

D'Förderung vu private Crèches: Doduerch dass mer als Familljeministère eng ganz Partie vu Plazen elo akaaft hunn, erméigleche mir domadder deene Fraen oder deene Familljen, wou eventuell keng aner Crèche do ass, eng Plaz an enger privater Crèche zu deeneselwechte Präisser a Konditiounen ze kréie wéi am konventionéierte Beräich. Steierdeductiounen wiere méiglech fir Crèches d'entreprise.

(Coups de cloche de la Présidence)

Allerdéngs ass dovu bis haut ganz wéineg Gebrauch gemaach ginn. Et gëtt e Projet, deen heescht Fogaflex, dee vum Fonds social européen gemaach gëtt, wou et virun allem drëm geet fir Dagemütter auszebilden an déi e Projet fir hire Statut virbereeden. Mir hunn de Moment eng Waardelescht vu 400 Leit, déi d'Formation d'aide socio-familiale maache wëllen. Och do kënnten eng ganz Partie vun neie Gardes d'enfants sech draus erginn.

Ech denken och, dass de Précoce - dat ass zu Recht, ech weess net méi vu wem, gesot ginn - net allequerten déi Problemer léist fir d'Kanner, wann d'Eltere schaffe ginn. En ass awer wichteg fir d'Integratioun, besonnesch vun net Lëtzebuerg Kanner a vu behënnerter Kanner. Fir Elteren ass et besonnesch wichteg, dass se wëssen, wa se zu zwee schaffe ginn oder eleng erzeiend sinn, dass hir Kanner gutt versuergt sinn. Déi Geforen, déi ëmmer bemoolt a gemoolt ginn iwwer d'Ganzdagscrèches, an do wëll ech den Deputéierten a Buergermeeschter vu Suessem em Hëllef ruffen, dass dat ganz wéineg Kanner sinn, déi vu moies siwe bis owes siwen Auer an der Crèche bleiwen. Elteren, déi hir Kanner net mussen do loossen,

kommen hir Kanner méi fréi sichen. Ech denken, dass dat esou ass wéi mer eis dat virstellen a wéi mer et gären hätten.

Ech hunn nach de Mëtteg mam President vum Syvicol geschwat, dass mer eis an deenen nächste Woche gesi wäerte fir eis an de Gemenge mateneen ze concertéieren fir nei Modeller a méi Flexibilitéit fäerdeg ze kréien. Dir kënnt dann do alleguerten Är Doléances soen. Mir hoffen, dass mer do op eng verstänneg Äntwert kommen.

Eng Erausforderung si selbstverständlech och d'Kanner an de Betriber oder an der Wirtschaft. Do muss mer ouni Zweifel méi familjefrëndlech Betriber kréien. Ech wëll och do soen: Wann d'Leit, déi schaffe ginn, zefridde sinn an hirem Betrib, da si se méi produktiv, si se manner dacks krank gemellt, an dat ka jo nëmmen am Interesse vun de Betriber selwer sinn. Och dat, mengen ech, muss mer besser verkaaft kréie bei de Betriber, fir dass se selwer dat och esou gesinn.

No de Propositione fir d'Reesgeld an d'Garde d'enfants ass gefrot ginn. Mir wëllen net nëmmen dat viruféiere fir Leit, déi Alleinerzieher sinn, mä dat ausdehnen op Famillje mat klengem Akommes a kucke wat eventuell de Problem war, well effektiv ganz wéineg dovunner profitéiert ginn ass. De Congé parental, wat sécher eng Verännerung vun de Geschlechterrollen ass, mä wou mer och emol wëllen, datt de Papp eng Erziehungsverantwortung huet, well et ass wichteg fir d'Kanner, dass se an hirem Papp doranner e Virbild hunn an net nëmmen esou Männer kenne léieren an der Televisioun oder an de Videoen, mä dass se och an der Praxis gesinn, dass dat vu grousssem Wäert ass.

Mir wäerten den 19. März nach eng Kéier an der Tripartite doriwwer diskutéieren, a mir hoffen dass mer do zu deene Konkusiounen kommen, déi mer eis erwënschen. Ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass och hei an der Chamber, esou wéi ech dat de Mëtteg hei héieren hunn, eigentlech keen Zweifel besteet an och kee wäert wëlle mat op de Wee goe fir dee Congé parental vu sechs Méint op dräi Méint erof ze setzen.

D'Systemer vun der Sécurité sociale: Do wëll ech un dee Groupe de travail erënneren iwwer d'Individualiséierung vun de Rechter, wou virun allem och mat statistischem Material emol iwwerhaapt d'Situatioun vun der Fra soll duergestellt ginn a wou et virun allem och em d'Erhale vun der Berufscarrière geet. D'Droits dérivés ginn an dëser Regierung net ofgeschaf. De Groupe de travail huet eng Proposition fir iwwer individualiséiert Systemer an der Sécurité sociale nozedenken.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll lech just soen, dass de Minister an der Justiz amgaangen ass doranner ze schaffen. Ech denken, dass et vläicht sénnvoll ass hien an deenen nächste Méint eng Kéier d'Kommissioun kommen ze loossen, fir och do déi prezis Propositionen mat him ze kucken.

D'Madame Stein hat hei eng ganz Rei vu Problemer ugeschwat, déi am Logement bestinn. De Ministère vum Logement huet zënter Enn 2001 hire Programme d'action mat 29 Moossnamen, wou et virun allem och drëm geet en Accès zu engem Logement ze verbesseren, esougut beim Loue wéi beim Kafen, wat nach ëmmer eng Prioritéit ass, wou de Stat finanziell Hëllef zu 70% beim Bau oder Kaf vu Logementer ka gi fir d'Gemengen oder öffentlech Promoteuren, besonnesch fir déi Leit mat klengem Akommes, fir Groussfamilljen, fir

eeler Leit a fir behënnerter Leit. Ouni Zweifel géifen och do allein stehend Fraen oder Fraen, déi schlecht dru sinn, dodrënner falen.

D'Allocation de loyer ass eigentlech net ugesi ginn als eppes wat gutt wier, well et riskéiert just d'Präisser vun de Loyeren erop ze driewen, wat awer deenen eenzelne Persounen dofir net méi hëlleft. Dofir sinn awer zwou aner Moossname virgesinn. Déi eng ass d'Loyersgarantie, wouvunner besonnesch déi Leit mat klengem Akommes profitéieren kënnen, well se dräimol de Loyer als Kautioun kréie kënnen an eng Kéier de Loyer fir d'Agencékäschte kréie kënnen an dann och nach ee Loyer als Avance fir d'Plännerkäschten, wat dann eigentlech fënnef Loyeren ausmaachen, wat ewell net schlecht ass.

Den 19. März ass jo hei an der Chamber iwwer de Logement eng Diskussioun, an et wier sécher wichteg, wann Der dat do géift nach eng Kéier zur Diskussioun bréngen.

Op d'Pauvretéit hei zu Lëtzebuerg si Verschiddener vun lech agaan. Zënter 1986 bedriewen déi verschidde Regierungen eng Politik, déi net nëmmen eleng op déi finanziell Aarmutt ausgerichtet ass, mä wou och den RMG an deem Kader entstanen ass. Hie gëtt d'Recht op e Mindestakommen, wéi och d'Recht op Moossname fir eng sozial Integratioun an eng Berufsreinsertioun.

D'Kommissioun gesäit d'Aktivatioun vun de Fraen am Kader vum RMG als en Element vun der Fraeförderung un. Hir feelen awer déi spezifesch Begleedungsmoossnamen. Do wëll ech just soen, dass am Artikel 8 vum RMG-Gesetz steet, dass e Kontrakt zwëschen der Persoun, déi an eng Aarbechtsmoossnam geet, an dem SNASS virgesinn ass. An deem Kontrakt steet ganz kloer wat den Inhalt vun der Moossnam ass, awer och all Hëllef, déi dës Persoun kritt, dorënner personaliséiert Sozialbegleedung. All Fra an enger Aarbechtsmoossnam vum SNASS kritt hir eege Begleedung, wa si dat wënscht.

Wat d'Pension alimentaire ugeet ass ervirzehiewen, dass se am RMG-Gesetz considéiert gëtt an dass den Artikel 21 vun deem Gesetz de sozialschwaaachste Frae während enger Period vu mindestens sechs Méint eng Allocation complémentaire garantéiert, wa se Démarché fir hir Pension alimentaire muss maachen. An deem Fall biit d'RMG-Gesetz mat vill Flexibilitéit eng direkt Hëllef un.

Duerch d'Ännerung vum RMG-Gesetz vun 1999 ass d'Kannerbetreuung net méi automatesch e Motiv fir eng Dispens vum Aarbechtsmaart ze kréien, dat virun allem am Interesse vun deene Fraen. Mir stellen awer fest, dass besonnesch vill Fraen d'Dispens kréie wëinst Kannerbetreuung. 376 Fraen a 16 Männer. Vun dese Frae si 46%, déi eleng mat hire Kanner liewen. Mir wäerten och an Zukunft déi Dispensé méi geziilt ënner dem Gender-Aspekt ënnersichen, fir net och do deeselwechte Feeler ze maachen, dass nëmme méi Fraen dorënner fale wéi Männer, nëmme just well se ebe Frae sinn.

D'Donnéen iwwer d'Aarmutt am Kader vum Plan inclusion, do wäerte mir kucke fir déi méi genee ze kréie wat d'Männer an d'Fraen ubelaangt.

De Service d'action sociale wäert an Zukunft seng Statistiken no de Geschlechter opschlüsselen, esou séier wéi mer d'Méiglechkeeten dofir hunn. Och eng Formatioun wäert gemaach gi fir all déi Leit, déi dora schaffen.

Op där anerer Säit fanne mir, an dat ass nach interessant ze wëssen, dass besonnesch d'Femmes monoparentales deen héchsten Taux d'activité hunn. Och dat ass eppes wat wichteg ass, wann een op där enger Säit seet, dass der

esou vill net kënnen schaffe goen, op där anerer Säit si awer méi un Aarbechtsmaart sinn a wou dann ëmmer erëm d'Fro sech stellt: Wat heescht hei de Choix ze hunn? Wien huet iwwerhaapt d'Méiglechkeet a wien huet se net?

Hei ass och geschwat ginn a kuerze Wierder iwwer de Fraen- an iwwer de Mënschenhandel. Do wëll ech soen, dass ewell 1995, 1996 - do waart Dir nach net hei, Här Colombara, dofir kënnt Dir dat vläicht och net wëssen, Dir kënnt dat awer noliesen - ganz heroesch Diskussiounen hei gefouert gi sinn. Dir hutt och gesot, Dir géift mer hëllef. Dir hutt mer awer net gesot, wéi Der mer géift hëllef. Mir si wierklech op d'Hëllef vu jiddferengem ugewisen. Mir hunn och do Wëlles en Aarbechtsgrupp anzesetzen, fir ze kucke wéi mer déi ganz Fro iwwer d'Artisten an d'Artistinnen aneschtens kënnen handhaben, a wou mer och wëlle Spezialisten a Spezialistinnen aus Holland a Schwede komme loosse, déi Experienz hunn. Holland huet d'Prostitutioun agefouert als Beruff, an a Schweden ass d'Prostitutioun ganz verbueden. Wichteg wieren Informatiounen a Rotschléi vun deene Leit ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn dass meng 40 Minuten eriwuer sinn. Männer a Fraen hunn e Recht op Aarbecht. Männer a Fraen hunn e Recht op eng Famill. De Choix vun deem Einzelnen, de Choix vun de Familljen hu mir ze respektéieren, net ze beuerteelen, nach vill manner ze veruerteelen. Mir hunn d'Flicht op d'Rechter an d'Flichten an och op d'Risiken hinzewisen, mä d'Entscheidung mussen d'Leit selwer treffen. Mir all zesumme mussen si e familjefrëndlecht Umfeld surgen, ob dat als Regierung, als Chamber, als Gemeng oder och als Sozialpartner ass, fir d'Entscheidung vun de Männer a Fraen iwwerhaapt och wierklech méiglech ze maachen.

Eist Sozialnetz muss ebenfalls ëmmer erëm deenen neien Erausforderungen ugepasst ginn, fir ze verënnern dass Jugendlecher, Männer a Fraen, an d'Aarmutt falen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwer d'Motiounen, déi während dem Débat abruucht gi sinn. D'Madame Renée Wagener huet d'Wuert.

Motions

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt just kuerz eppes zu deenen zwou Motiounen soen, déi eis virgeluecht gi sinn. Mat der Motioun iwwer d'Mikroreditur hu mer weider keng Schwierigkeeten. Mat där anerer Motioun eigentlech och net, mä mir sinn awer wierklech relativ erstaunt iwwer dee Virstouss, deen elo hei gemaach gëtt an och iwwer d'Ennerschrëften, déi ënner där Motioun stinn, wou et d'rëm geet, dass ventiléiert Donnéeë par sexe sollen an allen Domainen an op allen Niveauen opgestallt ginn.

D'Madame Err hat virdu schonn drop higewisen, dass mer bei der Diskussioun iwwer de Projet de loi vun der Loi électorale hei sang und klanglos mat eise Forderungen ënnergaange sinn, wat dee Punkt betrëfft. Ech gesinn och Leit aus der DP, déi déi heite Motioun mat ënnerstëtzen, sou dass ech do awer ee ganz kleng Widdergespruch trotzdeem wëllt feststellen. Ech weess net, ob Der elo méi klug gi sidd wéi Der nach viru 14 Deeg waart oder wéi dat ze erklären ass, op alle Fall natierlech kënnen mir nëmme begréissen dee Fortschritt, deen do stattfonnt huet.

Ech hu gesinn, dass mer ee Blat ausgedeeelt kritt hu vum Statec, wou drop higewise gëtt dass dem Statec seng Statistike souwéi sou scho sexventiléiert géife ginn. Ech

weess net wien deen Ziedel ron-derem goe gelooss huet, ob e vu Regierungssait kënn oder vun enger vun de Fraktiounen heibannen? Ech weess och net, ob en iergend-epes oder de Géigendeel soll be-weisen, wéi dat hei gemengt ass? Ech weise just drop hin.

M. le Président.- Et ass d'Madame Ministerin, déi deen Dépôt gemaach huet, mat dem Wonsch dass et soll ausgedeelt ginn.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Et steet Ministère de la Famille drop, mä do kann ee vill Interpretatiounen derzou ginn. Mir wëssen dat dann elo.

(Bruits de fond)

Et ass wierklech net esou einfach hei ze schwätzen. Ech wëll just soen, dass de Statec net dat een-zezt Institut ass, dat Zuelen op-stellt, an dass dat dann an deem Sënn just een Aspekt vun der gesamter Realitéit zu Lëtzebuerg ass, mä dass et aner Instituter gëtt déi esou Zuelen zesumme stellen a bearbechten, an dass déi dann natierlech och mussen deen do Ef-ort maachen. Fir de Rescht, wéi

gesot, wäerte mir déi zwou Motiou- ne kënnen stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Nicklaus-Faber.

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gemengt als Rap- portrice kréisich ech als éischt d'Wuert. Ech wollt nach eppes soen zu der éischer Motioun.

Dee Pabeier, dee mer elo kritt hu vum Statec, do geet Rieds dra vu „la plupart des tableaux“, et steet net do all d'Tableauen. „Un grand nombre de publications“, et steet net do all d'Publikatiounen.

Op jidde Fall ass et esou, dass mir an eisen Aarbechten eng ganz Partie Ennerlagen net haten - ech weess net, ob se do sinn oder net -, well bei der Pauvretéit konnte mir keng Differenz maache wien aarm ass: Wéi vill Fraen, wéi vill Männer? Do gëtt et nëmme global Chifferen. Déi Motioun ass also guer net su- perfétatoire.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fortschritt bei der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ass jo da spierbar, well mat mengem Accord meng Kolleegen effektiv, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, vläicht wéinst dem Dag vun haut, dat doten ënnerschri- wen hunn. Ech wëll lech just nëm- me soen, dass dee Fortschritt awer bei mir perséinlech ophält.

A titre tout à fait personnel stëm- men ech dat doten net, sondern ech enthalte mech. Normalerweis stëmmen ech Saachen, déi ech verstinn, a wann ee mer ent- zwousch schreift eng „approche sexospécifique“, do weess ech net wat dat ass. Déi Terminologie steet och net am Petit Robert. A wann een dann d'Regierung opfuert, a besonnesch eng Ministerin wéi d'Madame Jacobs, déi schonn esou vill gemaach huet an deene leschte véier Joer fir d'Fraen an hi- rem Familjeministère, opfuert nach méi ze maachen, „de manie- re plus soutenue“, dat ass schonn eng Kritik vis-à-vis net nëmme vun der Regierung, mä besonnesch vis-à-vis vun där Ministesch.

Doriwwer eraus wëll ech lech soen,

well ech weess net, well dat ass net spécifiéiert, wat fir eng Efforten dass se soll maachen, et steet just do „plus soutenue les efforts“.

Wat ech nach net verstinn, dat ass „établissement de données ven- tilées par sexe dans tous les do- maines“. Dat ass eppes, dat ver- stinn ech och net. An étant enten- du dass do eng Rei Saachen dra sinn, déi ech perséinlech, ech weess och net aus wat fir enge Grënn, net ka verstoen an och net verstinn, kann ech ebe perséinlech dat doten net stëmmen an ech ent- hale mech, mä meng Fraktioun, aus deene Grënn, déi ech lech ge- nannt hunn, an och aus politesche Grënn, meng gesamte Fraktioun, ausser mir, wäert déi Motioun stëm- men.

(Hilarité)

M. le Président.- Et huet elo jidderree geschwat. Mir stëmmen also dann of.

Votes

Wie fir d'Motioun 1 ass, ass gebie- den d'Hand an d'Luucht ze hie- wen.

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, dass déi grous Majori- téit fir déi Motioun ass.

D'Motioun 1 ass ugeholl.

(Interruptions diverses)

Et ass awer duergaangen.

(Interruptions)

Wann eng Stëmm weider ass, dat geet schonn duer.

Mir kommen dann elo zur Motioun 2.

Déi ass jo och explizéiert ginn a mir kënnen, mengen ech, direkt driw- wer ofstëmmen.

Wien also fir d'Motioun 2 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mir stelle fest, och dës Motioun ass mat enger grousser Majoritéit uge- holl, an domadder wiere mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzung ass muer de Moien a fänkt um néng Auer un.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.26 heures)

Ordre du jour

1. Communication
2. Interpellation de M. Marc Zanussi sur l'élaboration d'un plan sectoriel Transport pour le Bassin minier
(Discussion générale)
3. Dépôt d'une proposition de loi
4. Interpellation de M. Marc Zanussi sur l'élaboration d'un plan sectoriel Transport pour le Bassin minier
(Discussion générale - suite - Motions - Votes)
5. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (Vote)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Henri Grethen, Minis- tre.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communication

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatioun ze maachen:

Gëschter, den 11. Mäerz, huet de Budgetsminister Luc Frieden de Projet de loi 5105 iwwert de Baitritt vu Lëtzebuerg an déi asiatesch Entwécklungsbank déposéiert:

- *Projet de loi 5105 relatif à l'adhé- sion du Luxembourg à la Banque Asiatique de Développement.*

Mir kommen direkt zur Interpella- tioun, déi vum Här Zanussi ugefrot ginn ass. Et sinn ageschriwwen: d'Hären Norbert Hauptert, John Schummer, Gast Gibéryen, Jean Huss, Serge Urbany a Fred Sun- nen.

D'Wuert huet den Interpellant, den honorabelen Här Zanussi.

2. Interpellation de M. Marc Zanussi sur l'élaboration d'un plan sectoriel Transport pour le Bassin minier

M. Marc Zanussi (LSAP), in- terpellateur.- Här President, Dir

Dammen an Dir Hären, d'Interpella- tioun vun haut huet eng relativ laang Virgeschicht. Ech hat déi Interpelliatioun am Juni 2001 ugefrot gehat, aus der Iwwerleeung eraus dass deemools iwwert dee Plan sectoriel Transport vill geschwat ginn ass, Plan sectoriel dee säiten der Regierung annoncéiert gi war.

Ech wëll agangs e puer Merciën deene Leit ausdrécken, déi mir bei der Virbereedung vun der Interpella- tioun gehollef hunn, déi eng oder déi aner Informatioun zesummen ze droen: verschidde Vertrieder vu Bureaux d'études, eenzel Fon- ctionnaires aus de Verwaltungen, Vertrieder a Vertriederinne vu Bier- gerinitiativen, de Mouvement éco- logique. All hu se duerch hir Beiträg op eng ganz interessant Aart a Weis déi Diskussioun beräi- chert.

Ech wëll awer och mäi Bedauern ausdrécken iwwert d'Tatsaach, dass ee Bureau d'études, deen ech kontaktéiert hat fir de leschte Stand gewuer ze gi vum Plan sec- toriel Transport an iwwert déi aktu- ell Entwécklung, refuséiert huet mech ze begéinen, well e vun der Regierung verbuede kritt hat een Deputéierten ze ëmfänken. Si hu mir dat och schréfflech matge- deelt, dass se mech net dierften ëmfänken. Ech fannen, dass dat kee grousst Zeeche vun Transpa- renz ass a keng gutt Aart a Weis fir d'Diskussioun ze animéieren.

Wëssend, dass de Plan sectoriel Transport een Element ass fir d'Er- stelle vun engem landeswäite Kon-

zept, a vun dohier ass et nëmme normal dass et och e puer Beräi- cher gëtt, déi iwwert de Süden erausginn, déi verkéierspolitesch relevant sinn an déi och mussen ugeschnidde ginn, dëst beson- nesch well am Süden vill iwwert d'Rekonversioun vun den Indus- triebroche geschwat gëtt an do- mat verbonnen d'Absicht vun der Regierung villes ze dezentraliséie- ren, wat mat sech wäert bréngen, dass eng Rei vun zousätzleche Be- wegunge wäerte kommen. Fir deen zousätzlechen Trafic ze géréieren, brauch ee selbstverständlech e kohärent Gesamtkonzept.

Bei der Formulatioun vu menger In- terpellatioun hunn ech wuel de Plan sectoriel Süden ugeschwat, hunn awer d'Gewichtung op den öffentlechen Transport an Ver- gleich mat dem Individualverkéier, der Landesplanung, dem inte- griierten Transport an der Strate- gie vun der Eisebunn an deen Text era formuléiert, fir d'Diskussioun e bësse méi breet ze fächeren.

D'Regierung bastelt scho während enger ganzer Rei vu Joren un deem Plan sectoriel, dee vum Minister Wolter viru Jore schonn annoncéiert gi war. Ech denken, dass an där Zäit téschent dem An- noncéiere vun deem Plan sectoriel vun der Regierung an haut keng Politik am eidele Raum gemaach ginn ass, well an der Zwëschenzäit ass och dat eent oder dat aner ge- schitt. Et sinn Aussoen iwwer Stroossebaupolitik gemaach ginn, iwwert de Projet Mobilitéit.lu an aneres méi. Ech gesinn dës Inter- pelliatioun an deem politesche Pro- zess.

Dës Interpellatioun ännert näischt un der Aktualitéit, d'Thema ass méi wéi jee aktuell. D'Situatioun op eise Stroosse gëtt vun Dag zu Dag méi chaotesch an et gesäit ee mëttel- fristeg keng Perspektive wéi dat kënn geléist ginn.

Et arrangéiert sécherlech d'Regie- rung an den Transportminister, dass d'Interpellatioun elo eréischt kënn, well téschent Juni 2001 an haut war d'Geleeenheet fir de poli- tesche Bilan duerch e puer Pro- jeten opzebesseren.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports.- Här President, ech wëll dem Interpellant ganz klar soen, dass et mech guer net ar- rangéiert. Ech soutz schonn eng Kéier hei an der Chamber an dunn huet d'Chamber décidéiert, d'Inter- pelliatioun vum Ordre du jour ze huelen. Ech géif also dréms bie- den, net esou Saachen an d'Welt ze setzen.

Des voix.- Très bien.

M. Marc Zanussi (LSAP), in- terpellateur.- Här President, deen Datum hei ass vum Här Grethen festgeluecht ginn. D'Interpellatioun ass wuel eng Kéier veruecht ginn, awer mam Accord vun der Regie- rung. Ech maache just e Constat, net méi an net manner. Et ass éischer e Virdeel wéi en Nodeel fir d'Regierung, dass d'Interpellatioun elo eréischt stattfënt, well an Zwë- schenzäit ass den IVL an Optrag gi ginn a Mobilitéit.lu ass presentéiert ginn.

Wann een iwwert Transportpolitik am Allgemenge schwätzt an iwwer Mobilitéit, muss een natierlech soen, dass dat net nëmme eppes mat Transport ze dinn huet, mä awer och mat Liewenspolitik, an domat wäre mer beim Thema Kli- maschutz.

Dës Regierung schwätzt an deene leschte Méint net méi allze oft iwwert dës Thema, obwuel d'Regie- rung Enn 2001 d'Kyoto-Ofkommes ënnerschriwwen huet, dat beset dass d'CO₂-Emissiounen musse bis d'Joer 2012 ëm 28% reduzéiert ginn. Wann ee weess, dass 1998 ee Véierel vun den einheimischen CO₂-Emissiounen oder dräi Tonne pro Awunner eleng op de Stroosse- verkéier zréckzeféiere sinn, ouni dass do den Tanktourismus berücksichtegt ass, deen am Joer 1998 eleng fir 35% vun deenen Emissiounen verantwortlech war, dann ass dat ee Chiffer deen erschreckt, deen awer confirméiert gëtt duerch dee leschte Sondage vun der ILReS, wou draus ervir- geet, dass 16% vun den Autoen, déi an eist Land eraufueren, nëmme komme fir ze tanken.

Am Mäerz 2002 konnt een aus den Aussoe vum Här Staatsminister eraushéieren, dass deen Objectif, deen d'Regierung sech gesat hat, relativ ambitiéis war an dofir och schwéier ëmzesetze war.

Do hätt ech dann och eng Fro un d'Regierung: Wëssend, dass ee Véierel vun deenen Emissiounen duerch den Transport ausgeléist ginn, wëssend och, dass et op der Sait vun der Regierung e Pro- gramm gëtt vum Umweltministère fir ze kucke fir dës Objektiv ze er- reechen, mengen ech huet d'Re- gierung sech éischer an d'Ri- chung geschloe fir op de Wee vu Kompensatiounen vu Projeten am Ausland ze goen, fir dës Objektiv ze erreechen. Wéi wäit ass d'Ëmsetzung vun deene Projete fortgeschritt a weini gedenkt d'Re- gierung dës Objektiv nach kë- nen ze erreechen?

E wichteg Element bei der Lan- desplanung ass dat vun den In- strumenter, déi ee sech gëtt, fir déi Landesplanung ze organiséieren. D'Regierung huet viru Méint déci- déiert en integréiert Verkéiers- a Landesplanungskonzept an Op- trag ze ginn. Dat Konzept ass op enger Pressekonferenz vun dräi Ministere virgestallt ginn: der Mme Hennicot-Schoepges, dem Här Grethen an dem Här Wolter. U sech ass dat eng gutt Saach, wann eng Regierung sech esou en Instru- ment gëtt. Ech denken, dass et och eng gutt Saach ass fir iwwert deen do Wee eng Rei vu Verkéierspro- blemer vum Süden an de Grëff ze kréien, bleiwen awer der Meenung, dass den Zäitpunkt fir esou een Optrag ze ginn ze spéit ass. Et ass schonn ze vill Zäit verluer gaangen ass. Wann een esou eppes wéi dat do wëllt maachen, da mécht een dat am Ufank vun enger Legislatur- period an net zum Schluss.

(Interruptions)

Des voix.- De Mikro funk- tionéiert erëm.

Här Zanussi, Dir musst erëm vu vir ufänken.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports.- Här President, ech hu kee Problem dermat, dass den Här Zanussi erëm vu vir ufänkt, well bis elo huet en nach guer net iwwert den Transport geschwat.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Den Här Grethen ass anscheinend op engem Ouer daf!

M. Marc Zanussi (LSAP), in- terpellateur.- Här President, ech géing mat mengen Ausféierunge

weiderfueren. Den IVL ass, menger Aschätzung no, ze spéit an Optrag gi ginn. Et dauert ze laang bis d'Resultater virleien, an ech hunn de Verdacht, dass d'Regierung et hei d'selwecht handhaabt wéi mat der Schoulpolitik, wou an deenen éischte Joren näischt gemaach gëtt an dann zum Schluss vun der Legislaturperiod Projeten op den Dësch kommen, wéssend dass déi Entscheedungen, déi aus deene Projeten ervirginn, net méi kënne geholl ginn, an doduerch se keng Opposition am Land brauchen a Kaf ze huelen. D'Regierung hofft mat där do Prozedur sech bis zu deenen nächste Wahlen ze retten. Ech sinn awer der Iwwerzeugung, dass d'Leit dat dote Spill duerchkucken.

A wann ech dann iwwert den IVL geschwat a gesot hunn, dass dat u sech een interessanten Objet ass an eng gutt Saach, stelle sech dach awer, Här Grethen, an dat huet och mam Süden ze dinn, ob Dir dat wëllt oder net, eng Rei vu Froen, wat deen IVL dann u sech soll sinn. An déi Froen, déi si menger Aschätzung no pertinent.

Wat fir e politesche Stellewäert huet dat Dokument, wat do erschafft ginn ass? Gëtt et e politescht Handlungsinstrument vun der Regierung? Bleift et eng weider Broschür wéi Mobilitéit.lu oder aner? Wéi gesäit d'Abannung vun de Gemengen an dee Prozess aus? Wéi gesäit d'Abannung aus vun deenen aneren Transportpartner: d'Eisebunn, den TICE, d'AVL? Wat fir eng Strategie huet d'Regierung fir interesséiert Bierger an deem do Prozess mat anzubannen? Alles dat si Froen, déi wichteg sinn.

Wéi prezis gëtt dat do Dokument? Wat fir eng Virgaben huet de Bureau kriti? Kënne Projeten, déi vun der Regierung annouciéiert ginn, a Fro gestallt ginn? Kann de Büro déi Fro vum BTB-Projet oder vum schinnegebonnenen Uschloss an den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg nach eng kéier diskutéieren? Ass et eng Tatsaach, dass verschidde Stroossebauprojekte wéi d'Westtangente vun der Nordstrooss, de Contournement vu Bascharage an Dippech, d'Verbreederung vun der Diddelenger Autobunn vu véier op sechs Spuren, net méi daerfen am IVL diskutéiert ginn? Alles dat si Froen, op déi et interessant wär eng Äntwert ze kréien. Ech denke schon, dass déi mat Transport eppes ze dinn hunn.

Dann zum Thema Mobilitéit.lu, en Dokument wat am Joer 2001 am Januar presentéiert ginn ass, alt erëm eng kéier e schéint faarwegt Dokument, mat faarwege Landkaarten, mat Gleiser, mat Garen, mat Park & Riden a mat ähnlech. Bei enger detaillierter Analyse gesäit een, dass vill vun deene Projeten, déi a Mobilitéit.lu erëm ze fanne sinn, aus dem Plan directeur vum Joer 1998 enner anerem stamen, goufen eng Rei vu Schinneprojete fir de Süde virgestallt, wat unni Zweifel eng gutt Saach ass. Allerdéngs ass an deem Projet d'Schinnenubannung vum Stadszentrum net méi dran. De Konzept fousst op der Tatsaach, dass et e Park & Ride gëtt, wou d'Leit mam Auto hifueren, mam Zuch an d'Stad fueren, erëm erausklammen a mam Bus an d'Stad eraufueren. Dat ass e Projet an eng Iddi, déi duerchaus diskutéieren swäert sinn, well ech d'Meenung vertrieben, dass e Konzept, wann et esou fonctionnéiert, deem Bedürfnis an deem Zil dat mer verfolgen, nämlech d'Leit iwwert den offentlechen Transport an d'Stad ze kréien, net fonctionnéiert, well ganz einfach an der Stad d'Busspuren, d'Bussen iwwerfëllt sinn an et grouss Kapazitätsproblemer gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen dass mat deem dote Projet de Problem vu der Mobilitéit net ka geléist ginn an dat doten och keng Alternativ zum BTB-Projet duerstellt. Ech hunn dann interessanterweis am Leitartikel vum Lëtzebuurger Wort, den

28. Januar 2002, och emol eng kéier déi doten Ausso héieren an et ass interessant...

(Interruptions)

...a gutt ze héieren, dass och mol eng kéier déi doten Ausso net vu der LSAP gemaach gëtt, mä vu engem aneren Deel a vun enger anerer Press.

Zur Mobilitéit.lu hätt ech dann och eng ganz Rei vu Froen un de Minister. Déi Fro bezéie sech dorop wat Mobilitéit.lu dann eigentlech ass a wat et net ass. Ass dat doten d'Verkéierskonzept an d'Meenung vun der ganzer Regierung? Ass et nëmmen déi vun der Demokratescher Partei an hirem Minister? Ass et leedeglech eng Broschür? Ass dat d'Verkéierskonzept, wat a Mobilitéit.lu presentéiert gëtt, dat Konzept wou d'Majoritéit an der Chamber derhannert steet? Ass dat doten dat Konzept wou d'Majoritéit vun der Chamber mengt, dass d'Verkéiersproblemer vum Süde kënne geléist ginn? Mir hunn hei an der Chamber nach ni iwwer Mobilitéit.lu diskutéiert. Ech erënneren drun, dass, wéi d'Diskussion iwwert de BTB-Projet war, et e Rapport ginn ass an eng Motioun. Et gëtt also keng politesch Auseinandersetzung iwwert deen doten Dossier an ech wär frou, wann ech déi dote Froe vu Säite vun der Regierung kënnt beäntwert kréien.

Wann een dann iwwert Transportfroen, a méi spezifesch Transportfroen am Süde schwätzt, muss een natierlech och e puer Wuert iwwert d'Eisebunn verléieren. Ech denken, dass d'Eisebunn an deene Froe vun Transportpolitik hei zu Lëtzebuerg eng grouss Bedeitung huet, a wann ee gesäit dass de Landesverband sech virun e puer Deeg mat der Situatioun op der Eisebunn beschäftegt huet, da mengen ech, dass dat, wann haut eng Interpellatioun ass, och ee Wuert verdéngt, wéssend dass mer nach d'Chance kréien an enger Interpellatioun vum Här Bausch am Detail doriwwer kënne ze schwätzen.

D'Eisebunner maache sech Suerge ëm hir Personalsituatioun, ëm d'Aarbechtskonditiounen, ëm d'Material, ëm de Fierpark an ëm d'Infrastrukturen, de Centre de maintenance an Ähnlech.

D'Eisebunnsdirektioun an d'Regierung hunn dee Betrieb schlecht op déi Liberalisierungsauferderunge virbereet. Et gëtt nach ëmmer keng kohärent Eisebunnsstrategie, weder fir de Gidderberäich, nach fir de Südentransport, weder fir de Süden nach fir d'ganz Land. Fir hir Aufgab ze maache brauch d'Eisebunn anstänneg Aarbechtskonditiounen. D'Eisebunn brauch Personal, an dozou gehéiert eiser Aschätzung no och eng CFL-Gesellschaft mat engem integrierte Service-Ugebuet fir Gidder a fir Persounen, an dat neit Material, dat gebraucht gëtt, war laang gewosst, dass et gebraucht gëtt, allerdéngs war d'Déisioun hypothekéiert duerch d'Fro: BTB oder net BTB? An des Regierung, déi jo vun Ufank u gesot huet, dass se kee BTB-Projet wëllt realiséieren, hätt also missen direkt nom Untrëtt dofir suergen, dass neit Eisebunnsmaterial géing bestallt ginn. Si huet dat versäimt, mat der Tatsaach dass dat neit Material fréiestens am Joer 2004 kënnt. Och hei ass ganz vill Zäit verluer gaangen, ier d'Voyageure vun deem neien Zuchmaterial kënne profitéieren.

Mir hunn eis als LSAP och fir eng Kapitalerhéijung vun der Eisebunn ausgeschwat, déi d'Finanzéierung vun deem dote Material ofséchere soll an och dofir plädéiert, dass d'Eisebunn mat der Regierung laangfristeg Kontrakter soll maachen, fir de Personentransport ze organiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent dem Material brauch d'Eisebunn awer och Infrastrukture fir hir Reparaturarbeiten an hir Aarbechten insgesamt ze maachen. Do schaffe ganz vill

Leit an ech vermessen, dass scho laang näischt méi iwwert de Centre de maintenance, scho laang näischt méi iwwert d'Busgarage vun der Eisebunn geschwat gëtt. Och dat sinn eiser Meenung no Prioritéiten, déi onbedéngt mussen erfüllt ginn, fir dass d'Eisebunn anstänneg ka fonctionnéieren, an iwwert déi dote Moosnamen, déi ech elo hei virbruecht hunn, wëllt ech och eng éischt Motioun dem Här President iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les tendances inquiétantes au niveau européen vers une libéralisation progressive de certains services publics, comme par exemple le transport de personnes et de marchandises;*

- *soulignant qu'il est de la compétence du Gouvernement de veiller à ce qu'un service public de qualité accessible pour tous les usagers soit garanti;*

- *considérant que l'entretien normal du réseau ferroviaire doit rester assuré;*

- *sachant l'intention du Gouvernement d'investir dans de nouveaux projets ferroviaires;*

- *rappelant qu'il faut donner à la Société des Chemins de fer les moyens nécessaires à la bonne gestion de ses activités;*

invite le Gouvernement

- *à se prononcer clairement en faveur d'une entreprise des CFL qui offre des services intégrés;*

- *à procéder à une augmentation de capital de la SNCFL et à la conclusion de contrats de longue durée dans le transport public des voyageurs qui puissent tenir compte de la durée d'amortissement assez longue du nouveau matériel nécessaire;*

- *à faire en sorte que du nouveau matériel roulant en quantité suffisante, aussi bien pour le transport de personnes que pour le transport de marchandises, soit acquis au plus vite;*

- *à faire en sorte que la construction d'un nouveau centre de maintenance pour le matériel ferroviaire et la construction d'un nouveau garage pour les bus des CFL soient concrétisées.*

(s). Marc Zanussi, Jean Asselborn, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux.

Iwwert d'Situatioun vun der Eisebunn, wéi gesot, schwätze mer nach eng kéier am Detail bei der Interpellatioun vum Här Bausch. Do bleift nach viles ze soen iwwert den transfrontaliere Verkéier, iwwert de Gidderverkéier an ähnlech.

Dann zu deene geplangten Infrastruktureprojete vun der Eisebunn, besonnesch am Süden. Ech erënneren do zum Beispill un d'Verduebelung vum Gleis vu Rodange an d'Stad, un d'Neibaustreck Esch-Lëtzebuerg, un déi Neibaustreck Beetebuerg-Lëtzebuerg, un d'Ausdehnung vum Gleis vun Diddeleng op Wuelmereng. Alles dat, wéi gesot, Projeten aus dem Plan directeur ferroviaire aus dem Joer 1998, an an deem Zesammenhang och nach un déi nei Projeten iwwert d'Rekonverssioun vun de Broochen am Süden an dann un dee Projet, dee vun der Regierung elo viru kuerzem deponéiert ginn ass, iwwert de schinnegebonnenen Uschloss vum Kierchberg, wat sécherlech ee vun deene kontroversseste Projeten ass.

D'Ubannung vum Kierchberg interesséiert selbstverständlech och déi Leit aus dem Süden, besonnesch wann de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg behaupt, 83% vun de Leit kënnt mam Zuch, unni emzeklappen, op de Kierch-

berg fueren, wat selbstverständlech net richtig ass well ee muss an der Gare emklammen, well ee mam Zuch d'Pente vum Kierchberg net eropkënn. Ech wëllt och hei soen, dass am Projet BTB jo d'Ubannung vum Kierchberg an och d'Ubannung vum Findel enthalen waren, mä mir awer der Iwwerzeugung sinn, dass an Zäiten, wou et trotzdeem mat de Suen offensichtlech e bësse méi enk gëtt, ganz kloer Prioritéite mussen gesat ginn, a fir eis sinn dat dote ganz kloer déi falsch Prioritéiten.

Aus den Aussoe vum der ILReS-Etüd am Oktober 2001 geet kloer ervir, dass 70% vun de Leit, déi an d'Stad fueren, an den Zentrum vun der Stad fueren, oder si fueren an de Süde vun der Stad. Nëmme 25% fueren op de Kierchberg, Sandweiler oder op de Findel. Wat maachen also d'Leit herno allegeruerten um Kierchberg, wa se mussen an den Zentrum oder an de Süde vun der Stad schaffe goen. Ech behaupten also, dass och dat dote keng Alternativ zum BTB-Projet duerstellt. Mat deser Hellewull vu Projeten, déi um Paabeier stinn, a wou d'Finanzéierung nach a kengster Aart a Weis ofgeséichert ass, geet et drëm de Leit, a besonnesch de Leit aus dem Süden, Sand an d'Aen ze streéen, mä ech mengen dass dat op kee Fall wäert geléngen.

Och bei dese Projeten ass vill Zäit verluer gaangen. Et gëtt kee Grond firwat dass déi Projeten elo eréischt deponéiert ginn. De Minister Grethen huet gemengt, déi wieren eréischt an engem embryonalen Zoustand gewiescht. Ech behaupten dass dat falsch ass, hie behaupt dass dat richtig ass. Déi Gespréicher, déi ech mat responsables Ingenieuren hat, deiten drop hin, dass déi Projeten do an och déi vum Kierchberg vill éischter hätte kënne deponéiert ginn.

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, ech proposéieren dem Interpellant mech mat deenen Ingenieuren, déi dat soen, zesammenzebréngen a mat mengen Expären, da kënne mer déi Fro do definitiv klären. „Man nenne Ross und Reiter.“

■ M. Marc Zanussi (*LSAP*), *interpellateur*.- Ech si gäre bereet lech déi doten Nimm herno ze ginn, Här Grethen, an da kënnt Der préiwen ob dat richtig war oder net.

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Mir kommen an d'Chamberskommissioun domat.

■ M. Marc Zanussi (*LSAP*), *interpellateur*.- Ech ka se och an der Chamberskommissioun nennen, dat ass kee Problem. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, dass Dir de Contraire behaupt.

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Dat gesi mer jo dann.

■ M. Marc Zanussi (*LSAP*), *interpellateur*.- Jo, dat gesi mer dann, ech si gäre bereet dat ze maachen.

Mir bleiwen also als Sozialisten der Meenung, dass och dat do keen Ersatz fir de BTB-Projet ass a mir vertrieben eben och d'Meenung a si gestärkt an der Émfro vum Mouvement écologique vum Joer 2002, dass de BTB-Projet nach ëmmer eng grouss Zoustëmmung hei am Land huet. Déi Émfro huet schliesslech erginn, dass 72% vun de Leit aus dem Süden de BTB-Projet an den Uschloss vum Stadszentrum bevirwuerten, 71% am Zentrum an och nach 57% an der Stad Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir behaupten dass an deene Froe vun der Schinneninfrastruktur déi falsch Prioritéite gesat sinn a mir wollten eis net laanscht eis Responsabilitéit drécken an der Regierung an dem Parlament an de Leit dobausse soe wat eis Prio-

ritéiten an deem dote Beräich sinn, an déi si ganz, ganz kloer.

Dat ass alleréischstens d'Neibaustreck téschent Beetebuerg an der Stad Lëtzebuerg, well déi Kapazität definitiv um Enn ass, a fir egal wat een hannert der Stad wëllt maachen, brauch een deen Ausbau. Zweetens den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, an drëtts bleiwe mer derbäi, dass d'Ubannung vum Stadszentrum vum Süden aus mat de Schinnen eng Lösung fir d'Verkéiersproblemer vum Land wäert duerstellen.

Ech wollt an deem doten Zesammenhang och d'Regierung froen, wat dann elo wierklech d'Prioritéite bei deenen Infrastrukturprojete vun der Regierung an deem heite Fall sinn, well dat interesséiert d'Leit am Süde ganz besonnesch. An ech géing och gär vum Minister wëssen, wéi et dann ëm d'Eisebunnsstrategie steet. Ech kann net domadder d'accord sinn, dass e sech dohannert verschanzt, e géing se ëmmer bei der Eisebunn froen, an déi géing se leider net wëlle liwweren. De Stat ass zu 94% Kapitalinhaber vun der Eisebunn, an d'Responsabilitéit iwwert d'Zukunft vun der Verkéierssituatioun dréit de Verkéiersminister, an ech wëllt hei dann nach eng kéier froen, wéini dass mat där Strategie do ze rechne wär.

Dann, Här President, wollt ech e puer Wuert iwwert d'Stroosseninfrastrukture soen, déi geplangt sinn, déi selbstverständlech och eppes mat der Situatioun am Süde vum Land ze dinn hunn an déi vill méi konkret si wéi alleguerten déi aner Projete vum offentlechen Transport. An den Dokumenter vun der Regierung gëtt vu Planfall geschwat, déi et am offentlechen Transport net gëtt. Mat deene geplangte Virentscheedungen iwwert d'Stroossen, besonnesch am Süden an am Südwesten, gëtt de Projet an d'Iddi, menger Aschätzung no, vun engem IVL ridiculiséiert. Kee Wonner dass d'Bierger am Land den Androck hunn, den IVL wär soss näischt wéi eng Alibifunktioun. An dat gëtt dann och nach an engem Dokument iwwert de Sommet vun der Grande Région den 12. November 2001 bekräftegt, wou nozeliesen ass dass d'Ministere Wolter, Juncker, Hennicot a Grethen sech offensichtlech engagéiert hunn eng Rei vu Stroossebauprojeten ze realiséieren; dat léisst natierlech d'Landes- an d'Regionalplanung zur Farce ginn.

Ee vun deene Projete ass zum Beispill d'Ubannung vun der Collectrice du Sud bei Sélange un dat belscht Autobunnsnetz. Domadder géing d'Collectrice du Sud eng Transitautobunn ginn, mam Zweck den Trafic téschent Ärel-Lëtzebuerg, Diddeleng-Metz zum Transitverkéier ze maachen, an domadder dann eng grouss Iwwerlaaschtung fir déi doten Autobunn oder d'Collectrice du Sud mat sech bréngen. Verkeiersternesch géing domadder natierlech d'Lück tésche Bréissel a Saarbrécken zougemaach ginn, awer mat der Konsequenz dass d'Leit am Süden domadder konfrontéiert wäeren, dass net méi géing iwwert d'Collectrice du Sud gefuer ginn, mä iwwer aner Stroossen.

Dogéint hunn d'Gemengeréit vu Kéizeg, Diddeleng an anere Gemenge sech gewiert, an och de Buergermeeschter vu Suessem huet an engem Télécran-Interview sech doriwwer ausgelooos a gesot, dass et net gutt ass wann dat dote géing geschéien, well d'Collectrice du Sud dee Verkéier do net packt a mer scho genee wësse wéi d'Problemer haut op der Biff an op anere Plaze sinn, an alles dat hätt zur Konsequenz, dass nei Stroosse misse gebaut ginn, e Bypass zu Monnerech, de Contournement vu Bascharage mat engem béidsäitigen Autobunnschloss un eng zweet geplangte Collectrice du Sud an aner Stroossen.

Am offizielle Statement vun der Regierung gëtt gesot, dass nach net

vill un deenen dote Projete geschaff gi wär an dass d'Opportunitéit nach misst gepréift ginn. An der offizieller Ausso seet och d'Bauteministerin, dass keng weider Stroossebauprojekte géinge geplangt ginn, ouni dass d'Südgemeinge géinge gefrot ginn. Zudeem gétt gesot dass de Gesamtimpakt vun deem dote Projet och misst studéiert ginn, an och eng Nullvariant gepréift ginn, dat heescht dass och eng Alternativ zu der Strooss misst gepréift ginn; an do soll dat am Geescht vun der Direktiv iwwert d'Impaktstudie geschéien.

An der Praxis, Här President, gesäit et awer dann e bësselchen aneschters aus. Am Dokument vun der Regierung steet, dass „une étude préliminaire qui a démontré la faisabilité technique de ce projet“, also eng kloer Ausso dass dat dote soll gemaach ginn. An der Äntwert op eng Question parlementaire vum 15. Februar 2002 schreift d'Madame Hennicot da weider „du côté luxembourgeois les études n'ont pas encore été entamées“. Et ass also kee Wonner dass d'Leit mësstrauesch iwwer sou widderspréichlech Aussoe sinn, an och do kann ech nach eng Kéier d'Meenung vum Här Sonnen deelen, deen als Buergermeeschter sech och enttäuscht gewisen huet iwwert d'Informatiounspolitik vu senger Parteikolleegin, an en huet dann och am Télécran gesot: „Ich bedauere, dass das Ministerium weder den Gemeindeführungen noch der Öffentlichkeit seine Bauvorhaben vorgestellt hat.“ Et gesäit een also, dass do een Informatiounsdefizit steet, deen net nëmme vun eis gedeelt gétt, mä och vu Parteikolleegen vun der zoustänneger Ministerin.

(Interruption)

Dat war den Här Krecké.

Dann zu där geplangter Westtangente. Och dat ass e Basisplusfall an den Dokumenter vun der Regierung, deen also soll - egal wat mam IVL geschitt - realiséiert ginn. An ech wéilt just d'Bemierken, dass och mat där doter Strooss just d'Nordsüdachs zesumme geschmolz soll ginn, dass déi Strooss duerch ganz empfindlech Habitatzone zu Mamer géing goen, wat do grouss Konsequenzen op d'Fauna a d'Flora hätt; an d'Westtangente gétt net gebaut fir de Verkéier ze entlaaschten, mä fir de Verkéier am Süden an am Südweste vum Land ze zentraliséieren.

An der Praxis, wann een dat doten alles kuckt, stellt ee fest, dass de Stroossebau ëmmerhin nach weider Prioritéit bei dëser Regierung huet, an een Zitat vun der Madame Hennicot seet Folgendes: „Fir kuerzfristeg de Verkéiersproblem ze léisen, muss mer nei Stroosse bauen, an da kënnen mer nach kucke wat am öffentliche Transport ze maachen ass.“ Dat ass eiser Aschätzung no dee falsche Wee a féiert ganz kloer an eng Sakaass. An deem Zesummenhang wollt ech dann och eng Fro stellen iwwert den aktuelle Stand vun der Emsetzung vun der Impaktstudie: Wou ass déi Impaktstudie drun? Wéini gétt se ëmgesat? An et wär och interessant vun der Regierung ze héieren, wat dann hir Positioun zu deenen eenzelne Stroossebauprojekte wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et net am Süden ëm d'Landesplanung géing goen, da misst ee sech heiriwwer ganz vill Gedanke maachen. Mer hunn als LSAP d'Meenung vertruuden, a vertrieede se och hei, an ech wéilt dat a Form vun enger Motioun och hei déposéieren, dass am Fong e Moratoire soll erstallt ginn, iwwert déi Stroossebauprojeten, bis den IVL fäerdeg ass, well ech, wéi aganks gesot, d'Meenung vertrieeden, dass een net kann e Landesplanungskonzept erstellen loossen an deem schon esou vill Virgabee maachen, dass dat herno kee Sënn mécht.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant les embouteillages quotidiens sur les routes reliant le Sud au Centre du pays;*

- *encourageant le Gouvernement dans sa volonté d'accélérer le transfert des transports de personnes et des marchandises de la route vers le rail pour améliorer la mobilité dans notre pays;*

- *considérant que sans une action énergétique selon des priorités clairement identifiées, l'objectif affiché par le Gouvernement de parvenir à un modal split de 25% en faveur du transport en commun à l'horizon 2015/2020 risque d'être sérieusement compromis;*

- *considérant que selon l'enquête Ilres effectuée sur les autoroutes en octobre 2001, 70% des personnes sondées ont déclaré se rendre vers le centre et vers la partie sud de la ville de Luxembourg;*

- *considérant que les projets de grande envergure pour notre pays, tels le raccordement ferroviaire au TGV-Est ou le raccordement ferroviaire du Kirchberg, ne pourront porter leurs fruits sans un agrandissement et un réaménagement de la gare centrale, ni sans une nouvelle ligne de chemin de fer reliant Luxembourg-ville et Bettembourg;*

invite le Gouvernement

- *à conférer un caractère prioritaire à la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Bettembourg et Luxembourg;*

- *à prévoir un agrandissement et un réaménagement de la gare centrale de Luxembourg-ville, afin de lui assurer une plus grande attractivité et afin de garantir une meilleure desserte aussi bien des destinations existantes que des nouvelles destinations projetées;*

- *à faire en sorte que le centre-ville soit directement relié à la gare centrale par voie ferrée.*

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *estimant que la réalisation de projets visant une extension du réseau autoroutier dans la région du sud aurait un impact très néfaste sur l'environnement et la qualité de vie de ses habitants;*

- *considérant que la construction d'autoroutes supplémentaires ne contribue guère à apaiser et à optimiser les différents flux de la circulation routière;*

- *soulignant que l'apport supplémentaire de trafic en provenance de la nouvelle «liaison de Sélange» entraînerait une saturation ingérable sur l'ensemble du tracé de l'actuelle Collectrice du Sud et inciterait les automobilistes à rechercher de nouveau un chemin à travers les localités;*

- *considérant que le Gouvernement a approuvé la démarche d'élaboration d'un concept intégré du développement spatial des transports (IVL - Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept);*

- *considérant que le Ministère des Travaux publics entend malgré tout procéder à la réalisation de grands projets de construction routière;*

invite le Gouvernement

- *à décréter un moratoire pour tous les grands projets de constructions routières en attendant les résultats de l'étude IVL et aussi longtemps qu'aucun concept global et cohérent pour tout le transport qui concerne le Luxembourg n'ait été élaboré.*

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux.

Een anere Punkt ass deen iwwert d'Erschleissung vun den Industriezonen, vun de Broochen. Do stellt

ee fest dass et eng Chance wär fir bei der Erschleissung vun de Broochen een innovatiivt an zukunftsweisend Verkéierskonzept ze erstellen. Dat geet natierlech nëmme wann déi verkéierspolitesch Prioritéiten an Ziler ganz kloer definiert sinn. Et gétt een elo am Moment mat engem Dokument vun engem Bureau konfrontéiert, wou d'Ubannung a Richtung Schinn um Plang gutt ausgesäit. Do gétt vun enger Zuchubannung, vun engem Tram, vu Regionalbussen, vun engem Shuttlesystem innerhalb vun de Broochen, vun enger Magnéit-Schwebebunn an ähnlichem geschwat. Iwwert d'Detailplanung dovunner wär sécherlech nach viles ze soen. Et kéint ee sech driwwer ausloossen, ob dann elo och en Tram sollt duerch déi Brooche fueren a wéi dat Busnetz interne sollt funktionéieren. Do gétt et sécherlech nach munches ze kritiséieren an ze verbessern, mä am Usaz kléngt dat doten u sech net schlecht.

Et muss ee just bedauern, dass elo kuerzfristeg eng ganz Rei vu Parkplazen an deene Broochen do sollen entstoen, déi natierlech herno laut de Planungen nach eng Kéier sollen ewech gemaach ginn a Plaz maache fir den öffentliche Transport. Ech hunn dodriwwer meng Bedenken, ob Parkplazen, déi eemol geschaf gi sinn, nach iergendwann eng Kéier ewech geholl ginn.

Am Zesummenhang mat deem doten Dokument wéilt ech dann och eng Rei vu Froe stellen: Ass dat Dokument do elo schon d'Positioun vun der Regierung? Wat fir e politesche Stellwäert huet dat doten Dokument? Wat fir eng Consultatioun ginn nach am Zesummenhang mat där doter Planung gemaach? Wéi gesäit et mam TICE aus? Mir gesinn eis als TICE als Usprechpartner fir d'Verkéierssituatioun am Süden. Wat fir eng Roll, am Zesummenhang mat der Rekonversioun vun de Broochen, géing de Minister dem TICE an där doter Fro zougestoen? Dat sinn alles Elementer a Froen op déi et interessant wär hei Äntwerten ze kréien.

Dann, Här President, wollt ech niewent deenen Infrastrukturen, déi ech elo alleguerten ugeschwat hunn, nach e puer Wuert zu der Software vum öffentliche Transport soen, eng Software déi noutwendeg ass an eng Viraussetzung ass fir eng ëmweltschonend Mobilitéit ze garantéieren. A wann ech vu Software schwätzen, da mengen ech domadder eng Mobilitéitszentral an de Verkéiersverbond.

Mä och vun deenen doten zwee Punkten, déi an der Regierungserklärung stoungen, ass keng Spur. Et héiert een näischt méi iwwert d'Mobilitéitszentral an iwwert de Verkéiersverbond. Vertrieeder vum Ministère hunn an der Zäit mol behaapt, dass een d'Mobilitéitszentral ouni Problem virum Verkéiersverbond kéint realiséieren, et ass awer bis haut nach näischt geschitt. D'Aufgabe vun esou enger Mobilitéitszentral si schon x-mol diskutéiert ginn, et brauch een net méi am Detail drop anzegoen. Ulaftell an Informatioun fir interesséiert Bierger, Berodung bei Projeten, Berodung bei CO₂-relevanten Emstellungen, alles dat sinn Elementer déi et gétt, wou een net d'Rad nei brauch ze erfannen.

Sécherlech gétt et méi problematesch bei der Organisatioun an der Opstellung vun engem Verkéiersverbond, dat ass eng Diskussioun déi méi delikat a më komplizéiert ass, dofir awer net manner wichteg. Et muss een do mat alle Partner, den Transportträger, der CFL, der AVL, dem TICE zesummen diskutéieren an och mat de Gemengen. Do gétt et eng ganz Rei vun elementare Froen déi do musse

behandelt ginn, d'Planung vun den Ugebueter, d'Koordinatioun tëschent dem Ugebueter a schlussendlech d'Finanzéierung vun deem Transportugebueter, eng Finanzéierung déi bis elo leedeglech vun deenen néng syndikéierten TICE-Gemengen an der Stad Lëtzebuerg duerch d'AVL garantéiert gétt, Offentlechkeetsaarbecht an d'äers Ahnleche méi. Ech wollt och hei froen, wou déi zwee Projete vun der Mobilitéitszentral an dem Verkéiersverbond dru sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen hei am Land keng dräi verschidde Konzepter fir d'Verkéiers- an d'Landesplanung ze maachen. Mir brauchen net een eenzelt fir d'Siedlungsentwicklung. Mir brauchen net en eenzelt fir d'Strooss an och net en eenzelt fir d'Schinn. Mir brauchen e kohärent Konzept fir dat ganz Land a speziell fir de Süde gestaffelt no ganz kloer Prioritéiten. Eng vun deenen dote Prioritéite muss ganz kloer den öffentliche Transport duerstellen.

Ech stelle fest an ech sinn der Iwwerzeugung, dass déi allermeeschten Elementer, déi ech hei an der Interpellatioun virbruecht hunn, Bestanddeel vun esou engem Plan sectoriel Süde kënnen sinn. Ech wollt hei d'Regierung froe wéi deen aktuelle Stand vun dem Plan sectoriel ausgesäit a wéi den Zäitplang ausgesäit.

Ofschléissend sinn ech der Iwwerzeugung, dass am Beräich Mobilitéit, e Beräich mat deem d'Leit all Dag konfrontéiert sinn, festgestallt gétt, dass d'Problemer op der Strooss all Dag méi grouss ginn, dass en effizienten öffentlichen Transport an e Gesamtkonzept fir Strooss a Schinn gebraucht gétt, an dass een eng Regierung brauch, déi e bësse politesche Courage huet fir déi doten Défien unzegoen. Dës Regierung huet, menger Aschätzung no, näischt dovunner.

Haut, 15 Méint virum de Wahlen, gesäit de Bilan fir de Süden a fir d'Land ganz moer aus. Dës Regierung ass d'Regierung vun de schéine faarwege Broschüren. Ausser e puer neien RGTR-Linnen ass net vill geschitt. Et läit deen een oder deen anere Projet iwwert de Bau vun Eisebunnsinfrastruktur vir a bis zu de Wahle wäert kee vun deene Projeten och nëmme ugefaange ginn, geschweigs dann nach realiséiert ginn, vläicht d'Verlängerung vun Diddeleng op Volmerange 200 Meter Gleis. Et ass och kee Léisungsusatz fir d'Verkéiersproblemer am Süden oder am Land ze erkennen. Dës Regierung wäert et och net fäerdeg bréngen bis zum Wahldag de Modalsplit och nëmme ëm 1% zu Gonschte vun öffentliche Transport an d'Luucht ze setzen. Dës Regierung huet, eiser Aschätzung no, bis elo déi falsch Prioritéite gesat an net deen noutwennege Courage gehat fir déi richtig Projeten an d'Wee ze leeden.

Wann also am Beräich Landesplanung an domadder am Beräich vum Plan sectoriel Süde wierklech innovativ soll geschaff ginn, da mussen d'Prioritéiten anerer ginn, den Dialog gefleegt ginn, well soss e Konsens net méiglech ass, wat eigentlech schued wier.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

■ M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Norbert Hauptert agedroen. Den Här Hauptert huet d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Norbert Hauptert (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni Mobilitéit an ouni Zougang zum Transport sinn d'Méiglechkeete fir eng Aarbecht ze fannen, fir eng Schoul ze besichen, fir en onofhängegt Liewen ze féieren a sech um soziale Liewen ze bedeelegen, hautzedags ganz staark reduzéiert.

Säit jeher hu grouss Stied a räich Regiounen sech ëm staark Verkéiersachsen entwéckelt. Déi wirtschaftlech, sozial, kulturell a politesch Entwécklung vun engem Land, enger Regioun oder enger Stad hänken och gréisstendeels vun der Qualitéit vun hire Verkéiersinfrastrukturen of. Dëst ass ëmsou méi wouer an der heiteger Zäit vun enger Internationaliséierung vun de Relatiounen, wou einfach a schnell Verbindungen tëschent Stied a Regiounen musse kënnen hiergestallt gi fir am internationale Geschehen eng Roll kënnen ze spillen.

Dofir kann och d'Verkéierskonzept vun eisem Land sech net eleng op den interne Verkéier beschränken, mä et muss éischters vill méi am Kader vun enger europäescher Dimensioun gesi ginn, déi e performante Flughafen a gutt Flugverbindungen zu deenen aner europäeschen Haaptstied esou wéi gutt Ubannung vun eisem Stroossen- an Eisebunnsnetz un dat europäescht Autobunns- an TGV-Netz voraussetzt.

Zweetens muss d'Verkéierskonzept am Kader vun enger regionaler Dimensioun gesi ginn, dat eng speziell Berücksichtigung vum Pendelverkéier vun de Frontaliere verlaangt, an dréitens vun enger nationaler Dimensioun no der Devise „manner, besser an iwwerall zirkuléieren“ erschaff ginn.

Här President, am Ufank vum leschte Jorhonnert huet d'Entwicklung vun eisem Land a besonnesch vun Süden sech ëm an duerch d'Stolindustrie gemaach. Stied wéi Esch, Diddeleng, Déifferdeng, Schéffleng, Rodange, Rémeleg a Bieles hu sech ëm d'Schmelzen an anerer wéi Beetebuerg a Péiteng ëm d'Eisebunnszentren entwéckelt. Déi meescht vun hiren Awunner hunn op de Schmelzen, an de Minièren an op der Eisebunn geschaff. De lokale Commerce war gutt développéiert, esou dass déi meeschten Akeef fir de Stot op der Plaz ouni gréisser Déplacement gemaach konnte ginn.

Dës Uertschafte waren iwwert d'Eisebunn mat der Stad Lëtzebuerg verbonden an donieft huet och nach tëschent den Industrieuertschaften e performanten Tram fonctionnéiert.

(Interruption)

Jo, déi sinn awer eriwuer.

Nach virum 30 Joer hunn no bäi 24.000 Leit op eise Schmelzen an an eise Minière geschaff. Haut sinn et der nëmme méi eppes Klenges iwwer 3.000. Souzesoen all déi Leit hu sech zu Fouss, mam Vélo oder och nach mam öffentliche Transport op hir Aarbecht déplacéiert. Mat der Stolkrisis an dem Ofbau vun den Aarbechtsplazen an deem Secteur hunn nei Industrie sech am Süden néiergeleest, an dat net ëmmer op Plazen déi eng direkt Verbindung mam öffentliche Transport haten.

D'Finanzplaz Lëtzebuerg huet hiren Opschwung erlieft a méi Leit wéi virdu sinn an d'Stad schaffe gaangen. D'Leit sinn ëmmer méi aus de Stied eraus a vun hiren Aarbechtsplazen ewech op d'Land wunne gaang, a wa mer 1960 nëmme 32.000 Leit haten, déi ausserhalb vun hiren Wunngemeng schaffe gaang sinn, da waren dat der 1990 schon 92.000, an haut dierfen et der wäit iwwer 100.000 sinn.

Mat dem Opschwung vun eiser Wirtschaft ass eis Populatioun méi schnell gewuess a well eisen internen Aarbechtsmaart net all déi Aarbechtskräfte konnt liwweren, déi eis Betriber gebraucht hunn, huet d'Zuel vun de Grenzgänger sech drastesch vergréissert.

An deene leschten 20 Joer ass d'Zuel vun de Frontaliere vun eppes Klenges méi wéi 10.000 Leit op iwwer 100.000 gewuess. Iwwert d'Halschent kennt aus Frankräich an en anere Véirel aus der Belsch. Déi kommen also iwwert de Süden

an eist Land era schaffen. Nëmme 6% vun de Frontalieren insgesamt an 8% vun deenen aus Lothringen benotzen den öffentliche Transport fir op hir Aarbecht ze kommen.

Mat dem wirtschaftlechen Opschwung an där doraus entstaneher Verbesserung vun eise Wuelstand huet dem Privatauto seng Glanzzeit ugefaang. An deene leschten 30 Joer huet d'Zuel vun de private motorisierte Gefierer sech bei eis am Land méi wéi verdreifacht a mat 614 Autoen op 1.000 Awunner steet Lëtzebuerg wäit un der Spëtzt vun de Länner vun der Europäescher Unioun.

Här President, all déi Entwécklungen hu mat sech bruecht, datt déi wichtegst Funktiounen vun eiser Populatioun wéi wunnen, schaffen, akafen, an d'Schoul goen an entspannen ëmmer méi ausernee gedriwwen sinn. Doduerch muss sech ëmmer méi déplacéiert ginn an déi meescht Déplacements gi mam Privatauto zréckgeluecht. Dat ass en allgemengen Trend, well tëschent 1970 an 1997 ass d'Mobilitéit an Europa vu 17 Kilometer op 35 Kilometer erop gaangen a 70% vun de Persounentransporter geschéien iwwert d'Strooss.

Eise Stroosseverkéier, wéi iwwerengs och eisen Eisebunverkéier, besonnesch wat de Wuerentransport ubelaangt, si staark vum Transittransport belaaucht. Den Transitverkéier vum Wuerentransport op eise Schinne stellt 50% vum internationale Wuerentransport vun der Eisebunn duer an huet sech an deene leschten zéng Joer praktesch verduebelt. Déi europäesch Ministeschkonferenz vun den Transportministere huet e Prognostik opgestallt no deem den internationale Wuerentransport bis d'Joer 2015 wäert doubléieren, an de Gros dovunner wäert iwwert d'Strooss geschéien.

An engem Bericht vum Conseil de l'Europe gëtt kritiséiert, datt d'Eisebunn de Fret an engem Schleekentempo transportéiere géif an engem Schnétt vun 18 Kilometer an der Stonn. Dat wier eng Ursach firwat nëmme 14% vum Wuerentransport a Westeuropa iwwert d'Schinn geschéien. An Zentral- an an Ost-Europa sinn dat haut ëmmerhin nach 41%, obschonns deen Undeel an deene leschten zéng Joer op d'Halschent erof gaangen ass.

Fir de Conseil de l'Europe ass d'Ouverture vun dem Schinrentransport fir d'Konkurrenz deene eenzege konkrete Wee, fir datt d'Eisebunn erëm en Deel vum Marché vum Wuerentransport vun der Strooss zréckgewënnt. Eise Regierung muss also dem Transittransport an hiren Iwwerleeungen zum Verkéierskonzept Rechnung droen a sech op internationalem Plang fir eng Verlagerung vum Wuerentransport vun der Strooss op d'Schinn asetzen.

Trotz dem massiven Zouwuess vum Verkéier hunn eis Infrastrukture sech an deene leschte Jore kaum verännert. Eist Stroossennetz ass vun 1970 op haut ëm 32 Kilometer, also ëm 1,1% verlängert ginn. Och eise Eisebunnsnetz huet sech net vergréssert an d'Strecken, déi mat den CFL-Busse gefuer ginn, sinn an deene leschte Jore och net erweidert ginn. Nëmme d'Buslinnen, déi vu Privatfirmen an Optrag vun eise Stat bedéngt ginn, sinn a leschter Zäit wesentlech ausgedehnt ginn.

De Fuhrpark vun der CFL huet sech och net spierbar vergréssert an ass haut méi wéi jee staark iwwerhuelbedürftig. De Persounentransport bei der Eisebunn ass an deene leschten 20 Joer vu 14 Milliounen op knapp 13 Milliounen erfogaangen. Erfreelech ass awer, dass en tëschent 1996 an 2000 ëm 16,7% an d'Luucht gaangen ass. An darselwechter Zäit, dat heescht an deene leschten 20 Joer, ass de Persounentransport vun de Busse vun der Stad Lëtzebuerg vun 17,2 Milliounen op 24,4 Milliounen, also iwwer 40% gestiegen, nodeems en

1990 op 12,5 Milliounen gefall war. Deemoos huet de Willy Bourg, als zoustännege Schaffe vun der Stad Lëtzebuerg fir de Busverkéier, de Service nom Motto „am Takt fueren“ - regelméisseg, séier, pünktlech a komfortabel fueren - reorganiséiert. Dës Reorganisatioun hat zur Konsequenz, dass am Laf vu véier Joer d'Zuel vun den transportéierte Persounen vun 12,5 Milliounen op 21,6 Milliounen, also ëm 75% geklomm ass, obschonns d'Zuel vun de Kilometeren, déi gefuer goufen, nëmme ëm knapp 40% an d'Luucht goug.

De Persounentransport vum TICE ass an deene leschten 20 Joer vu 7,3 Milliounen op 6,3 Milliounen, dat heescht ëm 13,7% zréckgaangen. Ufanks den 90er Jore war en op 4 Milliounen gefall, esou dass mer an deene leschte Jore eng Progressioun vu méi wéi 57% verzechnen.

Dat alles erëm bedingt, dass besonnesch an de Spëttestonnen, dat heescht moies tëschent siwen an halwer néng an owens tëschent fénnef a sechs d'Kapazität vum eiser Eisebunn an hir Grenze stéisst an de Stroosseverkéier all Moment riskéiert e Kollaps ze kréien. Et ginn einfach ze vill Trajeten am Dag zréckgeluecht, an déi meescht vun den Déplacements ginn och nach mam Privatauto gemaach.

Här President, dat waren där Zuelen e bësse vill, awer ech wollt mat der Beschreibung vun der Entwécklung vun eiser Gesellschaft erklären, dass de Problem vum Verkéier net e Problem ass, deen eleng den zoustännege Minister fir den Transport oder de Stroossebau ugeet, et ass och e Problem vun de Betriber déi sech do etabléiert hunn, wou si déi beschte Expansionsméiglechkeete gesinn hunn, ouni de Problem vum Transport vun hirem Personal a vun hire Clienten besonnesch ze berücksichtigen. Et ass och nach e Problem vun de Gemengen, déi d'Implantatioun vun deene Betriber autoriséiert hunn, wou vill Gemenge bis viru kuerzem nach kee kohärente Bebauungsplang haten. Et ass awer och a virun allem e Problem vun eis all, déi aus iwwerdriwwener Bequemlechkeet fir all klengen Déplacemente mengemissen den Auto ze huelen.

Et ass also e Problem vun horizontaler Zoustännegkeet tëschent verschiddene Ministeren, e Problem vu vertikaler Zoustännegkeet tëschent Regierung, Gemengen a Privatbauhären, a besonnesch e Mentalitéitsproblem, deen eis all betrëfft. Dofir muss een, fir de Problem an de Grëff ze kréien, an enger concertéierter Zesummenaarbecht tëschent Transport-, Bauten-, Wirtschafts-, Wunnensbau-, Unterrichts-, Innen-, Ëmwelt- a Landesplanungsministere zesumme mat de Gemengen de Problem ugoen a besonnesch och op d'Gewunnechte vun de Leit awierken.

Et muss virun allem versicht ginn, op déi grouss Zuel vun Déplacements anzewierken, an en Deel vun hinne vum individual op den öffentliche Transport ze verleeën. Heibäi därf een net aus den Ae verléieren, dass fir de Lëtzeburger d'Mobilitéit e Stéck Liewensqualität bedeit an dass d'Mobilitéit dofir op de Schwéierpunkte Flexibilität, Vitesse, Confort a Sécherheet tabléiert. Op deene véier Pläng muss den öffentliche Transport seng Akzente setzen, wann e méi Leit fir seng Services gewanne wëll. D'Reorganisatioun vum Busverkéier vun der Stad Lëtzebuerg, déi de Willy Bourg duerchgefouert huet, huet dat erweisen.

Här President, fir de Problem vum Transport an de Grëff ze kréien, muss gesuergt ginn:

- Dass d'Aarbecht an d'Wunnen erëm méi no zesumme wuessen, andeems een nei Aarbechtsplazen do schafft wou méiglech vill Leit wunnen, oder nei Wunnengen do baut wou d'Aarbechtsplazen ugebuede ginn.

- Nei Lycéeën esou gebaut ginn, dass de Verkéier a Richtung Stad Lëtzebuerg entlaascht ka ginn.

- D'Uertschaften erëm esou ausgegriicht ginn, dass se de soziale Funktiounen vun de Stéit Rechnung droen, esou dass d'Leit net fir all kleng Kommissioun oder Déngschtleeschung an d'Grande Surface musse fueren.

- D'Administratiounen erëm méi dezentraliséiert ginn, fir Aarbechtsplazen aus der Haaptstad an d'Regioun eraus ze délocaliséieren, fir de Leit vum Land de Wee an d'Stad ze erspueren, wa se eng Verwaltung musse opsiche goen.

- D'Parkinge méi no bei de Gare aménagéiert ginn, an dat esou no wéi méiglech bei de Leit hire Wunnengemengen, fir dass méi Leit den öffentliche Transport benotze fir op hir Aarbecht ze kommen.

- E System vu Parkingspunkten aféieren, fir deene Leit, déi op déi Parkinge fuere fir den öffentliche Transport ze benotzen, eng Plaz an d'Gratuitéit ze assureieren.

- Méi Busspuren ugeluecht ginn, fir dass ee sech, besonnesch an de Spëttestonnen, mam Bus méi séier oder wéinstens grad esou séier wéi mam Privatauto déplacéiere kann.

- Den öffentliche Transport méi attraktiv gestallt gëtt, andeems seng Horairen, seng Services a besonnesch d'Qualitéit vum sengem Fuhrpark verbessert ginn.

- Een dissuasiv Mesurë fir den Individualverkéier aféieren, andeems ee méi eng restriktiv Gestiou vum de Parkplazen an den Uertschaften applizéiert.

- Den Zougang zum öffentliche Transport, wann nëmme méiglech, vun allen Uertschaften, besonnesch am ländleche Raum, ausgebaut a verbessert gëtt.

- Aner Iwwerleeunge iwwer en Décalage vun den Aarbechtszäiten an de Carsharing kéinten och geféiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Problem enger kohärenter Léisung zouzeféieren, huet d'Regierung gläich no hirer Zesummesetzung am Joer 1999 den zoustännege Minister fir den Aménagement du territoire, de Michel Wolter, beoptraagt, mat de Ministeren Erna Hennicot-Schoepges, Henri Grethen, Fernand Boden, Anne Brasseur a Charles Goerens zesummen e Strategiepaubeier opzestellen. Eng Etüd iwwert en integréiert Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept, kuerz IVL genannt, ass an Optrag ginn an déi zoustännege Ministere sinn opgeduerd sektoriell Entwécklungspläng opzestellen.

Den Här Grethen huet säi Strategiepaubeier zum Aspekt Schinrentverkéier a Mobilitéit.lu d'lescht Fréijoer scho virgestallt. Déiselwecht Zäit hunn déi dräi Ministeren Hennicot, Grethen a Wolter en Tëschebericht iwwer e Globalkonzept zu Mobilitéit.lu presentéiert, an de leschte Januar huet dee mat der IVL beoptraagten Aarbechtsgrupp vun der Uni Karlsruhe en Tëschebericht vun hiren Aarbechte virgeluecht.

Här President, ee vun den Haaptverkéiersproblemer stellt sech am Süde vun eise Land, haaptsächlech am Bassin minier. Hei stellt d'Rekonverssioun vun den Industriebroochen eng eemoleg Geleeënheet duer, net nëmme fir d'Entwécklung vum Minett ze relancéieren, mä fir der Politik vun der konzentriierter Dezentraliséierung vun eise Land, déi eng grouss Prioritéit vun eiser Regierung genéisst, eng éischt konkret Léisung zouzeféieren a fir nei Aktivitéiten an Aarbechtsplazen an de Süden ze transferéieren, an do duerch de Stroosseverkéier a Richtung Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten.

Dofir muss den Ausbau vun dem öffentliche Transport an eise Land besonnesch der Rekonverssioun vun den Industriebroochen an der staarker Proportioun vun de Frontalieren aus dem Lothringen Rechnung droen. De Kolleg Fred Sunnen wäert a senger Interventioun méi am Detail op d'Problematik vun den Industriebroochen agoen. Dofir kann ech mech och mat e puer Iwwerleeungen iwwert d'Verkéiersproblemer vum Süde begnügen.

Wat d'Schwéierpunkten an d'Prioritéiten vum Verkéierskonzept fir de Süden ubelaangt, esou solle se, menger Meenung no, éischens op der Verlagerung vun engem Deel vum privaten Transport op dee méi ëmweltfrëndlechen öffentliche Transport leien, zweetens op dem Ofbau vun de Gefonezone vun der Diddelenger Autobunn, drëtzens op enger Entlaaschtung vum Duerchgangverkéier an den Uertschaften, a véiertens op dem Ausbau vum Verdeeler Lankeltz.

Eng Verlagerung vum private Verkéier op den öffentliche Transport kann nëmme duerch een Ausbau vun der Offer vum öffentliche Verkéier geschéien. Well d'öffentlech Verkéiersnetz awer an de Spëttestonnen u seng Grenze stéisst, kann dës nëmme iwwert den Ausbau vum Eisebunnsnetz erreecht ginn. Hei ass jo eng zweet Linn tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg geplangt, esou wéi och eng zweet Linn tëschent Esch an der Haaptstad, déi d'Industriezone vu Féitz, vu Leideleng an der Cloche d'Or géing bedéngen an d'Uertschafte Monnerech, Steebrécken, Wickreng/Éileng a Leideleng un d'Eisebunnsnetz géing ubannen. Och eng zweet Spur op der Linn Péiteng-Lëtzebuerg ass geplangt, déi de Wuerentransport op der Streck Klengbetten-Lëtzebuerg kéint entlaaschten, wouduerch de Persounentransport op deser Linn kéint ausgeweit ginn.

Et ass ëmsou méi wichteg, well, wéi et jo schéngt, eis belsch Nopere bereet wieren d'Streck Bréissel-Lëtzebuerg ze moderniséieren, wat eng Verbesserung vun dem Zuchverkéier an déi Richtung sécherlech géif mat sech bréngen a wat och zu enger Verbesserung vun der Verbindung Bréissel-Lëtzebuerg-Stroossbuerg kéint en Ustouss ginn.

Déi Diddelenger Autobunn ass eng vun deene meescht befuere Stroossen aus dem Land an hir Belaauchtung wäert mat der Fäerdegstellung vun der Saaraubunn nach zouhuelen. Souzesoen all Dag geschéien Accidenter op deem Autobunnstronçon, déi Leed an d'Familljen an Onkäschte fir d'Allgemengheet mat sech bréngen. Ob deser Iwwerlaaschtung eleng mam Ausbau vum öffentlichen Transport kann opgehéiert ginn, soll sech aus der IVL-Studie erginn. Soll esou eng Entlaaschtung awer net méiglech sinn, da schéngt et mer wéi wann den Ausbau vun deser Autobunn mat enger drëtter Spur onbedéngt noutwendeg wier, fir d'Sécherheet vun de Benotzer an Zukunft ze assureieren.

(Interruptions)

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dann hu mer manner Verkéier an den Duerchgangstroossen.

(Interruption)

■ M. Norbert Hauptert (CSV).- Dës drët Spur misst awer an de Spëttestonne fir de Busverkéier reservéiert bleiwen, eng Virschrëft déi iwwert den CITA-System misst einfach ze géiere sinn.

Ech weess, dass déi Léisung net iwwerall op Zoustämmung stéisst, awer effikass Alternativléisunge leier jo och net op der Hand. Et sief dann d'Leit wiere bereet manner mam Privatauto ze fueren a méi oft den öffentliche Transport an Usproch ze huelen. Awer dee Virschlag fénnt och bei de Leit vun de Biergerinitiative géint den Ausbau

vun der A6 keng allze grouss Begeeschtung.

De Verdeeler Lankels stellt en Enkpass fir de flësseg Ofaf vum Verkéier tëschent der Collectrice du Sud an der Escher Autobunn op der Héicht vu Lalleng duer. Hei staut et mueres praktesch bis op Käerjeng a vill Automobiliste verloossen d'Collectrice zu Suessem, fir iwwer Éilereng a Monnerech zu Féiz erëm op d'A4 erop ze fueren, dat zum Verdross vun den Awunner vun deene genannten Uertschaften. En Ausbau vum Verdeeler Lankels drängt sech hei bei der Ausschaffung vun engem Gesamtkonzept fir de Stroosseverkéier am Kader vun der Rekonverssioun vun den Industriebroochen op. Dat géif och dee méi deiere Bypass, deen den Här Zanussi ernimmt huet, deen iwwer Monnerech géing féieren an deen ëmmer erëm an d'Gespréich bruecht gëtt, wou awer nach kee Projet virfält an dee jo do duerch, datt en e Quartier vum Rescht vun der Uertschaft géif komplett ofschneiden, staark kontestéiert ass. E géing also dee Bypass iwwerflësseg maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis bewosst, datt fir d'Verkéiersproblemer bei eis am Land eng urgent awer kohärent Léisung fonnt muss ginn, an dat mat Rücksicht op d'Liewensqualität vum all eise Bierger an am Respekt vun eiser Ëmwelt, awer och am Interesse vun eiser Wirtschaft an am Respekt vun eise Missiounen am Kader vun eise Verpflichtungen an der Europäescher Unioun.

Mir sinn zouversichtlech, datt eise Regierung an Zesummenaarbecht mat eise Gemengen a mat Rücksicht op d'Wënsch vun der Majoritéit vun de Leit e kohärent Konzept wäert fannen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Den Här Mosar huet d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Den Här Mosar huet d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi

■ M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, ech wollt d'Wuert froe fir Akt ze kréie vum Dépôt vun enger Proposition de loi iwwert d'Virnimm vun de Kanner.

- Proposition de loi 5106 relative aux prénoms des enfants.

■ M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vum Dépôt vun enger Proposition de loi a si gëtt weidergereecht un de Statsrot an un déi zoustännege Kommissioun.

Mir fueren dann elo weider mat eiser Diskussioun. Als nächste Riedner ass den Här John Schummer agedroen. Den Här Schummer huet d'Wuert.

4. Interpellation de M. Marc Zanussi sur l'élaboration d'un plan sectoriel Transport pour le Bassin minier (suite)

Discussion générale (suite)

■ M. Schummer John (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et mierkt een datt d'sozialistesch Aarbechterpartei nervös ass a fäert den nächsten Zuch an d'Regierung, deen 2004 fortfiert, erëm eng Kéier ze verpassen. Esou gëtt scho bal mat Verzweiflung no all Stréihalle gegräff, dee versprécht hinnen en neie Profil ze ginn, e Profil als verantwortungsvoll Partei mat Visiounen an Alternativen, wéi ee Lëtzebuerg op d'Erausfuereung vu muer virbereede kënnt. Et muss een awer soen, datt se nach ganz wäit ewech si vun esou engem Profil.

Visiounen hu se esougutt wéi guer keng oder et sinn der, déi se doheem um Späicher aus der Mot-

tekëscht erëm ervir gekroomt hunn. Si kräischen nach ëmmer hirem BTB no. A 15 Joer laang onënnbrach hat d'LSAP den Transportministère an et ass glat a guer näischt geschitt. Et ass dach franchement onéierlech de Leit hei wëlle virzegaukelen, datt de jëtzege Transportminister, esou wéi en Zauberer eng Kanéngchen aus dem Zylinder zitt, an dräi an en halleft Joer alles dat misst ophuelen, wat déi aner 15 Joer laang versäumt hunn. Kuckt lech dach emol an de Spigel!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Am Beräich vun der Transportpolitik lafen d'Sozialiste kloer dem Zuch hannendrun, engem Zuch dee scho laang fortgefueert ass, well säit dräi an engem hallwe Joer fiert den Zuch erëm, nodeem e 15 Joer an der Gare feststong.

Mat dëser Interpellatioun interpelléiert den honorabelen Deputéierte Marc Zanussi den Transportminister iwwert de Plan sectoriel Transport an doriwwer wéi d'Organisatioun vun öffentliche Transport am Süde vun eisem Land soll ausgesinn an ugepaakt ginn.

Des Weidere gëtt an der Demande vun der Interpellatioun de Konzept um Transport integré ugeschnitten. Et gëtt sech besuergt gewisen ëm d'Compatibilitéit vun engem regionalen Transportkonzept mat dem nationale Konzept an d'Ubanne vu Lëtzebuerg un d'Réseaux internationaux. Da gëtt sech och d'Fro gestallt iwwert d'Opportunitéit vun der Erschließung um Süden un e regionalen Tramsystem, a last but not least gëtt och nach de Sujet vun der Strategie vun der CFL ugeschnitten.

Datt Pläng, Konzepter a Projet-dolies scho längstens um Dësch leien, schéngt de Sozialisten entgegen ze sinn. Datt d'Regierung scho laang erkannt huet, datt et absolut noutwendeg ass den öffentliche Transport massiv auszubauen, schéngt hinnen och nach net opgefäll ze sinn.

Mobilitéit.lu an IVL, a mai Virriedner Norbert Hauptert huet dat schon ugesprach, si Konzepter déi an der Transportpolitik Lëtzebuerg virbereeden, fir datt mer an 10, 20 Joer iwwer e qualitätsorientéierten, performanten a sécheren öffentlichen Transport verfügen.

Datt d'Moderniséieren, den Ausbau, méi Qualitéit, méi Confort, méi Sécherheet an och méi Pünktlichkeit vum öffentliche Verkéier mat grousser Käschte verbonden ass ass gewosst, an et kann een nëmme begrëssen datt dës Regierung a virun allem hiren Transportminister weder Méi nach Käschte scheie fir den Défil vun enger nohalteger Transportpolitik opzepräieren an a laangfristeg ugeluechte Konzepter a konkret Projeten ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt am Ufank vu menger Interventioun ervirhiewen, datt déi enorm Ustrengeunge sech awer net eleng op den öffentlichen Transportréseau innerhalb vum Land limitéieren wäerten, mä sech och ausserhalb vun de Grenze wäerte fortsetzen. Effektiv muss mer och Wäert leeën op d'Ubanne vun de Grenzraim vun der Groussregion a vu Lëtzebuerg un déi europäesch Transportréseauen. Ech weisen hei op den Uschloss vun dem TGV-Est hin, wou den Transportminister en entsprechende Projet de loi deponéiert huet a wou och elo den Avis vom Conseil d'Etat virläit, esou datt mer dese Projet geschwë wäerten hei am Haus stëmme kënnen.

An deemselwechten Zesummenhang encouragéieren ech den Transportminister a sengem Projet, zesumme mat der Belsch a mat der Ennerstëtzung vu Frankräich, säi Méiglechste ze maache fir d'Eisebunnsrelatiounen tëschent Bréissel-Lëtzebuerg a Stroosbuerg mat Hëllef vun eisen Nopere an der Kommissioun vu Bréissel ze verbessern.

Virun engem Joer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'Regierung d'Elaboratioun vun engem interaktive Verkéiers- a Landesentwicklungskonzept IVL decidéiert. Op Basis vun den Aarbechte vum interministerielle Groupe de travail Mobilité, wou Verrieder vum Transport-, Bauten- Innen- an Ëmweltministère zesumme koumen, ass e Bureau d'études chargéiert ginn e Konzept vun engem IVL konkret auszearbechten.

An enger globaler, kohärenter an integréierter Approche ginn hei d'Weihe gestallt fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land. Dat Konzept vum IVL berout op enger interdisziplinärer Approche, wou d'Transportinfrastruktur considéiert ginn als „éléments structurants pour le développement rural et urbain“. Dës Approche bedéngt, datt parallel Szenarien entwéckelt gi vum Développement rural et urbain an Szenarien iwwert den Entwécklungsspillraum vum Transport.

Et gëtt dofir gekuckt, wou Raim mat gréisstem Entwécklungspotenzial bestinn, ënner Berücksichtigung vun de Kritären, vun de bestehenden Transportinfrastrukturen, selbstverständlech, a lafende Projete vum Aménagement du Territoire, vum Ëmweltschutz, der Bevölkerungsentwécklung a selbstverständlech och vun der wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land.

Als ee vun dësen Espace mat groussem Entwécklungspotenzial sinn am Süde vum Land genee d'Fiches industrielles identifizéiert ginn. Parallell zur Elaboratioun vum IVL lafen d'Aarbechten op Basis vum Gesetz vum 21. Mee 1999 iwwert den Aménagement du Territoire Plans sectoriels auszuschaffen an ze finaliséieren.

De Plan directeur de l'Aménagement du Territoire ass iwwerengens de 27. Februar vum Conseil de Gouvernement decidéiert ginn.

D'Koordinatioun ass assuréiert vum Innenministère, während d'Opstelle vun de Plans sectoriels ënner d'Egide vun deene concernéierte Ministère gestallt gouf.

Esou gëtt da fir de Moment intensiv um Plan sectoriel Transport geschafft, wou eng kohärent Planificatioun vum Transport op nationalem Niveau an um Niveau vun der Groussregion konkretiséiert gëtt.

D'Viraussetzung vun dëser Aarbecht sinn allerdéngs Préalablen a Rahmebedéngungen, déi heizou bestallt ginn. D'Entwécklung vun der Region Süden a virun allem am Beräich vun der Rekonversioun vun de Fiches industrielles op Belval huet an dësem dueble Kontext eng ganz grouss Prioritéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen net déi Befierchtungen, déi vun eenzelne besuegter Bierger an Associatiounen formuléiert ginn, datt mir géifen tatenlos nokucke wéi de Verkéier zu Lëtzebuerg an engem Kollaps géif endegen, an ech deele schonns iwwerhaupt net d'Angscht an de Reproche vun der LSAP, datt mir géinge poulriicht an de Stau kommen.

Bien au contraire, d'Iddie leie konkret um Dësch fir datt mir endlech aus deem Stau eraus kommen, wouranner d'Sozialisten eis duerch hir jorelaang Konzeptlosegkeet era manövriert hunn. Ech wëll net verkennen, datt och bei hinnen eng Rei wäertvoll Initiativen am Beräich vum Stroossebau a vum Ausbau vun de Buslinnen geholl gi sinn. Et bleift awer, datt déi viereg Regierung sech an eng onsäglech a steril Diskussioun iwwert de pour an de contre vun enger Tramsverbindung matzen duerch d'Stad verwecke gelooss huet an doropper vergiess huet, nëtzlech, jo noutwendeg, aner Projete virun ze dreien.

(Interruptions)

A säit 1999 geet et ënner anerem drëm fir d'Retarde vun dësen Joren

erëm ofzebauen. E Konzept war net do. Et gouf weder Visiounen, nach kloer Objektivier fir eng mittel- a laangfristeg Politik.

(Interruption)

Jo, déi fréier Transportministeren - ech schwätze vun deene sozialisteschen Transportministeren - hu sech souguer dra versteigert eng Aart Stand-Still ze dekretieren am Beräich vum Ausbau vun de Buslinnen, ier d'Resultater vun där sozio-ekonomescher Etüd iwwert de BTB géife virleien. D'Eisebunn hat déi Pläng, fir längst iwwerfällig Remplacement beim Matériel roulant virzehuelen an nach zousätzlech Material ze bestellen, och op Äis geluecht. E Cahier de charge fir d'Tramen ze bestelle gouf et net, d'Projete fir noutwendeg Infrastrukturen am Beräich vum Entretien an zumol en neie Centre de maintenance louchen am Dornröschenschlaf. Ech kéint de Sënneregëster vun den LSAP-Transportministeren nach laang viru féieren.

(Interruption)

Ech mengen awer et wier wichtig zesummen no vir ze kucken, an et wär flott wann och d'Kollege vun der Opposition eng Kéier fair zougestoen, datt mer amgaange sinn an déi gutt Richtung ze goen, anstatt, wéi beispillsweis d'lescht Woch den ADR, ze versiche mat fadenscheinegen Argumenter bestehend Dossierer ze torpedéieren, ouni sech Rechenschaft driwwer ofzeleee wat déi virgeschloen Alternativen ëm Méikäschtel géife mat sech bréngen. Hir Alternativ ass eischer ee Bréif un de Kleeschen, wéi d'Kanner e schreien a wou duerno net méi vill dobäi eraus kënn.

(Interruptions diverses)

Wéi gesäit dann elo de Konzept aus, deen an der Transportpolitik Lëtzebuerg fit maache wäert, fir d'Erausfuerrunge vu muer unzepakken. D'Strategie Mobilitéit.lu setzt hei déi richteg Jalonen an ech wëll mech, well den Interpellant sech heirobber limitéiert, hauptsächlich op d'Regioun Süden konzentrieren.

Den Dossier ass vum Transportminister am Januar d'lescht Joer presentéiert ginn. An den nächste Jore ginn dräi Milliarden Euro an den Ausbau vun der Eisebunnsinfrastruktur a vu Rullmaterial vun der CFL investéiert. Ech wëll betonen, datt esou een enormen Investitionsprogramm nach ni virdu bestanen huet. Parallell gesäit de Budget vun 2003 eng Steigerung vun de Kreditter vum öffentlichen Transport vu 17% vir. Do kann dach kee mer soen dat wier näischt, an et ass absolut lächerlech wa behaupt gëtt, d'DP an dës Regierung géifen den öffentlichen Transport vernoléisegen.

Déi zur Verfügung stoend budgetaire Enveloppe an déi geplangten Investitiounen sinn en eischer Resultat an dem Wëlle vun der Regierung eescht ze maachen am Beräich vun der Mobilitéit. Dat wat an der Strategie Mobilitéit.lu envisagéiert gëtt, ass e kohärente Bestanddeel vum dem Plan sectoriel Transports.

D'Objektiv wat den Transportminister sech gestallt huet, ass virum Landesniveau Modal split vum öffentliche Verkéier vu 25% am Joer 2020 ze erreechen. Mat Mobilitéit.lu wäert dës ambitieus Zil och erreecht ginn. Et ass also onsënneg Angscht ze maache mat Horrorszenario vum Verkéiersstauen.

Wat gesäit Mobilitéit.lu zu deem Aspekt vum Schinneverkéier an der Region Süden vir? Ech wëll nëmme kuerz folgend Beispiller opgräifen. Eischstens, den Utilisateur soll souwäit wéi méiglech mam Zuch oder mam Tram an d'Stad gefouert ginn. Souwäit de Quartier net

un d'Schinn ugebonden ass, soll de Bus- an den Zuchverkéier besser openeen ofgestëmmt ginn. Déi véier nei Gare um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, déi virgesi sinn, kréien hei eng wichteg Roll, genau sou wéi d'Park&Ride-Parkingen, déi an zwou Ceinturen, eng ronderëm d'Grenze mat der Belsch a mat der Lorraine an eng zweet Ceinture tëschent de Stied um Süden an der Haaptstad, wäerten aménagéiert ginn.

Och de Projet, deen d'Ubanne vum Kierchbiereg a vum Findel un d'Schinnennetz virgesäit, an deen den Henri Grethen elo am Januar virgestallt huet, ass d'Partie intégrante vun där Strategie. Vun 2006/2007 u wäert et méiglech si mam Tram vun der Gare Lëtzebuerg sou wéi vun Dummeldeng aus op de Kierchbiereg ze fueren. Dobäi ass ze bemerken, datt een da mam Tram vill manner Zäit brauch fir op de Kierchbiereg ze fuere wéi wann een déi beschte Busverbindungen duerch d'Stad benotze géif. Dat gouf jo kierzlech belobend och vum President vum Landesverband ervirgehuewen.

Ech wëll awer dozou soen, datt en Tram mëtten duerch d'Stad genau déiselwecht Verkéiersproblemer géif begéine wéi haut de Bus, an datt d'Fahrzill iwwert deen Tracé duerch d'Stad doudsicher net kompetitiv wier zum direkten, vum jëtzege Transportminister virgeschloenen Tracé. D'Tatsaach ass, datt vun deem Moment un, zum Beispill den Utilisateur, dee vu Wuermer oder vun Esch oder vu Péiteng den Zuch hält iwwert d'Gare Lëtzebuerg, direkt op de Kierchbiereg kënn, wou mer jo kloer gesinn datt ëmmer méi an ëmmer méi Aarbechtsplazen entstinn.

Zweetens, am Süde sinn enorm Investitiounen a Verbesserung vum den Infrastructures ferroviaires geplangt, sou zum Beispill den Ausbau op zwee Gleiser vun der bestehender Eisebunnsliin Péiteng-Lëtzebuerg, d'Schaffung vun neier Eisebunnsverbindung Esch/Uelzecht-Lëtzebuerg, eng Verduellung vun der Linn Beetebuerg-Lëtzebuerg mam Schafe vun engem neien zweegleisegen Tracé laanscht d'Autobunn.

Drëttens, gläichzäiteg mat dem Ausbau vum Schinnennetz ginn d'Garé vun Esch/Uelzecht a vu Beetebuerg ëm- an ausgebaut. Déi nei Périphérie gare un Houwald kënn fir d'Beetebuereger Streck nach zousätzlech dobäi.

Véiertens, aner Modular, déi zu engem spéideren Zeitpunkt sollen dese gewaltigen Investitionsprogramm ersetzen, si virun allem eng Tunnelverbindung vu Bieles-Mairie bis Uewerkuer, déi geplangten Erschließung an Ubannung un den nationalen Eisebunnsréseauen vun der Friche Belval-Westen duerch eng Traminfrastruktur, déi iwwert Bieles eraus soll weider fueren.

Fënneftens, wat d'Erschließung vun de Friche fir den öffentliche Verkéier betrëfft, sou sinn hei déi definitiv Studien nach net ofgeschloss. Et ass awer gewosst, datt d'Friche Belval-West schematech esou gutt un den CFL wéi och un de Busréseau ugeschloss gëtt, am Rhythmus vun den Implantatiounen vun deenen eenzelnen Entrepreneuren an aner Projeten, wéi zum Beispill Rockhal oder Dexia-BIL an esou weider, wéi déi sech do implantéieren wäerten.

Sechstens, da ginn och nach zwee P&R-Parkingen aménagéiert mat direktem Uschloss un den Eisebunnsréseau. Ee P&R-Parking am Süde vun der Friche, mat Verbindung un déi geplangte Stroosseverbindung op Micheville, an en zweete Parking zu Féiz, beim Autobunnskräiz Escher Autobunn a Collectrice du Sud. D'Studié fir dese Projet sinn och hei am Lafen, woubäi de Prinzip schon den 18. Juli 2001 presentéiert gi war an enger Pressekonferenz iwwert d'Cité des Sciences zu Belval-West.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konzept vu Mobilitéit.lu wäert op e Maximum de Besoine vun den Utilisateuren entgéint kommen a vill Leit dozou beweegen, fir hire Privatauto stoen ze loosser an op den öffentliche Transport ëmzeklammern. Dat Dokument, wat den Transportminister d'lescht Joer virgestallt huet, ass nëmme en Deelaspekt vun der Gesamtstrategie vu Mobilitéit.lu. Effektiv, nieft dem Deelaspekt Schinneverkéier wäerten an deenen nächste Méint weider Deelaspekter vun der Gesamtstrategie Mobilitéit.lu presentéiert ginn, wéi zum Beispill d'Exploitiounskonzept vum Zuch an deem geplangten Développement vun dem Busréseau.

Dir gesitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Strategie vun der Mobilitéit.lu geet vill méi wäit wéi dat wat mer bis elo am Detail kennen. Si geet méi wäit wéi d'Virstellungskraaft vun de Sozialisten jeemools gaang ass. Dat ass relativ lücht, well an hire 15 Joer Transportministère waren eischer d'Luuchten aus.

(Interruptions)

Net méi spéit wéi den 18. Abrëll 2002, den 8. Oktober 2002 an den 11. Februar 2003 si vum Transportminister hei an der Chamber d'Projet-de-loien déposéiert ginn, dat ka jo schliesslech keen ignoréieren an och e Blanne weess dat, déi eng eischer konkret Suite si vum Konzept fir den Ausbau vun der Eisebunnsinfrastruktur. Et sinn dat Projeten iwwert d'Modificatioun vum Gesetz vum 24. Juli 2000, wouranner déi Investitiounsvirhabe ugepasst ginn, déi vum Fonds du Rail solle virgeholl ginn. Den Avis vum Conseil d'Etat vun zwee vun deenen dräi Projete läit vir, sou datt mer déi Projete geschwënn hei am Haus och wäerte stëmme kënnen.

(Interruption)

Ech wier awer net komplett, wann ech net och géif e puer Wieder iwwert den Uschloss vu Lëtzebuerg un déi grouss Réseaux trans-européens géif verléieren. Deeselwechten 18. Abrëll 2002 huet den Transportminister e Projet de loi iwwert den Uschloss vu Lëtzebuerg un den TGV-Est déposéiert. Dee viraussichtleche Käschtepunkt vun der Lëtzebuereger Bedelegung um TGV-Est, deen extrem wichtig fir eis d'Land ass, wäert no Aktualisatioun bei iwwert 120 Milliounen Euro leien. Wéi schonns virdu bemierkt, läit och hei den Avis vum Conseil d'Etat vir, sou datt mer och dee Projet zügeg kënnen verabschieden.

Eng weider Prioritéit läit an der Verbesserung vun der Offer vum Transport public transfrontalier. Fir deen Transport transfrontalier läit hei am Moment de Modal split vir, bei 7 zu 93, wat extrem niddereg ass. Dës weist, datt et an dësem Beräich nach vill Nachholbedarf gëtt, an och hei ass d'Regierung, mat vir un der Spëtzt den Transportminister, amgaange konsequent nei Initiativen ze huelen. Déi eischer Resultater sinn amgaange sech ze weisen.

Als eischer vu ville Beispiller vun deene geplangte Verbesserung wëll ech just de Projet mentionnéieren dee virgesäit, dass a Richtung Frankräich d'Eisebunnsantenne Beetebuerg-Diddeleng bis op Wolmerange-les-Mines verlängert an och do en Opfangparking gebaut gëtt, fir datt déi Leit kënnen gemutlech mam Zuch an d'Stad kommen.

Wann ech iwwert de Grenzverkéier schwätzen, dann denken ech un d'Dierfer aus de betraffene Regiounen, am Kontext vun dëser Interpellatioun un d'Grenzquertschafte mat der Lorraine an d'Autobunnen, déi dagdeeglech moies an nométes vum Berufsverkéier schweier belascht ginn.

Eng konkret Ëmleeung vum Individualverkéier op den öffentlichen Transport duerch entsprechende Investitiounen an d'Infrastrukturen an an d'Opfänkparkingen op der

Grenz, souwéi d'Organisatioun vun neie grenziwwerschreidende Buslinnen, déi den Autoschaffeur incitëiere sollen op den Zuch oder de Bus ëmzeklammen, sinn hei e wichtegt Element, wann net eng vun den Haaptzilsetzunge vun der Gesamtstrategie „Mobilitéit.lu“ fir déi nächst Joren.

Här President, als leschte Sujet huet den Interpellant nach d'Strategie vun der CFL ugeschnidden. An engem kompetitiven Ëmfeld, wou vu Bréssel aus d'Libérisatioun vun Zuchverkéier, souwuel wat de Persounen- wéi och de Giddertransport betrëfft, als Zilsetzung virgi gëtt, ass et schwéier fir eng am internationale Vergläich kleng Gesellschaft wéi eis Eisebunn hir Maatnisch uerdentlech ze fannen.

En Eckpfeiler vun der zukünftiger Strategie vun der CFL ass den öffentliche Persounentransport iwwert d'Schinn. Hei si Sécherheet, Confort, Service a Pünktlechkeet gefrot. Dëst bedéngt den Asaz vu modernem Material wéi déi bestallten Duebelstackwaggonen, déi 2004 vum Fabrikant kënnen geléiwert ginn. Dëst modernt Material soll op der Linn Lëtzebuerg-Beeteburg-Diddenhewen-Metz agesat gi fir d'Kapazität ze vergréisseren an de Frontalieren aus der Lorraine eng konkret a gutt Alternativ fir den Auto ubidden ze kënnen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Wann am Kader vun der „Mobilitéit.lu“ 400 Milliounen Euro sollen an d'Rullmaterial vun der CFL investéiert ginn, dann ass dëst sonder Zweifel de Beweis, datt mir dat néidegt Vertrauen an d'CFL hu fir déi zukünfteg Défie kënnen ze meeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Interpellant haut de Moie wëlles hat fir der Regierung Konzeptlosegkeet a blann Manöveren an der Transportpolitik virzeweere an ze beweisen, da kann ech nëmme soen, dass hie mat dësem Versuch total entgleist ass.

(Interruptions)

Den Henri Grethen ass deen éischten Transportminister, deen zënter ville Joren erëm de Bau vun neien zousätzleche Schinnen hei am Land an Optrag ginn huet. Den Ausbau vun eisem Schinnennetz gëtt konsequent virgedriwwen a strouft all déi Ligener, déi nach ëmmer behaapten d'Regierung hätt kee Konzept a géif dem Verkéierskollaps ohnmächtig entgéint kucken.

An der Transportpolitik brauch een e Gesamtkonzept, wat Lëtzebuerg an enger nohalterger Approche konsequent op d'Zukunft virbereet. Mir brauchen e Konzept wou d'Problemer genee erkannt ginn a wou eng konkret Léisung gesicht gëtt. Mir brauchen e Konzept wou d'Problemer erkannt ginn a wou eng konkret Léisung am Kader vun engem laangfristige Konzept muss virgeschloe ginn. Esou e Konzept zeechent Léisunge vir, déi duerno um Terrain müssen ëmgesat ginn.

Wa mir haut zum Deel am Stau stinn, e Stau dee sech iwwert déi lescht 15 bis 20 Joer opgebaut huet, da muss mer Léisunge sichen, déi d'Problemer net nëmme vun haut, mä och vu muer léisen. D'Mobilitéit.lu an IVL vun dëser Regierung an en plus de Plan sectoriel Transports ginn dat Konzept of, dat mer brauchen. Et läit elo un eis fir dës Konzepter mat Liewen ze erfüllen, an ech sinn iwwerzeegt dass d'Regierung an den Transportminister ganz besonnesch, trotz schwéierger Aufgab, déi richtig Antwerten amgaang ass virzeleeën.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Interpellatioun vum Kolleeg Zanussi gëtt ons haut d'Méiglechkeet fir méi spezifesch iwwert d'Verkéisersproblematik am Süden ze diskutieren. Eng Problematik, déi praktesch all Mënsch direkt interesséiert.

Op wat ass déi Situatioun zréckzeféieren? Éischtens, mengen ech, geet se haaptsächlech op dee wirtschaftlechen Opschwonk zréck, deen eist Land an deene leschten 10 bis 15 Joer kann huet, e massiiv Zouhuele vun Aarbechtsplazen am Zentrum an am Süde vum Land, well mer net méi genuch Aarbechtskräften am Land hunn an dofir hu missen op Frontalieren zréckgräifen an haut mat 100.000 Frontalieren e staarken Afloss op eis Verkéisersproblematik am Land hunn. Et sinn haaptsächlech Frontalieren, Fransousen a Belsch, déi a priori am Süden an eist Land era kommen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zweetens e Manktum un öffentliche Transport. D'Zuel vun den Autoen huet doropshi staark zugeholl, souwuel iwwert de Regionaltransport, de Berufs- oder de Privatverkéier. Op den Autobunnen, déi mer vum Süden an den Zentrum hunn, hunn d'Autoe staark zugeholl. Si sinn iwwerfüllt an d'Autoe sinn dofir ausgeweecht op d'Nationalstroossen, op Schläichweeër, Niewestroossen, se fieren duerch d'Lotissementer a fieren haut souguer schonn iwwer Feldweeër fir hei an eist Land era schaffen ze kommen. D'Staue sinn an de Spëttestonne moies an owes zur Regel ginn, ouni wëllen drop hinzewee wat dat fir Konsequenze fir de Klimaschutz huet.

Dreittens huet d'Liewensqualität vun deene Leit, déi laanscht Nationalstroossen oder Lotissementer, Schläichweeër wunnen, vun den Urainer vun deene Stroossen, wou dausende vun Autoe sech duerchwenzelen, staark ofgeholl, net ze schwätze vun der Sécherheet fir déi Leit a fir déi Kanner, déi sech an deene Stroosse bewege musen. Déi Problematik gëtt wuel vun Dag zu Dag méi grouss, méi staark, mä si ass net nei. Si ass iwwer Jore gewuess.

Duerfir hu mer als ADR am Süden 1991 e Grupp agesat, deen en Transportkonzept fir de Süden ausgeschafft huet, wat mer am Summer 1991 virgestallt hunn, a mer och duerfir eng spezial Ausgab vun eiser Zeitung am Süde verdeelt hu mat de Plangen an de Propositione wéi mir eis dëst Transportkonzept fir de Süden virstellen.

D'Regierung hat bis dohinner kee Gesamtkonzept, weder déi viregt Regierungen, nach déi heiteg Regierung. Haut leie Projete vir iwwer „Mobilitéit.lu“. Den Transportminister, dee mer haut hunn, huet véier Joer elo gebraucht fir déi Etüden ze maachen, fir se virzeleeën, a wa mer Chance hunn, da kréie mer nach am Kader vun dëser Legislaturperiode vläicht deen een oder anere Projet gestëmmt, awer ëmgesat gëtt e vun deene Regierungen dono, an da kann et sinn datt erëm nei politesch Iddien era kommen an datt erëm déi Projeten net ëmgesat ginn, déi elo gestëmmt ginn.

Et ass dat eent vun de grouss Problemer, déi mer hunn, virun allem bei dëser Regierung, déi net nëmme an der Transportproblematik, mä a ville Politike sech virun allem doduerch ausgezeechent huet, datt se Etüde gemaach huet, datt mer hei an der Chamber iwwer Joren am Fong als Chamber der Regierung hir Aarbecht gemaach hunn, mä datt d'Chamber Dokumenter zu deene verschiddensten Themen opstellt, fir dann Débats d'orientation ze maachen, wat eng Regierung dann herno soll praktesch an der legislativer Prozedur ëmsetzen, allerdéngs zu engem

Zäitraum wou da véier Joer erëm sinn a wou mer alleguer wëssen, datt an dësem Joer net méi vill wäert op deem Niveau geschéien. Dës Regierung huet sech also domat ausgezeechent Etüden an Débats d'orientation ze maachen.

Här President, mir stinn also ee Joer virun de Chamberwahlen an dofir gleewe mer och net méi, datt hei nach viles wäert geschéien. De Kolleeg Marc Zanussi huet scho mat Recht virdu gesot, datt d'Leit dobaussen am Land dat wäerte mierken, datt mer véier Joer elo studéiert hunn an elo kuerz virun de Wahlen Projete virleeën. De Kolleeg Zanussi weess vu wat hie schwätzt, well d'Leit haten och gemierkt, datt déi 15 Joer virun d'Sozialiste studéiert hunn an näscht gemaach hunn. D'Leit haten dat och gemierkt.

Mir sinn och frou datt mer eng Rei vun deene Propositionen, déi mir als ADR gemaach hunn, an deene Projeten, déi d'Regierung elo virgueluecht huet, respektiv an hirem Mobilitéitskonzept, erëmfinden. Mir wëllen net soen, datt si se duerfir vun eis ofgeschriwwen hunn, well mir hu se och net all erfonden. Et schwätzt een do mat Expären, an esou huet d'Regierung och mat Expären geschwat, an dofir fënnt een eben elo eng Rei vun deenen Iddien an deene Konzepter erëm, wou iwwer mer frou sinn.

Mir wäerten, wa mer als Land an där doter Problematik net reagieren, virun dem Verkéisersinfarkt an nächster Zäit stoen. Elo, wéi scho gesot, leeft a ville Gebitter hei am Land an de Spëttestonnen näscht méi a wa mer déi nei Industrie- an Aktivitätszone queesch duerch d'Land a virun allem am Süden - an ech denken do un d'Friches industrielles - bauen, da schafe mer do zousätzlech Aarbechtsplazen, mer kréien zousätzlech Frontalieren déi dohinner kommen, an do derniewent wäert d'Populatioun och zuleméisseg an d'Luucht goen, wat alles zesummen erëm nei Verkéisersproblemer mat sech bréngt. Duerfir si mer scho gutt berode wa mer no Weeër sichen, déi kuerzfristig kënnen ëmgesat ginn, mä déi awer an e globaalt Konzept erapassen, en intelligent Aneneegräife vun deene verschiddenen Transportpolitiken, nämlech dem Individualverkéier, dem Verkéier mam Bus an op de Schinnen.

Mir als ADR schwätzen eis net nëmme fir den öffentliche Transport aus, mä mir soen dass och den Individualverkéier seng Plaz an eisem politeschen Denke behalen muss. Éischtens well d'Leit hiert Recht behale mussen fir mam Auto ze fieren an zweetens well vill Leit verpflichtet si sech mam Auto ze déplacieren, well den öffentliche Transport jo net iwwerall hifert a well mer och an der Aarbechtswelt ëmmer méi flexibiliséieren an d'Leit duerfir och ëmmer méi onregelméisseg schaffen an duerfir net kënnen op den öffentliche Transport zréckgräifen. Duerfir muss den Individualverkéier seng Plaz an eisen Iwwerleeunge behalen.

Doriwwer eraus muss esou e Konzept wéi dat vum Süden, wat mer elo hei diskutieren, sech och an en nationaalt a globaalt Verkéiserskonzept apassen. Dofir hu mir als ADR an deenen anere Bezierker dëselwecht Iwwerleeunge gemaach an hu versicht e Konzept ze fannen, wou d'ganz Land anenee gräift. Mir hunn déi Propositione gekuckt, déi um Dësch longen, souwuel vun der virechter Regierung, wéi de BTB-Projet, wéi vun der jëtzege Regierung, an och de Projet vum Ingénieur Georges Schummer. Mir sinn zur Konklusion komm, dass am Fong déi beschte Léisung, déi optimalste Léisung fir de Verkéisersproblem national ze léisen, de Projet vum Här Schummer wier, an zwar hei

am Zentrum mat engem Schinnennetz ënnert der Stad erduerch ze fieren, wou een all déi aner Schinnennetzer kéint drun uspannen. Ech kommen herno nach op d'Virdeeler vun deem System zréck.

Mir proposéieren also fir den öffentliche Transport auszubauen a fir e konnefrëndlech ze maachen. Et gëtt versicht, virun allem vun eise grénge Kolleegen, fir d'Leit op den öffentliche Transport ze kréien, fir de privaten Autostransport schlecht ze maachen. Mir soen, dass dat eng falsch Politik ass. D'Leit kritt een net op den öffentliche Transport, andeem dass een den Auto schlecht mécht, mä et kritt een d'Leit op den öffentliche Transport andeem een den öffentlichen Transport besser mécht.

(Interruption)

Dach, Här Huss. Dir maacht dat systematesch. Dir sidd géint all Strooss. Dir sidd géint all Parkplaz. Dir sidd fir d'Verdeiere vun dem Autofueren. Also sinn déi Gréng derfir, fir den Auto schlecht ze maachen. Mir sinn der Meenung, dass een den öffentliche Transport muss besser maachen, an da ginn d'Leit op den öffentliche Transport iwwer. Dir waart och déi, déi scho viru Jore wollten de Bensin op 100 Frang erop setzen. Kommt elo net a sot, Dir hätt ni eng Politik gemaach fir den Auto schlecht ze maachen. Et ass systematesch eng Politik, déi vun deene Grénge gemaach gëtt, fir den Auto schlecht ze maachen.

Mir sinn derfir, fir den öffentliche Transport besser ze maachen, fir e flächendeckend auszubauen, fir Busspuren anzeféieren, fir den öffentliche Transport gratis ze maachen, fir dass d'Leit op den öffentlichen Transport iwwer ginn.

(Interruption)

Nee, dat behënnert den Auto net, wann Der kuckt, wou haut Busspuren sinn. An engem ordentleche Verkéiserskonzept kann ee schéi Busspuren bauen, ouni dass den Auto dofir behënnert gëtt. Mir hunn där Beispiller genuch. Mä wann Der keng Stroosse baut a wann Der keng Parkplazen baut, an Dir maacht d'Parkplazen deier, an Dir maacht Schikane fir den Auto, da maacht Der domadder gären eng Politik, dass d'Leit vum Auto musen erofklammen, an da sinn och déi Leit geschiedegt déi müssen op hiren Auto zréckgräife fir sech ze déplacieren. Mat där Politik vun de Grénge si mir net averstannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mir wëllen um öffentlichen Transport änneren hei am Land, dat wëll ech lech, virun allem wat de Süde betrëfft, soen - well mir haut iwwert de Süde schwätzen -, an dat sinn am Fong déi Propositionen, déi den ADR-Süden 2001 veröffentlecht huet.

Mir hunn deemools ënner anerem proposéiert fir de Park & Ride an der Grenzregion flächendeckend auszubauen. Eng Rei vun deene Propositione sinn och am Konzept vun der Regierung zréckbehalde ginn. Et soll een net onbedéngt e Park & Ride no un d'Stad eruleeën, mä et soll een e vum Zentrum ewech maachen an an d'Grenzregione leeën.

Mir hunn néng Park & Ride proposéiert: zu Stengefort op der Grenz, zu Garnech beim Wandhaff, zu Athus-Rodange op der Gare, zu Bascharage-Suessem, zu Esch op der Cité Belval, zu Rémeleng op der Grenz Étteng, zu Diddeleng bei Wuermereng an zu Diddeleng op der Grenz. Wat d'Autobunn ubelaangt: zu Fréiseng uewen um neien Échangeur vun der Saarstrooss. Domadder kéinten d'Frontalieren, déi vun deene villen Uertschaften aus dem Frankräich iwwert déi verschidde Grenziwwergäng an d'Land kommen, op deene Park & Riden opgefaange ginn a kéinten da mam öffentlichen Transport, sief et mam Zuch oder sief et mat Bussen iwwer Busspuren, an den

Zentrum vun de Stied oder bis op Garen, wou d'Zich stoe bleiwen, transportéiert ginn.

Weider proposéiere mer fir déi öffentliche Eisebunnsinfrastrukturen auszubauen, se ze moderniséieren. Do denke mir och, wat haut de Moie schonn hei ugeklongen ass, un den Ausbau vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg op een zweet Gleis. Och d'Streck Beeteburg-Lëtzebuerg misst esou séier wéi méiglech moderniséiert ginn. A mer soen och, dass een erëm kéint Strecken opmaache wéi zum Beispill Klengbetten-Stengefort oder Diddeleng-Schmelz-Wuermereng.

Bei de Schinnestrecke proposéiere mir eng nei Streck ze leeën, an zwar vun dem Parking Bouillon an der Stad laanscht d'Autobunn Richtung Esch, fir op d'Cité Belval ze kommen an zréck. Da kéint dat Schinnennetz weider hei an der Stad ugeschloss ginn un dat Netz, wat fir eis herno ënnert der Stad erduerchgeet oder un déi aner Schinnennetzer hei an der Stad selwer.

Dee Shuttle géif dann op Esch an d'Friches industrielles fieren, wou en op enger bestehender Eisebunnschinn, déi haut nach der ARBED oder der Arcelor gehéiert, ënnert Biele erduerch fiert - et misst also just gekuckt ginn, dass de Stat déi vun der ARBED kéint iwwerhuelen -, fir op där anerer Säit un d'Streck Klengbetten-Lëtzebuerg erëm kënnen ugeschloss ze ginn, wou dann am Fong ee Kreesverkéier vun der Eisebunn géng entstoen, wou ee kéint an zwou Richtunge fieren. Herno kéint een déi Schläifen nach weider ausbauen op Mamer, Klengbetten, Sterpenich oder an d'Grenzgebitt: Hondelange, Tuerpeleng asw.. Dat wär eng Iddi, wéi mer d'Schinnennetz kéinten an e Circuit abannen a wéi mer de ganze Süden am Fong kéinten an dee System integréieren.

Esou weidere Punkt ass dee vun Individualverkéier. Do proposéiere mir, dass de Bypass bei der Collectrice Sud zu Esch op der Autobunn Éilereng-Monnerech net dier gebaut ginn. Mir proposéiere fir zousätzlech déi Stéchstrooss vun der Collectrice südlech vun Déifferdeng-Biele laanscht d'franséisch Grenz och net ze bauen. A mir proposéieren dat Ubanne vun der Collectrice Sud vun der Biff entlaang Lénger oder Kéizeng un d'belsch Stroossennetz och net ze bauen. Mir wäerten deementsprechend Motioune deponéieren.

Da proposéiere mer bestehend Stroossen ze verbesseren, déi de Moien och schonn hei genannt gi sinn, Lankéltz an esou virun. Mir proposéieren awer och d'Autobunn vu Stengefort op Diddeleng op dräi Spuren auszubauen, well mer wëssen, dass dat déi Haaptachs ass, wou de gréisste Berufsverkéier an d'Land erakënnt, mä wou awer och dee gréissten Transitverkéier hei am Land sech ofwéckelt. Wann herno d'Saarstrooss bis fäerdege ass, wäert den Transitverkéier vun der Belsch an Holland a Richtung Däitschland an zwou Richtunge vu Lëtzebuerg op Diddeleng eriwuer goen - momentan geet et jo nëmme an enger Richtung dohinner -, an da gëtt déi Strooss, wou mer haut scho praktesch all Dag een Accident drop hunn a permanent Stauen hunn, nach zousätzlech duerch Transitverkéier belaauscht. D'Saarstrooss wäert insgesamt méi Verkéier mat sech bréngen, deen dann un déi Strooss uschléisst, sou dass et onbedéngt wichtig ass dass mer d'Streck vu Stengefort bis op Diddeleng op dräi Spuren ausbauen.

Mer sollen och déi bestehend Nationalstroosse beim Bau vun neien Infrastrukture mat Busspuren generell versinn. Och si mer der Meenung, dass een d'Micheviller Strooss, wéi se genannt gëtt, op Villerupt eriwuer am Kader vun den Industriebroche misst mat abauen.

Mir sinn och der Meenung, dass een nach zwou Ëmgehungsstroosse misst am Süde bauen. Déi eng ass ronderëm d'Uertschaft Bascharage, wou mer eng Proposition gemaach hunn, an déi aner ass ronderëm d'Uertschaft Dippach, wou mer och eng Proposition gemaach hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn nach eng Minutt Zäit, an dofir géif ech kuerz soen, dass ech zum Schluss vu menger Ried Motioun wäert deponéiere fir Saachen déi mer wëllen,...

(Interruption)

Sinn et nach sechs Minutten?

...respektiv Saachen déi mer net wëllen, Ausdrock ze ginn.

Wichtig ass dass, wa mer wuel vun engem Verkéierskonzept fir de Süde schwätzen, mer awer vun engem globale Verkéierskonzept schwätzen, virun allem wat den öfentlechen Transport ubelaangt, dee sech och un den Zentrum uschléisse léisst an dofir, wéi gesot, hu mer als ADR decidéiert déi Iddi vum Här Schummer ze ënnerstëtzen, well déi eben ënner der Stad erduerchgeet a well déi eng ganz Rei vu Virdeeler huet.

(Interruption)

Et ass net den Här John Schummer domadder gemengt. Neen, neen, ech géif dem aarmen Här Schummer dat och net wëllen andoen, fir dee mat lech ze verwiesselen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wuelverstanen de Projet vum Här Schummer, dem Ingénieur Schummer, deen ënner der Stad erduerchgeet, deen huet nämlech de Virdeel, dass d'Leit net brächten ëmzesteigen. Een, deen zum Beispill op de Lampertsbiërg an de Lycée geet an aus dem Süde kënn, kéint a sengem Zuch sëtze bleiwen a géif um Lampertsbiërg erauskammen oder ëmgeréint. Een, deen aus dem Norde kënn, deen op de Geesseknäppchen an d'Schoul geet, kéint sëtze bleiwe bis op de Geesseknäppchen. Dem Här Grethen säi Konzept, dat bréngt ëmmer nach mat sech, dass d'Leit mussen duerch d'Stad mat Busse gefouert ginn. Mir féiere se also alleguer op d'Gare, an da féiere mer se mat de Bussen erëm giesch duerch d'Stad dohinner wou se missten hikommen. Doriwwer eraus hätt dat heien de Virdeel, datt mer kee Schantjen an der Stad hätten, datt mer keen Tram duerch d'Stad hätten an datt mer manner Bussen duerch d'Stad hätten.

Dee Projet géif also nëmme Virdeeler mat sech bréngen an d'ganz Schinnennetz géif flächendeckend am Land matenee verbonne ginn an et kënn och vun eiser nationaler Eisebunns-Gesellschaft integral exploitéiert ginn a mir brächten och nëmme mat engem Material ze fueren amplaz datt mer, laut dem Konzept vum Här Grethen, elo mat verschiddene Materialer musse fueren. Et wier och méi éierlech, well d'Konzept vun der Regierung, wat jo och e Stéch vum Kierchbiërg eriwuer op d'Rout Bréck zoomécht, ass am Fong de Wee ugedeit, fir datt an enger nächster Phas awer och dës Regierung wëllt, obscho se virun de leschte Wahle géint de BTB-Projet war, weider an den Zentrum vun der Stad fueren an duerch d'Stad fueren. Si ass also just onéierlech vis-à-vis vun de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg.

Dat Konzept vum Ingénieur Schummer hätt zum Virdeel, datt mer net brächten duerch d'Stad ze fueren, iwwert de Buedem, mä trotzdem ënner der Stad erduerch a mir hätten den Uschloss bei alle wichtige Punkten, an de Schoulen, ouni datt d'Leit brächten ëmzeklappen.

Et gétt de Käschtepunkt invoquéiert. Deen ënner dem Buedem erduerch ass haut net méi vill méi deier wéi e laangjähere Projet iwwert dem Buedem. Mir fueren haut op ville Plazen hei am Land mat

den Autobunnen ënner dem Buedem erduerch a wann een an d'Ausland geet, do ass dat, iwwert dat mer hei diskutieren, eng Regel ginn an et ass iwwerhaapt och kee Problem méi, esou dass mer eis awer wäerten dofir asetzen, dass an der zoustänneger Chamberkommissioun dee Projet als Alternativprojet wäert zur Diskussioun kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, meng Zäit ass ofgelaf hei. Ech géif lech hei eng Rei vu Motiounen iwwerginn an ech géif lech merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Motion 4

La Chambre des Députés, considérant

- la reconversion projetée des friches industrielles dans le Sud du pays;

- la saturation du réseau routier luxembourgeois du Sud et Sud-Ouest aux heures de pointe;

- la dépendance de l'économie luxembourgeoise du réservoir de main-d'œuvre de la grande région;

- l'extraordinaire croissance du nombre des frontaliers partant de 13.400 personnes en 1984 et dépassant le cap des 100.000 personnes en janvier 2002;

- que la grande majorité des frontaliers est issue des régions immédiatement voisines de la France et de la Belgique et a comme cible le Centre et le Sud du pays;

- que l'utilisation par ces frontaliers du transport public reste dérisoire, à l'exception de ceux habitant dans les zones attenantes aux axes ferroviaires comme notamment celle de Marbehan-Arlon-Luxembourg, avec un « modal split » pour la France de 5:95 et pour la Belgique de 13:87;

- le spectre d'une croissance persistante de la population résidente conséquence de l'attrait persistant du marché de travail luxembourgeois;

- qu'un système performant et de qualité de transport public transfrontalier de personnes est un moyen permettant de modérer l'augmentation de la population résidente et les problèmes y liés;

- qu'un système de transport public transfrontalier performant vers les pôles d'activité économique du Luxembourg est crucial pour assurer la croissance future du pays;

invite le Gouvernement à

- œuvrer pour la création d'un système performant de transport public transfrontalier régional qui assure l'acheminement rapide des frontaliers belgo-français vers les centres d'activité économique actuels et en voie de création du Grand-Duché de Luxembourg.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant le papier stratégique « mobilité.lu » du Ministère des Transports du 24 janvier 2002;

- saluant la volonté du Gouvernement de créer deux ceintures de parkings « Park&Ride » dont une, comportant neuf aires de stationnement, le long de la frontière sud et sud-ouest du pays et une autre, comportant quatre aménagements « Park&Ride » au sein même de cette région du pays;

- constatant que le Ministère des Transports envisage d'introduire le stationnement payant sur la ceinture existante de parkings « Park&Ride » aux confins de la capitale;

- estimant qu'il s'agit d'encourager la volonté des automobilistes de profiter du service « Park&Ride »;

- jugeant en conséquence comme contre-productive l'introduction du stationnement payant aux parkings « Park&Ride »;

- notant que cette mesure frapperait en premier lieu la population résidente du Grand-Duché et notamment les habitants de la grande banlieue de la ville de Luxembourg, mesure qui dès lors est à considérer comme discriminatoire;

- attendu qu'il y a lieu de garantir le traitement égal des automobilistes indépendamment du lieu de leur résidence;

invite le Gouvernement à

- se distancier de toute intention de vouloir taxer le stationnement sur des parkings « Park&Ride ».

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 6

La Chambre des Députés, considérant

- les projets de connexion des tronçons Ouest et Est de la Collectrice du Sud dans le cadre de la liaison projetée des réseaux routiers d'Allemagne et de Belgique;

- les nombreuses informations concordantes sur l'intention gouvernementale de construire dans ce contexte une bretelle d'autoroute (« by-pass ») à travers la commune de Mondercange reliant la Collectrice du Sud à l'autoroute Esch-Luxembourg;

- le démenti public peu convaincant de Madame le Ministre des Travaux publics « excluant à ce stade la construction d'une telle autoroute »;

- qu'une amélioration d'aménagement à apporter aux échangeurs Esch-Lankelz et Mondercange-Foetz contribuerait à accélérer la fluidité du trafic sur le tronçon autoroutier commun entre la Collectrice du Sud (A13) et l'autoroute Esch-Luxembourg (A4);

- l'intention du Gouvernement de construire une seconde voie de chemin de fer reliant Esch-sur-Alzette à la capitale;

- rappelant la motion votée par le conseil communal de Mondercange s'opposant « formellement à la réalisation d'une bretelle d'autoroute supplémentaire coupant en deux la localité de Mondercange et engendrant des nuisances inacceptables pour les habitants de cette partie de la localité »;

invite le Gouvernement à

- tout mettre en œuvre pour améliorer la fluidité du trafic sur le tronçon autoroutier commun entre la Collectrice du Sud et l'autoroute A4 et les échangeurs Esch-Lankelz et Mondercange-Foetz;

- renoncer à l'intention de construire une bretelle d'autoroute entre la Collectrice du Sud et l'autoroute A4 passant à la hauteur de Ehlerange vers Foetz.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- constatant la saturation des principaux axes routiers luxembourgeois conduisant à des embouteillages considérables notamment aux heures de pointe;

- considérant la croissance exponentielle du marché de l'emploi luxembourgeois durant la décennie passée;

- considérant les avantages écologiques du transport en commun par rapport à l'utilisation généralisée et massive de moyens de transport individuels;

- considérant dès lors qu'il est indispensable d'inciter de façon conséquente le salariat-navetteur à recourir pour son trajet professionnel aux moyens de transport publics;

- saluant la volonté du Gouvernement d'orienter tous les nouveaux projets dans le domaine du transport vers un accroissement de la part des transports publics au « modal split » national d'actuellement 14% à 25 %;

- constatant que l'achat de tickets de transport constitue non seulement un frein matériel mais également psychologique à l'utilisation des transports publics;

- constatant que seulement une partie infime des coûts réels du transport public sont et pourront être financés par la vente de billets de transports;

- constatant que d'ores et déjà la collectivité finance l'offre de transport public des personnes et que pareille offre est aujourd'hui plus que jamais considérée comme relevant de l'intérêt public;

- constatant que dans la plus grande majorité des cas l'entretien d'une voiture privée, avec toutes les charges que cela implique, s'impose même pour l'utilisateur systématique des moyens de transport public;

- considérant que l'utilisateur de l'offre de transport public fait preuve d'un comportement socialement louable qui ne peut être sanctionné du fait qu'il s'agit d'un service payant;

invite le Gouvernement à

- introduire avant la fin de la législature la gratuité complète des moyens de transport public.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 8

La Chambre des Députés, considérant

- la réponse écrite de Madame le Ministre des Travaux publics à la question parlementaire n°701 du 2 septembre 2000, relative au contournement des communes de Bascharage et de Dippach, affirmant que « la nécessité de construire un contournement de Bascharage reste évidemment donnée de sorte que les travaux afférents figurent parmi les priorités du département des Travaux publics »;

- que, malgré les promesses répétées des ministres successifs en charge du Ministère des Travaux publics et de plans dont les premiers datent du début des années 1970, sur le terrain rien ne s'est passé et que la situation n'a cessé de s'empirer;

- que journalièrement plus de 21.000 voitures traversent diamétralement la localité de Bascharage (avenue de Luxembourg) dans les deux sens;

- que tous les matins le trafic professionnel crée des embouteillages en direction de la ville de Luxembourg dans toutes les localités sises sur la route nationale 5 (Bascharage, Hautcharage, Sprinkange, Schouweiler et Dippach);

- que tous les soirs ce même trafic crée des embouteillages en direction de Pétange-Longwy;

- que dans toutes les localités sises sur la route nationale 5 la qualité de vie de la plus grande partie des habitants se trouve dégradée à cause des preneurs de chemins détournés;

- que l'important développement et la diversification économique de la commune de Bascharage et de sa zone industrielle nationale a, notamment dans cette commune, fortement aggravée la situation et risque de la rendre complètement intolérable;

- que cette dernière commune a été saisie de 40 demandes en vue d'un emplacement dans la nouvelle zone artisanale communale que cette commune est en train de créer dans le but de soutenir une politique de développement économique du Luxembourg;

- l'importance d'une politique économique de diversification et le risque de voir entraver cette dernière du fait de légitimes considérations politiques locales visant à freiner l'installation de nouvelles activités économiques afin d'éviter d'attirer du trafic supplémentaire;

- qu'une récente étude « biomonitoring » a révélé une forte pollution de l'air malsaine dont sont exposés les nombreux citoyens habitant le long de la N5;

- la résolution votée à l'unanimité le 11 décembre 2001 par le conseil communal de Bascharage demandant « avec fermeté » la réalisation d'un contournement de sa commune;

invite le Gouvernement à

- faire avancer d'urgence le projet d'un contournement de la commune de Bascharage;

- réaliser un contournement des autres localités, Sprinkange, Schouweiler et Dippach, sises sur la route nationale 5;

- accélérer les travaux visant à doubler la capacité de ligne ferroviaire Pétange-Luxembourg.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- ayant pris connaissance des nombreuses informations concordantes sur les intentions tant communales que nationales d'envisager:

la construction d'une nouvelle liaison autoroutière entre l'autoroute Luxembourg-Bruxelles (E 411) et l'autoroute Thionville-Metz (A 31) passant sur le territoire belge et français.

le prolongement de la Collectrice du Sud (A 13) au-delà du giratoire „Biff“ à Bascharage afin de la raccorder à la hauteur de Sélange en Belgique à la prédite liaison en passant à l'est de la localité de Linger et à l'ouest de celle de Clemency.

- considérant notamment le document adopté le 12 novembre 2001 lors du sixième sommet de la Grande Région visant à parfaire l'infrastructure routière transrégionale;

- constatant que la réponse de Madame le Ministre des Travaux publics en date du 15 février 2002 à la question parlementaire n°1496 du 24 janvier 2002 constitue un plaidoyer pour la jonction de la Collectrice du Sud à travers le territoire des communes de Bascharage et de Clemency à la nouvelle autoroute qui descendra le long de la frontière belgo-luxembourgeoise vers la France;

rend attentif au fait que le raccordement projeté de la Collectrice du Sud

- détruira un paysage champêtre et forestier intact et contigu offrant à la population des communes de Bascharage et de Clemency une zone de récréation de proximité paisible qui se distingue par ses pistes cyclables et promenades;

- portera gravement atteinte à la qualité de vie par pollution sonore, notamment des habitants de la commune de Bascharage, du fait que le prolongement de la Collectrice du Sud traversera le territoire de Bascharage vers Clemency en montée et que l'efficacité des mesures d'insonorisation à prévoir est ainsi douteuse;

- transformera la Collectrice du Sud en autoroute de transit international accroissant de ce fait considérablement toutes les nuisances liées au trafic routier au Sud du pays;

- risque fortement de mener au dépassement de la capacité de la Collectrice du Sud et de nécessiter en conséquence des investissements supplémentaires massives dans les infrastructures routières du Sud du pays;

- se heurte à l'opposition des conseils communaux de Bascharage et de Clemency exprimée par des résolutions votées à l'unanimité le 11 octobre 2002 respectivement le 27 mars 2002;

invite le Gouvernement à

- renoncer à l'intention de raccorder la Collectrice du Sud à partir du giratoire „Biff“ à Bascharage, en passant entre les localités de Linget et de Hautcharage et à l'ouest de Clemency, au réseau autoroutier belge.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

M. le Président. - Merci, Hâr Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Hâr Jean Huss ageschriwwen. Hâr Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, fir dem wuessende Verkéierschaos op de Stroossen och am Süde vun eisem Land entgéint ze wirken a fir ëmgekéiert e globaalt-, nohaltegt- a grenziwwerschreidend Verkéierskonzept fir d'Groussregioun ronderëm Lëtzebuerg opzebauen, ass eng längst iwwerfällg Diskussioun. Zum engen, well mer haut schonn derbäi sinn am Verkéierschaos vun ëmmer méi Autoen a Camionen ze erstécken, mä doriwier eraus well mer ganz wahrscheinlech wäerte mussen dovun ausgehen, dass trotz momentan rezessiven Tendenzen an der Wirtschaft bei eis an an Europa ronderëm eis Lëtzebuerg trotzdeem och weiderhi wäert wirtschaftlech Aktivitéiten unzéien, an domadder och nach méi Stroosseverkéier.

An der Südregioun méi speziell wäert dat jiddefalls och ganz staark de Fall si mat der Neientwécklung vun der Industriebrooch Belval an eventuell mat anere Broochen, an et ass dofir absolut urgent datt mer reagieren an endlech ufänken de géig Wierder vun engem Développement durable um Gebitt vu Landesplanung a Verkéier och an d'Praxis ëmzesetzen.

Wat nämlech déi viregt CSV-LSAP-Regierungen an deene vergaangene 15 bis 20 Joer op deem Gebitt gelescht hunn a wat déi aktuell CSV-DP-Regierung op deem Gebitt bis haut gelescht huet, ass alles mä keen Développement durable. A wann dofir haut den Hâr Zanussi als Interpellant vun der LSAP hei aus der Opposition eng ganz Rei vu richtegen Analyse gemaach an och richtig Fuerderungen opgestallt huet, esou muss een trotzdeem hei drop hiweisen, datt an deene 15 Joer, wou seng Partei mat regéiert huet, leider net ganz vill an där Richtung realiséiert ginn ass an datt fir vill Feelentwécklungen am Beräich vu Landesplanung a Verkéiers- a Stroossebau, ënnert deene mer haut leiden, niewent der CSV och seng Partei mat de Ministere Schlechter a Goebbels mat schëlleg ass.

Et ass natierlech no dese Kriticken trotzdeem kloer, datt mer als Gréng déi nei Orientierung vun der LSAP an der Opposition ganz begréissen. Mir hunn och kee Problem déi dräi Motiounen matzestëmmen, mä mir wieren natierlech vill méi fro nach, wann endlech och d'DP vun Hâr Grethen an d'CSV vun der Bautministesch, der Madame Hennicot, sech kloer, onzweespureg géife fir eng wierklech emfaasend Dezentraliséierung a besonnesch och fir e massiven Ausbau vun engem attraktiven an öffentlechen Transport entscheeden.

Dir Dammen an Dir Hären, et ginn zwar elo allgemeng Pläng fir d'Entwécklung vun der Brooch Belval als groussen Dezentraliséierungsprojet, wat mer kloer begréissen a woumer mer als Gréng och aktiv an de Gemengeréit matschaffen, fir do d'Konditiounen vun engem Développement durable a Saachen

Ëmwelt, Energie an Transport ze schafen.

An a Saache Landesentwécklung a Verkéiersplanung gëtt jo elo endlech geschafft un engem sougenannten IVL, dem integréierte Verkéiers- a Landesplanungskonzept, dee mer da wahrscheinlech e puer Méint virun de kommende Chamberswahle wäerte presentéiert kréien. Mä an der konkreter Praxis, an der konkreter Realiséierung no fénnef Joer CSV-DP-Regierung, wäert d'nächst Joer leider net vill Konkretes, Positives opzeweise sinn. De Verkéierschaos wäert op jidde Fall bis dohin nach weider zouhuelen.

Fir eis sinn d'Hauptsaache vun Zersiedlung a Verkéierschaos jiddefalls ganz kloer. Déi vergaangen CSV-LSAP-Regierungen an elo CSV-DP-Regierung hu bis viru ganz kuerzem nach ëmmer d'Konzentratioun vun Ekonomie a Verwaltungen an a ronderëm d'Haaptstad erméiglecht a gefördert. Déiselwecht Regierungen hunn och praktesch eesäitg de Privatauto an de Stroossebau privilegiéiert an ëmgekéiert den öffentlechen Transport total vernoléisseggt an zum Deel verkomme gelooss.

An aus all deene Gréng, wéinst all deene vergaangene Feeler, sti mer haut do wou mer stinn, nämlech am deegleche Stau, a jidderee beklot sech net nëmme iwwert dës permanent Verkéiersstauen, iwwert déi vill Accidenter oder iwwert den alldeegleche Kampf ëm eng Parkplaz, och an den Uertschaften an an de ville Wunnquartieren, grad och am Süde gëtt et ëmmer méi kloer iwwert d'Verloschter vu Liewensqualität duerch den Autos- a Camionstrafic, Kloe virun allem iwwert de permanente Stress a Kaméidi, woubäi ville Leit leider awer aner grouss Risike fir Ëmwelt, Gesondheet a Liewensqualität duerch dese Stroosseverkéier emol nach guer net esou bewosst ze si schéngen. Mat anere Risike menge mer zum Beispill de Fait, esouguer wann aner Regierungen et bis 2015 oder 2020 géife fäerdeg bréngen vun engem aktuelle just 12%egen Undeel vun öffentlechen Transport par rapport zum Auto op da 25% öffentlechen Transport ze kommen, datt dat trotzdeem nach zu enger 30%eger Zounahm vun eisen CO₂-Emissionen duerch de Verkéier géif féieren, wat komplett konträr zum Kyoto-Protokoll iwwert de Klimaschutz wier. Mat anere Risike menge mer och déi wuessend Gesondheitsgeforen, déi vun Autosauspuffgasen a Verkéierskaméidi ausginn.

Otemweeërkrankungen, Häerz- kreisläferkrankungen, Allergien vun allen Sorten, Longekriibs duerch Dieselpartikelen, fir der nëmme e puer ze nennen, woubäi virun allem Kanner, Allergiker an eeler Leit Haaptbeträffe sinn.

Aus der Ëmweltmedezin an aus epidemiologeschen Etüde wësse mer, datt d'Bewäislaascht an dese Bezéiungen, zum Beispill a Saachen Ozonbelaaschtung am Summer, eendeitg ass, an och eleng schonn dofir misst et endlech zu engem globale politeschen Emdenke kommen. Et ass dofir och scho bal skandaléis, wann een hei d'Virstellung vum ADR héiert, fir am Süde vum Land nach méi Autobunnen ze bauen, dat heescht, beziehungsweise nach nei Piste bei der Collectrice du Sud derbäi ze bauen. Ech verstinn och guer net d'Haltung beispillsweis vum Dokter Colombera, deen esou eng Haltung hei géif matdroen, wou e jo awer als Dokter misst wësse wat fir eng Gesondheitsgeforen nach zousätzlech Autosverkéier géifen ausgehen.

(Interruptions)

Dofir verstinn ech guer net, datt den Dokter Colombera esou eng Haltung vu sengem Fraktiounschef, dem Gast Gibéryen, hei ka matdroen.

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, all dës méi allgemeng Betruechtungen iwwert d'Belaaschtung vu Liewensqualität a Gesondheet an iwwert déi vergaange Feeler a Feelentwécklungen treffen natierlech grad och op de Süde vun eisem Land zou. Et ass an eisen Aen dofir urgent, absolut urgent, datt endlech déi noutwendeg Konklusioone gezu ginn a Géigemesuren ageleet ginn, fir an engem méi positive Sënn ëmsteieren ze kënnen, besonnesch wann am Süde vum Land duerch esou Projekte wéi d'Brooch Belval nach méi Leit an nei Mobilitéitsbedürfnisser derbäi kommen.

Wat fir eng Feeler mussen also an Zukunft vermiede ginn? Wat fir nei Akzente mussen gesat ginn? Wat fir Neiorientierungen mussen ageleet ginn a wéi muss e Gesamtkonzept vun Entwécklungen am Transport am Süden ausgesinn?

E puer Haaptstéchwierder vun esou engem Gesamtkonzept. Um Niveau vun der Landes- an der Regionalplanung mussen definitiv Neel mat Käpp gemaach ginn am Sënn vun der Dezentraliséierung, net nëmme vu wirtschaftlechen Aktivitéiten, mä och vu staatlechen an öffentleche Verwaltungen, fir datt d'Aarbechtsplaze méi sënnvoll gerecht an dezentral an deene verschiddene Regiounen vum Land verdeelt ginn, a virun allem dohinner wou och vill Leit wunnen.

Éischt Orientierungen aus dem IVL schéngen, esou wäit se bekannt sinn, an esou wäit se dann och realiséiert géife ginn, an déi richteg Richtung ze goen. Et sollt awer an eisen Ae méi staark wéi bis elo, och an Terme vu Groussregioun, mat eisen direkten Noperen aus eise Grenzregiounen geduecht an zesummegeschafft ginn, awer net esou wéi dat bis elo de Fall war, nämlech haaptsächlech fir d'Plan- ge vun neien Autobunnen a Schnellstroossen.

Am Kontext vun Dezentraliséierung a Verteidigung vu Liewensqualität fuerdere mir Gréng jiddefalls, datt keng nei Industrie-, Gewerbe- oder Aktivitéitszone méi sollen ausgewise ginn, wann net eng kloer an optimal Ubannung dovun un den öffentlechen Transport assuréiert ass.

Genau esou kloer ass eis Fuerderung, déi och vun de Biergerinitiativen am Südweste vum Land, vu Monnerech, Suessem, Kéizeg, Mamer, Kielen, Keespelt, Meespelt ausgedréckt gëtt. Déi fuerderen nämlech, datt elo endlech muss Schluss si mam Geautobunns a mat stänneg neie Schnellstroossen. Mir Gréng si kloer géint déi sougenannten Tangente Ouest, déi niewent der Nordautobunn praktesch eng zweet Schnellstrooss vu Miersch iwwer Kielen a Mamer bis an de PED op Rodange-Athus géif realiséieren.

Mir sinn och kloer géint eng nei Verbindung vu Bascharage laanscht Kéizeg an d'Belsch op Sélange an och géint en neit Verbindungsstéck, dee sougenannte Bypass zu Monnerech, wat aus der Collectrice du Sud eng nei Transitautobunn vun Antwerpen op Mailand duerch eist Land géif maachen. A mir mengen, datt och op enger Rei vun anere Plaze misst e Stop vun neie Stroossen dekretéiert ginn.

(Interruption)

Fir eis mussen d'Prioritéite jiddefalls endlech emol ëmgekéiert ginn. Dat heescht, fir d'éischt a schnellstens en attraktiven öffentlechen Transport plangen a realiséieren a fir d'zweet d'Resultater dovunner analyséieren an eventuell zousätzlech Verbesserungsmesurë plangen a realiséieren, an eréischt laang dono kéinten dann eventuell aner Léisungen a Fro kommen.

Dir Dammen an Dir Hären: Wat heescht en attraktiven öffentlechen Transport fir eis Südregioun ze plangen? Nun, well eis Riedezäit hei nom Modell 1 zimlech ageschränkt ass, kann ech dat hei leider nëmme an Haaptstéchwierder an a groussen Zich duerleeën. Et ass natierlech och kloer, datt a vill vun deene Froen d'Problematik vum Süde vum Land nëmme kann am Kader vun engem Gesamtkonzept vun eisem Land an ënner Abezéie vu grenziwwerschreidende Léisungen, zesumme mat eisen Noperen, geléist ginn. Sou ass et fir eis jiddefalls evident, virun allem wéinst de Berufspendler an eise Grenzregiounen, datt en neien an attraktiven öffentlechen Transport a Saache Bunn, Tram a Bus definitiv muss grenziwwerschreidend organiséiert ginn, woubäi mer et am Süde vum Land virun allem mat franséischen an zum Deel och mat belsche Pendler ze dinn hunn.

Prioritär bleiwe fir eis folgend konkret Fuerderungen.

1. Déi schnellstméiglech Realiséierung vum BTB-Konzept, an zwar am Ënnerscheid zum Hâr Grethen sengem kastréierte Projet, mam Tram vun der Gare an de Stadszentrum, well praktesch d'Halschent vun de franséische Frontalieren an och vun de Lëtzeburger, déi aus dem Süde kommen, grad dohinner schaffe ginn.

(Interruption)

Wichtig fir och déi schnellstméiglech Realiséierung vum zweete Gleis vu Péiteng an d'Stad an och d'Realiséierung vun där envisagéierter neier Bunnstreck an d'Stad, fir do d'uewercher och déi grouss nei Industrie- an Aktivitéitszonen bei Leideleng a Gaasperech un den öffentlechen Transport unzeschleissen, dat onofhängeg dovunner ob elo franséisch Berufspendler oder Leit aus dem Süden dohinner schaffe ginn.

2. Et misst endlech déi vum Mouvement écologique a vun deene Gréng längst gefuerderte Verkéiersverbond vun allen öffentleche Verkéiersträger geschaf ginn, fir do déi verschidden Acteure besser kënnen ze koordinéieren an openeen ofzestëmmen, am Interesse vun de Clienten a vum öffentlechen Transport. Wann déi Ofstëmmung net genuch assuréiert ass, net nëmme bei Retarden, wann d'Leit ze laang mussen waarden, wa se eventuell Busse verpassen oder ze oft mussen ëmsteigen, da geht dat op d'Käschte vun der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport, dann huelen d'Leit trotzdeem léiwer hiren Auto a fueren an de Stau.

3. Fir iwwerhaupt awer emol iergendeng Attraktivitéit vun dem öffentleche Verkéiersträger ze schafen, missten dringend op enger Rei vu Gebitter besser infrastrukturell an och personnell Viraussetzung geschaf ginn, dat heescht et mussen dringend, virun allem bei der CFL, méi a méi modern Wagonen op d'Schinne kommen an de Service um Client muss am Sënn vum Sëtzkomfort an anere Services verbessert ginn. Fir nëmme zwee negativ Beispiller ze nennen: éischtens, souguer wa méttelfristeg nëmme 20 bis 30% Berufspendler méi wéi bis elo wéilt mam Zuch op hir Aarbecht an d'Stad fueren, wat eis vill Autofahrten duerch Réme- lung, Keel, Téiteng, Beete- buerg, Bascharage an esou viru géif erspueren, wier dat haut praktesch onméiglech, well schonn haut zu den Haaptberuffszäiten d'Zich iwwerfëllt sinn a vill Leit mussen stoen. Als zweet negatiivt aktuell Beispill a Bezuch op eis Bussen: Wa mer weiderhin esou viru fueren eis Schülerinnen a Schüler wéi d'Hierken an der Tonn an d'Schoulen an erëm zréckze- transportéieren, da schafe mer

doduercher keng zukünfteg Clienten an Adepté vum öffentlechen Transport, mä just nei Autofreaken, déi vu Joer zu Joer d'Beruffsstauen nach weider wäerte vergréisseren.

Une voix. - Très bien.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Fazit: Et muss endlech a massiv a modernt Material an och a motivéiert Personal investéiert ginn, souwuel vu Saite vun der Regierung, als wichtigstgen Aktionnär vun der CFL, an och vun de concernéierte Busbetreiber. Wann do elo net urgent eppes geschitt, an do ass d'CSV-DP-Regierung gefuerdert, dann ass op jidde Fall kloer, datt een all Verständnis muss hu fir déi Gewerkschaften, déi bei der CFL am Moment dofir bereet sinn ze streiken.

4. Noutwendeg am Sënn vun enger Attraktivitéitssteigerung vum öffentlechen Transport am Süde wéi am ganze Land, wéi och d'Schafe vun enger Mobilitéitszentral an der Stad, mä mat Antennen a virun allem och mat enger staarker Antenn am Süde vum Land, sou wéi se vum Mouvement écologique gefuerdert gëtt. Hir Aufgabe wieren et eng effikass Promotioun vum öffentlechen Transport, Informatioun a Berodung vum Client an d'Verschaffe vu Plainten a Reklamatiounen. Si wier e sichtbaart Element vun enger aktiver Koordinatioun a Vernetzung vun deene verschiddenen Transportweeër an d'Transportträger. Interessant an deem Kontext wier och d'Iddi vun enger Mobilitéitsplanung an de Betreiber an den Aktivitéitszonen, zum Beispill mat Iddie wéi Spezialbusser oder Jobtickets, déi do kënn- ten uegebuede ginn.

Une voix. - Très bien.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Wat awer an der Regierungserklärung vun deser CSV-DP-Regierung 1999 nach als eng positiv ze creuséierend Iddi ugesi ginn ass, ass leider bis haut nach net realiséiert ginn, och wann anscheinend an de Büro vum Ministère dorunner géif geschaff ginn. Dogéint huet des Regierung awer net laang gezéckt fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport sozial nach zousätzlech ze beschiedegen, andeem se d'Präisser vun de Billjeeën an de vergaange Joren einfach eropgesat huet. Sou, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV an der DP, améioréiert an optimiséiert een net d'Offer vun den Transports publics, sou wéi et an ärer Regierungserklärung stoung. Et war awer genau dat wat der de Leit versprach hat.

5. Wat d'Zukunft an d'Entwécklung vun den Industriebroochen am Süden ubetrëfft, sou ass et evident, datt duerch des positiv Entwécklung méttelfristeg awer och nei Mobilitéitsbedürfnisser wäerten entstonen, wou elo déi richteg Jalone mussen gesat gi fir wierklech e Modal split vu 40 zu 60 ze errechen a fir d'Feeler vun der Vergaangenheet net nach eng kéier ze maachen.

An deem Kontext - ech gesinn, datt meng Riedezäit elo lues a lues op en Enn geet, dofir muss ech e weíneg kierzen - ass et vun eis aus wichtig, datt vun Ufank u geplangt gëtt, fir op der Brooch selwer den Tramsystem lafen ze loosser an net nëmme am Südrand dovunner, well mer der Meenung sinn datt et immens wichtig ass datt d'Leit do optimal ofgeholl gi wou se wunnen. A wann herno 15.000 bis 20.000 Leit do schaffen an do wunnen, da solle se och do ofgeholl gi vun engem modernen, performanten Tramsystem, ouni nach mussen laang op Bussysteme ëmzesteigen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Mir verlaangen also, dass ganz rapid am Süde vum Land nei an ugepassten an och liicht Tram-material soll ugeschaaft ginn, fir besser a méi schnell Verbindungen op Belval selwer, mä och vu Belval fort zu deenen aneren Uertschafte laanscht d'franséisch Grenz kënnen opzebauen.

Wat fir d'Collectrice du Sud als Stroossebau méiglech war, dat misst an eisen Aen an de kommende Joren och am Beräich Train-Tram méiglech gemaach ginn. Dat ass op jidde Fall dat wat mir an der Zukunft vum Süde vum Land wëllte realisieren.

An deem Sënn, Här President, hunn ech och eng Motioun hei un d'Regierung gericht, déi ech lech hei iwwerreechen.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant que la croissance démographique et économique, l'extension des structures urbaines et des infrastructures routières ont conduit à une augmentation considérable de la circulation routière, notamment dans le bassin minier;

- considérant que cette augmentation de la circulation routière porte largement atteinte à la fois aux aspirations à une meilleure qualité de vie dans les agglomérations et à l'efficacité même de la mobilité individuelle par la route;

- considérant que par la réaffectation des friches industrielles émergera au sud du pays un centre dynamique de développement économique avec de nouveaux besoins de mobilité;

- considérant que l'augmentation du trafic dans le bassin minier laisse craindre une saturation du réseau routier à plus ou moins court terme;

- considérant que le développement des friches industrielles ne devra pas permettre la pérennisation des erreurs du passé en matière de circulation;

- considérant que les engagements pris par le Luxembourg dans le contexte des conventions internationales pour une meilleure protection de l'environnement et du climat en particulier ne permettent pas une augmentation des capacités du réseau routier;

invite le Gouvernement

- à réaliser un concept global pour la mobilité dans la région sud du pays traduisant les impératifs économiques, écologiques et sociaux dans un concept intégrant le rail et les réseaux d'autobus;

- à prononcer un moratoire sur la réalisation de toute extension des grands axes routiers pour la durée de l'élaboration du plan sectoriel transport pour le bassin minier;

- à développer une ligne rapide sur rail entre Athus et Dudelange, desservant toutes les grandes agglomérations, combinée à un réseau régional de transport par bus;

- à prendre toutes les initiatives nécessaires à développer ce projet dans un contexte transfrontalier visant ainsi la mise en œuvre d'une nouvelle axe sur rail entre Arlon-Athus, Esch/Alzette, Dudelange vers Saarbrücken;

- à réorganiser en étroite collaboration avec les communes concernées le système régional de transport par bus qui circule actuellement dans la région sud du pays, en incluant une coopération avec les régions transfrontalières;

- à promouvoir la création d'un groupement de transport public transfrontalier visant la coordination de la gestion des transports en commun dans la région du bassin minier.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

6. E leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, just ganz kuerz, well den Interpellant, den Här Zanussi, schonn op déi Saachen agaangen ass, nämlech den Ausbau vun engem attraktive Bustransport am Süden, wou nach munches ze maache bleift a wou jo elo och soll en Aarbechtsgrupp, dee vum Här Grethen agesat gouf, virum Summer nach Léisungen op den Dësch leeën.

Et gëtt do jo bekanntlech de Problem vun den ënnerschiddleche Bussystemer, dem TICE, dee vun néng Südgemeengen opgebaut gouf, an op där anerer Säit d'Privatbusser, déi zu engem gréissten Deel jo awer och vum Stat subventionéiert ginn, an et gëtt jo elo bekanntlech déi Neientwécklung vun de City-Bussen, déi an eisen Aen och finanziell musse mat ënnerstëtzt ginn, wa se an e regionaalt Konzept kënnen agebonne ginn.

Mir hoffe jiddefalls, datt den Aarbechtsgrupp an deem Sënn, an och an engem grenziwwerscheidende Sënn, nei Finanzierungsmodellier op den Dësch wäert leeën fir d'Gemeengen dran ze stimulieren an ze incitieren, fir wierklech och nach nei a besser Linnen opzemaachen, fir an deem Sënn am Süde vum Land den öffentliche Transport ze verstärken.

Ech kommen zur Konklusioun. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz kloer datt, opgrond vu strukturelle Feeler a Feelentwecklungen an deene leschten 20 bis 30 Joer, ganz grouss Problemer bestinn, Problemer déi evidenterweis net an zwee bis dräi Joer kënnen geléist ginn. Mä mir mengen awer, datt och an dëser Legislaturperiod vun der CSV-DP-Regierung zwar munches endlech an d'Planung eraginn ass, mä datt awer leider och net wäert no fënnel Joer ganz konkret ginn vill realiséiert ginn, a mir sinn awer och der Meenung datt dat hei en eminent wichtige Problem ass, net nëmmen am Süde vun eisem Land, an dofir si mir iwwerzeegt datt dat och ee vun den Haaptpunkten an de kommende Méint wäert sinn, wa mer vun Duerf zu Duerf pilgeren, fir mat de Leit iwwert déi kommend Wahlen ze diskutieren. Merci.

Hei ass nach eng aner Motioun, déi ech och wollt am Kontext vun de City-Bussen iwwerreechen. Merci.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant que les transports en commun joueront à l'avenir un rôle prépondérant pour atteindre une mobilité élevée tout en assurant une qualité de vie à haut niveau;

- considérant que l'attractivité d'un système de transports en commun réside notamment dans la ponctualité de ses services;

- considérant que le développement d'un réseau de bus performant au bassin minier est actuellement limité par la saturation du réseau routier et qu'il faut accorder la priorité aux bus par rapport au trafic individuel;

- considérant que la réalisation de voies réservées aux bus est un moyen pour pouvoir améliorer la ponctualité des transports collectifs;

- considérant qu'un réseau de city-bus répondra au mieux aux besoins de mobilité à l'intérieur des grandes agglomérations;

- considérant qu'un système performant de city-bus est à considérer comme un élément important d'un réseau de transport régional;

invite le Gouvernement

- à établir en étroite collaboration avec les communes un plan sectoriel de voies réservées aux bus pour l'ensemble du territoire;

- à instaurer un système d'aide financière pour la mise en œuvre de ce réseau;

- à prévoir une aide financière pour les réseaux de city-bus, si ces réseaux s'intègrent dans un concept de transport régional.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (dÉI LÉNK).- Merci, Här President. Et gëtt elo scho laang vum Verkéiersnoutstand am Süde geschwat a vun der Noutwendegkeet de Schwéierpunkt op den öffentliche Transport ze leeën. Nächst Wesentlech ass awer geschitt, ausser vläicht e puer neie Busverbindungen an d'Stad. Et gi vill nei Konzepter entwéckelt: Mobilité.lu, IVL, Belval-Ouest, awer dee reelle Konzept, dee bestanen huet an den op deem bestehende Schinnennetz haut scho kéint operativ sinn, de Bus-Tram-Bunn, ass regelrecht vun enger Koalition vun engstirnigen Interesse sabotéiert ginn.

Et gi vill nei Konzepter entwéckelt - hunn ech gesot -, awer ech wëll emol e Beispill ufieren wéi d'Praxis haut ausgesäit. Ier ech an d'Chamber komm sinn, hunn ech dacks den Zuch an d'Stad geholl, haut ass dat a Verbindung mam Mandat, mam Beruff a mat der Kannererzéiung net méi méiglech, ech mengen awer dass sech par rapport zu där Situatioun, déi ech selwer aus der Praxis nach vu virun e puer Méint kennen, näischt wesentlech geännert huet.

(Interruption)

Här President, wann een op der Gare tëschent Suessem a Käerjeng géint acht Auer mueres den Zuch an d'Stad wëll huelen, passéiert Folgendes: Et ass een eischens emol frou eng Parkplaz op deem Parking ze fannen, deen nei aménagéiert an ausgebaut ginn ass, well den Undrang fir den öffentliche Transport ze huelen ass grouss. Da kënnst en Zuch, deen huet sage un schreibe zwou Voituren unhänken an natierlech ouni Sätzplaz, well de Parking zu Péiteng ass och voll besat, den Zuch ass scho voll besat mat Leit déi aus där Richtung kommen, an da steet een an engem Zuch moies um acht Auer fir an d'Stad ze fueren. Et steet ee wéi d'Hierken an der Tonn an et fillt ee sech do wierklech un d'Schülerbussen aus der Zäit erënnert. Anscheinend huet dat haut nach net geännert, wéi et jo elo héieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Aner Zäiten am Dag awer kënnst en ielelaangen Zuch, wou kee Mënsch dra sëtzt. D'Busse vun der Linn, déi op darselwechter Plaz laanscht d'Gare geet, sinn net un den Horaire vum Zuch ugepasst, esou dass zum Beispill déi Suessem Leit oder déi Käerjenger Leit net kënnen vu Suessem aus mat engem Bus dohinner fuere fir hiren Zuch ze huelen. Ech mengen eng ähnelch Situatioun géllt och fir aner Gemeengen.

Ech wëll nach en anert Beispill nennen, dat ass méi rezent, duerfir sinn ech och sécher, dass et nach ëmmer esou ass. Déi Busse vun deene verschiddene Linne vum TICE, déi sech kräizen, sinn net matenee koordinéiert. Wann een zum Beispill den TICE-Bus zu Suessem wëllt huelle fir op Nidderkuer an dann op déi Linn ëmwiesele wëllt, déi vu Péiteng kënnst an déi contrairement zu där eischter Linn net iwwer Zolwer fiert, mä iwwer Uewerkuer a Bieles op Esch, dat kann een zum Beispill maache

wann ee wëllt op Uewerkuer an d'Schwemm goen, da muss een zu Nidderkuer eng hallef Stonn waarden. Firwat? Well déi zwee Bussen nom Fahrplan déiselwecht Minutt do ukommen an et ass kee Bus deen op deen anere waart.

(Interruption)

Dat si Saachen, déi wieren ouni vill finanziell Mëttelen an ouni groussen organisatoreschen Opwand ze behiewen. Do wier nëmmen e bësse méi Koordinatioun vun de Fahrpläng verlaangt an e puer zousätzlech Voituren. Et wier och keng zweet Schinn vu Péiteng an d'Stad duerfir noutwenneg, fir dat schonn haut ganz séier ze realisieren. An der Praxis geschitt awer näischt. Et geschitt scho jorelaang näischt. Déi Situatioun dauert scho jorelaang un. Ech wëll selbstverständlech och do déi Regierung vu virun a meng Krittiche mat abezéien.

Et gi grouss Theorien iwwert de Modal split ausgetosch. Déi eng soen et ass mindestens 30% noutwenneg - ech deelen iwwregens och déi Meenung.

(Coups de cloche de la Présidence)

Den Transportminister mengt 25% géifen duergoen. Awer déi Interesséiert um öffentliche Transport an der Praxis all Dag, déi et sat hu moies an der Schlaang ze stoe fir an d'Stad ze fueren - an et grenzt schonn un e Wonner, dass se sech iwwerhaupt ënnert deenen dote Bedingungen an dat Schrottmaterial vun der CFL setze fir ze fueren -, déi musse sech d'Been an de Bauch stoe fir an d'Stad ze kommen, obscho se jo awer gudde Wëlle weisen an och fläissig de Parking notze bei der Gare fir mam öffentliche Transport an d'Stad ze fueren.

Et ass och kee Wonner, den Här Hauptert huet virun dovou geschwat, datt d'Zuel vun den transportéierte Passagéier beim TICE ofgeholl hätt. Dat wonnert mech net ënnert deene Bedingungen, déi ech virun hei beschriwwen hunn. Ech si wierklech iwwerzeegt, dass mat e puer wirksamen Aktiounen fir den öffentliche Transport innerhalb vu kierzester Zäit deem seng Attraktivitéit onerwaart géif zouhuelen, well d'Leit waarde förmlech drop.

Dozou gehéiert awer selbstverständlech och eng Politik vun abordablen Tariffer, zum Beispill wat de Berufsverkéier ueget. De Contraire geschitt awer an der Realitéit alt erëm eng Kéier. Oder soll vläicht absichtlech drop gewaart ginn, dass dat fälschlecherweis Liberalisierung genanntent Opmaache vum öffentlichen Transport fir d'Privatkapitalgesellschaften voll seng legislativ a reglementaresch Raubdeierzänn ausgebilt huet, fir dann d'CFL déloyal konkurrenzéieren ze kënnen? Gëtt dofir zum Beispill alles bei der CFL verfaule gelooss?

De Landesverband op jidde Fall fuerdert d'Regierung op - ech zitieren hei aus dem Tageblatt vu gëschter -: „Als Aktionär der CFL endlich Position zu beziehen, sich klar für einen einheitlichen und integrierten Eisenbahnerbetrieb auszusprechen, das Personalstatut abzusichern und durch eine Kapitalerhöhung und längerfristige Verträge im öffentlichen Personentransport die Zukunft der Bahngesellschaft abzusichern.“ Ech kann nëmme mat esou enger Haltung ganz d'accord sinn. Ech ënnerstëtzen duerfir och déi Motiounen 1 an 2 an deem Zesummenhang.

Och de Mouvement écologique ass zënter Joren a Richtung öffentliche Transport aktiv. Am Dezember 2001 huet hie Grondrëss vun enger neier Verkéierspolitik mat klöre Prioritéite fir de Süden entwéckelt. Déi bräichten nëmmen an d'Realiteit ëngesat ze ginn.

Zum Schluss nach kuerz e Wuert iwwert déi sougenannt Westtangente, déi d'Uertschaft Suessem no der Collectrice du Sud dann definitiv akessle géif, andeem se eent vun deene schéinste Noerhuelungsgebidder vu Suessem, de Mäerzbierg, deen iwwregens Suessem mat der Uertschaft Käerjeng verbënnt, duerschneide géif. Dobäi muss ee wëssen, dass déi Uertschaft schonn duerch d'Holzfabrik Kronospan an duerch d'Militärlager WSA belaaucht ass, déi am Süden an am Osten déi Uertschaft komplett ofrigelen.

Dofir ass dee Projet och aus menger Siicht absolut inakzeptabel. Et kann een nëmmen déi Biergerinitiativ ënnerstëtzen, déi sech dogéint asetzt. Aus där Ursach stëmmen ech déi Motioun 3 vun der LSAP.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Als nächste Riedner ass den Här Fred Sunnen ageschriwwen. Här Sunnen, Dir kritt d'Wuert.

M. Fred Sunnen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt, déi mer haut féieren, gëtt eis d'Geleeënheet fir iwwer all Aspekter vum Transport am Süden ze schwätzen.

Wa mer d'Regioun Süden an hirer momentaner Entwécklung verfolgegen, da wësse mer datt den Transport an de kommende Joren d'Schlüsselthema an der politescher Agenda wäert ginn. Doriwwer eraus gëtt d'Debatt iwwert den Transport net nëmme méi an Terme wéi Tracéen, Schinnenausbau a Stroossebau geféiert. Déi heiteg Transportpolitik muss méi wéi jee eng integréiert an eng global Politik sinn, déi sech an de kommende Joren op ekologesch an nohalteg Kritären ausriichte muss. Dofir ass d'Transportpolitik haut enk un eng nohalteg Raumordnungspolitik gekoppelt. Déi zwou politesch Iwwerleeunge si complémenteaire, an dat ass émsou méi wouer am Süden, wou ganz vill Leit a Ballungsgebiddere zesummen wunnen. Si liewen an enger Regioun déi um Wee ass eng nei Bestimmung ze kréien an déi an den nächste Joren en Exempel statuieren soll, wéi een eng gelonge Rekonversioun vun Industriebroche ronn kréie kann.

Eng erfollegräich Rekonversioun, wou x-dausend Leit schaffen a liewe sollen - eleng um Belval sollen 20.000 Aarbechtsplazen entstoen -, gëtt och a virun allem un der Tatsaach gemooss, wéi een déi grouss Zuel vu Leit all moies op hir Schaff transportéiert kritt an owes erëm an hir Uertschafte féiert, ouni dass de Verkéier an de Spëtzenstonden zesummebrécht.

Eng Etüd iwwer e Verkéierskonzept fir d'Friche Belval, déi d'Entwécklungsgesellschaft AGORA bei engem Bureau d'études an Optrag ginn huet, weist ganz däitlech, datt et onméiglech ass déi Bewältigung iwwert den Individualverkéier ofzewéckelen. Et ass also kloer, dass ganz héich Ufuerderungen un déi extern an intern Erschließung vun der Friche gestallt ginn. Well gewosst ass, datt d'Leeschungsfäegkeet vun der momentaner extern Stroossenubannung begrenzt ass, mussen nei an zousätzlech Zoufahre gebaut ginn, souwuel bei eis wéi op der franséischer Säit.

Den öffentliche Transport muss e groussen Deel iwwerhuelen. Ideal, esou gëtt gemengt, wier op Belval e Modal split vu 40/60. Et muss awer och un deen net motoriséierte Verkéier geduecht ginn. Dofir brauch een e leeschungsfäegen attraktive System vu Foussgänger a Vélosweeër. Momentan läit den öffentliche Verkéier am Süde mat ongeféier 12,6% ënnert dem Landesduerchschnitt vu 14%. D'Frontalieren, déi an der Haaptsaach aus dem louthrengesche Beräich kommen, benotze virun allem hire

Privatauto an - den Här Haupt huet et scho gesot -, nëmmen zu 8% den öffentlichechen Transport. Ee Grond méi fir d'Rekonversiou vum den Industriebroochen als Chance ze notze fir den öffentlichechen Transport ze optiméieren an auszebauen. Et kann een deemno roueg behaupten, dass d'Pläng vum Transportminister fir de Modal split generell op 25% eropzesetzen, fir de Süde besonnesch ambitiéis sinn.

Well d'Zuel vun de Frontaliere stänneg klëmmt, well d'Südgemeinde staark wuessen, ass et noutwenneg den öffentlichechen Transport, dat heescht den Zuch an de Bus, weider auszebauen, an dat souwuel um Niveau vum regionale Verkéier wéi um Niveau vum iwwerregionalen an internationale Verkéier. Ech denken hei virun allem um d'Verbindung mat der Stad Lëtzebuerg a mat de Grenzregiounen vu Frankräich an der Belsch. D'Schinnennetz spillt an deem Szenario d'Haaptroll. De Bus leescht iwwerall do seng Beiträg, wou keng Schinne bestinn a wou en d'Leit bei den Zuch bréngen kann. Well awer eng Partie Awunner - dat ass och schonn zum Deel haut gesot ginn - den Trajet mat hirem eegenen Auto maache mussen, ass et noutwenneg datt d'Parkinge bei de Garen an de groussen Agglomérationen am Süden ausgebaut ginn.

Wat den Ausbau vum Schinnereseau ugeet, esou hoffe mer dass déi dräi grouss ugepeilten Optioune fir d'Linne Péiteng-Lëtzebuerg, Lëtzebuerg-Beetebuerg an d'Schafung vun enger neier Linn Esch-Lëtzebuerg déi néideg Friichte bréngen wäerten. Parallell dozou soll iwwerpréift ginn, a wéi enger Form des Projekte mat dem Projet, fir d'Stater Gare, de Findel an de Kierchbiereg mateneen ze verbanne, an Aklang ze bréngen sinn. Mir hu vum Innenminister schonn eng Rei Pisten opgezeecht kritt, wéi d'Frichen un déi bestoend Verkéiersréseauen anzebanne wieren.

D'Etüd vun der AGORA, déi ech virun ugeschwat hunn, ass eng Approche déi ee mat de Gemengen duerchdiskutéiere muss fir en optimaal Resultat ze kréien. Et dierf net zu engem patchworkartige Konzept kommen.

Wat de Belval ugeet, esou muss an enger éischter Phas den Arrêt Belval-Usines un dat bestoend Schinnennetz ugeboune ginn. Spéider soll jo hei eng performant Gare entstoen, déi Spectateure fir d'Rockhal an den Utopolis-Komplex op de Site bréngen soll. Dës Aménagement soll complétiert ginn duerch eng Verlängerung an den Zentrum vun der Uertschaft Bieles, fir e Point d'échange ze schafe mat de regionale Buslinien a fir den Nordweste vum Site ze bedéngen. Dës Verlängerung erlaabt dann, an enger zweeter Phas, mat Hëllef vun engem neien Tunnel, deen och schonn erwähnt ginn ass, well deen alen Tunnel vun der ARBED, dee kann net déngen fir de Persounverkéier, d'Quartiere Scheierhaff zu Zolwer, Foussbann zu Déifferdeng an d'Uertschaft Uewerkuer un d'Frichen unzabannen.

Wat den internen Trafic an de Friché selwer ugeet, esou ginn am Moment eng Rei Etüde gemaach. Bis elo sinn zwee Couloiren, Nord-Süd an Ost-West, reservéiert fir den öffentlichechen Transport an d'Frichen ze integréieren. D'Gemenge sinn a bleiwen der Meinung, dass een Train-Tram-System dohi gehéiert, och wann dat keng bëlleeg Léisung duerstellt. En zousätzleche Schinnestrang ass virgesi fir Rämereich mat Lalleng ze verbanne, soubal sech d'Urbanisatioun an deemno och den Trafic an den ugrenzenden Uertschaften verstärke wäert. Dat ganz Konzept gëtt ergänzt duerch Park & Ride-Parkinge, déi direkt widdert der Eisebunn entstoe sollen. Besonnesch wichteg ass de Rondpoint gëtt ergänzt duerch Park & Ride-Parkinge, déi direkt widdert der Eisebunn entstoe sollen. Besonnesch wichteg ass de Rondpoint gëtt ergänzt duerch Park & Ride-Parkinge, déi direkt widdert der Eisebunn entstoe sollen.

Bei dëser Geleeënheet wollt ech den Transportminister froen, a wéi wäit déi Lëtzebuerg Iwwerleeungen mat de franséischen Autoritéiten ofgesprach sinn. Et ass de Gemenge komesch virkomm an dësen Deeg, dass d'Commission d'aménagement vum Intérieur si derzou opriff d'franséisch Kollegen ze informéieren, wat sech bei eis deet.

Op déi allgemeng Stroosseféierung am Süden an iwwert déi geplangten Annerungen, déi jo vun enger Rei Biergerinitiative staark contestéiert ginn, well ech eréischt dann agoen, wa mer d'Konklusionen aus dem IVL hunn. Et bréngt menger Meinung no näscht fir virun de Won ze lafen. Mir solle vill méi gemeinsam kucken, déi Konklusionen do ëmzesetzen.

Eppes ass awer fir mech kloer: Duerch richtig Informatioun a Sensibiliséierung kënnen Virurteiler ofgebaut ginn. Deemno muss den Dialog mam Bierger gesicht gi fir en iwwer all Projeten opzeklären, ouni dass dësen esou wichtege Dialog a potenziell Sturatzegkeeten an opkeimend Blockadhaltungen ausarten dierf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken dass dës Interpellatioun vun honorabelen Här Zanussi eis d'Geleeënheet ginn huet fir nei Iwwerleeungen unzesetzen, fir Froen opzuerwerfen, déi eis Antwerte fir d'Zukunft liiwere mussen.

Et geet bei dësem Thema vun haut och a virun allem ëm d'Liewensqualität vun den Awunner aus der Südregioun a vun de Frontalieren, déi Dag fir Dag mat vill Stress e schlechte Start an hiren Aarbechtsdag huelen an owes mat strapazierten Nerven nees heem kommen.

Wa mer déi Problemer, déi mer léise mussen, net weider virun eis hierdrécke wëllen, mussen mer all zesumme Léisunge sichen déi eppes fir d'Leit bréngen, well da kann de Süde säin Image verbessern an eng Regioun mat Virbildcharakter ginn.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, Ministre des Transports. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt ëm Är Nosiicht bieden, wann ech net kann op all Interventionen in extenso agoen. Ech hu gesot kritt, meng Riedezäit wier op 20 Minutte begrenzt. Ech erënnere mech, Här President, dass Dir viru kuerzem en Opruff gemaach hutt un d'Deputéierten an un d'Regierung, fir sech un déi Limitatioun vun der Riedezäit ze halen. Ech wäert versichen dat ze maachen.

(Interruption)

Ech gesinn net a firwat ech hei soll e Schnellzuch huelen, ech wëll op déi Saachen agoen, déi mir wichteg sinn.

Ech wëll als éischt, Här President, drun erënnere, dass an dëser Regierung, am Géigesaz vläicht zu Regierunge virun, d'Regierungsmembere mateneen schaffen an net niefteneen, dass mer also eng ganz enk Koordinatioun um Regierungsniveau hunn téschent deenen eenzelnen Departementer. An déi Attitud vun dëser Regierung, déi huet sech jo och artikuliert an engem Dossier wéi dësem, wou de Minister vun Aménagement du territoire, de Kolleg Michel Wolter, d'Ëmsetzung vum Gesetz vum 21. Mee 1999 mécht - an dat ganz konsequent -, mat senger Mataarbechter a mat senger Kollegen an der Regierung. Et ass op Basis vun deenen Aarbechten, déi sech konkretiséiere fir d'éischt an engem Programme directeur, duerno a Plans directeurs régionaux, respektiv a Plans directeurs sectoriels oder a Plans d'occupation des sols, wou ee kann eng laangfristeg Politik plangen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Mir hu scho ganz konkret um Beispill vun de Friché vu Belval-Ouest bewisen, dass do e puer Departementer enk zesumme schaffe fir e Projet weider ze dreiwien, net nieftenee mä matenee fir e kohärent Ganzt ze kréien. Ech wollt dat am Virfeld gesot hunn, fir dem Interpellant ze soen, oder éischter en drun ze erënnere - well hie weess dat esou gutt ewéi ech -, dass d'Gesetz vum 21. Mee 1999 wuel e Plan directeur sectoriel Transports virgesäit, mä esou e Plan sectoriel bezitt sech op d'ganz Land an net nëmmen op eng Regioun, an et ass jo d'Schwieregkeet, wa mer wëllen an der Kohärenz vum Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du territoire bleiwen - an ech huelen un, Här President, dass den Interpellant jo wëllt do dra bleiwen, wëll hien huet dat Gesetz mat gedroen -, esou dass mer mussen fir d'éischt d'Basis schafen, dat heescht e Programme directeur. An dat Instrument dat mer eis ginn hunn, dat ass jo den IVL, dat integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept, wou mer hoffen dass mer spëtstens am September vun dësem Joer déi definitiv Resultater do leien hunn an op dat opbauend, Här President, kënnen mer dann e Plan directeur sectoriel ausschafen.

Dat ass e Plan directeur sectoriel Transports, wou natierlech och eng Composante Süden dran ass, wou mer amgaang sinn drun ze schafen. Mir waarden net bis dass dat eent fäerdeg ass, fir dann de Virwurf gemaach ze kréien, mer géifen alles verschleefen, mä mir wäerten, hoffen ech, weinstens Enn dës Joers kënnen dee Plan directeur virstellen mat senger Composante Süden, esou dass et mer haut schwéier ass, Här President, op d'Interpellatioun esou anzegoen wéi dat vläicht gewünscht wier, well ech géif jo dann Abstraktioun maache vun all deene Viraarbechten, déi amgaang si gemaach ze ginn, an ech géif mech dem Reproche aussetzen: Firwat maacht Der esou deier Etüden, wann Der elo scho soe kommt, wat Der wëllt maachen? Ech hu wuel Vuen a wat fir eng Richtung ee ka goen, mä ech kann awer haut net schonn deene Saache virgräifen.

Ech wollt ganz kuerz, Här President, well den Interpellant dat och hei ugesprach huet, op de Klimaschutz agoen. Et ass jo esou dass d'Europäesch Unioun zu Kyoto en Engagement agaangen ass fir eng Reduktioun vun den CO₂-Wärter an Europa an eise Raum ze maachen. Am Kader, wann ech dat dierf esou nennen, vun deem europäesche Burden sharing huet en Umweltminister, deen der LSAP ugehéiert huet, an dee keen een anere Member an der Regierung gefrot huet, geschweigs de Regierungsrot consultéiert huet, unilatéralement décidéiert a sech engagiert fir d'Lëtzebuerg Land fir 28% Reduktioun vun den CO₂-Wärter. Hätt deeselwechten Umweltminister op europäeschem Plang gesot 10%, hätten all déi aner Länner an der Europäescher Unioun dat akzeptéiert, mä en LSAP-Umweltminister huet fir Lëtzebuerg d'Engagement geholl, ëm 28% ze reduzéieren.

(Interruption)

A wann den Interpellant heihinner kënt fir dann ze soen, duerch den öffentlichechen Transport oder duerch den Transport kënnt mer dat Zil net errechen, da muss ee wëssen dass sämtlech Litere Bensin, déi hei zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, an déi zu zwee Drëttel am Ausland verfuert ginn, op d'Lëtzebuerg Rechnung geschriwwen ginn. A mir kënnen dat ambitiéis Zil, wat a mengen Aen zwar en irrealistescht Zil ass, errechen, wa mer muer,

wéi eenzelner dat jo wënschen, deiselwecht Bensin- an Dieselpräisser hei zu Lëtzebuerg aféiere wéi an eisen Nopeschlänner, mat alle Konsequenzen déi dat fir de Statsbudget huet, dann erreche mir dat Zil quasi an enger Fautelle. Mä et muss een dann awer wësse wat ee wëllt. Et muss ee wëssen iwwer wat ee schwätzt, an déi Leit, déi jo vernetzt denken an esou oft reklaméieren, mussen sech dat dann och agestoen.

An dann eppes Drëttes wat ech wollt soen, Här President: Den Interpellant huet hei monéiert, den Transportminister hätt eenzelne Bureaux d'études oder engem Bureau d'études verbueden him Informatiounen ze ginn. Dat ass net richtig. Mä ech hunn de Bureau d'études gesot, dass si eng Deontologie hätten an dass ech géif erwaarden, dass si sech géifen un déi Deontologie halen. An ech gesinn net an, wann d'Regierung oder den Transportminister en Optrag un e Bureau d'études gëtt, dass dann eng Privatpersoun, sief en esouguer Deputéierten, d'Recht hätt sech bei dee Bureau d'études informéieren ze goen, wat mir amgaange sinn do an Optrag ze ginn.

Ech froe mech wat de Buergermeeschter vun der Gemeng Diddeleng géif soen, wann e Bierger vun der Gemeng Diddeleng géif bei e Bureau d'études goen a soen, sot mir elo wat Dir amgaange sidd fir den Diddelenger Schäferot do ze studéieren. Da géif ech awer emol gär gesinn, wat da géif lassgoen.

An, Här President, ech félicitéiere mech iwwert déi richtig Reaktioun vun deem Bureau d'études. Wann en Deputéierten, Här President, an ech huelen lech à témoin, eng Fro huet, da sinn ech nach all kéier an d'Chamber komm fir do Ried an Antwort ze stoen. Mä ech géif net akzeptéieren, Här President, dass e Bureau d'études géif engem Deputéierten oder iergend engem aneren, well dat ka jo dann och eng Organisatioun aus der sougenannter Société civile sinn oder esou eng Bewegung, dass déi da géif do Informatiounen kréien. Här President, dat kënt ech net akzeptéieren an dat akzeptéieren ech och net esoulaang wéi ech Transportminister sinn. Dir kënt dovunner hale wat Der wëllt, dat huet näscht mat Dialog ze dinn. Dat huet näscht mat Transparenz ze dinn. Dat huet just eppes mat Deontologie ze dinn a mat gesondem Mänscheverstand.

Ech wollt dann, Här President, awer op eenzel Froen agoen an hei drun erënnere, dass dës Regierung d'Ambitioun huet, d'Zil huet, e Modal split vu 25/75 ze errechen. E Modal split, Här President - dierf ech drun erënnere -, deen op enger Plaz am Land schonn errecht ass. Dat ass an der Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg, déi kolossal Efforte mécht fir den öffentlichechen Transport vun de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg, déi iwwer 25 Milliounen Euro pro Joer ausgëtt fir den öffentlichechen Transport, an dat net nëmme fir d'Bierger aus der Stad Lëtzebuerg, mä fir d'Bierger aus dem ganze Land, an ech géif mech félicitéiere wann aner Gemengen, deenen hir Vertrieeder hei op d'Tribün kommen a permanent Verbesserung vum öffentlichechen Transport reklaméieren, géife fir hir Gemeng deeselwechten Effort maachen, dann hätte mer an anere Géigenden an dann hätte mer besonnesch am Süden héchstwahrscheinlech e méi performanten, besseren öffentlichechen Transport. Mä et ass jo méi einfach hei et ze fuerderen an doheem näscht ze maachen. Hei Waasser ze priedegen an doheem Wäin ze drénken, dat ass vill méi einfach.

(Interruptions diverses)

Ech wëll just soen, Här President, d'Stad Lëtzebuerg huet Moyenen, aner Gemenge kënten och hir Moyenen esou asetze wéi d'Stad Lëtzebuerg dat mécht, mä d'Stad Lëtzebuerg kritt jo vun all deenen

aneren, wéi soll ech soen, permanent e Procès d'intention gemaach weinst enger kohärenter Politik, déi si duerchsetzt.

Mir op alle Fall an der Regierung hätte gären e Modal split 25/75, wéi en an der Stad Lëtzebuerg, mat Ausnahm vun engem Quartier, dat ass de Kierchbiereg, elo schonn d'Regel ass, an dofir hu mer jo och do eng Rei Initiative geholl. Wann een dat Zil gären errecht, da muss een natierlech, Här President, och eng kohärent Politik maachen. Da muss ee sech och bewusst sinn, dass een zum Beispill an der Gestiou vum Par Kraum muss nei Weeër goen. Da muss ee sech bewusst sinn, dass ee coercitive Mesuren heiansdo muss huele fir de Client op den öffentlichechen Transport ze kréien. An da muss ee wëssen, Här President, dass en integrierten Transportsystem net e Géinteneen ass, mä dat ass e Matenee vun deene verschiddeenen Transportmodussen. Dat ass e Mateneen an et ass dat Matenee wat mir wëlle förderen.

An, Här President, mir hunn eng ganz Rei vun Initiative geholl fir den öffentlichechen Transport méi attraktiv ze maachen. Ech wëll lech elo net, well dat dat Kurzfristegst war a well et och dat war wat direkt méiglech war, d'Zuel vun all deenen neien Autobusslinien, déi mer agefuert hunn, hei opléischen. Ech wëll lech och net soe wat fir eng Linne mer deedoubliéert hunn, mä ech wëll, well d'Interpellatioun jo och haaptsächlech iwwert d'Eisebunn gaangen ass, och wann dat net esou annonciéiert war, lech emol soen, mat wat fir enge Problemer een do konfrontéiert ass.

Dës Regierung, dat weess jo jidder, ass de 7. August 1999 vereedegt ginn. An dës Regierung huet, wat den Transportsecteur ugaangen ass, dierf ech dat esou ausdrécken, eidel Tiräng virfonnt.

(Interruptions diverses)

Jo, Dir hutt Antworten, mä Dir hutt kee Bewäis. Ech wëll lech just soen, dass dës Regierung d'Eisebunn beoptraagt huet den 13. November 2000, dat ass nozulesen, mat der franséischer Eisebunn zesummen, niewent deenen néng Gefierer fir d'Lorraine, 12 elektresch Automotrices-tricaisses à deux niveaux du type TER, train régional, 2 MNG ze bestellen.

Ech sinn dowéinst vun der europäescher Kommissioun mam Ouer geholl ginn, well nämlech dat déi eenzeg Method war déi ech gesinn hu fir méiglechst schnell u Material ze kommen. Ech hu mam President vun der Région lorraine, dem Här Gérard Longuet, ausgehandelt, dass an hirer Commande déi Lëtzebuerg géife virgeholl ginn. Well hätte mer missen 2000 frësch bestellen, hätte mer eis net kënnen an hir Commande unhänken, da géife mer 2007 oder 2008 d'Material ausgeléiwert kréien. Elo kréie mer et téschent 2004 an 2006 ausgeléiwert. Ech kann net dofir, Här President, wann um europäesche Marché, um Weltmarché vun Eisebunnsmaterial kee Material zur Verfügung steet. Et ass keent ze fannen. Et gëtt sur mesure, sur commande gemaach. D'Délais de livraison leien téschent fënnef a siwe Joer.

D'europäesch Kommissioun huet mech attackéiert, well ech mech un de franséische Marché ugehaangen hunn, huet gesot ech hätt d'europäesch Regeln iwwert d'Marchés publics net respektéiert. Ech hunn darselwechter Kommissioun zréckgeschriwwen an hu gefrot, wéi dann déi Attitud an Zusammenhang ze bréngen wier mat der Fro vun der Interopérabilitéit téschent verschidde Réseauen an ech hu schlisslech geäntwert kritt, da wier et ausnahmsweis an der Rel.

Mir sinn, Här President, amgaang eng offensiv Politik ze maache fir Material fir den öffentlichechen Transport ze kafen, wat e Käschtpunkt wäert hu vun annähernd 800 Mil-

lioune Euro, déi mussen och nach opbruecht ginn. A maache mer eis do keng Illusiounen, et ass de Lëtzebuerger Steuerzueler deen déi muss bezuelen, mat senge Suen. An 800 Milliounen Euro huet d'Lëtzebuerger Eisebunn net. A mir hunn och haut nach net am Plan de financement pluriannuel d'Intégralitéit vun de Moyene fir dat ze maachen, fir déi 12, fir déi 85 Voituren ze kafen, déi elo récemment de 27. Januar vun dësem Joer de Conseil d'administration vun der CFL bestallt huet, fir déi 15 Trains-Tram ze bezuelen, wou d'Bestellung elo geschwénn erausgeet, an déi Optioun op déi 25 aner Trains-Tram supplémentaires.

All dat Material muss bezuelt ginn. All dat Material dauert awer schrecklech laang bis mer et geliwert kréien. Et ass net esou wéi wann een an e Garage geet an et géif ee sech en Auto kafe goen. Beim Eisebunnsmaterial si mer an engem ganz anere Film.

An da wéll ech hei, Här President, ënnersträichen op dëser Tribün, dass fir dës Regierung am öffentlichen Transport d'Eisebunn d'Epine dorsale vum System ass. Mir kënnen am öffentliche Personentransport net op d'Eisebunn verzichten. Mir brauchen eng performant Eisebunn. An dofir si mer och amgaang ganz vill Efforten ze maachen.

Dës Chamber huet jo schonn am Juli 2000 e Gesetz gestëmmt fir d'Moderniséierung vun der Infrastructure ferroviaire. Do war zum Beispill eppes dra wat den Interpellant monéiert huet, de Centre de maintenance. Deen ass an deem Gesetz dran. Déi Zuelen, déi do dra stinn, sinn déi Zuelen, déi ech vun der Eisebunn geliwert kritt hunn an déi ech un d'Chamber weiderginn hunn. Et stellt sech elo eraus, dass déi Zuelen net richtig sinn. Et stellt sech elo eraus, dass mer mussen dee Projet de loi nobesseren.

Ech si jo schonn e puermol heihinner komm fir mussen Nobesserungen um Gesetz vum Juli 2000 virzehuelen. Dat mécht mir kee Spaass. Et wäert jo kee mengen, dass ech en Intérêt dru gehat hätt am Juli 2000 mat Zuelen ze kommen, déi net richtig sinn an déi sech elo erausstellen, dass se net realistesch sinn. Mengt Der et géif mir Spaass maachen, wann ech konfrontéiert si mat der Moderniséierung an dem Ausbau vun der Linn Kautebach-Wolz, wou elo de Käschtepunkt an d'Géigend vun 30 Milliounen Euro geet, ouni dass ech eng Base légale hat?

Et hat kee vun der Eisebunn dru geduecht, dass mer ee Gesetz hätten, dass mer eng Verfassung hätten, wou géif dra stoen dass mer fir all Projet, dee méi wéi 7,5 Milliounen Euro kascht, eng Base légale bräichten. A wann dann d'Leit sech wonneren dass de Projet gestoppt ass, mä dann ass dat aus Respekt virun der Chamber an aus Respekt virun der Verfassung. An ech sinn Demandeur, dass mer déi Projeten esou séier ewéi méiglech stëmmen, fir dass mer do weider kommen. Mä et däerf ee sech awer kengen Illusiounen hignen, déi ganz Projekte kaschten 2,2 Milliarden Euro, an dat iwwer 15 oder 20 Joer.

A wa mer haut eréischt do sti wou mer stinn, dann ass dat net well ech net wéll, dann ass et net well dës Chamber net wéll, mä dann ass et well keng Projekte fäerdeg sinn, dann ass et well keng Viraarbeche gemaach waren. A wann een haut kënn a mir verzielt wat een alles Wëlles gehat hätt, da muss ech soen, Här President, also ech moosse ganz gären no fënnef Joer mäi Bilan mat deene vu mengen dräi Virgänger virdrun, ech moossen dee ganz gären, millimeter genau kënnen mir moosse goe wat deemools pro Regierungsperiod gemaach ginn ass a wat dës Kéier gemaach ginn ass, an der Theorie an an der Praxis, do hunn ech absolut kee Problem fir dee Bilan duerchzestoen an Dir

wäert mech kenne léieren, ech wäert och duerch d'Land goe fir dee Bilan ze verkafen.

Dës Majoritéit brauch sech op alle Fall wéinst hiren Aktiounen am öffentlichen Transport absolut net ze schummen. Mir hunn hei en äusserst positive Bilan. Mir hunn eng Rei Projeten déi mer wëlle realiséieren, dat geet vun der Verbesserung vun der Linn Lëtzebuerg-Beetebuerg, à court terme, mam Triangle Fenteng a mat engem Raccourcissement vun de Blockofstänn iwwer en Neibau vun der Streck zwëschen Houwald a Beetebuerg, wat awer net meng éischt Prioritéit ass, am Géigesaz vun deem wat anerer vläicht mengen.

Meng éischt Prioritéit am Moment ass den Nordausgang vun der Gare Lëtzebuerg. Meng zweet Prioritéit ass den Dédoublement vun de Gleisen zwëschen Péiteng a Lëtzebuerg. Meng drëtt Prioritéit ass dann an der Gare Lëtzebuerg selwer d'Viraussetzungen ze schaffen, dass deen ambitéise Schinneprogramm iwwerhaupt duerchsetzbar ass. Duerno ass et de Bau vun der Schinneverbannung zwëschen der Gare Lëtzebuerg an dem Kierchbierg, dee geet nun eemol iwwert de Findel, och wann dat Einzelnen net gefält. Et huet awer guer näischt mam Findel ze dinn. Et ass da selbstverständlech och de Bau vun enger Streck zwëschen Esch a Lëtzebuerg mat all deenen Aménagementen, déi mer un der Périphérie vun der Stad Lëtzebuerg mussen maachen, fir de Client schonn do kënnen entgéint ze huelen, fir em ze évitieren Aller-Retoure mussen ze maachen, déi onnéideg sinn.

An ech wéll hei ënnersträichen, Här President, dass, egal a wat fir engem Szenario fir de Kierchbierg mer eis befannen, 85% vun de Clienten, déi un d'Schinnennetz ugebonden si kënnen, ouni ëmzesteigen, aus egal wat fir enger Géigend vum Land op de Kierchbierg kommen, a mir wäerte jo nach an dëser Chamber in extenso drop zrëckkommen, wa mer de Projet hei an dëser Chamber wäerten diskutieren.

Ech wéll dann als lescht, Här President, well meng Riedezäit scho quasi ofgelaf ass, soen, dass mer fir Belval-West/Ouest e ganz ambitéise Programm hunn. Mä awer net nëmmen en ambitéise Programm, mä awer och e realistische Programm, dee mat de finanzielle Méiglechkeete vum Stat am Aklang ass an dee mer och wäerte ganz enk mat deene betraffene Gemengen ofschwätzen. An déi Projeten, déi Engagementer, déi mer elo scho geholl hunn, déi wäerten och realiséiert ginn, dat ganz besonnesch wat d'Schinnengeet, mä dat, wat och ganz sécher ass, ass dass et sech an dëser Situatioun net rechen fir d'Tramverbindungen duerch dee Site ze féieren.

Här President, dann zu de Motiounen. Do géif ech d'Chamber bidden sämtlech Motiounen ofzeleenen.

■ Une voix.- Oh!

■ Une autre voix.- Très bien.

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- D'Motioun Nummer 1 ass superfétatoire. Fir dës Regierung ass de Réseau ferroviaire de Réckstrank vun öffentlichen Transport. Mir bewegen eis awer an engem europäesche Kader, d'Material ass bestallt, respektiv a Bestellung, an de Centre de maintenance war schonn am Gesetz vum Juli 2000 virgesinn.

D'Motioun Nummer 2. Ech kéint elo hei laang op déi Deklaratiounen agoen, déi d'LSAP am Virfeld vun de Gemengewahlen 1999 an der Stad Lëtzebuerg ofgeschloss huet. Ech ka mech nach erënneren, et klängt mer iergendwéi an den Oueren, wéi wann den deemolege Spëtzekandidat dovunner geschwat hätt, dass en Zuch duerch d'Stad fir d'Stater LSAP op alle Fall

keng helleg Kou wier. Si hunn do de Bierger ze verstoe ginn, dass se bei deem Projet, dee se haten, kal Féiss kritt hunn, an ech mengen et war am Lëtzebuerger Land, wou deemools an engem Artikel gestanen huet, de Spëtzekandidat géif an där Fro e Spagat maachen. Ech wéll net méi op déi onsäglech Geschicht vum BTB zrëckkommen.

■ M. Jeannot Krecké (*LSAP*).- Ech fannen, Här Minister, wann Dir dat do...

(*Interruption*)

... da loosst eis och ganz sinn. Da schwätzt net am Numm vun engem deen heibanne sëtzt. Ech kann lech soen, dass ech gesot hunn, d'helleg Kou ass fir mech net d'Nei Avenue an et hätt een och kënnen ënnerierdeg fueren an de Projet esou realiséieren, wéi e virgesi war, mä dann eben net iwwerierdeg duerch d'Nei Avenue. Dat war d'helleg Kou. Da gitt wann ech geliift déi Satz richtig erëm. A wat fir eng Interpretatioun d'Lëtzebuerger Land a menge Propose mécht: Frot mech vläicht selwer, da gitt Dir méi gewuer!

■ M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Ech weess op alle Fall, dass de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg iwwer d'Wackelpuddingsattitüd seng Meinung hat. Op alle Fall géif ech d'Chamber invitéiere fir d'Motioun 2 ofzeleenen. Datselwecht géllt fir d'Motioun Nummer 3. D'Madame Hennicot huet itérativement gesot, dass se mat kengem neie grouse Stroossebauprojet géif kommen, dies d'Etüden iwwert den IVL wieren ofgeschloss. Ech wollt dat einfach rappéléieren, déi dräi Motiounen vun der LSAP sinn ofzeleenen.

Datselwecht fir d'Motioun Nummer 4 vum ADR. Mir maache ganz grouss Efforte fir d'Frontalieren op den öffentlichen Transport ze kréien. Mir brauche keng Invitatioun fir dat nach eng Kéier ze maachen. D'Motioun Nummer 5, an dat fir eis dovunner ze distanzéieren, dass eventuell kéint an d'A gefaasst ginn, bei de Park & Riden eng Taxe ze froen, ass an där Form net akzeptabel. An ech mengen et war den Här Haupt, deen d'Suggestioun gemaach huet, dass een d'Utilisatioun vu Park & Ridé soll un d'Utilisatioun vun öffentlichen Transport bannen. Dat ass eng Idée déi et wierklech derwäert ass creuséiert ze ginn, an dat ass jo och schonn amgaange gemaach ze ginn. Datselwecht géllt fir d'Motioun Nummer 6, wou proposéiert gétt fir elo scho Stellung zum Stroossebau ze huelen, eier d'IVL-Resultater eraus sinn. Ech mengen dass et net de Moment wier, fir esou eng Motioun unzehuelen.

D'Motioun Nummer 7, d'Gratuitéit vun öffentlichen Transport, on rase gratis. Et freet ee sech net, wien d'Kou muss fideren, déi vun deene Leit gestrach gétt. Här President, wann een dat zum Beispill géif maachen - dat kéint ech elo laang ausféieren -, da misst een och Modifikatiounen an eiser Fiscalitéit virhuelen. Well mir hu jo, wat den öffentlichen Transport ugeet, dee performanteste Fiscalsystem, deen et an Europa gétt. Kilometer ofhängeg léisst dës Regierung jo jiddferengem Abatementen zou, onbehellegt deem, wat den öffentlichen Transport kascht. Wann een dann also den öffentlichen Transport géif gratis maachen, misst een eventuell och déi Dispositioun ofschafen.

(*Interruption*)

Fir d'Motioun Nummer 8 verweisen ech och un den IVL. D'selwecht wéi fir d'Motioun Nummer 9. All déi Saache si verfréit. Wat d'Motioun Nummer 10 vum Här Huss ugeet, géif ech och bidden d'Nummer 10 ofzeleenen, well bei där Motioun ginn op där enger Säit beim éisch-

te Saz vum Dispositif - mir maachen ee globalt Konzept fir d'Mobilitéit am Süden - offen Dieren agerant, mä awer Fuerderungen opstellen, wéi eng schnell Schinneverbindung zwëschen Athus an Diddeleng ze realiséieren, fir eng Eisebunn no Saarbrécken ze bauen, dat sprengt all budgétaire Méiglechkeeten, déi mir am Moment an op Bléck op déi nächst 20 Joer hunn. D'Motioun Nummer 11: Do sinn ech schonn drop agaangen an hunn drun erënnert, wat fir eng Efforten d'Stad Lëtzebuerg mécht a wéi schlecht et an anere Géigende vum Land bestallt ass. Esou eng Motioun soll ee fir d'éischt mol bei sech doheem um Terrain ufänken an net d'Regierung invitéieren.

Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Den Här Bodry freet nach d'Wuert.

■ M. Alex Bodry (*LSAP*).- Här President, ech froe Parole après ministre. Ganz kuerz, Här President. Ech kann awer eng Ausso, déi de Minister hei gemaach huet, net einfach esou am Raum stoe loosse, well et net fir d'éischt ass wou hie se mécht. Och wann een eng Ausso, déi falsch ass, méi oft mécht, esou gétt se doduerjer awer net méi richtig, Här Minister. Ech wéll dann hei ausdrécklech d'Positioun vum Här Goerens verteidegen. Anscheinend ass keen aneren am Stand dat ze maachen.

Et geet hei em d'Engagement, déi déi viregt Regierung geholl huet an déi dës Regierung ausdrécklech iwwerholl huet, wat d'Engagementer vu Lëtzebuerg am Klimaschutz ugeet.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Alex Bodry (*LSAP*).- Ech wéll hei nach eng Kéier betounen, dass dat Engagement vu minus 28% fir d'Joer 2010 par rapport zu 1990 op enger eestëmmer Motioun vun dëser Chamber fousst, an ech hunn an de Procès-verbaux net gelies, dass den Här Grethen sech sengerzäit als Deputéierten dogéint ausgeschwat hätt.

Déi Motioun ass eestëmmer ausgefall. Den Här Lahure huet virun der Kyoto-Konferenz gréng Luucht kritt fir mat minus 30% en Engagement fir Lëtzebuerg ze huelen. Da fannen ech et schonn e staarkt Stéck, dass hei e Minister - widder bessert Wëssen - well hie misst sech jo nach drun erënneren, well hie war sengerzäit Fraktiounschef vun der Demokratescher Partei - erëm eng Kéier hei virun der Chamber, virum Land Onwourecht an d'Welt setzt, wéi wann dat Engagement do en Hirngespinnst vun engem Minister gewiescht wär. Hien huet den Här Lahure an deem Zesammenhang op engem DP-Kongress mam Pol Pott verglach.

Ech soen nach eng Kéier: Dat ass falsch! De Minister Grethen gétt net midd dat erëm eng Kéier ze widerhuelen. Et ass och falsch hei ze behaupten dass, wa Lëtzebuerg minus 10% verlaangt hätt, dann hätt et minus 10% kritt. Et ass nun emol eben esou, dass Lëtzebuerg pro Kapp bei Wäitem dat Land ass, wat déi gréissten CO₂-Emissiounen 1990 hat, wat den Ausgangspunkt ass vun deenen Erhiewungen, déi d'Kommissioun gemaach huet.

Et ass och e Fait, dass Lëtzebuerg haut bei minus 31% läit, also eigentlech scho méi realiséiert huet wéi déi minus 28%, esou dass sengerzäit all Memberstat an der Kommissioun, mat där ech notament diskutéiert hunn, opgefall ass, dass déi minus 28%, déi schlussendlich festgeschriwwen gi sinn, fir Lëtzebuerg eigentlech e Stabilisatiounszil duergestallt huet an net e Reduzéierungszil. Eleng d'Restrukturéierung vun eiser Stolindustrie, déi zënter 1990 sech voll an de Bilane bemierkbar gemaach huet, huet eng Reduktioun vu praktesch 30% an deem Ganze bruecht,

esou dass dat Engagement politesch richtig war an haut nach ass.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Den Här Zanussi als Interpellant huet nach d'Wuert.

■ M. Marc Zanussi (*LSAP*), *interpellateur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Aschätzung vum Minister Grethen net, wann hie seet dass et an engem laufende Prozess net de Moment wier fir Elementer aus dem Plan sectoriel Süden ze kommentéieren. Ech wéll just drun erënneren, an ech hunn dat an der Interpellatioun gemaach, dass aner Ministeren aus senger Regierung awer dozou Aussoe gemaach hunn a Projeten an d'Welt gesat hunn, déi wuel eppes mam Transport am Süden ze dinn hunn. Vun dohier kann ech vun der Approche hier seng Aschätzung doriwwer net deelen.

Wann dann hei iwwert de Bilan geschwat gétt an dovunner geschwat gétt dass dës Regierung e Bilan virzeweisen huet, dee mat deenen aneren duerchhaus ze vergläichen ass, da wéll ech just nach eng Kéier drun erënneren, dass, wa vun engem Modal split geschwat gétt vu 25%, ech einfach hei behaupten, dass mat deene Konzepter, esou wéi se vum Här Schummer virdu virgedroe gi sinn, déi dës Regierung virleet mat Mobilitéit.lu a mat deem Projet vum Kierchbierg, dee Modal split zu 25% landeswäit ni kann erreecht ginn.

Iwwert dat Konzept, dat do virläit, ass hei an der Chamber nach ni driwwer diskutéiert ginn, an et huet och an dëser Interpellatioun weder ee vun der CSV nach ee vun deenen anere Parteien sech positiv zu deem Konzept ausgeschwat. Duerfir gétt et effektiv eng grondleeënd Differenz tëschent der Majoritéit an der Opposition, elo emol den ADR ausgeklammert, iwwert d'Konzeptioun vun deem zukünftigen öffentlichen Transport fir Lëtzebuerg.

A wa gemengt gétt, dass de BTB-Projet oder d'Ubannung vun dem Stadzentrum an d'Schinn en alen Hutt ass, da leien déi alleguerte falsch. D'Realitéit wäert weisen, dass dat dat Eenzege ass, wat de Verkéiersproblem hei zu Lëtzebuerg wäert kënnen einegermoosse léisen.

Dann zum Bilan. An engem Joer oder 15 Méint si Wahlen, Här Transportminister. Ech behaupten haut an hei, dass zum Wahldag kee vun deene Projeten am Usaz realiséiert ass an, bei all deem wat Der elo gesot hutt, dass et an der Theorie vläicht richtig ass, dass Projeten a faarweg Broschüren do leien, et lech net gelänge wäert bis zum Wahldag nëmmen 1% Modal split zousätzlech fir den öffentlichen Transport ze errechen.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Mir kommen zur Motioun 1. Dir hutt se virun lech leien. D'Regierung huet Stellung dozou geholl. Kënnen mir par main levée ofstëmmen?

■ Plusieurs voix.- Neen.

■ M. le Président.- E Vote électronique ass verlaangt.

■ Une voix.- Et muss ee jo heiansdo d'Leit drun erënneren, Här President.

■ M. le Président.- Jo, et dauert e bësse méi laang, mä et kënn op d'selwecht eraus.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 32 Nee-, 19 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jean Asselborn), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Ady Jung), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. John Schummer), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Da komme mer zur Motioun 2.

Motion 2

Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 2.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 40 Nee- an 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean Asselborn), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Ady Jung), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Da kéime zur Motioun 3.

Motion 3

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 3.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Ech kréien elo grad matgedeelt, dass en techneschen Defekt während dem Vote agetratt ass. De Vote vun der Motioun 3 gétt nom Vote vun der 11. Motioun widderholl.

Mir kommen elo zur Motioun 4. Dat ass déi vum Här Gibéryen.

Motion 4

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 4.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 33 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jean Asselborn), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Ady Jung) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer zur Motioun 5.

Motion 5

D'Ofstëmmen iwwert d'Motioun 5 fänkt un.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 5 ass verworf mat 39 Nee- an 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Da komme mer zur Motioun 6.

Motion 6

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 6.

Vote

Déi fir d'Motioun 6 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 6 ass mat 32 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmmen a 6 Enthaltung verworf.

Ont voté oui: M. Jean-Paul Rippinger;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippinger), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: M. Norbert Hauptert;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Mir maachen de Vote vun der Motioun 7, déi och vum Här Gibéryen abruecht ginn ass.

Motion 7

Mir stëmmen iwwert d'Motioun 7 of.

Vote

Déi fir d'Motioun 7 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 7 ass mat 37 Nee- géint 8 Jo-Stëmmen an 13 Enthaltung verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

ter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Lucien Lux), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Mir maachen de Vote vun der Motioun 8, déi och vum Här Gibéryen abruecht ginn ass.

Motion 8

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 8.

Vote

Déi fir d'Motioun 8 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 8 ass mat 40 Nee- géint 7 Jo-Stëmmen an 13 Enthaltung verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia (par M. Lucien Lux), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Mir maachen de Vote vun der Motioun 9, déi och vum Här Gibéryen abruecht ginn ass.

Motion 9

Mir maachen elo de Vote vun der Motioun 9.

Vote

Déi fir d'Motioun 9 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 9 ass mat 34 Nee- géint 25 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry),

MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Marco Schroell), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Mir kommen zu der Motioun 10, déi vum Här Huss abruecht ginn ass.

Motion 10

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 10.

Vote

Déi fir d'Motioun 10 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 10 ass mat 34 Nee- géint 19 Jo-Stëmmen a 7 Enthaltung verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir maachen de Vote vun der Motioun 11, déi vum Här Huss abruecht ginn ass.

Motion 11

Mir stëmmen also iwwert d'Motioun 11 of.

Vote

Déi fir d'Motioun 11 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 11 ass mat 33 Nee- géint 26 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Jeannot

Belling), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Well beim Vote vun der Motioun 3 en techneschen Defekt virkomm war, widderhuele mer dee Vote elo.

Motion 3

Mir stëmmen also nach eng Kéier iwwert d'Motioun 3 vum Här Zanussi of.

Vote

Déi fir d'Motioun 3 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si ent-hale sech.

D'Motioun 3 ass mat 41 Nee- géint 19 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung,

Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dee Punkt ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Punkt 5 vun eisem Ordre du jour.

5. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société Nationale de Crédit et d'Investissement

Mir si mat der Ernennung vun engem Commissaire aux comptes fir d'SNCI befaasst, esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August

1977 iwwert d'Schafe vun enger Société nationale de crédit et d'investissement an hiren Artikelen 132 bis 145 vum Chambersreglement dat virgesäit. D'Kandidateléscht ass lech per Bréif vum 28. Februar zoukomme gelooss ginn.

Laut Artikel 140 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer genannt a seng Nominatioun kann erneiert ginn. Den Artikel 138 vum Chambersreglement gesäit vir, dass d'Nominatioun vum Commissaire aux comptes duerch eng absolut Majoritéit erfollegt. Déi ongültig an déi blank Ziedelen, déi zielen net. Vum drëtten Tour u geet déi relativ Majoritéit duer. Hei huelen nëmmen déi zwee Kandidaten deel, déi an dem Tour virdrun déi meeschte Stëmme kritt hunn. Bei Stëmmegläichheet kënn et zu engem zousätzlechen Tour. Op engem gëltegen Ziedel däerf nëmmen een eenzeg Numm ugezeechent ginn a soss näischt anescht. De Stempel vun der Chamber muss um Stëmmziedel sinn. Am Chambersreglement gëtt de Vote par procuratioun net ernimmt, et gëtt also nëmme perséinlech gestëmmt.

Ech géif bieden d'Stëmmziedelen auszedeele.

Vote

Den Appel nominal gëtt gemaach fir d'Stëmmziedelen erëm anzesammelen.

(Appel nominal)

(Brouhaha général)

Et sinn néng Deputéiert, déi net mat gestëmmt hunn. Hutt Dir all gestëmmt?

Plusieurs voix.- Jo.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Wahlgeschäft ass ofgeschloss.

Et hu sech 51 Deputéiert dru bedeelegt. Déi absolut Majoritéit - et ass e Blanken dobäi - läit bei 26 Stëmmen. Den Här Raymond Schadeck huet 48 Stëmme kritt, den Här Georges Kioes huet eng Stëmm kritt an den Här Philippe Slendzak huet och eng Stëmm kritt. Domat ass kloer, dass den Här Raymond Schadeck gewielt ass als neie Commissaire aux comptes vun der SNCI.

Domadder wiere mer um Enn vum Ordre du jour vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.07 heures)

Ordre du jour

1. Communication
2. 4934 - Débat d'orientation sur la médecine palliative, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie
(Rapport de la Commission spéciale "Ethique" - Discussion générale - Motions et Résolution - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Anne Brasseur, MM. Henri Grethen et Carlo Wagner, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communication

Ech wollt lech folgend Kommunikatioun maachen:

Haut de Mueren huet den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen um Greffe vun der Chamber den Dépôt gemaach vun dem

- *Projet de loi 5107 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.*

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Médecine palliative, den Acharnement thérapeutique an d'Euthanasie.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Santer, Bodry, Schroell, Gibéryen, Huss, Urbany, d'Damme Meyers-Frank an Err, an d'Häre Krieps a Weiler.

D'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Jean-Paul Rippinger.

2. 4934 - Débat d'orientation sur la médecine palliative, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie

Rapport de la Commission spéciale „Ethique“

M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.- Här President, d'Zäit leeft schonn an ech hunn nach net ugefaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Progrès vun der Medezin an deene leschte Jorzéngten huet d'Liewenserwaardung vum Mënsch verlängert. Nei Techniken, sophistikéiert Procédée bréngen et fäerdeg, de Mënsch méi laang um Liewen ze halen, och da wann d'Liewensqualitéit fir deen eenzelne selwer net ëmmer méi garantéiert ass. D'Doktere sinn net selte confrontéiert mat Situatiounen, wou se decidéiere mussen tëschent dem Erhale vum Liewen an dem Respekt vun der mënschlecher Dignitéit. An deem Kontext geet et ëm d'Prise en charge vun der Péng, d'Unerkennung vun der Rechter vun de Kranken, d'Recht op Begleedung um Enn vum Liewen an d'Palliativmedezin.

Hei geet et ëm eng Manéier, fir de Mënsch ze gesinn an der leschter Etapp vu sengem Liewen. Hei geet et ëm e verännert Verhale vun eiser Gesellschaft par rapport zu engem vun de wichtegste Momenter am Liewe vun engem Mënsch, nämlech sengem leschte Moment.

Mir müssen eis bewosst sinn, dass an eiser Gesellschaft, wéi se nun emol ass a wéi mer se wëllen hunn, et och un eis ass, nei Compportementer, nei Obligatiounen, nei Hoffnungen opzezechnen. Et ass nëmmen normal, dass och d'Chamber sech heiriwwer Gedanke mécht an dass se an engem Débat d'orientation, dee mer haut féieren, net nëmmen doriwir diskutéiert, mä awer och hir Meenung seet.

Dat war, menger Meenung no, och d'Missioun vun der Ethikskommissioun, wéi si hir Aarbechten iwwert déi dräi Voleten opgeholl huet: d'Palliativmedezin, den Acharnement thérapeutique an d'Euthanasie.

Nach selten ass e Sujet vun esou enger grousser gesellschaftspolitescher Tragweid an eisem Land esou oft, esou seriö, mä awer och esou kontrovers diskutéiert ginn.

Dat Wesentlecht, dat wat mir net däerfen aus den Ae verléieren, müssen eis Beméiunge bleiwen ze progresséieren, weider ze kommen, an dëst am Intérêt vum Mënsch.

Als Basis vun eisen heitegen Diskussiounen, hunn der Kommissioun d'Erkenntnisser an d'Diskussiounen an der Ethikskommissioun an där leschter Legislaturperiod gedéngt, inklusiv och den Débat d'orientation, deen de 16. Mäerz 1999 hei an der Chamber stattfont huet.

Dës Diskussiounen hunn effektiv stattfont nom dem Akraaftriede vum Gesetz vum 28. August 1998 iwwert d'Etablissements hospitaliers. Et muss ee feststellen, dass och no där Debatt keng konkret Mesuren op dem legislative Plang proposéiert gi sinn an awer och keng duerno geholl si ginn. Et sinn zwar e puer Resolutiounen ugeholl ginn, anerer sinn ofgelehnt gi mat dem fromme Wonsch, dass d'Chamber sech selwer eigentlech ausgedréckt huet, awer keng ei-

gentlech legislativ Mesurë geholl huet. Allerdéngs waren déi Diskussiounen eng seriö Basis fir eis Diskussiounen an der Ethikskommissioun.

Dann ass et wichteg ervirzesträichen, dass no deem Débat d'orientation 1999 awer eng Partie nei Elementer opzezechne sinn. Fir d'éischt d'Akraaftriede vum hollännesche Gesetz iwwert d'Euthanasie, dat den 1. Januar 2002 a Kraaft getrueden ass. D'Gesetzesvirlag iwwert d'Soins palliatifs, déi den 23. Oktober 2001 am belsche Senat votéiert an an der Assemblée plénière vun der Chambre des Représentants de 16. Mee 2002 adoptéiert an den 20. September 2002 a Kraaft getrueden ass.

Dann een drëtt Element: D'Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité, déposéiert de 5. Februar 2002 vun den Deputéierten Err an Huss.

Da mengen ech awer och müssen ze mentionnéieren, d'Deklaratioun iwwert den Etat de la Nation den 3. Mee 2001, wou de Premier am Numm vun der Regierung gesot huet, dass d'Regierung gären hält, dass erëm nei Diskussiounen sollte gefouert ginn iwwert déi Sujeten. Ech zitëiere wat e gesot huet: „Sans œillères, sans barrières idéologiques, sans opinions préconçues“.

D'LSAP-Fraktioun huet den 12. Abrëll 2001 d'Reprise vun eisen Aarbechte gefrot.

Fir awer komplett ze sinn an der Opzielung vun deenen neien Elementer, ass et wichteg ze soen, wat an der Regierungserklärung vum 11. August 1999 steet. Do steet ganz kloer dran, wat déi zwou Regierungsparteien decidéiert hunn, nämlech dass an deser Legislaturperiod net géif léigféiert ginn iwwert d'Euthanasie volontaire, déi also net an eis Legislatioun géif opgeholl ginn.

Iwwert d'Palliativmedezin stong Folgendes dran: „Les soins palliatifs seront largement étendus et cela tant en milieu hospitalier qu'en milieu ambulatoire“.

D'Bestandsopnam vun der aktueller Situatioun, dat war d'Missioun vun eiser Kommissioun an zu gläicher Zäit och de Stand vun dem aktuelle juristeschen a gesetzleche Kader.

D'Kommissioun huet, esou wéi dat déi Kommissioun virdrun och gemaach huet, eng Rei vun Associationen invitéiert, fir gewuer ze ginn, wéi si um Terrain schaffen. Dat war notamment de 25. Mäerz 2002 OMEGA 90, de 24. Abrëll de Collège médical an d'Association des Médecins et Médecins-dentistes. Den 30. Mee d'Caritas, d'Association pour le droit de mourir dans la dignité, d'Association Luxembourgeois Alzheimer, an d'Patientenvertriidung.

Et ass selbstverständlech, dass ech net an d'Detailer ginn als Rapporteur vun deem, wat do gesot ginn ass; dat ass alles am schrëftleche Rapport nozeliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Aarbechten, an den Entrevuen, déi d'Ethikskommissioun gefouert huet, konnte mer feststellen, dass, wat d'Palliativmedezin ugeet, e legislative Kader besteet. D'Carte sanitaire, déi vum Gesondheitsminister Carlo Wagner opgestallt gi war, hat erweisen, dass hei am Land et net genuch Infrastruktur fir eng Prise en charge vun der palliativer Fleeg gëtt. Dofir ass am Artikel 14 vum Reglement vum 18. Abrëll 2001 iwwert den nationale Plan hospitalier festgehale ginn, dass d'Servicer fir d'Palliativmedezin a fir eng Prise en charge vun der Péng geschafte géife ginn.

Ech wëllt awer an deem Kontext hei nach d'Commission consultative nationale d'Ethique zitëieren, déi an hirem Avis geschriwwen huet, dass an enger Gesellschaft, déi eng fundamental Valeur de Rechter an de Fräiheete vum Eenzelnen attribuëiert, och eben den eenzelnen Individuum e Recht op Gesondheet huet, an ech zitëiere se: „Notamment par la mise à disposition d'une infrastructure médicale et hospitalière appropriée et la mise en place d'un régime de sécurité sociale permettant à tous l'accès aux soins. Toute personne

doit se voir reconnaître le droit à la vie et à une mort digne". A si fiert weider a mengt, dass an deene Konditiounen all kranke Mënsch e Recht huet e palliativ Treatment ze verlaangen.

Här President, eis Gesellschaft ass hei mat engem Défi konfrontéiert, well wann een deenen Zuele gleeft, déi eis de Collège médical matgedeelt huet, a mir hunn och kee Grond fir déi ze contestéieren, da gëtt et hei zu Lëtzebuerg 40 bis 60% vun de Kranken, déi en stade terminal sinn, déi awer keng appropriéiert palliativ Fleeg kënnen kréien.

Dëst ass sécher net ze akzeptéieren. Dësen Défi formuléiert sech och op verschidde Niveaue. An der Praxis ginn d'Dokteren, wéi och de Personnel soignant bei der palliativer Fleeg dacks mat etheische Problemer konfrontéiert. Als Patient wëllt haut jiddfreee vun eis wéi e Sujet à part entière behandelt ginn. Dese Begier steet an enkem Zesammenhang mam Recht vum Patient, e kompletten an ausféierlechen Accès op säin Dossier médical ze hunn.

Am Gesetz vum 28. August 1998 ass dës Schwieregkeet Rechnung gedroe ginn, an d'Comités éthiques an de Spideeler sinn agefouert ginn. Leider hu mer an der Kommissioun misse feststellen, dass an enger ganzer Rei vu Spideeler déi net existéieren an also déi Spideeler och där Obligatioun net nokomm sinn.

En anere Grossen Défi waart op eis am Beräich vun der Formation. Ausser e puer Ausnahmen hu Lëtzebuerg Doktere keng Formation an der Palliativmedizin. Och wat de ganz wichtege Domän vum Traitement vun der Péng ugeet besteet e grouse Manktum. De Collège médical mengt dozou, dass et absolut néideg ass, dass all Dokter, deen hei zu Lëtzebuerg exerzéiert, eng Ausbildung an dëser Branche huet oder op d'mannst kritt. An der Kommissioun ware mir der Meinung, dass et néideg ass, dass all concernéiert Personal eng adequat Formation en soins palliatifs muss kréien. Dëst ass och de Fall fir d'Formation continue.

Am Kader vun der Demande d'autorisation, fir sech zu Lëtzebuerg ze etabléieren, ass et schwier, wann net esouger onméiglech eng Obligatioun fir d'Doktere vun enger Formation an der Palliativmedizin anzeféieren. Dat géng bilateral Accorde mat deene jeeweilege Länner bedéngen, wou eis Dokteren hir Universitätsstudien absolvéieren. Eng Handhab hunn déi Lëtzebuerg Autoritéiten awer um Niveau vun der Formation continue. D'Kommissioun ass der Meinung, dass d'Regierung d'Reglementatioun an där Matière misst an dësem Sënn adaptéieren.

Här President, d'palliativ Soenen hei zu Lëtzebuerg wieren net déi, déi se elo sinn, wann de Bénévole net wier. Bénévole si wäertvoll Collaborateure vun de medezineschen Equipen. Hir Roll ass déi vum Réconfort vun de Kranken an hirer Famill. Duerch hir Présenz an hir Ecoute weise si, dass e Kranken nach ëmmer e Member vun eiser Gesellschaft ass. Andeems si hire Bénévolen, mä och dem Fleegpersonal eng Ausbildung vermëttelen, maachen dës Associatiounen eng äusserst wäertvoll Aarbecht. An den eigentleche Wäert dovunner ass, dass een och op deem Gebitt ka spezialiséiert Unitéiten aféieren, déi dann awer och de Besoinen an de Virstellung vum enger ganzer Rei vu Leit géngen entsprechen. Hei muss een och op d'Pluralitéit setzen, d'Pluralitéit vun alle méigleche Choixen, an insistéieren drop, dass iwwerall do wou stierwekrank Leit, also Patienten en fin de vie sinn, optimal Soins palliatifs musse funktionéieren. Dat gëtt et zum Beispill mat spezialiséierten a multidisziplinären Equipen, déi an alle grouse Spideeler zur Verfügung solle stoen.

D'Commission spéciale „Ethique“ ass der Meinung, dass de Bienfondé an d'Noutwendegkeet vun der bénévoler Aarbecht mussen unerkannt ginn an nach weider encouragéiert an ënnerstëtzt ginn. Esou ware Membere vun der Kommissioun, ech géng soen eng Majoritéit vu Memberen, der Meinung, dass de Stat kënn d'Fräe vun der Formation en charge huelen an de Collaborateuren eng Indemnitéit verséieren ënner der Form zum Beispill vun engem Forfait de déplacement oder hinne e Congé familial octroyéieren. Ech hu gesot: Eng Majoritéit vun de Memberen.

Dat Wuert, a mir waren eis däreer bewosst, huet gréisser finanziell Inzidenzen. Dofir fuerdere mer och d'Regierung an enger Motioun op, dëse Problem ze studéieren an dat am Kader vun engem Plan national de financement.

Wéi a wou soll d'Palliativmedizin dispenséiert ginn? An der Kommissioun hu mer festgestallt, dass et och bei de Professionnelle vun der Santé Meenungsverschiddenheete gëtt wat d'Strukturen ugeet. Ouni wëllen de Spezialisten Instruktiounen ze ginn, hu mir gemengt, dass hei eng grouse Flexibilitéit am Fonctionnement bestoe muss. Och ware mer der Meinung, dass d'Palliativfleeg doheem misst verstäerkt ginn, mä hei muss awer de familiäre Kader stabil sinn, soss funktionéiert dat net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Sënn hunn ech hei eng Motioun ze déposéieren, déi vum Här Weiler a vu mir ënnerschriwwen ass a wou och nach aner Fraktiounen sech kënnen dorunner bedeelegen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant les discussions ayant eu lieu au sein de la Commission spéciale d'Ethique en vue du débat d'orientation sur la médecine palliative, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie;

considérant l'article 37 de la loi du 28 août 1998 stipulant que chaque patient a accès aux soins préventifs, curatifs et palliatifs que demande son état de santé;

considérant que l'acceptation de soins palliatifs et l'accompagnement du malade en fin de vie ont connu, au cours des dernières années, une évolution certaine au Luxembourg;

considérant cependant qu'il existe actuellement encore des déficiences d'infrastructure en médecine palliative et des insuffisances concernant l'organisation et le financement des soins palliatifs dans les milieux hospitaliers;

estimant que chaque malade en fin de vie a le droit de bénéficier d'une prise en charge psychologique et médico-sociale adaptée et continue;

estimant que pour atteindre ce but il est indispensable que tous les intervenants dans l'administration des soins palliatifs, médecins, infirmiers, personnel soignant ainsi que les bénévoles, bénéficient d'une formation adéquate et continue;

invite le Gouvernement

à créer le cadre juridique que le recours aux soins palliatifs et le traitement de la douleur soient reconnus comme un droit de chaque patient,

à prendre les mesures nécessaires et à mettre en œuvre un programme national en matière de soins palliatifs en tenant compte des besoins des patients en fin de vie et l'encadrant soit en milieu hospitalier, soit en milieu ambulatoire, et à explorer les voies possibles de financement de ce programme national,

à prendre des initiatives en vue d'assurer la formation adéquate et continue incluant un suivi psychologique des médecins et du per-

sonnel soignant, d'inclure dans ces initiatives la formation des médecins en traitement de la douleur et d'envisager l'introduction d'une formation en soins palliatifs dans la formation initiale du personnel soignant,

à examiner les possibilités de prise en charge des frais de formation des collaborateurs bénévoles au sein des associations actives en matière de soins palliatifs et d'accompagnement des mourants,

à veiller à l'application des dispositions inscrites dans la loi du 28 août sur les établissements hospitaliers, spécialement de l'article 24 sur la création d'un comité d'éthique hospitalier.

(s.) Jean-Paul Ripinger, Gast Gibéryen, Marie-Josée Meyers-Frank, Marco Schroell, Lucien Weiler.

Da kéime mer zum zweete Volet. Dat ass dee vum Acharnement thérapeutique. An enger franséischer Charte iwwer Palliativfleeg gëtt et iwwer den Acharnement thérapeutique folgend Definitioun: „C'est l'attitude qui consiste à poursuivre une thérapeutique lourde à visée curative, qui n'aurait comme objet que de prolonger la vie, sans tenir compte de sa qualité, alors qu'il n'existe aucun espoir raisonnable d'obtenir une amélioration de l'état du malade“.

Den Acharnement thérapeutique gëtt a verschidde legislativen Texter behandelt, sief et de Code de déontologie médicale oder och d'Gesetz vum 28. August 1998 iwwer d'Etablissements hospitaliers. Et besteet ouni Zweifel e grouse Konsens géint den Acharnement thérapeutique. Dës Praxis gëtt rejeiert vun deene meeschte Kranken, dem Corps médical, wéi awer och vun der ziviler Gesellschaft. Et gëtt awer och Fäll wou et zu etheische Problemer komme kann. D'Famill wëllt zum Beispill, dass mat engem sougenannte schwéieren Traitement weider gefuer gëtt, oder den Dokter benotzt aus juristesche Grënn, oder wéinst dem Principe de précaution, léiwer méi eng defensiv Medezin. Dës Grenzfall kënnen nëmmen duerch eng kloer an adequat Informatioun évitéiert ginn. Ausserdeem, fir all Reproche aus dem Wee ze goen, en Traitement géif aus sozialen oder ökonomeschen oder och vläicht esouger finanzielle Grënn gestoppt ginn, ass d'Ethikskommissioun der Meinung, dass et onbedéngt néideg ass, den éischten Interesséierten, an zwar de Kranke selwer, an den Décisionsprozess mat anzubannen.

Niewent de Comités d'éthique, déi an de Klinicke bestoe sollen, ass do ouni Zweifel en Dokument, dat d'Dispositions de fin de vie vun enger Persoun festhält, e wichteg Instrument. An dësem Dokument, och nach dacks Testament de fin de vie oder Testament biologique genannt, huet all Persoun d'Méiglechkeet déi Soenen an dat Traitement ze akzeptéieren oder ze refuséieren, dëst an der Eventualitéit, dass si am Endstadium vun enger Krankheet oder duerch en Accident net méi amstand wier sech ausgedrücken oder selwer Décisionsen ze huelen. Esou en Dokument kann een als Wëllensakt ugesinn. All eis Gesprächspartner ware vun der Wichtigkeet an dem Bienfondé vun esou engem Dokument iwwerzeegt.

Här President, an der Ethikskommissioun hu mer virgezunn den Term „disposition de fin de vie“ zréckbehalen. Mir wëllen net, dass et zu der Verwiesselung kënn mat dem klassischen Testament. All Membere vun der Ethikskommissioun ware sech eens, dass déi fundamentalen Prinzipien vun der Autonomie an der Autodétermination vun der Persoun duerch esou en

Dokument respektéiert ginn. Dëst Dokument, oder dës Pièce ass net nëmmen eng Hëllef, e Guide fir den Dokter, mä ass och e wichteg Kommunikatiounsmittel tëschent der betraffender Persoun an hirem Entourage, tëschent dem Patient an dem Fleegpersonal.

Et ass sécher net einfach sech Gedanken iwwer seng Liewensdauer a säi Liewenssinn ze maachen. Mir sinn dofir der Meinung, dass een d'Redaktioun vun esou engem Dokument kengem kann opzwéngen, dass et jiddferengem iwwerlooss bleiwe muss esou een Dokument selwer opzesetzen.

Et ass an eisen Aen evident, dass dës Dispositiounen zu all Moment widderruff oder geännert kënnen ginn. D'Spezialkommissioun Ethik ass der Meinung, dass d'Modalitéiten iwwer den Dépôt an d'Accessibilitéit vun den Dispositions de fin de vie musse regléiert ginn an dass d'Confidentialitéit vun dësem Dokument assuréiert soll sinn. Et muss also eng Plaz definéiert gi fir den Dépôt vun dësen Dokumenter. Dëst kënn den Notär als Officier public sinn, oder e Service beim Ministère de la Santé.

Här President, a mengem Rapport hunn ech ënnerstrach an ech wëllt hei nach eng kéier betounen, dass keen Dokter ka gezwonge ginn de Wëlle vun engem Patient, deen hien an enger Disposition de fin de vie festgehalten huet, ze respektéieren, wann dese Wëllen a Kontradiktioun mat senger Ethik ass, dat heescht mat dem Dokter senger Ethik.

Et ass nu sécher, dass wann een dëst Dokument opsetzt, ee muss amstand sinn dat ze maachen, an zwar en toute connaissance de cause. Dofir ware mer der Meinung, dass all dement Persoun, grad esou wéi Mannerjäreger solle vun dëser Méiglechkeet ausgeschloss sinn.

Wat elo déi legal Unerkennung vun engem Testament de vie, dat esou Dispositiounen enthält, ugeet, war d'Kommissioun der Meinung, dass e Caractère d'authenticité muss bestoen, dëst éischstens duerch d'Interventioun vun engem Officier public, oder engem Ministère, an zweetens duerch d'Gesetz vum 28. August 1998 iwwer d'Etablissements hospitaliers, dat a sengem Artikel 40 Folgendes festhält: «Le patient a le droit de refuser ou d'accepter toute intervention diagnostique ou thérapeutique, sans préjudice des dispositions de l'article 7 ... de la loi du 4 août 1992 relatif à la protection de la jeunesse.»

Fir d'Kommissioun mussen d'Dispositions de fin de vie als eng Verlängerung vun dësem Recht ugesi ginn. Sou en Dokument ass en äusserst wäertvoll Mittel fir all Persoun déi sech am leschte Stadium vun hirem Liewe befënn, hirem Wëllen Ausdrock ze ginn. Dës Dispositiounen kënnen awer ni den Dialog als essentiell Element an enger Relatioun tëschent engem Patient, dem Dokter, dem Fleegpersonal an der Famill ersetzen. Mä et ass awer sécher ee wäertvolle Repère fir d'Famill an de Frëndeskrees, wa si an engem schwéiere Moment déchirant Entscheidung mussen huelen.

An och wat dese Sujet an dese Volet ubelaangt, Här President, déposéieren ech eng Motioun, déi och vum Här Weiler a vu mir ënnerschriwwen ass, wou mer verlaangen, dass den Testament de vie an déi Lëtzebuerg Legislatioun agesat gëtt; an et ass nach Plaz drop wann aner Fraktiounen sech do wëllen uschlëssen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant que la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers consacre le principe des droits et des devoirs des malades et accorde une grande importance au principe de l'autodétermination du patient tout en consolidant son droit de décision;

considérant que les situations de fin de vie, où le malade est dans l'incapacité d'exprimer sa volonté, sont fréquentes;

estimant utile et nécessaire de prévoir des procédures permettant à toute personne malade de faire connaître, valoir et respecter sa volonté;

convaincue donc de la nécessité de créer un cadre garantissant l'autonomie du patient et de son consentement éclairé;

estimant qu'un document tel un „testament de vie“ représente un moyen précieux pour une personne en fin de vie d'exprimer ses dernières volontés;

invite le Gouvernement

à introduire dans notre législation le „testament de vie“, consistant dans un document contenant les dispositions de fin de vie de son auteur, par lesquelles celui-ci exprime sa volonté concernant les circonstances de sa fin de vie, et qui guident le médecin dans ses choix de traitement.

(s.) Jean-Paul Ripinger, Gast Gibéryen, Marie-Josée Meyers-Frank, Marco Schroell, Lucien Weiler.

Da kommen ech schonns, Här President, un deen drëten Aspekt, deen drëtte Volet vun eisen Aarbechten, an dat ass dee vun der Euthanasie. De Problem Euthanasie war ouni Zweifel - an dat huet ee schonn an den Diskussiounen 1999 gesinn -, dee schwiergegen an dee sensibelsten ze diskutéieren, dëst a Considératioun vu sengen etheschen, moraleschen, deontologeschen, juristeschen a politeschen Implikatiounen.

Wa mir hei iwwer Euthanasie schwätzen, da baséiere mir eis op d'Definitioun déi am Rapport iwwer d'Debatt vun 1999 festgehale ginn ass, nämlech nëmmen d'Euthanasie volontaire oder active. An do ass et wichteg nach eng kéier doriwwer ze referéieren, wat dann 1999 u Conclusiounen an dem Dossier Euthanasie festgehale ginn ass.

Dräi méiglech Positionen goufen deemools zréckbehalen. Éischens, d'Euthanasie ass a bleift punnissable no eise Code pénal, also et ännert een näischt un der aktueller Situatioun. Zweetens, et kann een d'Euthanasie dépenaliséieren, also de positiven Akt vun der Euthanasie stroffräi maachen. An drëtens, déi juristesche Notion am Droit pénal vun der Cause d'excuse oder der Cause de justification eran ze bréngen.

Ech muss lech soen, op Grond vun deene Considératiounen a vun deenen Débats d'orientation 1999, wollt ech awer als President an och als Rapporteur vun där Kommissioun op deem Gebitt weiderkommen - net dass mer an deem aktuelle vide juridique géinge bliwen - an ech hu versicht e Konsens ze sichen, fir eben deen aktuelle Vide juridique ze combléieren. An eisen Diskussiounen si mir zur Kenntnis komm, dass et indiqéiert ka sinn, den Doud vun enger stierwender Persoun ze beschleunegen, dëst andeems ee bestëmmt intensiv Therapien ënnerléisst, oder andeems een hir staark Medikamenter géint d'Péng a Calmanté gëtt.

Iwwer de Refus vum Acharnement thérapeutique ze diskutéieren, ouni d'Problematik vun der Euthanasie ze envisagéieren, ass weening realistesch. D'Grenz tëschent deem sougenannten Arrêt thérapeutique an engem Traitement fir de Confort vum Patient ze assuréieren, dee sech als „euthanasiant“ erweist, ass äusserst schmuel.

Mä op d'Fro „Un acte euthanasique peut-il être qualifié d'acte moralement et éthiquement acceptable?“ sinn an der Kommissioun - an dat war och selbstverständlech - Divergenzen ervirkomm, déi ech als „irréductible“ also onüwerbréckbar bezeichne kann. Fir verschid-

de Membere vun der Ethikskommission ass d'Euthanasie active op moraleschem Plang an deene Fäll justifizéiert, wou et eng medezinesch Situatioun ouni Auswee gëtt, wou e grouss Leide besteet, a wou d'Recht vun all Mënsch op Autonomie net a Fro gestallt gëtt. Fir aner Membere bleift d'Euthanasie e moralesch inakzeptabelen Akt, dee géint den onantastbare Wäert vum Liewe geet.

All Memberen hunn hir Verbonnenheet mat den dräi fundamentale Valeure vun eiser Ethik zum Ausdrock bruecht: déi mënschlech Dignitéit, de Respekt vum Liewen an d'Autonomie vun der Persoun. D'Differenzen articuléiere sech ëm d'Primautéit déi déi verschidde Membere moralesche Valeure ginn, déi eng par rapport zu deenen aneren. Als President vun der Kommissioun hunn ech du sämtliche Memberen e Questionnaire zougestallt, e Questionnaire dee véier Froe beinhalt huet, a wou d'Fraktiounen drop konnten äntwerten, ebe well mer wollten an dem Dossier virukommen.

Déi éischt Fro war folgend: Ass d'Ethikskommission der Meenung, dass een an déi Lëtzebuerger Législatioun d'Dispositione vun der Proposition de loi Err an Huss soll abréngen? Do war eng ganz grouss Majoritéit fir dat net ze maachen.

Déi zweet Fro, déi huet sech ëm d'Dépénalisatioun vun der Euthanasie active gehandelt, respektiv d'Euthanasie volontaire, andeem dass ee sech inspiréiert hätt an den Dispositione vum Gesetz vum 15. November 1978 relatif à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et la réglementation de l'interruption de grossesse. Do hu mer och gesinn, dass mer iwwert dee Punkt keng Majoritéit an der Kommissioun kéinte kréien.

Déi drëtt Fro, déi ënneragedeelt war, huet iwwert den Testament de vie gehandelt: Sidd Dir d'accord fir an d'Législatioun déi Disposition de fin de vie anzeféieren, andeem dass een den Dokter freet fir dass en op all Acharnement thérapeutique renoncéiert? Dat war ënnert dem Punkt A an ënnert dem Punkt B, ob dann de Patient d'accord ass, dass den Dokter ebe géing d'Euthanasie prodigéieren. Op déi Ennerandeelung A hu mer eng large Majoritéit kritt, an op déi aner, déi zweet Fro, net.

An da kum déi véiert Fro, dee véierte Punkt vum Questionnaire: Solle mer léigiféieren? Ech kann lech nëmme soen, déi eng Fraktioun hu schrëftlech geäntwert, déi aner mëndlech, an et ass och net u mir, fir elo hei als Rapporteur dat hei ze soen, wat se eis geschriwwen hu respektiv gesot hunn - ech mengen all Fraktioun kënn heihinner a seet dat selwer wat se zu deene Punkten ze soen huet -, an et ass och net u mir als President vun der Kommissioun, fir dat ze kommentéieren.

An der Conclusioun sinn d'Äntwerten op dese Questionnaire an awer och den Avis vun den Doktere considéiert ginn, well en definitive d'äer ee jo awer net vergiessen dass deejéinegen, deen den Akt muss vollzéien, jo awer den Dokter ass. Den Doktere hir Implikatioun an deser Problematik ass jo dofir net méi ze beweisen. Dofir war et enger Majoritéit vun de Membere vun der Kommissioun wichteg, den Avis vun den Doktere an Consideratioun ze zéien. A senger verschiddene Prise-de-positionen huet de Corps médical ëmmer erëm op d'Entwécklung an de Finanzement vun der Palliativmedizin insistéiert. Fir si ass d'Dépénalisatioun, d'Stroffräiheet also vun der Abstention thérapeutique an de Refus vum Acharnement thérapeutique absolut ze recommandéieren. Och si hu sech en faveur vum Dokument «Dispositions de fin de vie» ausgedréckt, dës fir d'Autonomie vun Patient an een opgeklaerte Consentement ze ënnerstetzen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech kommen also zur Conclusioun. D'Spezialkommissioun widderhëlt dass an deem Débat jiddferee fräi muss sinn, déi gestallte Froen no sengen eegenen etheschen a moralesche Prinzipien anzeschätzen an eng Äntwert dorober ze ginn. A Consideratioun vun den Diversitéiten an den Divergenzen an den Iwwerzeegungen an an den Appréciatiounen ass d'Spezialkommissioun Ethik zur Conclusioun komm - ech hunn et virdu ugedeit -, dass ee Konsens iwwert d'Proposition de loi N°4909 sur le droit de mourir en dignité net méiglech ass.

D'Kommissioun ënnersträicht d'Recht vun all Patient, palliativ Fleeg ze froen an ze kréien. Et ass absolut primordial all noutwendeg Moosnamen ze huelen, fir dass et zu enger Entwécklung an dem Finanzement vun der Palliativmedizin kënn. Dës an de Klinicken oder och an aneren Etablissementen, wou doudkrank Leit gefleegt ginn, an och eben doheem. Och ass et elementar, dass et zu enger adequater Formatioun vum medezinesche Personal kënn. D'Kommissioun refuséiert all Acharnement thérapeutique an hirer Majoritéit, an ass der Meenung, dass et zu enger Dépénalisatioun vun der Abstention thérapeutique muss kommen.

Well eis Gesellschaft d'Pflicht huet, d'Autonomie vum Patient a säi Recht op Autodéterminatioun ze garantéieren ass eng Majoritéit vun der Kommissioun der Meenung, dass eng legal Basis fir en Dokument „Dispositions de fin de vie“ geschafe muss ginn. Well d'Euthanasie active mam Gewëssen a mat der ethescher Opfaassung vun all Einzelnem ze dinn huet, huet d'Kommissioun keng eenheetlech Positioun an deser Fro konnten dégagéieren.

Ech muss also soen, dass en definitive mer awer an de Majoritéitsparteié versicht hunn zu engem Konsens ze kommen, dee sech dann ausdréckt an enger anerer Motioun, an där leschter Motioun, Här President, déi ech lech iwwerreechen, a wou et drëm geet ze léigiféieren an dem Sënn vun enger Dépénalisatioun vun der Abstention thérapeutique.

Motion 3

La Chambre des Députés,

rappelant la priorité absolue que la Chambre accorde au développement de la médecine, à la recherche dans ce domaine et aux soins palliatifs à prodiguer à tout malade en fin de vie;

considérant que les débats de la Commission spéciale «Ethique» ont porté sur l'ensemble des questions liées à une fin de vie dans la dignité, et ont englobé les soins palliatifs, l'abstention thérapeutique et l'euthanasie;

considérant que l'euthanasie, consistant en un acte positif concret entraînant directement la mort, reste un problème de conscience pour chaque individu selon ses conceptions éthiques et morales; qu'en outre, d'après notre droit pénal actuellement en vigueur l'euthanasie est punissable;

considérant d'autre part que l'abstention thérapeutique consiste en la renonciation à tout acte médical dépourvu d'effet curatif et n'ayant plus comme but que de prolonger artificiellement la vie d'une personne sans pouvoir remédier à un mal incurable;

se prononçant dès lors contre toute forme d'acharnement thérapeutique;

invite le Gouvernement

à légiférer dans le sens d'une dépénalisation de l'abstention thérapeutique telle que proposée dans l'avis de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes du 18 juin 2002.

(s.) Jean-Paul Ripinger, Gast Gibéryen, Marie-Josée Meyers-

Frank, Marco Schroell, Lucien Weiler.

Compte tenu vum Fait, dass an der Kommissioun déi eng Leit der Meenung waren, mir géingen net wäit genuch goen um Gebitt vun der Euthanasie an d'Euthanasie active erlaben; compte tenu vum Fait, dass awer genausou vill Leit aus der Oppositioun zu deem Sujet net wollten esou wäit goen, war et eigentlech awer oportuon, géing ech soen, e Mëttelwee ze fannen.

De Mëttelwee hunn dann eben d'Majoritéitsparteié fonnt, andeem se als Document de travail an als Document de base vun deem, wat se elo an de Motiounen ausgedréckt hunn, d'Konklusioun geholl hu vum Avis vun den Doktere. Och d'Doktere sinn net all enger Meenung. Och do gëtt et eng Majoritéit, déi där enger Meenung ass, an eng Minoritéit, déi där anerer Meenung ass.

Op jidde Fall wëll ech all menge Kolleeg merci soe fir hir wäertvoll Kollaboratioun an der Kommissioun, wou jo awer schliesslech ganz interessant Diskussiounen stattfonnt hunn, ech géing soen abseits vun alle politesche Consideratiounen a Polemiken, wat ganz wichteg ass. Ech géing soen, den allerleschte Konsens, dee mer an der Ethikskommissioun majoritär erreicht hunn ass - n'en déplaise à quiconque - a mengen Aen trotz allem e grouse Fortschritt, an näischt, Här President, Dir Damen an Dir Hären, wäert eis an Zukunft ofhalen dese Fortschritt weider auszubauen. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Patrick Santer (CSV).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir debattéieren haut iwwer en Themekomplex, dee wéi kaum en anere sensibel ass. Sensibel net, well e sech an enger Logik vun enger Auseinandersetzung tëschent Parteien aschreift, grad dat soll en net, mä sensibel, well d'Fro vum Liewen a vum Doud, ëm déi et an der Thematik vun der Stierfbegleitung geet, jiddferengem ganz perséinlech no geet. Mir hunn et hei mat engem Sujet ze dinn, wou et keng Parteidisziplin gëtt. Et gëtt just perséinlech Meenungen an Iwwerzeegungen, et gëtt Gewëssensentscheeder, déi jiddferee fir sech selwer huele muss.

Et ass net fir d'éischt dass d'Chamber sech mat deser Thematik befaasst, a grad wéi bei eiser leschter Debat 1999 gesi mir och des kéier nees, dass d'Iwwerzeegungen, déi artikuléiert ginn, sech net un den Trennlinnen tëschent de Parteien orientéieren. Ech sinn doruwwer zimlech zefridden, well dat a mengen Aen dem Eescht vum Sujet Rechnung dréit. Mat e puer Ausnahmen huet nämlech keen hei am Haus versicht aus der Stierfbegleitung e Politikum ze maachen, wat sech fir parteipolitesch Polemik soll eegnen. Mat Gewëssensfroe mécht ee kee Wahlkampf.

Stierfbegleitung ass keen ideologesche Sujet. Si léisst sech net am Clivage tëschent riets a lénks, tëschent progressiv a konservativ aspären. Et gëtt kee fortschrittliche Doud. Et gëtt kee reaktionären Doud. Et kann eleng e wierdegen Doud ginn op deen all Mënsch e Recht huet.

Här President, eng vun de Charakteristike vun der Stierfbegleedungsdebat ass d'Schwieregkeet vum Émgang mat de Begrëffer. Wat zum Beispill genee Euthanasie ass muss gekläert ginn ier een driwwer diskutéiert an ier ee Sondagen dozou organiséiert. Wann

zum Beispill eng grouss Majoritéit sech schéngt der Euthanasie géigenuwwer positiv ze artikuléieren, da muss een d'Fro stelle wat dann des Leit mat Euthanasie gemengt hunn. Wa mer iwwer Palliativmedizin an Acharnement thérapeutique schwätzen, da muss mer wësse wou dat eent ufänkt a wou dat anert ophält. Da mussen d'Ënnerscheeder zwëschent den Notiounen kloer sinn an da muss déi gesamt Tragweid vun deenen eenzelne Wiederer bekannt sinn. Ouni dat féiere mer eng Debat op Käschte vun den intimen Ängscht vun de Leit.

Wa verschiddelech aus dem politesche Raum haart no aktiver Stierfhëllef geruff gëtt, an deem Ruff schlësse sech da Bierger am Kader vu Sondagen un, da sinn ech perséinlech dovunner iwwerzeegt dass et enger grousser Zuel vu Befroten net kloer ass wéi am politesche Milieu iwwert dese Sujet diskutéiert gëtt.

D'Leit hunn Ängscht virun engem qualvollen Doud mat vill Péng. Ech och. Si fäerten eventuell just nach vun enger Maschinn um Liewe gehalten ze ginn, un engem Liewe wat fir si iwwerhaapt keent méi ass, well si et iwwerhaapt net méi matkréien. An da gëtt esou gemaach wéi wann d'Euthanasie - d'Stierfhëllef am eigentleche Sënn vum Wuert - dat eenzeg Mëttel wier, wat ënnert allen Émstänn e wierdegen Doud geif erméiglechen. Déi fréier däitsch Justizministerin Herta Däubler-Gmelin huet emol gesot, fir si géif et eng kloer Trennlinn tëschent dem Akzeptablen an dem Inakzeptable ginn. Si huet gesot si géif sech Hëllef beim Stierwe wënschen, awer nimools Hëllef fir ze stierwen. Dat ass eng Konzeptioun, déi ech deelen, a mat mir vill Kolleegen heibannen, an net nëmme op de Bänke vu menger Fraktioun.

Wat dës konkret bedeit huet d'Ethikskommissioun an de Konklusiounen vun hirem Rapport festgehalten, dee sech un deser Konzeptioun orientéiert. D'Majoritéit vun de Membere vun der Ethikskommissioun ass zur Iwwerzeegung gelaangt, dass eng Positioun misst fonnt ginn, déi engersäits e wierdegen Doud als Recht vun all Mënsch festhält a sech anerersäits enk un dat ulehnt, wat d'Doktere an hiren Avisen zu deem Thema gesot hunn. Schliesslech ass et de Corps médical, deen net nëmme konstant mat konkrete Fäll konfrontéiert ass, wou e Mënsch amgaangen ass ze stierwen an e bis zum Ënn begleet, mä et sinn och d'Doktere, déi d'Verantwortung droen a se mussen op sech huele fir dat, wat se mat engem Patient maachen, deem therapeutesch a kurativ net méi ze hëllefen ass. Sech iwwert d'Meenung vun den Doktere ewechzusetzen hätt Konsequenze gehat, déi der Saach an erhiewlechem Mooss geschuet hätt.

Éischtens regelt ee keng Virgänger am medezinesche Beräich géint d'Medeziner. An zweetens kann een e Berufsstand, deen a sengem Amtseed - an ech verweisen hei op den Artikel 45 vum Code de déontologie médicale - sech dozou verpflicht nimools e Mënsch dout ze maachen, net an d'Lag versetzen dat quasi opgrond vun engem Gesetz awer mussen ze maachen.

Déi immens Retizienz vu ganz groussen Deeler vum Corps médical an Holland fir Euthanasie ze praktizéiere beleet dat op androcksvoll Manéier. Nëmme eng ganz kleng Minoritéit vu Medeziner huet sech do fanne gelooss fir aktiv Stierfhëllef ze administréieren. Et geet mer beileiwen net dorëm des Leit ze veruertelen. Wa mer vu Gewëssensfroe schwätzen, dann hu mer d'Gewësse vun alle Mënschen ze respektéieren, selbstverständlech och dat vu Leit déi no Stierfhëllef froen an vun deenen déi se ginn. Mä dorauer kann ee keng allgemeng gültig a verpflichtend Regel ofleeden. Schliesslech besoen d'Texter vun der europäescher an internationaler medezinescher

Deontologie eigentlech alles, wat mer an deem Zesummenhang brauchen.

D'Organisation mondiale de la Santé huet an engem Rapport vun 1990 dat heite geschriwwen: „Avec l'apparition de méthodes modernes de soins palliatifs, la légalisation de l'euthanasie volontaire n'est pas nécessaire. Maintenant qu'il existe une solution possible au problème de la mort dans la souffrance, il est préférable de concentrer ses efforts sur la mise en application des programmes de soins palliatifs plutôt que d'exercer des pressions pour légaliser l'euthanasie.“

Och huet 1987 de Weltärzteband dat heite geschriwwen: „Das Leben eines Menschen vorsetzlich zu beenden, selbst auf eigenen Wunsch des Patienten oder naher Verwandter, ist unethisch. Dies hindert jedoch den Arzt nicht die Wünsche des Patienten zu respektieren, den natürlichen Sterbeprozess in der letzten Krankheitsphase seinen Lauf nehmen zu lassen.“

Dës Texter riichte sech géint den Acharnement thérapeutique, fuerderen d'Erhaltung vun enger maximaler Liewensqualität fir stierwend Patienten a lehnen déi aktiv Stierfhëllef als Contraire zum hippokrateschen Eed of. Dës geschitt net zoufälleg. Och de Corps médical ass sech selbstverständlech de Mëssbrauchmëglichekeete vun engem weider goenden Aktiounsradius bewosst. Wat vun deenen engen zwar nach kéint als Akt vu Gnod, deen op wierklecher Compassioun berout an engem explizite Patientewunsch entsprécht, praktizéiert ginn, dat kéint vun aneren ze fréi mat de falsche Mëttelen an ouni explizite Patientewunsch administréiert ginn. D'Kontrollmëglichekeete sinn hei begrenzt, et sief dann dass een e komplexen administrative schwéiere Mechanismus opstellt, wat och net an deem Fall ubruucht wär.

D'Medeziner wëssen ëm de Mëssbrauchrisiko bei aktiver Stierfhëllef, an d'Politiker sollte sech an deser kriddeleger Matière net all ze wäit vun deem entfernen, wat d'Doktere selwer fir richtig fannen. D'Kommissioun huet an hirer Majoritéit eng Léisung préconiséiert, an déi ass am Rapport, deen de Kolleeg Jean-Paul Ripinger presentéiert huet - a fir deem säi Rapport ech him merci soen -, festgehalten, déi der eigentlecher Suerg vun de Leit begéint. Dës Suerg ass e wierdegen Doud ouni Péng kënnen ze erwaarden, drop e Recht ze hunn an dat Recht och kënnen anzufuerderen.

Dofir hu mer d'Konklusiounen vun der Kommissioun ronderëm dräi Achsen orientéiert. Et sinn dës dräi Achsen, déi et erlaben genee deenen Ängschten ze begéien, déi vill Leit am Zesummenhang mat engem Doud d'uerch schwéier Krankheet oder Accident hunn.

Mir hunn eis éischtens dofir ausgeschat, den Usproch op palliativ medezinesch Betreuung ze generaliséieren. Ech ginn drop net weider an, well meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Marie-Josée Meyers-Frank, dat herno am Detail wäert maachen. Schliesslech ass d'palliativ Betreuung vun engem kranken Mënsch eng komplex Ugeleeenheet, déi sech net mat der Administratioun vu Morphium erschöpft. Tatsaach ass awer, dass se drop ofziilt ee Liewensenn ouni Péng ze erméiglechen, e fundamentale Rechtsusproch vun engem Patient deen et net méiglech ass ze heelen an deem säi Stiefprozess ageleet ass. Tëscht Euthanasie a Palliativmedizin leie Welten.

Zweetens hu mer eis kloer an daitlech géint den Acharnement thérapeutique ausgeschat. Hie soll formell dépénaliséiert ginn. Dat ass zwar scho wäitgoend zënter dem Spidolsgesetz vun 1998 geschitt, mä mir wëllen eng weider Klärung vun der Stroffräistellung vun den Doktere, déi zu engem bestëmmte Moment decidéieren, op medezinescher

zinesch Akten zugonschte vun engem onheebbarke Mënsch ze verzichten. Well genee dat ass de Refus vum Acharnement thérapeutique. Et geet dréms fir ze verhënnere, dass reng liewensverlängernd Mëttel agesat gi wa keng Aussicht op Heelung oder Besserung vum Zoustand vun engem Patient méi besteet. Wann den Doud bevirsteet, wann de Stierfprozess vun engem Mënsch amgaangen ass, si mir dofir dese Prozess säin natierleche Verlaf huelen ze loosene. Mir sinn dogéint dass e Liewen, wat sech just nach op e puer vegetativ Funktiounen begrenzt an iwwert deen Zoustand net méi wäert ewechkommen, kënschtlech verlängert gëtt.

An der Vergaangenheet ass am Besuch op d'Oflehnung vum Acharnement thérapeutique och vu passiver Euthanasie geschwat ginn. D'Kommissioun huet dese Begrëff net méi opgegraff, well en der Problematik net gerecht gëtt. Mir wëllen trennen tëschent stierwe loosene an zum Stierwe bréngen. All Akt, duerch dee just den natierleche Stierfprozess a sengem Verlaf gewäerde gelooss gëtt, soll am heilegen Zoustand vun der Debatte net als Euthanasie gezechent ginn. Dese Begrëff soll sech eleng op Akte bezéien, déi eng Hëllef fir ze stierwen duerstellen.

Den Acharnement thérapeutique huet vill Facetten, seng Oflehnung deemtsprechend och. Et geet virun allem ëm de Verzicht op all medezinesch Akten, déi keng kurativ Bedeitung méi hunn. Et gëtt Situatiounen an deene keen Akt méi e kurativen Effekt kann hunn, an et gëtt solcher an deenen eenzel Démarché vun der Medezin näischt Kuratives méi kënnen als Wirkung entfalten. Je nodeem ëm wat et genau geet, wéi sech ee Krankheitsbild genee duerstellt, wéi et prezis ëm e Mënsch bestallt ass, bedeit d'Oflehnung vum therapeutischen Acharnement net datselwecht. Et kann eemol de Verzicht op bestëmmten Zousatzmedikamenten sinn, eng aner Kéier zum Beispill d'Ofschalte vun enger Härzlongemaschinn.

An all dese Fäll awer geet et ëm datselwecht. Et geet dréms, engem Patient keng Traitementen méi zouzoumuden, déi net méi hëllefen. Et geet dréms e Mënsch, deen um Stierwe läit, stierwen ze loosene. Et geet, wéi ech scho virun zitiert hunn, ëm eng Hëllef beim Stierwen, eng Hëllef déi dora besteet e Liewen net kënschtlech iwwer seng natierleche Span eraus ze verlängeren.

An dann, Här President, hu mer d'Stierwestestament zréckbehalen, wat et ënner verschiddene Begrëffer gëtt, och deem vun der Disposition de fin de vie. Dëst Instrument ass wichteg fir d'Artikulation vum Wonsch vun engem Patient hisichtlech senger Behandlung a fir de Respekt vun deem Wonsch. Mat Disposition de fin de vie schafe mer e Guidage, eng Orientéierung fir d'Dokteren, déi e Mënsch zum Enn vu sengem Liewe betreien. An esou engem Dokument leet e Mënsch duer, wat e sech am Fall vun de Fäll erwaart. E formuliert seng Erwaardungen un d'Medezin an u säin eegent perséinlecht Émfeld, dat sengem Wonsch grad esou soll entspreche wéi déi behandelnd Dokteren.

Et ass e wichtegt Instrument fir d'Hierstellung vun enger grousser Patientenautonomie. Mä des Autonomie huet Grenzen. Si hält do op, wou mer kee Recht op Stierwen aféieren, wat a contrario vum Recht op Liewen ofgeleet wier. Dëst ass eng Décision, déi all Land muss selwer huelen. Den europäesche Menschenrechtsgerichtshaff huet an der Affär Pretty festgehalten, dass ee Recht op stierwen net international kéint a contrario vum Recht op Liewen ofgeleet ginn, dat déi europäesche Menschenrechtskonvention an hirem Artikel 2 consacréiert. Domadder huet dëst Gericht, deem seng moralesch Autoritéit vu kengem an Zweifel gezu ka

ginn, kloer duergeluecht, dass et keng prinzipiell, keng international oder keng europäesche verpflichtend Rechtsnorm ka ginn, déi een aus dem Recht op Liewe ka konstruieren.

D'Majoritéit vun der Ethikskommissioun war der Iwwerzeugung, dass een dem europäesche Menschenrechtsgerichtshaff och fir eis intern Gesetzgebung sollt nogoen. Dofir schafe mer kee Recht op Stierwen, mä mer schafe séier wuel e Recht op ee wierdegen Doud. Dozou dréit och d'aféierung vun der Disposition de fin de vie wesentlech bäi.

Här President, d'Kommissioun ass net méi wäit gaangen, well se der Meenung war an hirer Majoritéit, dass e wierklech Recht op Stierwen, an eng domat verbonnen Dépenalisierung vun der Euthanasie, d'Dieren zum Mëssbrauch ze wäit géif opstoussen. Mir waren der Usicht dass mer net wéisste wou mer genee géifen hkommen, wa mer d'Euthanasie am eigentleche Sënn vum Wuert géifen erlaben. Mir haten d'Befierchtung dass Situatiounen géifen entstoen, an deenen engem Mënsch kéint eng medezinesch optimal Betreuung versot bliwen, well ze fréi un aktiv Stierfhëllef géif geduecht ginn. Mir wollte verhënnere dass e Mënsch muss Angscht hunn, wann en no engem Accident oder wéinst schwéierer Krankheet géif an e Spidol ageliwwert ginn, Angscht dass net säi Liewen, mä säin Doud do kéint prioritär viséiert ginn.

A mir wollte virun allem de Bedenke vum Collège médical wéi och vun der AMMD Rechnung droen, déi sech alle béid géint d'Euthanasie ausgeschat hunn, an zwar aus Grënn déi ech elo scho genannt hunn an déi mat der Perspektiv vun Abue grad esou vill ze dinn hu wéi mat der Tatsaach dass nëmme ganz wéineg Doktere sech an der Lag geséichen, wëllentlech a wëssentlech, den Doud vun engem Patient erbäizeféieren, an dat op ethischem an deontologischem Standpunkt rechtfertigen ze kënnen. Also den Doud net ganz einfach anrieden ze loosene, mä bewosst duerch eng bestëmmten Handlung erbäizeféieren. Esou enger Perspektiv hu mer eis widersat, zesumme mat den Dokteren, a mir sinn dovun iwwerzeugt dass des Démarche déi richtig ass. Dat huet eenzeg an eleng mat Respekt virum mënschleche Liewen ze doen a mat Respekt virun der Haltung vum Corps médical, dee jo schliesslech direkt vun deem concernéiert ass, wat mer hei décidieren.

Här President, a mengen Aen an an deene vun de Kollegee vun menger Fraktioun entsprechen d'Konklusiounen vun der Kommission exakt deem, wat eng grouss Majoritéit vun de Leit am Land hei wëllen. Si entsprechen etheschen Iwwerleeungen, déi mam Respekt vum Liewen ze dinn hunn, a si sinn op ee wierdegen Doud als Recht vun all Mënsch ausgeriicht.

D'Liewen ass ze grouss fir jiddereen vun eis. Den Doud och. Wann d'Liewen op een Enn geet a sech dem Doud nähert, dann ass dat e Virgang an deen e eenzelne Mënsch net soll agräifen. Net hie selwer an och net déi déi en a senger leschte Momenten begleeden. Dat ass d'Konzeption, déi d'Kommissioun festgehalten huet, an déi soll an e Gesetz ageschriwwen ginn, fir dass se Verbindlechkeet kriit. Mir sinn der Iwwerzeugung dass mer esou dat richteg maachen, a mir erwaarden eis datt d'Konklusiounen vun der Ethikskommissioun an hirem richtige Licht opgeholl ginn, als Garantie vun engem Doud an Dignitéit.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. D'Wuert huet den Här Bodry.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Abrëll 2001 huet d'sozialistesche Fraktioun gefrot, dass eist Parlament sech sollt op en Neits mat der Fro vun der begleedender Stierfhëllef beschäftegen. Si huet dat deemools schréfflech verlaangt, nodeem nei Elementer agegraff sinn, haaptsächlech doercher dass an Holland een neit Gesetz a Kraaft getraat ass an och an der Belsch sengerzäit eng nei legislativ Initiative um Punkt war ze aboutéieren.

Mir hu gefrot dass déi zoustänneg Ethikskommissioun an der Chamber soll op en Neits, wéi hir Virgängerin dat Enn den 90er Jore gemaach huet, sech mat där doter Fro beschäftegen, fir dass mer kënnen eng öffentlech an eng politesch Debatte iwwert déi dote komplex Fro hei zu Lëtzebuerg féieren.

Mir hunn dat och gemaach well mer festgestallt hunn, dass déi Debatten, déi mer am Mäerz 1999, also praktesch genau viru véier Joer an deemselvem Parlament haten, eigentlech zu Lëtzebuerg ouni praktesch Auswierkung bliwwen sinn, an dat obwuel d'Chamber a ganz enken Ofstëmmunge senger Zäit, ëmmerhin an enger Resolution, hir eege Meenung zum Ausdrock bruecht huet am Punkt vum Testament de vie, an awer an dräi Motiounen, wou se sech also un d'Regierung gewannt huet, der Regierung besonnesch am Beräich vun der Palliativmedezin e ganz kloren Optrag ginn huet.

Mir waren also der Meenung, dass esouwuel opgrond vun deem wat sech an der Belsch an an Holland an deene leschte Jore gemaach huet op legislativem Plang, wéi och op deem Näischtgeschéien hei zu Lëtzebuerg, et wichteg wär, dass eng Parlamentsdebatte zu deem Thema kënn gefouert ginn. Dat ass haut de Fall, nodeem dräi Wochen no eiser Demande och de Premierminister hei am Numm vun der Regierung deklaréiert huet, déi Debatte sollt nach eng Kéier gefouert ginn, war et also och méiglech dass mer an der zoustänneger Parlamentskommissioun iwwer laang Hierungen, iwwert Debatten, déi mer intern gefouert hunn, da konnten elo schlussendlech zu deser Debatte hei kommen, wou ech och hoffen dass dat soll eng Debatte net ouni Konklusioun sinn, mä dass mer definitiv hei eng kloer Richtung uginn, wou des Chamber mengt, dass deen Dossier soll sech an nächster Zäit entwéckelen.

Leider muss ee feststellen, dass d'Regierungsofkommes, wat am Summer 1999 tëschent der CSV an der DP getraff ginn ass, eigentlech esou eng Entwécklung zu engem groussen Deel hypothekéiert. Well vu vieren eng ëmstridde Fro, mä awer eng wesentlech Fro, déi vun der Dépenalisierung vun der aktiver Euthanasie vu vieren ausgeklammert ginn ass, well déi zwou Parteien senger Zäit gesot hunn, esou eppes wäert et an deser Mandatsperiod bei eis net ginn.

Et ass also eigentlech nëmme eng Deeldebatt déi kann offe stoffen, wann d'Koalitionsparteie bei hirer Meenung vum Summer 1999 bliwen. Mir sinn och der Meenung, dass eng aner Ausso an deem Koalitionsprogramm eis kaum weider bréngt, well do nëmme dra steet dass weider soll studéiert ginn ob d'Législatioun iwwert den Acharnement thérapeutique, respektiv den Défaut d'acharnement thérapeutique géif duergoen fir eng Strofffräiheet vun den Dokteren an alle Fäll ze gewährleisten. Et sollt awer, ausser engem kloeren Niet zur aktiver Euthanasie, am Fong weider studéiert ginn op anere Froen. Dat huet iwwerens d'Chamber och schonn 1999 gesot gehat. Do si mer also net vill weider.

Ech hale fest: Déi Ausso, déi de Premier gemaach huet, an déi eigentlech eis misst awer haut erlaben iwwer all Froen fräi ze diskutieren, ouni a priori an ouni virgefaaste Meenungen um Niveau vun einzelner Parteien oder d'Koalition vu Parteien. Hien huet deemools gesot, d'Debatt iwwert den Doud an iwwert d'Stierwen ass ni eriwier. Mir wëllen aus deser Debatte haut wierklech eng zweet Etapp maachen an deem Reflexionsprozess, deen Enn den 90er Joren an deser Chamber ugaangen ass, a wou mer wëllen d'Garantie hunn, dass mer awer schlussendlech um Enn vun den Diskussiounen haut den Owend net op d'ärselwechter Plaz landen, wou mer schonn am Mäerz 1999 an deemselvem Parlament waren.

An ech fäerten dass, wa mer net iwwert dat eraugi wat d'Koalitionsparteien, ënnerstëtzt vum ADR, als Konklusiounen an hirem Rapport festgehalten hunn, da si mer zimlech genau op där Plaz wou mer viru véier Joer stoungen, an ech kann net erkenne wou doranner an iergendengem Sënn e Fortschritt an eisem Reflexionsprozess kënn ausgemaach ginn.

Fir eis Partei ass d'Fro vun der Stierfbegleedung, vun der Stierfhëllef eng politesch Fro am noble Sënn vum Wuert, eng politesch Fro mat staarken, etheschen Aspekter. Et ass also keng Spillwies fir parteipolitesch Geplänkels an och net fir Ofrechnung tëschent Parteien. Mir sollte wierklech, wéi vill Parteien dat ëmmer erëm betount hunn, hei d'Gewëssensentscheidung vun eenzelnen Deputéierten, d'Gewëssensfräiheet vum Deputéierten an esou enger ethescher Fro, spille loosene, an den Debatten an herno och bei der Ofstëmmung. Dat hunn d'Parteien deklaréiert gehat am Virfeld vun deser Diskussioun.

Ech sinn allerdéngs e bëssen traureg feststellen, dass se an der Tëschenzäit awer net ëmmer no deem dote Prinzip gehandelt hunn, nom Prinzip vun der Entscheidungsfräiheet an der Gewëssensfräiheet vun eenzelnen Deputéierten. Wäer dat nämlech de Fall, dann d'ärf een net, wéi besonnesch d'Demokratesch Partei dat gemaach huet, sech andauernd op de Koalitionsaccord berufen, fir net esou wäit ze goe wéi een eigentlech selwer vläicht wëllt goen. E politeschen Accord tëschent Parteien, och tëschent Regierungsparteien, kann ni iwwert dem Gewësse vun eenzelnen Deputéierten stoen. Wann d'Gewësse spillt, dann d'ärf keng aner Froen spillen. Da kann een net e Koalitionsafkommes als iewesch Gesetz urufen, fir eigentlech aus där Gewëssensfro eraus ze kommen.

Ech hoffen dass mer wierklech hei eng fräi Diskussioun kréien an dass och all Deputéierte sech fräi entscheet, egal wat am Summer 1999 tëschent den Delegatiounen vun CSV an DP ausgehandelt ginn ass.

Ech muss och soen, wann een d'Gewëssensfräiheet an de Vierdergrond stellt, de Sérieux vun den Debatten an de Vierdergrond stellt, da passt et net gutt an d'Bild, wéi dat sech d'Koalitionsparteie geleeht hu viru e puer Wochen, dass öffentlech via Pressebriefing vum Premier, respektiv Communiqué vum der Demokratescher Partei, doriwier gestridde gëtt, wien dann d'politesch Verantwortung an deem dote Dossier huet. Dat ass wierklech eng zweetrangeg Fro, do si mer wierklech am klengkaréierten, parteipoliteschen Geplänkels, wat mer hei net brauchen a wat ech och hoffen dass mer haut net wäerte féieren.

Ech wäert probéieren, zesumme mat menger Fraktiounskolleegin, der Madame Err, an desen Debatte fir d'ëischt e Bilan ze zéie vun deem wat zënter Mäerz 1999 politesch hei zu Lëtzebuerg op deem dote Plang geschitt ass, fir d'prinzipiell Haltung vun eiser Partei duer-

zeleeeën, wou och bei eis an der Fraktioun besonnesch et Nuancé ginn an der Positioun vun deem engem a vun deem aneren. Dat hu mer ni ofgestriden, dat hu mer esouguer schréfflech der Chamberkommissioun matgedeelt. An da schliesslech probéieren, wéi kënnen d'Konklusiounen an deser Orientéierungsdebatte sinn, déi wierklech der Regierung och géifen eng Orientéierung ginn, well se géifen d'Meenungsbild majoritär vun deser Chamber erëmispigelen op deene wichtegste Punkten.

E puer Wuert zum Bilan, e Bilan deen ee muss gesinn am Licht vun deene Motiounen haaptsächlech, well déi hu sech jo un d'Regierung direkt gerichtet, déi am Mäerz 1999 getraff gi sinn, wou zum Beispill gefouert ginn ass, dass en nationale Plang fir d'Palliativmedezin sollt opgestallt ginn, wou gefouert ginn ass, dass d'Regierung misst alles maache fir d'Formation continue vun den Dokteren a vum Fleegepersonal am Beräich vun de Soins palliatifs an d'Wee ze leeden.

Et ass fir mech de Constat vun engem relativen Echec, wann ech elo muss liesen, dass an där Motioun, déi den Här Ripinger am Numm vun der DP a vun der CSV deponéiert huet, genau déiselwecht Forderungen erëm eng Kéier opgegraff ginn a praktesch mat d'ärselwechter Formulierung nach eng Kéier un d'Regierung gestallt ginn. Dat ass fir mech de beschte Bewäis, dass net vill passéiert ass an deene leschte véier Joer, soss misst een net nach eng Kéier d'Regierung opferderen en nationale Plang opstellen. Deen nationale Plang besteet bis dato net, soss bräicht d'Koalition hir eege Regierung net nach eng Kéier extra dozou opzefuerderen.

Hei ass also an deem dote Punkt wéineg, wann net näischt passéiert am Laf vun deene leschte Joren, obwuel deemools d'Motioun eestëmmege vu sämtleche Fraktiounen ugeholl ginn ass, also sécherlech och bindend war fir déi nei Regierung. Dese Bilan ass also ernüchternd. En ass enttäuschend. Op jidde Fall beweist en, dass e grouse Gruef besteet tëschent deene politesche Prétentiounen, déi an d'Vitrine gestallt ginn, an de konkrete Realisatiounen um Terrain, och wann do net eleng d'Responsabilitéit bei der Regierung läit. Ech kommen nach am Detail op déi dote Punkten zréck.

Well eis Kommissionsaarbechten hunn eppes un d'Licht bruecht, dat ass dass net nëmme d'Motiounen net respektéiert ginn - dat ass leider Gottes näischt Neits hei zu Lëtzebuerg -, mä dass esouguer d'Gesetz net voll respektéiert ginn. Esou gesäit zum Beispill d'Gesetz iwwert d'Etablissements hospitaliers vum August 1998 vir, dass a sämtleche Spideeler, entweder eenzel oder zesummen, sollen Ethikscomitée bestoen, déi eng wichteg Funktioun hunn, grad an der Berodung vun de Leit, vun de Famillje vun de Patienten, déi mat enger schwiereger Situation konfrontéiert sinn; eng wichteg Neierung vun deem Gesetz vun 1998.

Mir hu misse feststellen, dass fënnef Joer no der Mise en vigueur vun deem Gesetz déi meeschten Etablissements hei zu Lëtzebuerg déi Ethikscomitée nach net emol op d'Bee gesat hunn. Wéi mer nogefrot hunn, wat se da géife schaffen, war betretenes Schweigen. Si missten nofroen. Et woust emol kee wat se reell géife schaffen, ob se iwwerhaupt géife schaffen, an et ass, mengen ech, nëmme opgrond vun deenen Aarbechten, déi hei an der Chamber gemaach si ginn, wou op eemol gesot ginn ass, Enn 2002, sämtlech Spideeler hunn dann elo en Ethikscomitée. Ob se schaffen, dat wësse mer haut nach net.

Et muss een also feststellen, dass do grave Lacunë sinn, an et ass fir eis och ganz kloer, dass do muss eppes geschéien. Dat gëllt och fir

d'Struktur fir d'palliatiiv Soinë selwer, wou mer och wäit vun enger idealer Situatioun ewech sinn. Mir hunn eigentlech nëmmen dräi Spideeler, d'städtescht Spidol vun Esch, de Centre hospitalier an Ettelbréck, déi iwwer Strukture verfüegen, déi deen Numm verdénge wat Palliativmedezin a Palliativsoinen ugeet.

Mir sinn eis awer alleguerten eens gewiescht, dass dat bei wäitem net duer geet, an et war och weening Bewegung an deene leschte Joren op deem dote Plang ze verzechnen. Et ass also selbstverständlech dass eis Spideeler - si sinn an alleréischer Stell mol gefuerdert - op deem dote Plang mussen aktiv ginn, wat hir Strukture fir d'Palliatiivmedezin ugeet, wat och d'Ethikskomitéen ugeet, an all aner Obligatiounen, déi si iwwer Gesetz kritt hunn.

Et ass selbstverständlech och esou, dass eng Responsabilitéit bei de Krankekeese läit, déi zum Deel jo och mat de Spideeler verhandele wat d'Finanzéierung vun deenen dote Servicier ugeet. An och do muss een dofir suergen, dass de Kader klappert, wou déi Verhandlung gefouert ginn, fir dass esou Unitéiten, esou Servicier, déi bluttnoutwendeg sinn, net doduerjer ofgewiergt ginn, dass se zu engem grossen Deel eleng vun de Spideeler finanziéiert musse ginn an net e Remboursement iwwert d'Krankekeese kënnen. An natierlech och Verantwortung vun der Regierung, a spezifeschem Gesondheitsministère, déi dofir musse suergen dass d'Gesetz an Gesondheitswiese respektéiert ginn, dee muss Incitatiounen gi fir dass mer do viru kommen, an deen d'politesch Verantwortung fir dee ganzen Dossier dréit.

Mir stellen also fest, dass eng Rei vu Lacunen, déi schon 1999 an der Chamber dénoncéiert gi sinn, och praktesch am selwechte Mooss haut nach eng Kéier kënnen dénoncéiert ginn, och wat d'Ausbildung vun den Dokteren an deem dote Beräich ugeet oder wat d'Ausbildung vum Personal ugeet. Do mussen obligatoresch Coursé virgeschloe ginn, do muss Formation continue gemaach ginn an do kenne mer net méi laang waarden.

Ech wëll och hei, wéi d'Virgänger dat gemaach hunn, eng besonnesch Unerkennung maachen, am Numm vun eiser Fraktioun, fir déi éierenamtlech Tätigkeet, déi besonnesch am Beräich vun der Stierfbegleitung hei zu Lëtzebuerg stattfënnt, vun deene ville Fräiwëllegen déi sech do eigentlech fir hir Matmënschen engagéieren. Dat ass fir mech en Exempel vu gelieferter Solidaritéit um Déngscht um Matmënsch, deen eng offiziell Unerkennung verdéngt. An ech verweisen do op déi sozialistesche Virschléi, déi mer allgemeng gemaach hu fir d'Promotioun vum Bénévolat, mat der sozialer Umsicherung, mam Congé associatif, mat Formationsbäihëllefen, wou leider nëmmen e Brochdeel, haaptsächlech d'Agence du bénévolat, vun deeser Regierung zréck behale ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Partei steet an där ganzer Fro do de Mënsch, de Patient am Mëttelpunkt vun eisen Iwwerleeungen. Spezifesch hei den doudkranke Mënsch, dee konfrontéiert ass mat senger Krankheit, mat senger Péng, mat sengem kierperlechen a geeschleche Verfall, mat sengen Ängschten och sécherlech, mat sengem Wonsch och weider ze liewen, weider ze liewen ouni Péng, gutt betreit, émgéi vu senger Famill a vu senger Frënn.

Dat ass eng Idealvirstellung, déi jiddferen huet, fir sech an och fir déi Leit déi e gären huet, déi awer leider net ëmmer d'Realitéit ass. An dofir brauche mer eng flächendeckend Stierfbegleitung. Mir brauchen d'Betreiung, d'Fleeg vum Patient, besonnesch am Endstadium vu senger Krankheit. Mir wëssen awer och, dass bei allem

Ausbau vun der Palliativmedezin net alles ze bewierken ass an dass et och haut Fäll ginn, Gott sei Dank nëmmen eng Minoritéit, wou d'Palliatiivmedezin entweder nach net sou agesat gëtt wéi se et misst sinn oder och net kann alles bewierken. Dat gëtt et, et ginn och haut nach zu Lëtzebuerg Leit déi mat enger gewëssener Péng eleng, no engem groussen Verfallprozess, musse stierwen.

An et ginn déi Leit, an och vläicht anerer, déi fir sech decidéiert hunn, konfrontéiert mat enger fataler Krankheit, dass se net méi wëllen esou weider liewen, dass si net wëllen nokucken, matmaachen, wéi se no an no ofhuelen, kierperlech, geeschlech, an dass se wëllen, nach kloer am Kapp, am Besëtz vun hire meeschte Kräften, eben aus dem Liewen ausscheiden, well dat wat si matmaache fir si d'Negatioun ass vun all deem wat fir si eigentlech d'Liewen duerstellt.

D'Recht also op e mënschwerdegt Stierwen, d'Recht op d'Selbstbestimmung bis zum Doud, vläicht souguer grad an der leschter Phas virum Doud, dat si fir eis fundamental Rechter vum Einzelnen, sief gesot, e fraie Choix hunn, wéi een eigentlech aus dem Liewe wëllt scheeden, wann ee mat enger fataler Krankheit konfrontéiert ass a mat all deem wat dorunner hänkt.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Selbstmord an eisem Rechtssystem keen Delikt ass, mag dat aus reliésen Ursachen e Feeler sinn, mä et ass fir eis an eisem Rechtssystem keen Delikt. A firwat soll een eigentlech deem eenzelne säi Wonsch verwieren an enger absolut inextricabler Situatioun, ouni Auswee also, doudkranke, sengem Liewen dezent wëllen en Enn ze bereeden oder en Enn vu sengem Liewen erbäizefieren?

Et ginn natierlech haut an de Rechter, an dat fir jiddferen, ganz kriddeleg Grenzfall, ganz kriddeleg Hypotheesen an, egal wéi mer léigiféieren, bleiwen ëmmer Grenzfall bestoen. Dat ass natierlech besonnesch an deem Fall, wou de Kranke selwer net méi à même ass fraie Wëllen ze äusseren. An deem dote Fall muss ee sech also Prozedure ginn, et muss ee Regele festhale wéi dee Wëlle ka fonnt ginn, selbstverständlech an engem Zesummespill vun Dokter a Patient, insofern dat nach an deem dote Fall méiglech ass.

Famill, Bekannte, Vertrauenspersonen, dat ass alles e ganz komplex Zesummespill, a jiddferen deen eng Kéier bei sech an der Famill mat esou enger Situatioun konfrontéiert ass, dee weess ongeféier wéi dat dote sech haut mécht. Mä hie weess awer och dass dat, wat sech an eenzelne Fäll mécht, wann een d'Texter ganz restriktiv interpretéiert, eigentlech net conforme zu eisem Gesetz ass an eigentlech kéint vum Strofrecht hier verfollegt ginn.

An dofir mengen ech, dass een also op där enger Säit d'Recht op d'Selbstbestimmung vum Einzelnen huet, op där anerer Säit awer och d'Recht vun Dokter fir eng gewësse Rechtssécherheet bei senger Aarbecht ze hunn, déi e mécht. Seng Haaptmissioun ass, an dat stellt keen a Fro, fir Liewen ze erhalten, fir Liewen ze retten. Dat kann net anescht sinn an dat muss och sou bleiwen. Mä doniewent awer stelle sech an der Aarbecht vum Dokter ganz komplizéiert Situatiounen, ganz haart Situatiounen, wou hien am Gespréich mam Patient, am Gespréich mat der Famill, och op aner Mëttelen zréckgräift.

D'Beispill ass scho genannt ginn, wou zum Beispill op Schmerzmitteln zréckgegraff gëtt a mam Eropsetze vun den Dosisen schlussendlech dann och praktesch de Krankheitsprozess beschleunegt gëtt an da schlussendlech zum Doud vum Patient féiert. D'Schmerzmittel ginn eropgesat, ënnert der klorer Erkenntnis dass

dat bannent enger relativ kuerzer Zäit wäert zum Doud vum Patient féieren. Dat gëtt bei Kriibskranke gemaach, et gëtt och an anere Fäll duerchgezunn, no Récksprooch mat der Famill a mam Patient, wann dat nach méiglech ass.

Ech mengen dovunner soll ee schwätzen. Mir sinn hei, mengen ech, fir ouni Tabuen un déi dote Froen erunzegoen, an et ass fir mech relativ kloer, dass déi dote Fäll, déi net d'Regel sinn, mä déi et awer gëtt - ech menge jiddferen weess plus au moins dovunner -, par rapport zu eise Strofgesetz eigentlech haut strofbar sinn. An dat kann ënner Non-assistance à personne en danger falen, dat kann ënner den Empoisonnement falen, et kann à la rigueur souguer ënnert de Meurtre falen.

Et ass also fir mech ganz kloer, dass aus Iwwerleeunge fir de Patient, aus Iwwerleeunge fir d'Rechtssécherheet vum Dokter bei senger Aarbecht, muss léigiféiert ginn. Mir kënnen déi Situatioun, déi mer elo hei zënter Jorzéngte kennen, net weider bestoe loosse.

Eng Méiglechkeet fir viru ze kommen - an eis Partei schwätzt sech fir eng Dépénalisatioun vun der Euthanasie volontaire aus, also vum Patient gewënschten Euthanasie - kéint déi sinn, iwwert de Wee vun enger Justification pénale ze fueren. Dat muss net deen eenzege Wee sinn. Awer Weeër sinn och schon an der Vergaangenheet opgezeecht ginn. D'Justification pénale, wou mer et eigentlech mat enger Dépénalisatioun ze dinn hunn, well déi Texter soen: „il n'y a pas d'infraction si“, wann, an deem heite Fall den Dokter, ënnert engem gewëssenen Drock gehandelt huet oder duerch d'Gesetz autoriséiert ass an engem gewëssene Fall ze handelen. Et ass also eng Form vun Dépénalisatioun, déi iwwert de Wee vun enger Justification pénale duerchgefueert gëtt.

Et bleift, dass mer hei mussen handelen. Mir mussen handelen och wat d'Wëllensbekundung vum Patient ugeet, mä dat hat déi viregt Chamber scho gesot. An enger ganz enker Ofstëmmung huet se sech deemools fir den Testament de vie ausgeschwat an - an dat schéngt mer awer wesentlech ze sinn an dat feelt an der Motioun vun der Regierungskoalitioun - och fir eng zentral Stell, wou déi Testamenter do kënnen nogefrot ginn, esou wéi mer dat bei normalen Testamenten hunn. Dat kann an der Direction de la Santé sinn. Dat kann am Enregistrement sinn.

Fir eis ass et awer och wichtig, dass déi Testamenter do natierlech zu all Moment kënnen ofgeännert ginn - dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn -, mä awer och inhaltlech net dierfte beschränkt sinn. Et schéngt mer ganz kloer ze sinn, dass do muss eng Fräiheet sinn an dass dat Testament da fir den Dokter a fir d'Famill eng Indikatioun duerstellt, wéi se sech an deem spezifesche Fall do verhale sollen.

Ech kommen zum Schluss, andeem ech soen dass mer als sozialistesche Fraktioun, zesumme mat deene Gréngen, hei en Text wäerte presentéieren, eng Resolution, well mer mengen dass hei d'Gewëssensfräiheet vum Deputéierte spille soll, an net e Glaubensbekenntnis par rapport zu enger Koalitioun oder zu enger Regierung. Mir sollten eis als Chamber hei drop festleeë wat majoritär d'Meenung vun der Chamber zu deene wesentleche Punkten ass, sief dat d'Palliatiivmedezin, sief dat d'Stierftestament, mä awer och d'Euthanasie volontaire, wou mer, mengen ech, ganz kloer soen, dass do muss eng Dépénalisatioun kommen, wat iwwregens - do muss ech dem Här Rippinger widder-

sprechen - eng majoritär Positioun an der Kommissioun war.

Op déi Froen, op déi geäntwert gi sinn, war bei enger vun de Froen eng kloer Majoritéit do. Dat war déi: Sidd Der fir eng Dépénalisatioun vun der Euthanasie volontaire? Do huet d'DP Jo gesot, d'LSAP huet Jo gesot an Déi Gréng hu Jo gesot. Et ass also falsch et hei esou duerzeestellen, wéi wann do eng Majoritéit gewiescht wier. Et war vläicht net déi Majoritéit, déi des Koalitioun wollt, mä et war eng Majoritéit do, an eigentlech misste mer haut déiselwecht Majoritéit op deem dote Punkt kréien, wa wierklech jiddferen hei esou ofstëmmt wéi hie bei sech denkt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agetroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

M. Marco Schroell (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt zu Lëtzebuerg iwwert d'Réglementatioun vun der Stierfhëllef dauert elo scho méi wéi zéng Joer an ass besonnesch intensiv an deene leschte véier Joer ginn, no engem éischten Débat d'orientation hei an der Chamber 1999...

Une voix.- Dat war scho virdrun.

M. Marco Schroell (DP).- ...an nodeem Holland am Joer 2001 an d'Belsch 2002 um legislative Plang an deeser Matière aktiv gi sinn. Et ass erfreesch, dass déi Motiounen a Resolutiounen, déi deemools vun der Chamber adoptéiert goufen, elo endlech zeideg si fir an eis Gesetzgebung opgeholl ze ginn, esou wéi dat aus dem excellenten Rapport vum Jean-Paul Rippinger, dem President vun der Ethikskommissioun, ervirgeet.

Wat d'Médecine palliative ugeet, widderhuelen ech wat ech scho bei deene leschte Budgetsdebatte gesot hunn: Den Accès zu de Soins palliatifs ass haut e Recht fir all Persoun vun jiddferem Alter, déi stierweskrank ass, sief dat duerch Kriibs, eng degenerativ Nervekrankheit, Aids, eng Häerz- oder Niereninsuffizienz an esou weider.

Wann ech franséisch Zifferen extrapoléieren, da bräichten all Joer zu Lëtzebuerg 1.500 bis 2.000 Leit eng Hëllef um Enn vun hirem Liewen. Franséisch Enquête weisen, dass 10% vun den hospitaliséierte Patientene vun de Soins palliatifs profitéieren kéinten. D'Spidolsgesetz vun 1998 erwähnt expressis verbis d'Recht op eng palliativ Fleeg, mä ech soen näischt Neies wann ech behaupten, dass d'Moyenen de Moment ongenügend sinn.

Um Niveau vun de Spideeler misst eng gewëssen Zuel vu Better fir Soins palliatifs dédiéiert sinn an des Better missten ausserhalb zu der Zuel vun den Akutbetetter gefouert ginn. Dat ass de Moment eenzeg an eleng am Escher Spidol de Fall. Bei der Personaldotatioun muss d'UCM dem aussergewéinlechen Nursing vun dese Patientene Rechnung droen. D'Spideeler a Frankräich an an der Belsch hunn e spezifesche Budget fir d'Equipes soignantes vun de Soins palliatifs.

Mä mir sollen net nëmmen un d'Spideeler denken. Den Accompannement de fin de vie soll och doheem méiglech sinn, wann d'Leit dat gären hätten. Dat ass leider de Moment kaum méiglech, well déi néideg Strukturen an de Finanzement net do sinn. D'Réseauen, déi sech ëm d'Soins à domicile këmmen, géife gären hei asprangen, mä déi heiteg Strukturen erlaben et net. D'Interface mat de Spezialisten an de Spideeler ass net formaliséiert a leeft nëmmen am Kader vum Bénévolat.

D'Fleegversicherung ass net gëeegent fir d'Soins palliatifs ze iwwerhuele wéinst hirer laangwierer-

ger Procédure d'évaluation an hirem Optrag, dee méi op eng chronesch Dépendance opgebaut ass, woubäi d'Soins palliatifs bekanntlecherweis e puer Deeg bis e puer Wochen nëmmen daueren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'UCM op hirer Säit fiert mat Nomenklaturen, déi net fir de multidisziplinäresche Charakter vun de Soins palliatifs gëeegent sinn. Dofir gëtt villersäits e Forfait palliatif gefrot, esou wéi dat och a Frankräich an an der Belsch de Fall ass. Ech mengen dat ass deen eenzege Moyer fir hei weiderzkommen, a mir musse weiderkommen, well net jiddferen wëllt an d'Spidol stierwe goen oder an en Hospice, a well eng palliativ Behandlung doheem och de Budget vun der Krankekeess vill weiniger belaascht wéi am Spidol, an net zulescht well an der Debatt iwwert d'Euthanasie ëmmer erëm déi ongenügend Offer vun de Soins palliatifs ugeprangert gëtt.

Här President, et besteet e groussen Konsens hei am Haus géint den Acharnement thérapeutique. Den Iwwergang vun der kurativer Behandlung zur palliativer, dat heescht symptomatescher Behandlung, soll an Zukunft esou regléiert ginn, dass d'Dokteren net méi kenne wéinst Non-assistance à personne en danger ugeklot ginn. Fir awer sécher ze stellen, dass deen Iwwergang aus medezineschen an etheschen, an net aus sozio-ekonomesche Grënn geschitt, soll de Patient selwer eventuell iwwer eng Disposition de fin de vie seng Meenung geäussert hunn. A défaut kann de Comité d'éthique hospitalier, deen am Spidolsgesetz vun 1998 instituéiert gouf an an ëmmer méi Spideeler fonctionnéiert, eng Entscheidungshëllef duerstellen.

Et gouf vill gestriden an der Kommissioun, ob des Dispositions de fin de vie eng Reconnaissance légale misste kréien. Op jidde Fall gëtt esou en Dokument ganz wäertvoll Informatiounen un de Dokter, un d'Famill an un de Frëndeskrees, wann déi betreffend Persoun net méi fäeg ass am Dialog seng Meenung ze äusseren.

Här President, wa mer hei an der Chamber also iwwert d'Soins palliatifs, iwwert de Refus de l'acharnement thérapeutique an iwwert d'Dispositions de fin de vie eis eens sinn, da bleift - a wéi wär et och anescht méiglech - de Problem vun der Euthanasie a vun der Aide au suicide dat delikat Thema wou jiddferen mat sengem eegene Gewësse muss fäerdeg ginn.

De Rapport vun der Ethikskommissioun weist drop hin, dass ethesch gesinn dräi fundamental Wäerter sech hei opposéieren, an zwar de Respekt virum Liewen, déi individuell Autonomie an Autodétermination vum Patient an net zulescht seng Dignité humaine, dat heescht seng mënschlech Würd.

Ech respektéieren all déi Leit, déi prinzipiell d'Liewen als helleg an inviolabel betruechten. Mat villen anere mengen ech awer, dass d'Dignitéit vum Liewe mindestens esou eng Valeur duerstellt wéi d'Liewe selwer. All Mënsch muss d'Recht hunn op e mënschwerdegen Doud, dat heescht ouni iwwerdriwwe physesch, psychesch oder moralesch Péng oder Leed ze stierwen. Ass dat net de Fall, da muss deen Einzelnen d'Recht hunn op Autodétermination, dat heescht selwer bestëmmen ze kënnen wéini dass et duer geet. Ech sinn der Meenung, dass a gewësse Fäll eng Persoun soll gehollef kréien ze stierwen, sief et duerch eng Aide au suicide oder duerch eng aktiv Euthanasie, esou wéi dat jo schon haut praktizéiert gëtt. Leider nëmmen nach am Geheimen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Marco Schroell (DP).- Här President, ech si mam

François de Closet d'accord, wann hie seet d'Euthanasie wier keng politesch Entscheedung, mä eng Noutwendegkeet, déi sech aus der moderner Medezin ergëtt. Virun 100 Joer huet den Dokter d'Stierfzëmmer verlooss fir dem Paschtouer d'Feld ze iwwerloossen. Haut gëtt am Spidol esou laang wéi méiglech gestuerwen, woche-laang, méintelaang.

D'Palliativmedezin kann an deene meeschte Fäll hëllefen, awer net ëmmer. Et gëtt Leit, déi mat hirer Astellung zum Liewen an zum Doud, zur Dignitéit an hirem Bedürfnis op Autonomie, net vill mat Palliativfleeg kënnen ufänken.

Haut geet et drëm, ziviliséiert an demokratesch mam Liewensenn ëmzegoen. Déi Dokter, déi haut schonn engem Patient hëllefen ze stierwen, maachen dat meeschens aus Compassioun, aus Nächsteléift. An déi Patienten hate Chance, dass se deen Dokter op hirer Säit haten, an dat obschonns deen Akt stroferechtlech engem Mord nach ëmmer gläichgestallt gëtt. Dës heemlech Euthanasiepraxis enthält awer e Risiko vun Dérapage, deen, menger Meenung no, mä grouss ass, wéi dee vun enger gesetzlecher Regelung, esou wéi dat an Holland an an der Belsch de Fall ass.

Et also falsch ze mengen, dass eng gesetzlech Regelung d'Euthanasie géif aféieren. Et geet vill méi drëm ënner gewësse Bedingungen den Akt stroffräi ze maachen. D'Argument, dass eng Dépenalisierung vun der Euthanasie zu engem Dérapage, zu enger Dérive, wéi dat am leschte Weltkriech ënner den Nazien de Fall war, kënn féieren, ass, menger Meenung no, net begrënnt, ënner der Bedingung dass mer vun der Euthanasie volontaire ausginn. D'Nazien hate 70.000 geeschteg krank Mënschen als „Lebensunwert Gestalten“ ëmbruecht. Ech mengen, mir schwätzen haut vun eppes ganz anescht. Mir schwätze ze vu Leit déi onheilbar krank sinn, déi wéi hunn, déi hir Existenz als onwürdeg ëmfannen an déi ausdrécklech froe fir erléist ze ginn.

Besonnech interessant fir mech aus beruflecher Siicht ass d'Referenz vun den Euthanasiegéigner vis-à-vis vun der Déontologie médicale, vis-à-vis vun der Relatioun mat dem Dokter an dem Patient, a vis-à-vis vun der sozialer Perceptioun vum Dokteschberuff.

De Corps médical ass, wéi déi aner Gesellschaft och, an dëser Problematik gespléckt. Den Dokter kann a senger Berufsausübung keen aneren Objektif hu wéi den Intérêt vu sengem Patient ze verrieden, dee sech him jo uvertraut. Hei gëtt den Hippokrates ëmmer erëm beméit, woubäi ech awer ze bedenke ginn, dass et zu Hippokrates-Zäite keng Reanimatioun a keng Soins intensifs gouf. Ech weess net, ob ee mat engem jordanusend ale Kodex haut nach eng modern Medezin ka maachen.

An da besteet déi Angscht, dass eng Réglementatioun vun der Euthanasie d'Relation de confiance tëscht Patient an Dokter kéint ënnermaueren. Ech menge just de Contraire ass de Fall. Stierfheilf ass ee Corollaire vun der moderner Medezin. Stierfheilf an Hëllef zum Suicide sollen als en demokratescht Recht ugesi ginn, dat jiddfer Bierger zougänglech gemaach gëtt, an zwar duerch gesetzgebe-rech Moosnamen an Sënn vun der Stroffräiheet, allerdings ënner kloer definéierte Viraussetzungen.

Här President, ech wëll zum Schluss nach op ee Cas particulier hiweisen, vun deem bis elo wéineg geschwat gëtt, deen awer trotzdem zu dëser Debatt gehéiert.

Néonatalogie ass e Fach vun der Pédiatrie, dat sech ëm krank Neigebueren an haaptsächlech ëm fréigebueren Kanner këmmert. Dës Disziplin huet an deene leschten 30 Joer immens Fortschreitter gemaach, sou dass et haut méiglech

ass extrem fréigebueren an onräft Kanner duerch eng intensiv Behandlung um Liewen ze halen, ënner dem groussen Risiko allerdings, dass et schonn an deenen éischten Deeg zu Schiedegungen, nottament um Gehier, ka kommen.

All déi Kanner kréien haut eng Chance bei der Gebuert a ginn intensiv behandelt fir um Liewen ze bleiwen. Mä an deene Fäll, wou et am Laf vun der Behandlung zu esou enger Komplikatioun kéim, déi mat enger katastrophaler Iwwerliewensqualitéit, dat heescht mat engem schwéieren Handicap verbundene wier, stellt sech den Elteren an der Equipe soignante deen ethesch Problem vum Acharnement thérapeutique, respektiv vun der aktiver Euthanasie.

De franséische Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé huet sech viru kuerzem mat dëser Problematik ausernee gesat an huet och an esou Fäll eng aktiv Stierfheilf als ethesch défendabel erkläert.

Här President, all Mënsch ass haut d'accord dass et, ethesch gesinn, Situatioun gëtt wou d'Euthanasie défendabel ass. Eis Nopeschlänner Holland an d'Belsch hunn de Schrëtt gemaach an hunn doraus och gesetzlech Konsequenze gezunn.

A wéi enger Form d'Euthanasie an d'Aide au suicide och hei am Land stroffräi gemaach kéinte ginn, bleift ze diskutéieren. Et muss Kritikäre kloer definéiert ginn, wéi zum Beispill den ausdrécklechen a widerhuelte Wonsch vum Patient, mëndlech oder schrëftlech iwwert d'Disposition de fin de vie, grad esou wéi d'Zouzié vu mindestens engem zweete Medeziner, deen déi onheilbar Krankheet an de Wonsch vum Patient bestätege muss. Ze vill bürokratesch Schikaneen allerdings, esou wéi se an der Proposition de loi Err-Huss proposéiert ginn, sollten awer évitéiert ginn. Am Fong sinn ech awer mat dëser Proposition d'accord.

Här President, ofschléissend hoffen ech, dass an nächster Zukunft déi Lëtzebuurger Gesellschaft an hir Politiker dës wichteg gesellschaftlech Reforme mat Courage an Toleranz am Intérêt vun eise Matbierger wäerten ugoen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Schroell. Den nächsten Orateur ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wëll als éischt dem Rapporteur, dem Kolleg Jean-Paul Ripinger, merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport, ee Rapport deen opgrond vun komplizéierte Sujet an den Divergenzen an de Vuen net esou einfach war fir ze redigéieren.

D'Diskussioun an der Kommissioun ware sachlech, interessant an hu gewise wéi komplex d'Matière ass, an dass ee gutt beroden ass virsiichteg an där Matière virzegoen. Et ass net fir d'éischt an och net fir d'lescht, mat Sécherheet, dass mer hei an der Chamber iwwert dësen delikate Sujet vun der Euthanasie wäerte schwätzen.

Wann een de Rapport vun der Ethikkommissioun liest, dee mer hei virleien hunn, da kann ech, nodeems mer an eiser Fraktioun doriwier diskutéiert hunn, mat rouegem Gewësse soen, dass den ADR prinzipiell mat de Konklusiounen vun dësem Rapport kann averstane sinn. Wat zwar opfällt ass d'Tatsaach, dass dës Rapport sech net vill vun deem vum März 1999 ënnerscheet. Dat ka sinn, well mer an där kuerzer Zäit zënter 1999 net onbedéngt zu neie Konklusiounen konnte kommen. Dat kann awer och sinn, dass mer eis an där komplexer a ganz sensibler Matière vun der Euthanasie an Krees dréinen an dass d'Euthanasie nun emol keen Thema ass, mat

deem ee kann a soll Parteipolitik maachen.

Genee dat schéngen awer verschidde Leit heibannen, zumindest indirekt, ze maachen. Ennert dem Virwand d'Leed vun de Leit, déi um Stierwe leien, wëllen ze linderen, gëtt hei oft d'Euthanasie bal als Allheilmittel propagéiert. Ech komme spéider nach eng Kéier dorop zrëck.

Dëse Sujet ass awer beileiwen ze eescht fir Parteipolitik domat ze maachen. Dat kënn eleng do-duerch zum Ausdruck, dass et fir vill Leit eng Gewëssensfro iwwer ethesch a moralesch Usichten ass an an där Fro vun der Euthanasie all Deputéierten dofir seng eege Meenung zum Ausdruck bréngt. D'Partei kënn just eng allgemeng Richtlinn virleeën. Deem jee-weilegen Deputéierte bleift et iwwerlooss dës Richtung zouze-stëmmen oder awer anerer Meenung ze sinn. Esou ass et zumindest an eiser Fraktioun.

Als Member vun der Ethikkommissioun kënn et mir zou fir d'Position vum ADR, déi majoritär gedroe gëtt, an dës Fro virzeleeën. Mir sinn eis allerguer bewosst heibannen, dass d'Stierwe vun engem Mënsch net ëmmer plötzlech an ouni Péng viru sech geet, mä dass hannert dem Stierwen och oft e grousst Leed ka stoen an dass d'Stierwe mat engem laange Leide ka verbundene sinn. Et ass also net verwonnerlech, dass, wann een esou e Mënsch sech selwer iwwerléisst an him net déi néideg Hëllef, esouwuel um Niveau vun der Péng wéi och um Niveau vun der séileger Betreuer, zoukomme léisst, dës Mënsch a senger Verzweiflung ka bis zum Selbstmord iwwergoen, wann en dat nach am Stand ass ze maachen.

Eis ganz Gesellschaft steet an all deene Froen, déi mat Doud a mat Stierwen zesammenhänken, an enger grousser Verantwortung. Ganz oft ass awer och d'Diskussioun an d'Informatioun fir de Bierger ze vill iwwerflächlech a simplistesche duergestallt, esou dass Froen, déi de Kär vum Problem beréieren, net oft a voller Sachkenntnis behandelt ginn. Leider ass awer och jorzéngtelaang net vill op dësem Gebitt ënnerholl ginn. An eiser moderner Medezin huet de Mënsch laang Zäit net vill gezielt. D'medezinesch Fortschreitter hunn dem Mënsch net nëmme gedéngt, mä och heiansdo geschuet. Maschinnen eleng maachen e Mënsch och net ëmmer méi gesond, wann dës Persoun um stierwe läit.

D'Tatsaach, dass d'Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg nëmme wéineg entwéckelt ass, an dass an deene meeschte Spideeler et nach keng Ethikkomitée gëtt, obschon dës vum Gesetz virgeschriwwen gëtt, beleet dësen Émstand, dass nach vill Nohuelbedarf besteet.

De Rapport vun der Ethikkommissioun ass ganz kloer op dësem Punkt. Mir sinn eis also och alleguer eens heibannen, dass de Mënsch a senger leschter Rees am Liewe begleet, gefleegt a virun allem gehollef muss kréien. Iwwert d'Aart a Weis, wéi dat ze geschéien huet, ginn d'Meenungen heibannen ausernee, och wa mer vum Prinzip hier all d'Noutwendegkeet vun der Hëllef agesinn.

An der ganzer Debatt dierfe mer awer net vergiessen, dass et hei net nëmme ëm déi simplistesche Fro geet fir iwwer e Gesetzestext ofzestëmmen. Et geet net nëmme ëm e reng legislativen Text. An dëser Debatt geet et ëm d'Grondprinzipie vun eiser Gesellschaft, dem Fundament vun der Gesellschaft, an ee vun dëse Grondprinzipien ass de Schutz vum Liewen.

Bis elo war de Prinzip vum Schutz vum Liewen en Tabuthema, an dat zu Recht. Eis ganz Gesellschaft

ass ënner anerem op dës grondleeënde Prinzipien opgebaut. Esou mussen d'Dokteren en Eed leeschten, dee se verflucht Liewen ze erhalen an alles dofir ze maachen. En anert Beispill ass de Prinzip „de porter assistance à personne en danger“, wat ënner anerem zum Beispill bedeit, dass een enger Persoun, déi sech d'Liewe wëll huelen, vun hirem Akt muss ofhalen. Erkenne mer dës Prinzip net méi un, bedeit dat, dass een all Persoun, déi sech d'Liewe wëll huelen, gewäerde léisst, mam Argument dass dat jo de Wëlle vun där betreffender Persoun ass. Dat werft all déi Prinzipien, déi bis elo gegoll hunn, iwwert de Koup.

Dat wat bis elo also guer net zur Diskussioun stoung, gëtt elo duerch déi politesch Debatt iwwert d'Euthanasie a Fro gestallt. Mir warne virun esou engem Schrëtt, wou d'Auswierkungen op eis Gesellschaft elo nach net ofzeschätze sinn. Hei gëtt eng Debatt iwwert d'Wäerter an eiser Gesellschaft lancéiert, déi an där doter Form net sënnvoll ass. Mä fuere mer der Rei no.

Wann ech virdu vun engem breete Konsens geschwat hunn, dee mer heibannen an enger ganzer Rei vu Froen hunn, da betrëfft dat sécherlech och eng vun deenen éischte Froen, déi sech am Zesammenhank mam stierwe stellt, nämlech dem Acharnement thérapeutique. Den Acharnement thérapeutique ass am Fong eng Manéier, déi eréischt mam medezinesche Fortschreitt opgetaucht ass. Wa fréier d'Doktere frou ware fir e kranke Mënsch einegermoosen a während enger kuerzer Zäit weider um Liewen ze erhalen, esou huet déi modern Medezin mat all hiren Apparaturen a Medikamenter dozou geféiert, dass Mënschen, déi fréier net eng Minutt oder e puer Minutten iwwerlief hätten, elo nach Wochen, Méint, jo esouguer Jore kënn weider liewen. A ganz ville Fäll ass dat e wonnerbaart Resultat, an dat huet och wesentlech zu enger generell, méi héijer Liewenserwaardung bäigedroen.

Leider gouf et an der Vergaangeneheet a gëtt et och haut nach eng kleng Zuel vu Fäll, wou zwar de Mënsch um Liewe gehale gëtt, mä wou den Zoustand vun dësem Patient d'Bezeechnung Liewen eigentlech net méi rechtfäerdeg. Dobäi schwätze mer emol net onbedéngt iwwert d'Liewensqualitéit, déi jo ëmmer eng subjektiv Appréciatioun ass, mä mir schwätzen hei vun engem aussichtslosen Zoustand vun engem Patient, wou keng Hoffnung méi op Besserung besteet, a sief et mat nach esou engem groussen Opwand vu medezineschen Hëllefsmittelen, a wou dem Dokter seng sënnvoll oder sënnslos Versich, hei nach eng Besserung erbäzeféieren, vu vira veruerteelt sinn.

Wann en Dokter hei seng Grenzen net erkennt, an de Patient praktesch nëmme nach als Versuchskandidat betruecht fir nei Methoden oder Medikamenter ze testen, da si mer am Acharnement thérapeutique. De Code de déontologie vun den Doktere verbitt den Dokteren iwwregens dësen Acharnement thérapeutique. Dat ass also e Punkt, wou et hei an der Chamber keng Divergenze gëtt. Jiddereen heibannen ass géint esou eng Praxis, an et ass elo un der Chamber dofir ze suergen, dass en Dokter, deen dem Acharnement thérapeutique net zoustëmmt, de Réck fräigehale kritt an dass verhënnert gëtt, dass e juristesche Pursuiten ausgesat gëtt.

Et versteet sech vum selwen, dass och weiderhin all Dokter fir seng Feeler responsabel bleift an zur Verantwortung gezu muss ginn. Dem ADR seng Position an dëser Fro ass also méi wéi kloer: Neen zum Acharnement thérapeutique. Fir dass dat och an der Praxis ka funktionéieren, ass et absolut noutwendig, fir dass et an all Spidol eng Commission d'éthique gëtt, déi der Famill an dem Dokter bero-

dend zur Säit steet, wann et Onklarheeten a Bezuch op den Acharnement thérapeutique gëtt.

Dës Position an déi dozou gehéiert Fuerderung no enger Commission d'éthique an all Spidol ass net nei. Schon am März 1999 hu mer hei an der Chamber genee déi nämlech Aussoe quiesch duerch all Parteien héieren, an trotzdem hu mer an der Ethikkommissioun misse feststellen, dass zënter 1999 an där Fro bal näischt geschitt ass. Dat ass einfach net ze verstoen. Hei ass d'Regierung gefuerdert, an den zoustännege Minister muss endlech de Wonsch vum Parlament respektéieren.

Natierlech begrësse mir, dass d'Partei sech elo alleguer eens si wat den Acharnement thérapeutique betrëfft, esou dass mer hoffentlech an dräi oder véier Joer dës Punkt net nach eng Kéier mussen heibannen debattéieren.

De Wonsch no der Euthanasie, oder och nach aktiv Stierfheilf genannt, ass e Wonsch deen net bei all Patient entsteet. Mä wann en entsteet, da ganz oft well déi herkömmlech Medezin versot huet. Dat heescht, dass de Patient net dee richtegen Traitement kritt fir zum Beispill keng Péng ze hunn, oder awer well de Patient a sengem Leed a mat senger Angscht eleng gelooss gëtt. Dat anonym Stierwen an de moderne Spideeler ass sécherlech eng vun de schéine Begleiterscheinunge vun der moderner Medezin. De Wonsch fir d'Liewen esou laang wéi méiglech ze erhalen stoung laang Zäit iwwert dem Wonsch fir gutt ze liewen. Fir dësem Messel en Enn ze maachen ass dofir virun enger gewëssener Zäit d'Palliativmedezin entstanden. Dës Spezialisatioun vun der Medezin ass extra dowéinst entstanden, fir de Patient an der leschter Phase vu senger Krankheet bis zu sengem Doud ze begleeden. Bei dëser Form vun der Medezin steet net méi d'Heelen an éischter Plaz, mä de Wonsch dem Patient nach e Maximum u Liewensqualitéit ze erméiglechen. Dozou gehéiert natierlech och dass de Patient keng Péng huet an dass e séilesche Bäistand kritt.

Bei all de Parteien hei an der Chamber besteet de Wonsch dës Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg weider auszebauen, woubäi ausbauen am Fong de falschen Ausdruck ass, vu que dass se bis elo praktesch net besteet, mat Ausnahme zu Esch, am Centre Hospitalier an zu Ettelbréck. Se muss als éischt emol flächendeckend opgebaut ginn, an zwar an alle Spideeler, awer doriwier eraus och d'Méiglechkeet schafen, fir dass op Wonsch d'Palliativmedezin och doheem ugebuede muss kënn ginn.

Dobäi geet et awer net nëmme dier fir mat vill Geld iwwerall an de Spideeler Palliativmedezinstatiounen anzerichten. D'Formatioun vun den Doktere muss eng Ausbildung a palliativ Medezin bëinhalten. Bis elo war dat hei zu Lëtzebuerg keng Konditioun. Dass dat immens wichteg ass, huet och Frankräich viru kuerzem erkannt, an dofir eng Ausbildung a palliativ Medezin zu enger vun de Konditiounen gemaach, fir kënnen als Dokter zougelooss ze ginn. An och an Däitschland si se de Moment amgaangen iwwert dës Wee ze debattéieren. Et kann net verschwiege ginn, dass fir d'Palliativmedezin grouss Zommen investéiert mussen ginn. Fir näischt ass eng qualitativ héichwäerteg Medezin nun emol net ze kréien. Mir hu jo soss fir allerlee vill Suen, dann dierft dat hei also och net eng Fro vun de Finanzen sinn, wann et heescht jidderengem e mënschewierdegt Liewensenn ze garantéieren.

D'Erfahrungen an aneren europäesche Länner hu gewisen, dass, wann eng breet palliativ Medezin ugebuede gëtt, de Wonsch no Euthanasie op e Minimum reduzéiert

ass. Et ass do wou mer zum Kär vun der Debatt kommen, jo et gëtt Fäll an deenen och d'Palliativmedezin net hëlleft, oder zumindest net genuch hëlleft, fir dem betraffene Patient a senger grousser Nout ze hëlleften.

Op dëser Tribün wäert sécherlech nach den een oder aneren an dramatesche Biller versichen e Bild vun deem engen oder anere Stierweskranken ze zeechen, deen zum Beispill a sengem eegene Schläim erstéckt. Mat sou Eenzelchicksaler soll dann heibannen an dobause bei de Leit den Androck entstoën, datt hei nëmme nach Euthanasie kann hëlleften, sou wéi wa mer et mat engem Hausdeier ze dinn hätte wat mer aschleifere loosse, fir datt dat aarmt Déier net méi leide muss.

D'Euthanasie ass souzesoen en Akt vun der Baarmhärzegkeet. Ech kann a wéi hei net verschweigen, datt et där Fäll gëtt, mä dorauer automatesch d'Noutwendegkeet vun der Euthanasie ofzeleeden ass falsch a gräift ze kuerz. Genee wéi ee ka Beispiller fanne vu Leit wou d'Palliativmedezin net konnt hëlleften, sou loosse sech och Beispiller fanne vu Patienten déi de Wonsch no Stierfhlëf an enger aussichtsloser Situatioun geäussert hunn an dunn dach nach eng Kéier d'Kéier kritt hunn. Dat eleng beweist dass Eenzelchicksaler, a siefe se nach esou dramatesch, hei an dëser Debatt näischt verluer hunn.

Wéi war et da bis elo? Sinn dann esou Patiente wierklech an eise Spideeler - erlaabt mer den Ausdrock, Här President - krépéiere gelooss ginn, oder war et bis elo net éischer esou, datt den Dokter hei seng Responsabilitéit iwwerholl huet an dem Patient déi Behandlung zoukomme gelooss huet, déi an där Situatioun déi richtig war, och mam Risiko datt de Patient vläicht e puer Stonnen oder Deeg méi fréi gestuerwen ass?

Mä am Géigesaz zum Akt vun der aktiver Stierfhlëf, also dem Akt wou den Dokter bei engem Mënsch bewosst den Doud erbäifert, handelt et sech heibäi ëm en Akt wou versicht gëtt dem Patient zum Beispill d'Péng ze huelen, an net en Akt fir en ëmzebréngen.

D'Dokteren, an ech mengen och d'Patienten, si bis elo gutt mat dem System gefuer, an et ass dofir fir mech onverständlech firwat ëmmer erëm hei eng Debatt iwwert d'Euthanasie muss gefouert ginn.

Déi ganz Diskussioun ass u sech net néideg. D'Avise vun der AMMD an dem Collège médical schwätzen do eng ganz kloer Sprooch. Si soen Neen zu der Euthanasie an zum Bäibehale vun der augenblécklecher Situatioun. An d'Avise vun den Doktere sinn an deem Zesammenhang wichteg, net nëmme well se eng kloer Sprooch schwätzen, mä och well et d'Stëmm vum gesonde Mënscheverstand ass.

Mir sinn eis erëm eng Kéier alleguer eens heibannen, datt, och wann d'Méiglechkeet vun der Euthanasie besténg, en Dokter net gezwonge kënn gi fir géint säi Gewëssen d'Euthanasie ze praktizéieren. Dat schéngt mer eng Selbstverständlechkeet ze sinn. Den Dokter ass do fir Liewen ze retten, net fir Liewen ze huelen. Sou gesinn d'Dokteren hire Beruff selwer, an ech mengen datt muss een och esou respektéieren. Wann also d'Dokteren net bereet sinn esou en Akt duerchzuféieren, da gesinn ech souwiesou grouss Schwierigkeete fir datt d'Euthanasie iwwerhaupt e Sënn kënn maachen, an ech kann nach esou vill Argumenten sichen déi fir d'Euthanasie schwätzen.

Am Fong vun der Saach ass et eppes wat zu eise gesellschaftleche Wäerter a Contradictione steet. De Schutz vum Liewen daerf net duerch d'Afféiere vun der Euthanasie ënnerhielegt ginn. Natierlech

wier et ze einfach, d'Fro vun der Euthanasie just opgrond vun der Haltung vun den Dokteren ze beäntweren. D'Fro ass och net déi: Engem Stierwenden hëlleften oder net? Wéi ech elo grad gesot hunn, ass och schonns an der Vergaangenheet dem Patient gehollef ginn, am Extremfall, kéint ee souguer soen, ass dat engem Akt vun der passiver Euthanasie bal gläichkomm.

Doriwwer hunn awer ni grouss Diskussiounen bestanen. Et huet souzesoen zu der Praxis gehéiert, datt den Dokter gehollef huet, sou wäit wéi hie konnt. Mä, vun dëser Praxis hin zu der aktiver Euthanasie ass awer ee Gruef deen net esou einfach iwwerschratt daerf ginn. Och d'Doktere wëllen dat, wéi gesot, net.

Fir den ADR ass jo schonns zënter 1999 kloer, datt, wann een d'Grondprinzipie vun eiser Gesellschaft net wéll iwwert de Koup geheien, et keng Öffnung zu der Euthanasie daerf ginn. Den ADR kann also net mat enger Gesetzgebung averstane sinn déi d'Euthanasie hei zu Lëtzebuerg erméiglecht. De Stat huet déi Aufgab Liewen ze schützen an huet net de Pouvoir fir enger Persoun déi d'Recht ze gi fir iwwer Liewen an Doud vun enger anerer Persoun ze befannen. Wie mengt dat wier an eiser Gesellschaft méiglech, deen iert. Wa mir d'Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg weider ausbauen an den Dokteren e Spillraum loosse, dee se bis elo haten, dann dierften all méiglech Problemfäll, déi sech kënnen stellen, zur Zefriddenheet vun all Patient geléist ginn.

Zum Schluss nach e Wuert zu der Disposition de fin de vie. Et besteet heibannen an der Chamber och praktesch eng Iwwereneestëmmung iwwert de Prinzip, esou eng Disposition de fin de vie hei zu Lëtzebuerg an eis Gesetzgebung anzeféieren.

Et ass vill an intensiv doriwwer diskutéiert ginn, wat an esou Dispositionen dra stoe kënn. Am Prinzip ass et fir eis kloer, datt een alles kann draschreiwën, y inclus de Wonsch no Euthanasie. Et ass awer genee esou kloer, datt de Wonsch vum Einzelnen nëmme do kann erfëllt ginn, wou d'Gesetz et erlaabt oder net verbitt.

Den Testament de fin de vie ass sécherlech nützlich fir déi Relation Patient-Dokter ze verbesseren. Besonnesch an der Situatioun, wou de Patient net méi bei Bewusstsein ass, kënnen esou Dispositionen de fin de vie dem Dokter ganz nützlich Indikatiounen iwwert dem Patient seng Wënsch ginn. A wat fir enger Form dësen Testament de fin de vie praktesch ka realiséiert ginn, wou en enregistriert gëtt a wéi dacks e muss erneiert oder anuliert ka ginn, schéngt mer an deem Stadium vun der Diskussioun nach net esou wesentlech.

Wichtig ass, dass mer e Konsens iwwert dës Fro fannen, an als ADR schwätze mer eis och dofir kloer fir sou en Testament de fin de vie aus.

Här President, ofschléissend wéll ech dann nach bemerken, dass mer als ADR déi dräi deponéiert Motiounen vun de Majoritéitsparteiën och ënnerschriwwen hunn an och deementspreechend mat ënnerstëtze wäerten.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Recht op d'Stierwen, dat mënschewierdeg misst sinn, gëtt zënter 1989 hei zu Lëtzebuerg an organisierter Form diskutéiert, wou de leider verstuerwenen Dokter Henri Clees, mat anere Leit zesammen, d'Association pour le droit de mourir en dignité gegrënnt hat, eng Association déi ënner anerem als Zill hat

an nach huet, d'Selbstbestëmmung vum Mënsch, grad och an dësen dramatesche Momenter, ze realiséieren an dofir ganz kloer och fir d'Dépénalisierung vun der sougenannter aktiver Euthanasie ënnerter enger Rei vu Bedingungen ageetratt ass an och weiderhin antrëtt.

E puer Méint duerno hat sech eng zweet Organisation gegrënnt ënner dem Numm OMEGA 90, déi sech awer just fir d'Entwécklung hei am Land vun der Palliativmedezin, dat heescht vun der sougenannter Stierbegleedung, wollt asetzen. Beid Organisationsen aus dem sougenannten Zivilberäich waren a si bis haut äusserst aktiv fir fir dës positiv Zilsetzungen anzestrieden.

Leider muss een haut, 14 Joer no 1989, feststellen, datt sech hei am Land um Gebitt vun der Palliativmedezin nach bëi wäitem net genuch beweegt huet an um Terrain vun der Dépénalisierung vun der Euthanasie nach praktesch näischt. An dat am Ennerscheed zu eise Benelux-Partner Holland an der Belsch, wou couragéiert politesch Majoritéite viru kuerzem per Gesetz eng staark Ouverture a Saachen Dépénalisierung vun der Euthanasie gemaach hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert dës Sujet hat ech schonn d'Geleeënheet 1996 fir am Kader vun enger Interpellatioun, déi ech 1994 ugefrot hat, eis méi allgemeng Haltung zu all dësen Themen hei op der Tribün duerzeleeën. Schon deemools, 1996, also viru siwe Joer, ware mir agebruedt géint den Acharnement thérapeutique fir d'Entwécklung vun der Schmerztherapie a vun der Palliativmedezin, fir d'gesetzlech Verankerung vun engem Stierfetestament, dee jo elo soll Disposition de fin de vie genannt ginn, a mir haten eis schonn deemools och kloer ausgeschwaten en faveur vun enger wierklecher Selbstbestëmmung fir eng wierklech Autodétermination vum Mënsch, vu jiddfer Mënsch, fir an objektiven auswegslosen oder subjektiv als aussichtslos empfundene Situatiounen op eng Euthanasie oder eventuell op e Suicide assisté kënnen zréckzegräifen.

Mir konnten eis deemools 1996 mat eise Fuerderungen no enger Dépénalisierung vun der Euthanasie net duerchsetzen. Déi deemoleg CSV-LSAP-Regierung war dergéint an huet virun allem d'Argument an d'Welt gefouert, elo - dat war deemools 1996 - misst prioritär a massiv den Ausbau vun der Palliativmedezin als Alternativ zu der Euthanasie gefördert ginn.

Ëmmerhi konnt sech 1996 drop géeneegt ginn, fir eng parlamentaresch Ethikkommissioun an d'Liewen ze ruffen, déi all Aspekter sollt analyséieren an dann an engem Débat d'orientation hir Konklusiounen sollt zéien an op den Dësch vun dëser Chamber leeën. No ville Consultatiounen an Avisen ass dat du schliesslech am Fréijoer 1999 geschitt, also ronn zwee, dräi Méint virun de leschte Chamberswahlen.

Erëm eng Kéier ware sech, dräi Joer no 1996, all Parteien eens iwwert de Refus vum Acharnement thérapeutique an iwwert d'Dringlechkeet fir d'Schmerztherapie massiv ze entwéckelen an d'Palliativmedezin op deene verschiddeenen Niveauen, hospitalier an ex-hospitalier, ze förderen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Et war souguer eng Resolutioun majoritär uegeholl ginn en faveur vun der legaler Verankerung vun engem Testament de fin de vie, deen, ähnlech wéi den dänesche Modell, offiziell beim Ministère vun der Santé sollt enregistriert musse ginn.

Erëm eng Kéier huet eng Dépénalisierung vun der Euthanasie 1999 keng Mehrheit fonnt, virun allem well d'CSV geschlossen dergéint gestëmmt huet an anerer sou kuerz virun de Wahlen, wahrscheinlech aus opportunistesche Grënn, ze vill onkloer ware fir an dëser Fro wéile Faarf ze bekennen.

Wat waren an dësen Diskussiounen vun 1996 a vun 1999 d'Haaptargumenter géint eng Dépénalisierung vun der Euthanasie? Argumenter, déi haaptsächlech - ech soen haaptsächlech, net exklusiv - vu kathoulesch orientéierten Organisationsen a vun der CSV geäussert goufen an haut och nach geäussert ginn.

Et war d'Argument, Euthanasie wier Mord. Et war d'Argument vun der sougenanntere Pente glissante, dat heescht der Behauptung, no enger Dépénalisierung vun der Euthanasie géif d'Gefor bestoen, datt de Schutz vum Liewen net méi garantéiert wier an et dann zu ganz villen Abüe géif kommen. Et war och d'Argument dass, wann d'Palliativmedezin bis richtig entwéckelt wier, da wier d'Euthanasie iwwerflësseg, well et da keng Demanden no Euthanasie méi géife ginn. Schliesslech gouf vu monche Palliativmedeziner selwer behaupt dass, wann d'Euthanasie bis legaliséiert wier, da géif et vu Säite vun de Politiker manner Bereitschaft gi fir d'Palliativmedezin nach weider auszubauen. Eng Argumentatioun där sech natierlech eng Partie vu Leit, politesch gesinn, ganz gär ugeschloss hunn, Leit déi deemools géint d'Dépénalisierung vun der Euthanasie agebruedt sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert am zweeten Deel vu menger Ried méi am Detail op dës Géigenargumenter agoen a versiche se ze entkräften. Erlaabt mer fir d'éischt nach kuerz op d'Suite vun der politescher Entwécklung an deem Dossier anzegoen, well et handelt sech ëm eng politesch Entwécklung. Et ass hei an der Chamber driwwer diskutéiert gi vu Parteien, déi hir Meenunge geäussert hunn. Et ass also net eleng eng individuell Diskussioun vun eenzelnen Deputéierten. Et ass eng politesch Diskussioun, déi mer hei féieren.

Nodeem 1999 eng CSV-DP-Regierung zu Stane komm ass, war eis natierlech kloer datt sech do vum selwen näischt a Saachen Dépénalisatioun vun der Euthanasie géif maachen. D'DP, als liberal Partei, déi dach eigentlech déi individuell Mënscherechter a Fräiheete misst verteidegen, dës DP war leider domat d'accord gewiescht fir am CSV-DP-Regierungsprogramm jiddfer Dépénalisierung vun der Euthanasie auszuschléissen. Eng Saach, déi u sech scho blamabel ass fir eng liberal Partei, an och am Widersproch steet zum Beispill zu de belsche Liberalen, déi ganz aktiv matgeholfen hu fir dat neit belsch Gesetz auszuschaffen an ze beschléissen; idem an Holland.

■ M. Lucien Weiler (CSV). - Dir sidd och am Widersproch mat den däitsche Gréngen. Duerfir sidd Dir schlecht placéiert fir hei der DP virzwerfe si wär am Widersproch mat de belsche Liberalen.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Dir kënn mir roueg soe wat den däitsche Gréngen hir Haltung ass. Ech hu fir deenen hir Haltung zumindest eng kleng Iddi Verständnis, Här Weiler, well ëmmerhi war Däitschland dat Land wou de Begrëff Euthanasie vum Hitler op esou eng mëssbräichlech Aart a Weis gebraucht ginn ass, andeems hie Milliounen Leit ëm den Eck bruecht huet, wat awer näischt mat Euthanasie ze dinn hat.

(Interruption)

Duerfir ass Däitschland dat Land wahrscheinlech, wou et vun alle politesche Kräften am schwéiersten ass iwwerhaupt iwwert d'Euthanasie schwätzen ze kënnen.

(Interruption)

■ M. Lucien Weiler (CSV). - Den Här Huss ass an d'Belsch gereest.

(Hilarité)

Da wäert een awer sécher nach froe kënnen wat déi Däitsch soen.

(Interruption)

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - ...eisen Nopeschlänner, Här Weiler, wou ëmmerhin an deene leschten zwee Joer Gesetzer gemaach gi sinn am Sënn vun enger Dépénalisierung vun der Euthanasie a wou déi Liberal maßgeblech mat dru bedeelegt waren.

Wéi eis dunn, Dir Dammen an Dir Hären, kloer war, datt vun dëser Regierung kee wesentleche Fortschritt géng ausgoen, si mer als Gréng dru gaange fir selwer eng Proposition de loi auszuschaffen, fir d'Euthanasie an de Suicide assisté ënner enger Rei vu präzise Bedingungen ze dépénaliséieren a fir gläichzäiteg eng Propos iwwer en Testament de fin de vie ze maachen.

Well an den 90er Joren awer och vun der Madame Lydie Err vun der LSAP ganz positiv Initiativen a Richtung Euthanasie ënnerholl gi waren, ware mer natierlech absolut zefridden doriwwer, datt si direkt bereit war parteiwwergräifend esou eng Proposition de loi mat auszuschaffen, déi mer du gemeinsam ausgeschafft hunn an och gemeinsam hei an der Chamber déposéiert hunn. Eng Proposition de loi, déi natierlech eng Eräusforderung vun de Regierungsparteiën duergestallt huet an déi zënterhier op villen Niveauen kontradiktöresch diskutéiert gouf. Ënner anerem natierlech och an der parlamentarescher Ethikkommissioun, déi hir Aarbecht zu deemem Sujet erëm opgeholl hat.

Dir Dammen an Dir Hären, en äusserst positive Schritt a Saachen Dépénalisierung vun der Euthanasie war viru ronn zwee Joer dat Gesetz wat dat hollännesch Parlament mat grousser Mehrheit beschloss huet a wat weltwäit zu Diskussiounen geféiert huet.

Zu Lëtzebuerg huet dës hollännesch Entwécklung, déi ronn e Joer méi spéit vun eise belschen Noperen iwwer eng ähnlech Gesetzgebung suivéiert ginn ass, vill positiv Kommentaren an eiser Press an an eiser Bevölkerung ervirgeruff. Souguer eisen CSV-Premierminister, den Här Juncker, ass net derlaanscht komm fir während senger Deklaratioun iwwert den Etat de la Nation vum 3. Mee 2001 op déi hollännesch Gesetzgebung anzegoen, wou hie gesot huet: „bei där net alles falsch wär“, a wou hien du gemengt huet et misst een d'Diskussioun, ech zitieren: „ouni Scheiklappen, ouni ideologesche Barriären an ouni virgefaasste Meenungen erëm eng Kéier relancéieren“.

Wien dem Här Juncker deen Dag nogelasschert hat, dee konnt eventuell mengen et wier him eventuell dach gelongen, déi al a konservativ CSV op engem wesentleche Punkt vun der Gesellschaftspolitik ze moderniséieren a se dozou ze bréngen fir iwwer hiren dogmatische Schiet ze sprangen. Esou méi e modernen Image vun der CSV ze vermëttelen, dat war ouni Zweifel d'Intentioun vun eisem Premier.

Vill Leit waren an engem positive Sënn verblüfft, mä déi schéin Illusioun war schonn e puer Deeg duerno geplatzt, wéi den Här Fraktiounspresident vun der CSV, den Här Lucien Weiler, am Numm vun senger Partei deklaréiert huet, dass et mat der CSV ni eng Dépénalisierung vun der aktiver Euthanasie géif ginn. E gewëssen Här Schiltz, Generalsekretär vun der CSV, huet e puer Méint duerno am Numm vun der CSV déi grad esou penibel wéi schäbig Behauptung an d'Welt gesat, eng Dépénalisierung vun der Eu-

thanasie wier am Fong näischt aneschtlers wéi, ech zitieren: „Ei-ne Lizenz zum Töten.“

Dir Dammen an Dir Hären, et war dat an eisen Ae scho praktesch eng Zoumuddung fir de Befürworter vun der Dépenalisierung, dat heescht vun enger fräiwëlleg ugefrotener Euthanasie an dramateschen an an aussichtslose Situationen, ze ennerstelle si wëllten einfach esou, vläicht aus Spaass, en totale Fräibréif ausstelle fir Leit kënnen em den Eck ze bréngen. Esou Aussoe sinn enger grousser traditioneller Partei absolut onwierdeg, an ech hoffen datt mer esou polemisch Déifschléi ennert d'Gürtellinn net nach eng Kéier hei mussen ze héiere kréien.

An der zoustänneger Ethikskommission ass, Dir Dammen an Dir Hären, insgesamt ganz sachlech iwwert déi gesamt Problematik geschwat ginn. A well den honorablen Här Rippinger als Rapporteur den Déroulement vun den Entrevues an eisen Diskussiounen a sengem Rapport am Detail hei duergeluecht huet, wëll ech dorober verzichten dat hei nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech wëll just am Telegrammstil e puer Punkten do erausgräifen, déi mer erwähnenswert schéngen, woubäi ech nach eng Kéier méi genau op den Testament de vie an op d'Dépenalisierung vun der Euthanasie wëll agoen; zu deenen anere Punkten aus dem Rapport am Telegrammstil.

Mir sinn als Gréng evidenterweis d'accord mam Wonsch vun den Dokteren, datt si net solle kenne penal verfolge ginn, wann se e sennlosen Acharnement thérapeutique refusieren. Als Gréng bedauere mer et ganz staark, datt trotz de Bestëmmunge vum 98er Gesetz iwwert d'Spideeler nach ëmmer net an allen Haiser Ethikkomitéen op eng seriö Aart a Weis fonctionnéieren. Do muss also dringend nogebessert ginn.

Als Gréng hu mer mat Interesse a mat Bedauern, souguer mat grossem Bedauern, zur Kenntnis huelle mussen, datt no Aussoe vum Collège médical anscheinend ëmmerhin tëschent 40 a 60% vu Schwéierstkranken nach ëmmer net op eng seriö palliativ Schmerztherapie zréckgräife kënnen, wat no iwwer 13 Joer Diskussioun iwwert d'Noutwendegkeet vun der Palliativmedezin an eisen Aen en eenzege Skandal duerstelt. Mir froen duerfir och an deem traurege Kontext all déi parteipolitesch Supporteren heibanne vun der Palliativmedezin, déi d'Recht op Euthanasie oflehnen, déi awer hei am Land an deene vergaangene 15 Joer d'Budgets- an d'Finanzpolitik vun der Regierung beherrscht hunn, firwat dann haut nach ëmmer, trotz all hire feierlechen Deklaratiounen, d'Palliativmedezin nach ëmmer esou onzefriddestellend organisiert ass.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Vläicht sollt sech an deem Kontext d'CSV owes emol heiansdo méi oft genau an de Spigel kucken, da géif et, fir mat der Bibel ze schwätzen, esou munch Balken an den eegenen CSV-Aen ze entdecken ginn.

Ee Saz just zu der Fro vun der Ausbildung oder Weiterbildung vun den Dokteren an dem Flegesperonal a Saache Palliativmedezin, wou nach munches ze maache bleift. Op d'mannst fir den Aspekt Schmerztherapie misst an eisen Ae jiddefalls eng Obligatioun geschaf ginn. Eng Saach, déi iwwregens onofhängeg vun dese Froen hei och soss bei aneren Traitementen an de Spideeler de Kranken an eisen Ae vun Notze wier.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng gesinn d'Palliativmedezin an d'Euthanasie net als Géigesaz, mä complémentaire an Intérêt vun de Patienten. Mir sinn duerfir der Meenung, datt jiddfer Mënsch, fräi

no senger philosopheschen Entschuedungen, déi et an enger pluralistescher Gesellschaft gëtt, d'Recht muss hunn en Testament de vie oder Dispositions de fin de vie ze verfaassen, andeem hie seng respektiv Wënsch duerleet. An deem Testament soll hien eng ganz Rei vu Saache kënnen zu Pa-beier bréngen, zum Beispill iwwert den Don d'organes oder iwwert de Mode de sépulture. Och bei der zentraler Fro vum Stierwe muss hien d'Fräiheet hunn - dat heescht de libre choix hunn - sech ze entscheiden, entweder fir eng maximal intensiv Weiderbehandlung un de Schläich bis zum Schluss, oder awer géint e sougenannten Acharnement thérapeutique.

Fir eng komplett Prise en charge palliative, dat heescht medezinesch Schmerztherapie a Stierfbegleitung duerch e Psycholog, Paschtouer oder forméiert Laien, oder zum Beispill nëmme fir eng medezinesch Schmerztherapie ouni palliativ Stierfbegleitung, well et jo och Leit gëtt déi zwar d'Schmerztherapie selbstverständlech wënschen, mä aus perséinlechen oder philosophesche Grënn awer net eng palliativ Stierfbegleitung wënschen a léiwer a Rou gelooss ginn.

De Mënsch muss a sengem Stierftestament och d'Recht hunn, enner senger reng perséinleche Konditiounen, esou wäit dat mat gesetzleche Rahmbedingunge vereinbar ass, ze froen, datt eng aktiv Euthanasie bei him virgeholl soll ginn.

Op des Diskussioun solle mer jo nach eng Kéier an de kommende Méint zréckkommen, ech wëll awer gläich hei betounen, datt fir déi Gréng esou Dispositions de fin de vie nëmme wierklech sennvoll sinn - an do gëtt et jo Ennerscheeder, d'CSV seet, dat dierft nëmme indicativ sinn, do si mir anerer Meenung -, wa se och verbindlech sinn a wann de Patient kann dovun ausgoen, datt an der Realitét sengem Wonsch herno och wierklech Rechnung gedroe gëtt, wann net vum haaptbeträffenden Dokter, deen de Fall am Grapp huet, well deen eventuell philosophesch Bedenken huet, dann awer vun engem anere Medeziner, deen da misst ugefrot ginn.

A propos Medeziner. Et ass gewost, datt déi organiséiert Medezin, hei de Collège médical, sech an Avisé meeschtens hannert de sougenannten Eed vum Hippokrates verstoppt an d'Euthanasie en tant que telle offiziell oflehnt. Den honorablen Här Schroell huet dozou jo schon interessant Saache gesot.

Et ass awer grad esou gewost, an zwar an alle Länner an och hei zu Lëtzebuerg, datt d'Euthanasie heemlech, hannert de Kulisse méi wéi eng Kéier praktizéiert gëtt - dat ass nämlech d'Realiteit - an an de Grozonen hannert de Kulisse weess een emol net ob d'Euthanasie, déi jo ëmmer nëmmer eng fräiwëlleg ugefroten däerf sinn, a Wierklechkeet ëmmer esou fräiwëlleg ass oder war.

Jiddefalls, Dir Dammen an Dir Hären, ginn et och ennerschiddlech Meenungen zur Euthanasie bei den Dokteren, och bei de Lëtzebuurger Dokteren, wou munchere sech schon öffentlech en faveur vun enger Dépenalisierung vun der Euthanasie ausgeschwat huet. An eisem Nopeschland, der Belsch, déi dat bekanntlech jo d'lescht Joer gemaach huet, hate sech am Virfeld vun der Législatioun ëmmerhin iwwer 2.500 Dokteren, Medezinwëssenschaftler a Rektore vun Universitétsservicer, inklusiv vu belsche Palliativservicer op Universitëten, eindeutig fir eng Dépenalisierung vun der Euthanasie ennert gewësse Konditiounen ausgeschwat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dat Dokument hei vun deene 2.500 belsche Medeziner, déi sech an enger Pétitioun dofir ausgeschwat hunn datt et misst

zu enger Dépenalisierung vun der Euthanasie kommen. Ech liesen nëmmer de leschte kuerzen Abschnitt vun hirer Begrënnung aus dem éischten Appel vu Januar bis Mee 2000 vir, wou déi éischt Dokteren ennerschriwwen hunn: „En prévoyant la dépenalisation des seules euthanasies demandées et en respectant l'autonomie de décision du médecin, cette proposition de loi protège aussi ceux, patients comme médecins, qui ne désiraient pas y avoir recours, mais elle assure à ceux qui vivent la dernière période de l'existence et qui souhaitent ne plus subir les modalités aveugles de la mort, la possibilité de recevoir l'aide nécessaire pour faire de l'ultime moment de leur vie un dernier acte de liberté.“

Dat ass de leschten Abschnitt vun engem Appel vun 2.500 belschen Dokteren aus der Wallonie, vu Bréissel an och aus Flandern, déi dee flammenden Appel gemaach hu fir zu enger Dépenalisierung vun der Euthanasie ze kommen, inklusiv d'Palliativmedeziner an inklusiv souguer Leeder vu Palliativstationen vun Universitëtskliniken.

Dir Dammen an Dir Hären, mat deser Problematik vun der Dépenalisierung vun der Euthanasie, och am Kontext mat engem Stierftestament, fir dee Moment wou ee sech net méi selwer kann ausdrécken, oder an deenen anere Fall, esou si mer hei an der Chamber genau bei deem Punkt wou eisen Haaptdisens läit, well mir als Gréng an och aner politesch Faarwen - den Här Bodry huet dat jo hei scho gesot, och den Här Schroell huet, wuel a sengem perséinlechen Numm, awer ëmmerhi gesot - fir eng Dépenalisierung vun der Euthanasie antriieden, während d'CSV an hire riets konservativen oder riets populisteschen Unhängsel aus ideologesche Grënn do dergéint sinn.

(Interruption)

Dem ADR an och dem Här Mehlen wëllt ech soen, datt et eben net nëmmer em perséinlech Responsabilitéit geet, datt mer hei schon zënter zéng Joer eng Diskussioun féiere wou musse voté geholl ginn, dat muss natierlech vun eenzelnen Deputéierten gemaach ginn, mä do sinn d'Parteien och gebieden eng Meenung dozou ze hunn. Déi Gréng hunn eng Meenung, d'Sozialisten hunn eng Meenung, et sinn och anerer déi eng Meenung hunn, et ass net eleng eng individuell Entscheedung vun eenzelnen Deputéierten. Souwisou sinn ech der Meenung, datt och emol d'Bevölkerung misst gefrot ginn, an den ADR ass dach déi Partei, déi bei villen anere Geleeënheeten hei ëmmer erëm gesot huet, da kommt mir froen emol d'Bevölkerung, kommt mir maachen e Referendum.

(Interruption)

Här Mehlen, ech kann lech awer soen, wann Der e wéineg d'Sondagë liest, déi an deser Fro gemaach gi sinn an deene leschten zwee, dräi Joer, ob dat an Däitschland, an Holland oder am kathoulesche Pole war, oder soss a Länner, hutt Der iwwerall an deene Sondagen - an déi Sondagë ware ganz prezis formuléiert - Mehrheete gehat. A Polen esouguer vu 65% a bis zu 88% an Holland. Dat war net eng eenzeg Fro, do stong och Palliativmedezin. All déi Saache stongen do. Mä et stong och do, wann dat net géif hëllefen, ob se dann der Meenung wieren, an da sinn déi Majoritéiten erauskomm, vun deene ech hei geschwat hunn. Do fir kann ech och net mam Här Santer vun der CSV d'accord sinn, deen a mengen Aen op eng liicht arrogant Aart a Weis,...

(Interruption)

...ech widderhuelen, op eng liicht arrogant Aart a Weis hei gemengt

huet, d'Leit, déi a Sondagen derfir gestëmmt hätten, déi hätten iwwerhaupt net gewosst iwwer wat se do ofgestëmmt hätten.

Ech hunn d'Sondagë gekuckt an hirer Formulierung. Do war ganz prezis formuléiert woufir d'Leit solle sinn. Maacht net wéi wann d'Leit ze domm wiere fir den Ennerscheid tëschent Palliativmedezin an Euthanasie ze kennen.

■ M. Patrick Santer (CSV).- Dat hunn ech ni gesot, Här Huss.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Zu de Géigenargumenter elo konkret, déi Der uféiert.

(Interruption)

D'Frostellung war ganz prezis. Ech weisen lech dat ganz gär, Här Mehlen.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech kréien ëmmer méi d'Flemm fir ze stierwen.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Zu de Géigenargumenter, déi vun der kathoulescher Säit haaptsächlech hei ubruecht ginn.

Éischtens: D'Euthanasie wier Mord a misst dofir verbuede bleiwen.

(Interruption)

Eis Äntwert, ganz kuerz: Des Definitionen vu Mord ass eng eng abstrakt Definition an ass absolut zweifelhaft, well jo de Betreffene selwer, an hien eleng, a bei voller Conscience, ëmmer erëm duerno freet, heiansdo duerno biedelt, endlech daerfen erléist ze ginn.

Bei engem wierkleche Mord ass et bekanntlech dach esou, datt een total géint säi Wëlle brutal aus dem Liewe gerappt gëtt. Et kann een net déi zwou Saachen esou einfach matenee verbannen.

Zweetens: Beim Argument géint eng Dépenalisierung gëtt gesot, dass no enger Dépenalisierung et zu villen Abüe géing kommen, wou also och eventuell géint de Wëlle vum Kranke géif eng Euthanasie agesat ginn. Et gëtt dann natierlech och mam Gespenst vun enger berühmter Dérive gewénkt.

Eis Äntwert drop: Abüe gëtt et haaptsächlech wa Saache gemaach ginn an et besteet keng komplett Transparenz, dat heescht wa Saache gemaach ginn hannert de Kulissen. An Euthanasie, Dir Dammen an Dir Hären, déi gëtt haut an alle Länner praktizéiert, awer heemlech, hannert de Kulissen, an do sinn d'Gefore vun Abüe bekanntlech ëmmer méi grouss wéi do wou kloer Konditiounen an déi beschtméiglech Transparenz iwwert eng Gesetzgebung virherrschen.

D'Madame Err an ech hunn iwwregens an eiser Proposition de loi - op déi mer méi spéit am Joer wäerten nach eng Kéier kënnen zréckkommen - iwwert eng Commission d'évaluation et de contrôle esou staark Barriären agebaut, datt Abüen doduerch praktesch ausgeschlossen wieren. Elo gi mer op deem Punkt kritiséiert, datt wier ze vill bürokratesch. Mä mir hunn dat gemaach ganz einfach, well mer zéng Joer laang d'Diskussioun héieren hunn iwwert déi Abüen, déi géife kommen, wann et zu enger Dépenalisierung géif kommen. Mat där heiter Gesetzgebung kéint et net zu engem Abus kommen, well all Demande muss ugefrot ginn. Wann et awer zu enger géif kommen, da wier et awer eng déi vun engem Dokter géif heemlech praktizéiert ginn.

(Interruptions)

Nach e kuerzt Wuert zu deser Fro vun den Abüen. An eisem Nopeschland der Belsch ginn d'Expären dovunner aus, datt mat hirer neier Gesetzgebung wahrscheinlech manner Euthanasie an och manner Abüe wäerten an deenen nächste Jore virkommen, ganz einfach well do elo ganz kloer gesetzlech Regelunge virherrschen an do d'Doktere virun hirer Verant-

wortung stinn, déi Regele mussen anzehalen.

Beim Wuert „Abüen“ denken ech iwwregens och éischer un Abüe beim Acharnement thérapeutique, deen haut nach leider zimlech verbreet ass, an ech denken dobäi och un esou munch patriarchalesch motivéiert Risiken an der Palliativmedezin, wou de Risque mol grouss kënt sinn, datt de Patient dem Dokter seng Meenung opgeschwat géif kréien, wat an esou eenzel Fäll da kënt mat Acharnement palliatif gläichgesat ginn.

Am Ausland gëtt ganz intensiv iwwert de Begrëff „acharnement palliatif“ geschwat. Fir datt kee Mëssverständnis opkënt: Mir ennerstetzen als Gréng zu Lëtzebuerg all Efforten, a mir menge si hätte längst misse gemaach gi fir d'Palliativmedezin hei ze verstärken.

En anert Argument, wat ëmmer erëm gebraucht gëtt géint eng Dépenalisierung vun der Euthanasie, dat ass folgend: Wann d'Palliativmedezin optimal entweckelt wier, da géife sech d'Fäll vun Demandé vun Euthanasie op relativ rar Fäll beschränken, an dofir bräicht een dann eigentlech keng Dépenalisierung ze maachen.

Ofgesinn dovunner, dass mer nach e gutt Stéck vun enger optimaler Palliativmedezin ewech sinn, mä esouguer bei enger optimal ausgebauter Palliativmedezin bleiwen ëmmer nach genuch Fäll, déi iwwert d'Palliativmedezin net ze léise sinn, noweisbar net ze léise sinn. Et dierften no eegenen Aussoen aus internationale Kreesser vun der Palliativmedezin ëmmerhin 3 bis 4% sinn. Aner Medezinexpäre schwätze vu bis zu 10% vu Fäll wou entweder d'Schmerztherapie versot huet, oder awer déi Fäll wou et iwwerhaupt net em kierperlech Péng geet, mä em eng séilesch, psychesch Péng, déi heiansdo nach vill méi onerdreiglech ka sinn, zum Beispill a Fäll vu schlëmmen neurodegenerativen Erkrankungen, wéi zum Beispill d'Sclérose latérale amyotrophique, fir nëmmer eng ze nennen, wou et vill méi em Kierperlech Vis-à-vis vun der vierperlecher Dégradatioun oder em d'Angscht virum Erstécke während der Nuecht geet, oder zu dem Beispill bei munchen Aarte vu Kriibs wou de Betreffenen am Endstadium sech total a sengem Selbstbild vum Mëschewäert getraff fillt a sech selwer net méi kann erdoen. Doniewent, Dir Dammen an Dir Hären, ginn et nach aner Fäll wou d'Schmerztherapie an d'Palliativmedezin hëlleflos sinn a wou de Wonsch no Euthanasie absolut verständlech ass.

Ech wëll ee Fall just erausgräifen, deen elo aktuell ass a Frankräich, de Fall vun engem 21-jahrege jonke Karel, deen no engem Autosaccident elo schon zënter 2 ? Joer querschnittsgelähmt an engem Spidol an engem Bett läit, an en ass net nëmme querschnittsgelähmt, mä dee Jong ass och nach blann dobäi an dee Jong huet, well en elo schon 2 ? Joer do läit a well en dat net méi erdréit, e Bréif schreiwte gelooss un den Här Chirac, datt e gären aktiv Euthanasie hätt. An de Problem ass, dass seng Mamm am Interview geäussert huet, si hätt vollt Verständnis fir hire Jong, well dat wier jo keng Léisung méi, si kënt verstehen dass en dat net méi als Liebensperspektiv géif gesinn. Dat ass also en eenzelnen dramatesche Fall, mä där ginn et der nach.

Wou ech gären hätt, dass dann och fir déi Leit Léisunge musse getraff ginn, an all deene Leit, déi soen dat wieren nëmme rar Fäll, soen ech: Dat si vläicht rar Fäll, mä dat si Fäll, an och deene Leit muss gehollef ginn.

Elo gëtt vun de Géigner vun der Dépenalisierung gesot, et wieren nëmmer e puer Prozent. Ob 3 oder 8% vun de Fäll oder 10%, op dauend Fäll wieren dat 30 oder 80 Fäll. 3 oder 8% wier et vu schlëmmen Fäll. Dat wiere bei dausend be-

traffene Leit 30 bis 80 Fäll. A wat ass dat dann iwwerhaapt fir en Argument? Gëtt net och nach eppes hei am Land, a berechteterweis, glécklecherweis, gemaach fir Kanner mat Spina bifida? Dat sinn dach och nëmme rar Fäll. Gëtt net eppes gemaach fir Kanner déi Leukämie hunn? Dat sinn och nëmme ganz rar Fäll. Gëtt net eppes gemaach fir Kanner déi ganz rar lerkfrankheeten hunn? Fir all déi Leit gëtt och eppes gemaach, mä do gëtt net d'Argument vun de kleng Prozentuale geholl, just an der Euthanasie gëtt gesot, et sinn nëmme e puer Prozent an dofir brauche mer fir déi näischt ze maachen. Mir sinn der Meenung, dass jiddfer Mënsch datselwecht Recht muss hunn an dass och fir déi Leit eppes muss gemaach ginn, an dofir bleiwe mir dobäi dass mer fir eng Dépenalisierung vun der Euthanasie sinn, an all déi aner Leit déi dergéint si bleiwen eng Äntwert op dës kruzial Fro, op dës Haaptfro schëlleg.

Dir Dammen an Dir Hären, bis elo konnt keent vun den Argumenter géint eng Dépenalisierung vun der Euthanasie eis iwwerzeegen. Mir bleiwen en faveur dovun, mä eist Haaptargument, Dir Dammen an Dir Hären, onofhängeg dovun ob een elo ideologesch gesinn dofir oder dergéint ass, ass folgendes.

Mir liewen hei zu Lëtzebuerg an enger pluralistescher Gesellschaft, wou d'Meenungen och an dësere Fro eben ausernee ginn. An do kann een dach net, wéi et den Här Juncker esou einfach gesot huet, higoen a soen, jidderee muss do eben tolerant sinn an ee muss deem anere seng Meenung respektéieren. Dat kléngt natierlech ganz gutt. Et ass just awer net esou einfach. Mir Gréng respektéieren déi philosophesch, ideologesch oder reliéis motivéiert Meenung vun all deene Leit, ob dat elo d'CSV ass oder kathoulesch Organisationsen, oder och nach aner. Mä d'Realitéit ass awer, Dir Dammen an Dir Hären, well dat bestehend Gesetz d'Euthanasie verbitt an enner Strof stellt, dass déi Leit, an et sinn der ganz vill, déi fir d'Méiglechkeet vun der Euthanasie antrieden, an hirer Meenung, an hirem Recht net respektéiert ginn. An dofir ass et haut esou, dass een Deel vun der politescher Klass deenen anere Leit hiert d'Recht op Autonomie, op Selbstbestimmung a Wierklechkeet guer net accordéiert. Am Géigendeel, een Deel vun der Classe politique, haaptsächlech d'CSV, seet deem aneren Deel ganz kloer wat en d'äerf a wat en net d'äerf, an dat an esou mënschlech brisante Froe wéi déi vum Stierwen, wou mer hei driwwer schwätzen.

Wou ass do de libre choix? Wou ass dann do d'Autonomie vun där CSV, vun där Der ëmmer erëm schwätzt? Dir accordéiert deene Leit dach net d'Autonomie. Dat ass an dat bleift fir eis inakzeptabel. Mir bleiwen als Gréng fir e wierkleche libre choix vu jidderengem an dësere Fro, an dat heescht dass ee sech kann entscheiden. Wann ee wëllt bis zum Schluss Acharnement thérapeutique maachen, dat ass seng Fräiheet. A wann een e komplette Palliativprogramm mat Schmerztherapie, mat Begleedung, mat engem Paschtouer, mat engem Psycholog an ech weess net wat nach alles, da soll en dat gewäert kréien, da soll e Recht hunn. A wann ee just eng Schmerztherapie wëllt ouni palliativ, da soll een dat och kënnen. Mä wien awer d'Recht wëllt hunn ze soen, elo geet et mer duer, meng Situatioun ass esou verzweifelt, dee soll och mussen kënnen drop Recht hunn, an dat Recht gëtt vun lech net accordéiert, an do läit den Haaptpunkt dovun.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. An dësere Debatt ass et ganz kloer, ech hat virdru gesot, dass vun der CSV-DP-Regierung, aus eiser Vue, dat war eis kloer virun e puer Joer, kee Fortschritt géif kommen. Dat hânt

haaptsächlech un der CSV an dësere Regierungskoalitioun. Dat ass gewosst, well vun der Demokratescher Partei hu mer héieren an der Kommissioun, dat huet den Här Rippinger als Fraktiounschef do e puermol deklariert, dass hir Meenung vun hiren Deputéierten an hirer Fraktioun zum allergréissten Deel déi wier, dass ee misst kënnen an eng Dépenalisierung vun der Euthanasie goen, an do geet et net drëm ob een elo driwwer streit, ob elo d'Proposition de loi Huss déi beschit ass oder net. Ech si bereet iwwer all Modalitéiten aus där Proposition de loi ze diskutéieren.

Ech hunn och guer näischt dergéint, wann elo aner Parteie wëllen eng aner Proposition de loi maachen, déi e wéineg anescht moduléiert ass, mat e wéineg anere Bestëmmungen, sous condition dass et zu enger Dépenalisierung vun der Euthanasie kënn, an ech hätt gär, dat wier dat mindest - den Här Bodry huet zu Recht hei drop higewisen, dass mer heiansdo op der Plaz trëppelen, dass mer net virukommen an deem Beräich -, dass mer zumindest haut - wann ech et ka verstoen dass Demokratescher Partei net kann an enger Koalitioun mat der CSV eng Motioun akzeptéieren un d'Regierung fir d'Euthanasie ze dépenaliséieren, well se eben an där Koalitioun ass a si ass dat esou agaangen -, mä mindestens wat een hei kënn maachen, besonnesch wa gesot gëtt, dass dat hei eng Fro misst si wou jiddereen an der Fraktioun kënn maache wat e wëllt, dat heescht sengem Gewëssen no, besonnesch wann dat gëllt, da misst et mindestens méiglech sinn haut op dësere Plaz e kleng Schrëtt no vir ze kommen an dass jiddfer Deputéierten hei en âme et conscience seet, wat d'Chamber mengt, wat d'Chamber haut seet, och wann et net méi an enger Motioun un d'Regierung muss exekutéiert ginn, mä mindestens an enger Resolutioun misst dës Chamber kënnen Faarf bekennen, dass se fir eng Dépenalisierung vun der Euthanasie, niewent all deenen anere Saachen, ass, déi an Äre Motiounen dra stinn a wou mer fir d'Palliativmedezin alles kënnen ennerstëtzen. Kee Problem. Mä mir misste mindestens hei an enger Resolutioun kënnen deklaréieren, dass mer fir eng Dépenalisierung vun der Euthanasie antrieden. Dofir hu mir eng Resolutioun, zesumme mam Kolleeg Bodry a mat der Madame Err verfaasst, déi einfach just soll banal hei soen, niewent all deenen anere Saachen, mir sinn en faveur d'une dépenalisation de l'euthanasie volontaire.

Mir hunn dobäi geschriwwen, hantert engem Komma, „éventuellement“, dat war just fir eng Pist unzeginn. Mä dat kënn mer ewech loossen, sans problème, „éventuellement par le biais d'une excuse de justification légale“. Dat ass jo just ee Wee. Wann dorunner ee sech stéiert, si mer ganz gär bereet dat ewech ze loossen. Mir si bereet driwwer ze diskutéieren. Mir hätt just gär, dass dës Chamber endlech eng Kéier Faarf bekennt, quitte dass mer wierklech emol e Schrëtt no vir kommen an dësere ganze Diskussioun, net dass mer an dräi, véier Joer erëm eng Kéier driwwer diskutéieren an erëm eng Kéier d'äiselwecht Positionen hei hunn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant la reconnaissance universelle du droit de chaque être humain à une mort digne et humaine;*

- *considérant que l'appréciation de ce qui est digne et humain ne peut qu'être subjective et intimement personnelle et qu'une société pluraliste et démocratique se doit de respecter ces conceptions souvent divergentes;*

- *réitérant sa revendication concernant le développement de l'offre en matière de soins palliatifs et de traitements anti-douleur;*

- *considérant la reconnaissance scientifique des limites de la médecine palliative pour certaines maladies et certains malades;*

- *considérant le droit à l'autodétermination de chacun et chacune quand il s'agit des circonstances et conditions de sa propre fin de vie;*

se prononce

- *en faveur de toutes les mesures nécessaires pour développer l'offre sur le plan national en matière de médecine palliative de sorte à garantir l'accès de tous et de toutes aux soins palliatifs adéquats et aux traitements anti-douleurs modernes et performants;*

- *en faveur de la mise en place d'une formation continue des médecins et du personnel soignant en soins palliatifs;*

- *en faveur de l'introduction dans notre législation de „dispositions de fin de vie“, assurant le respect de la volonté du bénéficiaire de soins concernant sa fin de vie, et d'un système d'enregistrement centralisé de ces documents auprès d'une autorité publique;*

- *en faveur d'une dépenalisation de l'euthanasie volontaire, éventuellement par le biais d'une excuse ou justification légale.*

(s.) Jean Huss, François Bausch, Alex Bodry, Lydie Err, Jeannot Krecké.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächst Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Meyers agedroen. D'Wuert huet d'Madame Meyers.

■ **Mme Marie-Josée Meyers-Frank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren, no deenen heftegen Diskussiounen déi den Här Huss elo hat, erëm e bësse Rou an dat Haus hei eran ze kréien, well dat do war hefteg. Ech schlësse mech de Bemierkung vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Patrick Santer, un a wéi ganz kuerz d'Thema vun der aktiver Euthanasie opgräifen, ier ech mech op d'Palliativmedezin konzentréieren.

All Mënsch huet seng perséinlech Meenung an Usiicht zur aktiver Euthanasie. Als Infirmière hunn ech laang onheilbar krank Mënsche betreit a begleet, an ech ka behaupten dass an der Endphas vun Liewe wéineg Leit den Doud fäerten, mä d'Stierwe mat Péng. Si hunn haaptsächlech Ängscht virun engem qualvollen Doud. Et kann net sinn, dass d'Äntwert op dës Suergen an Ängschten an enger eemoleger Spréiz oder engem Medikament läit. Esou eng fundamental Fro wéi déi vum Enn vum Liewe kann net mat radikalen an einfachen Usätz beäwert ginn. Doriwwer eraus ass de Messbrauch bei aktiver Stierfhëllef net ze ennerschätzen. An enger materieller Gesellschaft, wou d'Stierwe keng Plaz méi huet, déi et schwéier huet sech mat onheilbare Krankheeten, mat der Péng a mam Doud ausernee ze setzen, besteet e reelle Risiko, dass Drock ausgeübt gëtt, besonnesch bei eeleren, dementen an awer och bei schwéier behënnerte Leit.

Dat ass de Grond firwat och Doktere sech géint d'aktiv Stierfhëllef ausschwatzen. Messbräich ginn et der iwwerall, mä wann een an ee Beräich geet wou Äbuen net d'äerfe sinn, dann ass et dee vum Enn vum Liewen. Dobäi muss een och ervirhiewen, datt d'Attitud vun dem onheilbar kranke Mënsch par rapport zu senger Krankheet an hir Konsequenzen an deenen allermeeschte Fäll gekennzeechent ass vun Zweifel, Relatiounsproblemer an oder depressive Phasen. Fir d'Dokteren a fir d'Fleegepersonal sinn esou Situatiounen extrem schwéier ze bewäerten, an dat ass

och e Grond firwat sech vill Doktere géint d'aktiv Stierfhëllef ausschwatzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi aktiv Euthanasie mat engem méi mënschewierdegen Doud a Verbindung setzt, vergësst een, datt d'mënschlech Unitéit sech net op de Besëtzt vu verschiddene physeschen a psycheschen Attributer reduzéiert, de Wäert vun engem Mënsch moost sech net no sengem Notzen an der Gesellschaft, an et ignoréiert een och domadder all déi medezinesch Fortschreiter, déi an deene leschte Jorzéngten a puncto Schmerztherapie gemaach gi sinn.

Fir d'Weltgesondheetsorganisatioun - an ech deelen dës Approche - wäert sech dës Fro vun der aktiver Euthanasie mat der Entwécklung an dem Ausbau vun de Soins palliatifs net méi stellen. Et ass e Fait, an ech weisen op all déi méiglech Dokumenter vun der Weltgesondheetsorganisatioun zu dësem Thema, datt bei schwéier kranke Leit, déi an der Endphas vun hirem Liewe sinn an déi vum multidisziplinären Team encadréiert sinn, d'Nofro un aktiv Stierfhëllef keen Thema méi ass. Optimal encadréiert heescht, déi néideg physesch, psychologesch, spirituell a sozial Hëllef ze kréien.

Dës ass eng grouss Erausforderung un d'Dokteren, un d'Fleegepersonal, mä och un d'Famill. D'Palliativmedezin resüméiert sech nämlech net eleng op d'Schmerztherapie, et ass e vill méi komplex Konzept. Wann ee wéi de Collège médical oder den Dokterverband Neen zur aktiver Euthanasie seet, da muss mer awer kloer politesch Prioritéite setzen an d'Palliativmedezin schnellstens hei zu Lëtzebuerg ausbauen; wat jo scho säit 1999 gefuerdert gëtt. An do ass haaptsächlech d'Politik, sou wéi d'Acteuren um Terrain, dat heescht Dokteren, d'Fleegepersonal an och Associatiounen, déi sech ëm d'Soins à domicile spezialiséiert hunn, gefuerdert.

Den aktuellen Zoustand hei zu Lëtzebuerg ass bei wäitem net zefriddestellend. Et bestinn nach grouss Lacunen. Onheilbar krank Leit hu Recht op eng ugepasste Liewensqualität. Ech ginn an dësem Kontext ze bedenken, datt eis Noepschlänner an dësem Beräich eis e grouse Schrott virus sinn.

D'Palliativmedezin soll als een ëmfaassend Konzept gefuerdert ginn. Schmerztherapie a Schmerzbegeedung muss landeswäit, souwuel an de Spideeler, an den Alters- an an de Fleegeheimer, awer och virun allem doheem, ugebued ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et schéngt mer prioritär ze sinn, d'Soins palliatifs am extra-hospitalären an am ambulante Beräich per Gesetz ze verankeren, genau wéi dat de Fall fir d'Soins palliatifs am hospitaläre Milieu ass. Wann ee wëllt ee komplette Kader schaffen, geet et menger Meenung no net duer den Usproch un d'Soins palliatifs nëmme am Spidolsgesetz festzeleeën. D'Soins palliatifs am extra-hospitalären an am ambulante Beräich mussen dann och deementspreechend ausgebaut ginn.

Et ginn eng Rei vu Projeten déi realiséiert goufen, wéi zum Beispill d'Ariichte vun Equipes mobiles an e puer Spideeler. Awer nach ëmmer ze wéineg, wann Der mech fröt. Anerer si geplangt. Ech denken do un d'Ariichtung vun deem Centre d'accueil pour personnes en fin de vie. Ech begrëssen dës Décisioun, well net all Patient d'Méiglechkeet huet doheem betreit ze ginn a vill Leit net hire leschte Liewensofschnëtt an engem Spidol verbréngen wëllen. Dohier ass et wichteg, extra-hospitalär Unitéite virzegesinn. Si droe mat Sécherheet dozou bäi, de Stellerwäert vun de Soins palliatifs ze erhiewen, mä et ass nëmme een Deel vum Puzzle.

An dofir wollt ech och d'Regierung froen, wéi wäit se mat der Planung vun der Maison pour personnes en fin de vie wieren. D'Palliativmedezin an d'Soinen am ambulante Beräich mussen mer also mat Nodrock fuerderen. Et gi bis elo ganz wéineg Servicer, déi eng ambulant Betreiuung ubidden, sou datt d'Offer net dem Wunsch vun der grousser Majoritéit, ëmmerhi 75% vun de Leit no enger Ufro wënschen doheem ze stierwen, Rechnung gedroe gëtt. An dës Situatioun wäert sech net besseren, wann ee bedenkt datt d'Demande u Soins palliatifs an deenen nächste Joren a Jorzéngte mat der Alterung vun eiser Bevölkerung wäert zouhuelen. Et stierwen haut nach bal 80% vun eise Leit an der Klinik. Mir mussen dowéinst ganz kloer Akzenter setzen. Wann een d'Soins palliatifs à domicile ausbaut, kann ee vill Patienten doheem betreien an och domadder erëm Better an de Palliativunitéite frai maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ausbau vu Soins palliatifs geet net nëmme iwwert de Wee vun enger adequater Finanzierung, mä ass fundamental an eng erausfordernd Prestatioun. Doranner falen d'Basissoinen, déi bis haut net vun de Krankeese rembourséiert ginn, wa se doheem ugebuede ginn a gréisstendeels vun de Patienten oder iwwert de Wee vun Eegemëttel a Spendegelder finanzéiert ginn.

D'Basissoinen, wéi zum Beispill d'kierperlech Hygiène, sinn immens wichteg a kënnen net nëmme vun der Famill eleng vum Patient verriicht ginn. Zu de Palliativprestatiounen falen och all déi technesch Akte vun den Infirmiären, mä awer och Interventiounen a Servicer wéi d'psychologesch Ennerstëtzung vum Patient a vu senger Famill.

D'Promotioun vun der Palliativmedezin setzt eng finanziell pluridisciplinaire Prise en charge voraus.

Wat de Finanzierungsmodus ueget, kéint ee Forfaits palliatifs virgesinn. Et kéint een dës Forfait graduéieren, jee nodeems wéi schwéier den Zoustand vum Patient ass. Natierlech mussen dës Prestatiounen vum Dokter verschriwwen ginn. Ech mengen och, datt dat iwwert d'Krankeversicherung misst lafen an net iwwert d'Fleegeversicherung, eleng aus deem Grond well net jidderee vun der Fleegeversicherung profitéiert an den Evaluatiounssystem vun der Fleegeversicherung net enger Situation de fin de vie adaptéiert ass. De Fleegeversicherungssystem ka ganz einfach net an den akute Situatiounen vun engem Patient an der Endphas Rechnung droen.

Egal fir wéi e Finanzierungsmodus sech d'Regierung entscheet, muss een d'Lücken téschent der Kranken- a Fleegeversicherung iwwerbrécken. D'Realisatioun vun de Soins-palliatifs-Unitéiten a verschiddene Spideeler werft d'Fro vun den Effektivitéit an de materiellen Ressourcen op. Méi Better gi gebraucht, méi Ressourcë sinn néideg fir d'Therapien ze finanzéieren, méi Personal dat eng spezifesch Formatioun an der Palliativmedezin huet, ass gefrot. An do dréckt de Schong.

Mat der Ariichtung vu Strukturen an der Aféierung vun engem effiziente Finanzierungsmodell ass net alles gemaach. Wat déngen déi Strukturen, wa weder Dokteren nach Fleegepersonal an der Palliativmedezin forméiert sinn? Vill ze vill Leit mussen hautdésdags nach schrecklech Péng aushalen, obwuel et Therapien ginn déi d'Péng souwäit wéi et geet neutraliséieren. Dësen Zoustand ass doropper zréck ze féieren, datt d'Palliativmedezin beim Corps médical net esou ausgepräegt ass wéi et misst sinn. Et ass also vun allergréisster Noutwendegkeet, datt de Soins palliatifs, am Kader vun der Formatioun vun den Dokteren an dem Fleegepersonal, souwuel um Ni-

veau vun der initialer Formatioun wéi och um Niveau vun der Formation continue, eng gréisser Bedeutung zoufält.

Ech si frou datt déi virleidend Motioun och op dese Problem ageet an d'Regierung opfuert Initiativen op deem Gebitt ze huelen, fir datt d'Palliativmedizin zu engem feste Bestanddeel vun der Formation vun den Dokteren an dem Fleegepersonal gëtt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Eng weider Méiglechkeet d'Palliativmedizin ze fuerderen, wier och an mengen Aen e Léierstull an dëser Matière zu Lëtzebuerg ze schaffen, zum Beispill am Centre universitaire. Domadder kéint een net nëmmen den Dokteren d'Formatioun ubidden, mä carrément d'Dokteren an dëser Disziplin forméieren, sou datt mir hei zu Lëtzebuerg e Pool vu Spezialisten an der Palliativmedizin hätten, déi Konferenzen a Formatiounen am Ausland matdroe kéinten. Wat wier dat e Räichtum fir eist Lëtzeburger Land!

An nach eng Suggestioun. Fir esou séier wéi méiglech weider ze kommen, ass et sénnvoll ee Comité ze schaffen, deen déi verschidde Projeten, Initiativen a Services kéint koordinéieren. Mir géifen domadder sécherlech méi séier e Projet de loi op den Instanzewe krieen.

Wéi steet et eigentlech em de Projet de loi vun der Regierung wat d'Soins palliatifs fir de Moment ugeet? Dese Comité kéint sech aus Leit aus dem Familljen- a Gesundheitsministère, aus Vertrieeder vun Dokterverbänn an aneren Assosiationen zusammesetzen. Et kéint een och do vun de jorzéngtelaangen Erfahrung vum Personal vun der Palliativstationen um Esch profitéieren, esou wéi vun Omega 90.

Ech wéilt och kuerz op d'Dispositions de fin de vie agoen. Et ass wichteg, dass des Dispositionen eng legal Basis krieen. Mir hunn an der Kommissioun laang iwwert dese Punkt diskutéiert a mat ville Leit um Terrain Récksprooch dozou geholl, notament mat der Alzheimer Assosiation. Si behaupten, dass d'Dispositions de fin de vie e wichtige Guidage fir d'Dokteren an d'Fleegepersonal ass am Kader vun dementen oder schwéierst kiereperlech a séileg behënnerte Leit.

Ech begréissen d'Tatsaach, dass mer an der Kommissioun op de Wee gi vun der Dépénalisatioun vum Acharnement thérapeutique. Ech hoffen, dass déi virleidend Motioun, déi d'Regierung opfuert d'Strofgesetz deemtsprechend ze änneren, hei eng grouss Zoustëmmung fanne wäert.

Mat Nodrock wënschen ech mer, dass d'Regierung sech meng Iwwerleeungen, virum allem wat d'Palliativmedizin ugeet, zu Häerzen hält, well et steet villes um Spill. Et geet em eist Zivilitéitspotenzial. Wéi wäit si mir bereet eis fir eis onheilbar krank Matbiirger ze investéieren? Fir mech stellt sech d'Fro net. Et ass eis Pflicht déi ze begleeten, déi krank sinn, an optimal en charge ze huelen, an déi déi leiden a stierwen um beschte Wee ze begleeten.

Mir hunn haut d'Geleeënheet e Kader ze schaffen an deem d'Palliativmedizin ausgebaut ka ginn. Mir däreifen des Geleeënheet net verpassen, well eent steet fest: Stierwe musse mir all, mä hoffentlech an Zukunft méi mënschewürdeg wéi bis elo. Duerfir musse mir virum allem viru kengem Effort zréckschrecken.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Rednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

Mme Lydie Err (LSAP).- Kee Mënsch contestéiert dass et gutt ass, dass d'Medizin sech esou dévéléppéiert huet wéi dat haut de Fall ass, mä och do eraus ergi sech Folgeproblemer, ënner aneren dee vun der Euthanasie. Och dat erkläert wahrscheinlech firwat déi Problematik vun der Stierfhëllef eréischt intensiv an deene leschte Jorzéngten diskutéiert gëtt. Fir de Problem vum Stierwen ze léise gëtt et keng technologesch, mä nëmmen eng ethesch Léisung. Wann ee vum Stierwe schwätzt wier et och besser vu Gestaltung vum Doud ze schwätzen, well d'Fro vum Doud u sech net ze léisen ass.

D'Stierwen ass esou eng individuell Saach wéi d'Liewen et ass. Duerfir ass et inakzeptabel engem d'Virstellungen op eng bestëmmte Manéier ze stierwen opzedrängen oder engem seng eege Virstellungen ze verwerfen, déi zwar korrekt an den Ae vu deenen anere sinn, mä gläichzäiteg contraire zu de Vuë vum Stierwenden.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass a mengen Aen Tyrannei, ontolerant an inakzeptabel. Dat ass Besserwësserei vu Leit oder vun Institutionen, deenen hir Gewunnecht et ass anere Leit hir Ethik, hir Welt- an hir Wertanschauungen opzedrängen. Dat geet net, well fir säin eegent Liewen a säin eegenen Doud all Mënsch säin eegenen Expär oder seng Expertin ass. Och am Stierwen huet jiddferen d'Recht sech selwer a sengen eege Virstellungen trei ze bleiwen. Den Doud ass vläicht déi eenzeg Gerechtegkeet am Liewen, well virum Doud si jiddfalls an der Theorie d'Leit all gläich, obschonn et och hei nach Ennerscheeder gëtt.

Et ass kloer - an et ass schonn ugeschwat ginn -, dass et Leit ginn déi wësse wéi sech unzeleeën ass fir ouni Péng ze stierwen, sech selwer hëllef kënne, respektiv Leit kennen op déi se sech verlosse kënen fir gehollef ze kriéie wa si um Enn vun hirem Liewen ukomm sinn. An da ginn et all déi aner, déi net déi Chance hunn déi Kenntnisser selwer ze hunn, oder Leit ze kennen déi se hunn, an déi drop ugewisse sinn esou ze stierwe wéi aner Leit fir si selwer et gutt fannen. Dat ass a mengen Aen net an der Rei.

Zënter 1995, säit där éischter Orientéierungsdebat zur Euthanasie, gëtt an der Chamber zu Lëtzebuerg vill geschwat a vill geschriwwen iwwert dat Thema, ouni dass ee bis haut awer kann een eenzeg konkrete Fortschritt verzechen. Mir haten d'Orientéierungsdebat. Mir haten eng Interpellatioun 1999 mat enger notabler Ausnahm, wou och Regierungsmembere sech deemools hunn dierfen à titre personnel ausdrécken. Mir hunn duerno e Gesetz kritt iwwert d'Droits et devoirs du patient. Mir hunn Ethikkommissiounen um Pabeier agefouert, déi et an der Praxis net gëtt an déi nach manner an der Praxis schaffen. Mir hu Motiounen gestëmmt. Mir hu Wahlprogramme geschriwwen. Mir hu Koalitiounsprogrammer gelies.

A propos Koalitiounsprogramm ass et vläicht derwärt ervirzeesträichen, dass ee sech normalerweis géif erwaarden dass an engem Koalitiounsprogramm dat steet wat ee wëlles huet ze maachen, an net dat wat een net wëlles huet ze maachen. Och dat ass sécherlech keen Zoufall. Dat ass fir mech souguer symptomatesch a skandaléis, well an esou enger wichtiger ethischer a gesellschaftspolitesch relevanter Fro d'Regierung de Majoritéitsdeputéierten domadder probéiert d'Hann ze bannen.

Dat ass géint all Prinzipie vum normale Fonctionnement vun enger parlamentarescher Monarchie, déi d'Prévention jiddefalls huet demokratiesch ze funktionéieren. Dat ass um Niveau vun den Iddien eng Diktatur vun den Iddie vu Konservativen, wann net vun der kathoulescher Kierch iwwert d'Politik. Dat ass Parteidisziplin oder Regierungsverantwortung iwwer eegen

an individuell politesch Verantwortung gestallt. Ob esou eng Prozedur kann opgoen, an enger Fro déi iwwert d'Stierwe geet, sief dohinner gestallt.

D'Recht ze Stierwen - de Patrick Santer huet dat hei viru mir uklänge gelooss - ass kee Mënscherecht dat ee kann ofleede vum Artikel 2 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun. Wat hien awer net gesot huet a wat ech ënnersträiche wëll, ass dass deeselwechten Artikel 2, deen d'Recht op d'Liewen aschreift, keen Empêchement ass op nationalem Plang eng Gesetzgebung ze maachen, déi eng deelweis Dépénaliséierung ënner gewëssene Konditiounen vun der Euthanasie géif virgesinn, well - dat ass och ganz kloer an engem Arrêt gesot - den Droit à la vie aus dem Artikel 2 net heescht dass all Stat d'Obligatiounen hätt d'Liewe vu senger Bierger a Biergerinnen ze schützen géint de Wëlle vun hinne selwer.

Et ass also esou, dass mir als politesch Verantwortlech heibannen duerch de Choix hunn esou eng Gesetzgebung ze maachen, virausgesat mir hätten allegueren de Courage, trotz Koalitiounsprogramm, op de Wee vun eisen eegenen Iwwerzeegungen ze goen.

Ech wëll vläicht ganz kuerz soen dass, wa mer esou eng Gesetzgebung hätten déi an de Sënn geet vun därer, déi ech mam Jean Huss proposéiert hunn, da géif dat natierlech mar net heeschen, dass iergendeen, deen Euthanasie, Stierfhëllef fir sech selwer net wëllt, déi kéint imposéiert krieen. D'Liberté de religion heescht jo och net, dass jiddferen forcéiert gëtt eng Relioun ze hunn oder eng Relioun ze praktizéieren, an d'Recht sech ze scheeden obligéiert och kee Mënsch ausernee ze goen.

D'selwecht wier et wa mer e Gesetz hätten, wat d'Stierfhëllef ënner gewësse Konditiounen stroffréi géif maache fir déi Leit, déi et haut praktizéieren, déi et ouni et ze soe praktizéieren, déi net poursüivéiert ginn an domadder am Fong ganz kloer maachen, dass et zu Lëtzebuerg op deem Punkt wéi op aneren en Auserneeklafe gëtt zwëschen engem Gesetz an enger Praxis.

Den Dokter Schroell huet hei uklänge gelooss - an hien ass gutt placéiert fir ze wësse vu wat hie schwätzt -, dass och zu Lëtzebuerg an de Kliniken oder doheem Stierfhëllef praktizéiert gëtt, à huit clos souzesoen, ouni Transparenz, ouni Pursuiten, ouni Kontroll, dat heescht op eng Aart a Weis déi et eleng dem eegene Gutdünke vun den Dokteren iwwerléisst Stierfhëllef ze praktizéieren oder net.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir mech de spréngende Punkt. Et kann net sinn dass d'Décsion, ob oder ob keng Stierfhëllef geleescht gëtt, vun deem ofhänkt dee se ka ginn, an net vun deem ofhänkt dee se ka reklaméieren. Et kann net sinn dass eppes guttgeheescht gëtt, wat an der Praxis wéi haut leeft, ouni dass kloergestallt ass dass déi Stierfhëllef, déi praktizéiert gëtt, effektiv och gefrot ginn ass a sech enger Gesetzgebung opposéiert, déi ganz kloer géif Konditiounen setzen ënner deenen eng Stroffréiheet vun der Euthanasie kéint envisagéiert ginn, mä ze soen: Dat kënnen mer net maachen, dat gëtt ze vill Dériven.

Dérivé ginn et haut, Dir Dammen a Dir Hären, wou an de Kliniken eppes praktizéiert gëtt, wat absolut ontransparent ass. Duerfir ass et och kloer, dass d'Oppositioun, déi mer vun de professionelle Milieue kennen, ëmmer vun do kéint, well do déi Handlungsfreiheet komplett ageschränkt gëtt, well Kontrollen a Konditiounen agefouert ginn a well et kloer ass dass, wa mer e Gesetz

hätten, da géifen et och Pursüit ginn, wann déi Konditiounen vun der Stee net géife respektéiert ginn.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, déi Ursachen déi deelweis erklären, dass et eng ganz staark Oppositioun gëtt zu der Wëllensfreiheet zur Stierfhëllef duerch de Patient selwer am plaz vum Dokter. Dat ass inakzeptabel an ech mengen, dass all Demokratie misst drop beflass si fir d'Praxis an hirem Land mam Gesetz an Aklang ze bréngen. Wa mer wëssen, dass dat de Moment net de Fall ass, da wiere mer gutt beroden op de Wee vun enger Gesetzgebung ze goen. Wa mer dat wëlle maachen, misste mer awer virum allem kloerstelle vu wat mer schwätzen.

Wat ass eigentlech Euthanasie? All Mënsch schwätzt driwwer, mä et ass awer vläicht derwärt fir et eng Kéier ze definéieren.

Euthanasie oder Stierfhëllef ass, wann een engem aneren hëllef ze stierwen. Esou wäit ass all Mënsch d'accord, mä fir mech ass de Schluss vun der Definitioun relevant, wou gesot gëtt „ausschliesslech op Demande vun deem, deen amgang ass ze stierwen“. Dat mécht ganz kloer, dass déi Euthanasie, vun där mir schwätzen, déi ass déi exklusiv eng volontaire Euthanasie ass an an där hirem Décsionsprozess keng Plaz ass fir d'Matsproocherecht vu Famill, vu Frënn, vum Dokter an och net vum medezinesche Personal. Et ass en exklusiv perséinlechen Ausdrock vum Wonsch no enger Hëllef fir ze stierwen um Enn vun engem Liewen.

An dann ass och vläicht interessant ze wëssen, dass eng Enquête gemaach ginn ass - an Australien, mengen ech, war et -, fir ze kucke wat et bedeit Stierfhëllef ze hunn am Kader vun engem Gesetz. Do ass notament an Australien erauskomm - wou et e Gesetz iwwer Stierfhëllef gëtt -, dass déi Zäit déi d'Liewe verkierzt gëtt mat engem Gesetz an der Moyenne 14 Deeg ass. Et ass also kloer, dass och mat engem Gesetz muer net d'Krankeeseen enorm géifen entlaascht ginn. Et geet net em eng Saach vu Couët, et geet em eng Saach vu Gesetzlechkeet, vu fräiem Wëlle vun Stierwenden an et geet virum allem em Respekt virum Doud, engem Doud no den eegene Virstellung vu jiddferengem.

Passiv oder aktiv Euthanasie ass hei ugeschwat ginn. Ech hat zwar net wëlles driwwer ze schwätzen, mä et geet erëm net.

(Interruption)

Passiv Euthanasie, esou wéi se hei ugeschwat gëtt, do gëtt ni preziséiert dass och déi passiv Euthanasie, wann et se da géif ginn, wat ech contestéieren, nëmmen da kéint akzeptabel si wa se och volontaire wier. Or mengen all déi Leit, déi vu passiver Euthanasie schwätzen, domadder d'Veroffreechung vu staarke Medikamenter, vun deenen ee weess dass se wahrscheinlech den Doud erbaiféieren. Do gëtt ni gesot, dass och déi Zort vun Euthanasie nëmmen mam agestanene Wëlle vun dem Stierwende kéint veroffrecht ginn.

Or ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen, eng weider Ursach fir ze soen, dass déi Praxis vun haut inakzeptabel ass an dass et wierklech vill méi kloer a vill besser ass wa mer e Gesetz hunn, wat kloer ënner gewëssene Konditiounen Euthanasie erlaabt a wat eng Méiglechkeet opmécht fir de Respekt vun deene Konditiounen, déi an dat Gesetz stoe kommen, ze kontrolléieren.

Oder, ech stellen lech eng Fro: Ass eng passiv Stierfhëllef ouni de Wëlle vun Stierwenden, dee sech net explizit ausgedréckt huet, besser wéi eng aktiv Stierfhëllef déi explizit vum Stierwenden ausgedréckt ginn ass?

Ech mengen, wa jiddferen mat sech selwer éierlech ass, da kéint en zum Schluss dass déi zweet Hypothees déi besser ass, dat heescht, wann de Wëlle vun deem, em deem säi Liewen et geet, respektéiert gëtt, och da wann et sech em en aktiven Euthanasieakt géif handelen.

Ee Beispill fir ze demonstréieren dass deen Ennerscheed a mengen Aen absolut onzoulesseg ass, an zwar net nëmmen juristeschem, mä och praktesch. Et gëtt gesot vun de Vertrieeder vun der Thees vun der passiver Euthanasie dass, wann e Mënsch schlecht drun ass, da kéint e staark Medikamenter krieen, och da wann e wëisst dass déi Medikamenter eng Beschleunigung vum Doudesprozess géife mat sech bréngen. De Fait dass, wann een e Medikament veroffrecht, dat e positiven Akt ass, do juristeschem iwwerhaapt keng Diskussioun ass. Also, wann et géif drop ukommen, dat ganz kloer géif als en Akt ugesi ginn um Geriicht, esou dass et absolut kloer ass dass déi Differenz téschent där sougenannter passiver an aktiver Euthanasie eng komplett artificielle ass, eng Construction de l'esprit vun all deenen déi wëssen dass se géint een Deel vun Euthanasie souwou net erlaanscht kommen, déi awer net déi intellektuell éierlechkeet hu fir zouzeginn dass déi Differenz eng ganz theoretisch ass, déi an der Praxis kee Bestand kann hunn.

Oder ass et, Dir Dammen an Dir Hären, eng Logik fir ze behaupten, wann een engem seng Longen-Häerz-Maschinn, seng Beootungsmaschinn ofstellt, dass dat keng aktiv Euthanasie wier? Dat ass net nëmmen e konkreten Akt, dat ass en Akt vun deem ee weess dass en net nëmmen wahrscheinlech, mä doudsécher den Doud mat sech bréngt. A fir do nach eng Differenz wëllen ze maachen, ass a mengen Aen eng Illusioun a reng onrealisteschem.

Une voix.- Très bien.

Mme Lydie Err (LSAP).- Wat wichteg ass, dat ass dass all Mënsch muer soll d'Virstellung vu sengem eegenen Doud zu Lëtzebuerg kënnen realiséieren, ouni do d'uerch en aneren, e Medeziner oder e Paramedeziner, enger Pursuite pénale auszesetzen. Et ass net un den Dokteren an et ass net um paramedezinesche Personal de Risiko fir den individuelle Stierwonsch vun engem Patient weiderhin ze droen. Et geet och net duer, an dat ass schonn ugeklungen hei, fir sech op de Schwuer vum Hippokratés ze versteifen, fir ze soen den Dokter wier och mat engem Gesetz, wat hinne géif Stroffréiheet ginn, kaum duerch desen Eed entbonnen. Et ass evident dass déi Méiglechkeeten, déi et an der Medezin haut gëtt, zu deenen Zäite wou den Eed gebuere ginn ass, kee Mënsch sech hätt kënnen virstellen an dass d'Interpretatioun vun deem Eed och muss esou si wéi d'Evolutioun vun eiser Gesellschaft a wéi d'Entwécklung vun der Wëssenschaft et mat sech bréngt.

Souwou esou ass et kloer, och wa mer kee Gesetz krieen iwwer Euthanasie, dass dat net heescht, dass et zu Lëtzebuerg kee Fräidoud wäert ginn. Mir verhënnere haut ouni Gesetz weder e Suicide nach eng Euthanasie. Mir verhënnere just eng Kontroll iwwer e Phänomeen dat widerhin am stillen Kämmerlein, à huis clos soll lafen. Dat eleng, mengen ech, geet duer fir ze soen, mir brauchen och zu Lëtzebuerg eng Kohärenz téschent der Praxis an dem Gesetz. A firwat net och eemol vun engem Memorandum Benelux a gesellschaftspolitesche Froe schwätzen, wéi mer dat ëmmer nëmmen op aussepoliteschem, haaptsächlech op europäeschem Plang maachen?

Ass et normal dass e Lëtzeburger dat belsch Gesetz kann invoquéieren, andeem dass en op Arel bei en Dokter geet, e Médecin traitant

huet dee fënnel Kilometer méi wäit wunnt wéi deen a sengem eegenen Duerf, an duerch d'belscht Gesetz d'Méiglechkeet kritt Euthanasie kënnen ze verlaangen, an enger Hypothese wou e schlecht drun ass, well dat zu Lëtzebuerg net méiglech ass?

Ass et logesch, dass Homosexueller, déi sech zu Lëtzebuerg net kënnen offiziell zesummen dinn a sech net kënnen bestueden, kënnen op Tréier goen an do, ouni eng Clause de résidence ze begéinen, e Kontrakt ofschléissen, deen zu Lëtzebuerg nach ëmmer net erlaabt ass?

Ech denken, dass Lëtzebuerg, och op esou delikate gesellschaftspolitesche Froe wéi dës, sech net ëmmer kann zéien a waarde fir als Leschten aus enger Géigend aktiv ze ginn, an domadder seng Bierger ze forcéieren, d'Satisfaktioun vun hire Virstellungen am noen Ausland ze sichen.

Ech mengen, dass och e Gesetz doriwwer eraus nach den Avantage hätt, eng Inégalité tëschent de Bierger ofzeschaffen, déi déi e schonn ugeschwat hunn, an zwar déi déi wëssen oder ee kennen dee weess wéi et geet, an deenen aneren, fir déi dat net de Fall ass an déi net d'Moyenen hu sech sou ze soen den Doud vun hire Virstellungen anzekafen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen dofir dass et wichteg ass hei festzehalen, dass d'Stiewen e perséinlech Uleies ass an dass et eng ethesch Fro ass, déi e Gesetz souwiso net ausschléisse kann, mä d'Gesetz misst am Fong jiddferengem déiselwecht Chance gi virum Gesetz, fir am Aklang mat sengen eegene Virstellungen aus engem Liewen ze scheeden, fir an dat anzetriede kee gefrot ginn ass.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Fräiheet vun all Mënsch. Ech denken dofir, dass et wichteg wier e Wuert nach ze soen zu där Proposition de loi déi ech mam Jean Huss gemaach hunn, fir drop hinzuweisen dass alles wat an där Proposition steet zur Diskussioun ass, ausser dräi Prinzipien, déi dräi Prinzipien déi do heeschen:

1. Eng gesetzlech an obligatoresch Unerkennung vun enger Disposition de fin de vie.
2. De Prinzip vun enger volontärer Stierfhëllef exklusiv an där keen anere Matsproochrecht huet.
3. Eng conditionnell Stroffrähheet fir den Dokter oder d'paramedezinescht Personal, an der Presenz vun engem widerhuelenden Doudeswonsch vun engem Stierwesekandidat.

Dat sinn dräi Prinzipien, wa mer eis op déi hei kënnen eenegen, da géing selbstverständlech d'Commission d'évaluation, déi an eiser Proposition steet, zur Dispositioun stoen. Déi ass iwwregens souwiso ganz falsch interpretéiert ginn. Mir haten eis déi am Fong geholl virgestallt als eng ausgedréckten Hand vis-à-vis vun all deenen déi Reserven hunn, an der Hoffnung dat kennt déi leschten Ängscht virun Dérivé vun enger Gesetzgebung aus der Welt schafen. Dat schéngt net de Fall se sinn. Ech perséinlech wier - an ech weess och, dass dat fir de Jean Huss de Fall ass - vill méi frou wann déi Commission d'évaluation eraus wier an och d'Doktere kënnen an deem Fall, schéngt et, méi einfach mat där Proposition liewen.

E Gesetz zur Stierfhëllef, an domadder wëll ech ophalen, Dir Dammen an Dir Hären, hätt och nach niewebäi den Avantage den Doud méi an Erscheinung ze bréngen an de Leit zu Liewenzäite vläicht en Deel vun hirer Ängscht virum Doud ze huelen. Dat élang wier mat deene prinzipiellen Iwwerleeunge vu Kohärenz tëschent Praxis a Gesetz, Toleranz, Transparenz an esouweider a mengen Aen derwärt aktiv ze ginn. Mir hu genuch dovou geschwat, mir missten

endlech Décisiounen huelen déi et géifen erlaben och eist Liewensenn méi ze ziviliséieren.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ze soen, dass deen heitege Sujet méi ons Patienten interesséiert wéi déi professionnell Milieuen, Medeziner oder Net-Medeziner. Niewebäi ware mer verwonnert, dass dës Problematik net an enger eenzeger Réunioun an der Chamberskommissioun vun der Santé behandelt ginn ass an deem Haus.

An de fréie 50er Jore vum leschte Jorhonnert ass bei den doudkranken Patienten mat vill Schmäerzen dem Henri Laborit sai „Cocktail lytique“ agesat ginn. An deem Cocktail waren, niewent der Morphine, Largactil oder Barbituriken. An den nordesche Länner ass deemools schonn d'Morphine eleng agesat ginn. Den Duerchbroch an der Schmerzbehandlung kum duerch d'kathoulesch Kierch, déi hei jo de Mëtteg zimlech iwwert de Leescht gezu ginn ass. Duerch déi Encyclique „de humanae vitae“ huet d'kathoulesch Kierch eng effektiv an intensiv Schmerztherapie erlaabt, esouguer wann doduerch d'Liewenserwaardung vun Patient reduzéiert gouf.

Duerno huet een an Europa ganz gutt gesi wéi progressiv dee Gradient Nord-Sud am Morphine-Gebrauch sech ausgeglach huet. Déi grouss Majoritéit awer vun de Kollege bei de Medeziner, déi an der Onkologie schaffen, an ech hunn an de leschte Woche mat e puer vun deene geschwat, si géint e Léigifirerier oder Reglementéiere vun der aktiver Stierfhëllef, an esouguer vun der Dépenalisatioun. Si soen, dass e Recours op eng aktiv Stierfhëllef mat der Systematisierung vun de Soins palliatifs ganz selten erfuerdert ass. Een huet den Ausdruck gebraucht: „Once in a blue moon“. Deen aneren hat ons geschriwwen, all Deputéierten heibannen huet eng Kopie vun dem Bréif un de President Spautz kritt, wou e vun zwee Fäll am Joer schreift. Ech mengen, dat muss mer eis virun Aen halen. Leschtlech gesi se den Testament biologique als eng gutt Saach, well et den Ausdrock vum Patient duerstellt an dem Patient sai Wëllen, an och d'Famill gëtt duerch esou en Testament de vie réconfortéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Si vous ne me tuez pas maintenant, vous êtes un assassin“, dat huet eng Kéier e berühmten Agonisant sengem Dokter zougeruff.

Ech wollt lech e puer Wuert hei a mengem perséinlechen Numm zu dës Debatt soen, well hei gëtt et jo keng kloer parteipolitesch Trennungslinien a sécherlech och keng Parteidisziplin, och net an der DP, wéi dat no bausse schéngt kënn. Et ass e ganz eeschte Problem. Dat ass de Mëtteg hei e puermol gesot ginn. Ech wäert och net iwwert d'Soins palliatifs schwätzen an och net iwwert d'Abstention thérapeutique, well déi zwee Domänen schéngen eng breet Akzeptanz ze fannen. Ech erënneren awer drun, dass, virun Holland an der Belsch, eng australesch Provänz 1996 déi éischt Législatioun iwwert d'Euthanasie hat, d'Northern Territories, an déi ass e puer Méint duerno prompt ofgeschafft ginn duerch déi federal australesch Regierung, well ze vill Onsécherheeten an där Gesetzgebung waren. Ech erënneren och drun, dass Australien net nëmme Känguruen huet, mä déi besch medezinesch Recherche op der Welt.

An Holland, dat ass de Mëtteg hei gesot ginn, ass am Abrëll 2001 d'Gesetzgebung ugeholl ginn, déi

den 1. Abrëll 2002 a Kraaft getrueden ass, obschonn, muss een och soen, déi Praktik bei den Hollänner scho seit 1997 toleréiert ginn ass an esouguer seit 1994 partiell dekriminaliséiert war.

Ons belsch Nopere sinn d'lescht Joer op deeslechte Wee gaangen. Och a Spuenien gesäit de Code pénal seit 1995 d'Euthanasie an de Suicide assisté net méi als Homicide un. A villen europäesche Länner gëllt d'Abstention thérapeutique net méi als stroffällig. A villen aneren europäesche Länner, den honorabelen Här Huss huet de Mëtteg dorun erënnert, mat Däitschland, Schweden, Norwegen, Italien, Griicheland, bleibt d'aktiv Stierfhëllef e Crime.

Ausserhalb vun Europa gëtt et kaum Länner, Kolumbien a China, wou dem Patient sengem Wëllen no aktiver Stierfhëllef nokomm gëtt.

De Suicide assisté, also déi Situation wou e Mënsch sech d'Liewen hëlt, mat der Hëllef vun enger anerer Persoun, ass a bleibt fir dee Betraffenen eng ganz grave Décisioun, a fir déi Persoun, déi hëllef, e Crime. Ech erënneren hei erëm - dat hunn ech schonn eng Kéier op dës Tribün gemaach - un dem Camus sai Wierk: „Le mythe de Sisyphe“, wou e seet dass déi Décisioun fir sech d'Liewen ze huelen héchstwahrscheinlech déi schwéierst iwwerhaupt am Liewe ka sinn.

Ech ginn och hei net op déi jorhonnertelaang Opposition an, tëschent der chrëschtlicher Traditioun, déi ganz streng mat dem fräiwëllegen Doud emgaangen ass, an der philosophescher Ethik vun de Stoiker, déi am fräiwëllegen Doud déi ultieme Fräiheet gesinn hunn. Dese Wäertekrich ka keng rationell Léisung fannen. Déi Notion vum „Freitod“, ass de Mëtteg hei ugeschwat ginn, der freie Tod, geet wouméiglech zréck op de Friedrich Nietzsche. Et ass ze komplizéiert, fir dass mer haut de Mëtteg hei en Discours doriwwer halen, mä assistéiert oder net, ass e Suicide fir d'Medezin a fir d'Gesellschaft en Echech.

Här President, d'Madame Err an den Här Huss hunn an hirer Proposition de loi eppes Zwéngendes an hirer Approche, wat bei ons op vill Skepsis stéisst. Si hu sech vill Méi gi fir déi Proposition eranzebréngen a si hunn och de Mëtteg hei gesot, dass vill dorunner kënn geännert ginn. Ech hunn an hirer Proposition de loi vill affektiv Plusvalué vermësst, vis-à-vis vun deene Leit déi sech esou enger Mesure ennerzéie géifen. Vill Matbierger vun ons wëllen net en organiséierten Doud an et weess een net op enner Berufung op e Selbstbestimmungsrecht, d'Fräiwiel vum Doudeszeitpunkt muss ageklot ginn. Mir fäerte grad dass schwach oder hëllefbedierftig Mënschen an onser Gesellschaft enner Drock komme kënnen - ech setzen de Conditionnel -, fir engem Enn vun hirem Liewen zoustemmen.

E puer Punkten an Ärer Proposition, Madame Err an Här Huss, hu mer net gefall, an ech soen lech se, wann Der sengerliewen do eng Kéier eng Korrektur ubréngt. Am Artikel 14, dee leschten Artikel, gëtt quasi e „Faux en écriture“ légaliséiert, wou d'Doudesursaach als „Mort naturelle“ soll ugi ginn. Dat ka jo net sinn. Wou bleibt dann hei d'Wourecht? Also ech mengen, dat ass eng Onsécherheet, och legal.

De Mépris vis-à-vis vun de Soignante gëtt schonn op der zweeter Säit vum Exposé des motifs ganz kloer, Här Huss. Ech hu se gutt gelies. D'Demande volontaire gëtt betreucht am Artikel 2: Le cas échéant misst se répétéiert ginn. Ech mengen, dat misst méi wéi eng Kéier ausgedréckt ginn.

(Interruptions)

Mä, Dir schreift, „le cas échéant misst een“, an dann Är faméis Kommissioun vun néng Membere. Wann de Sujet net esou eescht wär, misst ech doriwwer laachen, well do sinn dräi Dokter an der Ethik an dräi Membere vun der Zivilgesellschaft. Ech si ganz frou wa bei deenen nächste Wahle verschidde vun deene Membere vun der Zivilgesellschaft hei an d'Chamber gewielt ginn oder an d'Regierung kommen, fir dass déi net iwwer meng Aart a Weis, wéi ech ze stierwen hunn, eng Kéier ze wéle kréien. Ech gleewen och net, dass dat deene Leit en Dingscht leescht. Déi Kommissioun zu néng ass ze vill grouss. Déi kënn bestëmmt d'Confidentialité net respektéieren.

(Interruption)

Här Huss, loosst mech fäerdeg schwätzen.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Wann Der sot, Dir hätt déi Proposition de loi ganz gutt gelies, dann heescht dat, dat Der am Fong dach awer de Sënn vun där Kommissioun iwwerhaupt net verstanen hutt. Déi Kommissioun soll exklusiv do si fir ze kucken, ob d'Konditiounen, déi an de Paragraphe virdrun an an den Artikelen vum Gesetz opgezielt ginn, effektiv erfüllt sinn, a méi soll déi net maachen.

Ech hu virdrun hei gesot, an d'Madame Err huet et och gesot, wann dat de Problem ass, da sti mir net op déi Kommissioun. D'Madame Err huet et hei gesot, mir hunn et haaptsächlech gesinn als eng ausgestreckten Hand, par rapport zu all deene Leit déi fäerten, et géif duerch eng Dépenalisierung heru zu Abue kommen. Well an Holland an an der Belsch esou eng Kommissioun hannendru gesat ginn ass fir Kontrollen ze maachen, hu mir se kontrollshalber virdu gesat. Mä wann dat den Haaptproblem ass, si mir gär bereit dann op esou eng Kommissioun ze verzichten. Sans problèmes.

■ **M. Alexandre Krieps (DP).** - Eng Kommissioun vun néng Leit schéngt mer ze grouss ze sinn. Dir hutt Recht wou Der dat sot, dass den Zweck dovunner dat ass. Et steet awer och do, en cas de doute kéint d'Anonymat vum Dossier gebrauch ginn. Dat steet nämlech och do. A souwiso, déi Kontroll ex post wär och noutwendeg mat engem Richter an engem medezineschen Ombudsmann, wann Der sou ee Wee aschloe wëllt, a souwiso sinn och déi Délaie vun dräi oder siwen Deeg vill ze laang, also do sinn eng Rei Saachen déi misste gekuckt ginn.

Net considéiert an där Proposition de loi sinn och déi grouss kulturell Ennerscheeder an onser Lëtzeburger Gesellschaft hei, well et ass e Fait dass verschidde Matbierger d'Wourecht vun hirer Krankheet emol net erdroen, scho guer net ze schwätze vun der Perspektiv vum Doud. Ech erënneren do zum Beispill un d'italienesch Communautéit, wou ganz vill beschriwwen Artikelen sinn iwwer sou Schwieregkeeten.

En anere vun eise respektéierten Onkologen, deen deen ons e Bréif geschriwwen huet, huet och gesot, an do gëtt hie vun der Commission nationale d'éthique ennerstëtzt, dass all eenzelne Fall, deen an esou eng Situatioun kéim, anescht léich, an dass ee quasi fir all eenzelne Fall misst een eenzelt Gesetz maachen. A verschidde vun eise Kollegen an hir Equipes soignant, déi doudkrank Patienten behandeln, si sech och de gesetzleche Lacuné bewosst, mä si wëllen op kee Fall, dass sech elo Jänni a Männi an Décisiounen amésche geet, déi se net vill uginn.

Ech fir mäin Deel gleewen och dass d'Familljen héchstens konsultéiert oder informéiert solle ginn, mä dass d'Décisioun beim Patient leie soll a vun enger ganzer Equipe soignante consensuel gedroe

muss ginn. All aner Propositione sinn net ganz deontologesch.

Sécher missten och an deenen eenzelne Spideeler oder Institutionen déiselwecht Regele gëllen. Deen Euthanasietourismus, wéi mer e schonn, souguer iwwer eis kleng Grenzen ewech, erlieft hunn, alles dat misst gekläert gi wann et eng Kéier souwäit kéim, an och wann dës Chamber eng Kéier géif op e Wee vun enger Dépenalisatioun goen - an ech soen lech, ech hunn do meng grouss Bedenken, ech widerhuelen dat hei, dat huet d'Madame Err wuel virdu gesot -, misst dat déi ganz Equipe soignante, also och d'Net-Medeziner, betreffen. Mä trotzdem, ob dat elo mat all deenen Onsécherheete gesetzlech geregelt ka ginn; da gleewen ech souguer bei enger hypothetischer gesetzlecher Basis, dass et hei op d'Absicht ukënn, an déi ass schwéier an deenen Dosieren erauszuschliessen.

D'Medeziner wëllen op kee Fall d'Exécutanté vun Aktiounen ginn, wou se wéineg Entscheidungsgehalt hunn. D'Ängscht virum Doud huet ni bei de primitive Völker bestanen, an et ass jo och kloer dass enges guddes Dags - an do kommen ech herno och nach drop zréck - d'Relioune vun den Notiounen vum „Jugement dernier“ ofréckele mussen, well ech mengen dat wär eng Noutwendegkeet, an ech wëll nach eng Kéier do virdu warnen - dat ass och ugeklungen -, dass mer net op engem individuelle Plang d'Méiglechkeeten instauréieren, déi virun net allze laanger Zäit op grousser Echelle an der Gesellschaft an Däitschland - den Här Huss hat dorunner erënnert - applizéiert gi sinn.

Mir mussen all Gewalt géint psychesch Kranker, eeleren, net kompetenten oder behënnerte Matbierger formell ennerbannen, fir dass si net ouni oder géint hire Wëllen an eng Situatioun gerode kënnen, wou anerer iwwer hiert Liewen oder souguer de Wäert vun hirem Liewe befanne kéinten. D'Rechter vum Patient dierften och ni zur Pflicht fir d'Equipe soignante ginn, wann deenen hir Deontologie oder perséinlech Liewensopfaassung dat net zouléisst.

Ech gleewen, dass eng Evoluitioun vun den Iddien an deem Dossier méiglech ass, dat soll een awer net iwwerstierzen. Dat ass meng Meinung zu deem Dossier a mir wëssen och all, dass onst Zesummeliewen an der Gesellschaft iwwer Jorhonnerte vill vun Dogme geprägt ginn ass, dass awer d'Gesellschaft enert deenen Dogmen évoluéiert huet an dass deen Einzelnen enert där Gesellschaft nach méi séier évoluéiert huet. Dat heescht do kann eng gewëssen Dehiszenz entstoen.

Mir soen hei, an ech soen dat och a mengem perséinlechen Numm, dem Premier merci, well hien an der Ried zur Lag vun der Natioun 2001 deen Dossier erëm opgeschloen hat. Mäi Merci gëllt och den honorabele Madame Lydie Err an Här Jean Huss. Natierlech kommen ech net derlaanscht mengem Fraktiounschef Jean-Paul Rippinger vun dës Plaz aus ze félicitéieren fir dee gudden Rapport, deen hien am Numm vun där Spezialkommissioun Ethik virgedroen huet.

Mir wäerten an der Zukunft méi oft mat deem Gesellschaftsproblem konfrontéiert ginn.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Santer an d'Madame Meyers hunn am Numm vun eiser Fraktioun d'Meenung vun den 19 Kollege vun der CSV-Fraktioun hei duergeluecht. Ech brauch net méi dorobber zréckzekommen. Ech wollt am Fong geholl hei nëm-

me reagieren op zwou oder dräi Aussoen déi gemaach gi sinn, a wou mir hei, respektiv d'Koalitioun, an d'Diskussioun bruecht gi sinn.

Ech war a wäite Strecke mat deem d'accord wat den honorabelen Här Bodry hei ausgefëiert huet, net lo wat de Fong vun der Problematik vun der Euthanasie active ubelaangt, mä awer seng generell Approche fir dee ganz komplexen Thema, dee mer hei behandelen, ze situéieren. Hien huet vun der Gewëssensfräiheet vun deem Eenzelne geschwat, vun deem Eenzelne dobaussen an der Gesellschaft, vun deem eenzelnen Deputéierten, vun deem eenzelnen Minister, an dat hei ass fir jiddereen eng Gewëssensfro, huet e gesot, a jidderee muss kucke wéi e mat sengem Gewëssen domadder eens gëtt.

Dann huet en och gesot, datt déi ganz Thematik hei sech weéneig fir Parteipolitik eengt. Ech sinn op der ganzer Linn do mat him d'accord, ech muss awer soen dass en esou ganz der Tentative, e bësche Parteipolitik ze maachen, net konnt auswäichen, an deem Sënn wou en e Bilan vun där Debatt vun 1999 gemaach huet, vun der Motioun déi mer deemools hei zesammen an enger Koalitioun gestëmmt hunn. An hien huet notament gesot dass, wann een dee Beräich vun der Palliativmedezin an de Soins palliatifs kuckt, de Bilan ernüchternd an enttäuschend war an dass et weéneig Bewegung ginn hätt.

Ganz kann ech him net Onrecht ginn, ech sinn och net zefridden, a mir alleguerten heibannen, denken ech, wäer frou wa mer am Beräich vun de Soins palliatifs méi wäit wäer wéi do wou mer haut ukomm sinn. All Effort muss gemaach gi fir op deem dote Wee weiderzokommen. Ech wëll allerdéngs soen dass, wa mer 1999 sou Motioun gestëmmt hunn, da war et well mer deemools e Besoin agesinn hunn a well bis dohinner net ganz vill geschitt war. Ech wëll an deem Kontext hei un d'Regierungserklärung vun 1994 erënneren, wou dra stoung: „Enfin toutes les mesures thérapeutiques seront prises pour soulager les douleurs physiques et la souffrance physiologique des malades atteints d'une maladie incurable, des unités de soins palliatifs seront créées dans les hôpitaux principaux du pays.“

Ech muss lech soen, datt sech och do enner sozialistischer Responsabilitéit - well bekanntlech war dee Ministère während deene fënnel Joer vun engem Sozialist besat - net méi beweegt huet wéi dat wat sech an deene leschten zwee Joer beweegt huet. Deementsprechend, mengen ech, sollte mer eis alleguerten, wa mer hei iwwer Soins palliatifs schwätzen, eens sinn, datt et héich Zäit gëtt fir konkret an aktiv Schrëtt ze maachen. Mä fir deem engem oder deem aneren elo Responsabilitéiten zouschousteren, domat sinn ech net gär d'accord, well jiddereen huet hei säi Stéck u Responsabilitéit ze droen, net nëmme des Koalitioun, mä och déi lescht Koalitioun an och dee leschte sozialistesche Gesondheitsminister.

Dann, Här President, wëll ech soen, den honorabelen Här Huss huet hei mengem Parteikolleg, dem Här Santer, an engem präzise Punkt virgeworf, hien hätt sech hei relativ arrogant beholl. Ech muss soen, wann haut een op dëser Tribün mat Arroganz a mat Rechthaberei virgaangen ass, da war et de Fraktiounssprecher vun deene Gréngen. Den Här Huss huet sech hei opgefouert wéi wann hien, an déi fir senger Meenung sinn, d'Wourecht gepacht hätten, an en huet sech op déi acharnéiert, déi eng aner Meenung an dëser Fro vertrieben. An ech muss soen, ech hu ganz weéneig Toleranz an der Approche zu deem wat den Här Huss hei vis-à-vis vun deene Kolleegen heibannen gesot huet, déi nun ebe mol net seng Meenung deelen, an dat wäert jo awer

schlussendlech nach d'Recht hei sinn, fir och eng aner Meenung ze hu wéi déi déi den Här Huss huet, an ech komme gläich dorobber zrëck.

Fir sou Parteipolitik an dëser Fro vun dëser Tribün aus ze maachen, ech muss soen, ech fannen dat net korrekt, ech fannen dat net anstänneg. Hien huet notament menger Fraktioun virgeworf, aus ideologeschen a parteipoliteschen Considérations schon 1999 an och nach haut an déi Richtung sech ze bewegen, wéi nun ebe mol eis Haltung ass. Ech muss soen, ech fannen dat e staarkt Stéck.

Ech ennerstellen deene Gréngen, a jidder eenzelne vun hire fënnel Deputéierten, a kenger Hilsicht bei där Approche déi si zu dëser Thematik hunn, dass dat net fir hien eng wierklech intensiv Gewëssensfro ass mat där hie sech ausernee gesat huet. An déi respektéieren ech, och wann ech net domat d'accord sinn. Deementsprechend verlaangen ech awer och, datt hei deenen 19 Kolleegen vu menger Fraktioun, an och aneren heibannen, hiert Gewëssen eescht geholl gëtt an hinnen net ennerstallt gëtt, si géifen hei aus parteipoliteschen Considérations, an enger Fro wou et em Liewen an Doud geet, esou Considérations an de Vierdergrond stellen an net hiert Gewëssen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, ech fannen dat ganz grave an ech wëll dat hei net fir déi 19 Kolleegen vu menger Fraktioun op eis sätze loossen an ech weisen dat op d'schäerfste zrëck. Mir hunn e Gewëssen, allen 19, grad wéi och d'Membere vun där grénger Fraktioun, an deementsprechend hätt ech gären, datt dat respektéiert gëtt, sou gutt wéi mir dat respektéieren an déi Vuë respektéieren, déi déi Gréng hei vertrieben.

An da wëll ech och nach soen dass, wann hei gesot gëtt dass d'Chrëschtlech Sozial Vollektspartei respektiv eis Fraktioun, vläicht och déi vum ADR, vläicht och nach deen een oder aneren aus anere Fraktiounen, sou isoléiert hei wäeren, mir hei géife Meenunge vertrieben déi soss néierens ze fanne wäeren - ech wëll lech emol soen, Här President, an ech wëll dat hei zitieren, wann ech kucke wat d'Sprecherin vun deene Gréngen an Däitschland de 5. September 2002 gesot huet, ech zitieren dat. Si huet an engem Communiqué gesot: „In den Debatten um die Sterbehilfe haben Bündnis 90/Die Grünen eine Vorreiterrolle für die von den Bischöfen geforderte Unantastbarkeit und Unverfügbarkeit menschlichen Lebens eingenommen.“ Dat ass eng Attitüd, déi déi däitsch Gréng a geholl hunn. Eis läit dach exactement op där. Fir eis dann als reaktionär an ech weess net wat dohinner ze stellen, dat ass dach awer e wäite Wee.

(Interruption)

Jo, Dir hutt och.

Här President, den Här Huss huet am Virfeld vun deenen Debatten hei scho ganz aner Saache gesot iwwert d'Attitüden, déi déi eng an déi aner an dëse Froen anhuelen. Wann ech hei déi däitsch Gréng zitieren, wéi eng Attitüd datt déi hunn, dann hätt ech net gären dass mir als reaktionär dohinner gestallt ginn, à moins dass den Här Huss och mengt déi géife sech op engem Ofstellgleis befannen a Meenunge vertrieben, déi net ze vertrieben wäeren.

Ech zitieren lech emol hei aus enger Ried déi d'Madame Christa Nickels, dat ass déi bundespolitesch Sprecherin vun deene Gréngen an Däitschland, zu dësem ganzen Themekomplex gehal huet. Lauschtert emol ganz gutt no, wat déi Fra, eng Fra vun de Gréngen aus Däitschland, zu där ganzer Thematik hei seet. Ech zitieren dräi oder véier esou Alineaen aus enger Ried, déi se den 29. Abrëll 2001, dat sinn nach keng zwee Joer hier, bei der drëtter Mülheimer

Hospiztagung gehalten huet. Ech iwwerginn dem Här Huss herno eng Kopie vun där Ried, fir datt hie sech dat emol kann zu Gemitt féieren, wat seng Parteikolleegen an eise gréissten Nopeschland zu dëser Problematik soen.

Si seet: „Ist aktive Sterbehilfe einmal legalisiert wird über kurz oder lang in Rechtfertigungszwang geraten, wer trotz Leiden und unheilbarer Krankheit noch weiterleben will.“ Ech soen dat net, et ass d'Madame Christa Nickels, déi dat seet. Da soen ech lech: „Das Leben ist der Verfügungsgewalt des Einzelnen letztlich entzogen und deshalb ist auch der Wert seines Lebens unabhängig von dem Urteil dieses Einzelnen.“ Dat ass dat wat d'Fro vun der Selbstbestimmung ugeet, déi den Här Huss hei an de Vierdergrond gesat huet. Ech respektéiere seng Meenung, mä ech muss lech soen, d'Madame Christa Nickels, déi bundespolitesch Sprecherin vun deene Gréngen an Däitschland, vertritt awer just 100%eg de Contraire vun deem wat den Här Huss vertritt.

(Interruption)

Ech soen dat nëmme, Här President, net fir Wäerturteeler doruwer ofzeginn, mä ech soen dat fir ze soen, wann hei gesot gëtt datt déi eng oder déi aner Kolleegen heibannen an engem Eck géife sätzen, an datt déi Meenunge géife vertrieben déi net akzeptabel wäeren, da wëll ech lech einfach soen datt och Leit vun anere Bordden...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- An Däitschland ginn et zwar nach aner Gréng fir esou domat emzegeen.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Weiler (CSV).- Neen, neen. Déi däitsch Politik huet an deene leschte Jore vill vun deem, wat se als lerschaft vum leschte Krich mat eriwuer geholl huet, endlech - an dat ass och richtig - iwwerwannen an nei Positione bezéie kënnen. Et ginn där Ursachen, mä ech ka mer awer net virstellen, datt déi däitsch Gréng nëmme méi eng Haltung an där sensibler Fro hei anhuelen, déi determinéiert ass duerch dat wat...

(Interruption)

Jo, mä ëmmerhi ginn déi do Meenunge vertraueden. Ech zitieren déi fréier däitsch Justizministerin, d'Madame Däubler-Gmelin. Déi huet misse goe wéinst enger Gaffe déi se komme gelooss huet, wat awer eng d'chtig Justizministerin war. Si sot: „Ech wënsche mer Hëllef beim Stierwen. Ech wënsche mer keng Hëllef fir ze stierwen.“ Et ass dat och de Prinzip, Här President, dee mir hei als Fraktioun vertrieben. Déi Attitüd, déi déi däitsch SPD-Justizministerin vertraueden huet, ass exactement déi Attitüd, déi och meng Fraktioun an dëser sensibler Fro vertritt.

Dofir muss ech soen, wann ech kucken an et gëtt ons hei gesot, elo hunn d'Belsch an d'Hollänner léigiféiert: déi Däitsch hunn net léigiféiert, d'Fransousen hunn net léigiféiert. A Frankräich war elo ganz laang eng Koalitioun téschent Sozialisten a Gréngen an der Muecht, an déi hunn net de Passé wéi déi Däitsch en hunn. Et ass net léigiféiert ginn. Et ass a villen anere Länner net léigiféiert ginn an a ville Länner gëtt et iwwerhaupt keng Demande fir ze léigiféieren.

Deementsprechend wär ech emol frou, wann een hei awer emol erëm op den Terrain vun de Realitéite géif zrëckkommen a gesinn, dass déi Kolleegen heibannen, déi net mam Här Huss a mat deem engen oder aneren heibannen d'accord sinn, Meenungen hunn, déi ze respektéieren sinn. Dorobber halen ech. Ech hätt gäre Respekt virun

eiser Meenung, esou wéi mir Respekt hu virun Är Meenung.

Da wëll ech just soen, an dat war d'Ursach vu mengen Ausfëierungen, datt mir eis, wann ech mer den europäesche Plang ukucken, a ganz gudder Gesellschaft mat villen anere Politiker vun alle politesche Parteie befanne bei där Position, déi mer a geholl hunn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtteg eng Debatt gehat iwwer e ganz déifgräifende mënschleche Problem, wou effectivement un de Kär vum Mësch touchéiert gouf a besonnesch un dat Sensibelst, wat bis elo ëmmer en Tabu war, dat heescht d'Fin de vie.

Ech muss awer soen, dass hei trotz villäicht verschiddene lichten Ausschreibungen op eng flott Manéier diskutéiert ginn ass an dass jiddereen trotzdem versicht huet Respekt ze beweisen an deem schwéieren Débat virun anescht Denkenden.

Ech muss soen dass, wa mer d'Resultater kucke vun der Commission éthique, da kann ech hir a ganz besonnesch hirem President nëmme félicitéiere fir déi excellent Aarbecht, déi se gemaach hunn. Si hate ganz vill Sitzungen. Si hunn et sech net einfach gemaach. Si hunn och all déi concernéiert Organisation befrot, esou datt jiddereen d'Méiglechkeet hat fir sech kënnen e Bild driwwer ze maachen.

Dat huet selbstverständlech net, Här Huss, zu enger Annerung gefouert. Praktesch kann een eischter vu Status quo schwätze par rapport zu deem leschten Débat d'orientation vun 1999, an deem Sënn dass en fait am Konsensus eischtens emol den Accès aux soins palliatifs fir jiddereen zrëckbehale ginn ass, dass jidderee muss Accès kënnen kriegen. Et ass scho gesot ginn, an effectivement, d'Chiffere beweisen dass de Moment en fait hei zu Lëtzebuerg nëmme approximativ zwëschent 40 a 60% vun de Leit d'Méiglechkeet hunn dovun ze profitéieren.

Et ass zweetens och dovun geschwat ginn, dass eng Dépénalisation komme misst vun dem Refus oder vun der Absence vun Acharnement thérapeutique, woubäi ech awer soe muss, dass dat deelweis scho virgesinn ass, souwuel am Artikel 43 vum 98er Spidolsgesetz sou wéi am Artikel 45 vum Code de déontologie, deen zrëckgeet, wann ech et richtig am Kapp hunn, op 1991.

Drëtens ass finalement am Konsensus d'Disposition de fin de vie zrëckbehale ginn. Do muss ech soen, Här Huss, sinn ech net ganz Är Meenung. Dir sot jo, dass déi Disposition de fin de vie en fait nëmme e Wäert hätt an deem Fall wou d'Euthanasie géif légaliséiert ginn oder respectivement dépenaliséiert géif ginn. Ech sinn do anerer Meenung, well ech si fest iwwerzeegt, dass dat awer trotzdem eng ganz gutt Aide ass fir eis Dokter, ze wësse wat d'Patienten en fin de vie wëllen.

Dir wësst och, dass beispillsweis am Québec bei deenen Infirmières op der Faculté des sciences infirmières vu Laval e Sondage gemaach ginn ass. Do war et esou, dass 59% vun deene gesot hunn, dass se géife mat de Soins intensifs weiderfueren, an der Absence vun deem sougenannten Testament oder der Disposition de fin de vie, mä a Presenz vun esou engem Dokument waren nach just 31% do dergéint, dat heescht 69% waren derfir fir d'Soins palliatifs anzeféieren.

Do wou selbstverständlech d'Différenz läit a weider läit, dat ass bei der Euthanasie. Bei der Euthanasie, wou mer wéi gesot net méi d'Différenz maachen téschent aktiv a passiv, well déi passiv Euthanasie, wéi mer et virdu genant hunn, jo en fait enthalen ass an der Dépénalisation vum Acharnement thérapeutique. Ech muss soen: Ech hu Verständnis fir deen een a fir deen aneren. Jiddereen huet seng Argumenter. Jidderee mengt seng Argumenter wäer richtig.

Ech mengen et ass de Mëtteg schonn ugeklongen, dass bei engem ganz groussen Deel, wann net praktesch bei der Majoritéit oder bei bal alleguer de Fäll, hautdésdags kann eng Léisung fonnt ginn duerch d'Soins palliatifs. Et bleiwe just rare Fäll wou dat net esou ass. Dir hutt ee Fall ganz treffend genannt, dee vun deem Jong dee querschnittsgelähmt ass an dee relativ jonk ass. Dat si Beispiller, dat muss ech soen, wou...

(Interruption)

Gelifft?

Une voix.- Dat war awer net den Här Schroell.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech hu gesot, wat den Här Huss gesot huet. Ech hat net Wëlles hei eng Konfrontation ze maachen zwëschent all deem wat déi siwen oder acht Riedner gesot hunn. Dat wier e weéneig komplizéiert.

Une voix.- Et wieren nëmme ganz rar Fäll, gouf gesot. Dat huet den Här Schroell awer widderluecht a senger Thees.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech hunn aner Informatiounen doruwer. Ech weess och net, wat den Här Schroell ganz genau domadder gemengt huet.

(Interruptions)

M. le Président.- Fuert weider, Här Minister. Loosst lech net oflenken.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Dir wësst alleguerten, an dat ass jo de Mëtteg awer och beim Här Schroell ugeklongen, dass effectivement de Moment, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, scho vill méi gemaach gëtt wéi déi meesch Leit dat unhuelen. Mä op alle Fall sinn ech awer der Meenung, dass net vill Fäll iwwreg bleiwe wou net ka gehollef ginn. Ech zitiere beispillsweis do keen anere wéi de sozialistesche fransésche Justizminister vu viru Joren, den Här Robert Badinter, dee gesot huet, d'Liewen ass einfach eppes ze Wichtege fir et engem Gesetz unzevertrauen.

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- De Politiker unzevertrauen.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Et si jo normalerweise ëmmer Politiker, déi d'Gesetz maachen.

Do gesäit een, dass déi verschiddene Meenungen openee stoussen, mä nach eng Keier, ech hu ganz vill Respekt fir déi eng a fir déi aner Argumenter.

Et kënn awer och nach derbäi, dass et jo net nëmme de Patient ass dee matspille muss - selbstverständlech ass de Patient au centre du débat -, mä och d'Dokteren. Dat ass de Mëtteg schonn ervirbruecht ginn. Eng grouss Majoritéit vun den Dokteren, net alleguer, hunn effectivement ganz vill Schwierigkeeten dermat. Souguer an hirem Avis hu se geschriwwen, dass d'Majoritéit vun den Dokteren d'Euthanasie géif refuséieren, souguer wann d'Majoritéit vun der Gesellschaft derfir wär. Ech mengen, et ass och fir déi Leit e Cas de conscience. Vläicht évoluéiert déi Situation an deenen nächste Joren.

Den Här Bodry huet verschidde Beispiller gesot, déi net alleguerte

falsch sinn. En huet gesot, dass d'Motioun vum 1999 net respektéiert gi wären. Mir haten och relativ wéineg Zäit derfir. Dir wësst, an dat ass jo en fait eng ongewéinlech Prozedur, dass d'Chamber sech selwer mat deem Débat an deenen Aarbechte saiséiert huet am Kader vun der Commission „Ethique“, an op där anerer Säit wëll ech awer drop hiweisen, dass beispillsweis am Plan hospitalier vum Abréll 2001 nei Services de soins palliatifs scho virgesi sinn. Mir hunn also och do un déi Motioun geduecht.

Et ass och gesot ginn, dass d'Loi hospitalière net géif respektéiert ginn, an deem Mooss dass net an all Spidol Comités d'éthique wären. Dat stëmmt, leider. Mir hunn der de Moment, wéi et schéngt, fénnef, sechs. Duvunner dräi déi excellent fonctionnéieren. Ech wëll awer och soen, dass do mäi Ministère scho méi wéi eng Kéier reklaméiert huet. Eng Kéier am Dezember 2001 an och nach eng Kéier am September vum leschte Joer. Et ass leider awer esou, dass an dem 1998er Spidolsgesetz d'Sanktiounen net incitativ genuch sinn, fir d'Spideeler praktesch ze forcéiere fir sech deene Moossnamen, déi am Spidolsgesetz virgesi sinn, ze beugen. Mir wäerten awer derhannert bleiwen.

Op alle Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Differenzen déi bestinn, wat d'Euthanasie ubelaangt, déi wäerte weider bestoe bleiwen. Ech muss allerdings soen, dass mat deenen dräi Mesuren e Konsens fonnt ginn ass, wou d'Regierung wäert chargéiert gi fir e Projet de loi auszeschaffen, an dass dat awer trotzdem a mengem Ae schonn e ganz grouss Progrès ass par rapport zu deem wat an der Vergaangenheet war. Ech gleewen net dass, souguer nodeem dat Gesetz gestëmmt ass, definitiv d'Gespréich Euthanasie aus der Welt geschafen ass. Ech si fest iwwerzeegt dass déi Gespréicher weiderginn.

Mir kënnen eis duerno unni Zweifel da baséieren op déi Erfahrungen, déi mer an der Zwëschenzäit scho mat deem neie Gesetz gemaach hunn. Mir kënnen eis och baséieren op Erkennungserfahrungen, déi souwuel an der Belsch wéi och an Holland gemaach si ginn. Dat wäert, unni Zweifel, deem engen oder deem aneren Hëllef seng Meinung vläicht ze revidéieren oder sech eng nei Meinung ze forcéieren. Loosse mer dee Moment weider kucken.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen an iwwer eng Resolutioun.

Motions et Résolution

Mir kommen zur Motioun 1. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President. Ech géif gären e Wuert zu där Motioun soen, déi u sech erstaunt, well se e bësse méi ausgedehnt eigentlech dat erëmgëtt, wat schonn an enger Motioun am März 1999 eestëmmege vun der Chamber gesot ginn ass. Dat beweist, dass net ganz vill an deem Domän geschitt ass, well soss bräicht een net nach eng Kéier véier Joer méi spéit - an net zwee Joer méi spéit, mä véier Joer méi spéit - datselwecht ze froen.

(Interruption)

D'CSV war an all deene Regierungenderbäi.

(Interruption)

Wa mer vu Responsabilitéit schwätzen, Här Weiler, do ass d'CSV ëmmer dobäi.

M. Lucien Weiler (CSV). - Jo, jo, jo.

M. Alex Bodry (LSAP). - D'accord. Dat ännert sech vläicht nach eng Kéier, mä déi lescht 25 Joer war dat esou.

Une voix. - Also, Här Glesener, Dir sidd jo souwisou menger Meinung, spéitens zënter gëschter.

M. le Président. - Här Bodry, schwätzt weider, déi aner sollen nolauschteren.

M. Alex Bodry (LSAP). - Wat nei ass par rapport zu 1999, dat ass eng interessant Iddi. Et geet hei em d'Frais de formation vun den éieramtleche Mataarbechter am Beräich vun der Stierbegleitung. Do si mer mat d'accord, mä awer net d'accord fir et ze präwieren, mä mir sinn der Meinung, et soll een et direkt aféieren. Mir proposéieren hei Neel mat Käpp ze maachen a wierklech weider ze kommen an an déi Motioun ze iwwerhuelen: „à introduire la prise en charge des frais de formation“. Dat ass dat, wat mer proposéieren: Net op der Plaz trëppelen, net studéieren, mä weiderkommen an deem doten Dossier.

De leschten Abschnëtt, soen ech ganz éierlech, fannen ech e bësse peinlech. Wann een d'Regierung muss opfuere dass se soll dofir suergen, dass d'Gesetz solle respektéiert ginn. Ech mengen deen doten Zousaz wier iwwerflüssig.

M. le Président. - D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert gefrot.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Här President, ech wëll just soen, fir déi Kolleeginnen a Kolleegen heibannen déi vläicht net doriwwer informéiert sinn, dass déi Formation vun de Bénévolen, déi zënter laange Jore scho gemaach gëtt, selbstverständlech vum Stat bezuelt gëtt a gratis ass fir déi Leit déi deelhuelen.

(Interruptions)

M. Alex Bodry (LSAP). - Madame Minister, ech froe mech firwat dass d'CSV an d'DP esou eng geckeg Motioun hei presentéieren.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - «Examiner la possibilité».

M. le Président. - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu bis elo nach keng geckeg Motioun gesinn. Ech hunn entweder eng Motioun gesinn, déi eppes ausgesot huet an d'Regierung opfuere d' eppes ze ënnerhuelen. Ech ka mech net identifizéieren mat deem, wat den Här Bodry elo gesot huet.

Wann en Deel, awer aneschtens gedréint, vun där Motioun, déi 1999 à l'unanimité ugeholl ginn ass, sech och heiranner widderspigelgt, dann ass dat eng Selbstverständlechkeet, well ee sech jo kéint virstellen, vu dass jo d'sozialistesche Fraktioun 1999 se gestëmmt huet, een hei hätt kënnen eng grouss Unanimitéit kréie mat hinnen zesummen.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech hunn net gesot, ech géif se net stëmmen. Dir musst nolauschteren.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Dir hutt awer och net gesot, dass Der se géift stëmmen.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech hu konkret Propose gemaach.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Vu dass Dir ëmmer schwätzt wéi en Orakel, muss ee sech d'Haltschent dobäi denken.

(Hilarité)

An dat zweet ass, dass mer jo dorobber halen, dass mer eng Rei vu Mesuren, déi elo nach net geholl si ginn an déi si och an deene fénnef Joer net gemaach hu wat d'Soins palliatifs ubelaangt, wollten an eng Gesamtmotioun eranhuelen. An ech gesinn net an, dass

mer och nëmmen dee klengste Jota un deser Motioun sollen änneren. A wa mer soen: „à veiller à l'application des dispositions“, dann ass dat kee Reproche un d'Regierung, sondern virdrun ass gesot ginn, dass se an de Spideeler selwer autonom si fir dat doten ze maachen an dass mer hei just soen, de Minister oder d'Regierung soll kucken dass dat an de Spideeler gemaach gëtt. Et ass also keng Kritik un der Regierung. Et ass eng ganz normal Opfuere, fir dass d'Applikatioun vun deem Gesetz, wat existéiert, gemaach gëtt.

Wann awer elo d'Madame Jacobs seet, a si muss et jo wëssen, dass dat dote scho gemaach gëtt, da gesinn ech och kee Problem. Awer dann nëmme wann den Här Bodry mer seet, si géingen d'Motioun och stëmmen.

(Hilarité)

Da gesinn ech kee Problem, dass mer deen Tired dann ewechhuelen, deen hien elo stéiert. Dat heescht also, mir si beduecht de Konsens ze kréien a mir wëllen dee Moment hinnen entgéint kommen, fir et dann esou ze maachen. Wa mer dann eng schéi grouss a large Majoritéit kréien, da si mer bereet deen Tired ewech ze huelen. Dat heescht, wann Der eis nach eng Kéier genau sot wéi et ass, „à introduire la prise en charge des frais de formation“ oder ewechloossen? Wéi hätt der et gär?

M. le Président. - Den Här Bodry freet d'Wuert, an dann den Här Weiler.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech mengen, Här President, hei geet et net wéi mir et gären hätten. Mir sinn der Meinung, dass déi Prise en charge soll stattfannen, dass se net soll studéiert ginn. D'Majoritéitsparteien hunn en Text erabruucht wou se proposéieren eppes ze studéieren wat et anscheinend scho gëtt. Formidabel!

Dofir sinn ech der Meinung, dass mer entweder dat dote solle ganz ewechloossen oder awer schreiwen, „à garantir la prise en charge des frais“, an esou virun an esou weider, dat heescht dass dat weider bestoe bleift, dass och an Zukunft garantéiert bleift, dass déi Prise en charge vun deene Formationen geschitt. Dat ass déi konkretste Propos, déi ech hei maachen. Dat geet méi wäit wéi dat wat CSV an DP wollt proposéieren. Fir de Rescht soen ech ganz éierlech: Wann d'Koalitioun wëllt hir eege Regierung opfuere dofir ze suergen dass d'Gesetz respektéiert ginn, da ka se dat roueg maachen. Dat stéiert mech net. Ech fannen et just traureg, dass dat esou ass, well dat Gesetz, wat soll hei respektéiert ginn, ass Enn 1998 geholl ginn.

M. le Président. - Den Här Weiler huet d'Wuert gefrot.

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, ech si mam Här Bodry d'accord fir deen zweetleschten Alinéa ze strächen, wann dat esou ass, Madame Jacobs, an ech zweifelen net drun, dass dat schonn de Moment geschitt. Den Här Bodry huet hei gesot, firwat schreift der dann esou eng geckeg Motioun, wann et dat scho gëtt. Ech muss soen, wa mer dat doten dra geschriwwen hunn, dann ass et well mir net wossten, dass déi Prise en charge...

(Interruptions diverses)

Mä ech stellen awer fest, dass den Här Bodry et och net wosst, well en huet proposéiert „à introduire“, mir sollen net méi studéieren, mä mir sollen et maachen. Or, wann et awer gemaach ass, also Här Bodry, dann hutt Dir grad esou geckeg derniewent geleeë wéi mir doniewent geleeë hunn. Deem-

entspreechend, Här President, sträiche mer deen Alinéa an dann ass et fäerdeg.

M. le Président. - Den Här Huss freet och nach d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉ GRÉNG). - Här President, ech wëll profitéieren fir da ganz schnell zu deenen dräi Motiounen eis Meinung ze soen. D'Motioun 3, d'Dépénalisation vum Acharnement thérapeutique: Et ass kloer datt mer déi kënne stëmmen. Do ass kee Problem. Dat ass guer näscht Neits.

D'Motioun 1 an hirer amendéierter Versioun, wann ech se elo richtig verstane hunn, si mer och bereet matzestëmmen, obschonn et jo strictement näscht Neits ass. Dat hate mer schon 1999, mer haten et schon 1996. Et stong schon an der Regierungserklärung vun 1994, mä mir si selbstverständlech bereet et dann och nach eng Kéier ze soen, dass mer fir d'Entwécklung vun der Palliativmedezin, fir d'Formation vum Personal an esou viru sinn. Da soe mer dat elo fir d'fénnef, an ech hoffen dass et dann endlech emol eng Kéier seriö gemaach gëtt, no zéng Joer.

Déi aner Motioun geet iwwert den Testament de vie. Do sinn ech natierlech mam Här Gesondheitsminister sengen Aussoen net d'accord, dee gesot huet, dass d'Euthanasie net misst legaliséiert ginn, fir datt u sech en Testament de vie e Wäert huet, an hien huet do e wéineg déi Etüd vum Québec iwwert d'Infirmerien an d'Flegepersonal zitéiert. Eis geet et an der Fro vun engem Testament de vie em de Wellen, net eleng vum Dokter a vun den Infirmerien, mä virun allem an an alleréischer Linn em de selwer ausgedréckte Wunsch vu Patienten. Et geet mir em e Recht vun de Patienten. An dofir sinn ech der Meinung, engersäits, dass en Testament de vie natierlech noutwendeg ass, mä dat jo nëmmen dann e Sënn huet aus der Vue vum Patient, wann deen eng Chance huet, datt sai Recht natierlech och dann herno erfëllt gëtt, an do geet eis eppes Indikatives net duer. Mir hätte gären eppes wat méi contraignant ass. Wann net den Dokter selwer, datt dann en aneren dem Patient sengem Recht nokéint.

Dat ass eis Meinung, wéi et misst sinn, mä well mer dann hei ëmmerhin erëm eng Kéier eppes soen, datt iwwerhaapt emol en Testament de vie juristesche soll unerkannt ginn, si mer natierlech bereet och dofir ze stëmmen, obscho mer jo 1999 schonn eng Kéier eng Resolutioun hei haten, déi mat Mehrheit gestëmmt ginn ass, déi dat do gefuerdert huet. Elo si véier Joer hier, et ass nach ëmmer net geschitt, mä da fuerdere mer eben nach eng Kéier no véier Joer, dass en Testament de vie soll gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn amgaenge mech zënter 13 Joer elo domadder ze beschäftegen. Ech hat, wéi gesot, schonn 1994 fir d'éischt eng Demande hei gemaach, fir kënnen doriwwer ze schwätzen. Ech hunn 1996 schonn driwwer geschwat. Mir hunn 1996 déiselwecht Saache gesot. Mir hunn 1999 déiselwecht Saache gesot, a mir soen dann haut erëm eng Kéier déiselwecht Saachen, unni e Millimeter an der fundamentaler Fro vun der Dépénalisation vun der Euthanasie virunzekommen. Ech fannen dat traureg.

Merci.

M. le Président. - Sou, den Här Bodry freet nach eng Kéier d'Wuert, an da stëmme mer awer of.

M. Alex Bodry (LSAP). - Och wa mer amgaenge sinn déi aner Motiounen ze diskutéieren, wollt ech folgendes dozou soen. D'Motioun 2 ass net grad dat, wat mer 1999 hei an der Chamber als Resolutioun mat knapper Majoritéit, Dank notament dem Jo vum heitege Gesondheitsminister, gestëmmt haten am Testament de vie.

Wat hei feelt, wou ech awer gemengt hunn, mir hätten den Accord an der Kommissioun wéinegstens op deem Punkt gehat, dat war en Deel vun der Resolutioun vun 1999, dass och soll eng Structure centralisée geschafe gi wou déi Testamenter kënten hannerluecht ginn.

Ech hat gemengt, Dir Dammen an Här Membere vun der Kommissioun, dat wär ëmmer en Accord gewiescht bei eis an der Ethikkommissioun. Dat war, wéi gesot, e Bestanddeel vun där Resolutioun vun 1999. Deemoos war dra geschriwwen, et soll ee se bei der Direction de la Santé ugliederen. Dat kënt een och beim Enregistrement maachen, well déi och déi aner Testamenter do hunn. Ech géif dat opstoe loossen. Mä ech mengen awer dass et wichteg ass, dass een esou eng Plaz huet, well oft de Problem ass bei deene Leit déi betraff sinn: Wiem ginn ech main Testament biologique? Dofir soen ech, soll ee schonn d'Méiglechkeet schafen, net fir et eng Obligatioun do ze maachen, mä d'Méiglechkeet schafe fir et kënne bei enger Zentralstell ze deponéieren.

Dofir géif ech proposéieren bei der Motioun 2 en Zousaz ze maachen am Dispositif an ze schreiwen: „à créer une structure centralisée d'enregistrement de ces documents“. Mir loossen also opstoen, wou dat soll sinn. Dat kann d'Regierung da kucken.

M. le Président. - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech den Här Bodry elo héieren hunn an ech liesen déi Resolutioun, an dat muss ech och dem Här Huss soen, déi de 16. März 1999 iwwer en Testament de vie ugeholl ginn ass, à l'unanimité oder mat enger Majoritéit, do steet awer just nëmmen dat hei dran: „s'exprime en faveur de l'introduction dans notre législation du testament de vie, testament individualisé assurant le respect de la volonté du bénéficiaire de soins concernant sa fin de vie.“ Do steet näscht vun där Struktur dran, vun där den Här Bodry elo geschwat huet.

(Interruptions)

Ech hunn dat hei aus deem, wat an dem Analyse stoung, de 16. März, déi 32. Séance, déi déposéiert ginn ass vun der Madame Kuffer. Bon, ech kann nëmmen dat liese wat schwaarz op wäiss hei op deem Pabeier steet, à moins...

(Interruptions diverses)

Et ass effektiv richtig, dass mer an der Kommissioun doriwwer diskutéiert hunn, wéi dat Testament soll enregistriert ginn a wou et soll déposéiert ginn. Déi eng waren der Meinung, dass een den Dépôt kënt bei engem Notaire maachen, fir d'Authenticitéit vun deem Dokument ze garantéieren. Anerer waren der Meinung, dass ee kënt am Ministère de la Santé den Dépôt maachen, wat bestëmmt och net einfach gëtt.

Dat heescht, well mer also kee Konsens haten iwwert déi genau Struktur, déi soll geschafe ginn, wollt mer dat opstoe loossen an et der Regierung iwwerloossen, fir ze kucke wat dat Beschit ass.

Mä wann dat, wat den Här Bodry elo proposéiert, net den Dépôt bei engem Notaire ausschléisst, dann hunn ech näscht dergéint. Also, et ass selbstverständlech dass mer gären hätten, dass et soll déposéiert ginn anzwousch an dass et e Caractère d'authenticitéit kritt. Et kënt souguer och um Enregistrement déposéiert ginn, am Ministère de la Santé, oder wéi och ëmmer. Wann den Här Bodry dat nach eng Kéier répétéiert. Ech hu kee Problem, fir deen Zousaz mat eran ze huelen, ënner Konditioun dass et den Dépôt beim Notaire net préjudiciéiert.

M. le Président.- Jo, Här Bodry?

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, ech gi gären drop an. Ech wëll awer nach eppes hei richteg stellen an zitieren elo dem Här Rippinger säin eegene Rapport am Numm vun der Commission spéciale d'éthique, wou hien am éischten Deel zitiiert, wat fir eng Resoloutioun...

(Interruptions)

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Jo, dat ass déi amendéiert Versioun. Dir hutt nëmmen déi hei déposéiert, déi aner ass amendéiert ginn, dat ass richteg.

M. Alex Bodry (LSAP).- ..., wat fir eng Motioun de 17 Mäerz 1999 vun der Chamber ugehall ginn ass. Ech zitieren hien elo selwer aus sengem eegene Rapport...

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Jo, dat steet do dran.

M. Alex Bodry (LSAP).- ...vum Februar 2003. Den éischten Deel ass „Testament de vie“, den zweeten Deel ass „de l'introduction d'après le modèle danois d'un système officiel...“

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Dat wëlle mer net.

M. Alex Bodry (LSAP).- ...d'enregistrement systématique des testaments de vie auprès de la Direction de la Santé publique“, méi wëll ech dozou net maachen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ma ja.

M. Alex Bodry (LSAP).- Also dat ass deen Text, deen de 17. Mäerz 1999 ugehall ginn ass, an net deen, dee virdru vum Här Rippinger zitiiert ginn ass. Dat gesot, mengen ech, dass mat mengem Zousaz déi Fro vum Notaire opbleift, wann een dobäi schreift: „à créer une structure d'enregistrement de ces documents“. Mir loosse et dann opstoe wat fir eng Form dass dat ass a mir loosse och opstoe wou dat soll ugesidelt ginn. Mä de Prinzip, dass een awer eng Zentralstell schafft wou ee kann nofroen, dat schéngt mer awer wesentlech ze sinn.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Mir stëmmen also of iwwert d'Motioun Nummer 1.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les discussions ayant eu lieu au sein de la Commission spéciale d'Éthique en vue du débat d'orientation sur la médecine palliative, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie;

- considérant l'article 37 de la loi du 28 août 1998 stipulant que chaque patient a accès aux soins préventifs, curatifs et palliatifs que demande son état de santé;

- considérant que l'acceptation de soins palliatifs et l'accompagnement du malade en fin de vie ont connu, au cours des dernières années, une évolution certaine au Luxembourg;

- considérant cependant qu'il existe actuellement encore des déficiences d'infrastructure en médecine palliative et des insuffisances concernant l'organisation et le financement des soins palliatifs dans les milieux hospitaliers;

- estimant que chaque malade en fin de vie a le droit de bénéficier d'une prise en charge psychologique et médico-sociale adaptée et continue;

- estimant que pour atteindre ce but il est indispensable que tous les intervenants dans l'administration des soins palliatifs, médecins, infirmiers, personnel soignant ainsi que les bénévoles, bénéficient

d'une formation adéquate et continue;

invite le Gouvernement

- à créer le cadre juridique pour que le recours aux soins palliatifs et le traitement de la douleur soient reconnus comme un droit de chaque patient;

- à prendre les mesures nécessaires et à mettre en œuvre un programme national en matière de soins palliatifs en tenant compte des besoins des patients en fin de vie et l'encadrant soit en milieu hospitalier, soit en milieu ambulatoire, et à explorer les voies possibles de financement de ce programme national;

- à prendre des initiatives en vue d'assurer la formation adéquate et continue incluant un suivi psychologique des médecins et du personnel soignant, d'inclure dans ces initiatives la formation des médecins en traitement de la douleur et d'envisager l'introduction d'une formation en soins palliatifs dans la formation initiale du personnel soignant;

- à veiller à l'application des dispositions inscrites dans la loi du 28 août sur les établissements hospitaliers, spécialement de l'article 24 sur la création d'un comité d'éthique hospitalier.

(s.) Jean-Paul Rippinger, Gast Gibéryen, Marie-Josée Meyers-Frank, Marco Schroell, Lucien Weiler.

Vote

Wien dofir ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Motioun ass eestëmmeg ugehall.

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 déi virläit an déi och explizéiert ginn ass.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Déi amendéiert!

Plusieurs voix.- Déi amendéiert!

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers consacre le principe des droits et des devoirs des malades et accorde une grande importance au principe de l'autodétermination du patient tout en consolidant son droit de décision;

- considérant que les situations de fin de vie, où le malade est dans l'incapacité d'exprimer sa volonté, sont fréquentes;

- estimant utile et nécessaire de prévoir des procédures permettant à toute personne malade de faire connaître, valoir et respecter sa volonté;

- convaincue donc de la nécessité de créer un cadre garantissant l'autonomie du patient et de son consentement éclairé;

- estimant qu'un document tel un „testament de vie“ représente un moyen précieux pour une personne en fin de vie d'exprimer ses dernières volontés;

invite le Gouvernement

- à introduire dans notre législation le „testament de vie“, consistant dans un document contenant les dispositions de fin de vie de son auteur, par lesquelles celui-ci exprime sa volonté concernant les circonstances de sa fin de vie, et qui guident le médecin dans ses choix de traitement;

- à créer une structure d'enregistrement de ces documents.

(s.) Jean-Paul Rippinger, Gast Gibéryen, Marie-Josée Meyers-Frank, Marco Schroell, Lucien Weiler.

M. le Président.- Mir stëmmen also iwwert déi amendéiert Motioun Nummer 2 of.

Vote

Wien dofir ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Motioun ass och eestëmmeg ugehall.

Den Här Bodry freet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech wollt nach e Wuert zu der drëtter Motioun soen. Déi bréngt awer méi Schwierigkeete mat sech, muss ech ganz éierlech soen, an den Här Huss geet llicht doriwwer ewech.

Hei ass eigentlech eng nei Motioun déi era kënn, déi 1999 eigentlech net diskutéiert ginn ass, an déi schwätzt vun der Dépenalisatioun vun der Abstention thérapeutique. Ech hunn éierlech gesot nach keng Definitiou fonnt vun der Abstention thérapeutique a wéi ech an der Kommissioun an der leschter Sëtzung d'Fro gestallt hunn, wat dann ënnert der Abstention thérapeutique ze verstoe war, do ass mer och keng Äntwert gi ginn. An ech mengen och haut hu mer an deenen Debatte keng Äntwert kritt, wat dat dann heescht. Ob notament do dee Fall och couvréiert ass, deen ech zitiiert hunn an deen, dat wësse vill Leit, relativ heefeg virkënn am Endstadium vun enger ganz schwéierer Krankheet, besonnesch bei de Kriibskranken, dass effektiv, doduercher dass d'Schmerzmittelen an der Dosis erop gesat ginn, dat zu engem fréizäitegen Doud vum Patient féiert, d'Liewen also verkerzt.

Dat ass fir mech awer iwwregens ganz kloer keng Abstention thérapeutique. Dat ass een Acte deen ee setzt. Et ass also eppes wat net ofgedeckt ass iwwert dat wat hei vun der Koalitioun erabruucht ginn ass. Ech mengen awer, dass dat misst gesetzlech fir den Dokter ofgeséiert sinn, an dofir kënne mir net mat där heiter Formulatioun d'accord sinn, well ech eigentlech net genau weess wat drënner ze verstoen ass, an ech fäerten d'Regierung wäert och all Schwierigkeete kréien, dat doten an eng Gesetzesform ze bréngen. Duerfir wäerte mir eis bei där heiter Motioun enthalen.

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir hu jo e bëssen eng Diskussioun gehat iwwert d'Fro vun der Terminologie „Abstention thérapeutique“ a „Refus vum Acharnement thérapeutique“. Mir hu versicht hei an där Motioun am zweeteschten Alinéa awer eng Definitiou ze ginn, wat dass mir hei menge mat deem Terme deen den Här Bodry elo just kritiséiert huet, respektiv wou e seet, et géist een net richteg wat sech hanert där Terminologie do verstoppt.

Mir soen an deem Considérant, datt d'Abstention thérapeutique doranner géif bestoen, „en la renonciation à tout acte médical dépourvu d'effet curatif n'ayant plus comme but que de prolonger artificiellement la vie d'une personne sans pouvoir remédier à un mal incurable“.

Ech weess, wann et hei ëm Definitioune geet, dat ass ganz sensibel an et riskéiert een och nëmme partiellement d'Thematik ze recouvréieren. Mä ech denken awer, dass d'Regierung awer weess wat datt mer hei, wa mer déi Motioun hei stëmmen, mat där Abstention thérapeutique mengen a wat a mengen Ae praktiktesch datselwecht muss sinn, wéi de Refus vum Acharnement thérapeutique, an deementspriedend mengen ech wier keng Schwierigkeet fir déi hei ze stëmmen.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger freet nach d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ech wollt just nëmmen deem bäifügen, Här President, dass mer dat do - dat steet jo och hei dran - aus dem Avis vun der Association des Médecins et Médecins dentistes vum 18. Juni 2002 eraus geholl hunn an d'Dokteren hunn dat also selwer an hirer Konklusioun proposéiert. Wann d'Dokteren also net wéisse wat dat dote wier, da wär et mer Leed do drëm, an ech mer awer virstellen dass, wann dat heiten ausgeschafft gétt an niewent där Definitiou, déi mir elo hei ginn hunn, déi eng offiziell Definitiou vun der Abstention thérapeutique ass, da weess all Dokter wat dat doten ass. An an dem Gesetzestext, dee mer dann herno doraus maache wäerten, gi jo ganz bestëmmt Doktere mat erugezunn, déi eis da genau d'juristisch Terminologie matdeele wäerten, sou wéi si dat an hirem Avis gemengt hunn, an dofir hu mer d'Référence op den Avis vun den Dokteren extra mat an den Dispositif era geholl.

Motion 3

M. le Président.- Sou, mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun Nummer 3. Et ass ee Vote électronique verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun ass ugehall mat 41 Jo-Stëmmen an 18 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ady Jung), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Theo Stendebach;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

An da wieren d'Motiounen fäerdeg a mir kéimen elo un d'Resoloutioun, déi agereecht ginn ass vum Här Huss. Ech menge si ass explizéiert ginn an Dir hutt se schréfflech virleien. Kënne mer also direkt driwwer ofstëmmen? Ass ee Vote électronique verlaangt?

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Ah, den Här Jean-Paul Rippinger freet d'Wuert nach, ier mer ufänken.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Bon, Här President, Dir Damen an Dir Hären, an där Resoloutioun hei sti mol am Dispositif dräi Tiren, déi elo sans objet sinn, well mer iwwert d'Médecine palliative an iwwert d'Initiativen, déi vun der

Regierung solle geholl ginn, elo schon ofgestëmmt hunn. Mir missten also emol fir d'alleréisch déi dräi Tiren, déi elo superflu a sans objet sinn, eraushuelen.

Mä ech mengen dat ass jo net den Objet vun der Motioun oder der Resoloutioun vun der Grénger Fraktioun, sondern wat hir Intention ass, dat ass datt se mengen et misst hei Faarf bekannt ginn iwwert dee leschten Tiret « en faveur d'une dépenalisation de l'euthanasie volontaire, éventuellement par le biais d'une excuse ou d'une justification légale ».

Mir hunn an der Kommissioun laang doriwwer diskutéiert a mir hunn eis majoritairement zesumme fonnt fir eng Dépenalisatioun ze kréie vun der Abstention thérapeutique. Déi Froen, an dee Froekatalog, deen ech als President vun der Kommissioun de Memberen iwwerrecht hunn, an zu deem e soll Stellung huelen, ass an der Question 2 ganz kloer gesot, „la commission spéciale éthique se prononce-t-elle en faveur d'une modification du code pénal dans le sens d'une dépenalisation sous condition précise de l'euthanasie volontaire en s'inspirant dans ce sens de la logique des dispositions de la loi du 15 novembre 1978, relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement...“, bref, et sinn d'Artikelen 348 bis 353-1 vum Code pénal.

Dat heescht also, et war awer eppes llicht aneschters wéi déi Fro, wéi mir se iwwert d'Dépenalisatioun gestallt hunn, wéi wéi se hei elo an deser Resoloutioun steet. Ech wëll awer net dass hei soll d'Meenung opkommen, mir als Demokratesch Partei oder als Fraktioun wëllten eis dérobéieren, ënnert iergendwéi Pretexter vu Recevabilitéit oder wéi och ëmmer, fir net iwwert déi Motioun hei oder déi Resoloutioun hei ofzestëmmen.

Dir wësst ganz genau dass mer ëmmer gesot hunn, dass et e Problème de conscience ass. Dat heescht, d'Affär vun der Euthanasie active oder volontaire ass e Problème de conscience, net nëmme vun all eenzelne Mënsch dobaussen, mä awer och vun all eenzelnen Deputéierten heibannen, an dass mer der Meenung sinn dass jiddereen no sengem fräie Gewëssen iwwert déi Dépenalisatioun vun der Euthanasie volontaire soll ofstëmmen.

Ech géif lech also bieden, den Text llicht ze änneren an e folgendermoossen ze libelléieren: „La chambre se prononce...“ an esou virun „en faveur d'une dépenalisation de l'euthanasie volontaire sous certaines conditions précises, éventuellement par le biais...“, a vu dass am Chapitre am Code pénal d'Justification légale virun der Excuse steet, géif ech da schreiwen, „...d'une justification légale ou d'une excuse“.

Dat heescht also, dass mer iwwert deen Text hei géifen ofstëmmen. An ech muss lech soen, dass a menger Fraktioun zu deem Text hei ofgestëmmt gétt, bien entendu dérobéiere mir eis net an all eenzelnen Deputéierte vun der demokratescher Fraktioun kann hei no sengem Gewëssen ofstëmmen. Et ass kee Votenzwang, et ass also hei keen Zwang sech zu deem engen oder zu deem aneren ze bekenne an dann zesummen ofzestëmmen, sondern all eenzelnen Deputéierte vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei kann also no sengem fräie Gewëssen zu deem Text - wann Dir d'accord sidd fir en esou ze libelléieren - fräi ofstëmmen.

An ech mengen, da sti mir ganz genau ëmmer an där Optik vun deem wat mer gesot hunn. Et ass eng Affär vu Gewëssen, et ass net eng Affär vun der Politik, et ass och keng Affär vu Fraktiounszwang, sondern hei geet et ëm den eenzelnen Deputéierten an ëm säi Gewëssen.

Ech wëll lech awer och nach dat heite soen: A supposer mir kréichen eng Majoritéit fir dësen Text, da wëll ech lech awer elo scho soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dem Accord de coalition steet an zu deene Motiounen, déi se virdrun ugeholl huet.

Dat heescht, sollt se eng Majoritéit kréien, da kënt Der herno net kommen an zu eis soen: Do waart Der fir d'Dépénalisatioun an elo sidd Der awer dofir en Text ze stëmme fir d'Dépénalisatioun vun der Absence thérapeutique. Dat heescht, mir wëssen also ganz genau wat mer hei maachen, a wann den Här Huss d'accord ass fir den Text esou ze maachen, da bieden ech den Här President drëm esou iwwert déi Resolutioun ofstëmme ze loosse.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou dass mir vun Ufank u gesot hunn, an ech mengen och d'Madame Err an den Här Bodry hunn dat gesot, dass kee vun eis eleng d'Patentrecht hätt iwwert déi richteg Form wéi et zu enger Dépénalisatioun vun der Euthanasie komme kéint, mä dass et em de Prinzip geet.

Op jidde Fall ass et fir eis vun der grénger Fraktioun esou, dass mir mat där proposéierter Verännerung vun Här Rippinger absolut lieue kënnen, well et eis net em Rechthaberei geet. Mir sinn d'accord deen Amendement vun Här Rippinger wuertgenau esou unzehuele wéi hi en dat hei gesot huet. Ech ginn dovun aus, den Här Bodry kann dat herno nach selwer soen, dass si och domadder d'accord sinn. Eis

geet et net em Rechthaberei. Mir hätte gär, dass hei d'Chamber sech soll prononcieren, datt jiddfer Deputéierten en âme et conscience sech soll kënnen doriwuer ausdrécken.

Ech sinn och mat de Konklusiounen d'accord, déi den Här Rippinger gezunn huet, dass, wann dat elo hei geschitt, dat net muss bedeuten dass een dann eng Polemik géif féieren, firwat d'DP dann net mat der CSV dat elo géif maachen, well mer jo ganz genau wëssen dass et am Accord gouvernemental stoung, dass et net géif gemaach ginn. Ech mengen et geet hei just drëm, dass d'Chamber sech soll prononcieren iwwer esou eng vital Fro wéi déi heiten, onofhängeg vu Regierungserklärungen, onofhängeg vu Koalitiounen- a Fraktiounszwäng, wierklech en âme et conscience soll d'Chamber hei ofstëmme. Mir sinn also ganz d'accord mat deem proposéierten Text vun Här Rippinger.

M. le Président.- Den Här Gast Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President, ech wëll just vun eiser Säit deklarieren, dass et selbstverständlech alleguer eise Membere vun der Fraktioun fräisteed hei bei dëser Resolutioun esou ze wiewe wéi si et vis-à-vis vun hirem Gewësse verantwortle kënnen.

Une voix.- Esou wéi et souwisou an der Constitutioun steet.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Et ass an der Regel ëmmer esou, mä hei ass et speziell esou. Ech wëll et och duerfir soen, well ee vun eise Membere vun der Fraktioun net hei ass, de Fernand Greisen, an duer-

fir och kee vun eis iwwer Procura-tioun a sengem Numm hei mat ofstëmmt.

M. le Président.- Den Här Alex Bodry freet d'Wuert.

(Interruption)

M. Alex Bodry (LSAP).- Als Co-auteur vun deem heiten Text wëll ech soen, dass ech mat d'accord si fir dat esou emzeänneren, also déi dräi Tirete virdrun opgrond vun deene Voten, déi mer elo grad haten, dann zrëckzehuelen aus där Resolutioun - Et ass eng Resolutioun! - an an deem leschten Tiret bäizefügen „sous certaines conditions“, wat souwisou selbstverständlech ass. Et ass mir och egal, ob mer eng « Excuse » oder eng « Justification » vir schreiwten.

Et geet hei drëm, dass mer eis als Chamber eng Meenung maachen an dass mer net ëmmer nientenee Propositionen hunn, mä dass mer endlech eng majoritär Positioun an dëser Chamber zu där doter Fro kréien. Ech géif mer wënsche mir kéinte se nach an dëser Period emsetzen. Wann dat net méiglech ass, wou et jo eng Rei vu Contrainten ginn, da muss een dat direkt no deenen nächste Wahle maachen. Da muss déi Meenung hei kënnen emgesat ginn, wou ech mengen dass se eng Majoritéit kritt, zumools well ech weess dass déi demokratesch Fraktioun am Ufank, an der Rentrée parlementaire - den Här Rippinger huet dat hei deklaréiert -, mat grousser Majoritéit sech dofir ofgeschwat hat, fir den Dokter ofzesécheren an eng aktiv Euthanasie ze dépénalisieren, esou dass ech mengen dass d'Resultat vun dëser Ofstëmmung eigentlech misst kloer sinn.

M. le Président.- Mir stëmmen also of iwwert déi virleidend Re-

solutioun, déi amendéiert ass. Déi dräi éischt Tireten ginn also gestrach.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la reconnaissance universelle du droit de chaque être humain à une mort digne et humaine;

- considérant que l'appréciation de ce qui est digne et humain ne peut qu'être subjective et intimement personnelle et qu'une société pluraliste et démocratique se doit de respecter ces conceptions souvent divergentes;

- réitérant sa revendication concernant le développement de l'offre en matière de soins palliatifs et de traitements anti-douleur;

- considérant la reconnaissance scientifique des limites de la médecine palliative pour certaines maladies et certains malades;

- considérant le droit à l'autodétermination de chacun et chacune quand il s'agit des circonstances et conditions de sa propre fin de vie;

se prononce

- en faveur d'une dépénalisation de l'euthanasie volontaire sous certaines conditions, éventuellement par le biais d'une justification légale ou d'une excuse.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Alex Bodry, Lydie Err, Jeannot Krecké.

D'Ofstëmme fänkt un.

Vote

Déi dofir sinn, stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthal sech.

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 28 Nee-, 27 Jo-Stëmmen an enger Abstentoun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Emile Calmes, Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ady Jung), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, M. Niki Bettendorf, Mmes Agny Durdu, Maggy Nagel et M. Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Jos Scheuer.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.33 heures)

Ordre du jour

- Communications
- 4781 - Projet de loi concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et abrogeant l'article 7 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur
(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 4789 - Projet de loi portant approbation - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée relatif au transport aérien, signé à Luxembourg, le 27 septembre 2000; - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Inde relatif au transport aérien, signé à New Delhi, le 8 janvier 2001
(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 4833 - Projet de loi portant approbation
 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Région Administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998;
 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Népal relatif aux services aériens signé à Luxembourg, le 18 juin 1999; - de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 13 et 21 juillet 1998 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique amendant

l'Accord relatif aux services aériens, signé à Luxembourg, le 19 août 1986, tel qu'il a été amendé par Accord sous forme d'échange de lettres du 6 juin 1995

(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 4904 - Projet de loi portant approbation - de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, faite à Stockholm, le 15 décembre 1992 - du Protocole financier établi conformément à l'article 13 de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, adopté à Prague, le 28 avril 1993

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Henri Grethen, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) Par lettre du 12 mars 2003 Monsieur Serge Urbany a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpellier le Gouvernement sur l'ONU et les relations futures entre Etats.

2) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 12 mars 2003, le

- Projet de loi 5108 relatif à l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

3) Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie, a déposé au

Greffe de la Chambre des Députés, en date du 12 mars 2003, le

- Projet de loi 5107 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.

Mir kommen elo haut de Moien zur Diskussioun vun Projet de loi 4781 iwwert d'Contrats à distance. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwten: den Här Clement, d'Madame Delvaux, den Här Graas an den Här Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

2. 4781 - Projet de loi concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et abrogeant l'article 7 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mir haut virleien hunn, soll déi europäesch Direktiv 97/7/CE vum 20. Mee 1997 iwwert d'Protection des consommateurs en matière de contrats à distance emsetzen.

Den 8. März 2001 huet den Economieminister dëse Projet de loi hei an der Chamber déposéiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 26. Juni 2001 ofginn. De Conseil d'Etat huet säin Avis de 5. Dezember 2001 ofginn. De 16. September 2002 hunn ech d'Aufgab iwwerdroe kritt de Rapport vun dësem Projet de loi ze maachen. An darselwechter Sitzung vun der Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports ass de Projet de loi analyséiert ginn, mam Avis vum Conseil d'Etat.

D'Kommissioun huet eng Rei Amendementer ugeholl, déi se dem Conseil d'Etat den 18. September 2002 dunn zoukomme gelooss huet. De 26. November 2002 huet de Conseil d'Etat säin Avis complémentaire ofginn an den 11. Februar 2003 ass deen Avis examinéiert ginn an och de Rapport zu dësem Projet de loi gouf duerno vun der Kommissioun adoptéiert. Ech hu leider net d'Zäit fir op all Detail vun dësem Projet de loi anzugehen. Ech géif lech dofir bidden fir den Detail op den Exposé des motifs vum Projet de loi esou wéi op de schrëftleche Rapport zréckzegräifen.

Wat ass awer d'Objektiv vun dësem Projet de loi a vill méi vun dëser Direktiv? Déi Direktiv huet als Zil alleguerten d'Contrats à distance ze regléieren, dat heescht déi, déi iwwer Courrier lafen, Téléfon, Fax, Computer oder all aner Kommunikatiounsmëttel mat deenen een iwwer Distanz e Kontrakt kann ofschléissen. Wat d'Risiken an d'Avantagë vun de Contrats à distance ubelaangt, esou stellt d'Natur selwer vun deene Kontrakte schonns a sech e Risque duer.

Entweder gëtt sech bei der Bestellung géiert oder de Consommateur gëtt ganz einfach beduckst. Et kann awer och sinn, dass de Consommateur enttäuscht ass, wann d'Produkt ukënnst oder geliiwert gëtt, well hien net d'Méiglechkeet hat et réellement ze begutachten, ausser op engem Computerécran oder an engem Prospekt. Dofir ass et wichteg, dass d'Obligation vun den Informations préalables an den Droit de rétraction agefouert ginn.

Dann ass et jo och esou, dass d'Technique vun der Vente à distance mat sech bréngen, dass de Client dozou beweegt gëtt sech méi schnell ze decidéieren, woubäi een awer soe muss dass de Commerce électronique an d'Vente sur catalogue déi Technique sinn, déi am mannsten aggressiv sinn. Anescht ass et jo beim Démarchage.

Dofir erlaben ech mer och e Saz ze zitieren, deen am Exposé des motifs vum Projet de loi zitéiert gëtt an deen aus enger Etüd iwwert dës Direktiv steet: „Le démarchage vient au consommateur, alors que le consommateur va à la vente par correspondance.“

Wat elo d'Avantagen ubelaangt, esou ass et jo esou dass de Client effektiv d'Offer doheem an aller Rou kann examinéieren. He kann d'Offere vergläichen. Och ass et mat deenen neie Kommunikatiounstechnike méiglech d'Disponibilitéit vun den Artikelen ze wëssen, eben esou wéi hir Délais de livraison, an da kennen déi Offren och meeschtens keng geographesch Limiten.

Fir de Moment ass et esou dass déi legislative Instrumenter, iwwert déi mer hei zu Lëtzebuerg verfügen, de Consommateur net genuch schützen. D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv erlaabt et also e Kader ze schafen, fir de Consommateur nach besser ze schützen.

E Wuert nach zu den Amendementen, wou ech nëmmen déi fundamentaalt wëllt ervirsträchen a mer nach eng Kéier erlaben op den Exposé des motifs an op de Rapport écrit vun dësem Projet de loi ze verweisen.

Tatsaach ass, dass, wéi d'Regierung dëse Projet de loi op den Instanzeweise bruecht huet, Lëtzebuerg schonns iwwer e gesetzleche Kader fir de Commerce électronique verfügt huet. Aneschtens war et do um communautaire Niveau, wou d'Direktiv iwwert d'Contrats à distance der Direktiv zum Commerce électronique wäit viraus war. Dat erkläert sech awer och doduerch, dass d'Regierung scho fréi alleguerten d'Méiglechkeete vum Commerce électronique erkannt hat a sech dofir um communautaire Niveau positionéiere wollt, fir d'Prestataires de services esou op Lëtzebuerg kënnen ze zéien.

Dat huet mat sech bruecht, dass d'Gesetz iwwert de Commerce électronique vum 14. August vum Joer 2000 a sech alle juristeschen Dispositiounen, wat d'Vente à distance ugeet, virausgaangen ass. Duerch d'Tatsaach, dass d'Regierung e Kapitel an d'Gesetz iwwert de Commerce électronique gesat huet, dat d'Kontrakter mat de Consommateure virgesäit, si verschidde Choix wéi d'Integratioun vun de Services financiers, déi net duerch d'Direktiv vun der Vente à distance virgesi sinn, getraff ginn am Hibleck op déi besoten Direktiv.

Aus deem Grond huet de Ministère de l'Economie och gemengt gehat et sollt een de Champ d'application vun der Direktiv iwwert d'Contrats à distance esou wéi d'Réglementatioun iwwert de Commerce électronique op d'Services financiers ausweiden.

De Conseil d'Etat huet awer déi Approche kritiséiert, andeem hien argumentéiert huet, dass déi Dispositiounen vun enger ganzer Rei vu sektoriellen Direktive géingen ofhänken. D'Kommissioun huet déi Awänn zur Kenntnis geholl an huet sech awer der Meenung vun der Chambre de Commerce ugeschloss. D'Chambre de Commerce ass effektiv net iwwerzeegt vun der Method fir praktesch communautaire Texte ze anticipéieren.

Tatsächlech ass et esou, dass zënter 1998 Négociatiounen um communautaire Niveau amgaange waren iwwer eng Directive de commercialisation à distance des services financiers, déi sech awer als komplex a schwierig erweisen huet. Well déi Direktiv awer entre-temps adoptéiert ginn ass, a vu dass d'Transpositioun vun der Direktiv sech net eleng op de Kader vun dësem Projet de loi limitéiere kann, ass d'Kommissioun effektiv der Meenung, dass een d'Services financiers aus dem Kader vun dësem Gesetz eraushuele soll.

Bei deem zweeten Amendement handelt et sech ëm d'Articulatioun zwëschen der Dispositioun, déi am Gesetz iwwert de Commerce électronique festgehale gi sinn, an deene vun de Contrats à distance en général.

Am Géigesaz zu deem wat d'Regierung wëlls hat, nämlech an dësem Projet de loi d'Dispositiounen, déi am Gesetz iwwert de Commerce électronique festgehale sinn, zu der Protektioun vun de Consommateuren ze iwwerhuelen, proposéiert d'Kommissioun déi aner Léisung, déi virgesäit d'Kontrakter par voie électronique aus dem Projet erauszehuelen. Wa mer dat maachen, dann applizéiert dëse Projet de loi sech net méi op alleguerten d'Kommunikatiounstechniken, déi de Consommateur huet fir Contrats à distance ofzeschléissen. Vun elo u ginn alleguerten d'Kontrakter, déi par voie électronique geschéien, iwwert d'Gesetz vum Commerce électronique regéiert. D'Kommissioun fënnt, dass déi Léisung déi kloersten ass, well esou an engem Text alleguerten d'Dispositiounen, déi de Commerce électronique ubelaangen, vereenegt sinn, amplaz dass se an e puer Texte dorëmmer verstreut sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mer just nach ze soen, dass d'Ëmsetzung vun där Direktiv an d'Stëmme vun deem

Gesetz de legislative Kader zum Schutz vum Consommateur maßgeblich wäert verbessere. Aus deem Grond géing ech dann och hoffen, dass d'Chambre dëse Projet adoptéiert.

Ech soen lech merci fir d'Noauschteren.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir diskutéieren haut e Projet deen u sech immens technesch ass. Et ass e Projet, deen awer fir de Lëtzebuurger Konsument vu grousser Bedeitung a selbstverständlech och vu grousser Nutzen ass.

D'Moyene fir haut eppes ze kafen oder ze bestellen hu sech an deene leschte Joren, dank neien Techniken, grondleeënd verännert an dementspreechend erweidert. Haut ka jiddferen, wann hien dat wëllt, iwwer Internet oder iwwert de sougenannten Homeshopping: e Fernseh, e Bijou, Buermaschinnen oder eng Jeansbox bestellen, an et dauert an der Regel kaum eng Woch bis dass hien déi bestellte Wueren Heem geliwwert kritt. Et sinn awer grad dës Erneuerungen, dës nei Méiglechkeete vu Verkaf an Akaf, déi eng ganz Rei vu juristesche Froen opgeworf hunn. Dës Froen ginn duerch de virleiende Projet zu engem groussen Deel, géif ech soen, beantwert.

Dat ass also e Projet, deen am direkten Interesse vum Konsument ze gesinn ass. De Projet rücht sech awer net nëmmen un de Konsumenten, mä och un den Anbieter vu Wueren, dat heescht un de Professionellen, wéi en am Gesetzestext och genannt gëtt. De Projet dréit dozou bäi fir méi Klorheet iwwert dës Zort vun Handel ze schafen.

Här President, d'Grënn firwat d'Vente à distance an deene leschte Joren e groussen Opschwung erlieft huet, an an deene kommen de Jore mat Sécherheet nach erliewe wäert, sinn u sech ganz villschichteg. Virun allem sinn et déi nei Kommunikatiounstechniken, déi esouwuel dem Acheteur wéi dem Vendeur vun deene verschidde Produkte haut zur Verfügung stinn. Aner Grënn oder Virdeeler sinn, dass de Konsument d'Offerte vun de Produiten an aller Rou doheem examinéiere kann. E kann u sech d'Offer vun deenen eenzelne Produiten doheem ganz genau matenee vergläichen. E weess am Virus wéini deen neie Produkt disponibel ass an e kennt och am Virus d'Délaie wéini e geliwwert gëtt. De Konsument huet mat e puer Ausnahmen ëmmer en Droit de retour.

D'Offer vun de Produiten ass op geographeschem Plang explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen. Haut ass et beispillsweis méiglech e Staubsauger aus Australien kommen ze loosse oder aus Japan sech en echte Kimono ze bestellen.

Ech hu virdu vun der grousser Technicitéit vun dësem Projet geschwat, deen de Rapporteur, den honorable John Schummer, op eng iwwerzeegend Aart a Weis opgeschafft an a sengem Rapport explizéiert huet. Ech wëll him fir déi gutt Aarbecht am Numm vun der CSV-Fraktioun och merci soen.

Op déi technesch Finessen vun dësem Projet wëll ech net méi agoen. Den Här Schummer huet dat gemaach an, wéi gesot, en long et en large och erkläert. Ech wëll awer dovu profitéiere fir op e puer Aspekter vun dësem Projet méi ge-

nau zréckzekommen, an der Haaptsaach op déi nei geschafte Virdeeler, oder besser gesot d'Protektioun vum Konsument, déi jo dann och noutgedrongen de Bewegungsspillraum esou wéi d'Behuele vum Anbieter festleeën.

D'Direktiv 97/7/CE ass eng minimalistesch Direktiv, déi d'EU-Memberstaaten opfuert, op d'mannst esou restriktiv ze agéieren, oder ze léigiféieren, wéi d'Direktiv selwer dat virgesäit. Dat heescht am Klorstext, dass et deene jeeweilige Regierungen iwwerlooss ass fir méi restriktiv Bestëmmungen an hir national Gesetzgebung ze integréieren, dat natierlech am volle Respekt vum Traité vum der Europäescher Union an der communautaire Jurisprudenz. Dat bréngt zum Beispill mat sech, dass déi eventuell méi restriktiv Mesuren den Handel tëschent den EU-Memberstaaten net dierfen entravéieren oder diskriminéieren. Et ass an der Kommissioun also och doréms gaange fir eng Direktiv auszuschaffen, déi verhënnert dass déi eenzel national Législatiounen fir e groussen Duerchernee suergen. Et ass, wéi gesot, fir sech kuerz ze faassen, eng echt Basisdirektiv mat där mer et hei ze dinn hunn.

Aus dësen Iwwerleeungen eraus, Här President, dat heescht dem Schutz vum Konsument op där enger Säit, an der Beschleunegung fir en effikassen Handel am EU-Bannemaart op där anerer Säit, ass de virleiende Projet entstanden. De virleiende Gesetzestext dréit dës Constraints an engem ganz groussen Mooss Rechnung.

Wat steet elo an dësem Text, a wat bedeit et konkret fir de Lëtzebuurger Konsument? Fir de Konsument besti bei dëse Contrats à distance jo awer ëmmer eng ganz Rei vu Risiken. Et kann zum Beispill virkommen, dass de Produit net de Virstellung vum Verbraucher entsprécht, dat aus dem Sachverhalt eraus, dass en de Produit net konnt probéieren an op seng Funktionalitéit hin iwwerpräiwen. Dofir muss de Konsument iwwer adequat Informatiounen, déi de Produit betreffen, am Virus verfügen. De Konsument huet och d'Recht, wann e seriö Grënn a Bedenken huet, fir de Produit net brauchen unzehuelen. Risike bestinn awer och um Niveau vun der Vielfalt vun den Technologie selwer, déi de Konsument haut méi vulnerabel maachen.

D'Direktiv, déi duerch dës Gesetzestext transposéiert gëtt, applizéiert sech op verschidde vun dësen neien Technologien, déi, wéi schonns gesot, et haut méiglech maache fir schnell an onkomplizéiert eppes ze kafen. Selbstverständlech gëtt d'Offer vun de Produkter an d'Méiglechkeet vum Präisvergläich fir de Konsument duerch déi verschidde Zorte vun der Vente à distance vervielfältegt. Et ass deemno net vu Muttwëll, dass hei en zolide Rechtskader geschafte gëtt. D'Union luxembourgeoise des Consommateurs bescheinegt, dass déi meescht Litigé sech op d'Vente par correspondance a manner dacks op de sougenannten Télé-Achat bezéien. Et handelt sech an deene meeschte Fäll ëm Problemer, déi sech an der Haaptsaach op en Harcèlement vum Konsument bezéien, e Konsument deen duerch eng Villzuel vun Offerte vum ëmmer deem nämleche Produit regelrecht verréckt gemaach ka ginn, Offerten déi och nach ganz dacks e grousser Manktum u Seriositéit hunn. Dobäi kënnen nach eng ganz Rei vun anere Problemer opkommen. Zum Beispill Retarde bei Liwwerungen, Problemer bei der Conformitéit vun deene geliwwerte Wuere par rapport zur Commande, oder och Problemer um Niveau vun der Bezuelung.

Aus dëser Villzuel vu potenzielle Schwierigkeete gëtt eppes ganz daitlech. De Verbraucher ass an deem heiten Dossier ouni Zweifel de Maillon faible. De Gesetzestext gesäit dofir eng Rei vun Disposi-

tiounen vir, déi Klorheet schafe sollen an der Relatioun tëschent dem Professionellen an dem Konsument, an déi de Konsument virun enger ganzer Rei vu potenzielle Schwierigkeete schützen sollen. Ech wëll hei nëmmen e puer Moossnamen dovunner erausgräifen.

De Professionellen ass iwwert dëst Gesetz obligéiert fir de Konsument ausreechend iwwer sech an iwwer seng Firma ze informéieren. E muss de Konsument och iwwert deen offréierte Produit informéieren, an doriwwer eraus och iwwert d'Vetragsbedéngungen. Des Weidere gëtt eng Confirmationspflicht iwwert d'Informatioun vum deem d'Produit agefouert, an dat spéitens zum Datum vun der Livraisoun. Et gëtt en Droit de rétractation, also e Récktrëtsrecht innerhalb vu siwen Deeg agefouert, gekoppelt mat der Obligation vum indirekte Remboursement à charge du fournisseur, d'Afféierung vun enger Charge de la preuve vum Fournisseur am Fall vu Contestatiounen wat de Respekt vu verschiddeenen Délaien ugeet, oder wat d'Transmissioun vu prélabelen Informatiounen iwwert de Produit ugeet, oder wa keng Eenegkeet iwwert den Datum vun der Zoustellung vum Kafoptrag vum Konsument besteet, de Verbuet vun der Vente par inertie, wann d'Averständnis vum Konsument net explizit virläit.

Doriwwer eraus ass am Fall vun enger net erwünschter Liwwerung de Konsument vun enger Contre-presentation, also vum Bezuelen dispenséiert. Am Fall wou de Konsument keng Äntwert gëtt, also keng Zoustëmmung do ass, ass dat net automatesch mat engem Accord gläichzestellen. Clientsappeller iwwert den Automate d'appel sans intervention humaine oder iwwer Fax opt-in-System brauchen am Virfeld d'Autorisatioun vum Client selwer. D'Verkafstechnekeet vum opt-out-System sinn am Prinzip autoriséiert, ausser am Fall wou de Konsument sech ausdrécklech do géint opposéiert.

Am Artikel 9 geet de virleiende Projet méi wäit wéi d'Direktiv selwer, andeems den Télémarketing säiten dem Professionelle verbuede gëtt, mat der Ausnahm wou de Konsument dëser Technique de vente préalablement zugestëmmt huet. De Projet léisst, wéi scho gesot, eng ganz Rei vun Ongereimtheeten an dësem explosiounsaarteg wuessendem Domän. Et gëtt hei Rechter a Flichte fir déi béid Geschäftspartner reglementéiert.

Vill Entreprises, och déi vun enger méi klenger Envergnure, kréien duerch dës nei Verkaufstechnike méi a mat Sécherheet nei Méiglechkeete sech méi engem breede Publikum duerstellen. Hei kréiert sech, Här President, an deem ganz rasanten Tempo, eng séier modern an innovativ Zort vun Handel. Et bleiwen awer, wéi scho gesot, trotz dëser Direktiv, trotz dësem Gesetzestext nach vill Froen op, Froen déi selbstverständlech awer net onbedéngt dat heite Gesetz betreffen, mä déi een awer am Kontext vun deem heite Gesetz gesi muss.

Och wann de Commerce électronique net wéi ursprüngelech virgesinn an dësem Gesetz verankert ass, esou muss mer awer d'Gesetz vum 14. August 2000 iwwert de Commerce électronique conforme setze mat der Direktiv 97/7.

Ech denken och un d'Signature électronique, wou eis Législatioun nach net mat där rasanter Entwécklung Schrëtt gehalen huet. Et wier scho gutt, éischstens aus Sécherheetsgrënn an zweetens aus Grënn vun der Transparenz, wa mer hei eng Architecture vun enger Signature électronique géife kréien déi performant wier a mer net weiderhin op iergendwellech Computersystemer ugewise wäeren.

Eng aner Fro ass: Wéi steet et mat der Abgab vun der TVA, wa Produiten aus Net-EU-Länner iwwer Internet bestallt a geliwwert ginn? Ouni

adequat Gesetzgebung stellt eng Net-TVA-flichtig Vente eng zollid Concurrence déloyale duer. Ech weess dass e Groupe de travail an der europäescher Kommissioun un den Texter fir esou eng Direktiv schafft, mä dat hëlleft eis an dësem Stadium net weider. Et ass dofir wichtig, dass dës Texter esou séier wéi méiglech géifen op d'Tapéit kommen an dann och kënnen ëmgesat ginn.

Ech denken awer, dass dat virleidend Gesetz e Schrëtt an déi richteg Richtung ass an e juristesche Kader duerstellt, dee modern ass an dee sech deenen neie Forme vum Commerce a vun de Kommunikatiounsmoyenen upasst.

An den Diskussiounen, déi mer an der Ekonomieskommissioun haten, ass ersichtlech ginn, dass de Projet net zu gréisserer Schwierigkeete gefouert huet. Aus dësem Grond kënne mir als CSV-Fraktioun dësem Gesetz och zoustëmmen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz transposéiere mer eng Direktiv vun 1997 iwwert d'Protektioun vun de Consommateuren en matière de contrat à distance. Wat mer fréier Vente par correspondance genannt hunn heescht elo Contrat à distance.

Ech mengen, et ass eng wichteg Transpositioun, well, wéi meng Virriedner jo gesot hunn, d'Vente à distance sécher ëmmer méi important an der Zukunft gétt. Si huet schonn eng gewëssen Importenz an déi wäert och net ofhuelen. Et ass also wichtig de Consommateur hei esou gudd wéi méiglech ze schützen an him seng Rechter och kloer ze maachen.

Déi éischt Absicht vun der Regierung war, fir dass an dësem Gesetz all d'Kontrakter à distance, egal wat den technesche Support ass dovunner, sollte geregelt ginn, dat heescht esou gudd richteg Correspondance wéi den Téléfon, de Fax, de Mail, mä awer och den elektronische Commerce, alles, wat also zwëschen engem Professionellen an engem Consommateur géif ofgehandelt ginn, soll an engem Gesetz zesummegoen. Ech hätt déi Intentioun och begréisst, well ech et wichtig fannen dass een an engem Dokument all déi noutwenneg Informatiounen erëmfënnt. Op Recommendation vum Conseil d'Etat sinn awer d'Services financiers erausgeholl ginn. Dat lücht mer an, firwat dass d'Services financiers erausgeholl gi sinn. Effektiv waren Négociatiounen amgang iwwer eng Direktiv, déi och elo am Joer 2002 eréischt ugeholl ginn ass. Mir konnten also net scho virdrun en Text transposéieren, deen et nach net ginn ass.

Och déi Remarque, dass mer jo am Fong en neit Gesetz iwwert de Commerce électronique hätten, an dass et also net gudd wär fir elo erëm duerch en anert Gesetz doranner änneren ze goen, dat lücht mer och an. Ech kann also och mat dëser Proposition liewen. Ech wëll hei net op all d'Detailler vun deem Gesetz agoen. Éischtens well et wierklech Detailler sinn. Et muss ee sech also duerch all Artikel derduerch kämpfen an zweetens hu meng Virriedner dat jo och scho gemaach.

Ech stelle just fest, dass mer elo geschwënn dann erëm en neit Gesetz iwwert de Commerce électronique kréien, well eist Gesetz vum August 2000 entsprécht net méi dem Text vun den Direktiven. A ganz kuerzer Zäit - huelen ech un - kréie mer also erëm iwwert de Sujet hei ze diskutieren.

Ech wëllt eng allgemeng Bemierkung maachen an ech ginn och net

mid se ze maachen: Ech probéiere mech am Konsumenterecht erëmfannen, awer doduerch dass d'Matière komplizéiert ass a vill Direktiven an der Maach sinn oder ofgeschloss gi si ginn déi Texter oft geännert an ech fannen et éierlech gesot fir de Consommateur net einfach sech an der Gesetzgebung erëmfannen. Dofir mengen ech, dass et un der Zäit wär fir e consolidéierten Text ze maachen, e richteg Code du consommateur, net ee wou nëmmen eng Opléschung vun de Gesetzter dra steet, mä wierklech en Text wou och een, deen net Spezialist ass, sech kann erëmfannen.

Mir ginn net midd an eiser Gesellschaft ëmmer erëm ze schwätze vun der Konkurrenz, déi jo esou gudd ass fir de Consommateur, well se him eng grouss Offer ubitt, well hien da kann ofwäerten, an dass mer e mündegen an e gudd informéierte Consommateur brauchen. Ech sinn och dovun iwwerzeugt, dass mer dee brauchen, mä wa mer dee gären hätten, da musse mer awer och d'Moyenen zur Verfügung stellen, dass mir allegueren, déi mir Consommateur sinn, eis selwer kënnen erëmfannen an den Texter, an dass mer eis net müssen duerch en Urwald vu Législatiounen erduerch kämpfen an alles mühseleg zesumme siche mussen.

Duerfir nach eng Kéier spéitstens, géif ech mengen, nodeem déi lescht Direktiv iwwert de Commerce électronique dann transposéiert gétt, wär et un der Zäit fir e consolidéierten Text auszuschaffen, wou all d'Informatiounen fir de Consommateur lücht accessibel sinn.

Dat gesot, Här President, bréngen ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président. - Den Här Gusty Graas ass als nächste Riedner agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Handel, deen tëschent Partner just iwwer en Handschlag gemaach gétt, gétt u sech ëmmer méi rar, jiddefalls mat der rasanter technescher Entwécklung. Et ginn der nach ëmmer, jo, mä, wéi gesot, haut ass dat awer trotzdem net méi esou evident a mat der rasanter technescher Entwécklung a mat der Globalisierung gi jiddefalls ëmmer méi kommerziell Ofmachungen tëschent Parteie gemaach, déi sech u sech perséinlech ni begéien. Et ass also kloer, dass dës Form vu Kontrakter, déi jo och ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, en daitliche juristesche Kader kréie muss.

Dës Kontrakter hu jiddefalls de Virdeel, dass ee sech vill méi Zäit kann huele beim Choix vun der Wuer oder der Dingschtleeschung an dat ee virun allem sech awer och vill méi geziilt bei Lieferanten informéiere kann. Leider ginn awer natierlech mat dëser Manéier fir Geschäfte ofzeschléissen d'Méiglechkeete méi grouss fir Abüen ze bedreiwen.

Wann een zum Beispill als Lëtzebuerger en Handel mat engem griichesche Verkeefer iwwer Téléfon mécht, da spillt sech dat zu engem gudden Deel an engem Raum of, wou ee jiddefalls kee gréisseren Abléck drop huet, dat heescht éischer an engem abstrakte Raum. Weder weess een direkt mat wem een ze dinn huet, nach kann een d'Émfeld genee erkennen an deem ee sech beweegt.

Duerfir huet dëst Gesetz ouni Zweifel seng Wichtigkeet, fir datt de Consommateur u sech nach e gréisserer juristesche Kader gesat kritt fir deementsprechend kënne seng Akeef ofzewéckelen. Och wa mir Lëtzebuerger vläicht nach e bësse méi retizent si vis-à-vis vun dësem Méiglechkeet Akeef ze maachen, esou mengen ech, dass an Zukunft déi Méiglechkeet, fir iwwer

e Contrat à distance eng Wuer anzekafen, awer méi u Bedeitung gewanne wäert. Trotzdem soll ee sech awer net der Illusioun higin, dass mer an Zukunft nëmmen nach wäerten iwwert deen dote Wee eis Akeef maachen, well de menschliche Kontakt soll awer weiderhi bestoe bleiwen, an dat ass ouni Zweifel gudd esou.

Dëse Projet de loi soll also d'Rechter vun Konsument a virun allem seng Sécherheet, wa Kontrakter iwwer Distanz gemaach ginn, nach verbessern. Dat ass ouni Zweifel en erstriewenswäert Zil, wat an eiser moderner Konsumgesellschaft eng grouss Noutwendegkeet ginn ass.

Énnert deene ville Sécherheitsmoossnamen an Intérêt vum Konsument - ech wëll se net nach eng Kéier opzielen, dat hu meng Virriedner scho gemaach - wëll ech awer trotzdem op deen Délai vu siwen Aarbechtsdeeg nach eng Kéier hiweisen, deen dem Konsument, wéi gesot, zur Verfügung steet fir kënne säi Kontrakt gegebenenfalls ze annulléieren.

A bestëmmte Fäll kënne jo och dem Konsument seng Sue rembourséiert ginn. Dat ass e wesentlech Element vun dësem Gesetz, well soss kéint ech mer virstellen dass dach awer vill Konsumenten net géife versichen iwwert dës Technik hir Akeef ze maachen.

Et wier och net schlecht wann de Verkeefer mat engem Label géif auszegeent ginn, sous réserve natierlech dass hie gewësse Konditiounen erfelle géif. Ech wëll drop hiweisen, dass et esou e Label iwwerregens an Amerika gétt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann an dësem Gesetzesprojet Kontrakter, déi iwwert den elektronische Wee gemaach ginn, net viséiert sinn, esou erlaabt dës Diskussioun et awer vläicht nach e puer kuerz Reflexiounen iwwert de Commerce électronique ze maachen.

E Rapport vun der OECD aus dem Joer 1996 hat dës Diskussioun u sech richteg ugekuerbelt. Haut, nëmme siwe Joer méi spéit, kënne mer jo feststellen, dass den elektronische Commerce ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, an deem muss natierlech de Législateur Rechnung droen. Deen Einzelne mierkt dat am beschten a sengem dagdeegleche Liewen. Vill Dingschtleeschungen ginn haut iwwert den elektronische Wee ofgewéckelt, sief dat duerch d'Bezuele mat der Kreditkaart, sief dat den Homebanking an och aner Manéiere fir seng Geschäfte ze maachen.

Op Basis vun enger amerikanescher Etüd ass zum Beispill erauskomm, dass e Virement eng Bank honnertmol méi kascht wann en am traditionelle Guichet effectuéiert gétt wéi wann dat iwwer Internet geschitt. De Commerce électronique tëschent den Entreprisé selwer mécht ongeféier ? vum gesamte Commerce électronique aus. Haaptsächlech d'PMEE kënnen also da vun dëse Moyene profitéieren.

D'Produktivitéit gétt ouni Zweifel erhéicht, well d'Zouliwwerungskäschten oder d'Produktiounsdueréeë reduzéiert kënne ginn. Virun allem natierlech spillt d'Signature électronique eng wesentlech Roll an de kommerzielle Verträge, déi iwwert den Internet zum Beispill ofgewéckelt ginn. Mam Gesetz 4641, wat mer den 12. Juli 2000 hei gestëmmt haten a wat de 14. August 2000 am Mémorial publizéiert gouf, ass de législative Kader fir déi elektronesch Énnerschrëft gesat ginn. U sech hat jo bis elo an deem Domän de Stat wéi och de Privatsektor zweegleiseg geschafft, mä et muss een awer drop hiweisen dass elo kierzlech eng in-

teressant Initiativ geholl gouf, dass den Interessenverband LuxTrust elo gegrént gouf, wat et jo elo erlaabt dass déi öffentlech Hand an de Privatsektor un engem Strang zéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fait dass mir haut dat Gesetz stëmmen, obwuel et jo nëmmen d'Émsetzung vun enger Direktiv ass, ass awer och de beschte Beweis dass d'Regierung gewëllt ass fir an dësem Beräich Neel mat Käpp ze maachen. Et wier gudd - an dat ass och virdrun hei schonn ugeklongen - wann déi nei Dispositiounen natierlech géifen de Konsumente geziilt matgedeelt ginn. Do ass een natierlech och op d'Hëllef vun der Konsumenteverenegung ugewisen.

Ech brénge selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz, ouni awer net nach ofschléissend mengem Fraktiounskolleeg, dem John Schummer, merci ze soe fir säi mëndlechen a schrëftlechen Bericht.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och all deene Leit merci soen déi un deem Projet matgeschafft hunn.

Mir wëssen, bei dësem Projet schwätze mer iwwer en neit Gesetz am Kader vum Handel, deen iwwer Téléfon, Fax oder anert Geschier ofleeft. Geännert gétt heimat och e bestehend Gesetz vun 1983, wat allgemeng de Konsumenteschutz rechtlech ofséchert. Dernieft gétt et nach en anert Gesetz vum 14. August 2000, wat nëmmen den elektronischen Handel betrëfft. D'Handelskammer weist an hirem Avis drop hin, dass och d'Gesetz iwwert d'Hauséieren aus dem Joer 1987 nach misst ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten also deemnächst mindestens véier verschidde Gesetze hunn, déi sech am Fong mam selwechte Problem befaassen, dem Konsumenteschutz.

Iwwert déi ëmständlech Prozedur, den Hin an Hier bei der Virbereedung an déi rechtlech Komplexitéit vun den Texter ass hei scho geschwat ginn. Verschidde wichteg Annerungen, déi vun der Regierung geholl goufen, opgrond vu formeller Opposition vum Statsrot, bewiesen dëst sécherlech. Grad esou léisst d'Tatsaach, dass d'Finanzservicer ënnerwee erausgeholl goufen, drop schléissen, dass et fir de Konsument nach méi komplizéiert wäert ginn. Nodeem de Statsrot am zweeten Ulaif säi Sege ginn huet a verschidde Verbesserungen virgeholl gi sinn, kann den ADR trotz de genannte Bedenken dësen Text mat stëmmen.

Op e puer Punkte wëll ech awer nach zrëckkommen, fir dem ADR seng Virstellungen erauszestrichen. Am Artikel 2 vum Projet steet, wat alles nach net geregelt ass. Ze nenne wieren do emol éischtens, dass d'Finanzservicer erausgeholl gi sinn. Wann een d'Problemer kuckt, déi verschidde Konsumenten hu mat Assurancen, Geld léien oder placéieren, da gesäit een dass et Zäit gétt, dass déi europäesch Direktiven op deem Gebitt weiderkommen an eis Regierung weider rechtlech Schrëtt ënnerhëlt.

Zweetens, net betraff sinn d'Verkafsautomaten. Hei géllt et awer de Konsument ze schützen virun Hanermänner, déi Apparaten éischer als automatesch Banditte funktionéiere loosse. Drëtters sinn och net am Projet d'Bauwiesen an den Immobilienhandel. Jidderwee weess awer, dass op deem Gebitt besser rechtlech Ofsécherung vum Konsument, als schwächste Glidd an der Ketten, noutwenneg ass.

Véiertens verschidde Sécherheete fir de Konsument entfalen och am Beräich vun den Dingschtleeschungen, bei Auslandsopenthal mat Hotel, Transport an esou weider. Den ADR ass der Meinung, dass d'ULC Recht huet drop hinzuweisen, dass grad bei Reesen déi richteg Informatioun vum Zäitpunkt vum Récktrëtt am Sënn vum Konsument propper geregelt muss ginn.

Dann zum Artikel 3. Den ADR begréisst et, dass d'Informatiounen fir de Verkeefer rechtlech verbindlech festgeluecht sinn, besonnesch d'Identitéit, d'Adress vum Liwwerant, wou de Konsument seng Reklamatiounen kann ubréngen, si wichtig, wann hien am Ausland akeeft. Grad esou wichtig sinn aner Präzisiounen déi de Konsument muss kréien, wéi zum Beispill: Récktrëtt, eenzel Käschten an esou weider, op déi ech awer net wëll weider am Einzelnen agoen.

Positiv fanne mir och dass verlaangt ass, dass bei Démarchen iwwer Téléfon ëmmer muss kloer gestallt ginn, an zwar am Ufank vum Gespräch, dass et sech ëm e kommerziellen Zweck handelt. Den ADR gesäit och d'Noutwendegkeet a vun der schrëftlecher Bestätigung vun engem Vertrag duerch de Liwwerant, esou wéi et am Artikel 4 festgeluecht ass.

De Récktrëtt vun engem Kaf ass an den Ae vum ADR och zefriddestellend am Artikel 5 geregelt. Et ass wichtig dass de Konsument vernünfteg Délai behält, esou wéi se am Einzelnen am Projet stinn. Mat den entspreche Bedingunge fir seng Suen zrëckzékriegen, wann een dat dann zegutt huet, esou wéi et am nächsten Artikel 6 steet, menge mir, dass e gesond Gleichgewicht tëschent Konsumenteschutz an Handelssécherheit besteet.

Wat geschitt bei der Ausféierung vum Vertrag mat den Délai fir Liwwerung a mat dem Zrëckbezuere bei Net-Ausféierung, Net-Liwwerung? Dës Punkte si positiv ze bewäerten, esou wéi se am Artikel 7 virgesi sinn.

Kritt de Konsument eppes geliwert, wat hien net bestallt huet, da brauch hie weder ze äntworten nach ze bezuelen. Dësen Text vum Artikel 8 geet e bësse wäit. E Liwwerant, dee sech géiert huet an eng Wuer op eng falsch Adress schéckt, riskéiert säi klengen Ierum deier ze bezuelen, wann de betreffende „Glücklechen“ onéierlech ass an net fräiwëlleg eppes seet. Dem ADR seng Bedenken am Bezuch dorobber si leider net berücksichtegt gi vun der Regierung.

Ze begréissen ass, wéi am Artikel 9 steet: „Hauséieren“ iwwer automatesch Systemer, Téléfon oder Téléfax, kann nëmmen da gemaach ginn, wann de Konsument virdu säin Averstännis kloer ginn hat. Anerersäits kënnen all aner Kommunikatiounstechniken esou laang vun engem Verkeefer benotzt gi bis de Konsument kloer Nee gesot huet.

Déi zwee nächst Artikelen versichen de Problem ze regelen, deen ëmmer nach besteet duerch en Niewentene vum verschidde nationalen, europäeschen an anere Gesetzter. Gétt zum Beispill de Vertrag iwwer e Gesetz aus engem net-europäesche Land geregelt, da soll dëst Gesetz gëlle wann de Konsument an der EU wunn an do och de Vertrag ofschléisst.

En anert Beispill: Esou laang wéi innerhalb vun de gemeinschaftlechen oder nationale Regele keng speziell Virschrëfte fir eenzel Typé vu Verträge bestinn, gëllen d'Bestëmmungen vun dësem Projet. Am Fall wou awer esou speziell Virschrëfte bestinn, hunn dës Virrang virun deem heitege Projet op de betreffene spezielle Punkten. Et schéngt mir wéi wann hei un éischer Platz un d'Pai vun de Juriste geduecht ginn ass, déi sech spéider domadder befaassen dierfen.

Dofir zum Schluss zwou Propositionen. Éischtens den ADR ënnerstëtzt de Virschlag vun der Handelskammer fir eng Opstellung ze maache vun alle Gesetzestexter, déi de Verbraucherschutz betreffen. Zweetens nieft dem Handel mat Finanzservicer, mat der elektronischer Ennerschréft, sinn och nach Lotterien, de Verkaf nom Pyramidesystem oder verschidden Ennerhändlerverdeelungen ënnert d'Lupp ze huelen.

Ennert dese Viraussetzung wäert den ADR de Projet mat stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Et ass kee Riedner méi agedroen. Dann hätt d'Wuert elo den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie.** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt alle Riedner, déi zu deemem Projet Stellung geholl hunn, merci soen an hinne félicitéieren, dass se de Courage hate sech an esou eng komplex Matière anzeschaffen.

Dësen Text ass jo vun der Chamber opgrond vum Avis vum Conseil d'Etat wesentlech ofgeännert ginn. D'Regierung hat an engem éischte Projet proposéiert fir all Forme vu Vente à distance anzegräifen. De Conseil d'Etat huet gemengt et soll een dee Wee net aschloen. De Conseil d'Etat huet och a sengem Avis eng ganz Rei vun Oppositions formelles virgeholl, woubäi sech dann d'Fro opwerft, Här President, wat d'Valeur vun enger Opposition formelle vum Conseil d'Etat ass. Ech mengen, dat ass eng Fro déi een och eng Kéier misst definitiv tranchéieren.

Dir kennt meng licht méi kritesch Astellung zum Conseil d'Etat. Ech

sinn ëmmer dovun ausgaangen, dass, wann de Conseil d'Etat géif eng Opposition formelle maachen, da wier dat well de Conseil d'Etat der Meenung wier d'Verfassungsrechter géife violéiert ginn, mä dass de Conseil d'Etat net géif eng Opposition formelle maachen am Fall vun enger Fro vu politischer Opportunitéit.

Ech gesinn och, dass déi Waff vum Conseil d'Etat vun der Opposition formelle munchmol d'Chamber, de Législateur, mä och d'Regierung an d'Quëtsch bréngt, well Délaie spillen. Bei der Annonce vun enger Opposition formelle weess jo dann d'Chamber, dass et e Projet ass wou se sech iwwert d'Opposition formelle vum Conseil d'Etat ewechsetzt an dass dee Projet dann, wat eigentlech déi normal Praxis wier, well mir fuere jo ëmmer no der Ausnahme, misst zweemol hei an der Chamber ofgestëmmt ginn. De Conseil d'Etat setzt déi Waff a fir d'Chamber drop opmierksam ze maachen, dass dann d'Délaie, an deenen dat Gesetz kéint a Kraaft trieden, verlängert ginn an dass fréistens no dräi Méint eng zweete Kéier kann iwwert dat Gesetz ofgestëmmt ginn. Mä ech mengen zwëschent den Institutionen, zwëschent der Regierung, zwëschent dem Conseil d'Etat an der Chamber misst ee sech vläicht eng Kéier iwwert d'Asetze vun der Opposition formelle, iwwert déi Aart a Weis virzegoen, eens ginn.

Ech kann heimadder, Här President, liewen. Ech hunn och an der Kommissioun d'Chamber informéiert, dass ech déi Modifikatiounen, déi proposéiert gi sinn, akzeptéiere kann. Ech hätt léiwer gehat mir wiere bei deem ursprünglechen Text bliwwen. D'Chamber huet sech awer dem Avis vum Conseil d'Etat ugeschloss. Ech huelen dat zur Kenntnis a félicitéiere mech, Här President, dass mer

esou eng breet Zoustëmmung zu deemem Text hei kréien.

Ech wollt awer op e puer Froen agoen, Här President, déi opgeworf gi si vum Här Clement a vun anere Riedner iwwert d'Signature électronique. Mir ware jo déi éischt an Europa, déi d'Signature électronique an ee Gesetzestext gefaasst hunn. Mir hunn eigentlech eng europäesch Direktiv anticipéiert, mat der Konsequenz dass mer elo, wou mer deen endgültigen Text vun der Direktiv kennen, an der Obligation si punktuell bei deem engen oder anere Punkt Ofännerungen ze maachen, fir eis Dispositiounen deene vun der europäescher Direktiv conforme ze maachen. Dat ass e Risiko, deen ee leeft, wann ee méi schnell wëllt si wéi anerer, wann ee gären the first mover advantage hätt. Da muss een dee Risiko droen. Mir sinn dee Risiko ganz bewosst agaangen.

Mir wëssen och, dass eist Gebai vun der Signature électronique nach net komplett ass. Dat ass awer net d'Schuld vun der Regierung, mä mir versichen esou e System hei zu Lëtzebuerg ze kréien, dee fir sämtlech Acteuren, net nëmme fir de Stat, mä och fir de Privatsecteur a ganz besonnesch fir d'Banke valabel ass an deen och d'Interopérabilitéit mat anere Systemer géif garantéieren.

Et gëtt leider en matière de sécurité vun der Signature électronique nach keen einheitliche Standard. Mir hunn duerfir zesumme mat engem Grupp vu Banken de Groupement d'intérêt économique Lux-Trust gegrennt - den Här Graas ass dorobber agaang - fir d'Faisabilitéit vun engem gemeinsamen Trust-Zenter fir sämtlech Opérateuren hei zu Lëtzebuerg kennen ze garantéieren.

Dir wësst, wann Dir privat selwer mat Ärer Bank oder mam Post-

scheck op elektronischem Wee Är Virement maacht, Är Konte consultéiert, dann huet déi Bank mat där Der an der Korrespondenz sidd schonn e Système de sécurité agefouert, mä d'Gageure hei, dat ass fir all déi Systemer ee mat deem anere kompatibel ze maachen, fir sécher ze sinn dass déi Signature électronique, déi Dir ofgitt, an alle Systemer fonctionnéiert.

Et gëtt dann dem Stat virgeworf mir géifen net schnell genuch maachen. Mir kënnen als Stat fir de Bierger, nenne mer et emol eng Identitéitskaart, op de Maart bréngen, déi och elektronesch seng Identitéit certifiéiert, mä dee System ass dann net nécessairement kompatibel mat all deenen aneren, well an de Kontakter zwëschent dem Bierger an dem Stat sengen Administratiounen, do ass jo just d'Certitude verlaangt dass et och deen ass, dee sech do mat där Kaart oder op deem Wee mell. Bei de Banken awer zum Beispill ass nieft der Certitude d'Confidentialité enorm wichteg. Mir müssen déi zwou Saachen an enger gemeinsamer Architektur zesummebréngen. Dat ass ee vun de Problemer, plus d'Absence vu Standards um europäesche respektiv um Weltniveau.

Mir sinn amgaang dorunner ze schaffen. Ech hoffen dass mer duerch dee Groupement d'intérêt économique, dee mer virun zwou Wochen offiziell an d'Liewe geruff hunn, schnell Konklusiounen zéie kënnen. Ech hunn an enger éischter Approche gesot, an deenen nächsten zwee Joer - well ech wollt sécher sinn dass dann och wierkelech d'Aarbechte faerdeg sinn, mä Optimiste soen dass mer scho kéinten a sechs Méint wéinstens wëssen a wat fir eng Richtung mer goe sollen -, ob et iwwerhaupt faisabel ass oder ob een net sollt ein-

fach fir e bestehende System optéieren, quitte dass deen net deenen Uspréich genügt déi een eventuell stelle kéint.

Am Zesammenhang, Här President, mat deem Gesetz iwwert d'Ventes à distance stellt sech - an den Här Clement huet dat zu Recht évoquéiert - d'Fro vun der TVA. Wou ass wien TVA-pflichteg? D'Lëtzebuurger Regierung, well mir déi niddregst TVA-Sätz an Europa hunn, ass eigentlech der Meenung dass an de Relatiounen, an ech schwätzen nëmme vun de Relatiounen B to C, dat heescht Business to consumers, d'TVA do muss bezuelt gi wou de Sätz vum Vendeur ass. Ech wëll lech awer net verheemlechen, dass aner Länner anerer Meenung sinn.

Mir vertrieede grosso modo déi doten Thees op europäeschem Niveau wou d'Verhandlungen nach amgaange sinn, well mer der Meenung sinn dass dat, wéinst eisen niddregsten TVA-Sätz an Europa, d'Méiglechkeet géif gi fir gréisser Betriber hei op Lëtzebuerg ze kréien, déi da vu Lëtzebuerg aus kéinten hir Operationen am Commerce électronique mat der Europäescher Unioun, haut mat deene 14 aneren a mar mat deene 24 anere Memberlänner, ofwéckelen. Dir kënnt lech virstellen, dass dat awer net nëmme op déi ongedeelte Sympathie vun eise Partner stéisst.

D'Madame Delvaux huet an hirer Interventioun zu Recht drun erënnert, dass mer - an ech si jo schonn drop agaang - deemnächst erëm eng Kéier wäerten eist Gesetz iwwert de Commerce électronique müssen emänneren, fir et den europäesche Gegebenheeten unzepassen.

Si reklaméiert, an ech verstinn hir Demande, e Code du consommateur. Ech muss lech soen, dass ech als Wirtschaftsminister, deen



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

d'Tutelle vun de Consommateuren hunn, relativ schlecht dru sinn, well ech déi Ressources humaines fir dee Code opzestelle leider net hunn. Ech sinn awer amgaang am Budget 2004 no Méiglechkeeten ze sichen déi noutwenneg Kreditter ze kréie fir mat Hëllef vun zum Beispill engem Centre de recherche public ze kucken esou e Code kënnen opzestellen.

Mir sinn eis eens, dass en net nëmme eng Compilatioun vu bestehenden Texter si kann, mä wann e soll am Intérêt vun Konsument sinn, da muss en net nëmmen déi verfügbar Jurisprudenz bréngen, mä et mussen och nach Erklärungen dobäi si wéi en unzewenden ass. Ech ka just hei soen, dass mer wäerte kucken déi noutwenneg budgetär Méttelen ze kréie fir déi Aarbecht ze maachen, déi natierlech net vun haut op mar kann ofgeschloss ginn.

Här President, den Här Greisen huet ennerstrach dass seng Fraktioun bedauert, dass een dem Artikel 8 net konnt eng aner Fassung ginn. Den Artikel 8, ganz besonnesch am zweete Paragraph, seet: « En cas de fourniture non demandée, le consommateur est dispensé de toute contre-prestation, l'absence de réponse ne valant pas consentement. »

Här President, ech muss den Här Greisen drop opmierksam maachen, deen zwar seng Zoustëmmung zum Gesetz gëtt, dass mir net anescht kënnen wéi dat do esou ëmzesetzen. An där Direktiv, déi mer hei mussen transposéieren, an déi jo och am Document parlementaire 4781 opgefouert ass, steet op der Säit néng, am Basisdokument op der Säit 21: « Les États membres prennent les mesures nécessaires pour », an dann deen zweeten Alinea, « dispenser le consommateur de toute contre-prestation en cas de fourniture non demandée, l'absence de réponse ne valant pas consentement. » Dat heescht mir hunn à l'identique dat ëmgesat wat an der Direktiv steet. Mir kënnen och näischt anescht maachen.

Et kann ee mat der Fraktioun vum ADR bedauern, dass deen Text esou libelléiert ass, mä et ass eben de Konsens deen um europäeschen Niveau ausgeschafft ginn ass, a mir si gehale fir d'Direktiv genauestens ëmzesetzen.

Här President, ech mengen dass ech domadder op déi eenzel Remarken agaange sinn. Ech soen der Chamber merci fir déi breet Zoustëmmung zu deemem Text.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4781 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 14 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4781 ass eestëmmeg mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling,

Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippringer), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Fernand Greisen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussion vum Projet de loi 4789, en Ofkommes mat Korea a mat Indien iwwert de Flugverkéier. Et si schonn age-droen: den Här Jung, d'Madame Delvaux an den Här Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

3. 4789 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée relatif au transport aérien, signé à Luxembourg, le 27 septembre 2000;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Inde relatif au transport aérien, signé à New Delhi, le 8 janvier 2001

Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4789 betrëfft en Accord arien zwëschen a) der Lëtzebuerger Regierung an der koreanescher Regierung a b) zwëschen der Lëtzebuerger Regierung an der indescher Regierung.

Deen éischten Accord ass de 27. September 2000 zu Lëtzebuerg ennerzeechent ginn an deen zweeten Accord den 8. Januar 2001 zu New Delhi an Indien. Dese Projet 4789 gouf vun der Madame Ausseminister den 2. Abrëll 2001 déposéiert an de Conseil d'Etat huet säin Avis den 29. Januar 2002 zu deemem Projet ginn. Den 9. Oktober 2002 huet d'Kommission vum Transport meng Weinegkeet als Rapporteur vun deemem Projet designéiert. Bei Geleeënheet vun deser Sëtzung goufen de Projet an den Avis vum Conseil d'Etat examinéiert an de Rapport gouf de 4. Mäerz 2003 ugeholl.

Et geet an deemem Projet, wéi aganks gesot, ëm zwee bilateral Loffaartofkommessen, déi sech an eng Rei vun ähnlechen Accorden, déi fréier scho vun anere Regierungen ofgeschloss gi sinn, areien. D'Kommission notéiert, dass dës

Accorden d'Confirmatioun vun der Regierungspolitik sinn, déi als Objektiv huet eise Loffaartgesellschaften Zukunftsperspektiven opzemaachen an hinnen esou vill wéi méiglech Rechter ze verschafen.

Bilateral Ofkommesse wéi déi hei sinn indispensable a bilden d'Base juridique fir d'Ouverture vu regelméissegen neie Fluglinnen. D'Ofschléisse vun esou bilateralen Accords ariens erlaabt et der Regierung hire Portfeuille ze stäerken am Hibleck op zukünfteg multilateral Accorden.

Déi europäesch Politik, wat d'Libérisatioun vum Lofttransport ugeet, steiert ëmmer méi op Relatiounen zwëschen der Europäescher Union an Drëttlänner hin. Dës bilateral Accorde sinn also en Acquis wat zukünfteg Kompetenztransferte bei europäesch Organer betrëfft. Et muss een an deemem Zusammenhang déi acht Arrêtéer vun der Cour de justice européenne vum 5. November 2002 zitieren. Hei geet Rieds, an ech zitieren: « Les Etats membres perdent leur droit d'assumer des obligations avec les pays tiers au fur et à mesure que les règles communes qui pourraient être touchées par ces obligations voient le jour. » D'Kommission hëlt Akt vun deemem Jugement.

Si hëlt trotzdem zur Kenntnis wat den Exposé des motifs betreffend déi europäesch Libérisatiounspolitik seet an ech zitieren och hei: « Ce dossier est depuis quelque temps à l'étude auprès des services communautaires, l'objectif étant la recherche d'une solution par laquelle la négociation communautaire obtiendrait un meilleur résultat que la somme des négociations bilatérales éventuelles. Le moins qu'on puisse dire à ce stade est que l'approche choisie ne fait pas encore l'unanimité des Etats membres de l'Union européenne. Globalement les avis sont effectivement partagés sur les éventuels avantages et désavantages découlant tant de l'idée même d'une négociation communautaire future que de l'approche pratique à adopter quant à la procédure de négociation proprement dite. »

De Ministeschconseil Transport vun der Europäescher Union huet bei Geleeënheet vu senger Réunion vum 5. a vum 6. Dezember 2002 decidéiert - an och hei zitieren ech -: « Qu'une modification de la politique nationale serait prématurée à l'heure actuelle. » Deemo huet eis Transportkommission keng Objectioun gesinn, dass d'Chamber dese Projet adoptéiere kënnt. De Conseil d'Etat huet, wéi gesot, den 29. Januar 2002 säin Accord ginn, mat e puer Remarken, entre autres dat eng Augmentatioun vum Trafic arien mat Nuisancé kënnt verbonne sinn.

D'Kommission referéiert sech hei op déi Estimatiounen wat den Trafic arien betrëfft, déi bei Geleeënheet vum Projet de loi iwwert d'Police an d'Exploitatioun vum Flughafen, dem Bau vun enger Aérogare an der Kommodo-Inkommodo Prozedur bis 2012 gemaach gi sinn. All Detailler sinn am schrëffleche Rapport heizou nozeliesen.

An der Hoffnung dass dese Projet e largen Accord fënnt, géif ech lech merci soe fir d'Nolauschteren an ech bréngen den Accord zu deemem Projet vun der DP-Fraktioun.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Ady Jung agedroen. Den Här Jung huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ady Jung (CSV).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wat de Projet de loi 4789 ubelaangt, deen zwee Accorde betrëfft déi d'Lëtzebuerger Regierung enger-

säits mat der Regierung vun der Republik Korea, anerersäits mat der Regierung vun Indien getraff huet, esou brauch ech net méi op Einzelheeten anzegoen, well de Rapporteur John Schummer dat op eng excellent Aart a Weis gemaach huet.

Une voix.- Très bien.

M. Ady Jung (CSV).- Ech wëll just ennersträchen, Här President, dat esou bilateral Ofkommesse Viraussetzung si fir dat déi Fluggesellschaften, déi hei a Lëtzebuerg agréiert sinn, regelméisseg Relatiounen mat dese Länner kënnen ennerhalen an hir Dénegschleeschungen do ubidde kënnen.

Et ass och besonnesch wichteg dat dës international Accordé getraff sinn éier déi Europäesch Union d'Kompetenz fir den internationale Flugverkéier iwwerhëlt. Duerno gëtt et mat Sécherheet méi schwéier, partikular Interesse fir Lëtzebuerg duerchzesetzen.

Niewebäi sief bemierkt, dat esou Accorden eise Fluggesellschaften, besonnesch deenen déi sech mam Frachtverkéier ofginn, méi Méiglechkeete bidde fir Transportoptrag ze erleeeden, déi net onbedéngt iwwer Lëtzebuerg transitéiere mussen. Domat gëtt d'Rentabilitéit vun dese Gesellschaften gehuewen, ouni dass doduerch de Findel a säin Ëmfeld méi belaascht gëtt.

Dest gesot iwwerbréngen ech den Accord vun der CSV zum Projet de loi 4789 a soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Déi nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Merci, Här President. Et ass bal net derwärt de Mikro uzemaachen. Ech wollt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deemem Projet ginn.

M. le Président.- Den Här Fernand Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci all deenen déi um Projet matgeschafft hunn. Mat dese verschiddenen internationalen Ofkommen am Beräich vun de Lofttransporter soll d'Cargolux weider Landerechter, dat heescht weider Geschäfte gesécher kreien.

Am Text steet awer och, dass eise Findel domat seng Bedeitung als international Plattform fir Passagéier a Frachtverkéier stärke kann. Dergéint huet den Transportminister an der Kommission gesot, dest géif keen iwwerméissege Wuesstum um Findel mat sech bréngen, well d'Cargolux d'Méiglechkeet kritt téschent Drëttlänner Fracht ze transportéieren. Bei den Debatten zum Ausbau vun der Aérogare hu mir schonn drop higewisen, dass e weideren Ausbau vun den Transportaktivitéiten vun der Fracht um Findel an eisen Aen net noutwenneg ass.

De Statsrot weist a sengem Avis zu de Projeten och op d'Méiglechkeet hi vun enger verstärkter Belaaschtung fir d'Awunner ronderëm de Findel. A wann et och richtig ass, dass verschidden technesch an administrativ Moosnamen dozou bäidroen kënnen dës Belaaschtung erof ze setzen, esou ass et falsch wann den Transportminister mengt hien hätt et fäerdeg bruecht d'Belaaschtung fir d'Leit gewaltig ze reduzéieren.

Dat steet esou am Bericht vun der Kommission an dat war och de Grond firwat ech mech zu deemem Bericht enthalen hunn. Den ADR wäert deemem Projet awer trotz deene Bedenke seng Zoustëmmung ginn a mat Jo stëmmen.

Mir géifen et wichteg fannen, wann den zoustännegen Transportminister hei nach eng Kéier géif bestätegen, dass keng weider Frachttransporter um Findel ausgebaut

ginn, esou wéi en dat an der Kommission gesot huet.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss an d'Wuert huet den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Merci, Här President. Eigentlech hätt ech mech kënnen kuerz faassen, well sämtlech Fraktiounen jo hiren Accord zu deenen Texter bréngen.

D'Interventioun vum honorablen Här Greisen, Här President, verlaangt awer, dass ech kuerz op déi aginn. Dat eent ass fir der Chamber ze soen, dass ech en Engagement op deser Tribün geholl hu fir d'Nuetsvolen esou wäit wéi méiglech anzeschränken, an am Rapport d'activité vum Ministère des Transports wäert Der och gesinn dass am Joer 2002 d'Zuel vun den Nuetsvolé sensiblement zrëckgegaangen ass par rapport zu deene Jore virdrun. Dir wësst och, an d'Press huet dat relatéiert, d'Statistike fänken elo un eraus ze kommen. D'Zuel vun de Passagéier um Flughafen Findel ass och zrëckgegaangen. Dat huet domadder ze dinn, dass eng Rei auslännesch Gesellschaften de Findel net méi ufléien. D'Zuel vun de Passagéier vun der Luxair ass wuel an d'Luucht gaangen, mä insgesamt ass d'Passagéierzuel liicht réckgäegg.

Wat de Fret ugeet, esou huet de Fret déi Evolutioun déi mir virausgesinn hunn. Dat heescht, dass do d'Tendenz nach liicht steigend ass. Ech wëll awer ennersträchen, dass d'Négociatioun vun deenen Accorden haaptsächlech d'Ambitioun huet fir eise Portfeuille vun Accorden ze étofféieren, fir der nationaler Gesellschaft Cargolux méi Méiglechkeeten ze ginn, a ganz besonnesch och méi Méiglechkeeten ze gi wat hiren Développement am Ausland ugeet, wat hir Méiglechkeete vu Cabotage ugeet. Dat heescht, dass ee vun engem Punkt op deen aneren, ouni Lëtzebuerg unzefléien, ka Wueren transportéieren. Dat ass desto méi wichteg, well mer jo elo en Uerteel hu vum europäesche Gerichtshaff, op Initiativ vun der Kommission, wat d'Rechter vun de Länner, wat d'Négociatioun vun Accorden ariens ugeet, liicht aschränkt. Mir sinn amgaangen um europäeschen Niveau, um Niveau vum Conseil, ze kucke wat fir eng Konsequenze mer aus deem Uerteel ze zéien hunn. Ech wëll lech net verheemlechen, dass d'Meenung, d'Usiichte vun de Memberlänner par rapport zur Kommission, hir Interpretatioun vun deem Uerteel total divergéieren, dass et nach laang Zäit wäert brauche bis mer do op e gemeinsamen Nenner kommen.

Mir hunn op alle Fall als Land Intérêt, dass mer esou wäit wéi méiglech kënnen fir eis selwer verhandelen an dass mer net brauchen, mat haut deene 14 aneren a muer zu 25, Accorden ariens mat Drëttlänner négociéieren. Esou Négociatiounen ginn net onbedéngt am Intérêt vun der Lëtzebuerger Economie aus.

Merci, Här President.

M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet de loi si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4789 ass unanime mat 57 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, M. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4833, en Ofkommen mat Hong Kong, mam Nepal a mat de Vereenegte State vun Amerika iwwert d'Services aériens. D'Riedezäit ass och nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Jung a Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

4. 4833 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Région Administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Népal relatif aux services aériens signé à Luxembourg, le 18 juin 1999;

- de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 13 et 21 juillet 1998 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique amendé par l'Accord sous forme d'échange de lettres du 6 juin 1995

Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur. - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4833 ass similaire zum Projet de loi 4789. E betrëfft och en Accord aérien, an zwar tëschent der Lëtzebuurger Regierung an 1. der administrativer Regioun vun Hong Kong vun der Volleksrepublik China, deen zu Hong Kong den 3. Juni 1998 ënnerzeechent ginn ass; 2. der Regierung vun Kinnekräich Nepal, deen den 18. Juni 1999 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen gouf; an 3. der Regierung vun de Vereenegte State vun Amerika, deen duerch Bréifwiessel vum 13. an 21. Juni 1998 zustane koum an deen den Accord vum 19. August 1986 an den Accord vum 6. Juni 1995 amendéiert.

Dëse Projet gouf den 21. August 2001 vun der Madame Ausseminister déposéiert an de Conseil d'Etat huet säin Avis den 19. Juni 2001 zu dësem Projet ginn.

Den 9. Oktober 2002 huet d'Kommissioun vum Transport mech als Rapporteur designéiert an huet och an d'äerselwechter Sitzung de Projet de loi an den Avis vum Conseil d'Etat examinéiert. Et geet och hei erëm, grad ewéi virdrun, ëm dräi bilateral Accordé wat de Loftverkéier betrëfft. Och dës Accordé reie sech an d'Kontinuitéit vu fréieren Accorden an, déi déi sukzessiv Regierungen ofgeschloss hu fir eiser Loftfaart déi néideg Expansionsméiglechkeet ze garantéieren.

Duerch dës Accordé kann zum Beispill d'Cargolux méi Business, respektiv méi Chiffre d'affaires maachen, ouni awer forcément méi Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen.

Och bei dësem Projet kommen ech als Rapporteur net derlaanscht fir op déi aacht Arrêté vun der Cour de Justice européenne hinzewiesen an déi Kommentären ze maachen, déi ech beim viregte Projet och zitéiert hunn.

Ervirzesträiche bleift nach, dass de Flughafen vun Hong Kong ee vun deene wichtegsten ass aus dem Raum Extrême-Orient an dass dësen Accord et eiser Cargolux erlaube wäert weider Développementer virzehuelen a weider ze wuessen.

De Conseil d'Etat mécht a sengem Avis op de Caractère international vun eisem Flughafen opmierksam an approuvéiert och dëse Projet.

Ech géing dofir, wéi bei deene Projete virdrun, d'Chamber bidden hir Zoustëmmung ze ginn an ech bréngen à la même occasion d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Ady Jung agedroen. Den Här Jung huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ady Jung (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de Projet de loi 4833 ubelaangt, deen dräi Accordé betrëfft, déi d'Lëtzebuurger Regierung engersäits mat der Regierung vun der Regioun Hong Kong vun der Republik China, anersäits mat der Regierung vun Kinnekräich Nepal an och mat där vun de Vereenegte State vun Amerika getraff huet, esou brauch ech och hei net méi op d'Eenzelheeten anzegoen, well de Rapporteur John Schummer dat elo just op eng excellent Aart a Weis gemaach huet. Him sief merci gesot fir säi gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et gëllen hei déiselwecht Argumenter wéi beim Projet 4789 an dofir iwwerbréngen ech och heizou den Accord vun der CSV zu dësem Gesetzesvorschlag.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Fernand Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR). - Här President, wat ech zum viregte Projet gesot hu gëllt och fir deen hei. Den ADR wäert dëse Projet matstëmmen.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*. - Här President, ech soen der Chamber merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Gesetzsprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet de loi si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4833 ass unanime mat 57 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Ady Jung), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, M. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Marco Schroell), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Fernand Greisen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4904, eng Konventioun iwwert d'Schlichtungsverfahren innerhalb vun de Länner vun der KSZE. Et si schon ageschriwwen: déi Häre Rippinger an Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorablen Här Ben Fayot.

5. 4904 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, faite à Stockholm, le 15 décembre 1992

- du Protocole financier établi conformément à l'article 13 de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, adopté à Prague, le 28 avril 1993

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur. - Här President, 1975, also nach zu der Zäit vun deenen zwee groussen antagonistische Bléck an Europa, huet d'Konferenz vun Helsinki zréckbehalen, dass d'europäesch Länner hir Konflikter an Zukunft mat friddleche Mëttele sollte léisen. Dat ass ee vun deenen zéng Prinzipien, déi deemools vun der CSCE, der Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe, déi jo eng wichteg Roll an der Liberaliséierung vun de Länner am Sowjeträich gespillt huet, zréckbehalen gouf. Déi CSCE ass 1995 zur OSCE ginn, dat heescht zur Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

Besonnenesch nom Enn vun der Zweedeelung vun Europa, 1989 also, ass d'Iddi okomm fir en Instrument an där OSCE ze schafe fir Konflikter duerch Vermëttlung a Schlichtung am Virfeld ze verhënnere.

D'Konferenz vun Helsinki huet am Juli 1992 e franséisch-däitsche Projet vun enger Konventioun ugeholl fir esou en Instrument an d'Liewen ze ruffen. Schonns am Dezember 1992 haten 29 Länner an och Lëtzebuerg déi Konventioun ënnerschriwwen. Bis haut sinn dat insgesamt 33 Staten. Am November 2001 haten 32 Staten déi Konventioun ratifizéiert an d'Konventioun ass iwwregens de 5. Dezember 1994 a Kraaft getratt.

Elo kann een d'Fro stelle firwat mer eng zousätzlech juridictionnel Instanz an Europa brauchen, mat där Particularitéit, dass se eben der Conciliatioun an dem Arbitrage consacréiert ass. Et gëtt jo bekanntlech eng ganz Partie vun esou Instanzen an Europa, vun deenen allerdéngs keen eenzegt esou en Instrument fir Conciliatioun an Arbitrage ass.

Et gëtt den europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg, deem seng Kompetenz op déi Europäesch Unioun limitéiert ass. D'Cour vu Stroossbuerg betrëfft d'Länner vun Europarot. Nach net all d'Länner vun Europarot hunn iwwregens déi europäesch Mënscherechtskonventioun ratifizéiert. Et gëtt och en internationale Geriichtshaff zu La Haye, dee fir d'ganz Welt zoustänneg ass a vun der UNO ofhänkt an iwwregens och eng extrem komplex Prozedur huet. Dat ass also kee flexibel Instrument wat ee kéint asetze fir schnell an ouni Ophiewes Konflikter am Virfeld ze léisen, ouni juristesche Prozesser, mä am Virfeld duerch d'Schlichtung.

Et gëtt iwwregens an Europa - dat muss een och hei rappeléieren - eng Partie Instrumenter vu Vermëttlung an Arbitrage, déi eigentlech nach ni fonctionnéiert hunn. Esou gëtt et eng Cour permanente d'arbitrage, déi 1907 zu La Haye geschaf gouf. Mä d'Ursach firwat dass dës Instanz sech eigentlech net konnt durchsetzen, war well se sech am Fong geholl ni an de Kader vun enger internationaler Organisatioun ageschriwwen huet. Si huet duerfir ni eng Chance gehat. Och d'Konventioun vum Europarot vun 1957 iwwert d'Concilia-

tioun an den Arbitrage huet sech net imposéiert.

Déi Juridiction, déi Cour fir Conciliatioun an Arbitrage vun där mer haut schwätzen, ass en fait eng feststehend Institution. Et soll allerdéngs verhënnert ginn, dat ass och kloer deemools gesot ginn, dass en neit permanent Gericht mat deiere Strukture geschaf géif. Et handelt sech also net ëm en Organ vun der OSZE, mä ëm eng Institution déi direkt vun de Länner vun der OSZE geschaf a bezuelt gëtt. En fait ass dat Gericht weider näischt wéi eng Lëscht vu Perséinlechkeeten aus alle Länner aus deenen d'Membré vun der Vermëttlungskommissioun respektiv den Tribunaux arbitraux gewielt solle ginn, wa se gebraucht ginn. Doriwwer steet e Büro vu fënnf Leit. De President vun deem Büro ass den Här Robert Badinter, deen iwwregens och eng grouss Roll bei der Gebuert vun där Juridiction do gespillt huet.

Ech ginn elo net op déi technesch Detailler vun der Konventioun an. Et muss een allerdéngs dobäi soen, dass déi Cour, an deenen aacht Joer wou se besteet, eigentlech nach keng Affär hat. Et gouf iwwregens schon eng Keier vun engem amerikaneschen Deputéierten an der Assemblée vun der OSZE proposéiert déi Cour ofzeschaffen. Dee Virschlag ass net op Géigeléit an der Versammlung gestouss an dofir ass en och zréckgezu ginn. Et kann ee sech also Froe stellen iwwert d'Utilitéit vun esou engem Organ. Et muss een allerdéngs och rappeléieren, dass all international Tribunal eng Zäit gebraucht hu fir unzekommen. Mat der Ratifizéierung vun dëser Konventioun soll déi Lëtzebuurger Chamber also déi Cour vun der OSZE kloer an d'äitlech no bausse ënnerstëtzen.

De Statsrot huet zwou Froen am Zesammenhang mat där Cour gestallt. Déi eng Fro war, ob déi Konventioun net misst no onser speziellescher Prozedur vun der Verfassungännerung adoptéiert ginn. De Statsrot kennt awer zur Konkliusioun, dass dat net noutwendeg ass, dass mer also kënnen iwwert den normale Wee hei ofstëmmen.

(Interruption)

Déi zweet Remarque, déi de Statsrot gemaach huet, war, dass keng Indication iwwert déi finanziell Bedeelegung dobäi war. Mir krute vum Ausseministere gesot, dass de Budget vun der Cour am Joer 2001 - méi rezent Informationer hunn ech op jidde Fall net - 60.000 Schwäizer Frang héich war. Dovunner dréit Lëtzebuerg no dem internationale Schlëssel 0,55%. Dat sinn ongeféier 300 Euro. Dat ass also de Präis dee mer fir dee Büro bezuelen a fir déi Existenz vun där Cour.

Här President, dat waren déi puer Informationer an déi puer Indicationen, déi ech wollt iwwert dës Konventioun ginn. Ech géif d'Chamber bidden se unzehuelen. Ech wëll zugläch soen, dass meng Fraktioun dës Konventioun mat droe wäert.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Marcel Glesener.

Discussion générale

M. Marcel Glesener (CSV). - Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den detailléierten a prezisen Ausféierung vum eiselem Kolleeg Ben Fayot ass mat Sécherheet näischt bäizefügen. Mir soen him merci fir seng Aarbecht a fir säi prezise Rapport. Ech ginn domat d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zum Gesetzesprojet.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, ech weess am Fong geholl net wat fir e Gefill a mir soll virherrschen, ob et enger-

säits déi grouss Dialogbereetschaft vun dëser Regierung ass, déi et erlaabt dass ee vun der Opposition...

(Interruption)

Ebe just!

...dass en Deputéierte vun der Opposition e Rapport fir d'Regierung mécht, oder ob d'Opposition elo schonn esou wäit der Regierung entgéint kënn, dass se net nëmmen d'Projete stëmmt, mä och nach de Rapporteur stellt.

(Hilarité et interruptions)

Gesidd Der, Här Di Bartolomeo, et ass genau an deem Sënn wou ech schwätzen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Do gesidd Der awer! Ech mengen, et ass eischer d'Dialogbereetschaft vun dëser Regierung. Ech si ganz besonnesch frou dass de Rapporteur alles dat, wat d'Regierung hei virgeschloen huet, aprouvéiert huet an dat och esou virbruecht huet wéi kee vun eis et hätt kënne besser maachen. Ech kann him also nëmmen duerfir merci soen an och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Ben Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech soen dem Här Rippinger merci fir déi Komplimenter, mä ech muss awer soen, dass mer eischer emol an der aussepolitische Kommissioun eng ganz Partie Konventionen hunn an dass vun dem President vun der Kommissioun keng Opposition do war, fir dass en Deputéierte vun der Opposition esou e Rapport maache sollt. Dat zweet ass, dass mer jo hei net fir d'Regierung schaffen, mä mir schaffe fir d'Chamber.

(Interruption et hilarité)

Et ass - dat muss ech iwwregens soen - a ville Parlamentar uechtert d'Welt gang und gäbe, dass d'Opposition, souwuel wat d'Présidentschaft vu Kommissioun wéi och wat Rapporteur fir wichteg Projete ueget, agespaant an agesat gëtt. Déi am Fong geholl onheilsam komplett Trennung zwëschen Majoritéit an Opposition, wat déi legislativ Aarbecht ueget, wéi se bei ons an der Chamber herrscht, solle

mer emol eng Kéier wierklech op de Leescht huelen a kucken ob dat an Zukunft och nach esou soll gemaach ginn.

M. Robert Mehlen (ADR).- Dat gëllt och fir déi 15 Joer virdrun, Här Fayot.

(Brouhaha général)

M. Ben Fayot (LSAP).- Här Mehlen, ech mengen, ech hunn hei eng prinzipiell Ausféierung gemaach. Dat gëllt selbstverständlech fir all Regierung a fir all Majoritéit a fir all Opposition. Dat ass meng Iwwerzeugung.

M. le Président.- Den Här Fayot huet Recht. D'Deputéierte sinn net d'Waasserdréier vun der Regierung. D'Deputéierte sinn déi gesetzgebend Versammlung a si hunn am Interesse vum Vollek zesummenzeschaffen.

(Brouhaha général)

Elo fuere mer da weider. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, ech si ganz frou dass mer déi Konvention, déi datéiert vun 1992, elo mat der üblecher Rapiditéit vun der Regierung kënnen an ons Gesetzgebung aféieren, zéng Joer duerno. Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Fayot, félicitéieren an him soen dass mir mat senger Appréciation, dass d'Opposition heiansdo soll de Rapporteur zu verschidene Gesetzgebunge stellen, voll a ganz averstane sinn. Dat gesot wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, ech wollt fir d'eischer meng Kolleegin d'Madame Polfer entschëllegen, déi net wosst dass de Moien d'Chamber géif zesumme kommen an déi haut de Moien am Ausland ass.

(Brouhaha général)

Si bedauert dass se bei dësem historesche Moment net konnt dobäi sinn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Si misst eigentlech ëmmer

à la disposition de la Chambre sinn.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, den Här Di Bartolomeo mengt dass d'Regierung ëmmer sollt à la disposition de la Chambre sinn. Duerfir ass d'Regierung jo och vertrueden a si ass déck vertruede wéi Der dat...

(Hilarité)

...kënn feststellen.

(Brouhaha général)

Ech wollt der Chamber merci soe fir déi excellent Aarbecht, dass dëse Projet déi breet Zoustëmmung fënn. Ech wollt lech och félicitéieren, dass e Member vun der Opposition bereet war de Rapport zu dësem Text ze maachen. Ech fannen et effektiv - an dat a mengem perséinlechen Numm, well ech 15 Joer laang déi Chance net hat fir kënnen e Rapport ze maachen - déi normalste Saach vun der Welt, dass bei Projeten, besonnesch bei Projeten déi déi breet Zoustëmmung fannen, och Membere vun der Opposition méi enk an déi legislativ Aarbecht mat agebonne sinn, a wéi Dir, Här President, gesot hutt, d'Chamber ass net am Déngscht vun der Regierung. D'Chamber steet am Déngscht vum Land, an duerfir ass et eng absolut normal Saach.

(Brouhaha général)

M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Articlekele vum Projet de loi 4904 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugehall.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwer dee virleien- de Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 4904 ass eestëm- meg ugehall mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Ady Jung), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Jean-Paul Rippinger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi	page 415
Hommage à la mémoire de Monsieur Pol Wagener, député honoraire	page 415
Communications	page 415
Retrait du rôle du projet de loi 3170 portant modification de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse	page 415
Ordre du jour	page 415
Vérification des pouvoirs et prestation de serment de M. Marcel Sauber	pages 415-416
Nomination d'un Vice-Président de la Chambre des Députés	page 416
Composition des délégations auprès des assemblées internationales et des commissions parlementaires	page 416
5050 - Débat d'orientation "La situation économique et sociale des femmes"	pages 416-429
Communication	page 429
Interpellation de M. Marc Zanussi sur l'élaboration d'un plan sectoriel Transport pour le Bassin minier	pages 429-441
Dépôt d'une proposition de loi	page 432
Communication	page 441
4934 - Débat d'orientation sur la médecine palliative, l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie	pages 441-455
Communications	page 455
4781 - Projet de loi concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et abrogeant l'article 7 de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur	pages 455-459
4789 - Projet de loi portant approbation - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Corée relatif au transport aérien, signé à Luxembourg, le 27 septembre 2000; - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Inde relatif au transport aérien, signé à New Delhi, le 8 janvier 2001	pages 459-460
4833 - Projet de loi portant approbation	
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Région Administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine relatif aux services aériens, signé à Hong Kong, le 3 juin 1998;	
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Népal relatif aux services aériens signé à Luxembourg, le 18 juin 1999; - de l'Accord sous forme d'échange de lettres des 13 et 21 juillet 1998 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique amendement l'Accord relatif aux services aériens, signé à Luxembourg, le 19 août 1986, tel qu'il a été amendé par Accord sous forme d'échange de lettres du 6 juin 1995	page 460
4904 - Projet de loi portant approbation	
- de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, faite à Stockholm, le 15 décembre 1992	
- du Protocole financier établi conformément à l'article 13 de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, adopté à Prague, le 28 avril 1993	pages 460-461

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Fernand Greisen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg a fänt um halwer drai un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 10.28 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen: um Kanal S 29

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 11 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1978	Marc Zanussi	Financement du spectacle de danse "Divine ... ou la larme de la prison"
1979	Gusty Graas	Attribution d'un prix d'encouragement aux exploitants d'une station d'épuration
1980	Gusty Graas	Formation spéciale pour les fonctionnaires communaux
1981	Jean-Pierre Koepf	Lignes RGTR dans le canton de Wiltz
1982	Renée Wagener	Grève de faim au Centre pénitentiaire de Schmassig
1984	Renée Wagener	Destruction de la végétation au quartier du Grund
1985	Ben Fayot	Stratégie énergétique de la Commission européenne vis-à-vis de l'énergie nucléaire
1986	Lucien Lux	Anesthésie péridurale
1991	Marc Zanussi	Développement du transport public
1992	Alex Bodry	Législation en matière de foires et marchés
1994	Jacques-Yves Henckes	Dispositions du complément RMG
1995	Jacques-Yves Henckes	Siège de Luxembourg (départ de la DG EMPL/D5)
1997	Gusty Graas	Année internationale de l'eau douce
1999	Ben Fayot	Définition des études surveillées et de l'aide aux devoirs à l'école primaire
2000	Laurent Mosar	Droit à l'abattement fiscal (art. 129c L.I.R.)
2001	Alex Bodry	Plan sectoriel des zones inondables
2002	Ben Fayot	Accord général sur le commerce de services (AGCS)
2003	Lucien Lux	Rapport sur la stratégie dite "de Lisbonne"
2004	Renée Wagener	Conventions avec les associations gérant des foyers de jour
2005	Gast Gibéryen	Les faillites et les conséquences sur notre système de sécurité sociale
2006	Laurent Mosar	Le résultat des négociations avec la Commission européenne quant au départ de la DG "santé et sécurité sur le lieu de travail"
2007	Xavier Bettel	Centralisation du registre de commerce à Diekirch
2008	Emile Calmes	Production des cartes d'identité luxembourgeoises
2009	Renée Wagener	Droit de séjour des personnes étrangères mariées à une personne luxembourgeoise

Question 1978 (23.12.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le financement du spectacle de danse „Divine ... ou la larme de la prison“:

Dans le cadre du spectacle de danse «Divine ... ou la larme de la prison» organisé par M. Philippe Talard et qui vient d'avoir lieu au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

Selon les affirmations de M. le Ministre, le budget à charge de l'Etat pour le projet s'est élevé à environ 16.500 euros. Afin de connaître le montant total du coût de la réalisation du projet, quel a été le montant des dépenses financées par des sponsors privés?

A part les autres détenus n'ayant pas pu participer au spectacle et les membres de familles des détenus quels ont été les critères pour opérer le choix des invités pour le spectacle?

Il me revient également que dans le cadre du projet spectacle de danse une grande réception aurait eu lieu, laquelle aurait été sponsorisée par la société LUXAIR?

M. le Ministre peut-il me confirmer ces dires et le cas échéant me renseigner sur le montant exact du montant sponsorisé par LUXAIR?

Finalement, y a-t-il eu d'autres sponsors qui ont participé au financement du spectacle? Dans l'affirmative qui sont ces autres sponsors?

Réponse (12.2.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Les dépenses financées à charge du budget de l'Etat pour le spectacle «Divine» sont énumérées à la réponse aux questions parlementaires 1866 et 1867 (cf. *compte rendu N°3/2002-2003*).

L'Administration pénitentiaire n'a pas sollicité, ni bénéficié de fonds de sponsors privés.

La liste des invités au spectacle était constituée, d'une part, par la direction du CPL et, d'autre part, par M. Talard. La liste de la direction du CPL était identique à celle établie chaque année à l'occasion du traditionnel «Summerfest».

A l'issue du spectacle quelques sandwiches et des boissons non alcooliques ont été offerts aux spectateurs.

Question 1979 (24.12.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'attribution d'un prix d'encouragement aux exploitants d'une station d'épuration:

Il est indéniable que la qualité de nos cours d'eau est entre autres tributaire du bon fonctionnement des stations d'épuration. Maintes pollutions accidentelles sont malheureusement dues à la vétusté de certaines installations. Ainsi il est recommandé que le réseau de nos

stations d'épuration soit équipé avec le meilleur matériel possible. En outre le personnel responsable pour la gestion des installations doit pouvoir profiter d'une formation continue. Il est donc fort louable que des cours spéciaux soient offerts à ce personnel.

Afin de récompenser les efforts déployés et de stimuler la motivation, est-ce qu'il ne serait pas opportun, à l'instar du Land allemand Rhénanie-Palatinat, d'attribuer régulièrement un prix d'encouragement aux exploitants d'une station d'épuration qui se sont distingués par une performance adéquate?

Réponse (7.2.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Il est exact que le Land de Rhénanie-Palatinat organise depuis 1993 un concours annuel ouvert aux exploitants de stations d'épuration communales. Depuis 2002, un deuxième concours est venu s'y ajouter qui concerne des mesures exemplaires prises en matière de gestion des eaux en général.

J'estime toutefois qu'une transposition de cette pratique ne s'impose pas au Luxembourg. Suivent l'article 15 de la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau - texte qui ne fait que reprendre et préciser des dispositions plus anciennes

comme notamment un décret du 14 décembre 1789 et une loi du 27 juin 1906 - les communes sont tenues de collecter, d'évacuer et d'épurer les eaux usées produites sur leur territoire. L'assainissement des eaux usées constitue dès lors une obligation des communes et il ne me paraît pas indiqué de récompenser ceux qui ne font qu'exécuter les obligations mises à leur charge par la loi.

Plutôt que d'honorer la distinction, il importe donc de rappeler à tous les responsables de stations d'épuration - communes et syndicats de communes - qu'il leur appartient de veiller à l'entretien et à l'exploitation correcte des installations épuratoires dont ils ont la charge.

Question 1980 (12.1.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la formation spéciale pour les fonctionnaires communaux:

Par la loi du 15 juin 1999 a été créé l'Institut national d'administration publique. Elle prévoit dans son article 6 que la formation comprend entre autres une partie de formation spéciale organisée par le Ministère de l'Intérieur et les administrations et établissements publics des communes en collaboration avec l'Institut. Un règlement grand-ducal du 13 août 2002 portant sur l'institution d'une formation spéciale pour les fonctionnaires communaux a été pris sur base de la loi précitée. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Vu les délais inscrits aux articles 3, 4 et suivants du règlement grand-ducal en question, est-ce qu'il était possible d'organiser les épreuves pour tous les fonctionnaires concernés?
- Dans la négative, quelle a été la suite réservée aux fonctionnaires n'ayant pas pu participer aux épreuves prévues?
- Combien de fonctionnaires ont, le cas échéant, été dispensés des épreuves prévues par le règlement grand-ducal du 13 août 2002?
- Est-ce qu'une telle dispense est conforme à la loi?

Réponse (6.2.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Le règlement grand-ducal du 13 août 2002 prémentionné a institué la formation spéciale pour les fonctionnaires communaux et en a fixé le contenu ainsi que les modalités d'organisation des cours afférents et de l'examen sanctionnant la formation visée.

Cette formation s'applique aux fonctionnaires communaux en service provisoire qui ont obtenu une première nomination provisoire dans leur carrière après le 1^{er} novembre 2000. La formation que les fonctionnaires concernés doivent suivre au cours de leur service provisoire comporte deux volets dont le premier porte sur la formation générale, d'une durée de quelque 13 semaines consécutives, tandis que le deuxième volet concerne la formation spéciale. L'élaboration du règlement grand-ducal du 13 août 2002 n'a pu être entamée qu'après l'aboutissement du premier cycle de formation générale au sein de l'Institut national d'administration publique des différentes carrières concernées, à savoir celles du secrétaire communal, du receveur communal, du rédacteur, de l'expéditionnaire administratif et de l'ingénieur-technicien.

En effet le département de l'Intérieur a dû analyser les expériences faites lors de l'organisation des premiers cycles de formation prémentionnés tant pour ce qui est du volume des matières effectivement

enseignées que des possibilités d'agencement dans le temps de la formation spéciale. Comme les premiers cycles de formation générale n'ont toutefois été organisés qu'en automne 2001 en raison d'un manque de candidats, il a fallu attendre au Ministère de l'Intérieur jusqu'au début du mois de mars 2002 pour commencer l'élaboration du règlement grand-ducal en question. Il importe de constater qu'il s'est avéré lors de l'analyse des expériences réalisées au cours des premiers cycles de formation générale qu'il avait relevé d'une certaine clairvoyance d'avoir ainsi différé la mise au point du règlement grand-ducal portant institution de la formation spéciale.

En effet, il a été convenu d'un commun accord entre le département de l'Intérieur, le Syvicol et les représentants du personnel au sein de la commission centrale d'orienter la formation spéciale exclusivement sur la pratique professionnelle, les candidats ayant bénéficié d'une formation théorique abondante lors de la formation générale. Il a également été décidé de limiter le volume des cours de formation spéciale au strict nécessaire étant donné qu'il s'est avéré qu'en raison du fait qu'il n'est organisé qu'un seul cycle de formation général par année pour chaque carrière concernée, l'organisation d'une formation volumineuse étalée sur une période importante se heurte au manque de temps disponible étant donné que le service provisoire des fonctionnaires intéressés touche à sa fin après deux années.

Afin de garantir aux fonctionnaires en service provisoire de se préparer au mieux à l'examen de formation spéciale, le règlement grand-ducal du 13 août 2002 prévoit que la date de l'examen doit être publiée au Mémorial au moins trois mois à l'avance. En outre l'article 6 du règlement visé dispose que deux membres de la commission d'examen compétente doivent contacter le fonctionnaire en service provisoire au moins deux mois avant la date de l'examen afin de s'entourer des informations nécessaires au sujet des missions confiées au fonctionnaire en vue de l'organisation des épreuves.

Comme la procédure réglementaire engagée au sujet du règlement grand-ducal concerné n'a toutefois abouti que vers la moitié du mois d'août 2002 pour les raisons prémentionnées, ayant trait à son élaboration, le département de l'Intérieur s'est trouvé dans l'impossibilité d'organiser les épreuves relatives à la formation spéciale en observant les délais prescrits par le règlement grand-ducal prémentionné, étant donné que le service provisoire de certains fonctionnaires en service provisoire concernés a touché à sa fin aux mois de novembre et décembre 2002.

Comme la participation des fonctionnaires en cause à l'examen de formation spéciale aurait rendu nécessaire une prolongation de leur service provisoire, ces agents auraient subi le cas échéant un désavantage de carrière. C'est pourquoi le Ministre de l'Intérieur a décidé de dispenser les fonctionnaires en question des cours de formation spéciale et de l'examen afférent. Pour des raisons évidentes d'équité, le bénéfice de la dispense a été étendu à tous les fonctionnaires en service provisoire ayant suivi le premier cycle de formation générale à l'Institut national d'administration publique.

Cette dispense, qui revêt un caractère tout à fait unique et exceptionnel, a été accordée à deux fonctionnaires de la carrière du secrétaire communal, à 21 fonctionnaires de la carrière du rédacteur, à sept fonctionnaires de la carrière de l'ingénieur-technicien et à 18 fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire administratif.

Lors de l'élaboration du règlement grand-ducal du 13 août 2002 il a volontairement été renoncé à y insérer une disposition prévoyant la possibilité d'une dispense de la participation aux cours et épreuves de la formation spéciale, ceci afin d'éviter qu'à l'avenir le Ministre de l'Intérieur ne soit saisi d'une avalanche de demandes de dispenses par les administrations communales pour compte des fonctionnaires en service provisoire dont la présence au service serait jugée indispensable pour des raisons de service. Les dispenses visées ont été accordées dans l'intérêt des fonctionnaires en service provisoire et ne causent aucun grief à autrui. Elles n'ont d'ailleurs donné lieu à aucune réclamation, ni de la part des autorités communales, ni du personnel communal.

Question 1981 (3.1.2003) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant les lignes RGTR dans le canton de Wiltz:

An engem Deel vum Kanton Wolz funktionnéieren d'RGTR-Linnen elo am Stonnentakt, wat ze begréissen ass. Dës Emstellung huet awer och mat sech bruecht, datt verschidde Leit net méi, wéi bis elo, den öffentlichen Transport notze kënnen, fir op hir Aarbecht ze kommen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. **Betreffend d'Linn 820 Bohey-Colmar:**

Aus dëser Linn goufen d'Dierfer Bohey, Donkels, Soller, lischpelt, Walter an Harel gestrach. Dat obwuel hei nach Leit dës Linn genotzt hunn, fir op hir Schaff ze fueren. Sou datt sech d'Fro stellt, firwat dës Dierfer aus dëser Linn gestrach goufen a welech Ersatzmöglichkeit de Leit aus dësen Dierfer ugebuede gëtt?

2. **Betreffend d'Linn 622 Wolz-Bauschelt:**

Hei fiert de leschte Bus vu Wolz op Harel/Bauschelt um 19.10 zu Wolz fort. Den Owesbus no 22.00 op dëser Linn ass gestrach ginn. Deene Leit déi op Schichte schaffen ass aus dëser Entscheidung e groussen Nodeel entstanen, well se elo net méi mam öffentlichen Transport heemkommen. Firwat ass dës Linn mat der „N° de Courses 923“ gestrach ginn?

3. **Wou, wéi a virun allem wéini ginn déi jeeweileg Ännerungen un den RGTR-Linne publizéiert - well dack kréien d'Notzer vum öffentlichen Transport dës Ännerunge just am leschte Moment vum Buschauffeur matgedeelt?**

Réponse (30.1.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

D'Ufro hält fest, datt an engem Deel vum Kanton Wolz d'RGTR-Linnen am Stonnentakt verkéieren.

Ech wëll heivu profitéieren, fir richtig ze stellen, datt elo am ganze Kanton Wolz Stonnentakt gefuer gëtt, an datt d'Leit dat ganz positiv opgehol hunn.

Fir dat konnten ze realiséieren, hu missen e puer Fahrten, vun deene keng Leit méi profitéiert hunn, ofgeschafft oder verkierzt ginn.

Zu den 3 gestallte Froen ass Folgendes ze soen:

1. **D'Linn 820 Bohey-Colmar**

Op dem Streckenabschnitt Bohey-Harel ass nëmme selten nach een op d'Goodyear matgefuer. Meeschtens war de Bus eidel. Iwwerhaupt ginn d'Linne fir op d'Goodyear ëmmer manner benotzt an et gëtt schwierig, dës Linnen nach ze rechtfärdegen.

2. **D'Linn 622 Wolz-Bauschelt**

Neierdengs verkéiert dës Linn am Stonnentakt, wéi uewe bemierkt, an dat vu 6.00 bis 19.00 Auer tësche Rammerech, Harel a Wolz. Och hei huet de Schichtbetrieb, dee mat dëser Linn gefuer ginn ass, missen ofgeschaf ginn, well säit Jore keng Nofro méi do war.

3. **D'Ännerunge vum Fahrplangwiessel am RGTR, deen de 15. Dezember stattfonnt huet, goufe bis Enn November de betraffene Gemengen, an och de Betreiber zougestallt, mat der Opfuerderung dës Informatiounen wéi üblech un hir Leit weiderzeginn. Nei Fahrpläng fir an d'Haltestelle goufen de Gemengen iwwerreicht.**

Doriwwer eraus huet mäi Ministère en neit Fahrplangbuch iwwer sämtlech Buslinien am Land erausginn, wat een an de Schaltere vun de Garen an bei de Busbetrieber fir de Präis vu 4 € ze kafe kriit.

Question 1982 (6.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG) concernant la grève de faim au Centre pénitentiaire de Schrassig:

Dans un communiqué, le Ministère de la Justice vient de confirmer les articles de presse qui font état d'une grève de la faim au Centre pénitentiaire de Schrassig, conduite par six personnes sans-papiers resp. demandeuses d'asile et retenues par décision du Ministre de la Justice.

- Comment se fait-il que le Gouvernement continue à incarcérer des personnes étrangères en situation irrégulière alors que cette pratique a été critiquée par le Comité européen contre la torture, et que le Tribunal administratif s'est prononcé à plusieurs reprises contre ces placements? Dans son jugement du 24 mars 1999, le Tribunal administratif a ordonné la mise en liberté immédiate d'une personne détenue ainsi avec l'argument suivant: „Le fait pour le Gouvernement de ne pas avoir à sa disposition un établissement approprié [...] ne saurait justifier une incarcération systématique des personnes visées par une mesure de placement.“

- Quelles sont les raisons précises pour lesquelles elles ont entamé une grève de la faim?

- Quel a été l'encadrement psychosocial des personnes concernées?

- Le communiqué du Ministère ne fait référence qu'à une autorisation donnée aux personnes à téléphoner à leurs familles. Est-il vrai que le droit de visite a été refusé aux familles de ces personnes, alors que selon l'article 4, alinéa 4) du règlement grand-ducal du 20 septembre 2002, le droit de visite des personnes retenues „est réglé à l'instar de celui des prévenus, sauf que les permis de visite sont délivrés par le Ministère de la Justice“? Le règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires prévoit en effet dans son article 236 que „les prévenus peuvent recevoir la visite de toute personne en possession d'un permis de visite“.

- Pourquoi le droit de visite est-il refusé aux ONG voulant offrir leur soutien dans cette situation dramatique?

Réponse (20.1.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

1. La loi du 28 mars 1972 sur l'entrée et le séjour des étrangers prévoit en son article 15 que lorsque l'exécution d'une

mesure d'expulsion ou de refoulement est impossible en raison de circonstances de fait, l'étranger peut, sur décision du Ministre de la Justice, être placé dans un établissement approprié à cet effet pour une durée d'un mois. Cette mesure, qui vise à éviter la fuite de ces personnes afin de se soustraire au refoulement, peut être prorogée deux fois, chaque fois pour la durée d'un mois, c'est-à-dire au total pour une durée de trois mois.

2. Un règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 (donc postérieur à la jurisprudence citée par Mme la Députée) a créé un centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière, précisant les conditions de la rétention de ces personnes. Un jugement du Tribunal administratif du 5 décembre 2002 a reconnu la légalité du présent règlement.

3. Les personnes ainsi retenues ont le droit de se faire assister à titre gratuit d'un interprète, de téléphoner à leur famille, de se faire examiner par un médecin et de consulter un avocat. Lorsque leur privation de liberté excède plusieurs jours, une autorisation de visite est accordée par le Ministère de la Justice aux membres de leur famille ou à un représentant d'une organisation non gouvernementale compétente en la matière, à moins que des raisons de sécurité ne s'y opposent.

Quelques personnes retenues ont refusé fin décembre 2002 pendant quelques jours les repas leur servis au centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière. Il s'agissait d'abord de neuf, puis de six personnes qui revendiquaient leur libération immédiate. Cette revendication fut refusée par le Gouvernement. Contrairement à ce qui fut indiqué dans certains organes de presse, il ne s'agissait pas de demandeurs d'asile, mais de personnes arrêtées par la police dans le cadre de mesures de lutte contre l'immigration illégale. Ces personnes se trouvaient depuis peu de temps sans aucune autorisation au Luxembourg. Il s'agissait de cinq algériens, d'un bosniaque, d'un slovène et d'une personne de nationalité inconnue. Seule une personne avait au préalable été déboutée de sa demande d'asile. Il s'agissait d'un célibataire originaire de Yougoslavie qui s'était à plusieurs reprises soustrait à un rapatriement forcé par la police. La personne a été rapatriée en date du 8 janvier 2003.

Question 1984 (6.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG) concernant la destruction de la végétation au quartier du Grund:

Mme la Ministre a rédigé la préface du livre „Les arbres remarquables“ qui vient d'être édité par l'Administration des Eaux et Forêts et par le Musée national d'Histoire naturelle. Dans cette préface, Mme la Ministre estime que „dans notre pays, l'arbre fait partie de nombreux sites historiques et marque des paysages remarquables. Il n'est certainement pas exagéré de voir en l'arbre [...] une partie de notre patrimoine culturel.“

Or, la végétation diversifiée du quartier du Grund, surtout les arbres à haute tige et particulièrement le vieil arbre de quelque 130 ans formant le jardin sur les murs de l'ancienne église de la rue St. Ulric, constituait bel et bien une partie du patrimoine culturel du Luxembourg. C'était d'ailleurs la

raison pour laquelle le Gouvernement avait, en son temps, classé le site en question „monument national“.

En plus, le site est classé depuis 1994 patrimoine national de l'Unesco.

En outre, les murs de l'ancienne église du faubourg du Grund font partie du „secteur protégé des vallées de la Pétrusse et de l'Alzette et du promontoire du Rham“, aux termes du règlement sur les bâtisses de la ville de Luxembourg.

- Comment se fait-il dans ces conditions que le Service des Sites et Monuments nationaux, agissant sous la seule responsabilité politique de la même Ministre de la Culture, a fait détruire l'ensemble de cette végétation, et ceci à défaut de toute autorisation, apparemment dans le but de permettre au grand public d'accéder à une terrasse qui y sera aménagée? Ainsi, un des derniers éléments originaires des temps de la forteresse dans le quartier du Grund sera également transformé, moyennant les instruments offerts par les admirateurs de la pseudo restauration urbaine, aux fins d'être soumis au tourisme de la capitale, déjà trop souvent consommateur du kitsch appliqué.

- Quelle date porte la décision de la Ministre de la Culture concernant l'approbation des travaux portant sur l'aménagement du monument national en question en exécution des dispositions de la loi du 10 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux?

- Quelle est la prise de position de la Commission des Sites et Monuments, constituant un préalable légal en faveur de travaux en relation avec des ensembles classés monuments nationaux?

- Est-il vrai que les travaux n'ont-ils pas été soumis à l'approbation du bourgmestre de la ville de Luxembourg en vertu des dispositions de l'article 5, alinéa 3.1. du règlement sur les bâtisses, qui stipule que pour tous travaux généralement entrepris aux parties extérieures d'un immeuble situé dans une zone protégée et pour l'aménagement des espaces libres, une autorisation de bâtir est requise? Pourquoi?

- Pourquoi les travaux d'abattage des arbres n'ont-ils pas été soumis pour autorisation au Ministre de l'Environnement qui, en exécution de l'alinéa e) de l'article 11 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, doit impérativement autoriser l'abattage ou la destruction d'un ou de plusieurs arbres sur un monument public ou privé?

- Comment est-il possible qu'un préposé d'un service étatique puisse tout simplement écarter en bloc toute une série de lois et règlements tendant à protéger durablement un monument national et un site culturel?

Réponse (12.2.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En consultant la législation en vigueur, on constate que:

- La loi du 28 décembre 1988 charge le Service des Sites et Monuments nationaux (SSMN) „...de la mise en valeur du patrimoine architectural... veille à la protection et à l'entretien des sites et monuments nationaux classés... surveille l'exécution des travaux de réparation et de restauration des objets classés...“.

- La loi du 29 juillet 1993, „relative à la restauration et la mise en valeur de certaines parties de la forteresse“, mentionne expressivement l'écluse du Grund. La somme de 10.000.000 LUF y est arrêtée pour la restauration et la mise en valeur notamment de cette ancienne église qui fait partie du circuit Wenzel à aménager.

L'intervention dans le patrimoine architectural militaire de la capitale fut donc approuvée par la Chambre des Députés, ceci après avoir été soumise pour avis à la ville de Luxembourg, à la Commission des Sites et Monuments nationaux, au Conseil de l'Europe et à l'Unesco. Pour le surplus, cette intervention est gérée par le SSMN qui, en ce faisant, accompli une mission que la loi lui a déléguée.

Il est à souligner que les observations relatives à cette intervention, émises par le Conseil de l'Europe (itinéraire exemplaire) et l'Unesco (inscription sur la Liste du patrimoine mondial) furent même élogieuses.

Il faut préciser que les interventions sous forme de restaurations, de reconstructions partielles ainsi que l'installation d'un mobilier contemporain furent discutées dans les moindres détails avec les experts de l'Unesco. Des rapports y relatifs peuvent être consultés auprès du SSMN.

Dans une action concertée, les mêmes experts se réunissent toujours régulièrement à Luxembourg pour conseiller, approuver ou modifier les projets présentés par le SSMN. Tel est bien évidemment le cas pour les interventions effectuées sur l'ouvrage militaire nommé „écluse du Grund“.

Comme une partie importante de l'appareillage mural extérieur de l'écluse est tombée dans l'Alzette, il s'agissait d'enlever la végétation sauvage qui s'y était installée, ceci afin d'éviter d'autres dégâts. Ainsi fut-il indispensable d'enlever l'arbre litigieux sortant obliquement des murs. En effet, ce fut le seul moyen pour permettre une consolidation de la substance architecturale de cette partie de la forteresse. Il est à noter que les travaux d'entretien effectués sous l'égide du SSMN ne sont pas soumis au jugement de la Commission des Sites et Monuments nationaux, dont le rôle est de conseiller le Ministre pour des questions qui concernent directement des modifications de monuments protégés ou des travaux majeurs. De même, ni le Ministre de tutelle, ni la ville de Luxembourg ne se prononcent sur de tels travaux d'entretien.

Enfin, je tiens à souligner que la très grande majorité des arbustes et arbres fruitiers ainsi que le jardin sur le plateau de l'ancienne église resteront en place et seront entretenus par les soins du SSMN. La station du circuit Wenzel qui y sera installée et où les visiteurs seront informés sur le fonctionnement de l'ouvrage militaire et de son environnement, respectera donc pleinement l'entourage naturel tel qu'il se présente actuellement.

Question 1985 (9.1.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la stratégie énergétique de la Commission européenne vis-à-vis de l'énergie nucléaire:

Un journal rapporte que lors des vœux de Nouvel An, M. le Ministre de l'Energie aurait dit, à titre personnel, que «le nucléaire peut être, malgré les risques, une technologie à même de réduire notre dépendance du pétrole vis-à-vis du Moyen Orient» (Le Quotidien du 8.1.2003). Il aurait cependant estimé qu'il ne faudrait pas ouvrir un débat sur la relance du nucléaire au Luxembourg, étant donné «les émotions et les peurs inhérentes au sujet de l'énergie nucléaire».

L'Union européenne, par la voix de la commissaire Loyola de Palacio, réfléchit également à une stratégie énergétique dans laquelle la Commission accorde une place importante à l'énergie nucléaire.

Les sentiments personnels exprimés par le Ministre aussi bien que l'existence du Livre vert de la Commission m'amènent à poser les questions suivantes au Gouvernement:

1. Quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face à la tentative de la Commission européenne de remettre en selle l'industrie nucléaire en Europe alors que cinq des huit Etats membres qui ont recours au nucléaire civil ont édicté ou sont en train d'édicté un moratoire? Quelle sera la position du Gouvernement luxembourgeois lors des débats au Conseil Energie en la matière? Soutiendra-t-il les Etats favorables au nucléaire et y ayant des intérêts économiques importants ou les Etats plus sceptiques quant aux avantages du nucléaire?

2. Si le nucléaire est une source d'énergie, il est aussi une source de nombreux problèmes que nos sociétés sont loin de maîtriser et dont les frais en tout genre pour les générations futures risquent d'être énormes: transport et stockage des déchets nucléaires, difficulté de contrôler les stocks d'uranium retraits un peu partout dans le monde, problèmes de sécurité de la population civile dans un rayon important en cas de catastrophes (voir le rayon d'impact de Tchernobyl), d'attaques aériennes, d'origine militaire ou terroriste, de tremblements de terre, etc. M. le Ministre pense-t-il que le coût humain, écologique et économique du nucléaire à terme peut être contrebalancé par ses avantages économiques et écologiques?

Réponse (20.1.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*:

Tout d'abord il me tient à coeur de préciser qu'à l'occasion de mon allocution lors de la traditionnelle cérémonie des Vœux de Nouvel An en mon Ministère de l'Economie, je n'ai parlé à aucun moment du nucléaire, ni en ma qualité de Ministre, ni à titre personnel.

Quant à la tentative de la Commission européenne, selon le député Fayot, de «remettre en selle l'industrie nucléaire en Europe», aucune communication ni proposition de la part de la Commission européenne allant dans ce sens n'a été portée à la connaissance du Gouvernement luxembourgeois dans les derniers temps. Avant de pouvoir arrêter dès lors sa position en vue d'hypothétiques débats au Conseil Energie, encore faudrait-il que le Gouvernement luxembourgeois puisse prendre connaissance de quoi il y a lieu de débattre!

Pour rassurer l'honorable député Fayot, permettez-moi seulement de préciser que depuis plus de 25 ans, c.-à-d. depuis le moratoire décidé en la matière le 11 décembre 1977 lors d'un congrès extraordinaire du parti de l'honorable député Fayot (voir copie en annexe) (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*), les gouvernements successifs du Grand-Duché, à l'occasion de débats au Conseil de l'Union européenne qui ont pu toucher de près ou de loin le domaine du nucléaire, se sont toujours positionnés dans le camp des pays ne disposant pas d'installations nucléaires sur leur territoire.

Pour certains des désavantages inhérents au nucléaire et évoqués par l'honorable député Fayot dans la 2e partie de sa question, la délégation luxembourgeoise, tout comme celle d'autres pays «non nu-

cléaires» de l'Union européenne, a salué, dans une prise de position préliminaire, la présentation par la Commission européenne au groupe des Questions Atomiques du Conseil le 8 janvier dernier, d'un «paquet nucléaire» à travers lequel la Commission européenne propose d'harmoniser:

- la sûreté des installations nucléaires existantes,
- la gestion des déchets radioactifs
- et la constitution de fonds de réserve des exploitants nucléaires nécessaires pour financer le démantèlement des centrales nucléaires après leur arrêt définitif.

L'objectif consiste à réaliser dans l'Union européenne et dans l'UE élargie un haut degré de sûreté nucléaire qui soit équivalent pour chacune des centrales nucléaires en fonctionnement. A cet effet, la Commission européenne s'apprête à soumettre prochainement au Conseil deux propositions de directives cadres:

- l'une sur les normes fondamentales de sûreté nucléaire et les fonds financiers des exploitants, nécessaires au démantèlement en toute sécurité des centrales nucléaires après leur fermeture;
- l'autre sur la gestion des déchets nucléaires.

Question 1986 (9.1.2003) de M. Lucien Lux (*LSAP*) concernant l'anesthésie péridurale:

Tout en étant conscient des inconvénients et des risques qui peuvent être courus, il me semble que l'anesthésie péridurale soit devenue un geste courant de la pratique obstétricale et utilisée par bon nombre de femmes lors de l'accouchement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce qu'il existe des chiffres relatifs à l'utilisation de l'anesthésie péridurale?
- Est-ce qu'il existe des études sur les dangers ou les risques de cette intervention?
- Est-ce que M. le Ministre n'est pas d'avis que les frais de cette anesthésie devraient être pris en charge par les caisses de maladie?

Réponse (12.2.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le Gouvernement a initié dès l'année passée les procédures en vue d'une prise en charge de l'anesthésie péridurale lors d'accouchements. A cet effet un projet de règlement grand-ducal est actuellement en cours d'élaboration dans lequel il est prévu d'inclure la prise en charge de l'anesthésie péridurale dans le forfait accouchement fixé par le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1998 ayant pour objet de déterminer les prestations en nature lors de l'accouchement, en exécution de l'article 26, alinéa 2 du code des assurances sociales.

Comme les frais afférents sont à charge de l'Etat les crédits nécessaires ont été prévus dans le cadre du budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003.

Lors de la naissance d'un enfant un certain nombre de données, concernant la mère, l'enfant, la grossesse et la naissance, sont recueillies dans les maternités sur les fiches „FIMENA“. Ces données sont envoyées au Service des Statistiques de la Direction de la Santé pour codage, enregistrement et analyse périodique.

Analyse FIMENA: % des naissances avec anesthésie péridurale par rapport au nombre total des naissances recensées

1989	32,8%
1990	34,2%
1994	40,9%
1995	45,1%
1999	49,3%
2000	52,0%

Il existe en la matière un grand nombre d'études ainsi que des recommandations dont de nombreuses lignes directrices étrangères.

Question 1991 (13.1.2003) de M. Marc Zanussi (*LSAP*) concernant le développement du transport public:

Les auteurs du concept «mobilité.lu» espèrent développer le transport public de façon à ce que ce dernier puisse représenter 25% du modal split à l'horizon 2015/2020, c'est-à-dire que la part des moyens de transport publics dans le volume total du trafic représente 25%, contre environ 14% actuellement. Toutefois, bien que ces intentions soient tout à fait louables, il semble peu probable que de tels buts soient atteints si les moyens pour y parvenir n'existent pas. En effet, il faut constater actuellement que le matériel dont disposent les CFL, aussi bien le matériel roulant que les machines

Type	Nombre	Places assises	Places debout	Places totales	Investissement
TER 2Nng (livraison de 2004 à 2006)	12	4.080	540	4.620	100 mio €
Voitures RIC	15	1.096	/	1.096	15 mio €
Voitures 2 Niveaux (présentation au CA du 27.1.2003-livraison 2005)	85	11.000	/	11.000	125 mio €
Train-Tram (évaluation des offres-livraison 2005-2009)	40	4.320	1.600	5.920	146 mio €
Total places		20.496	2.104	22.636	386 mio €

de traction, est déjà vétuste et usé et que les commandes de nouveau matériel, qui s'avèrent déjà aujourd'hui insuffisantes, tardent à être concrétisées. D'autre part, les centres de maintenance pour matériel roulant pour le transport de personnes des CFL ne correspondent plus aux exigences techniques actuelles et nécessitent par conséquent une modernisation urgente.

Si le Gouvernement tient vraiment à la réalisation des buts qu'il s'est fixés en matière de développement conséquent du transport public, il faut qu'il s'en donne les moyens.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre des Transports:

- M. le Ministre reconnaît-il que l'état actuel du matériel roulant et de traction des CFL laisse énormément à désirer et qu'il faudrait trouver une solution urgente pour remédier à cette situation?
- Quel est le point de la situation en ce qui concerne les commandes de nouveau matériel pour les CFL?
- M. le Ministre partage-t-il le constat que les centres de maintenance pour matériel roulant pour le transport de personnes des CFL se trou-

vent dans un état très vétuste et qu'ils n'assurent plus aux ouvriers qui y sont actifs des conditions de travail adéquates?

- Dans l'affirmative, que compte faire M. le Ministre pour résoudre ce grave problème?
- Quelle est la position de M. le Ministre en ce qui concerne une possible augmentation du capital de la SNCFL?

Réponse (21.2.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

L'honorable député souhaite être informé sur la politique de renouvellement du matériel roulant des CFL dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie „mobilité.lu“.

Quant à l'état du matériel roulant qui se trouve pour le moment en possession des CFL, ceux-ci en dressent l'inventaire suivant:

Le matériel énuméré ci-après ne correspond plus aux exigences actuelles d'un service de qualité et aux nouvelles normes en matière de protection de l'environnement:

- 11 locomotives électriques 25 kV 2647 kW - série 3600 (année de construction 1958-1959),
- 18 locomotives Diesel-électriques 1324 kW - série 1800 (année de construction 1963-1964),
- 8 locomotives Diesel-électriques de manœuvre 607 kW - série 850 (année de construction 1956-1957),

13 locomotives Diesel-électriques de manœuvre 680 kW - série 900 (année de construction 1958),

- 6 locomotives Diesel-électriques de manœuvre 643 kW - série 800 (année de construction 1954),
- 5 automotrices électriques 615 kW - série 250 (année de construction 1975)

places assises 188, dont 14 1ère classe, places debout 110,

- 2 automotrices électriques 615 kW - série 260 (année de construction 1971) places assises 279, dont 14 1ère classe, places debout 210.

Il est envisagé de remplacer à partir de 2004 les 57 voitures Wegmann âgées de respectivement 36 et 38 ans ainsi que les 5 et 2 automotrices électriques 2250 et 2260 âgées de 28 et 32 ans.

Ce matériel offre un total de 6.682 places assises. Les voitures présentent une forte dégradation par oxydation qui commence à s'aggraver surtout au niveau du châssis à l'endroit des plates-formes d'entrée et d'intercirculation. L'entretien devient de plus en plus coûteux et l'approvisionnement en pièces de rechange n'est plus garanti. Aussi ces voitures ne répondent-elles plus aux critères d'un service de qualité à défaut de cli-

matiation, de WC étanches, d'équipement d'information voyageurs, de facilités d'accès pour personnes à mobilité réduite. Les automotrices, conçues pour un trafic de banlieue parisienne, tombent de plus en plus souvent en détresse ce qui se reflète par des immobilisations prolongées et des frais de maintenance élevés. Par rapport aux voitures Wegmann elles offrent encore moins de confort surtout au niveau de la qualité au roulement (lacet) et de la régulation de la température ambiante.

Conscient de cet état des choses, j'ai demandé dès octobre 1999 aux CFL de me proposer un concept d'avenir pour le transport ferroviaire au Luxembourg incluant une stratégie d'entreprise destinée à identifier e.a. les capacités d'infrastructure et de matériel roulant requises.

Les initiatives, que parallèlement à l'avancement des travaux d'élaboration de cette stratégie, mes services ont entre-temps prises avec le concours des CFL ont permis de définir les besoins de matériel roulant répondant aux orientations de la stratégie „mobilité.lu“ et à l'ambition d'atteindre progressivement d'ici l'an 2020 un modal split de 25:75 pour les transports publics.

Aussi les CFL ont-ils au cours des derniers mois entamé les démarches utiles pour remplacer le matériel vétuste et pour mettre en place un parc de moyens de transport nouveau comportant une capacité de 22.636 places et représentant un coût d'investissement de 386 millions d'euros, sans compter le prix d'acquisition des locomotives destinées à tracter le matériel remorqué. Le tableau ci-après en fournit le détail:

En ce qui concerne l'état des commandes, le dossier se présente de la façon suivante:

1. Automotrices électriques TER 2Nng

Suite à de difficiles tergiversations avec les services de la Commission européenne sur le respect par la commande commune SNCF/CFL des règles de la concurrence du droit communautaire, discussions que j'ai finalement pu mener à bonne fin, les CFL et la SNCF ont signé le 13 novembre 2000 un marché qui mandate la SNCF à agir pour le compte des CFL en matière d'acquisition de 12 éléments automoteurs électriques tri-caisses à 2 niveaux du type TER 2Nng. La livraison de ces automotrices est prévue de 2004 à 2006.

2. Matériel remorqué

Pour entamer la procédure d'acquisition de matériel remorqué, les CFL ont fait paraître le 19 décembre 2001 au supplément du Journal officiel des Communautés européennes un avis en vue de sélectionner les candidats pour la fourniture de 15 voitures RIC et de 85 voitures à 2 niveaux. Une demande d'offre séparée a été lancée le 19 avril 2002 aux candidats retenus pour les voitures RIC et les voitures à 2 niveaux.

2.1. Voitures RIC

Pour les Voitures RIC aucun des six constructeurs contactés n'a remis une offre. Comme motif ils ont évoqué que ce type de matériel n'est

actuellement pas en construction et qu'une commande à laquelle la petite série des CFL aurait pu être rattachée n'est pas en vue.

Entre-temps la DB AG a publié le 27 septembre 2002 au JOCE une demande de candidature pour l'acquisition de 1.000 voitures de ce type, dont la livraison est souhaitée entre 2006 et 2011. Comme les CFL n'ont reçu aucune offre pour les 15 voitures RIC, il devrait être possible de rattacher, le moment venu, les 15 voitures CFL à la série de la DB AG.

2.2. Voitures à 2 niveaux

Pour les voitures à 2 niveaux quatre constructeurs avaient manifesté leur intérêt, toutefois un seul, en l'occurrence Bombardier Transportation, a remis une offre. L'acquisition de ce matériel a été décidée par le Conseil d'administration des CFL le 27 janvier 2003.

3. Véhicules hybrides du type train-tram

Suite à ma demande du 5 octobre 2001, la Direction générale des CFL a entamé la procédure d'acquisition de véhicules hybrides train-tram capables de circuler sous 25 kV, 50 Hz altern. et sous 750 V continu. Il est prévu d'acquiescer dans une première phase un contingent de 15 véhicules assorti d'une option pour un lot supplémentaire de 25 trains-trams.

En attendant la mise en service du projet de raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel, il est envisagé de faire circuler ce matériel hybride sur une ou plusieurs lignes classiques à déterminer en fonction de l'adéquation de la capacité des rames et du potentiel de trafic rencontré sur les relations sélectionnées.

Les négociations en cours avec les constructeurs devraient prochainement aboutir de sorte qu'il semble réaliste de prévoir les premières fournitures de trains-trams à partir de 2005.

4. Matériel de traction

L'acquisition de 20 locomotives multi tension d'une puissance de 4-5 MW est prévue pour environ 70 millions d'euros: l'évaluation des offres est en cours. La livraison est envisagée en 2004-2005.

5. Matériel de manœuvre

24 locomotives Diesel d'une puissance de 1.000-1.500 kW sont prévues pour un coût de 60 millions d'euros. L'élaboration du cahier des charges est en cours. La livraison est envisagée en 2006-2007.

Quant à la réalisation d'un nouveau centre de maintenance, il faut noter que les ateliers actuels furent reconstruits après la deuxième guerre mondiale et sont techniquement dépassés. Ils se trouvent dans un état vétuste. Sur le plan technique les ateliers furent conçus pour la maintenance d'engins ferroviaires à traction vapeur et ne peuvent dès lors pas être adaptés au processus d'entretien à des prix de revient compétitifs pour le matériel ferroviaire moderne.

Les frais d'entretien croissants et le nombre élevé d'actions de remise en état des équipements témoignent d'une dégradation progressive de la situation.

Ces conditions m'avaient conduit en octobre 1999 à demander aux CFL la finalisation rapide du projet de construction d'un nouveau centre de maintenance dont le site d'implantation est prévu au Dernier Sol à Luxembourg-Bonnevoie. Comme le projet est censé être financé conjointement à charge du budget des CFL et du Fonds du rail, j'ai prévu la partie étatique du financement dans le cadre du projet de loi qui est devenu la loi du 24 juillet 2000. Suite à la réorientation du projet technique par les CFL qui a eu un impact substantiel sur la part de coût à assumer par l'Etat, la nouvelle enveloppe budgétaire a été reprise dans le projet de loi

N°5032 que j'ai déposé le 8 octobre 2002. Actuellement le projet avance avec les études techniques détaillées et les demandes d'autorisation d'exploitation commodo-incommodo. Le planning du projet prévoit la mise en service de la première partie des installations à partir de 2005 et de la deuxième partie des installations en 2008.

Enfin, il est indéniable que la précarité de la situation financière qui s'est régulièrement dégradée depuis la grande réforme ferroviaire du 11 juin 1999, pose un réel problème de financement aux CFL face aux investissements précités. Aussi avais-je soumis fin 2002 la question du financement du nouveau matériel roulant au Conseil de Gouvernement qui a chargé M. le Ministre du Trésor et du Budget et moi-même de proposer des solutions. Lors de notre réunion du 20 janvier 2003 avec les CFL ceux-ci se sont vus confirmer l'appui du Gouvernement pour procéder rapidement à une première acquisition de rames tractées pour le service public, la décision afférente du Conseil d'administration des CFL étant intervenue le 27 janvier 2003.

Par ailleurs, les CFL ont proposé de finaliser d'ici là mi-mars prochaine leur stratégie d'exploitation, en vue d'une nouvelle concertation avec le Gouvernement sur la forme définitive pour régler les problèmes de financement évoqués.

Question 1992 (13.1.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant les législations en matière de foires et marchés:

Notre législation nationale en matière de foires et marchés remonte pour l'essentiel au 19^e siècle.

Le Gouvernement n'estime-t-il pas opportun d'adapter notre arsenal législatif et réglementaire à la réalité économique et sociale d'aujourd'hui?

De quelle façon le Gouvernement entend-il protéger les commerçants, c'est-à-dire les vendeurs professionnels contre le commerce de vendeurs habituels, ne disposant pas d'autorisation de faire le commerce?

Qu'en est-il dans le domaine particulier des brocantes et vide-greniers?

Réponse (4.2.2003) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

En réponse à la question parlementaire j'ai l'avantage d'informer M. le Député que le législateur luxembourgeois a abrogé l'an dernier la législation spéciale en matière de vente sur foires et marchés, dans le cadre de la réforme de notre législation en matière de pratiques commerciales et de concurrence déloyale.

Dès lors, je ne puis que renvoyer M. le Député Bodry à la lecture de la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative.

L'article 28 de la prédite loi a abrogé notamment l'arrêté royal du 11 avril 1822 concernant l'établissement des foires et marchés modifié par l'arrêté royal grand-ducal du 2 mars 1887, l'arrêté royal grand-ducal du 28 juin 1856 relatif à la tenue des foires, l'arrêté royal grand-ducal du 22 mai 1892 concernant la tenue des foires aux jours fériés créés par la loi du 16 février 1892, ainsi que l'arrêté de la Régence du 15 juillet 1840 concernant les transports d'approvisionnement destinés aux marchés. L'argument selon lequel notre législation en matière de foires et marchés tien-

drait du 19^e siècle n'est donc plus d'actualité.

En conséquence de la disparition de l'exigence d'une autorisation ministérielle, il appartient désormais au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune d'autoriser l'organisation de ce type d'évènement.

Qu'il soit rappelé toutefois que si l'organisation des foires et marchés n'est plus soumise à une autorisation ministérielle, les dispositions de la loi modifiée du 28 décembre 1988 dite loi d'établissement sont toujours d'application, de sorte que les participants à des foires ou marchés restent soumis à la condition d'être titulaires d'une autorisation d'établissement établie à cette fin.

Quant à la question de la protection des commerçants et des artisans disposant d'une autorisation d'établissement contre des personnes ne disposant pas d'une telle autorisation, et pour autant que celles-ci se livrent à des actes de commerce, il y a lieu de se reporter sur les dispositions pénales (titre V, articles 22 à 24) de la loi modifiée du 28 décembre 1988 ainsi qu'aux dispositions de la loi du 3 août 1977 ayant pour objet d'interdire le travail clandestin.

Question 1994 (13.1.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les dispositions du complément RMG:

Les bénéficiaires du RMG ont droit à un complément RMG pour leur permettre de payer leur loyer s'ils sont obligés de se loger dans une habitation du privé. Or, il s'avère que de plus en plus ce complément pouvant atteindre des sommes relativement importantes est détourné de son but, que les loyers ne sont pas payés et que le bénéficiaire détourne la somme allouée à d'autres fins. Les propriétaires des lieux loués n'ont le droit ni de saisir le complément RMG ni d'obtenir une cession en leur faveur. Cette situation est inadmissible. En outre, cette situation est injuste par comparaison aux autres personnes à faibles revenus qui travaillent et qui peuvent se voir saisir leur salaire pour obtenir paiement des loyers dus et non payés. Aussi je veux vous poser les questions suivantes dans ce contexte:

1. Quels sont les moyens du propriétaire pour obtenir paiement des loyers qui lui sont dus dans le cadre de la présente législation? Est-ce qu'au besoin le bénéficiaire du RMG peut se voir retirer le bénéfice du RMG s'il détourne à d'autres fins le complément de loyer qui lui est alloué et qu'il ne paye pas les loyers dus?
2. S'il n'existe pas de moyens pour le bailleur de se voir payer les loyers dus dans le cadre de la présente législation est-ce que le Gouvernement envisage de modifier la législation afférente pour éviter ce type d'abus?

Réponse (4.2.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

L'honorable député Jacques-Yves Henckes évoque le problème «des bénéficiaires du RMG qui ont droit à un complément pour leur permettre de payer leur loyer» tout en affirmant qu'il «s'avère de plus en plus que ce complément pouvant atteindre des sommes relativement importantes est détourné de son but, que les loyers ne sont pas payés et que le bénéficiaire détourne la somme allouée à d'autres fins».

Les organismes compétents ont certes connaissance de tels cas, sans pour autant être en mesure de pouvoir confirmer que ces détournements se produisent à une fréquence supérieure à celle de la population considérée dans son ensemble. Parier d'une augmentation de ces conduites, sans disposer de preuves irréfutables, risque de jeter un discrédit sur toute une catégorie de personnes qui ne font que bénéficier d'un droit lui conféré par le législateur.

Par ailleurs, il n'est pas clair ce que l'honorable député entend par le terme de «complément». Pense-t-il à la majoration pour frais de loyer telle qu'elle est prévue à l'article 5, paragraphe (5) de la loi RMG, qui est plafonnée à 123,95 € et qui apparaît comme dérisoire par rapport à l'augmentation souvent massive - même pour des habitations modestes - des loyers exigés qui peuvent occasionner rapidement, selon les circonstances, des difficultés de paiement à des locataires disposant de revenus modestes. Même si l'honorable député songe à l'entière de l'allocation complémentaire, il faut au moins remarquer que les prestations au titre du revenu minimum garanti ne sont nullement exagérées si on les compare aux seuils officiels de «bas revenus avec risque de précarité» tels qu'ils ont été adoptés par l'Union européenne. Quoiqu'il en soit, le problème des loyers élevés reste un défi existentiel majeur pour tout bénéficiaire du RMG.

L'honorable député regrette ensuite que les propriétaires des lieux loués n'aient «le droit ni de saisir le complément RMG ni d'obtenir une cession en leur faveur».

En ce qui concerne la saisissabilité et la cessibilité, les deux prestations de loi RMG, à savoir l'indemnité d'insertion et l'allocation complémentaire ne sont pas traitées de la même façon. Si le locataire travaille, il est bénéficiaire d'une indemnité d'insertion qui peut être saisie par son bailleur conformément à la législation en vigueur sur les cessions et saisies. Il est donc faux de parier dans ce contexte d'injustice à l'égard d'autres personnes à faible revenu qui travaillent. Le problème se limite donc aux personnes qui en raison de leur âge ou de leur incapacité de travail ne peuvent toucher l'indemnité d'insertion, ne disposent pas de revenus de remplacement (eux aussi saisissables) et vivent exclusivement de l'allocation complémentaire qui, il est vrai, n'est actuellement ni saisissable ni cessible.

L'honorable député pose ensuite la question ci-après:

„Quels sont les moyens du propriétaire pour obtenir le paiement des loyers qui lui sont dus dans le cadre de la présente législation? Est-ce qu'au besoin le bénéficiaire du RMG peut se voir retirer le bénéfice du RMG s'il détourne à d'autres fins le complément de loyer qui lui est alloué et qu'il ne paye pas les loyers dus?»

A cet égard, la loi RMG prévoit deux dispositions:

- a) Le dernier alinéa de l'article 31 confère à l'organisme compétent la faculté de retenir, sous réserve de l'accord du bénéficiaire, «l'allocation complémentaire jusqu'à concurrence d'un quart pour couvrir les frais d'électricité et de loyer impayés, pour rembourser les dettes notamment en relation avec les frais d'acquisition ou d'entretien d'un logement occupé par le bénéficiaire...». Cette disposition vise donc la collaboration bénévole du bénéficiaire, généralement dans le cadre d'un accompagnement social. Encore faut-il que l'organisme compétent soit informé pour pouvoir essayer d'aboutir à une telle coopération et mettre en œuvre, le cas échéant, d'autres moyens (notamment sur la base de la loi

sur le domicile de secours) pour régulariser la situation.

- b) En ce qui concerne les cas où l'allocation complémentaire serait détournée de son but naturel, la loi confère à l'organisme compétent la faculté de demander l'application de l'article 292bis du code des assurances sociales, où le juge de paix peut désigner une tierce personne qui emploiera l'allocation complémentaire aux fins auxquelles elle est destinée.

En dernier lieu, l'honorable député demande "s'il n'existe pas de moyens pour le bailleur de se voir payer les loyers dus dans le cadre de la présente législation, est-ce que le Gouvernement envisage de modifier la législation afférente pour éviter ce type d'abus?"

Le projet de loi N°4955, portant modification de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes (...), déposé en date du 16 mai 2002 à la Chambre des Députés, prévoit, entre autres, une modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, afin de rendre l'allocation complémentaire saisissable et cessible au même titre que l'indemnité d'insertion. Cette nouvelle disposition permettra au bailleur d'introduire une demande de saisie-arrêt auprès du Fonds national de solidarité, si son locataire, bénéficiaire d'une allocation complémentaire au titre du RMG, refuse de s'acquitter du paiement de ses dettes dont par exemple le loyer. Le projet de loi cité prévoit une retenue mensuelle de 5% d'une première tranche de revenu correspondant au taux de revenu minimum garanti dû à un ménage donné.

Question 1995 (13.1.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le siège de Luxembourg (départ de la DG EMPL/D5):

Il me revient que la DG EMPL/D5 (santé et sécurité au travail) aurait reçu l'ordre de quitter Luxembourg avant l'été 2003 et que vous auriez donné l'accord du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet. J'ai peine à croire les faits qui sont rapportés notamment par l'Union syndicale mais qui, s'ils étaient confirmés, constitueraient une atteinte inadmissible aux droits ancrés dans le traité de l'Union européenne en faveur du siège de Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

- 1) Est-ce que vous pouvez me rendre compte du dossier dont question et me dire si votre accord a été obtenu pour le départ de la DG EMPL/D5 de Luxembourg?
- 2) Est-il exact que l'implantation de l'unité DG EMPL/D5 relève d'un protocole annexé au Traité et non d'une décision de la Commission? Si oui, pour quelles raisons ni la Chambre des Députés ni le public ni les fonctionnaires européens intéressés n'ont-ils été informés de cette violation du traité?

Réponse (17.2.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

1. Les négociations que le Ministère des Affaires étrangères mène depuis janvier 2001 avec la Commission européenne au sujet des services de la Commission à Luxembourg ont permis de dégager les lignes générales d'un arrangement qui pourra prochainement être conclu avec le Vice-président de la Commission européenne en charge de la réforme administrative, M.

Neil Kinnock. L'accord se basera sur les propositions que le Commissaire Kinnock m'a soumises et que j'ai commentées en détail devant la Chambre des Députés le 3 décembre 2002. Le but de cet accord sera de consolider et de développer la présence des services la Commission européenne à Luxembourg.

Les propositions que le Commissaire Kinnock m'a présentées comprenaient en effet un transfert de la DG EMPL/D5 à Bruxelles. Je m'y suis toutefois fermement opposée. Lors des négociations menées avec la Commission, le Ministère des Affaires étrangères a réussi à convaincre la Commission de renoncer à cette idée de transférer la DG EMPL/D5 à Bruxelles.

- Le lieu d'implantation de la DG EMPL/D5 est fixé dans l'article 9(b) de la Décision du 8 avril 1965 des représentants des gouvernements des Etats membres relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés. Cette décision a été confirmée dans le Protocole sur la fixation des sièges des institutions et de certains organismes et services des Communautés européennes ainsi que d'Europol du Traité sur l'Union européenne.

Question 1997 (14.1.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'Année internationale de l'eau douce:

Par la résolution 55/196 du 20 décembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2003 l'Année internationale de l'eau douce. Elle a invité les Etats, les organisations des Nations Unies et tous les autres acteurs à saisir l'occasion qu'offrira la célébration de cette Année pour faire mieux comprendre l'importance de l'eau douce. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que M. le Ministre n'estime-t-il pas que cette Année pourrait servir de cadre pour sensibiliser davantage le public sur l'importance des eaux douces?
- Est-ce que des actions spéciales sont prévues pour répondre à la demande des Nations Unies?
- Est-ce que, au-delà de cette initiative des Nations Unies, il ne serait pas utile d'organiser annuellement une journée nationale de l'eau douce?

Réponse (5.2.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

L'Année internationale de l'eau douce 2003 proclamée par les Nations Unies sera surtout l'occasion d'évaluer les résultats du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg dans les domaines des ressources en eau et de l'assainissement. Je rappelle à ce sujet que le plan de mise en œuvre adopté à Johannesburg fixe des objectifs précis, à savoir réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable ainsi que le nombre de personnes ne disposant pas de système d'assainissement; on comprendra que ce plan vise essentiellement les pays en voie de développement où des problèmes très graves de ressources aquatiques se posent.

L'Année internationale de l'eau douce devra cependant aussi être mise à profit par les autorités des pays nantis et disposant, en général, de ressources d'eau 0, pour mener des campagnes de sensibilisation du public ainsi que des

usagers de l'eau en faveur d'une utilisation de l'eau qui soit durable et respectueuse d'une protection efficace du milieu aquatique contre la pollution.

J'envisage, à ce propos, de constituer un comité réunissant les organisations gouvernementales et non gouvernementales directement ou indirectement concernées par la gestion et la protection de l'eau pour mettre au point un programme d'actions à mener au courant de l'année.

J'ai d'ores et déjà convenu avec l'Association luxembourgeoise des Services d'Eau (ALUSEAU) qu'elle entreprenne une action d'information sur la distribution de l'eau et sur l'assainissement, ainsi qu'avec l'Association luxembourgeoise des Ingénieurs (ALI) pour qu'elle place sa traditionnelle Journée Sarre-Lor-Lux des Ingénieurs dans le contexte de la gestion transfrontalière des eaux.

En ce qui concerne l'organisation annuelle d'une journée nationale de l'eau, j'aimerais rappeler à M. le Député Graas qu'une telle journée existe déjà, instituée dans le cadre de la Journée de l'Eau des Nations Unies, en l'occurrence le 22 mars.

Question 1999 (14.1.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la définition des études surveillées et de l'aide aux devoirs à l'école primaire:

Il me revient qu'en décembre 2002, Mme le Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, et Mme le Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ont fait parvenir aux communes et aux syndicats de communes une circulaire destinée à préciser la définition des études surveillées et de l'aide aux devoirs à l'école primaire.

Dans cette circulaire, il est dit que les études surveillées, appelées en luxembourgeois «Zilenz», constituent «un service assuré dans le cadre de l'organisation scolaire (...) qui consiste à retravailler avec des élèves désignés par l'instituteur certaines notions qui n'ont pas pu être assimilées par ces élèves lors des heures de classe normales», service qui doit être gratuit. Quant à l'aide aux devoirs, il s'agit selon la circulaire «d'un service qui est en principe payant et qui accueille tous les élèves, indépendamment de leurs performances scolaires, en vue de leur offrir la possibilité d'effectuer leurs devoirs à domicile tout en étant encadrés par du personnel éducatif engagé en dehors de l'organisation scolaire.»

Ces définitions ne sont pas sans susciter des questions eu égard aux errements passés et présents. En effet, traditionnellement et encore aujourd'hui, le «silence» fait partie en principe de l'horaire normal des élèves, est gratuit et sert aux élèves à faire leurs devoirs sous la direction du chargé de la classe. Ainsi, la ville de Luxembourg a fait en sorte que ce «silence» est le fait, dans la très grande majorité des cas, des titulaires de classe. Par contre, l'appui à accorder à certains élèves en difficulté en dehors des heures de classe est une mesure spécifique organisée selon les besoins et assurée par des intervenants extérieurs à la classe.

J'aimerais donc savoir si les services du Ministère ne se sont pas trompés de définition, et en particulier s'il est vraiment de l'intention du Gouvernement de faire désormais payer tous les élèves pour un service gratuit faisant jusqu'ici partie intégrante de leur horaire normal à l'école publique gratuite!

Réponse (19.2.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

La circulaire du 11 décembre 2002 aux communes et syndicats de communes a pour objet de clarifier la compétence des Ministères quant à la participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services d'aide aux devoirs à domicile.

Il y est retenu que les études surveillées «Zilenz» tombent sous les attributions du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Comme par le passé le «Zilenz» sert toujours aux élèves à faire leurs devoirs sous la direction du titulaire de la classe ou d'un chargé de cours. Le «Zilenz» fait partie intégrante de l'organisation scolaire, il est évidemment gratuit mais il n'est pas obligatoire pour les élèves.

Il n'est donc pas question de faire payer les élèves pour un service qui fait partie intégrante de l'organisation de l'école publique gratuite.

Question 2000 (14.1.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le droit à l'abattement fiscal (art. 129c L.I.R.):

En date du 16 janvier, le Tribunal administratif a rendu un jugement par lequel il concède le droit à l'abattement fiscal prévu par l'article 129c L.I.R. dans un cas de déduction d'actions émises par une société non luxembourgeoise.

Dans ce contexte, il apparaît clairement que le mécanisme de la «loi Rau» est devenu désuet et que de toute manière il n'aurait pas pu être maintenu sans aménagement - même si son «phasing out» n'avait pas été décidé dans le cadre de la réforme fiscale de l'année 2002.

Je voudrais dès lors savoir de M. le Ministre si le jugement du 16 décembre 2002 affecte, d'une manière ou d'une autre, la politique gouvernementale du «phasing out» de l'article 129c?

Comme bon nombre de détenteurs d'actions non luxembourgeoises dans le sens de l'article 129c L.I.R. intenteront, selon toute vraisemblance, des procès judiciaires afin de voir confirmer leur droit à l'abattement fiscal, j'aimerais en outre savoir de M. le Ministre quelle sera l'attitude de principe qui sera adoptée par l'Administration des Contributions directes ayant à traiter de déclarations fiscales invoquant le bénéfice de l'article 129c sans que celui-ci ne s'applique, le cas échéant, à des actions de sociétés luxembourgeoises au sens de la législation actuelle.

Réponse (21.2.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances:

L'Etat vient d'interjeter appel contre le jugement en question, de sorte que l'affaire est actuellement pendante devant la Cour administrative.

Question 2001 (15.1.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le plan sectoriel des zones inondables:

Lors de la précédente législature, le Gouvernement, sous la responsabilité du Ministère de l'Aménagement du Territoire, avait établi un plan sectoriel des zones inondables à travers le pays.

Dans une large partie des communes concernées, le Gouvernement a rendu obligatoire les prescriptions et servitudes du plan sectoriel par la voie de règlements grand-ducaux.

M. le Ministre peut-il dresser un premier bilan global de cette initiative?

Est-ce que les communes visées ont entre-temps intégré les zones inondables dans leur plan d'aménagement général?

Est-il envisagé de donner une suite à cette initiative en procédant à des adaptations ponctuelles ou en étendant l'aire géographique concernée?

Réponse (18.2.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

En 1995 et 1996 le Ministère de l'Aménagement du Territoire avait lancé une procédure de reclassement des terrains inondés lors des crues de 1993 et 1995 en zone inondable conformément aux dispositions de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire. L'élaboration de ce plan d'aménagement partiel «zones inondables et zones de rétention» concernait 29 communes situées le long de l'Alzette, de l'Attert et de la Sûre, communes pour lesquelles les administrations étatiques disposaient de données fiables quant à l'étendue des surfaces inondées.

De 1998 à 2000 les tronçons du plan d'aménagement partiel «zones inondables» ont été déclarés obligatoires par voie réglementaire.

Six communes avaient pris la relève de la procédure lancée par le Gouvernement en réglementant la zone inondable pour leur territoire au niveau de leur Plan d'Aménagement général (PAG) en exécution de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes.

Pour les 23 communes n'ayant pas pris cette initiative, le Gouvernement a rendu obligatoire le Plan d'Aménagement partiel «Zones inondables et zones de rétention» par règlement grand-ducal. Ce règlement se superpose à la réglementation communale et modifie les PAG communaux de plein droit dans la mesure où ils sont incompatibles avec celui-ci.

La liste détaillée de ces règlements ainsi qu'une carte synoptique peuvent être consultés sur le site Internet du Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire.

L'objectif poursuivi par le Gouvernement avec cette mesure a été et reste d'éviter que de nouvelles constructions soient érigées dans une zone vulnérable.

Dans l'état actuel des choses, j'estime que cet objectif a été pleinement atteint.

La question de la réglementation des zones inondables fait actuellement l'objet de réflexions au sein du Ministère de l'Intérieur. Les options proposées par l'honorable député ont été envisagées parmi d'autres possibilités sans qu'une décision définitive à ce sujet n'ait encore été retenue.

Question 2002 (16.1.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'accord général sur le commerce de services (AGCS):

Depuis le lancement, en novembre 2001 à Doha, d'un nouveau cycle de négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), la question de l'ouverture du commerce des services est revenue sur le devant de la scène. A Doha ont été fixées des échéances pour la soumission des demandes initiales d'accès au marché (30 juin 2002) et la présentation des offres initiales aux autres membres (31 mars 2003). Depuis lors, la Communauté européenne a présenté ses demandes à 109 membres de l'OMC en juillet 2002,

et reçu pour sa part des demandes de pays tiers pour l'accès au marché communautaire des services.

Les secteurs tombant sous l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) intéressent au plus haut point l'économie luxembourgeoise, fortement marquée par les services financiers, par exemple. Par ailleurs, les demandes des pays membres de l'OMC à l'égard des pays membres de la CE vont généralement dans le sens d'une plus grande libéralisation des services.

Etant donné que les Etats membres de l'Union européenne sont donc en train d'étudier les demandes d'accès au marché déjà introduites et les offres à faire par la CE aux autres membres de l'OMC, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- Le Luxembourg a-t-il présenté des demandes ou des offres particulières, comme il en a le droit, en vue de définir le mandat du commissaire européen chargé du commerce en vue des négociations sur l'AGCS? Quelle est la position générale de notre pays: pour une poursuite tous azimuts de la libéralisation ou plutôt pour une approche prudente?
- Etant entendu que des services publics peuvent être concernés par la libéralisation recherchée dans le cadre de l'OMC dans la mesure où ils font partie du secteur marchand (poste, télécommunications, services concernant l'environnement, transport, p.ex.), le Gouvernement a-t-il pris soin de préciser quels services ne peuvent être inclus dans les discussions de l'OMC sur lesquels la CE ne peut prendre aucun engagement à cet égard? Si la Commission indique que les services publics régaliens non marchands sont exclus du champ des discussions, est-il clair pour le Gouvernement luxembourgeois quels sont exactement ces services? En a-t-on dressé la liste?
- Le Gouvernement a-t-il analysé quels pourront être les avantages et les désavantages pour l'économie luxembourgeoise d'une ouverture plus grande encore du marché des services à l'échelle mondiale dans le cadre de l'AGCS?
- La Commission ayant publié le 12 novembre 2002 un document de consultation sur l'état des lieux en matière de demandes de libéralisation, quels sont les efforts entrepris par le Gouvernement pour engager le dialogue avec la société civile de notre pays sur la libéralisation du commerce mondial, en particulier dans le secteur des services, et sur la position de notre pays? Faut-il rappeler que selon les vœux de la Commission les résultats de cette consultation auraient dû parvenir à Bruxelles jusqu'au 10 janvier 2003.

Réponse (17.2.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

- Le mandat du Conseil à la Commission en matière de négociations commerciales au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) date de la veille de la conférence de Seattle de 1999. Les négociations concernant l'accord général sur le commerce des services au sein de l'OMC ont débuté en 2000. Lors de la conférence de Doha, en 2001, le calendrier de ces négociations a été précisé.

Le 7 février 2003, la Commission a présenté son projet d'offre initiale aux Etats

membres en vue d'aboutir à une position commune de l'UE. Les ministères compétents luxembourgeois l'examinent actuellement afin de définir une position luxembourgeoise qui sera présentée à la Commission.

La position générale du Gouvernement luxembourgeois en matière de commerce multilatéral est bien connue et a été répétée à plusieurs reprises tant à la Commission qu'à nos partenaires de l'UE et en dehors: il s'agit de procéder à une libéralisation progressive des échanges, y compris des services, qui tient compte des besoins spécifiques de tous les acteurs en cause et notamment de ceux des pays en développement. Ainsi, lors de l'ouverture de la conférence de Doha, mon collègue Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Environnement, qui y représentait le Gouvernement luxembourgeois, a plaidé pour un équilibre satisfaisant entre libéralisation et régulation, le prix de cet équilibre étant des concessions réciproques. La libéralisation dans le secteur des services devra se faire de manière équilibrée et respecter les traditions des services publics dans les pays européens.

2) M. Pascal Lamy, le Commissaire européen en charge des négociations commerciales a, lors de la présentation de l'offre initiale de la Commission, affirmé que, cette offre initiale n'affecte ni la fourniture de services publics au sein de l'UE, ni le droit de l'UE de réguler les services publics, mais que l'OMC sera utilisée pour défendre et promouvoir le modèle européen.

La Commission propose d'exclure de la libéralisation prévue, au sein de l'OMC, les services publics de la santé, de la distribution d'eau, de l'éducation et les services sociaux. Ceci est compatible avec l'approche du Gouvernement luxembourgeois et conforme au mandat de la Commission.

3) Selon les chiffres du Statec, en 2001, 18.598 entreprises étaient actives dans le domaine des services marchands. Ces entreprises jouissent d'une position très compétitive comme le montre le fait que ces entreprises ont exporté des services d'une valeur de 22,3 milliards d'euros tandis que les importations de services ne s'élevaient qu'à 15,7 milliards ce qui aboutit à un excédant de 6,6 milliards d'euros de la balance des services. Ces chiffres démontrent la contribution majeure du secteur des services à l'économie luxembourgeoise que la libéralisation ultérieure de ce secteur ne fera qu'augmenter.

4) La consultation publique de la Commission, lancée en novembre 2002, s'est adressée aux acteurs économiques et à la société civile de tous les Etats membres. Il s'est agi de la première initiative de ce genre que justifie l'importance des services dans le PIB des pays membres. Le Gouvernement luxembourgeois a encouragé tous les acteurs luxembourgeois concernés à soumettre leurs positions directement à la Commission, tout comme il continue d'encourager les milieux intéressés à participer aux réunions avec la société civile que la Commission organise régulièrement dans le cadre de son «dialogue avec la société civile» à Bruxelles. La dernière réunion de ce type concernant l'accord général sur le commerce des services a eu lieu le 31 janvier 2003.

La Commission a pris en compte les résultats de cette enquête pour élaborer l'offre initiale qui est actuellement soumise aux discussions des groupes compétents du Conseil et à l'étude au sein de différents ministères luxembourgeois.

Question 2003 (16.1.2003) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant le rapport de stratégie dite „de Lisbonne“:

Dans un commentaire publiée en forme de citation en date du 15 janvier 2003 au journal «Le Quotidien», le Ministre de l'Economie Henri Grethen s'attaquait de manière peu appréciable aux travaux de la Commission européenne et plus spécialement au rapport sur la stratégie dite de Lisbonne publiée en date du 14 janvier 2003. En effet, il estimait que «c'était une immense connerie d'affirmer à Lisbonne que l'Union européenne serait à coup sûr la première économie mondiale (...)» pour terminer avec le constat suivant: «Je dois avouer aussi que j'ai d'autres chats à fouetter que de m'occuper des rapports de la Commission. L'économie et la politique de l'emploi, ce sont des choses sérieuses que parfois les 'génies' de la Commission ne comprennent pas».

Dans ce contexte et sans vouloir entrer dans le détail des affirmations dudit rapport, j'aimerais savoir de M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat s'il soutient les affirmations d'un des membres de son Gouvernement à l'encontre de la Commission européenne?

M. le Premier Ministre n'estime-t-il pas que ces affirmations gratuites pourraient nuire aux bonnes relations existantes entre la Commission européenne et le Grand-Duché de Luxembourg; Mme la Commissaire Viviane Reding ayant déjà réagi publiquement et vigoureusement aux déclarations de M. Grethen.

Réponse (19.2.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Ci-après, je vous fais parvenir la réponse que M. le Ministre Henri Grethen a fournie à la question parlementaire.

«Monsieur le Premier Ministre,

Par télécopie du 27 janvier 2003 vous avez bien voulu me transmettre la question parlementaire du député Lucien Lux concernant un commentaire publié le 15 janvier 2003 au journal «Le Quotidien».

Je me dois de vous signaler que le commentaire publié se rapporte à un entretien de quelque 15 minutes que j'ai eu le mardi 14 janvier 2003 avec un journaliste du «Quotidien». Les citations qui me sont attribuées ne reflètent dès lors pas fidèlement la pensée que j'ai développée à cette occasion.

Afin de permettre à l'honorable député de se faire une idée plus précise de ma pensée je me permets de vous transmettre le discours que j'ai présenté le vendredi 24 janvier 2003 à la tribune de la 5^{ème} journée syndicale de l'OGBL.

J'ai pris position comme suit concernant le problème qui préoccupe l'honorable député:

«...Permettez-moi d'en venir d'abord aux politiques européennes avant d'entrer dans le vif du sujet des politiques nationales.

Ce fut au beau milieu d'une situation conjoncturelle extrêmement favorable, plus précisément en mars 2000, que le Conseil européen de Lisbonne décida que l'Europe allait devenir «l'économie la plus dynamique et compétitive du monde.»

Quels moyens?

La coordination économique essentiellement!

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de présenter cette coordination économique en plus de détails.

En effet, je pense que l'approche de coordination des politiques au niveau européen est la bonne approche et offre les potentiels nécessaires pour définir une politique européenne par rapport à toute situation conjoncturelle.

Car s'il est facile de se fixer des grands objectifs avec une conjoncture fleurissante, il est plus difficile de maintenir le cap quand l'économie ralentit!

Au niveau de l'Union européenne les politiques économiques sont coordonnées via les Grandes Orientations de Politique Economique, appelées GOPE en jargon communautaire.

Les GOPE sont l'instrument principal de coordination des politiques économiques, elles livrent un constat et des recommandations à l'échelle de l'Union européenne et à chacun des Etats membres.

L'approche communautaire peut être résumée au principe du bon dosage ou «policy mix» des différentes politiques à disposition des décideurs politiques pour faire face aux aléas conjoncturels mais également pour adresser les problèmes structurels.

Comme la politique monétaire est désormais de la compétence d'une instance fédérale, la Banque centrale européenne, il reste les politiques budgétaires et les politiques structurelles pour adresser ces objectifs.

Citons d'abord la politique budgétaire qui s'inscrit dans le Pacte de Stabilité et de Croissance et qui surveille l'équilibre des finances publiques des Etats membres.

Citons ensuite le processus des réformes structurelles appelé encore processus Cardiff, d'après le nom de cette cité du pays de Galles où le Conseil européen en décida en 1998.

Ce processus a pour mission de coordonner et superviser les efforts que les Etats membres font en matière:

- de progression vers une économie basée sur la connaissance,
- de réformes des marchés des biens et des services,
- et de l'ouverture des services d'intérêt général autrefois sous monopole de l'Etat à la concurrence.

Finalement, le processus de Luxembourg, instauré lors de notre présidence en 1997, coordonne les efforts que les Etats membres font en matière de politique d'emploi.

Citons notamment:

- la lutte contre le chômage, spécialement celui de longue durée et celui des jeunes
- et les politiques visant à augmenter les taux d'emplois, notamment des femmes, des travailleurs âgés et des travailleurs handicapés.

Des objectifs qui, j'en suis sûr, vous tiennent très à cœur!

Mesdames, Messieurs,

Ces processus forment une stratégie cohérente à moyen terme et permettront, j'en suis sûr, à l'Union européenne de retrouver ensemble le chemin de la croissance.

Permettez-moi cependant d'émettre un certain bémol sur ce point.

Si la stratégie d'ensemble me semble entièrement justifiée, il est des détails qui, à mes yeux, méritent réflexion.

Pourquoi décider que l'Union européenne doit devenir l'économie la plus dynamique et compétitive du monde?

Se comparer aux autres est une bonne stratégie!

Apprendre des avantages des autres pour améliorer ses faiblesses est une bonne tactique!

Vouloir à tout prix s'assimiler voire surpasser peut l'être un peu moins!

Laissez-moi m'expliquer.

Ce n'est pas lors d'une journée syndicale que je dois vous rappeler qu'en Europe on a certains avantages sociaux par rapport aux Etats-Unis d'Amérique qu'on ne voudrait pas remettre en cause.

Faut-il qu'un éminent économiste du FMI nous rappelle qu'on ne peut comparer des pommes et des poires?

La structure démographique des Etats-Unis est plus favorable que celle de l'Union européenne surtout grâce à l'immigration et dès lors des comparaisons brutes et sommaires sont fallacieuses.

J'ai souvent comparé l'objectif de Lisbonne à des parents qui décident que leur enfant va être le meilleur élève de sa classe!

Il faut alors au moins admettre qu'on ne dispose pas du contrôle sur tous les éléments! Entre les ambitions et la réalité il y a un gouffre.

Je parlerai maintenant du fameux «rapport de printemps» de la Commission qui a été amplement discuté dans la presse ces derniers jours.

Il faut savoir que les ministres n'ont reçu le rapport que quelques jours après les journalistes. Difficile dans ces conditions de faire une analyse sereine des reproches faites à notre égard.

Ce rapport classe le Luxembourg parmi les pays les moins réformateurs.

Mais, sait-on que le Luxembourg est crédité dans ce même rapport des meilleurs scores sur un cinquième des indicateurs retenus.

Alors, si je vois le tumulte médiatique que certains lancent, je dois quand même m'étonner.

Je suis tout à fait d'accord de juger notre économie sur des indicateurs fiables sur une période assez longue.

Mais je refuse de juger notre politique économique sur base d'indicateurs ad hoc, ponctuels et qui souvent ne résistent pas à un examen même superficiel.

Prenons un exemple, le nombre de directives non transposées.

Mesdames, Messieurs,

Il ne suffit pas que la législation européenne soit transposée dans les délais, encore faut-il qu'elle soit transposée correctement. La qualité n'est guère prise en compte dans cette discussion.

Or, uniquement une transposition correcte peut garantir que les citoyens et les entreprises puissent jouir pleinement des droits et avantages compétitifs que leur confère l'accomplissement du marché intérieur.

Force est de constater que le Luxembourg est le pays qui a le moins de problèmes devant les juges européens. De plus le Luxembourg a depuis dix ans une très bonne place dans le duo de cet indicateur de qualité.

Malgré tout, le Luxembourg prend à cœur les recommandations bien fondées!...

J'ose espérer que ces précisions sauront calmer les craintes nourries par l'honorable député.

Souffrez finalement que je ne me prononce pas sur les réactions publiques et vigoureuses de Mme la Commissaire Viviane Reding.

Veillez agréer, M. le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Henri Grethen».

Question 2004 (16.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant les conventions avec les associations gérant des foyers de jour:

On me rapporte que les conventions pour 2003 d'un certain nombre d'associations gérant des foyers de jour n'ont pas encore été soumises pour signature à ces asbl. Dès lors des problèmes majeurs de trésorerie risquent de se poser pour le paiement des salaires de janvier.

Comment Mme la Ministre entend-elle régler cette question dans les meilleurs délais et de sorte que les asbl puissent disposer des sommes requises pour les salaires de ce mois?

Réponse (18.2.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Selon les informations de Mme la Députée, les conventions pour 2003 d'un certain nombre d'associations gestionnaires de foyers de jour n'auraient pas encore été soumises pour signature à ces associations en date du 16 janvier 2003. Conformément au registre des courriers du service des foyers de jour pour enfants de mon département lesdits documents ont tous été expédiés en date du 14 janvier 2003, à l'exception de deux conventions qui, pour des raisons techniques, n'ont pu être expédiés que le 30 janvier respectivement le 6 février. Indépendamment des raisons qui ont causé ce retard, je suis d'accord avec Mme la Députée que l'Etat doit prendre ses dispositions afin d'assurer un envoi sans délai des conventions.

Mme la Députée estime que ce retard posera des problèmes majeurs de trésorerie aux associations bénéficiaires d'une convention. Il est vrai que le retard dans le versement des avances de l'Etat peut rendre nécessaire le recours à un emprunt en vue de faire face aux frais de personnel du premier mois de l'année. Il faut cependant savoir que la convention en vigueur prévoit à l'article 2.38. «Les intérêts créditeurs en rapport avec les avances de l'Etat ne comptent pas comme recettes. En parallèle l'Etat ne prendra pas en considération les intérêts débiteurs si l'organisme est tenu de payer des frais avant que la participation de l'Etat en rapport ne lui parvienne». Etant donné que l'Etat verse au mois de janvier six mois d'avances et au mois de juillet trois mois d'avances en un seul versement, il est clair qu'une association gestionnaire peut générer des intérêts créditeurs. Les décomptes annuels montrent que d'une façon générale les intérêts créditeurs générés par les avances de l'Etat dépassent largement les intérêts débiteurs dus à un éventuel retard de l'avance du mois de janvier.

Question 2005 (17.1.2003) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les faillites et les conséquences sur notre système de sécurité sociale:

Le phénomène de la faillite ayant une conséquence directe sur notre système de sécurité sociale j'aimerais poser la question suivante:

M. le Ministre est-il en mesure de me communiquer le total des cotisations sociales (assurance pension, maladie, accident, santé au travail) dues mais perdues pour cause de faillite durant l'année 2002?

Réponse (12.2.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.

Dans les faillites prononcées en 2002 le Centre commun de la Sécurité sociale a produit des créances atteignant le montant total de 9.487.089,09 € qui se répartissent comme suit:

- Cotisations pour l'assurance pension: 5.392.045,97 €
- Cotisations pour l'assurance maladie: 2.686.497,75 €
- Cotisations pour l'assurance accident: 882.221,66 €
- Contributions pour l'assurance dépendance: 288.946,52 €
- Cotisations pour le service de santé au travail multisectoriel: 36.232,30 €
- Amendes, intérêts et autres: 201.144,89 €

Par rapport au total des cotisations réclamées par le Centre commun de la Sécurité sociale en 2002, le montant ci-dessus représente environ 0,4%. Une faible partie de ce montant seulement sera récupérée au moment de la clôture de la faillite.

Question 2006 (17.1.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le résultat des négociations avec la Commission européenne quant au départ de la DG „santé et sécurité sur le lieu de travail“:

La question du Grand-Duché en tant que lieu de travail pour certains services de la Commission européenne se pose régulièrement. D'après des articles parus dans plusieurs quotidiens au cours de ces derniers jours, le syndicat européen „Union Syndicale“ aurait appris que la Direction générale „santé et sécurité sur le lieu de travail“ aurait eu l'ordre de quitter le Grand-Duché avant l'été 2003. Dans ce contexte, le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères aurait négocié le 14 janvier 2003 avec des représentants de la Commission européenne.

1. Est-ce que Mme le Ministre peut me confirmer les informations précitées?
2. Quel a été le résultat des négociations du 14 janvier 2003?
3. Est-ce que la Direction générale „santé et sécurité sur le lieu de travail“ va rester ou non au Grand-Duché?

Réponse (17.2.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

1. Dans le cadre des négociations que le Ministère des Affaires étrangères mène depuis janvier 2001 avec la Commission européenne au sujet des services de la Commission à Luxembourg, la Commission a effectivement demandé le transfert à Bruxelles de l'unité santé, sécurité et hygiène du travail de la DG Emploi. Cette proposition n'a cependant pas été acceptée par le Ministère des Affaires étrangères, qui a réussi à convaincre la Commission d'y renoncer.
2. Les négociations ont permis de dégager les lignes générales d'un arrangement qui pourra prochainement être conclu avec le Vice-président de la Commission européenne en charge de la réforme administrative, M. Neil Kinnock. L'accord se basera sur les propositions que le Commissaire Kinnock m'a soumises et que j'ai commentées en détail devant la Chambre des Députés

le 3 décembre 2002. Le but de cet accord sera de consolider et de développer la présence des services de la Commission européenne à Luxembourg.

Certains aspects de cet arrangement restent encore à être précisés et clarifiés au cours des prochaines semaines avant une formalisation officielle. Le souci du Gouvernement est d'obtenir toutes les assurances sur la quantité et la qualité des postes à Luxembourg et de garantir la cohérence du paquet global.

3. Au cours des négociations du 14 janvier 2003 la Commission a retiré sa demande initiale de transférer à Bruxelles l'unité santé, sécurité et hygiène du travail de la DG Emploi. Celle-ci restera installée à Luxembourg.

Question 2007 (17.1.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la centralisation du registre de commerce à Diekirch:

Il me revient par voie de presse que lors du discours de nouvelle année prononcé par M. le Ministre de la Justice au Tribunal de Diekirch, M. le Ministre aurait affirmé qu'il était possible que le registre de commerce soit dans un proche avenir centralisé à Diekirch.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à M. le Ministre de la Justice:

- M. le Ministre peut-il me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative, M. le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur ce projet?

Réponse (27.1.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

L'information est fautive. Les localisations actuelles du registre de commerce (Luxembourg et Diekirch) ne changeront pas dans un proche avenir. J'ai simplement indiqué le jour où le registre de commerce serait sur Internet, la localisation pourrait être à n'importe quel endroit du pays.

Question 2008 (20.1.2003) de M. Emile Calmes (DP) concernant la production des cartes d'identité luxembourgeoises:

Par la circulaire N°2345 du 14 novembre 2002, le Ministre de l'Intérieur a informé les administrations communales que ses services n'accepteraient, pour des raisons de sécurité, plus aucun envoi par voie postale de documents de base pour la production de cartes d'identité luxembourgeoises. Ainsi, des agents communaux auront à l'avenir la tâche de faire parvenir ces documents directement au Ministère de l'Intérieur, ainsi que d'y enlever les cartes d'identité produites.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

Est-ce que M. le Ministre estime que les envois recommandés ne sont pas assez fiables?

Est-ce que M. le Ministre n'estimerait pas plus opportun de faire assurer l'acheminement des documents de base et la distribution des cartes d'identité directement par les services du Ministère de l'Intérieur ou bien de charger des entreprises privées de ces opérations, lesquelles seraient alors coordonnées par le Ministère de l'Intérieur?

Réponse (17.2.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

- 1) Il y a lieu de relever tout d'abord que la délivrance des cartes d'identité est de la compétence exclusive des administrations communales en vertu de l'article 1er de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire. S'il est vrai que depuis 1989, année d'introduction de la carte d'identité plastifiée et sécurisée, mon Ministère a bien voulu prendre en charge la coordination matérielle de la production et de la distribution des cartes d'identité en faisant bénéficier les différentes administrations communales d'un transport gratuit et sécurisé vers Bruxelles, il n'en reste pas moins que ce service est bénévole et ne résulte d'aucune obligation légale.

Comme je ne voudrais pas faire l'objet de critiques en ce qui concerne la distribution des cartes d'identité finies qui, je le rappelle, sont acheminées de Bruxelles vers Luxembourg par les soins du transport sécurisé hebdomadaire du Gouvernement luxembourgeois véhiculant le courrier de l'OTAN et d'autres organisations internationales, j'ai cru utile de sécuriser également les circuits de distribution internes. Ce souci de sécurité renforcée est dû en majeure partie à une sensibilisation plus grande de la population en général aux problèmes liés à la sécurité intérieure.

En ce qui concerne plus particulièrement la question de savoir si les envois recommandés sont suffisamment fiables, je me dois de nuancer quelque peu la formulation de M. le Député :

- a) Il est bien entendu que je considère les services postaux en général et les envois recommandés en particulier comme très fiables et efficaces.
- b) Il faut souligner néanmoins que des sommes importantes ont été investies dans la sécurisation des cartes d'identité, de sorte que le contribuable destinataire final de la carte est en droit d'attendre des pouvoirs publics que ces derniers prennent toutes les mesures de sécurité nécessaires afin que le transport et l'acheminement des cartes d'identité finies soient au moins aussi sûrs que les cartes elles-mêmes.

Vous conviendrez avec moi, M. le Député, qu'un envoi postal, même recommandé, ne garantit aucunement le citoyen contre les pertes et détériorations éventuelles qui peuvent survenir lors de tout envoi postal.

- 2) Il est évident que mes services ne sauraient procéder eux-mêmes à l'acheminement des cartes d'identité vers les communes alors que le service actuellement offert dépasse déjà de loin les obligations légales qui m'incombent en vertu de la législation susmentionnée.

Pour ce qui est des entreprises privées de transport de courrier j'aimerais soulever deux arguments qui s'opposent à ce que celles-ci prennent en charge le transport et l'acheminement des cartes d'identité:

- a) Les pièces d'identité étant entourées de tout un arsenal de protections par les pouvoirs publics, il me semble quelque peu risqué de charger des entreprises commerciales de leur transport sans avoir défini préalablement des critères de

sécurité stricts que celles-ci doivent remplir.

- b) Le transport des pièces d'identité et des documents de base pour les communes constitue une prestation de services au sens de la législation sur les marchés publics, de sorte qu'une adjudication publique devrait déterminer le/les prestataire(s) futur(s) éventuel(s) en fonction d'un cahier des charges reprenant les critères de sécurité à définir tel qu'indiqué sub a).

Comme je viens de l'indiquer déjà à plusieurs reprises, mon Ministère ne saurait lancer une adjudication pour une prestation de service qui concerne le secteur communal et non pas l'Etat, de sorte que les communes elles-mêmes devraient procéder à l'adjudication des prestations en question.

Pour conclure, j'ose affirmer que la majeure partie des communes du pays dispose d'un contingent d'agents communaux bien fourni, de sorte que les déplacements pour l'acheminement des documents de base et le retrait des cartes d'identité ne devraient pas perturber outre mesure le fonctionnement des différentes administrations. Finalement il y a lieu de signaler que le calendrier des départs et arrivées des documents de base ainsi que des cartes d'identité est connu longtemps à l'avance, ce qui permet certainement aux communes d'une région ou d'un canton de s'arranger entre elles afin qu'un agent d'une commune fasse le déplacement également pour les communes limitrophes.

Question 2009 (21.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG) concernant le droit de séjour des personnes étrangères mariées à une personne luxembourgeoise:

La Cour constitutionnelle a statué dans un arrêt du 6 décembre que „les articles 1^{er} et 26 à 28 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1) l'entrée et le séjour des étrangers, 2) le contrôle médical des étrangers, 3) l'emploi de la main d'œuvre étrangère combinés, sinon pris individuellement, ne sont pas contraires aux articles 10bis et 111 de la Constitution considérés ensemble avec les paragraphes 3 et 4 de l'article 11 de la Loi fondamentale.“

Concrètement, cela implique que le fait que les couples constitués d'une personne non luxembourgeoise mariée à une personne luxembourgeoise sont défavorisés en matière de droit de travail et de séjour par rapport à ceux constitués d'une personne non luxembourgeoise mariée à un ou une communautaire, est conforme à la Constitution.

- Les ministres ne sont-ils pas d'avis que même si tel est le cas, il est évident que cette discrimination est non seulement absurde et injuste, mais encore contraire aux règles communautaires et que le Luxembourg se doit de l'éliminer?
- Les ministres ne sont-ils pas d'avis que la loi de 1972 sur l'entrée et le séjour des étrangers devrait d'urgence être modifiée dans le sens d'une élimination de ces discriminations? Comme le constate l'ASTI dans un communiqué, si le code civil oblige les conjoints à se porter assistance mutuelle, „les dispositions de la loi de 1972 et la pratique administrative empêchent, voire limitent, cette assistance mutuelle“. Et elle renvoie sur „de nombreux cas où l'on n'oblige non seulement le conjoint non communautaire à

passer par la voie des permis de travail [...] mais où l'on refuse pendant 3 ans, pareil permis de travail“.

- Les ministres peuvent-ils confirmer que, comme l'écrit l'ASTI, il suffit que la personne luxembourgeoise mariée à un non communautaire ait fait usage de son droit à la libre circulation en s'étant établi dans un autre pays membre pour tomber sous les bénéfices de la réglementation communautaire?

- Apparemment, certaines administrations ne sont même pas au courant de la différence de traitement entre les deux sortes de couples qui ressort de la situation légale, ce qui implique des complications inutiles. Ne serait-il pas important de clarifier cet état de chose par circulaire aux administrations étatiques et communales concernées?

Réponse commune (3.2.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice* et de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Le Gouvernement est en train de revoir, à la lumière du droit communautaire et de la pratique des pays voisins du Luxembourg, les modalités du droit de séjour des ressortissants des pays tiers mariés à des Luxembourgeois ou des ressortissants communautaires.

En ce qui concerne les mariages avec des Luxembourgeois, la Cour constitutionnelle a jugé qu'il n'y avait pas de discrimination.

Enfin, il y a lieu de souligner que d'ores et déjà les conjoints non luxembourgeois mariés à des Luxembourgeois obtiennent sans problème et régulièrement des permis de séjour et de travail, à moins qu'il n'y ait des motifs spécifiques qui s'y opposent. Le cas soumis à la Cour constitutionnelle était ainsi un cas d'espèce ne correspondant pas à la règle générale.

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bärmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz